

L'INDUSTRIE AU VERT

Patrimoine industriel et
artisanal de la vallée de la Seine
en Seine-et-Marne





Paysage de la Bassée, entre Bray-sur-Seine
et Montereau-Fault-Yonne.
Carrières de granulats alluvionnaires.

L'INDUSTRIE AU VERT

Patrimoine industriel et
artisanal de la vallée de la Seine
en Seine-et-Marne

CE LIVRE A ÉTÉ RÉALISÉ PAR

La Région Île-de-France, direction de la culture, service Patrimoines et Inventaire, en partenariat avec le Département de Seine-et-Marne, direction des affaires culturelles, pôle accompagnement culturel et patrimonial des territoires

SOUS LA DIRECTION SCIENTIFIQUE ET ÉDITORIALE DE

Nicolas Pierrot, conservateur en chef du patrimoine, Région Île-de-France

Avec la collaboration de Nathalie Hubert, attachée de conservation du patrimoine, conservatrice déléguée des antiquités et objets d'art, Département de Seine-et-Marne

DIRECTION DE LA PUBLICATION

Julie Corteville, cheffe du service Patrimoines et Inventaire, Direction de la Culture, Région Île-de-France

NARRATION VISUELLE

Philippe Ayrault, photographe, Région Île-de-France

RELECTURE

Roselyne Bussière, conservateur en chef du patrimoine, Région Île-de-France

Antoine Le Bas, conservateur en chef du patrimoine honoraire

Thomas Le Roux, chargé de recherche au CNRS (EHESS-Centre de recherches historiques)

AUTEURS

Roselyne Bussière, conservateur en chef du patrimoine, chercheur au service Patrimoines et Inventaire, Région Île-de-France

Lisa Caliste, attachée de conservation du patrimoine, chercheur à l'Inventaire général, Région Occitanie

Delphine Drouin-Prouvé, architecte DPLG, Région Île-de-France

Nathalie Hubert, attachée de conservation du patrimoine, chargée de développement du patrimoine, Département de Seine-et-Marne

Virginie Lacour, chef du service du patrimoine culturel, communauté d'agglomération Grand Paris Sud Seine-Essonne-Sénart

Odile Lassère, conservateur en chef du patrimoine, directrice du musée de l'Histoire du fer, Jarville-la-Malgrange, métropole du Grand-Nancy

Nicolas Loriette, docteur en histoire de l'art

Renaud Meyssonnier, historien

Nicolas Pierrot, conservateur en chef du patrimoine, chercheur au service Patrimoines et Inventaire, Région Île-de-France

PHOTOGRAPHIE

Philippe Ayrault, Région Île-de-France

Yvan Bourhis, Département de Seine-et-Marne

Avec la participation de Stéphane Asseline, Chloé Bazaad, Jessica Bonin et Laurent Kruszyk

CARTES, PLANS, DONNÉES ET SYSTÈME D'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE

Diane Bétored, cartographe-géomaticienne, service pilotage transverse et territorialisation, Région Île-de-France

Julien Delannoy, architecte DPLG

Catherine Rhein, directeur de recherche émérite, CNRS-UMR Géographie-cités n°8504, Université Paris Diderot

Avec la participation de Denis Asselin, Chloé Dordonnat et Jean-Philippe Llorens, sous-direction de la cartographie et de l'information géographique, Département de Seine-et-Marne

ENQUÊTE

Cet ouvrage repose sur une enquête d'inventaire thématique du patrimoine industriel et artisanal menée de 2008 à 2013 en Seine-et-Marne dans les cinquante-deux communes de la vallée de la Seine. Ont contribué à cette étude, outre les auteurs déjà mentionnés : Solène Amice, Frédéric Audirac, Carolina Carpinschi, Koffi Innocent Diezou, Simon Ducros, David Ernaux, Judith Förstel, Delphine Goutierre, Manisha Narayan, Jean-Philippe Passaqui, Carine Royer et Patricia Valentin-Aubé.

La documentation rassemblée sera consultable en ligne sur le site du conseil régional d'Île-de-France : www.patrimoines.iledefrance.fr / base de données sur le patrimoine francilien.

© Somogy éditions d'art, Paris, 2017

© Région Île-de-France, 2017

© Département de Seine-et-Marne, 2017

© ADAGP, Paris, 2017 pour les photographies de Philippe Ayrault, Stéphane Asseline, Jessica Bonin, Chloé Bazaad et Laurent Kruszyk

ISBN : 978-2-7572-0936-3

Dépot légal : septembre 2017

Imprimé en Union européenne

L'INDUSTRIE AU VERT

Patrimoine industriel et artisanal de la vallée de la Seine en Seine-et-Marne

Nicolas Pierrot

Avec la collaboration de
Nathalie Hubert

Et de
Roselyne Bussière
Lisa Caliste
Delphine Drouin-Prouvé
Virginie Lacour
Odile Lassère
Nicolas Loriette
Renaud Meyssonnier
Julie Molimard

PHOTOGRAPHIE

Philippe Ayrault
Yvan Bourhis

Avec la participation de
Stéphane Asseline, Chloé Bazaïd,
Jessica Bonin et Laurent Kruszyk

CARTOGRAPHIE

Diane Bétored, Catherine Rhein

PLANS D'USINES

Julien Delannoy

Ouvrage réalisé dans le cadre d'une
convention de partenariat entre la Région
Île-de-France et le Département de
Seine-et-Marne



SOMOGY
ÉDITIONS
D'ART

SEINE & MARNE 77
LE DÉPARTEMENT

SOMMAIRE

11 UN TERRITOIRE D'AMONT

13 INTRODUCTION

13 LE PAYSAGE DES VOYAGEURS

14 TABLEAU CONTEMPORAIN

17 AMBITIONS ET REGRETS D'UN INVENTAIRE

20 DÉCONDITIONNER LES REGARDS

22 SUBSISTANCES ET MATÉRIAUX

DISCRETS VESTIGES DE LA PREMIÈRE INDUSTRIALISATION (FIN XVIII^e SIÈCLE-ANNÉES 1880)

22 HÉRITAGE

22 *Apogée et déclin de « l'ère hydromécanique »*

27 *Des matériaux pour construire Paris*

29 RÉVOLUTIONS

29 *Canaux et chemins de fer*

31 *La vapeur sans transition*

33 DIVERGENCES

33 *Melun l'administrative ?*

35 *Montereau l'industrielle*

38 L'ÉCUME D'UN RAZ-DE-MARÉE CENTRIFUGE

CATHÉDRALES ET ATELIERS

DE LA SECONDE INDUSTRIALISATION (1880-1945)

38 PROPAGATION

38 *Voie secondaire et électricité*

39 *Usines de la Belle Époque*

41 CONFLITS

41 La mobilisation industrielle

43 Usines de guerre, innovation et nuisances

44 CONCENTRATION

44 Petites banlieues

48 De la crise aux combats de la Libération

50 CROISSANCE, CRISE, MUTATIONS

DES « TRENTE GLORIEUSES » À L'ÂGE DES RECONVERSIONS

(1945 À NOS JOURS)

50 FOI INDUSTRIALISTE ET MONUMENTALITÉ

50 Reconstruire et produire en masse

51 Territoire de l'électricité

52 MUTATIONS

52 Portrait industriel de la vallée en 1978

54 Désindustrialisation, ré-industrialisation

57 BILAN PATRIMONIAL

57 L'âge des reconversions

58 Un collier de perles

60 USINES EN SEINE

MONOGRAPHIES DE 36 SITES INDUSTRIELS OU ARTISANAUX,

EN REMONTANT LE FLEUVE DE SEINE-PORT À LA BASSÉE

221 RÉPERTOIRE DES SITES

264 CAHIER DE PLANS

289 SOURCES ET TRAVAUX



Le patrimoine industriel de la Seine-et-Marne, un département que l'on imagine très rural, illustre la densité économique et culturelle de l'Île-de-France. Son étude permet de prendre la mesure de cette industrie au vert.

C'est sans doute une des missions de l'Inventaire général du patrimoine culturel que de déconstruire les idées reçues sur les territoires. C'est tout son mérite que de révéler les richesses les plus cachées de l'Île-de-France. Ce sont ici cinquante-deux communes, deux cent vingt-huit sites inventoriés et trente-six monographies approfondies que donne à voir cet ouvrage. La diversité des patrimoines mise au jour, des monuments les plus modestes aux plus prestigieux, des moulins aux centrales électriques, des fours à chaux aux usines de la Belle Époque en passant par l'artisanat, montre avec éclat que cette industrie au vert est liée à une histoire inédite. Faite de bâtiments, d'hommes, de paysages, de savoir-faire, la mémoire qui se construit sous nos yeux au fil de ces pages rappelle aussi que l'Île-de-France a nourri Paris, avec ses minoteries et ses sucreries, qu'elle l'a construit avec l'extraction et la transformation des matières premières de son sol : pavé de grès, pierre, brique, faïence...

Le terme d'archéologie industrielle prend donc une résonance toute particulière ici. La quête des traces de cette histoire imprimée dans le sol a conduit chercheurs et photographes à traquer les réminiscences d'un passé à peine endormi.

Ce territoire « passé au peigne fin » finit par livrer ses logiques, ses blessures et ses résiliences grâce à tous les témoignages des acteurs de cette histoire : ouvriers, chefs d'entreprise, contremaîtres, ingénieurs, mariniers... Si les outils habituels de l'inventaire ont été mobilisés – archives, topographie, cartographie, photographie –, ils ont aussi laissé la place à des pas de côté. Et c'est ce chemin de traverse emprunté par l'équipe de Nicolas Pierrot, Philippe Ayrault et Nathalie Hubert qui fait toute la singularité de cet ouvrage.

Je tiens à saluer tous ceux qui ont animé cette aventure. Ils ont été nombreux : élus, chefs d'entreprise, institutions, chercheurs, photographes... sans compter le plaisir d'une collaboration fructueuse entre la Région et le Département de Seine-et-Marne, sans lequel cet ouvrage n'aurait pas vu le jour. Une collaboration qui, en renouvelant le regard sur l'industrie et le territoire, a vocation à durer entre nos deux collectivités.

Valérie Pécresse
Présidente de la Région Île-de-France

Pierre Le Fouillé, salarié de l'usine de matériel électrique de Champagne-sur-Seine, au service de la paie du personnel (1950-1956) puis au service planning (1956-1987). Installé dans l'atelier de montage, il restitue aux chercheurs, sur un plan de

1953, l'organisation de la chaîne opératoire dans les ateliers, démontrant l'adaptabilité d'une usine déjà cinquantenaire (13 décembre 2010, voir le cahier de plans, n° XII).



Depuis 2008, le Département est engagé au côté de la Région Île-de-France dans un projet ambitieux d'inventaire du patrimoine industriel sur les cinquante-deux communes seine-et-marnaises de la vallée de la Seine.

Cet inventaire minutieux a mis en lumière un patrimoine seine-et-marnais souvent méconnu mais d'une formidable diversité : du petit moulin, héritage de l'Ancien Régime, jusqu'au silo, de l'atelier d'artisan jusqu'à l'ensemble industriel, de la machine au geste du travail... L'architecture est parfois modeste, parfois monumentale. Vestiges, friches, reconversions, usines en activité, tous les sites témoignent d'une histoire qui a forgé la physionomie et l'identité des villes et de certains villages de la vallée de la Seine.

Ce travail est le fruit d'une collaboration qui a mobilisé toute une équipe de chercheurs, photographes, cartographes qui, ensemble, ont œuvré pour identifier, localiser, comprendre et expliquer ce patrimoine. Il s'est déroulé sur un temps long, le temps nécessaire à l'arpentage sur le terrain, aux recherches dans les archives, aux rencontres avec les entreprises, les témoins, les historiens et érudits locaux.

La publication de cet ouvrage est un aboutissement mais aussi un commencement.

L'objectif étant de faire connaître ce patrimoine auprès de ceux qui le côtoient, souvent sans en avoir conscience : l'élu, l'aménageur, le curieux, l'amateur ou tout simplement l'habitant. Le livre fait parfois office de témoignage quand l'usine a été démolie ou d'alerte quand la disparition menace. Mais c'est avant tout une invitation à poser le regard sur ces bâtiments, à comprendre la mémoire qu'ils portent et à partir à leur découverte. Dans ses nouvelles orientations culturelles, le Département de Seine-et-Marne souhaite ouvrir et valoriser de nouveaux chemins de découverte du patrimoine. Ce beau livre y contribue pleinement.

Jean-Jacques Barbaux
Président du Département de Seine-et-Marne

Montereau-Fault-Yonne, clocheton en briques portant l'horloge à quatre faces de la scierie Jodot (début du XX^e siècle), reprise par la câblerie SILEC en 1934.

Double page suivante : la Seine en Bassée, carrières de granulats alluvionnaires.



A landscape photograph showing a river in the foreground with ripples on the water. In the background, there are large piles of dark material, possibly gravel or coal, with industrial structures and a tall crane visible. A green barge is docked along the riverbank. Bare trees are scattered throughout the scene.

UN TERRITOIRE D'AMONT

JAMYOT



INTRODUCTION

Dans quel monde entrons-nous ? C'est le cri unanime, le soupir jamais contenu, la question qui, sans répit, perle du bouquet de paroles, de monuments et de vestiges qui forment la trame de cet ouvrage. Voici l'histoire, en effet, d'une portion de vallée française, couverte en deux siècles d'un brun manteau d'usines, et frappée par la crise des années 1970 : entre les recensements de 1968 et de 2012, près de douze mille emplois industriels – soit 50 % de l'effectif initial – ont été perdus en Seine-et-Marne, dans les cinquante-deux communes qui bordent la vallée de la Seine¹. Ici comme ailleurs, la mutation du système productif – cocktail actif de tertiarisation, de dématérialisation des moyens de production, de gains de productivité et de globalisation² – s'est exprimée dans le paysage par des fermetures d'usines et leur cortège de démolitions. On sait qu'à Saint-Fargeau-Ponthierry, Dammarie-lès-Lys, Champagne-sur-Seine ou Montereau-Fault-Yonne, elles ont été vécues comme autant de blessures psychologiques, sociales et urbaines. Une dynamique économique nouvelle s'est mise en place, on le verra. Il était donc urgent de recenser les supports matériels – bâtiments et machines – de cette histoire, de les interroger grâce aux archives, de les confronter à la mémoire des anciens et de les comparer aux réalités de l'industrie vivante. Non pour « fossiliser », mais pour convertir cette précieuse matière scientifique en vecteur de valorisation territoriale : connaître, préserver, transformer le patrimoine industriel pour se projeter vers l'avenir. Quel territoire ? Avant d'en dresser le tableau contemporain et d'en présenter la genèse, laissons les voyageurs, en guise d'introduction, nous aider à en esquisser un premier tableau sensible.

LE PAYSAGE DES VOYAGEURS

Paris, 1804. Sur les traces des savants qui, au siècle des Lumières, brûlaient de faire « l'inventaire du monde », l'érudit Louis Millin prend la direction du Midi par le grand chemin de Lyon. Son attelage rejoint la Seine à Juvisy. D'emblée, l'industrie le fascine – et le glace. Il décrit tour à tour, à Essonne, la fabrique de poudre, « substance inventée pour la destruction de l'espèce humaine³ », puis la grande papeterie où « M. Didot prétend avoir trouvé l'art de faire du papier sans ouvriers⁴ ». Mais au-delà s'ouvre la forêt, et bientôt le voyageur n'a plus d'yeux, à Fontainebleau, Moret et Montereau – on ne remonte jamais plus loin –, que pour l'éclat des « antiquités ». Point d'activité fabricante dans cette portion de vallée ? Seule a droit de cité l'extraction du « grès dur qui sert à pavier d'une manière si commode et si solide les rues de nos villes⁵ ».

Trente ans plus tard, à l'heure de l'industrialisme conquérant, les regards portés sur le paysage de la Haute-Seine ont-il changé ? Paris, 1836 : depuis le « vapeur » qui le conduit à Montereau, le polygraphe Constantin Mazeret contemple partout l'industrie. À Charenton, Gentilly, Ivry, Choisy, Athis, Corbeil ou Essonne se succèdent les fleurons de la chimie, du textile et de la métallurgie. Mais plus loin ? Chantre obstiné de la modernité – son guide est vendu sur les bateaux à vapeur –, il ne trouve après maints efforts, à Seine-



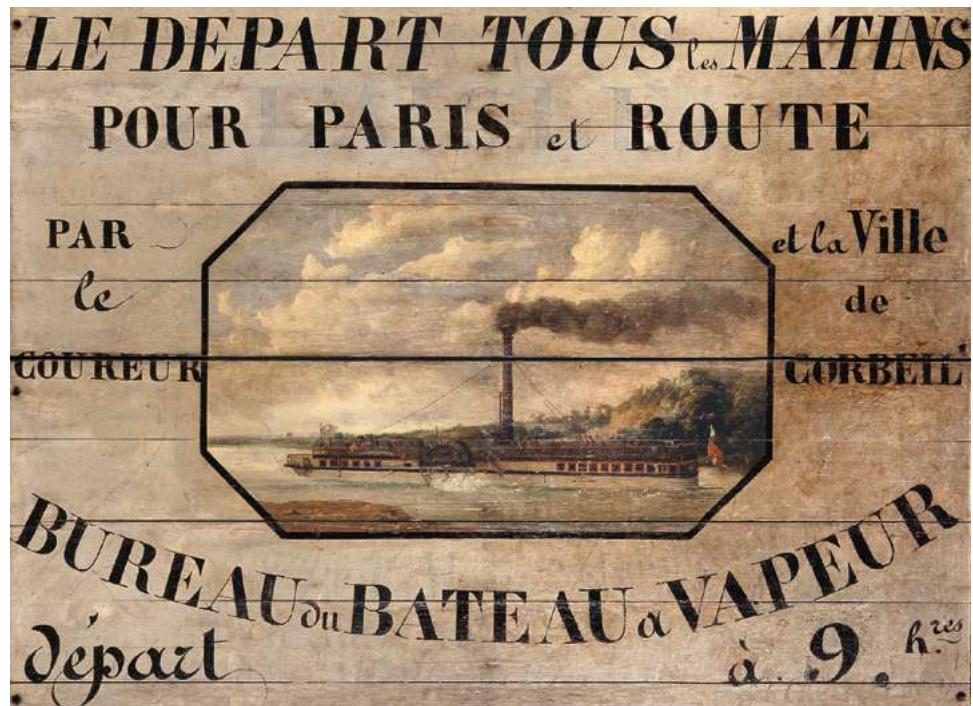
1. 10 192 emplois industriels hors BTP en 2012, contre 21 924 en 1968. Sources : recensements INSEE 1968 et 2012, analysés par Catherine Rhein, CNRS-UMR Géographie-cités, n° 8504.

2. Lionel Nesta, « Désindustrialisation ou mutation industrielle ? », *Économie et statistique*, n° 438-440, 2010, p. 297-301.

3. Aubin-Louis Millin, *Voyage dans les départements du Midi de la France*, Paris, Tourneisen, 1804, p. 23-24. La paix d'Amiens vient d'être rompue.

4. *Ibid.*, p. 25. Référence à l'invention, dans la papeterie d'Essonne, de la machine à fabriquer le papier en continu par Nicolas-Louis Robert en 1798.

5. *Ibid.*, p. 52.



Port, qu'un moulin « employé comme féculerie de pommes de terre⁶ », et à Boissettes une manufacture de lacets. Il s'engage alors dans une énumération joyeuse de châteaux et de « jolies maisons de plaisance ». Le spectacle des fabriques ne lui est offert qu'en ville : Melun et Montereau transforment le blé en farine, la betterave en sucre, le calcaire en chaux et la glaise en tuiles ou en faïences⁷.

De ce contraste entre l'aval industriel et l'amont nourricier, c'est à Flaubert que l'on doit l'évocation la plus sensible : en 1840, Frédéric Moreau quitte à regret, sur la *Ville-de-Montereau* – encore un bateau à vapeur –, les berges parisiennes « peuplées de magasins, de chantiers et d'usines » pour rejoindre sa province, et c'est dans l'entre-deux, dans le temps suspendu du voyage en « rivière », dans un paysage pittoresque déjà désenchanté « où l'on aperçoit des vignobles, des noyers, un moulin dans la verdure », que naît par contraste l'idylle du jeune homme romantique⁸. La trame du territoire réel et rêvé est désormais fixée : après Corbeil, après la vallée industrielle – tendue vers le « progrès » –, le cours boisé des méandres, paisibles ou monotones – ancrés dans le passé –, n'est interrompu que par des fabriques où se transforment les ressources du sol. Ce constat change peu au cours du XX^e siècle. D'une guerre à l'autre, les guides touristiques pénétrés de géographie scolaire, de foi dans le progrès et de prestige national détaillent certes, depuis les fenêtres du train, la progressive densification industrielle de la Haute-Seine – Schneider à Champagne-sur-Seine, L'Air liquide à La Grande-Paroisse⁹. Mais ils vantent encore et toujours les richesses minérales, forestières et agricoles d'un territoire rural partagé entre Brie et Gâtinais. On mesure déjà, à ce stade, l'intérêt de s'attarder sur cette portion de vallée, sur les 108 kilomètres du cours de la Seine qui, dans le département de Seine-et-Marne, depuis la Bassée jusqu'aux portes de l'Essonne, forment la transition entre la « province » et la métropole.

6. Constantin Mazeret, *Panorama descriptif, historique et anecdotique des rives de Seine, de Paris à Montereau, Corbeil, Creté*, 1836, p. 164.

7. *Ibid.*, p. 195-198 et 260-264.

8. Gustave Flaubert, *L'Éducation sentimentale*, Paris, Michel Lévy frères, 1869, rééd. dans *id.*, *Oeuvres*, Gallimard, Bibliothèque de la Pléiade, t. II, 1948, p. 33-40.

9. *La Bourgogne*, coll. « Guides bleus », Paris, Hachette, 1935.

TABLEAU CONTEMPORAIN

Pour définir ce territoire et caractériser la relation qu'entretiennent ici, depuis trois siècles, le fleuve et l'industrie, saisissons les trois clés de lecture géographiques tendues par les voyageurs. Première clé, ce territoire est celui où se succèdent encore aujourd'hui, dans le vocabulaire des navigants, la Petite-Seine et la Haute-Seine. Après avoir parcouru 220 kilomètres depuis sa naissance sur le plateau de Langres, la Seine

Enseigne réalisée en 1834 pour une compagnie parisienne de bateaux à vapeur reliant Corbeil, Melun et Fontainebleau, repeinte en 1840 pour une

compagnie qui reliait Paris à Montereau (Conflans-Sainte-Honorine, musée de la Batellerie).



reçoit les eaux de l'Yonne (100 mètres cubes par seconde). Le débit et la largeur du fleuve sont alors plus que doublés : c'est ici que s'achève la Petite-Seine, accessible aux péniches de 650 tonnes mais pour l'heure interdite au trafic à grand gabarit (plus de 1 000 tonnes)¹⁰. En Seine-et-Marne, la Petite-Seine se confond avec la Bassée, vaste dépression alluviale et agricole (40 kilomètres de long, 200 kilomètres carrés) limitée au nord par la cuesta d'Île-de-France (plateau de Brie) et au sud par les rebords du Sénonais (plateau de Sens). La Seine s'y « déploie en une multitude de bras, de méandres et de plans d'eau auxquels s'ajoutent le canal et l'exploitation de gravières ». Elle offre de loin en loin des zones « presque sauvages que la végétation de sous-bois et de marais rendent impénétrables¹¹ ». Par suite, en dehors de Bray-sur-Seine, l'industrie n'a jamais répandu jusqu'ici son empire.

Tout change à Montereau-Fault-Yonne, porte d'entrée de la Haute-Seine. Après la confluence de l'Yonne, en effet, le trafic s'opère à grand gabarit¹². Depuis deux siècles, se concentrent ici les réseaux de communication ferroviaires et routiers ; aujourd'hui, les zones industrielles de Montereau et de Melun-Vaux-le-Pénil résistent à la désindustrialisation. Rien de comparable, toutefois, avec la densité industrielle du couloir fluvio-maritime de la Basse-Seine, en aval en Paris¹³. En amont de la capitale, en effet, les paysages demeurent ceux de la « rivière » chère à Flaubert : après la confluence du Loing (16 mètres cubes par seconde), le fleuve s'encaisse profondément entre le plateau briard et les collines du Gâtinais, formant de larges méandres. Les boucles de la Seine, bordées au sud par la forêt de Fontainebleau, se prolongent jusqu'à Saint-Fargeau-Ponthierry et Nandy, limite occidentale de notre territoire à 40 kilomètres du centre de Paris par le fleuve. Ce dernier s'élargit alors des apports de l'Essonne, de l'Orge et de l'Yerres, puis, après la confluence de la Marne (100 mètres cubes par seconde), entre dans son ample section parisienne.

Deuxième clé de lecture, l'axe fluvial, routier et ferroviaire de la vallée constitue l'exutoire principal des richesses agricoles et minérales d'un territoire essentiellement rural. Le plateau calcaire et meulier de la Brie française et de la Brie orientale est recouvert de sols argilo-limoneux comptant parmi les plus fertiles d'Europe, favorables à la culture des céréales (rendement moyen de 90 quintaux par hectare) et de la betterave à sucre. À ce grenier à blé s'ajoutent les ressources forestières de la Brie humide et du massif de

Paysage de Brie humide. Au fond, la silhouette du grand ensemble de Surville.

La vallée de la Seine entre la confluence du Loing et celle de l'Yonne. Vue prise depuis les silos de la coopérative InVivo (La Grande-Paroisse).

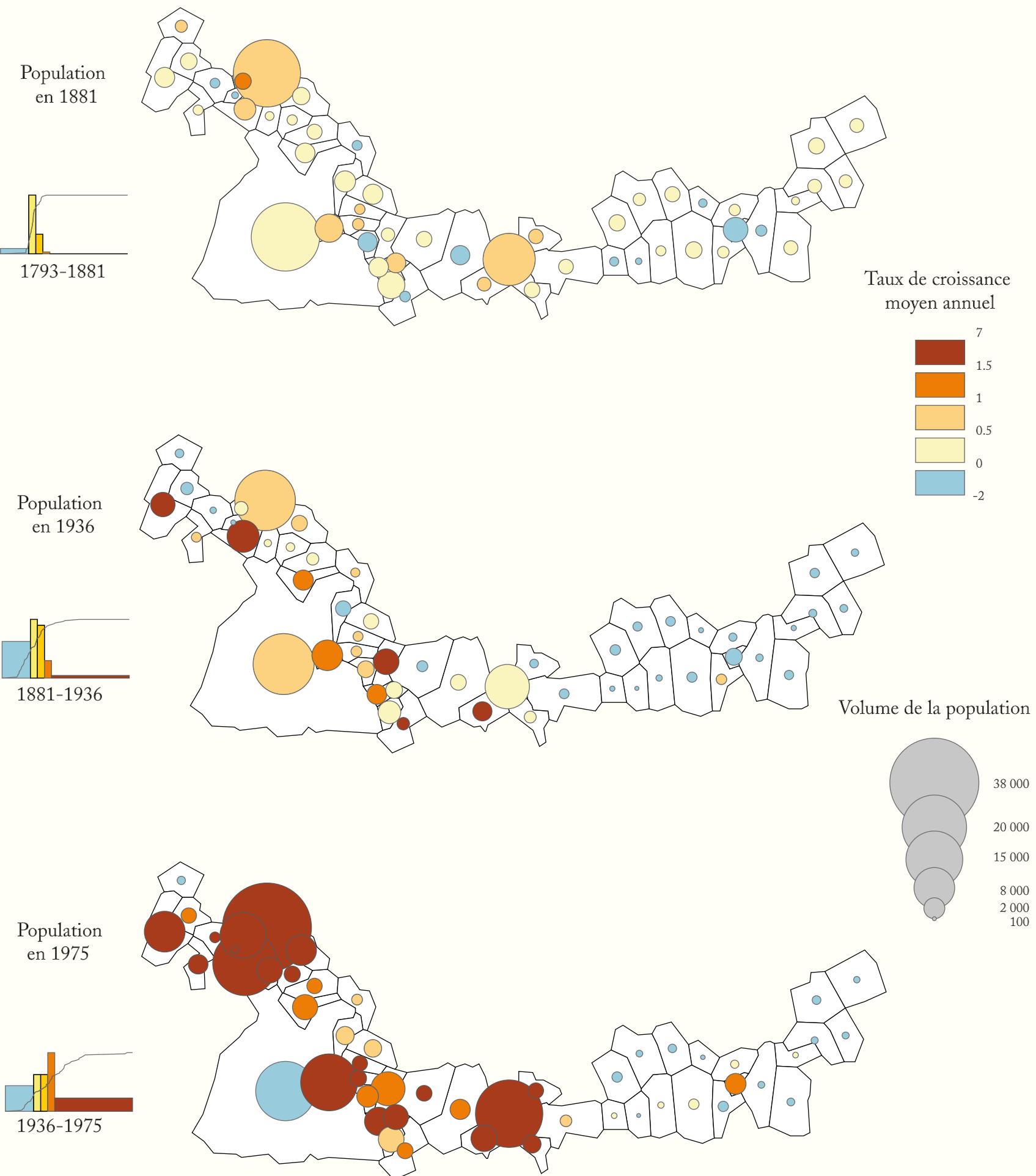
10. La Seine est doublée par les canaux de dérivation de Beaulieu à Villiers-sur-Seine (9 kilomètres, 1881-1886) et de Bray-sur-Seine à La Tombe (11 kilomètres, 1899, déclassé en 1979). Un projet d'extension du réseau à grand gabarit entre Montereau et Nogent-sur-Seine (de 1 000 à 4 000 tonnes) est encore en débat à l'heure où sont écrites les dernières lignes de cet ouvrage.

11. La Bassée est classée parmi les réserves naturelles nationales depuis 2002. Conseil général de Seine-et-Marne et CAUE 77, *Atlas des paysages de Seine-et-Marne*, CG77, 2007, p. 217.

12. Chenal de 80 à 100 mètres et mouillage de 5 mètres pour convois de 1 000 tonnes et plus. Marcel M. Chartier, « Le fleuve et les voies d'eau en Île-de-France », dans *La Seine et son histoire en Île-de-France*, Mémoires de la Fédération des Sociétés historiques et archéologiques de Paris et de l'Île-de-France, t. 45, 1994, p. 27-28.

13. Emmanuelle Réal et Denis Couchaux, *Le Paysage industriel de la Basse-Seine*, Rouen, Inventaire général du patrimoine culturel de Haute-Normandie, coll. « Images du patrimoine », n° 249, 2008.

Population et taux de croissance moyens annuels



Fontainebleau¹⁴. Le fleuve et ses affluents ont mis au jour d'importants affleurements minéraux, exploités sur la longue durée pour les besoins de la capitale. Ce sont, d'est en ouest, les argiles nobles (à céramique) du bassin de Provins, les calcaires, marnes et argiles cimentiers de la « Brie humide », les granulats alluvionnaires de la Bassée, les calcaires de Champigny et de Château-Landon (à chaux, moellons, enrochements, granulats et « fines ») extraits en Gâtinais, les sables du massif de Fontainebleau, enfin le pétrole du plateau de Brie. Autant de gisements dont le potentiel, le plus important d'Île-de-France, demeure convoité¹⁵.

La répartition de la population confirme ce tableau général. À l'échelle de l'Île-de-France, malgré l'étalement de l'agglomération centrale¹⁶, un fort contraste subsiste entre l'amont et l'aval : au recensement de 2012, on comptait 507 073 habitants dans les cinquante-deux communes de la vallée en aval, depuis Le Pecq jusqu'à la Normandie, contre 283 570 dans les cinquante-deux communes de notre territoire¹⁷. À l'échelle de ce dernier, l'opposition reste franche entre la Petite-Seine et la Haute-Seine. En quarante ans, la population a plus que doublé en Bassée, mais le territoire de la Haute-Seine, fort des trois agglomérations de Melun, Fontainebleau et Montereau, reste dix fois plus peuplé, et six fois plus dense que celui de la Petite-Seine (639 contre 108 habitants au kilomètre carré).

AMBITIONS ET REGRETS D'UN INVENTAIRE

C'est dans ce paysage que, à partir de 2008, une petite escouade de chercheurs fut lancée en quête des monuments et traces de l'héritage industriel¹⁸. Dans quel contexte, pour répondre à quelle demande, selon quelle méthode et avec quels outils ?

Le contexte d'abord. Au cours des années 1970 et 1980, au plus fort des luttes pour préserver l'emploi, peu d'usines remarquables ont été signalées dans cette portion de vallée, à l'exception notable de la centrale électrique de la manufacture de papiers peints Leroy, protégée au titre des monuments historiques dès 1986¹⁹. Faute d'inventaire et de mobilisation sans doute, car les associations et les institutions étaient alors accaparées, en Île-de-France, par des territoires industriels plus denses²⁰. Vingt ans après le traumatisme, au début des années 2000, le rythme des démolitions – une trentaine – semblait avoir fléchi. Certaines entreprises, victorieuses de la crise, poursuivaient leur route, à l'image des carrières de calcaire et de granulats, du secteur pharmaceutique ou de la SILEC. On cite aujourd'hui plusieurs exemples de réindustrialisation sur d'anciennes bases : à Thomery, ADR reste un fleuron du roulement à billes de précision et la fabrication de machines tournantes a repris, en 2009, dans l'usine de matériel électrique de Champagne-sur-Seine. En contrepoint, plusieurs usines ont été reconvertis à de nouveaux usages : l'ancien atelier de peinture de l'usine Nodet abrite une médiathèque depuis 2007 et la cartonnerie Devoisselle est devenue complexe de loisirs en 2009.

Mais conjointement, la menace a reparu. Faute de projet pour leur offrir une seconde vie, après un trop long temps de déshérence, cinq usines ont été détruites depuis le début de l'enquête, dont deux très récemment à Saint-Fargeau-Ponthierry²¹. À Dammarie-lès-Lys, les deux grandes usines du Clos Saint-Louis sont en sursis. Il est nécessaire aujourd'hui d'en montrer la rareté – une usine de la Grande Guerre pour Delattre et

14. Laurent Azuelos et Olivier Renault (dir.), *Les Milieux naturels et les continuités écologiques de Seine-et-Marne*, Conseil général de Seine-et-Marne, 2013, p. 20-26.

15. Réserve de biosphère de Fontainebleau et Gâtinais, Géofestival et Géomis, *Mémoires de pierre : les ressources minérales du territoire de Fontainebleau et du Gâtinais et leurs relations avec les activités humaines*, 2014 (en ligne), *passim*.

16. Source d'un doublement de la population seine-et-marnaise en quarante ans.

17. Extraction et analyse des données communales des recensements de 1968 et 2012. Source : cassini.echess.fr.

18. Convention département-région du 7 décembre 2007.

19. Elle abrite deux génératrices et la machine à imprimer le papier peint en vingt-six couleurs, ensemble protégé au titre des monuments historiques dès 1986, soit quatre ans après la fermeture de l'usine. Protections en Seine-et-Marne : la rotonde SNCF de Longueville (inscrite en 1984), la chocolaterie Menier de Noisiel (inscrite en 1986, classée en 1992), les usines élévatoires des eaux de Trilbardou et d'Isles-Meldeuses (inscrites en 1987, classée en 1992) et la tuilerie de Bezanleu (inscrite en 1989).

20. Nicolas Pierrot, « L'Île-de-France – dont Paris/The Industrial Heritage of the Île-de-France Region », *Patrimoine industriel-Archéologie, techniques, mémoire*, revue du CILAC, mars 2016, n° 66-67, p. 126-143.

21. Après la démolition des moulins de Melun à la veille de l'enquête en 2005, on compte l'usine Cotelle à Saint-Fargeau-Ponthierry (2009), la centrale EDF de Montereau (2011), les silos de Bray-sur-Seine (2011), plusieurs fours à chaux au Mée-sur-Seine (2014), l'usine Morin et l'usine Cooper à Saint-Fargeau-Ponthierry (2016 et 2017) et la démolition prochaine du barrage des Vives-Eaux.

Frouard – et la qualité architecturale – une œuvre d'Eugène Freyssinet, pionnier du béton armé, pour la seconde – dans l'espoir de susciter ce « réflexe patrimonial » profitable à tout projet d'aménagement²².

Un rendez-vous manqué, irrémédiablement ? La demande d'histoire, de mémoire et de patrimoine reste aujourd'hui pressante. Elle a changé toutefois, car l'urgence s'est déplacée. Il ne s'agit plus prioritairement de « courir devant les bulldozers », d'opposer dans l'urgence la notion de « patrimoine industriel » – qui fait de l'industrie un *bien culturel commun*, le support matériel d'un moment de civilisation à transmettre aux générations futures – à la définition ouvrière et patronale de « patrimoine » envisagé comme source de travail et de richesses²³. Cette étude est née au moment où les Régions se voyaient confier, par la loi de décentralisation du 13 août 2004, l'inventaire général du patrimoine culturel, et où les collectivités locales en général s'investissaient dans la reconnaissance et le financement de leur patrimoine. Il s'agissait donc d'engager la recherche pour connaître, valoriser, voire susciter les projets de reconversion, de « recyclage », dans une logique d'aménagement durable ; enfin de suturer l'ensemble à l'industrie contemporaine pour produire un récit utile au développement territorial. Ainsi la présente étude a-t-elle nourri le projet de reconversion de la centrale électrique de l'usine Leroy en espace culturel et cherché à accompagner la renaissance de l'usine de matériel électrique de Champagne-sur-Seine²⁴.

Les méthodes du recensement et de l'étude sont connues, mais toujours plus ambitieuses à mesure de l'enrichissement des questions posées à ce patrimoine « à enjeux ». D'abord tenter de composer la carte historique du territoire industriel, afin de guider l'arpentage du terrain et de situer les traces de l'activité fabricante dans l'espace et le temps. Faute de pouvoir différencier, dans les sources primaires, l'essentiel du secondaire – qu'est-ce qu'un « atelier » ? –, l'usage d'un filet aux mailles serrées a permis de retenir les ateliers modestes – relevant de l'artisanat de production – autant que les grandes usines. Sur les 2 184 informations exhumées, le corpus s'élève, après élimination des doublons, à 945 sites révélés par les archives et la bibliographie²⁵. Leur activité est attestée, même brièvement, entre la fin du XVIII^e siècle et 1980. Trois périodes se distinguent – qui forment la trame du présent exposé – marquées par les deux fortes césures de 1880 et 1945²⁶. Chaque site est localisé à la parcelle ou à la commune : une fois cartographié, ce nuage d'informations permet également d'isoler cinq territoires de production qui servent de cadres aux monographies présentées dans la deuxième partie de cet ouvrage.

Sur place, 195 sites de production ou de réparation²⁷ ont été retrouvés – 170 dans leur intégrité ou reconvertis, 25 à l'état de vestiges –, soit 20 % des sites mentionnés par les sources. Il faut ajouter à cet ensemble un centre de recherches (Les Renardières), 5 écoles et centres de formation, 14 cités et lotissements ouvriers, 9 logements patronaux, 3 équipements sociaux et 2 églises de cités ouvrières, recensés en cours d'enquête. Soit un total de 228 sites à étudier²⁸. Afin de répartir utilement les efforts, trois catégories ont été créées, fruit du croisement de cinq critères : conservation ou non des parties essentielles de l'organisme industriel, intérêt architectural, présence ou non d'équipements techniques, pérennité de l'activité autorisant l'étude des gestes du travail, représentativité du site dans

22. Île-de-France 2030, schéma directeur de la Région Île-de-France, adopté par le conseil régional le 18 octobre 2013, vol. 5 : « Propositions pour une mise en œuvre, annexe », 18 octobre 2013, p. 139-140.

23. Anne-Françoise Garçon, « Le patrimoine, antidote de la disparition ? », *Historiens et géographes*, n° 405, janvier-février 2009, p. 201.

24. 28 mai 2011, journée portes ouvertes chez Jeumont Electric, exposition réalisée en partenariat avec Moret-Seine-et-Loing ; décembre 2011, *Champagne-sur-Seine, et l'usine créa la ville*, coll. « Parcours du patrimoine », Paris, Somogy ; 31 mars 2012, visite de l'usine scénographiée par Cendre Chassanne (Cie Barbès 35) ; 5-6 octobre 2012 et 25-26 octobre 2013, création de la pièce *Histoires* par la Cie Barbès 35, avec la participation des habitants (soirée d'ouverture des Scènes rurales, Act'art 77) ; interventions en classes de troisième au collège Fernand Gregh ; étude de mise en tourisme (cabinet Élan, 2013) ; *Et l'usine créa la ville. Champagne-sur-Seine*, film de Xavier de Lauzanne, Aloest Productions et Région Île-de-France, 2013, 56 min. ; 2014, étude urbaine sur la reconversion de la zone industrielle ; 2017, vidéo sur l'évolution de Champagne à l'église russe, musée de la ville ; à venir, circuit de visite porté par Moret-Seine-et-Loing (compétence « diffusion de l'offre tourisme »).

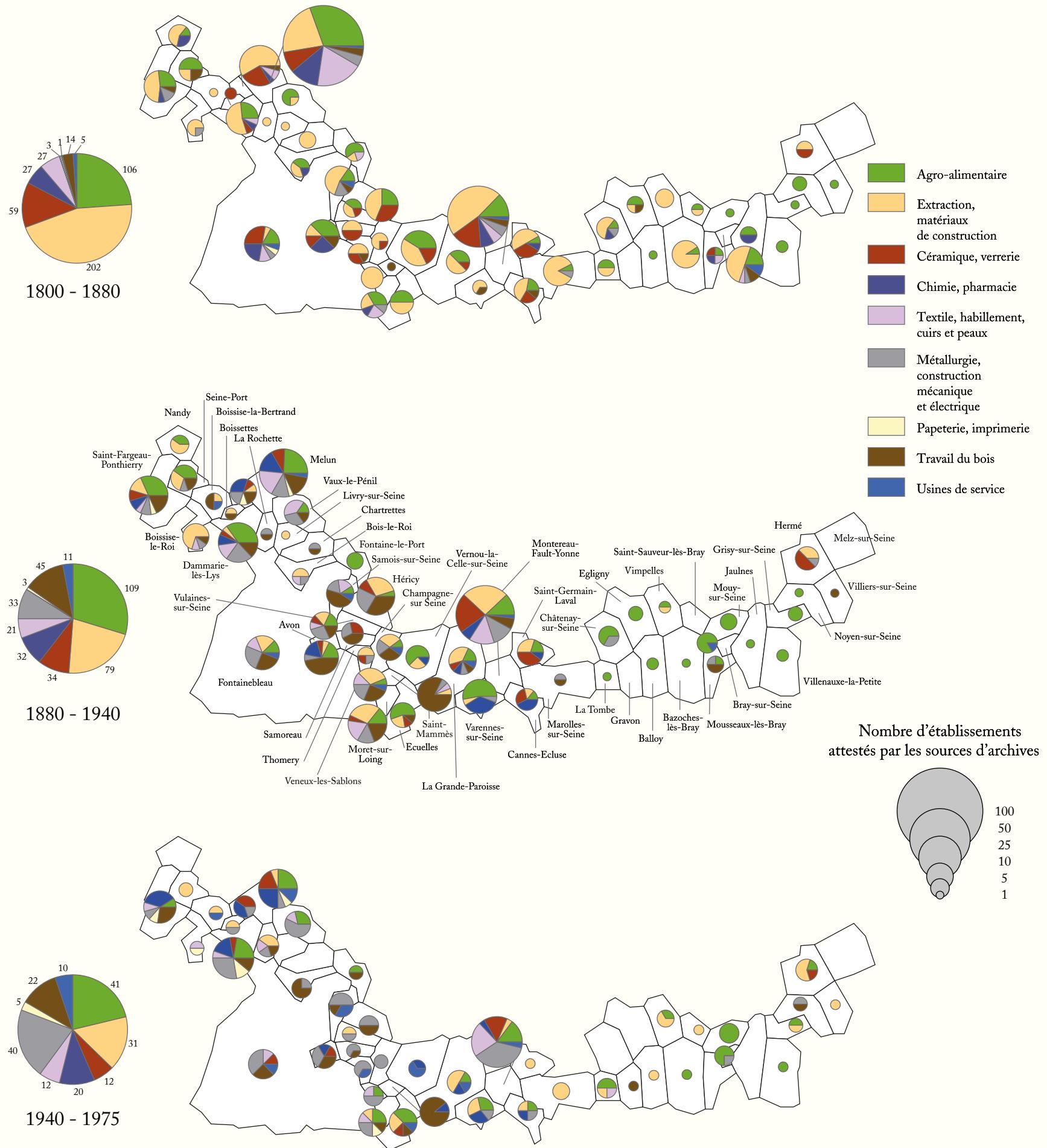
25. Voir la rubrique « Sources et travaux » en fin d'ouvrage.

26. Denis Woronoff, *Histoire de l'industrie en France, du XVI^e siècle à nos jours*, Paris, Seuil, 1994.

27. On songe notamment au dépôt des tramways d'Avon (répertoire n° 2) et aux dépôts PLM de Montereau-Fault-Yonne et Moret-Veneux-les-Sablons (répertoire n° 142 et 185).

28. Tous consignés dans le répertoire final. Ce dernier comprend 263 sites. En effet, aux 228 sites recensés ont été ajoutés 35 sites détruits, retenus pour leur intérêt architectural ou leur importance dans l'histoire industrielle du territoire.

Répartition des établissements par branches d'activité, XIX^e-XX^e siècle



Sources : AD77, 4P (matrices cadastrales), 5MP et SC (établissements insalubres), 3S et 4S (cours d'eau), 7S (carrières) ; AN F20/294 (État des moulins à farine en activité, an X-1801)

AD77, M9300 (idem, 1^{er} juillet 1811) ; AN F10/5767 (État statistique des usines sur les cours d'eau non navigables ni flottables, 1862 et 1885) ; inventaire général de Melun (J. Förstel).

© Région Île-de-France. Données : L.Caliste / Base de données : V. Lacour et O. Lassière / Analyse : N. Pierrot / Cartographie : D. Bétored, 2017.

sa branche d'activité. On assume ici, bien sûr, une part de subjectivité, inhérente à tout jugement patrimonial. Les sites jugés mineurs ont fait l'objet d'une datation sommaire de la période d'activité et du gros œuvre. Les sites intermédiaires ont bénéficié d'une étude historique (succession des fonctions et des raisons sociales) et d'une analyse architecturale rapportée à l'étude de la chaîne technique opératoire, selon la démarche classique de l'archéologie industrielle. Enfin, trente-cinq sites ont fait l'objet d'une approche monographique approfondie, occasion de diversifier les expériences.

De l'histoire de l'art à l'histoire des techniques – appliquée dans un premier temps aux machines anciennes désormais sans opérateurs –, le champ à couvrir était déjà très ouvert. Mais bien d'autres opportunités ont été saisies : étudier les gestes de l'activité contemporaine, recueillir et valoriser la mémoire des « anciens » (à Saint-Fargeau-Ponthierry, Dammarie-lès-Lys²⁹, Champagne-sur-Seine, Thomery, Saint-Mammès), étudier les reconversions d'usines à d'autres usages. D'où plusieurs regrets : ne pas avoir pu systématiser les enquêtes sur la mémoire et n'avoir pu qu'esquisser l'étude environnementale du patrimoine industriel. En effet, si l'impact de l'industrie sur les paysages est intégré de plein droit à l'analyse des zones industrielles et des carrières, si l'histoire des conflits et des renoncements environnementaux transpire des fonds d'archives explorés – on songe à l'installation d'établissements insalubres en temps de guerre –, il reste à envisager, pour une approche complète de chaque site, l'étude historique des sols par exemple, certes sans valeur patrimoniale mais dotés d'une forte valeur d'héritage. Quelquefois pourtant, un choix architectural peut s'expliquer par la nécessité de résoudre un conflit : à Dammarie-lès-Lys, ce sont bien les plaintes des riverains qui obligèrent la société Ideal Standard à construire une cheminée en béton de 60 mètres chargée de disséminer plus loin les gaz de fonderie³⁰.

DÉCONDITIONNER LES REGARDS

Enfin, quels outils mobiliser ? En complément des outils classiques – « Un œil réceptif et une bonne paire de chaussures³¹ » –, la photographie et la cartographie ont été placées au centre de la démarche. Des cartes et des plans pour suggérer l'impact et la complexité de l'industrie à toutes les échelles, depuis le territoire, apprécié dans sa construction historique, jusqu'à l'intérieur de l'usine, dont l'histoire et le principe de fonctionnement sont méticuleusement restitués³². Des photographies ensuite, obtenues grâce à une longue immersion dans le territoire, pour saisir les paysages, les architectures, les gestes du travail, parfois la complicité entre les hommes et femmes séparés dans l'espace de production, mais intimement liés par le regard et la complémentarité des opérations.

On sent pointer la critique : voici l'industrie esthétisée, mythifiée, fétiche brandi pour nourrir dans l'artifice une nostalgie délétère. Alors assumons, et contestons : dans l'océan des images de la friche, de la ruine rurale et environnementale, contre l'invasion des images policiées de la communication, l'imagerie du patrimoine industriel a su se forger un langage. Des friches, certes, des salles blanches, parfois. Mais surtout une approche photographique visant à déconditionner les regards sur des lieux stigmatisés ou inaperçus. La photographie d'inventaire permet pour un temps d'offrir à l'usine – même

29. Par l'intermédiaire des ateliers Mémoire de la ville animés par Catherine Suard.

30. Richard Michel, *Entreprises et entrepreneurs de Seine-et-Marne*, SEDIPA, 1994, p. 170-176.

31. Maurice Daumas, *L'Archéologie industrielle en France*, Paris, Robert Laffont, 1980, p. 428. L'auteur reprend ici la formule de R.-A. Buchanan, *Industrial Archaeology in Britain*, 1977.

32. Voir le cahier de plans en fin d'ouvrage.



lorsque l'architecte n'y a pas songé – le statut visuel de la cathédrale ou du château ; de déshabiller furtivement l'usine de valeurs plaquées par ceux qui jamais ne la fréquentent ; d'offrir aux « anciens » et aux salariés une image fidèle d'un travail qui les a construits autant qu'il les a consumés ; d'offrir enfin une image sensible des transformations contemporaines du système productif. Tout ceci sans renoncer, dans le champ scientifique, à revendiquer la neutralité d'un objet d'étude grand ouvert à la curiosité pluridisciplinaire.

Bardage. Esquisse de discours photographique sur les zones industrielles. Dammarie-lès-Lys, SMR Automotive France.

SUBSISTANCES ET MATÉRIAUX

DISCRETS VESTIGES DE LA PREMIÈRE INDUSTRIALISATION (FIN XVIII^E SIÈCLE-ANNÉES 1880)

HÉRITAGE

Apogée et déclin de « l'ère hydromécanique¹ »

Depuis le haut Moyen Âge, les moulins de la Seine et de ses affluents – ici dix-huit rivières et ruisseaux – écrasent les céréales de Brie et du Gâtinais pour le marché local et parisien². Mais la première « diffusion massive de l'énergie hydraulique³ » date du Moyen Âge classique. Elle accompagne l'élan vigoureux de la croissance agricole et démographique. L'initiative de la construction revient prioritairement aux établissements religieux – chapitre de Notre-Dame de Paris, abbaye de Saint-Sauveur-lès-Bray et abbayes cisterciennes de Preuilly, du Lys et de Barbeau⁴. Cette dernière, fille de l'abbaye de Preuilly, richement dotée par Louis VII et installée à Héry en 1156, possède du XII^e au XIV^e siècle au moins douze moulins répartis sur la Seine et sur ses affluents⁵. Les moulins installés le long des ruisseaux et rivières dominent⁶. Ils sont plus rares en Seine où, dès le XIII^e siècle, le pouvoir royal entend favoriser la navigation⁷. Surtout, deux sites de ponts se distinguent : Melun, riche d'au moins six moulins-bateaux et moulins pendus, c'est-à-dire adaptés au fort débit du fleuve⁸ ; et Moret, dont le premier moulin « sous le pont » est sans doute contemporain de la construction de l'ouvrage au XII^e siècle⁹. La plupart de ces moulins ont été rebâties suite aux périls du XIV^e siècle.

La longue reconstruction qui suit la guerre de Cent Ans voit se diversifier les usages de la force hydraulique. Les deux moulins à tan du pont de Moret sont construits entre les XV^e et XVII^e siècles pour transformer en tanin les écorces de chêne des forêts voisines¹⁰ ; le moulin d'amont, détruit, est d'abord un foulon (1520) puis une scierie (vers 1769) ; à Melun, le moulin Farineau est intégré à la filature hydraulique Perrenod dès sa création en 1776 ; en 1787, François Perrault transforme le Vieux Moulin du ru de Balory en manufacture de ganses et lacets¹¹. Mais au cœur de ce grenier à blé, l'essentiel des moulins reste affecté à l'écrasement des grains. Peu de vestiges de cette période sont parvenus jusqu'à nous. Le moulin d'Étrais, son bassin de retenue et son bief de dérivation en moellon de grès constituent l'ensemble le mieux conservé¹².

Dès lors, l'hydraulique a-t-elle pu constituer ici « la base énergétique majeure¹³ » de la première industrialisation ? Pas ici. Les enquêtes statistiques du XIX^e siècle le prouvent sans appel. Celles de l'an X et de 1811 sur les moulins à blé, complétées par les matrices du cadastre napoléonien, recensent soixante-neuf moulins à blé et seulement trois moulins à tan¹⁴. En 1862, on dénombre encore quarante-neuf moulins, dont quarante-quatre à blé, une brasserie (le moulin du ru de Brolles à Bois-le-Roi), un moulin à broyer la porcelaine (le moulin de Valvin à Avon) et les deux moulins à tan du pont de Moret. En 1885 ne subsistent plus que trente-six moulins, dont trente à blé ; seul le moulin de la Chapelle à Châtenay-sur-Seine, devenu laiterie, a été reconvertis. La branche meunière s'est concentrée (dix-neuf moulins se sont arrêtés entre 1862 et 1885), mais elle mobilise encore

1. Serge Benoit, « Les cadres historiques généraux d'un inventaire des sites hydrauliques anciens dans le cas français, 1987 », dans *La Modernité de la tradition. Les énergies renouvelables classiques : l'eau et le bois dans la voie française de l'industrialisation, c. 1750-c. 1880*, thèse de doctorat d'histoire, Université d'Évry-Val-d'Essonne, 2006, p. 4-25.

2. Karine Berthier et Claire Mabire La Caille, « Transformation et gestion de cours d'eau entre Marne et Seine au Moyen Âge », dans *Patrimoine et paysages*, Cahiers Jean Hubert, n° 3, Lyon, Lieux-Dits, 2009, p. 143 ; Alain Galoyer, « Un moulin à eau d'époque médiévale en Bassée », dans *La Seine et son histoire en Île-de-France*, op. cit., 1994, p. 341-346.

3. Serge Benoit, op. cit., p. 10.

4. Nathalie Picard, *Essai sur le domaine temporel de l'abbaye de Preuilly du XII^e siècle au XV^e siècle*, mémoire de maîtrise sous la direction de Léon Pressouyre, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, 1992 ; Karine Berthier et Claire Mabire La Caille, art. cité, p. 146 (moulins de l'abbaye du Lys) ; Luc Colpart, « L'abbaye de Barbeau au Moyen Âge », *Mémoires Paris et Île-de-France*, t. 46, 1995, p. 71-76.

5. Sur les trois moulins médiévaux du ru de Balory : monographie ci-après et répertoire n° 233 à 235. Sur les six moulins du ru Flavien et leurs biefs de dérivation : répertoire n° 250 à 255 et Claude Goux, André Gouëre, Jacques Blanc et Joël Passerand, *Entre Seine et Brie, la vallée des sept moulins*, Foyer rural de La Grande-Paroisse, 2005, p. 7-10, 17-19.



l'essentiel de la puissance hydraulique installée : 184 chevaux en 1885 contre 43 chevaux pour les autres sites hydrauliques¹⁵.

De toute évidence, la priorité restait de nourrir Paris. Déjà, l'enquête de 1811 indiquait que dix-huit meuniers de la vallée avaient modernisé leurs installations et pratiquaient une mouture « à la parisienne » ou « mouture économique¹⁶ ». Dix d'entre eux transformaient 12 quintaux de blé par jour pour fournir en farines blanches le marché parisien¹⁷ (voir la carte). On retrouve ici les moulins urbains, ceux de Melun (70 quintaux par jour partagés entre neuf moulins) et ceux de Moret : le moulin du pont offrait à lui seul une capacité de 50 quintaux par jour. En contrepoint, vingt-huit meuniers déclaraient encore

Roue hydraulique type Poncelet, à aubes courbes en métal, vers 1885. Moret-Loing-et-Orvanne, moulin de l'étang de Moret, Institut Léopold Bellan.

6. Répertoire n° 69 (moulin de l'Étrais, attesté en 1130), 70 (moulin Barbeau, attesté en 1226), 80 (moulin du Pré, attesté en 1234), 109 (moulin royal de Poignet, attesté en 1146), 162 (moulin de l'étang de Moret, attesté en 1332), et note précédente relative aux moulins du ru de Balory et du ru Flavien.

7. Olivier Bauchet, « Les moulins de la Haute-Seine », dans *Villeneuve-Saint-Georges au fil de l'eau*, cat. exp., musée de Brunoy, 1998, p. 89-97.

8. Répertoire n° 107 et Claire Mabire La Caille, « Les moulins de Melun et de ses environs », *Histoire et archéologie du Pays melunais*, bulletin du GRAM, n° 1, 2005, p. 105-123.

9. Voir ci-après la monographie et le répertoire n° 170.

10. Répertoire n° 170.

11. Voir la monographie.

12. Répertoire n° 69.

13. Serge Benoit, *op. cit.*, p. 18.

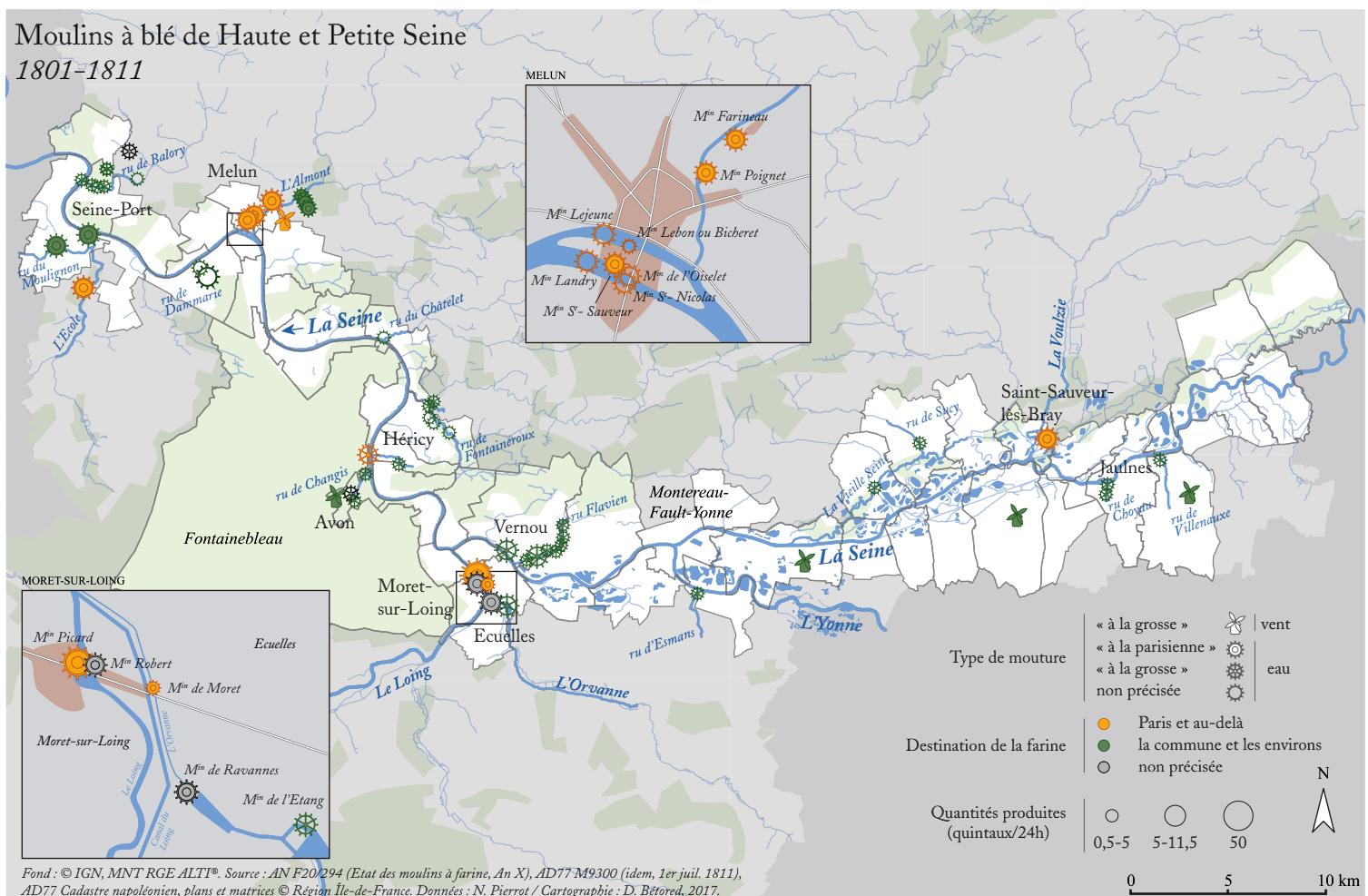
14. AN, F20/294, enquête de l'an X sur les moulins à blé (noter que l'enquête de l'an II, AN, F20/293, est lacunaire pour les cantons de Melun, Fontainebleau et Provins) ; AD77, 4P, matrices cadastrales des cinquante-deux communes de la vallée.

15. AN, F10/5767, état statistique des usines sur les cours d'eau non navigables, 1862 et 1885.

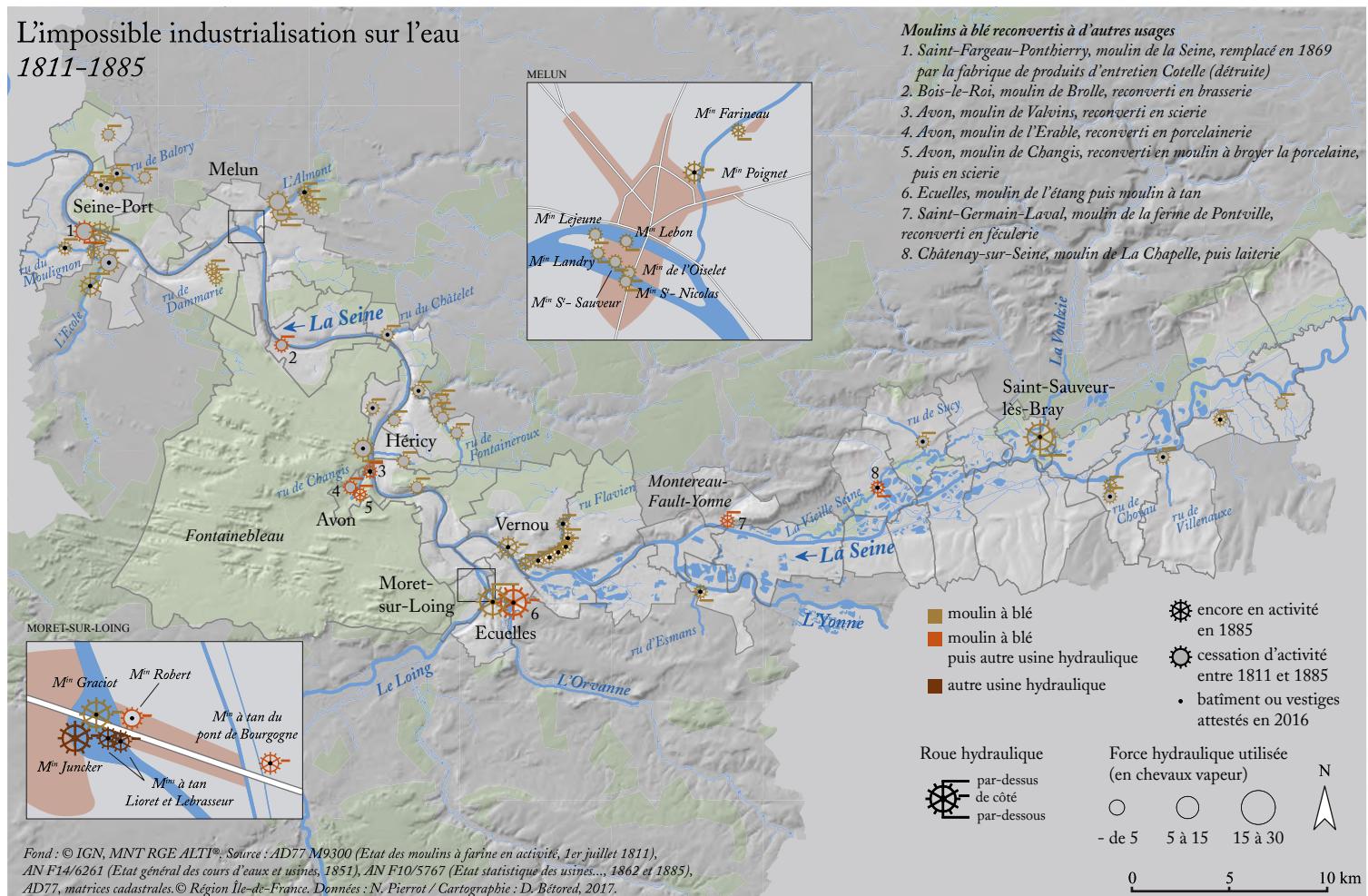
16. Le grain est désormais nettoyé avant d'être broyé, tamisé dans une chaîne de blutage améliorée, et surtout, les fragments de blé insuffisamment broyés – appelés « gruaux » – repassent plusieurs fois sur les meules.

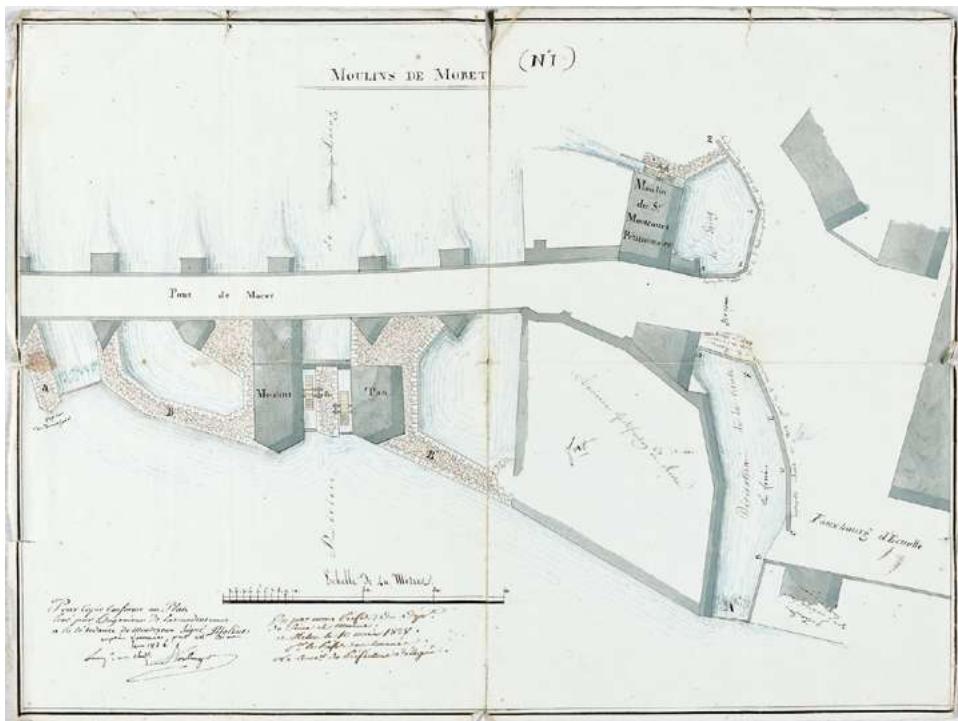
17. AD77, M9300, enquête de 1811 sur les moulins à blé de Seine-et-Marne ; Steven L. Kaplan, *Les Ventres de Paris. Pouvoir et approvisionnement dans la France d'Ancien Régime*, Paris, Fayard, 1988, p. 260-261.

Moulins à blé de Haute et Petite Seine 1801-1811



L'impossible industrialisation sur l'eau 1811-1885



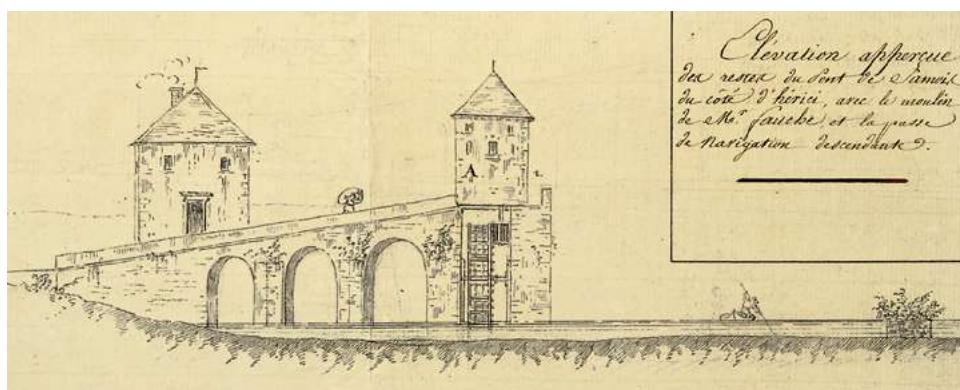


travailler « à la grosse » : leurs meules, le plus souvent une paire par moulin, n'écrasaient en moyenne que 3 quintaux par jour de blé, livrés directement – et la farine récupérée après un tamisage sommaire – par les habitants des communes alentour. Deux exceptions : le moulin du pont de Samois et le moulin de l'étang de Moret, qui, grâce au fort débit de la Seine pour l'un et au volume des eaux de l'étang pour l'autre, convertissaient chacun, « à la grosse », 8 quintaux par jour pour le voisinage et le marché parisien. Dans cette économie, les onze moulins à vent surplombant la vallée, d'une capacité moyenne de 1,6 quintal par jour, ne fournissaient qu'un modeste appoint. Le plus important d'entre eux, le moulin de Vaux-le-Pénil, dont la tourelle est aujourd'hui conservée, produisait pour Paris.

Cinquante ans plus tard, plusieurs moulins installés sur la Seine et sur les meilleures chutes – de plus de 3 mètres, autorisant l'installation de roues « par-dessus », de rendement supérieur aux roues « par-dessous » – se sont entièrement mécanisés « à l'anglaise ». Ainsi du moulin de Saint-Sauveur, à Melun, en aval du pont aux moulins, équipé d'une chaîne complète de bluterie et de deux paires de meules supportées par un beffroi¹⁸. Ainsi également du moulin Neuf, construit en 1848 sur le ru de Balory, ou du moulin de Nanchon à Vernou, sur le ru Flavien, dont on lit encore le procès étagé¹⁹. En revanche, seule la combinaison des énergies – hydraulique, vapeur ou gaz – permit à

18. Nicolas Pierrot, « Du moulin de Saint-Sauveur aux moulins de Melun », dans Judith Förstel et al., *Melun, une île, une ville. Patrimoine urbain de l'Antiquité à nos jours*, Cahiers du patrimoine, n° 84, 2006, p. 222-227.

19. Voir la monographie ci-après et le répertoire n° 254.

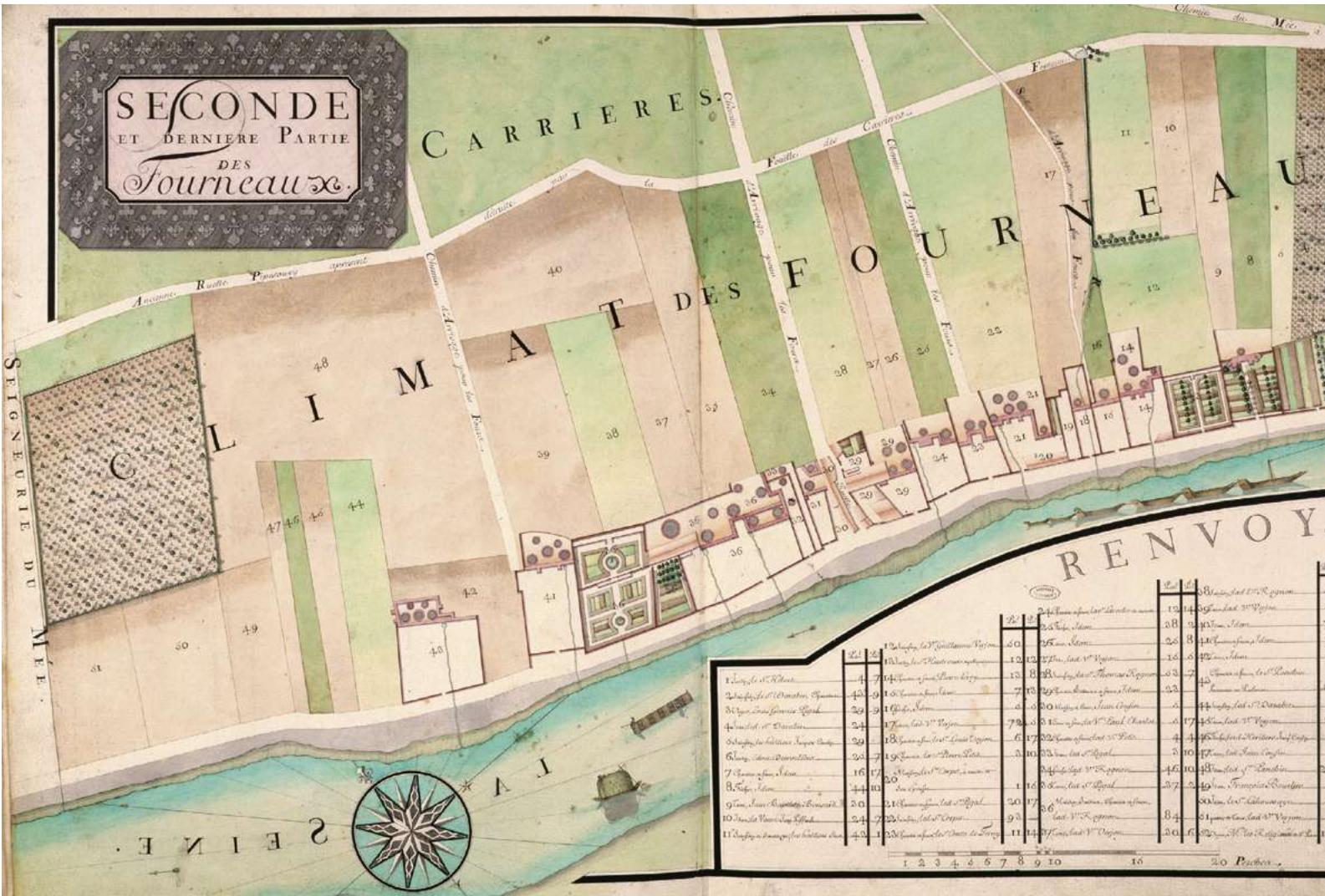


Plan de localisation du moulin Moncourt (puis Robert) sur une dérivation du Loing à l'est du pont de Moret. Plume, encre de Chine et aquarelle, 1826 (AD77, 3S34).

Héricy, élévation du moulin du pont de Samois, 1821 (AD77, 3S113).



François-Julien Decourbe, le moulin Saint-Sauveur en 1838, fusain et estompe sur papier bleu (musée municipal de Melun, inv. 970.7.288).



quelques moulins de participer à la véritable révolution industrielle de la branche minoterie, celle de la mouture hongroise associant broyeurs à cylindres et plansichters (tamis plats). Au début du XX^e siècle, le moulin du Pré, à Vernou sur le ru Flavien, était doté de cylindres mus par une machine à vapeur²⁰. Au même moment, à Moret, les nouveaux cylindres du moulin Provencher, d'une capacité de 275 quintaux par jour, étaient mus par trois roues de 10 chevaux et un moteur à gaz pauvre de 50 chevaux²¹. De soixante-douze moulins en activité (toutes branches confondues) recensés au début du XIX^e siècle, on était passé à quarante-neuf en 1862, à trente-six en 1885 et enfin à un seul en 1936, le moulin Provencher²².

Quel est le bilan patrimonial de cette forte concentration ? Sur les soixante-douze moulins de 1811, trente-cinq sont détruits, quatre subsistent à l'état de vestiges et trente-trois ont été remaniés ou reconvertis, en logements le plus souvent²³. Les moulins sur la Seine ont été détruits par la décision de l'État, en 1838, d'éliminer toute entrave à la circulation ; les autres, moulins sur dérivations (ru de Balory, ru Flavien), moulins sous étangs (moulin d'Étrais, moulin de l'étang de Moret), moulin « sous le pont » (à Moret) et moulin sur berge (moulin Robert à Moret), ont progressivement cessé leur activité²⁴. Aucun n'est conservé dans son intégrité. On distingue encore les volumes d'anciens moulins « à la grosse » (moulin Pessard, moulin de Marangis), « à la parisienne » ou « à l'anglaise » (moulin Neuf à Seine-Port, moulin de Nanchon, moulin de la Basse-Roche). Mais, le plus souvent vidés, ils ont perdu leur patrimoine technique, à l'exception de quelques pièces, parfois conservées comme décor²⁵. Deux roues métalliques sont encore visibles :

Carrières du coteau et fours à chaux alignés le long de la Seine, 1728 (AN, NIV Seine-et-Marne).

20. Claude Goux, André Gouère, Jacques Blanc et Joël Passerand, *op. cit.*, p. 12.

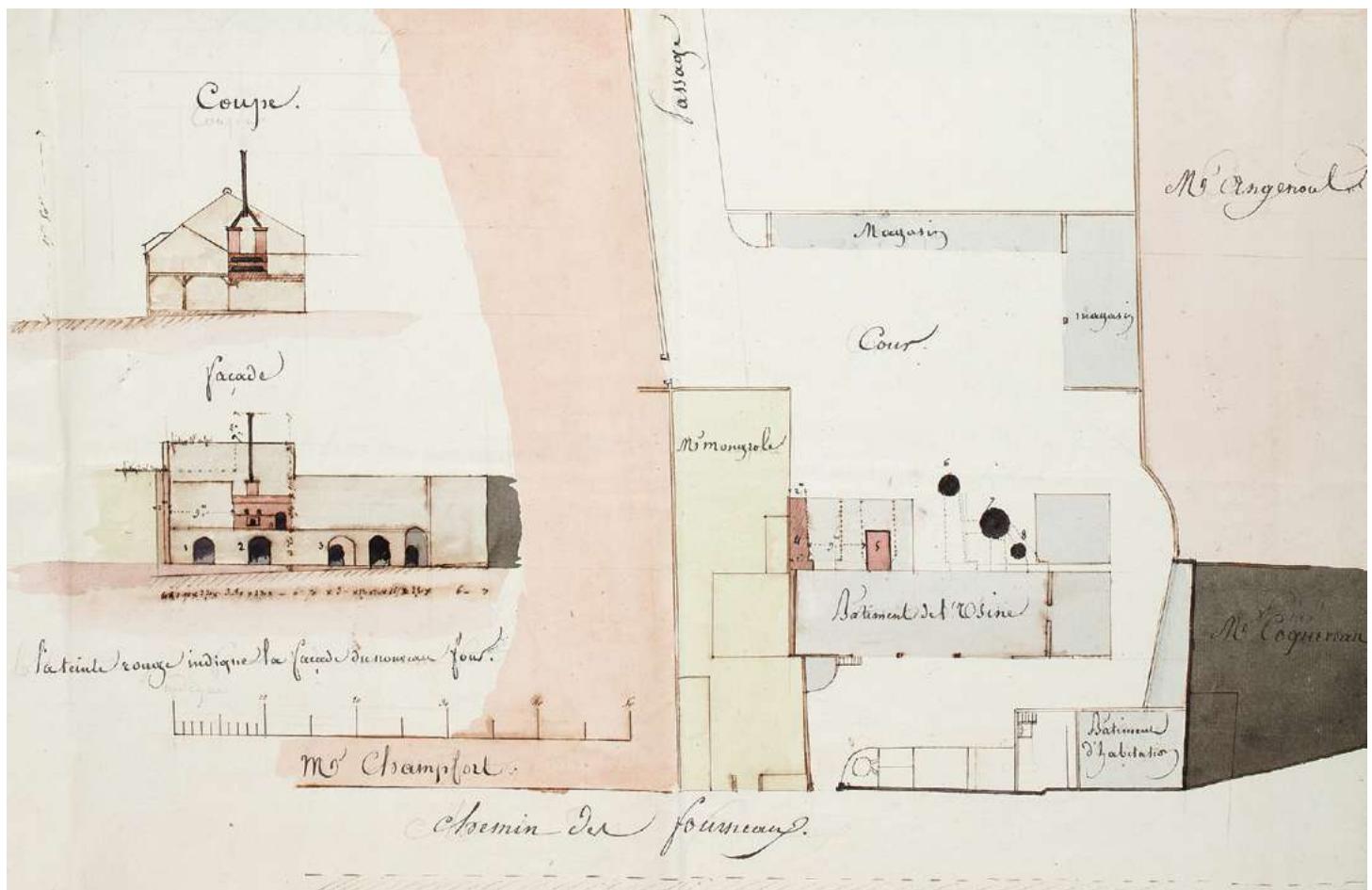
21. AD77, SC9353, dommages de guerre.

22. AD77, M6784, enquête sur la capacité de production des moulins, 1936.

23. Répertoire n° 21, 69-71, 80, 89, 107-110, 162-164, 170-174, 202, 224, 233-236, 246, 250-255.

24. Par exemple, sur les vingt-huit moulins « à la grosse » attestés en 1811, onze sont détruits, trois à l'état de vestiges et quatorze reconvertis.

25. Répertoire n° 80.



celle du moulin Graciot sur le pont de Moret, de type Sagebien, à aubes planes en bois (seconde moitié du XIX^e siècle), et la roue de 13 chevaux, à aubes courbes en métal, de type Poncelet (attestée en 1885), qui actionnait les huit pilons du moulin à tan de l'étang de Moret, aujourd'hui intégrée au restaurant d'application de l'Institut Léopold Bellan²⁶.

Des matériaux pour construire Paris

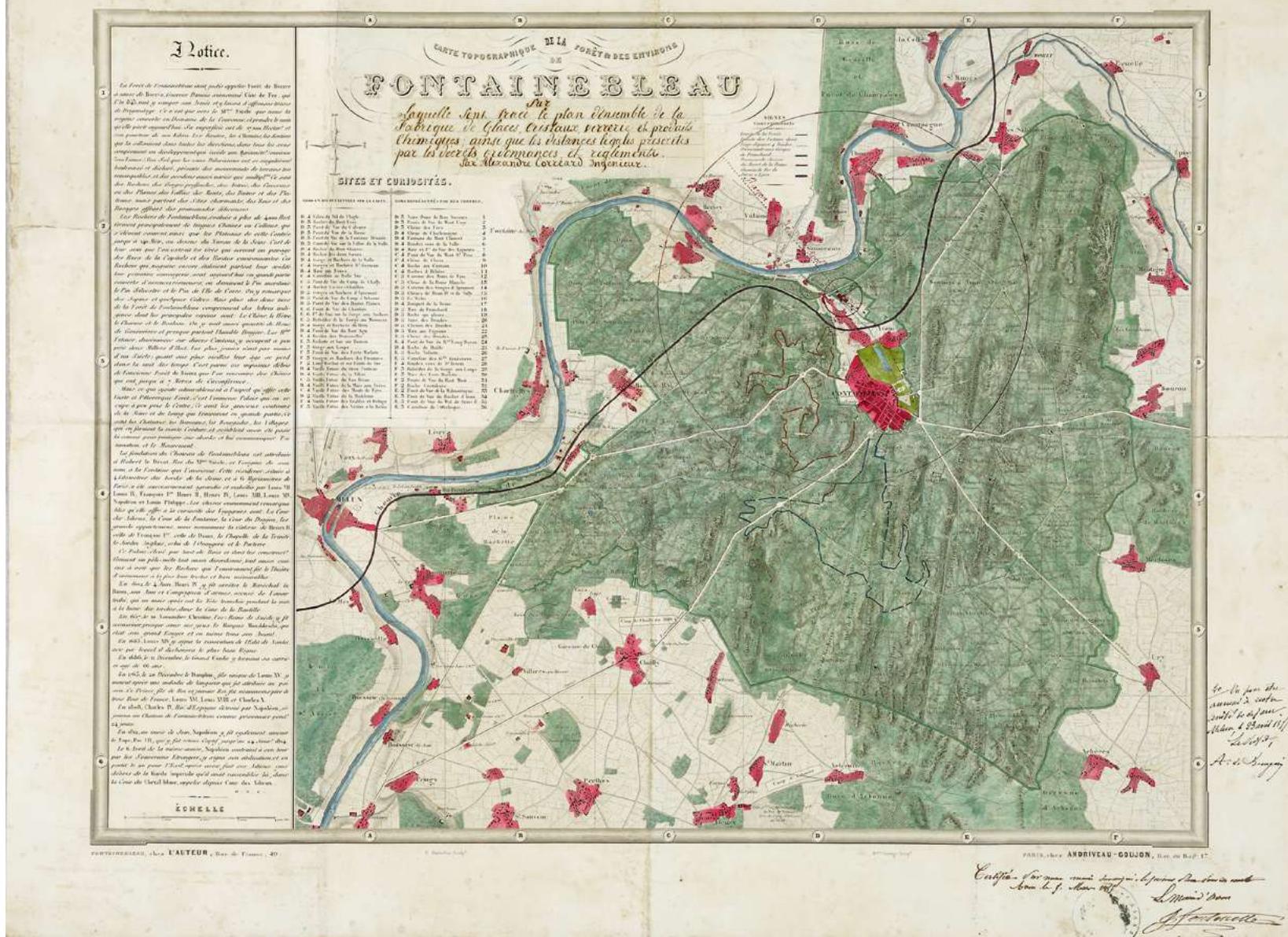
Des ressources minérales en abondance, un axe fluvial majeur pour les transporter : depuis le Moyen Âge, les bateaux chargés de grès, de chaux, de sable ou de calcaire à bâtir côtoient, sur la Seine, les convois de blés et farines à destination de la capitale. Au XIX^e siècle, on compte sur notre territoire vingt-sept gravières et sablières concentrées en Bassée, cent trois fours à chaux et/ou à plâtre répartis entre Seine-Port et Champagne-sur-Seine, dix-neuf carrières d'argile, glaïsières et marnières, enfin quarante et une « carrières », sans plus de précision, auxquelles il faut ajouter les nombreux sites d'extraction de pavés de grès de Fontainebleau. Si l'essor urbain de la vallée a puisé dans ces ressources, c'est d'abord la demande parisienne en matériaux pour le bâtiment et la voirie qui explique les volumes extraits²⁷. La fabrication de chaux et l'extraction du grès ont laissé des vestiges qu'il est possible, grâce à de récentes études, de contextualiser sur la longue durée.

Les chaux de Melun sont acheminées jusqu'aux ports parisiens depuis le XV^e siècle au moins. Mais l'essor de l'activité date des XVII^e et XVIII^e siècles : « La chaux que l'on emploie

Le quai des fourneaux au Mée-sur-Seine : plans des fours à chaux et du projet de fours à plâtre de M. Coquereau, 1835 (AD77, 5MP292).

26. Répertoire n° 162. Remerciements à Gérard Emptoz et Genevière Dufresne.

27. Les pavés de grès pour la voirie, les pierres pour le gros œuvre et les décors, le sable et la chaux pour les mortiers.



à Paris vient par charroi des environs de Senlis, de Lucienne, et de quelques endroits peu éloignés ; mais l'on en tire une plus grande quantité des environs de Melun. La facilité du transport jointe à ce que cette chaux est effectivement la meilleure, semble avoir déterminé toute la discipline qui est établie pour la fourniture de la Ville dans ce négoce²⁸. » De quarante-six à soixante-dix-neuf fours à chaux sont attestés au XVIII^e siècle entre Corbeil et Champagne, et pour l'essentiel à Melun sur le quai des Fourneaux (actuellement sur la commune du Mée-sur-Seine)²⁹. L'emplacement présente en effet trois atouts : une épaisse couche de calcaire de Champigny affleure en bordure du plateau ; les forêts de Brie humide fournissent le combustible ; enfin 48 kilomètres séparent Paris du gisement. Pour que jamais la capitale ne soit à court de chaux, les autorités parisiennes ont organisé la production : la capacité de chaque four ne doit pas être inférieure à 24 muids, chaque four produit selon un tour de rôle fixé par un syndic désigné par le prévôt des marchands de Paris ; enfin la chaux, conditionnée en tonneaux et transportée par les bateaux des chau-fourniers, est pesée et contrôlée à Paris, sur le port Saint-Paul, par les officiers mesureurs.

28. Antoine-Louis Leclerc du Brillet, *Continuation du Traité de la police [de Nicolas Delamare]*, t. IV, livre VI, 1738, p. 39-40, cité par Benjamin Delhal, *Les Matériaux de construction : extraction, transport et utilisation dans l'Est parisien (XVII^e-1830)*, mémoire de maîtrise sous la direction de Dominique Margairaz et Anne Conchon, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, UFR 09 IDHE, 2004-2005, p. 51.
 29. AD77, E 1861, « Fabricants de chaux et propriétaires de fourneaux établis sur la rive de la Seine. Règlements ou sentences du prévôt des marchands et échevins de la ville de Paris », 1693-1775, cité par Benjamin Delhal, *op. cit.*, p. 12-17.

Claude-François Denecourt et F Hardy, Carte topographique de la forêt et des environs de Fontainebleau, eau-forte, Paris, Andriveau-Goujon, 1844. Utilisée comme support et mise en

couleur par l'ingénieur A. Corréard pour demander l'autorisation d'installer une verrerie, 1855, sans suite (AD77, 5MP2).

Le déclin de la production s'explique, à partir de la fin du XVIII^e siècle, par la concurrence des chaux de Senlis et de Corbeil, qui, jusqu'à la Révolution, n'étaient pas soumises à la même réglementation³⁰ et fabriquaient en abondance, à la tourbe puis à la houille, une chaux moins chère que les chaux au bois. La rupture a lieu au cours des années 1820³¹. Les petits fours du Mée disparaissent, d'autres se convertissent à la houille (Bibille, Lepaire), se muent en tuileries et faïenceries (Gabry), avant d'être eux-mêmes condamnés sous le Second Empire par les usines de Montereau³². Aujourd'hui, les vestiges d'un four antérieur au cadastre napoléonien subsistent à Livry-sur-Seine. Depuis les démolitions de 2014, seuls trois fours à chaux ellipsoïdaux, hauts de 6 mètres, ont été identifiés au Mée-sur-Seine (XVII^e-XIX^e siècle)³³.

Le patrimoine des carrières de grès a récemment fait l'objet, dans la forêt de Fontainebleau, d'une attention inédite. La mémoire des carriers, si longtemps opposée à celle de leurs détracteurs, s'incarne désormais dans un sentier de découverte³⁴. Les deux rochers arpentés sont d'exploitation tardive : 1848-1907 pour le rocher du Long Boyau et 1861-1907 pour les gorges du Houx. Mais leurs fronts de taille, monticules d'écales, blocs avec encoches, abris de carriers ou voies de vidange parlent pour un ensemble plus vaste. Depuis le Moyen Âge, le grès dur destiné au pavage des rues parisiennes est extrait ici. Il s'agit, à nouveau, d'une activité régulée pour l'approvisionnement de Paris. Les grandes lignes de cette histoire sont connues : la permanence du principe de concession accordée par l'administration forestière pour chaque exploitation, l'âpre résistance des carriers face aux exigences des entrepreneurs du Pavé de Paris, la pénurie chronique de main-d'œuvre en raison de la rudesse du travail, enfin le déclin d'une activité concurrente dès les années 1830 par la production de grès plus durs provenant d'autres vallées d'Île-de-France ou de Belgique³⁵. En contrepoint, le recensement des abris de carriers – plus de cent trente – et des sentiers d'exploitation – notamment des voies de vidange pour l'expédition des pavés jusqu'à la Seine – réalisé par l'Association des amis de la forêt de Fontainebleau permet de prendre physiquement la mesure de cet héritage et de son empreinte paysagère.

RÉVOLUTIONS

Canaux et chemins de fer

À l'image du « couloir » aux bordures façonnées, à la vie économique contrôlée par la demande parisienne, s'ajoute celle du carrefour : entre la Haute et la Petite-Seine, entre le bassin de la Loire et celui de la Seine surtout, par les canaux de Briare, d'Orléans et du Loing. Construites aux XVII^e et XVIII^e siècles – le canal du Loing est ouvert à la navigation en 1724³⁶ – pour approvisionner Paris en blé, en vin ou en bois, ces premières voies artificielles ont contribué à l'industrialisation de la vallée. La navigation s'imposait, plus que la route encore onéreuse, comme le principal vecteur de développement économique national³⁷. Mais il faut attendre l'essor des houillères du centre de la France, spectaculaire au sortir de la crise industrielle et agraire de 1846-1847³⁸, pour que le carrefour de la Haute-Seine devienne propice à la croissance ou à la création d'entreprises. En 1847,

30. Benjamin Delhal, *op. cit.*, p. 12-27 et 50-69.

31. Elle s'explique, d'une part, par la libéralisation du marché après la Révolution et, d'autre part, par l'apparition de la chaux hydraulique durant les années 1820 (André Guillerme, *Bâtir la ville, révolutions industrielles dans les matériaux de construction, France et Grande-Bretagne, 1760-1840*, Paris, Champ Vallon/PUF, 1995).

32. AD77, 5MP292.

33. Mis en place par l'ONF en 2012 : voir la monographie.

34. Voir la monographie.

35. ERPHA, *L'Exploitation des grès en forêt de Fontainebleau au XIX^e siècle*, étude documentaire dirigée par l'ONF, pôle archéologie, paysage et accueil du public, 2010, en ligne.

36. « Le canal du Loing était un simple canal de dérivation, longeant une rivière, située dans son seul bassin, utilisant par endroits le lit même du cours d'eau (on nommait "racles" ces passages) » (Hubert Pinseau, *Histoire de la construction et de l'exploitation du canal d'Orléans de 1676 à 1954*, Paris, Clavreuil et Orléans, Masselot, 1963, p. 58).

37. Valérie Mauret-Cribellier, *Entre fleuves et rivières, les canaux du centre de la France*, Région Centre, Inventaire général du patrimoine culturel, « Images du patrimoine », n° 246, Orléans, AREP Éditions, Lyon, Lieux-Dits, 2008, p. 7-9.

38. Jean-Philippe Passaqui, *Les voyages forment l'ingénieur. Les houillères du Centre-Midi de la France (1851-1873)*, Paris, Classiques Garnier, coll. « Histoire des techniques », n° 7, 2015.



80 % de la houille consommée en Seine-et-Marne – par les industries du feu ou les moteurs à vapeur – proviennent des bassins de la Loire et du Centre³⁹. Le gisement de Commentry est relié à la Seine *via* Saint-Mammès, par le canal du Berry (1809-1841), le canal latéral à la Loire (1822-1838) et le canal du Loing ; les bateaux en provenance de Saint-Étienne, Le Creusot, Épinac et Decize empruntent soit le même « chemin », soit le canal du Nivernais et l'Yonne jusqu'à Montereau, puis le fleuve bientôt canalisé⁴⁰. Dix ans plus tard, et jusqu'à la récession des années 1870, la part de ces gisements dans la consommation départementale de houille s'est réduite à moins de 30 %, mais reste important en valeur absolue (jusqu'à 30 000 tonnes)⁴¹. Car la demande annuelle s'élève désormais à plus de 1 million de tonnes, désormais satisfaite par les mines du Nord, de Belgique et de la Sarre. Ces flux sont d'abord orientés vers Paris et sa banlieue, mais l'industrie urbaine de la vallée sait en profiter⁴². Saint-Mammès prospère, où s'arrêtent les bateaux chargés de charbon pour prendre un pilote avant de s'engager en Seine. Le village de mariniers s'affirme à partir des années 1860, et jusqu'aux années 1950, comme la capitale amont de la batellerie – humble symétrique de Conflans-Sainte-Honorine en aval – et comme une place importante de construction navale en bois⁴³.

^{39.} 165 600 tonnes sur 211 300.

^{40.} Les travaux de canalisation de la Seine débutent en 1846 entre Nogent-sur-Seine et Montereau (barrages type Poiré du Vésoul, de la Grande-Bosse et de Courbeton) et se poursuivent en aval de 1859 à 1864 (barrages éclusés de Varennes, La Madeleine, Champagne, Samois, La Cave, Melun, Vives-Eaux, cinq autres dans les actuels départements de l'Essonne et du Val-de-Marne). Voir Michèle Merger, « La canalisation de la Seine (1838-1939) », dans *La Seine et son histoire en Île-de-France*, *op. cit.*, p. 109-110.

^{41.} Ministère de l'Agriculture, du Commerce et des Travaux publics, direction des Mines, *Statistique de l'industrie minérale*, Paris, Imprimerie nationale, 16 années de 1847 à 1910 (dépouillement par Solène Amice).

^{42.} 20 millions de tonnes de houille sont consommées dans le département de la Seine en 1872.

^{43.} Voir la monographie.

^{44.} Répertoire n° 142 et 185.

Le viaduc de Moret (ligne de Paris à Lyon), franchissant la rade de Saint-Mammès.

territoire. Si le développement de la villégiature à Fontainebleau et dans les boucles de la Seine stimule l'artisanat du bâtiment⁴⁵, le train profite d'abord à Melun et à Montereau, dont l'avenir industriel est d'emblée structuré, on le verra, par la saignée ferroviaire et l'emplacement des gares.

La vapeur sans transition

Dans l'ensemble de la vallée, le charbon et la vapeur s'imposent, au milieu du XIX^e siècle, comme la principale source d'énergie disponible pour l'industrialisation. En effet, la puissance hydraulique installée sur les rus et rivières de notre vallée stagne à 230 chevaux en 1885 (pour trente-neuf moulins)⁴⁶. C'est peu, surtout si l'on rapporte ce chiffre à l'ensemble de la Seine-et-Marne, dont la puissance hydraulique progresse jusqu'à dépasser 4 000 chevaux au début du XX^e siècle. Si l'hydraulique n'a pas encore perdu la bataille sur la Voulzie, le Loing et surtout la Marne (on songe à Noisiel), elle est très tôt déclassée dans la vallée de la Seine, fleuve dédié à la navigation. La vapeur progresse partout dans le département : la puissance installée passe de 107 chevaux en 1852 (pour vingt-six machines), à 10 430 en 1885 (pour 1 112 machines). Un véritable bond, quoique relatif comparé aux records du département de la Seine incluant Paris. La progression se poursuit : plus de 21 433 chevaux (15 764 kilowatts) en 1906, puis 46 784 (34 410 kilowatts) en 1926, les premières années du XX^e siècle correspondant, on le verra, à une lente conversion des entreprises à l'électricité autoproduite, puis à l'électricité commerciale⁴⁷.

À qui profitent le charbon et la vapeur ? À l'agriculture, qui s'équipe en machines locomobiles au milieu du siècle, aux bateaux à vapeur, au chemin de fer, et bien sûr à l'industrie, qui devient majoritaire dans les investissements à partir des années 1870⁴⁸. Il s'agit encore de transformer les produits du sol. Les premières scieries à vapeur s'implantent à Avon : Darricarrer en 1834 et Jubrot en 1854⁴⁹. Le moulin à vapeur Camus et Michenon, monté à l'anglaise en 1858 puis équipé de cylindres, produit à Melun 110 quintaux de farine par jour en 1895⁵⁰. L'introduction de la betterave à sucre en Seine-et-Marne suscite à partir des années 1830, et surtout sous le Second Empire, la création de distilleries et de sucreries. Dans les seuls arrondissements de Melun et de Fontainebleau, on recense vingt distilleries en 1865 dont huit équipées de chaudières et de machines à vapeur actionnant les pompes, laveurs et coupe-racines du système Champonnois⁵¹. Quelques distilleries artisanales se maintiennent⁵², mais rapidement plusieurs distilleries agricoles ou urbaines sont conçues sur le nouveau modèle : celle de Noyen-sur-Seine, élevée en 1855

45. Voir la monographie.

46. AN, F10/5767, état statistique des usines sur les cours d'eau non navigables, 1862.

47. *Statistique de l'industrie minérale*, op. cit., 1852 à 1926.

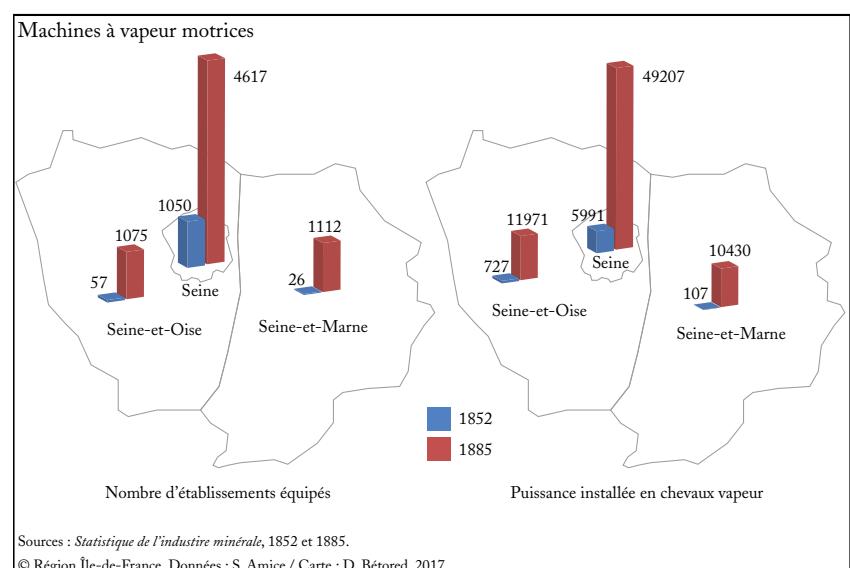
48. Jean Capillon, « Du moulin à eau à la machine à vapeur : une histoire d'énergie », dans Isabelle Rambaud (dir.), *La Seine-et-Marne industrielle : innovations, talents, archives inédites*, Lyon, Lieux Dits, Melun, Direction des archives, du patrimoine et des musées départementaux, 2010, p. 54.

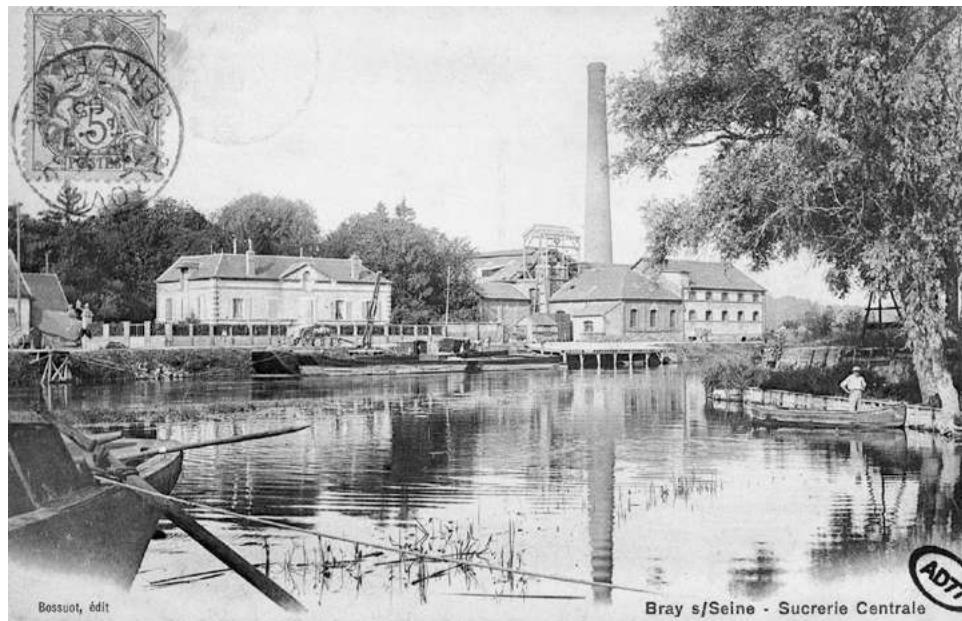
49. AD77, 5MP2.

50. Savarin, « Le Moulin Camus-Michenon », *Le Nouvelliste de Seine-et-Marne*, 25 janvier 1895, p. 2-3.

51. Voir la monographie.

52. Kiggins à Écuelles (1830), Gilmont à Bois-le-Roi (1852), Ménard à La Grande-Paroisse (1853).





dans la ferme modèle du grand minotier Auguste-Rodolphe Darblay, puis celles de Nicolas Aubineau à Cannes-Écluse (1861), de Desforges et Duquet à Saint-Fargeau-Ponthierry (1861) et de la ferme de Germenoy à Vaux-le-Pénil (1868). Trois sucreries sont implantées en périphérie urbaine : Michon à Melun (1835), Durand et Cie à Montereau (1865) et la sucrerie centrale de Bray-sur-Seine en 1873, alimentée notamment par les râperies d'Égligny, de Mousseaux-les-Bray et de Vimpelles. De cet ensemble subsistent aujourd'hui la distillerie du château de Noyen, remarquablement conservée, le site remanié de la sucrerie de Bray et les logements de la râperie de Vimpelles⁵³.

Enfin s'intensifie l'exploitation du sous-sol. Si les carrières tardent à se mécaniser, la branche céramique connaît un vif essor⁵⁴. En 1865, les trente-quatre tuileries et briqueteries de l'arrondissement de Fontainebleau – intégrant alors Montereau –, d'une valeur de 340 000 francs, emploient 370 ouvriers et consomment à la fois du charbon de bois et de houille. Plus dynamiques encore, les quatre grandes faïenceries, d'une valeur de 1 124 000 francs, emploient 762 ouvriers. Elles ne brûlent que de la houille. Il s'agit, depuis la fermeture des faïenceries de Boissettes (1733-1781) et de Rubelles (1838-1857), des manufactures de Fontainebleau (Étienne Jacquemin et Jacob Petit, 1834-v. 1886), du Mée-sur-Seine, héritière de la manufacture de Melun (Louis Gabry, 1831-1877) et surtout de Montereau (1719-1955)⁵⁵. Le prestige de ces entreprises est resté dans les mémoires, mais leurs traces matérielles sont rares. Seul le « Château des Amendes », construit en 1860-1865 pour le directeur Edmé Frontier, rappelle à Montereau l'histoire de la faïencerie Lebeuf, Milliet et Cie. De même, à Cannes-Écluse, seul le logement patronal de la tuilerie Lombard-Jozon a été conservé⁵⁶. On peut encore admirer, sur le site de la manufacture de céramique Baudelot à Montereau, l'élégante façade ordonnancée du grand séchoir mécanique, construit entre 1886 et 1893 pour la briquetterie Bourdon puis Tence⁵⁷.

Ainsi, entre l'essor économique des années 1830 et la Grande Dépression des années 1870, l'industrialisation a conquis de nouveaux territoires. Mais cette première phase est avant tout urbaine. Comment Melun et Montereau ont-elles composé avec l'industrie ?

*La sucrerie centrale de Bray-sur-Seine vers 1905.
En enfilade, la maison patronale, la chaufferie et sa cheminée, les ateliers de fabrication (à l'arrière) puis le magasin à sucre (AD77, 2FI11233).*

53. Voir *infra* les monographies et le répertoire n°s 20, 195, 247 et 260.

54. *Statistique de la France. Industrie. Résultats généraux de l'enquête effectuée dans les années 1861-1865*, Nancy, Berger-Levrault, 2^e série, t. XIX, 1873, p. 652-655. Aucune machine n'est recensée en 1865 dans les cinquante et une carrières d'argile, de sable et de craie de l'arrondissement de Fontainebleau, employant cent quarante-neuf ouvriers.

55. Isabelle Rambaud (dir.), *op. cit.*, p. 33-41.

56. Répertoire n°s 22, 104, 125 et 128.

57. Voir la monographie.



DIVERGENCES

Melun l'administrative ?

À la fin du XVIII^e siècle, l'ancien chef-lieu de baillage et d'élection, devenu préfecture en 1790, ne manque pas d'atouts pour s'engager sur la voie de l'industrialisation : un site de franchissement très fréquenté, un marché sans réelle concurrence entre Fontainebleau et Corbeil, un port récemment agrandi situé à 45 kilomètres de Paris⁵⁸, une situation de carrefour entre plusieurs routes royales fraîchement élargies – dont celle de Paris à Lyon par la Bourgogne –, enfin une population consommatrice et potentiellement travailleuse de cinq mille habitants, portée à douze mille un siècle plus tard⁵⁹. C'est la construction d'une manufacture d'indiennes qui, en 1776, marque la naissance du faubourg artisanal et industriel de Saint-Liesne, au nord-est de la cité⁶⁰. L'entrepreneur suisse Simon Laurent Perrenod est séduit par la proximité de la route de Paris, par les eaux motrices et claires de l'Almont et par la possibilité d'étendre ses toiles sur les prés voisins. En 1791, à la faveur de la vente des biens nationaux, il installe dans l'église Saint-Liesne une filature de coton. Les deux usines, protégées par le Blocus continental, prospèrent sous le Premier Empire. Elles emploient respectivement 365 et 410 ouvriers en 1810⁶¹. Par ailleurs, le faubourg Saint-Liesne se développe sur un mode artisanal. Bientôt la « rue des Fabriques » attire deux tuileries, une tannerie, une brasserie et une menuiserie, employant chacune moins de dix ouvriers. Qu'en est-il au cœur de la ville ? Les rives du fleuve attirent encore. Outre les fours à chaux du quai des Fourneaux et les moulins de l'île Saint-Étienne, déjà évoqués, voici sur la rive gauche une corderie et une verrerie employant deux cents ouvriers en 1810. Si l'on excepte la fonderie de suif du faubourg

58. Par l'architecte de la généralité de Paris, l'administration demeurant soucieuse, on l'a dit, du bon approvisionnement de la capitale en blé, en farines et en chaux. Delphine Gillardin, « L'île Saint-Étienne du XVII^e au XVIII^e siècle », dans Judith Förstel et al., *Melun. Une île, une ville. Patrimoine urbain de l'Antiquité à nos jours*, Paris, Appif (Cahiers du patrimoine, n° 84), 2006, p. 116-119.

59. Judith Förstel, « Des usines en ville. Évolution de la géographie industrielle de Melun, 1780-1914 », *Histoire urbaine*, n° 26, décembre 2009, p. 111-138.

60. Serge Chassagne, *Le Coton et ses patrons. France, 1760-1840*, Paris, EHESS, 1991, p. 101-103, 116 et 378.

61. Archives municipales de Melun, 3 O 3, cité par Judith Förstel, « Des usines en ville... », art. cité, p. 118.

A. Cotelle, Melun vu du faubourg Saint-Liesne, huile sur toile, 1863 (musée municipal de Melun, inv. 967.319).

Saint-Ambroise, rejetée hors les murs en 1826, le décret de 1810 sur les établissements insalubres n'a pas menacé les installations urbaines.

L'élan semble brisé toutefois à la fin de l'Empire. La verrerie est transférée à Choisy-le-Roi au cours des années 1820, la filature Desurmont ferme vers 1830 malgré l'introduction de la vapeur – la faute à la concurrence anglaise, dira-t-on. Michon transforme la fabrique d'indiennes en sucrerie, la maison centrale de détention résiste grâce à sa main-d'œuvre gratuite affectée à la fabrication de chaussures, d'objets de quincaillerie et de meubles de luxe⁶². Mais rien de plus. Corbeil et Essonne ont su mieux se reconvertis⁶³. Pourtant, la municipalité n'est pas hostile à l'industrie. Le maire, Félix Potier, fondant de grands espoirs dans l'arrivée du chemin de fer, promet en 1849 de dispenser de droits d'octroi les entreprises parisiennes qui s'implanterraient à Melun. Mais les candidats sont rares : l'usine de digitaline Dubreuil en 1856 et le chafournier Bouvier-Banguillon, chassé d'Ivry par l'annexion de 1860.

Melun, « une ville d'administration et de garnison » ? En grande partie. Mais l'activité artisanale et industrielle – meunerie, brasserie, fabrication de matériel agricole et d'engrais, tannerie, pharmacie – n'a jamais quitté le cœur de la ville jusqu'à la fin du XIX^e siècle. Il n'en subsiste aucune trace, en particulier sur l'île Saint-Étienne, mais « elle transparaît toujours en creux dans la faible présence des villas, sur un site pourtant privilégié⁶⁴ ». L'avenir était au sud, et les vestiges en témoignent. Suite à l'arrivée du chemin de fer en 1849, la plaine de Varenne, située entre le fleuve et la gare, lentement s'urbanise et attire des entreprises. En 1865, l'industriel melunais Louis Caillaux installe, rue de la Fosse-aux-Anglais, une « fonderie de suif et fabrique de bougies stéariques mue par la vapeur⁶⁵ » alimentée par les abattoirs de Melun et de Dammarie. On distingue encore aujourd'hui, malgré les dénaturations, une partie de cette usine du Second Empire dont l'avant-corps central, rythmé de trois travées, est percé de baies en arcs surbaissés. La même année, la vannerie Gerfaux – aujourd'hui reconverte en logement – s'installe près de la gare, rue de Ponthierry⁶⁶. La gare attire également l'usine de machines agricoles Dardel qui, en 1864,

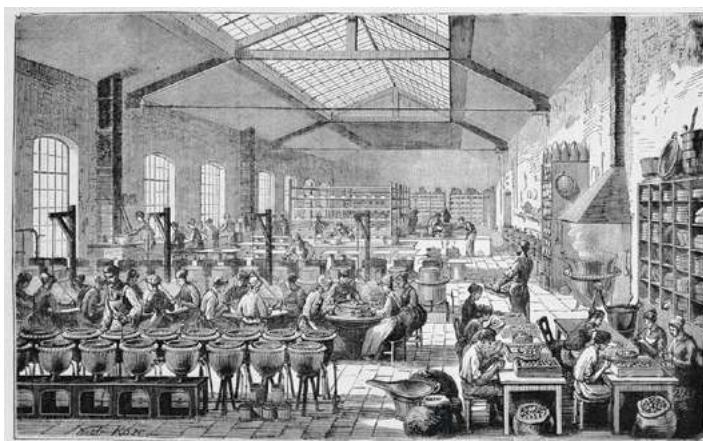
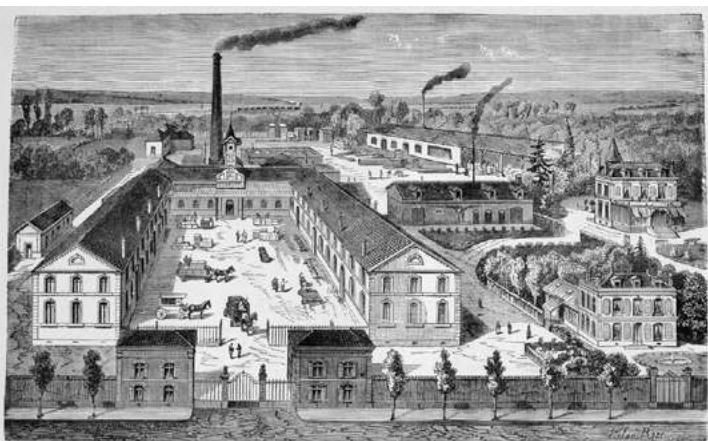
62. *Annuaire statistique et administratif de Seine-et-Marne*, 1955, cité par Judith Förstel, *op. cit.*, p. 180.

63. Philippe Oulmont, « Corbeil et Essonne : naissance d'une cité industrielle », dans *L'Essonne au milieu du XIX^e siècle*, CRHRE, 1999, p. 195-236.

64. Judith Förstel, art. cité, p. 129.

65. AD77, 5MP142, demande d'autorisation préfectorale du 17 octobre 1865.

66. Répertoire n° 115.



La confiserie Jacquin, vue d'ensemble et intérieur des ateliers, gravures sur bois de bout, dans Julien Turgan, Les Grandes Usines de France, t. XIII, 1882 (musée municipal de Melun).



quitte l'île Saint-Étienne. L'année suivante, la confiserie et chocolaterie Jacquin, fondée à Paris en 1848, s'installe au Petit Dammarie (détruite)⁶⁷. Enfin, en 1888, la brasserie Grüber est d'emblée reliée par embranchement à la gare PLM pour alimenter Paris et la France entière. Elle est restée l'une des principales usines de Melun jusqu'à sa démolition en 1990, à l'exception de son logement patronal.

Montereau l'industrielle

L'identité industrielle de Montereau-Fault-Yonne fait moins de mystère. « Une petite ville plate, purement industrielle, commerçante », écrivait le voyageur Louis Barron en 1900 après un siècle d'industrialisation⁶⁸. Cinq facteurs expliquent le développement de la cité à partir de la fin du XVIII^e siècle : un site de confluence et ses nombreux ports, « une ville de passage et d'étape entre Brie, Champagne et Gâtinais », un marché qui « drainait les courants commerciaux de plus de soixante paroisses », des matières premières en abondance – argiles et craie de la colline de Surville, bois de la Brie humide, peaux fournies par les troupeaux du Gâtinais –, enfin un riche tissu d'activités composé d'une « quarantaine de professions artisanales différentes»⁶⁹. De trois mille habitants en 1789, la population passe à huit mille en 1880. Les emplois industriels quintuplent, assurés par l'exode rural. Durant un siècle, la ville se développe en « doigts de gant » à partir de ses bases anciennes : au nord le faubourg Saint-Nicolas serré entre la Seine et les carrières de Surville, au sud le centre-ville et son foyer de main-d'œuvre, à l'est enfin le faubourg Saint-Maurice.

Le premier « moteur de la croissance » montralaise aux XVIII^e et XIX^e siècles est assurément la branche céramique. Retenons de son histoire les principales étapes⁷⁰. L'ouest du faubourg Saint-Nicolas, en aval de la confluence, est le territoire des tuiliers. On en recense jusqu'à sept – dont deux propriétaires parisiens – de la fin du XVII^e siècle aux années 1780, possédant jusqu'à quatre fours alimentés au bois⁷¹. Le passage à la houille

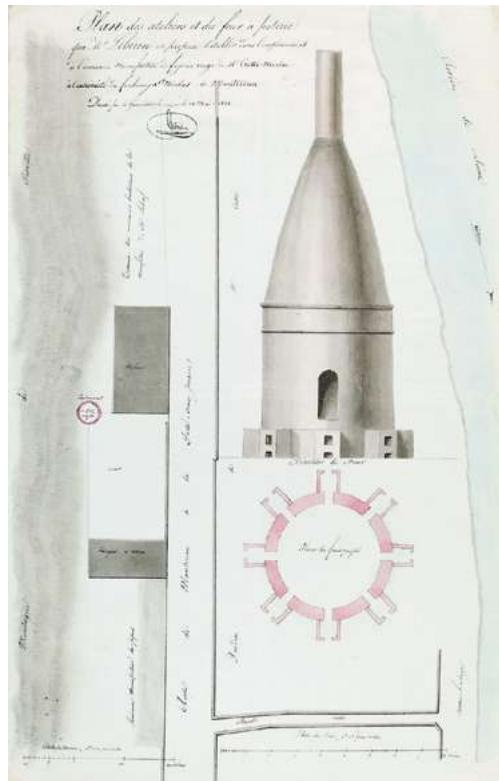
67. Julien Turgan, « La fabrique de dragées Jacquin », *Les Grandes Usines*, t. XIII, 1882, n° 252.

68. Louis Barron, *Les Fleuves de France. La Seine*, Paris, Henri Laurens, 1900, p. 165. L'auteur illustre son propos d'une gravure montrant le dialogue entre l'abside de l'église Notre-Dame et la cheminée de la tannerie Carré.

69. Jean Marais, « Industrialisation et désindustrialisation : le bassin d'emplois de Montereau », *Bulletin de la Société d'histoire et d'archéologie de l'arrondissement de Provins*, n° 156, 2002, p. 191.

70. *Ibid.* et bibliographie.

71. Jean Marais, *Éléments pour une histoire de Montereau sous le I^e Empire et les derniers rois*, Montereau-Fault-Yonne, dactyl, p. 90-91. À partir notamment des registres paroissiaux et des archives de la collecte des tailles.



et la demande urbaine suscitent de nombreuses installations. Vers 1850, après plusieurs rachats et fusions, Raveneau, Sachot, Plessier et Bourdon, employant plus de cent vingt-cinq ouvriers, se côtoient en bords de Seine⁷². En 1865, l'entreprise Henri Sachot, créée en 1776, est la première en France à s'équiper d'un four Hoffmann à feu continu, d'invention récente, qui accroît fortement le volume de production. La base de l'une de ses cheminées trône aujourd'hui, en déshérence, au cœur d'un lotissement. L'est du faubourg Saint-Nicolas est un foyer plus diversifié. Des carrières de craie fine, dont subsistent les ouvertures, sont exploitées sous l'Ancien Régime pour la fabrication de chaux. Potiers et faïenciers – Thiard, Kuntzler, Laronneur – les côtoient à partir du début du XVIII^e siècle⁷³. C'est ici que Jean Rognon installe, porte de Paris juste à l'entrée du faubourg, sa « manufacture royale de faïence » et la dirige de 1719 jusqu'à sa mort en 1739. Sa maison du 8, quai de Seine existe toujours. C'est ici encore qu'au milieu du siècle Mazois puis les Anglais Clark et Hall établissent une seconde faïencerie dans une « ferme accolée à la falaise, entre le carrefour du pont », puis, vers 1799, dans un bâtiment élevé entre la Seine et la rue de Provins. Sous la direction de Pierre Merlin, l'établissement emploie trois cents ouvriers et fabrique, dans ses fours à bois, une pâte blanche dure dont la finesse et le succès lui valent plusieurs distinctions lors des expositions parisiennes. Ses bâtiments vernaculaires, devenus en 1837 l'une des six piperies de Montereau⁷⁴, sont partiellement conservés au 3 bis de la rue Saint-Nicolas⁷⁵.

Le centre-ville est gagné par l'industrie céramique dès 1793, lorsque Jean Soulé installe dans l'ancien couvent des Récollets une manufacture de faïence noire, « manière d'Angleterre ». Mais la grande faïencerie de Montereau, devenue la plus fameuse d'Île-de-France, naît du rachat du couvent par Merlin en 1804, trop à l'étroit dans ses locaux du faubourg Saint-Nicolas. Surmontant les crises avec succès, l'établissement passe de mains en mains et, dans les années 1830, revient au propriétaire de la manufacture de Creil. Après la fusion des deux fabriques en 1840, la manufacture de Montereau, dont les neuf cents ouvriers travaillent 6 000 tonnes de terre en 1865, et dont les onze fours à la houille produisent plus de 10 millions de pièces par an⁷⁶, connaît une ère de prospérité qui perdure au-delà de la fermeture de l'usine de Creil en 1895. En 1920, les faïenceries de Montereau et de Choisy-le-Roi (Établissements Boulenger) s'unissent pour un nouveau départ, avant la fermeture définitive de Montereau en 1954-1955. La démolition des bâtiments, vingt ans plus tard, libère, en centre-ville, un espace occupé jusqu'alors par une concentration d'ateliers et de fours qui se sont multipliés et perfectionnés deux siècles durant⁷⁷. De ce naufrage industriel subsiste aujourd'hui une abondante production dont le musée de la Faïence, ouvert en 1985, conserve la mémoire.

La tannerie Carré et la sucrerie, autres grandes usines montréalaises de la première industrialisation, n'ont pas laissé plus de vestiges⁷⁸. On les devine en creux dans les espaces comblés par les immeubles du XX^e siècle finissant. En revanche, le cœur de ville a conservé une usine symbole de la naissance du machinisme agricole, activité promise à un bel avenir à Montereau. L'usine Rustic, dont les halles accolées, à pans de fer et briques polychromes, datent vraisemblablement de 1871, est aujourd'hui reconvertise en salle des fêtes⁷⁹.

72. AD77, 5 MP 321, plan du quartier des « Tuileries », 1853.

73. Jean Marais, art. cité, p. 192-193.

74. Les argiles à forte teneur en chaux extraites à Saint-Germain-Laval ou à Salins sont propices à la fabrication de pipes. De la grande piperie Gisclon-Dutel, en revanche, détruite par les flammes en 1895, témoignent surtout une centaine de pipes découvertes en 1981 lors de la démolition d'un immeuble de la rue Victor-Hugo (*La République de Seine-et-Marne*, 24 août 1981. Recherches effectuées en juillet 1981 par le CERHAME sous la direction de Jacques Bontillot).

75. Répertoire n° 126 ; AD77, 5 MP 321.

76. Jean Marais, art. cité, p. 196.

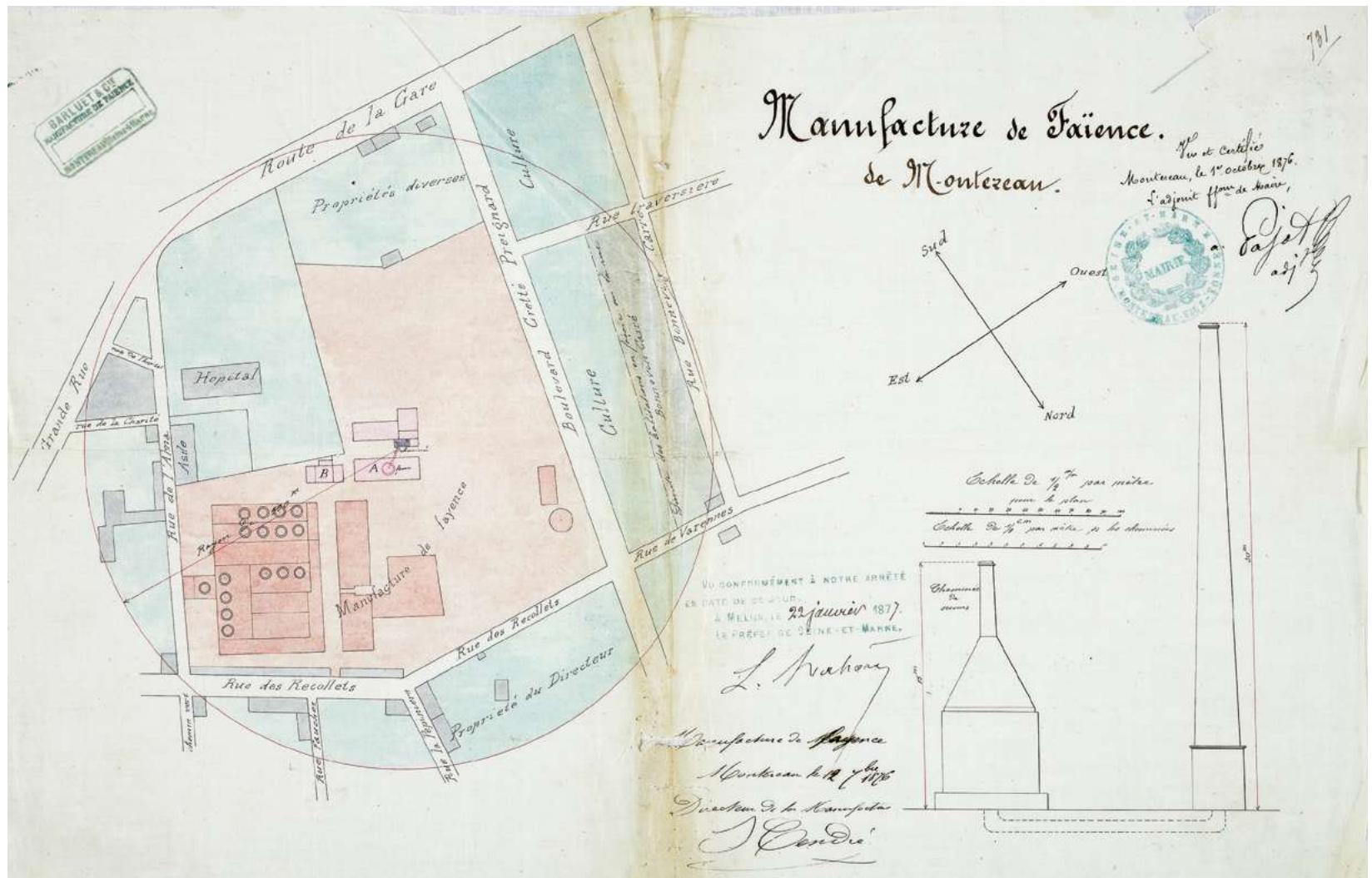
77. L'étude systématique du bâti disparu attend encore son historien.

78. Répertoire n° 131 et 132.

79. Répertoire n° 143.

Plan des ateliers et du four de poterie que M. Lebrun se propose d'établir à l'emplacement de l'ancienne manufacture de faïence rouge de

M. Csretté-Merlin, à l'extrémité du faubourg Saint-Nicolas. Plume, encre de Chine et aquarelle, 12 mai 1838 (AD77, 5MP320).



Plan de la faïencerie de Montereau en 1876,
Barluet & Cie, établissement d'un four (AD77,
5MP320).

La faïencerie de Montereau, carte postale,
oblitération 1907 (collection particulière).

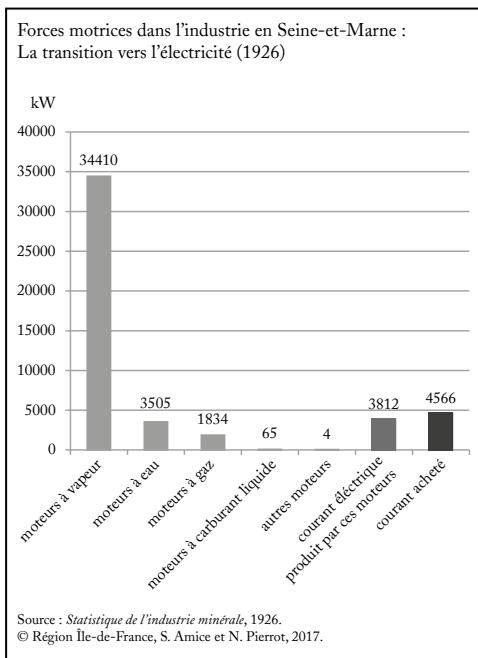


La collégiale Notre-Dame-et-Saint-Loup de
Montereau et la tannerie Carré, carte postale,
oblitération 1909 (collection particulière).

L'ÉCUME D'UN RAZ-DE-MARÉE CENTRIFUGE

DEUXIÈME PARTIE

CATHÉDRALES ET ATELIERS DE LA SECONDE INDUSTRIALISATION (1880-1945)



PROPAGATION

Voie secondaire et électricité

L'événement était attendu depuis quinze ans. La ligne PLM reliant Corbeil à Montereau *via* Melun est enfin ouverte au trafic le 1^{er} juin 1897. Elle répond à un triple objectif. D'abord, pour la compagnie, décongestionner sa ligne principale¹. Il s'agit également de desservir les bourgs et villages des bords de Seine, d'en renforcer l'attrait pour les Parisiens, clients notamment de l'artisanat local². Enfin, cette voie diffuse en amont l'essor urbain et industriel de la banlieue parisienne, fondé sur la révolution électrique et l'avènement de la grande entreprise concentrée. Si les anciens axes de circulation ne sont pas délaissés³, la nouvelle voie s'impose comme le principal émissaire de la seconde industrialisation. Les établissements Schneider & Cie ouvrent le bal en 1901. Le choix de Champagne-sur-Seine par Oscar Helmer, chef du service électricité du Creusot, repose en grande partie sur la proximité de Paris – 81 kilomètres – par la nouvelle ligne Corbeil-Montereau⁴. Si loin de la banlieue revendicative, si proche des marchés du tramway et du métropolitain : Schneider entend les fournir en moteurs et commutatrices⁵. Mais s'installer au vert exige de loger ses ouvriers. Le Nouveau Quartier, construit par Edmond Delaire selon des principes hiérarchiques et hygiénistes, peut dès 1903 accueillir 1 200 locataires⁶.

Le deuxième acte se joue à Dammarie-lès-Lys avec l'installation, en 1911, de la fonderie Frébault entre la Seine et la nouvelle voie ferrée⁷. Le Clos Saint-Louis se couvre bientôt d'usines, confirmant le basculement vers le sud de l'industrialisation melunaise. Suivront notamment l'usine de tuyaux en ciment centrifugé de la Société parisienne des procédés Hume (1924)⁸ et l'usine de la Compagnie nationale des radiateurs (1928)⁹. Toutes possèdent leurs cités ouvrières¹⁰. L'arrivée de la nouvelle ligne bouleverse également le bourg de Ponthierry. Depuis la construction du pont de Sainte-Assise en 1855, permettant de relier Corbeil à Melun par la route, une fabrique d'eau de Javel et une sucrerie s'étaient installées au « Bas de la Seine »¹¹. Mais le Corbeil-Montereau attire de plus grandes entreprises : la compagnie française du lithopone en 1906, la teinturerie Pédaillès en 1911 et surtout la manufacture Leroy en 1912. Le roi du papier peint parisien peut en effet, à Ponthierry, se fournir par le rail auprès des papeteries Darblay¹².

À la veille de la Grande Guerre s'achève cette vague de construction d'usines « importées », dont la caractéristique commune est de s'inscrire entre Seine et voie ferrée, et de posséder une centrale électrique interne. En effet, le développement de l'électricité commerciale est en marche, Schneider & Cie et la société Gaz et Eau fondent en 1913 l'Énergie de Seine-et-Yonne : une centrale thermique est construite à l'entrée de Montereau et alimente à partir de 1916 les usines – dont celle de Champagne – et les particuliers, de Fontainebleau jusqu'à Sens¹³. Seuls Delattre et Frouard – en dehors de la zone de distribution – et la cimenterie de La Grande-Paroisse construiront encore, en 1917 et en 1920, une centrale d'usine¹⁴.

1. Chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée, *Notice relative au quadruplement des voies [...] entre Montereau et Sens*, 1937, p. 2 (Bibliothèque Rails et Histoire).

2. Voir les monographies sur les artisans des bordures forestières.

3. L'usine d'agglomérés Sanvoisin s'installe en 1900 le long du fleuve à Varennes-sur-Seine (monographie et répertoire n° 165). Janin frères et Guérineau transfèrent en 1906, de Paris (172, avenue de Choisy) à Écuelles, le long du canal du Loing, leur usine de céramique ornementale (répertoire n° 165).

4. Académie François Bourdon, archives Schneider, 01G0541, avant-projet Helmer, 5 novembre 1899.

5. Monographie et répertoire n° 27.

6. Monographie et répertoire n° 29 et 30.



Usines de la Belle Époque

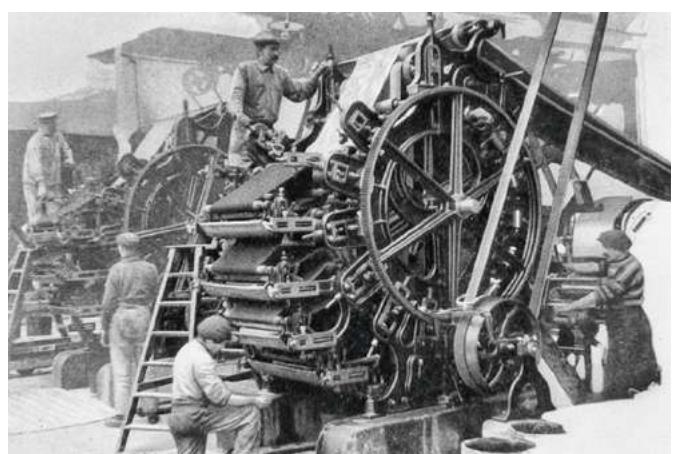
Quelle architecture pour ces usines de la « Belle Époque » ? Cette expression rétrospective prend ici tout son sens, tant l'architecte Paul Friesé a souhaité éléver l'usine, singulièrement dans la vallée de la Seine entre Paris et Champagne, à la dignité de l'œuvre architecturale, pour le prestige de ses commanditaires et pour célébrer l'avènement de la « fée électricité ». Les usines de notre territoire – Schneider et Leroy – sont tardives dans l'œuvre de l'architecte. Au début de sa carrière, il avait préféré les usines-châteaux, alternant les citations médiévales – tour à mâchicoulis des Grands Moulins de Corbeil – et classiques – attiques à balustrades de la papeterie Darblay¹⁵. Mais depuis les années 1890, il s'applique à fonder une architecture de l'électricité¹⁶. La centrale thermique du métropolitain (quai de Bercy à Paris), à nef centrale et bas-côté hérissée de cheminées, en est l'accomplissement (1899-1900). D'un an plus tardive, l'usine de Champagne, elle-même dédiée indirectement à la gloire du métro, en est la déclinaison et le seul exemple conservé¹⁷.

La même passion explique le soin accordé à la centrale électrique de l'usine Leroy. Car l'abondance de frontons, corniches et ébrasements exprime un dessein fonctionnel autant

7. Monographie et répertoire n° 54.
8. Répertoire n° 65.
9. Monographie et répertoire n° 56. Devenue Ideal Standard en 1946.
10. Détruits pour laisser place aux grands ensembles de la Plaine du Lys en 1970-1972 (répertoire n° 55 et 57).
11. AD77, 5MP/241, 242, dossier des établissements insalubres.
12. Monographie et répertoire n° 206 à 208.
13. Monographie et répertoire n° 82.
14. Répertoire n° 86 et plan n° XXIV.
15. Nicolas Pierrot et Louis André, « La papeterie d'Essonne », *L'Archéologie industrielle en France*, n° 47, décembre 2005, p. 14-23.
16. Hugues Fiblec, *Architectures de l'âge industriel. Paul Friesé 1851-1917*, IFA, Éditions Norma, 1991.
17. Monographie et répertoire n° 27.

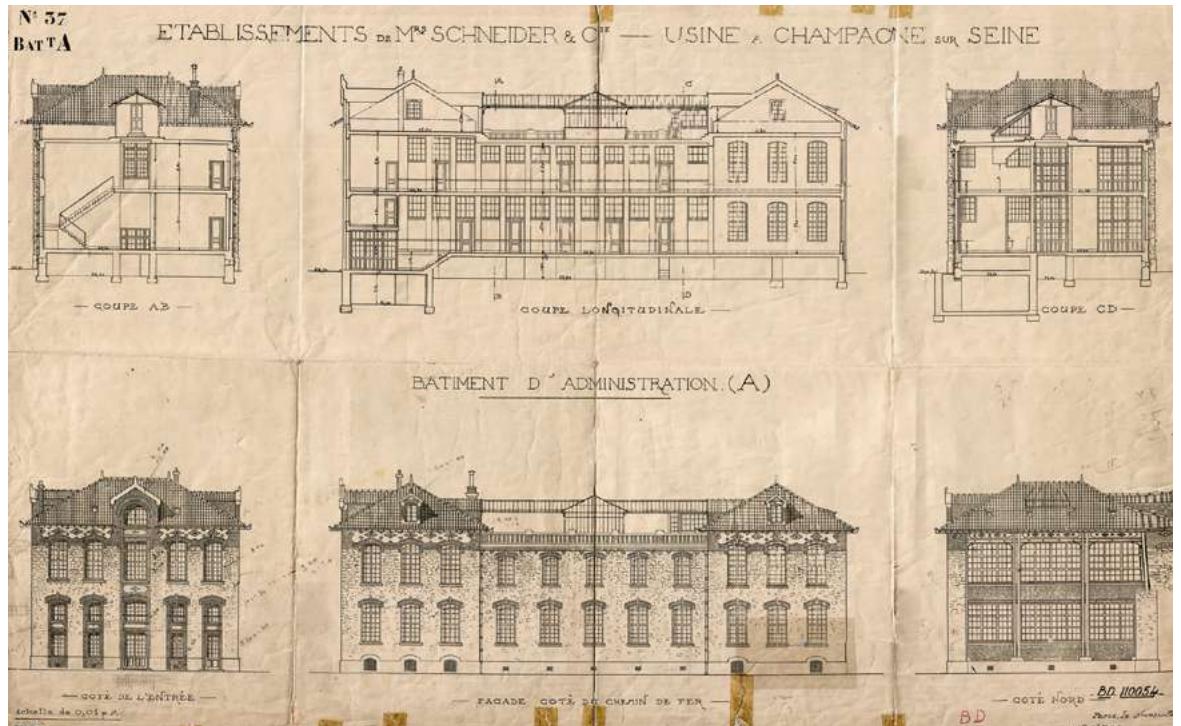


Panorama photographique des ateliers Schneider & Cie et du « Nouveau Quartier » de Champagne-sur-Seine, vers 1905 (Académie François Bourdon-Le Creusot, archives Schneider & Cie, 01PHCADRE 0135).



Ateliers de Champagne-sur-Seine, cartonnage des isolants pour dynamos, carte postale, avant 1914 (Académie François Bourdon-Le Creusot, archives Schneider & Cie, 01PHCARTPOST/1-69).

Machine à imprimer le papier peint, photographie publiée dans « Une visite à l'usine », s.d., années 1920, p. 11 (collection particulière).



qu'esthétique. L'architecture de Paul Friesé est organique, elle interprète les besoins des ingénieurs, rehausse d'historicisme les différentes fonctions de l'usine. Or, entre 1900 et 1914, la diffusion de l'électricité dans les ateliers a révolutionné l'espace usinier¹⁸. Nul besoin désormais d'un moteur central relié aux machines par courroies et poulies. Les moteurs se diffusent, les ateliers se séparent. Les usines de Champigneux-sur-Seine et de Saint-Fargeau-Ponthierry – comptant respectivement mille et trois cents ouvriers en 1913 – s'étendent par modules sur plusieurs hectares, alimentées par leur centrale électrique (300 chevaux produits par quatre moteurs à gaz pauvre chez Schneider avant le raccordement au réseau en 1915). La récurrence de ce type architectural, que l'on retrouve également chez Delattre et Frouard ou à la cimenterie de La Grande-Paroisse, est l'une des originalités du patrimoine industriel de notre vallée.

¹⁸. Serge Benoit, « Les conséquences de l'électrification des ateliers sur la machine-outil jusqu'à 1939 », dans Serge Benoit et Alain Michel (dir.), *Le Monde du génie industriel au XX^e siècle : autour de Pierre Bézier et des machines-outils*, Belfort, UTBM, p. 45-62.

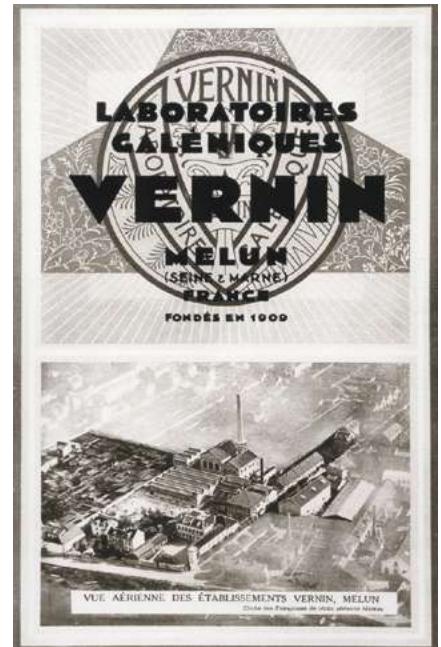
¹⁹. AD77, 30Z142, monographie de l'instituteur Auguste Cailleaux, *Dammarie-lès-Lys*, 1888, p. 10.



Elévation et coupes du bâtiment de l'administration de l'usine Schneider & Cie de Champigneux-sur-Seine, dressées par Paul Friesé le 1^{er} novembre 1900 (Académie François Bourdon-Le Creusot, archives Schneider & Cie, 01PL03160).

Friesé le 1^{er} novembre 1900 (Académie François Bourdon-Le Creusot, archives Schneider & Cie, 01PL03160).

Papier à en-tête de la distillerie Garnot, Dammarie-lès-Lys, 1904 (AD77, 5MP140).



encore l'entrée de l'agglomération²⁰. Parallèlement, de nouveaux secteurs se développent. À Montereau, les premiers ateliers de fabrication de semoirs Nodet s'installent à l'ouest du parc des Noues ; la Société des produits métalliques de Sens et la bonneterie Poron (maison mère à Troyes) s'étendent entre la Seine et la faïencerie, multipliant leurs sheds et leurs halles en bois²¹. À Melun, porté par l'envolée de la consommation de médicaments à partir de la fin du XIX^e siècle²², Albert Salmon fonde en 1908 la Cooper, rue Dajot, à quelques pas des Laboratoires galéniques Vernin dont les sheds, la cheminée de béton et l'architecture « à l'américaine » du nouveau laboratoire des comprimés (trois étages à larges plateaux, longues baies horizontales) ont marqué le paysage de Melun jusqu'à leur démolition en 1997²³.

CONFLITS

La mobilisation industrielle

C'est donc un jeune tissu industriel qui en 1914 est mobilisé pour l'effort de guerre. À la suite de la bataille de la Marne, le front se stabilise à 50 kilomètres au nord du département. Malgré les réticences du ministère de la Guerre, la jugeant trop proche des combats, l'agglomération parisienne devient le principal arsenal de la nation. En Seine-et-Marne, la Brie est chargée de nourrir les hommes et les vallées de produire armes et équipements : « Nos meuniers, non contents de satisfaire aux besoins de la boulangerie départementale, ont pu exporter de la farine dans le camp retranché de Paris et dans les départements limitrophes. Enfin, lorsque le gouvernement a pris des mesures énergiques pour activer la production des munitions et des armes, les industriels de Seine-et-Marne se sont empressés de répondre à l'appel patriotique qui leur était adressé [...]. On compte 25 usines travaillant les obus, 22 travaillant le bois, 3 fabriques de grenades, 8 verreries ou fabriques d'optique, 3 usines pour avions, etc., etc.²⁴ » La contribution du département est modeste, et souvent tardive. Elle est suffisante toutefois pour bouleverser l'organisation et l'architecture des usines concernées.

Point d'usine complète, mais des réaffectations et des extensions. L'usine du pont de Moscou, à Montereau, rachetée en 1912 par le groupe pharmaceutique allemand Merck, est confisquée en 1914 et affectée par L'Air liquide, jusqu'à la fin du conflit, à la fabrication d'explosifs²⁵. La fonderie Frébault de Dammaris-lès-Lys fabrique, à partir de 1915,

Paul Friesé, Ateliers de MM. Schneider & Cie à Champagne-sur-Seine, perspective cavalière, août 1900 (Académie François Bourdon-

Le Creusot, archives Schneider & Cie, album Delaire, 0064Z3646).

20. Répertoire n° 49.

21. Monographie et répertoire n° 145 (Nodet, 1888), 148 (Poron, 1901), 140 (Société des produits métalliques de Sens, 1908).

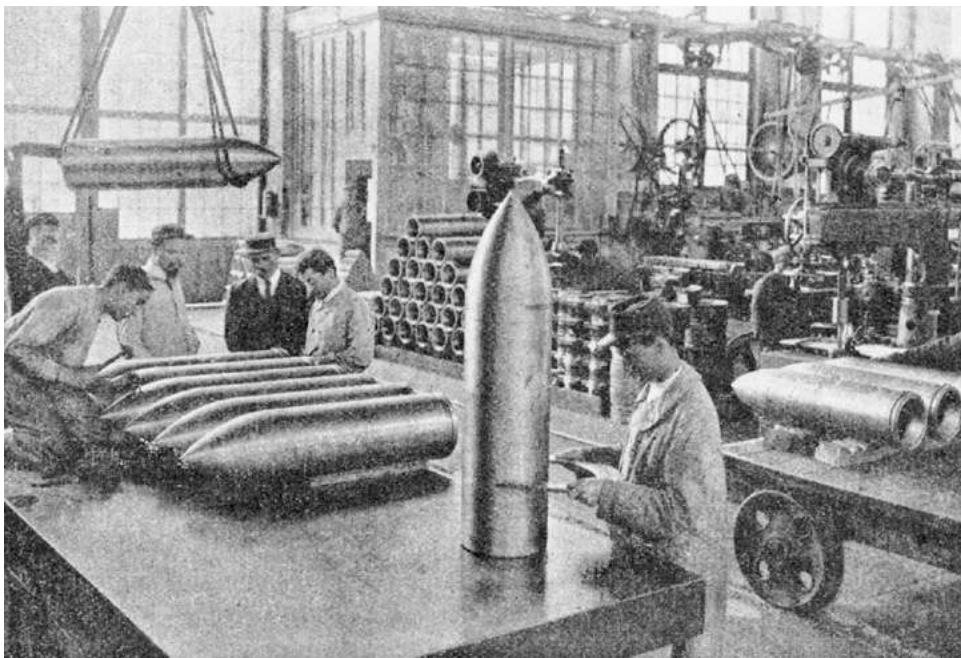
22. Sophie Chauveau, *L'Invention pharmaceutique. La pharmacie française entre l'État et la société au XX^e siècle*, Paris, Synthélabo, 1999.

23. Judith Förstel, *op. cit.*, p. 209-211 (le laboratoire est signé en 1930 par l'architecte Jacquet). Monographie et répertoire n° 52, 119 et 120 (Vernin).

24. AD77, 8R/272, préfet D. Dautresme, *Le Département de Seine-et-Marne pendant la guerre, 1914-1915-1916. Considérations générales, historiques, administratives et économiques*, Melun, E. Legrand, 1916, p. 12 et 56.

25. Monographie et répertoire n° 151. À ne pas confondre avec l'usine de L'Air liquide construite à partir de 1915 à La Grande-Paroisse, sur la rive droite de la Seine, à l'entrée de Montereau (répertoire n° 84).

Frontispice d'une plaquette éditée par les laboratoires galéniques Vernin, vers 1930 (Melun, service archéologique municipal).



des obus dans son atelier principal de 1911 – aujourd’hui visible en cœur d’usine – à partir de fontes fabriquées au Creusot²⁶. Les fabrications de guerre s’amplifient avec le rachat du site par Delattre et Frouard : « L’annexe de Dammarie-lès-Lys des usines de Frouard est venue se fonder au cours de la guerre. De mai 1917 à novembre 1918, elle a contribué pour une large part à la Défense nationale en fabriquant 109 855 obus de 155 mm, 54 662 obus de 120 mm, 22 975 obus de 140 mm et 17 421 obus de 184 mm²⁷. » Si les travaux d’extension sont ambitieux – doublement de la fonderie, construction d’ateliers de montage, de chaudronnerie et de mécanique, centrale diesel Sulzer de 2 200 chevaux aujourd’hui conservée –, c’est qu’en 1917 l’entreprise prévoit déjà, depuis Dammarie, de rééquiper les usines sinistrées par le conflit²⁸.

À Champagne-sur-Seine, « dès la fin de 1914, la fabrication s’était en grande partie transformée et l’établissement est devenu peu à peu une véritable usine de guerre. [...] On voit l’importance exceptionnelle du rôle joué par le personnel et la direction de cette vaste entreprise au point de vue de la Défense nationale²⁹. » Entre 1915 et 1917, les effectifs passent de 1 330 à 1 980 salariés. L’entreprise conserve des hommes « affectés aux fabrications de guerre », bientôt renforcés par des femmes et des ouvriers « belges, kabyles et espagnols³⁰ » installés dans les logements libres et des baraquements construits aux Basses-Godernes. Des cantonnements spéciaux, comme au Creusot, sont réservés à la main-d’œuvre coloniale. L’usine doit s’agrandir. Des liaisons longitudinales en béton armé – ignifuge et bon marché, le métal étant réservé aux fabrications de guerre – sont construites entre les ateliers. Avec le magasin général, elles constituent de précieux éléments du patrimoine industriel de la Grande Guerre³¹.

26. Académie François Bourdon, archives Schneider, 01G-0362-02, lettre du 8 janvier 1916 adressée par L. Frébault à l’usine de Champagne-sur-Seine, demandant une livraison de fonte pour la fabrication d’obus de 155.

27. AD77, 8R/274, préfet D. Dautresme, *op. cit.*, p. 57-58.

28. Monographie et répertoire n° 54.

29. AD77, 8R/274, préfet D. Dautresme, *op. cit.*, p. 58.

30. Académie François Bourdon, archives Schneider, *Album du cinquantenaire*.

31. Monographie et répertoire n° 27.



Usine Delattre et Frouard de Dammarie-lès-Lys, « Démasselotage du 240 et du 155 », Album Frouard, 1917 (Jarville-la-Malgrange, musée de l’Histoire du fer).

Fabrication d’obus de gros calibre dans l’usine de Champagne-sur-Seine, Le Panorama de la guerre, 20 novembre 1915.

G. Conrad, Usine de Champagne-sur-Seine, huile sur toile, 1919 (Académie François Bourdon - Le Creusot, archives Schneider & Cie, pièce isolée).



Usines de guerre, innovation et nuisances

Pour nourrir l'effort de guerre totale, l'administration doit jouer d'expédients, confirmant le rôle central des conflits, depuis l'origine de l'industrialisation, dans la suspension des régulations et la construction sans résistance d'établissements dangereux et insalubres³². « Afin d'éviter les formalités préliminaires à l'autorisation, toujours très longues et compliquées, un décret du 12 décembre 1915 a conféré au ministre de la Guerre le pouvoir de délivrer des autorisations provisoires aux usines travaillant pour la Défense nationale. Les plus importants de ces établissements sont : l'usine de L'Air liquide à La Grande-Paroisse, la fabrique d'explosifs de La Genevraye, et la tannerie Bellefille à Écuelles³³. » Albert Bellefille, ingénieur des Arts et Manufactures, acquiert en 1916 le moulin à tan d'Orvanne, dans le faubourg d'Écuelles. Installée sur la chute (13 chevaux) et désormais complétée d'un grand séchoir, la nouvelle tannerie-corroirie produit du cuir pour le « service de l'habillement, de la solde et des transports ». Malgré les plaintes répétées, l'usine poursuit son activité après le conflit, jusqu'à sa destruction par les flammes en 1934³⁴.

Surtout, le lit inondable de la Seine accueille en 1915 une usine de produits chimiques entièrement dévolue à la guerre de masse. Après la première attaque massive aux gaz chimiques lancée à Ypres par l'armée allemande le 22 avril 1915, Georges Claude – inventeur et fondateur de L'Air liquide – obtient le 26 octobre « sa mise en congé sans solde pour s'occuper de la liquéfaction du chlore et de la fabrication de gaz asphyxiants³⁵ ». La construction d'une usine à La Grande-Paroisse est autorisée par le ministère de la Guerre le 29 mars 1916, sans enquête préalable – les plaintes de riverains se multiplieront dès la fin du conflit³⁶.

Le choix du site est pertinent. L'usine doit en effet fabriquer de la soude (2 000 tonnes en 1917), du dinitrophénol pour les explosifs (7 tonnes), du chlore pour les gaz de combat (2 000 tonnes) et du dihydrogène pour les aérostats (400 000 mètres cubes)³⁷. Or le dihydrogène est obtenu par électrolyse de l'eau : la nouvelle usine est construite à proximité immédiate de la centrale de l'Énergie de Seine-et-Yonne. Par ailleurs, son activité requiert d'importants tonnages en matières premières, acheminés par la voie ferrée Corbeil-Montereau ou par la Seine : le charbon, le sel de Lorraine, l'azote transporté par péniche dans des réservoirs sous pression. Enfin, Georges Claude ne manque pas de place ici pour expérimenter : au sein d'ateliers rigoureusement ordonnés, séparés, légers, à simples pans de fer et briques, il met encore au point la collongite (gaz asphyxiant, 8 tonnes par jour en 1918) et surtout élabore en cinq années la synthèse de l'ammoniac par très haute

32. Thomas Le Roux, *Les Paris de l'industrie, 1750-1920*, Grâne, Créaphis, 2013, p. 92-93.

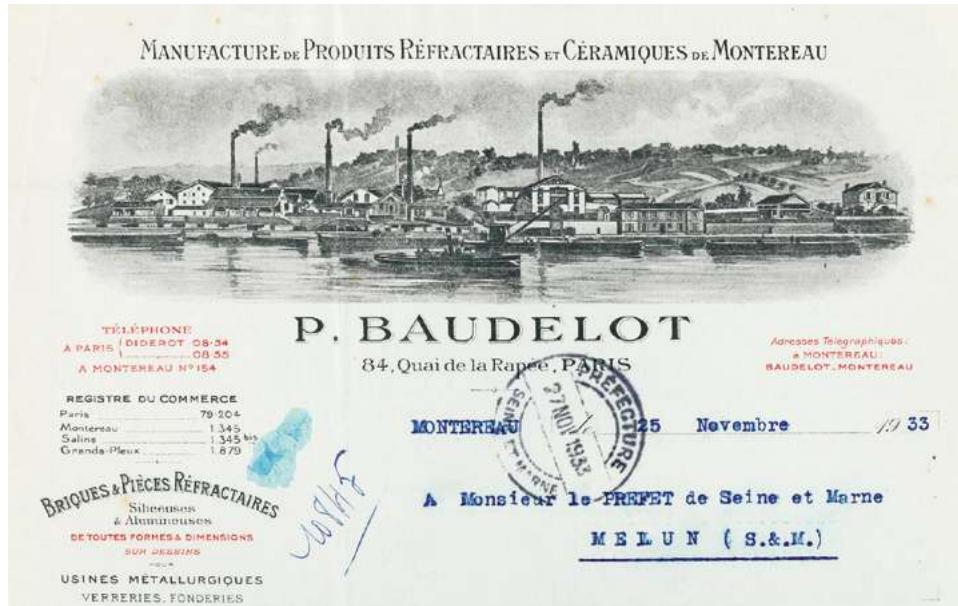
33. AD77, 8R/274, préfet D. Dautresme, p. 56.

34. Voir la monographie, le répertoire n° 164 et le plan n° IX ; AD77, 5 MP 158, dossier Tannerie Albert Bellefille, 1915-1917.

35. Rémi Baillot, *Georges Claude, le génie foudroyé*, Paris, EDP Sciences, coll. « Sciences & Histoire », 2009, p. 195-196.

36. AD77, 5 MP 205, dossier L'Air liquide, 1915-1918.

37. Gérard Emptoz, « Les chimistes, leurs institutions et leurs sociétés savantes entre les deux guerres. II. La nouvelle chimie de l'azote », *L'Actualité chimique*, janvier 2014, n° 381, p. 41.



pression, procédé développé après-guerre par la Société de La Grande-Paroisse (Air liquide et Saint-Gobain) pour les besoins « tant de l'agriculture que de la défense nationale³⁸ ». Depuis sa fermeture en 1931³⁹, l'usine a progressivement été démantelée⁴⁰. Reste une vaste parcelle non bâtie, en bord de Seine, image en creux d'un patrimoine disparu, dont « l'invisibilité » compromet la construction, sur place, d'un discours sur les héritages complexes et souvent ambivalents de l'industrie chimique⁴¹.

CONCENTRATION

Petites banlieues

La Grande Guerre n'avait fait que ralentir le vif élan urbain de la banlieue parisienne, engagé depuis les années 1880. L'exode rural reprend, la banlieue se construit, en brique et en ciment. Avec la paix revient l'achat de matériaux et de biens d'équipement. Alors que les briqueteries sont progressivement chassées de l'agglomération, la Seine-et-Marne conquiert des marchés⁴². À Montereau en particulier, les établissements Moreau, Sachot et Baudelot compensent leur relatif éloignement par une politique de qualité – production de briques « façon Bourgogne » – et de diversification : depuis 1900, Baudelot réunit dans une même enceinte trois unités pour la fabrication de tuiles, de briques et de produits réfractaires destinés à l'industrie (fonderie, verrerie)⁴³. Les tonnages sont importants : en 1923, l'usine fournit des briques pour la construction des Grands Moulins de Pantin⁴⁴. À Écuisses, les trois cents ouvriers et ouvrières de la Société industrielle de produits céramiques (anciens établissements parisiens Janin frères et Guérineau) fabriquent des produits émaillés pour le parement de « bains-douches, salles de bains, cuisines, passages souterrains, stations de chemin de fer, etc.⁴⁵ ». L'entreprise fournit notamment des carreaux blancs et bruns pour les stations du métropolitain parisien. L'industrie du bâtiment exige par ailleurs, à la faveur de la première Reconstruction consécutive à la Grande Guerre, des quantités toujours plus importantes de ciment Portland artificiel pour la fabrication de béton armé. Plusieurs entreprises sont créées dès la fin du conflit, à l'image de la Société

Papier à en-tête illustré de l'usine de céramique Baudelot, à Montereau, 1933 (AD77, 5MP321).

38. « Société chimique de La Grande-Paroisse. Azote et produits chimiques », *L'Illustration économique et financière*, 31 mars 1923, p. 52.

39. Paule Fiévet, *La Vie à Montereau de 1920 à 1940*, Le Mée-sur-Seine, Amatteis, 1997, p. 92.

40. Répertoire n° 84.

41. Patrice Bret, Jacques Breysse, Gérard Emptoz et Roger Lamartine, « Le patrimoine industriel de la chimie, un domaine à explorer », *Patrimoine industriel*, n° 69, décembre 2016, p. 6-15.

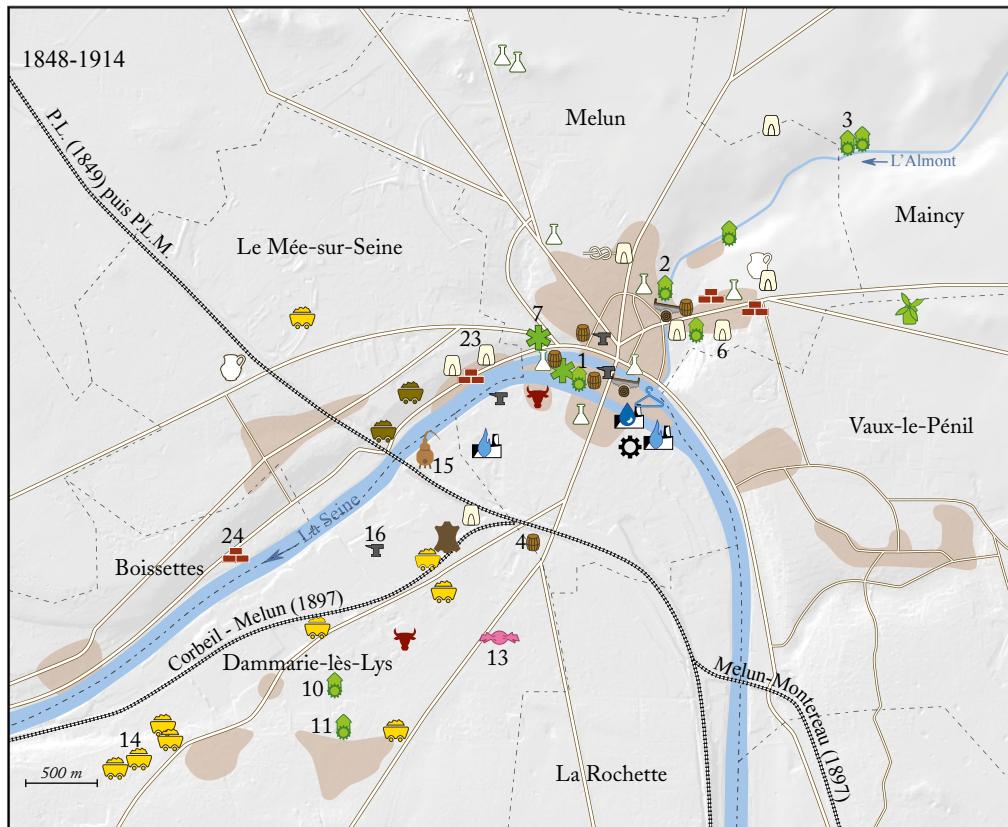
42. Antoine Le Bas, *Architectures de brique en Île-de-France, 1850-1950*, Paris, Somogy, coll. « Cahiers du patrimoine », n° 105, 2014, p. 19-24, 47.

43. AD77, J1025-2, plan aquarrellé de la Manufacture de produits réfractaires et céramiques de Montereau, entre 1900 et 1914 ; voir la monographie et le cahier de plans, n° XVII.

44. Évelyne Lohr, Geneviève Michel et Nicolas Pierrot, *Les Grands Moulins de Pantin, l'usine et la ville*, Lyon, Lieux Dits, 2009, p. 54-59 et note 171 (l'analyse de l'estampille nous permet à présent d'attribuer les briques des Grands Moulins aux établissements Henri et Baudelot, et non à la briquetterie de Warnton).

45. Catalogue de la SPIC, janvier 1933, coll. part., Écuisses (remerciements à M. Émile Philippi et Mme Claire Gillardot). Répertoire n° 165.

Évolution de la géographie industrielle de l'agglomération de Melun, XIX^e-XX^e siècle



- Agroalimentaire**
 - moulin, minoterie (vent, eau, vapeur, électrique)
silos à grains
 - confiserie
 - distillerie
 - brasserie
 - laiterie, fromagerie
 - abattoir
- Extraction, matériaux de construction**
 - sablière, gravière
 - carrière de pierre
 - four à plâtre ou à chaux
 - cimenterie
- Céramique**
 - usine céramique (briqueterie, tuilerie)
 - faïencerie, poterie
 - seringues et ampoules

- Chimie, pharmacie**
 - usine de produits chimiques
 - usine de produits pharmaceutiques
- Textile, habillement, cuirs et peaux**
 - usine d'habillement
 - tannerie
- Métallurgie, construction mécanique et électrique**
 - usine métallurgique
 - usine de construction mécanique
 - usine de matériel électrique
- Travail du bois**
 - scierie
- Usines de services**
 - papeterie
 - usine à gaz
 - centrale électrique
 - usine des eaux

Principales entreprises (*bâtiment existant ou vestiges)

Melun

- 1 Minoterie Girardièrre, puis Michenon puis Grands Moulins de Melun
- 2 Moulin de Poignet*
- 3 Moulin de Veau
- 4 Brasserie Gruber
- 5 Silos de la Coopérative de la Brie
- 6 Four à chaux et à plâtre Maingault
- 7 Usine de produits pharmaceutiques Dubreuil
- 8 Laboratoires galéniques Vernin
- 9 La Cooper*

Dammarie-lès-Lys

- 10 Moulin du Lys
- 11 Moulin à eau des Rigouts
- 12 Laiterie La Briarde
- 13 Confiserie Jacquin
- 14 Carrière des Rôles
- 15 Distillerie Garnot, puis Tanneries de Melun, puis plastiques SOCOJI*
- 16 Fonderie Frébault, puis Delattre-et-Frouard, puis aluminium Affimet*
- 17 Compagnie Nationale des Radiateurs, puis Ideal Standard*
- 18 Usine de ciment-amiante Hume, puis Everitube*
- 19 Usine d'hélices Renou-Dardel et Cie*
- 20 Thermomètres STIL*
- 21 Cartonnerie-imprimerie Devoisselle*
- 22 Fonderie Musil, puis France Hélices*

Le Mée-sur-Seine

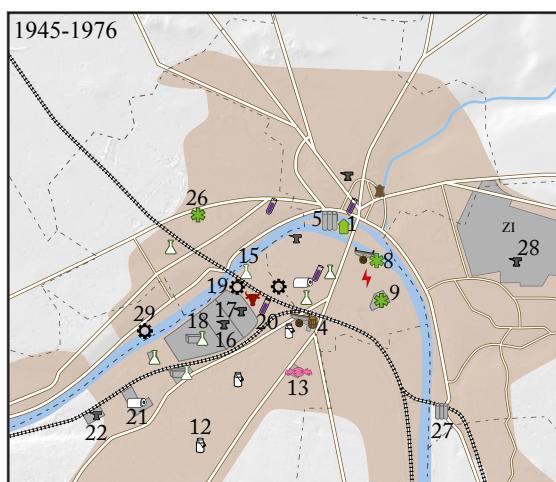
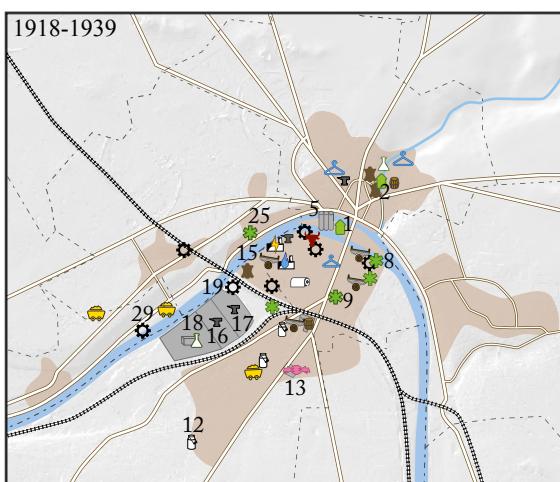
- 23 Four à chaux et à plâtre Bilbille
- 24 Tuilerie puis faïencerie Gabry*
- 25 Savonnerie puis produits pharmaceutiques Pigeon*
- 26 Laboratoires Valpan*

Vaux-le-Pénil

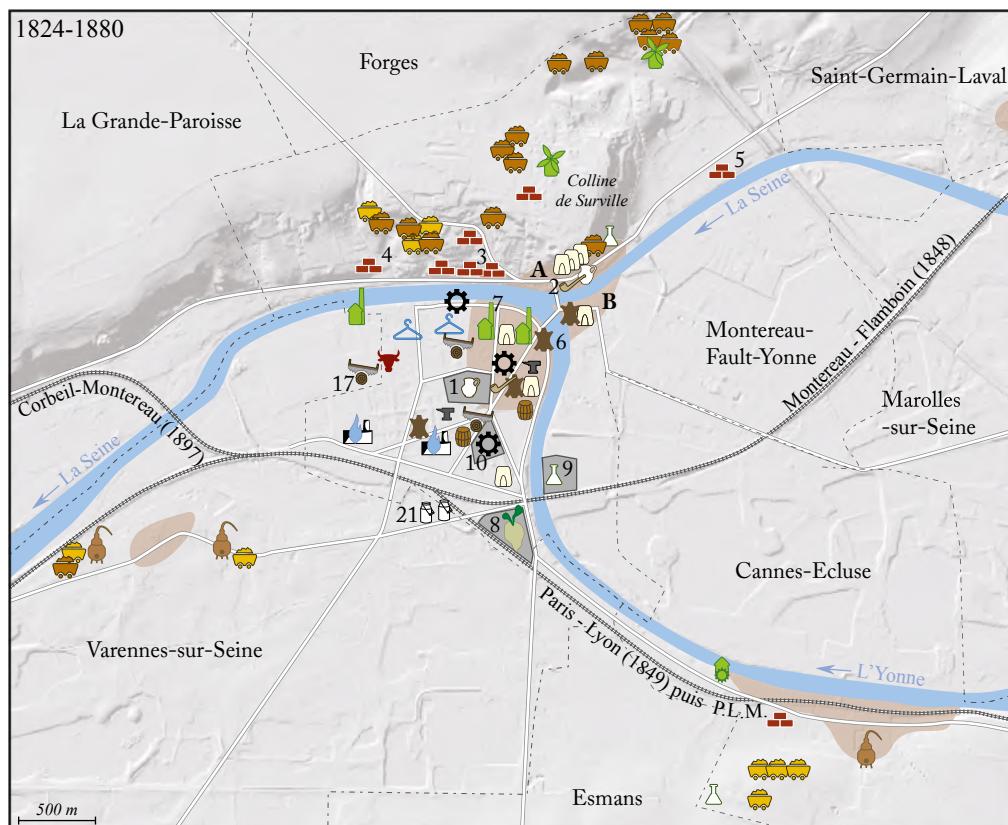
- 27 Silos de la Coopérative de la Brie, puis ValFrance*
- 28 Luminaires Lucien Gau*

Boissettes

- 29 Atelier de réparation navale*



Évolution de la géographie industrielle de l'agglomération de Montereau, XIX^e-XX^e siècle



Agroalimentaire

- moulin, minoterie (vent, eau, vapeur)
- silos à grains
- sucrerie
- confiserie
- distillerie
- brasserie
- laiterie, fromagerie
- abattoir

Extraction, matériaux de construction

- sablière, gravière
- carrière d'argile
- four à plâtre ou à chaux
- cimenterie

Céramique

- usine céramique (briqueterie, tuilerie)
- faïencerie, poterie
- piperie

Chimie, pharmacie

- usine de produits chimiques
- usine de produits pharmaceutiques

Textile, habillement, cuirs et peaux

- usine d'habillement
- tannerie
- corderie

Métallurgie, construction mécanique et électrique

- usine métallurgique
- usine de construction mécanique
- usine de matériel électrique

Travail du bois

- scierie

Usines de services

- papeterie
- usine à gaz
- centrale électrique

Principales entreprises (*bâtiment existant ou vestiges)

Montereau-Fault-Yonne

A : faubourg Saint-Nicolas
B : faubourg Saint-Maurice

- 1 Faïencerie de Montereau, puis usine de peinture Amialac
- 2 Piperie Dutel-Gisclon
- 3 Tuilerie-briqueterie Sachot*
- 4 Tuilerie-briqueterie Baudelot*
- 5 Céramiques de Courbeton, puis Polypac isolation SA
- 6 Tannerie Carré
- 7 Minoterie à vapeur Hébert*
- 8 Sucrerie de Montereau
- 9 Usine de produits chimiques «du pont de Moscou», puis ateliers Soletanche-Bachy*
- 10 Usine de matériel agricole Nodet*
- 11 Usine de matériel agricole Rustic*
- 12 Chantiers navals Lenoir Père et Fils*
- 13 Corderie Canal*
- 14 Tannerie Gordon-Choisy*
- 15 Société des Aciéries de Montereau (SAM)*
- 16 Silos de la Coopérative agricole de la région de Montereau*

Montereau-Fault-Yonne et Varennes-sur-Seine

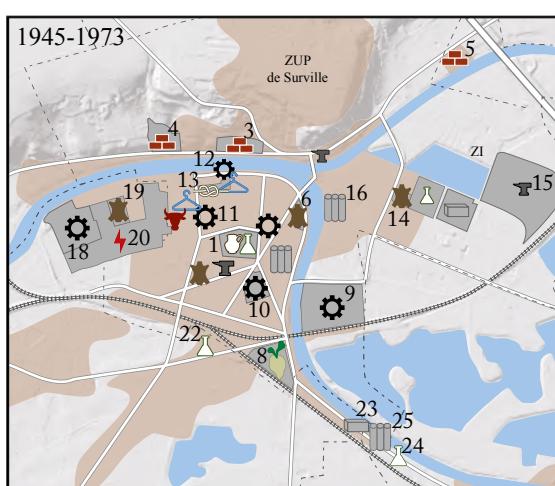
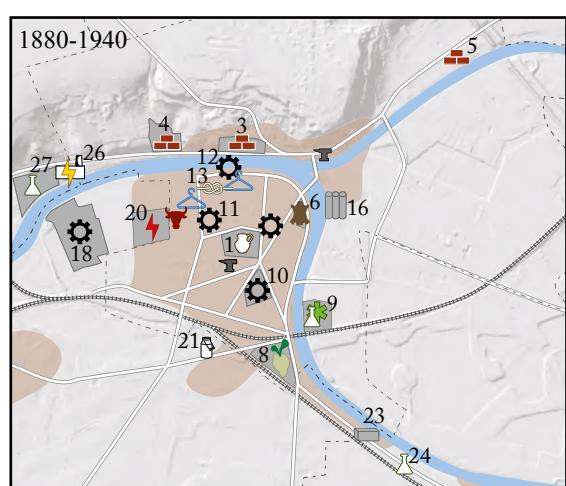
- 17 Scierie Jodot*
- 18 Usine de construction métallique Besson*
- 19 Tannerie Jaudin-Carré*
- 20 Cablerie Silec*

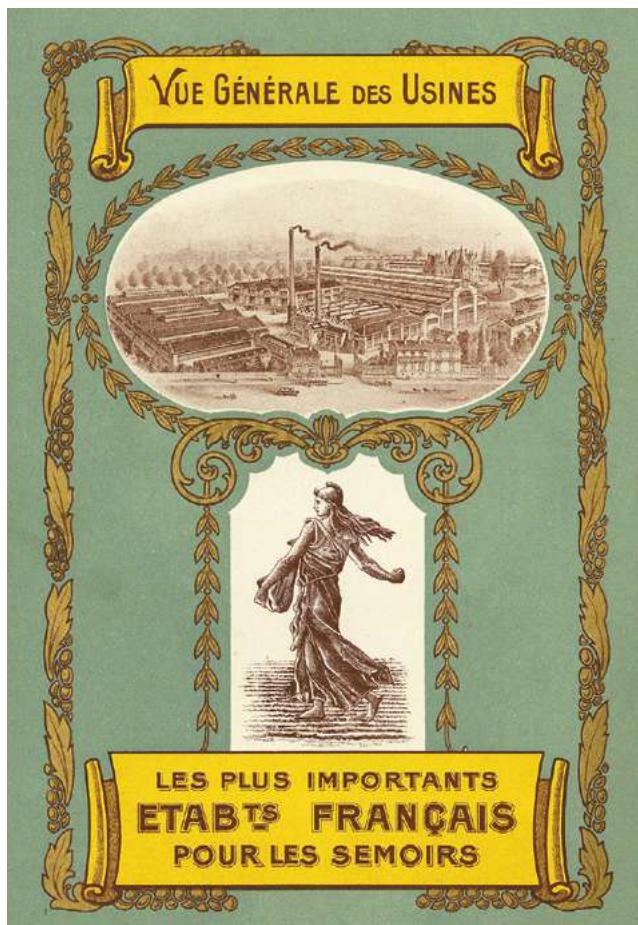
Varennes-sur-Seine

- 21 Laiterie des Fermiers réunis*
- 22 Usine de peintures et vernis Spéciacolor*
- 23 Usine d'agglomérés Sanvoisin, puis Les Bétons Cimenfer*
- 24 Usine d'eau de Javel Audry-Piou*
- 25 Silos de l'union des coopératives agricoles sud seine-et-marnaise*

La Grande-Paroisse

- 26 Centrale thermique de l'Énergie de Seine-et-Yonne
- 27 L'Air liquide





anonyme des agglomérants hydrauliques qui, en 1920, repère à La Grande-Paroisse, à quelques mètres de l'ancienne briqueterie de Tavers, un excellent gisement de calcaires et de marnes à ciment, affleurant au sud du plateau de Brie⁴⁶. Une grande cimenterie, reliée par passerelle à la carrière, est construite de 1921 à 1923 entre la Seine – via une darse – et la voie ferrée Corbeil-Montereau⁴⁷.

La croissance urbaine stimule également les industries liées à l'aménagement intérieur des logements. Leroy connaît alors son « âge d'or » qui par ses créations « participe pleinement au grand mouvement des Arts décoratifs » et dont les trois cent cinquante ouvriers produisent, sur de nouvelles machines, jusqu'à 100 000 rouleaux de papier peint par jour, hissant l'entreprise au premier rang national⁴⁸. En 1928, devant le vif succès remporté par sa chaudière « Idéal Classic » (chauffage et distribution d'eau dans la maison), la Compagnie nationale des radiateurs (CNR) choisit Dammarie-lès-Lys pour installer la dernière de ses quatre grandes usines parisiennes, employant jusqu'à mille ouvriers : les amples sheds conoïdes en béton armé de l'ingénieur Eugène Freyssinet, pionnier du béton armé, dominent encore aujourd'hui la plaine du Clos Saint-Louis⁴⁹. Le secteur de l'équipement industriel prend également son envol. L'usine de Champagne-sur-Seine équipe en alternateurs de grandes centrales hydrauliques (Bellegarde et Chancy-Pougny sur le Rhône en 1921) ; l'usine de construction mécanique Delattre et Frouard (4 hectares bâtis et plus de sept cents salariés entre les deux guerres) fabrique du matériel de levage et équipe la sidérurgie. En 1924, Antoine Besson installe sur la plaine de Varennes, à l'ouest de Montereau, une usine de 2,5 hectares dont les deux cent vingt-cinq ouvriers fabriquent des pylônes électriques et des charpentes métalliques. Il est rejoint en 1934 par l'usine de câbles SILEC, installée dans les locaux vacants de la scierie Jodot⁵⁰.

Publicité Ideal Standard parue dans la revue La Vie à la campagne, 15 août 1925, pl. IX (AD77, Rev 1163/2).

Catalogue Nodet, Montereau-Fault-Yonne, 1927 (AD77, 175J100).

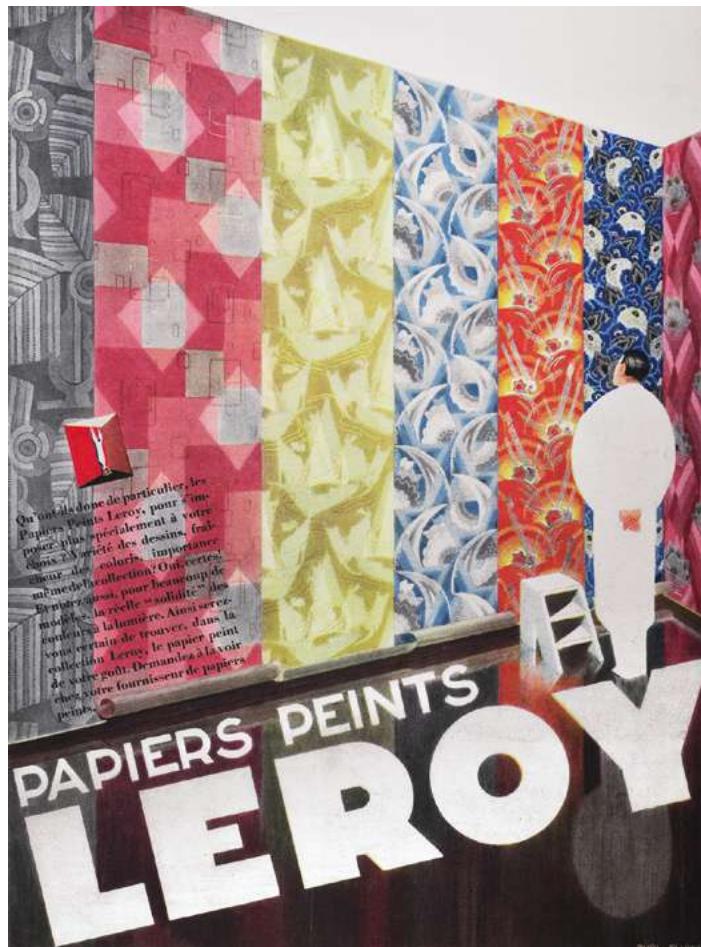
46. Préfecture de Seine-et-Marne, Commission départementale de la nature, des paysages et des sites, Schéma départemental des carrières de Seine-et-Marne, 2014-2020, p. 56-66.

47. Répertoire n° 84 et plan n° XXIV ; AD77, 5 MP 207, dossiers SA Agglomérants hydrauliques, 1920-1925 ; 5 MP 206, dossier Pollet et Chausson, 1929-1932.

48. Monographie et répertoire n° 206. Virginie Lacour, *La Manufacture de papiers peints Leroy. Saint-Fargeau-Ponthierry, Seine-et-Marne*, Paris, Somogy, 2009, coll. « Parcours du patrimoine/Région Île-de-France », n° 353, p. 42.

49. Monographie et répertoire n° 56.

50. Monographie et répertoire n° 160 et 161.



Ainsi les greffes industrielles de la Belle Époque ont-elles prospéré. Elles ont créé ou façonné des villes – comme à Champagne-sur-Seine et à Saint-Fargeau-Ponthierry – où se sont taillé des portions de territoire en périphérie urbaine. Vers 1930, le Clos Saint-Louis à Dammarie (cinq usines) et la plaine de Varennes près de Montereau (trois usines) présentent les caractéristiques d'une périphérie industrielle où les logements d'ouvriers côtoient les ateliers de brique et de béton. Mais il s'agit, soulignons-le, d'un phénomène essentiellement limité à Dammarie, à Montereau et aux villes-usines. Au vrai, la Seine-et-Marne, terre de petites entreprises, ne compte en 1926 que 58 établissements de plus de 100 salariés (15 441 salariés) et 553 de 20 à 100 salariés (20 517 salariés)⁵¹. La carte de la population montre la croissance démographique de ces territoires industriels qui, entre les deux guerres, ont accueilli une main-d'œuvre rurale et immigrée – on songe notamment aux Russes de Champagne-sur-Seine.

De la crise aux combats de la Libération

Aucune branche d'activité n'est épargnée par la crise mondiale qui, en France, atteint son apogée au milieu des années 1930. Dans la tourmente, l'éventail des réactions va de la fermeture aux ajustements de salaires et d'effectifs. Ainsi, Poliet et Chausson – premier cimentier français – ferme la cimenterie de La Grande-Paroisse en 1935, cinq ans après l'avoir acquise, jugeant désormais suffisante la capacité des sites de Gargenville et de Beffes⁵². Toutefois, grâce à sa réaffectation en silos, on peut encore apprécier l'ampleur de cette installation – le dernier exemplaire de cette génération encore conservé en Île-de-France – dont les hautes parois en parpaings sont rythmées de pilastres et de bandeaux. À Champagne, la jeune filiale SW, issue en 1929 d'une alliance prometteuse entre Schneider et Cie et la Westinghouse Electric International Cie (qui apporte ses brevets), doit être

51. *Statistique des forces motrices en 1926*, Paris, Imprimerie nationale, 1931, p. 176.

52. Saint-Gobain Archives, SGDB 0011334, procès-verbal du 27 novembre 1935, cité par Cécile Coursières, *Poliet et Chausson, ascension et déclin d'une grande entreprise cimentière française (1901-1971)*, thèse de doctorat d'histoire, Dominique Barjot (dir.), Université Paris 4-Sorbonne, juin 2017.

soutenue d'emblée par son actionnaire français. Malgré le maintien d'importantes commandes (équipement des centrales de Coindres, Marèges et Comines), les effectifs passent de 1 670 à 1 200 salariés. De fait, les salaires et l'emploi – d'abord celui des femmes et des étrangers – restent les deux variables d'ajustement privilégiées par les directions. En 1938, la faïencerie de Montereau baisse les salaires de 15 %.

Autre voie possible, moins souvent fréquentée, celle de l'innovation : après une chute des ventes de 72 % en 1932, la direction de la Céramique d'Écuelles abaisse ses prix de 50 % et choisit d'investir dans de nouveaux procédés de vitrification⁵³. Dans la majorité des cas, les investissements et les travaux sont reportés. Le patrimoine industriel des années 1930 est rare. Deux exceptions ici, le stockage des céréales⁵⁴ et l'industrie pharmaceutique : portée par la loi du 5 avril 1928 sur les assurances sociales, l'usine Darrasse se développe à Montereau, offrant aux reflets de l'Yonne ses longues séries de sheds fermées de moellons calcaires⁵⁵.

Dans la crise, les bastions ouvriers se révèlent. Champagne-sur-Seine, quoique moins revendicative, ne boude par le grand rendez-vous de juin 1936 – l'usine est occupée – mais le mouvement est plus vif à Dammarie et à « Montereau la Rouge⁵⁶ », où la plupart des usines connaissent des débrayages (1 175 grévistes dans quinze entreprises sur les dix-neuf mentionnées par le préfet)⁵⁷. L'ampleur du mouvement signale assez la médiocrité des salaires pratiqués de longue date à Montereau et la difficulté reconnue des conditions de travail. À la suite des accords de Matignon (40 heures, congés payés), la signature de conventions collectives, parfois remises en cause par le patronat (Compagnie nationale des radiateurs), permet d'augmenter les salaires de 1,5 franc en moyenne, s'échelonnant désormais de 3,5 francs pour une femme ou un enfant à 5 francs par jour⁵⁸.

En l'absence d'études approfondies, et souvent de sources, seules quelques informations partielles permettent d'évoquer l'histoire industrielle de la vallée sous l'Occupation. L'usine SW de Champagne-sur-Seine fabrique des pièces de chars R-35 pour l'armée française jusqu'à l'armistice du 22 juin 1940. Sous le contrôle de l'occupant, elle poursuit ses fabrications de matériel électrique⁵⁹. La manufacture de papiers peints Leroy est réquisitionnée pour fabriquer des moteurs d'avions Messerschmidt. Les détails font défaut sur la nature des productions exigées des usines Delattre et Frouard et de la CNR. Pour les entrepreneurs, il s'agit d'abord de préserver l'outil, la main-d'œuvre, et de tenir : « Les dégâts occasionnés par le bombardement aérien du 15 juin 1940 sont rapidement réparés. [...] Exode général qui ne dure que 13 jours ; la totalité du personnel se retrouait près de moi, car nous comptions justement l'un sur l'autre. [...] À partir de 1941, les difficultés s'accumulent, approvisionnements de toutes sortes, transports, restrictions. Nous passons quand même⁶⁰. » Les combats de la Libération viennent frapper partiellement un appareil productif usé par les années de crise et de guerre. Le 22 juin et le 23 août 1944, le bombardement allié des ponts et de la gare de Melun touchent les Moulins, la brasserie Gruber et la Cooper (rue Dajot)⁶¹. L'usine Leroy est fortement touchée le 1^{er} août. À Moret, dans la nuit du 23 au 24 août, l'explosion du pont par les troupes allemandes embrase le moulin Provencher. Enfin, le 28 août, les combats de la bataille de Montereau se déroulent à proximité de la briqueterie Baudelot. Il faudra reconstruire et surtout réinvestir.

53. Richard Michel, *op. cit.*, p. 26 et 111.

54. Monographie et répertoire n° 19 (silos de Bray-sur-Seine, 1931, détruits), 121 (silos de Melun, 1934, détruit), 136 (silos de Montereau, 1926 et 1938, transformés) et 168 (silos d'Écuelles, 1937-1939, conservés).

55. Monographie et répertoire n° 151.

56. Richard Michel, *op. cit., passim*.

57. AD77, M4867, rapport du sous-préfet de Fontainebleau au préfet de Seine-et-Marne sur les grèves de juin 1936 (dépouillement Odile Lassère) ; AD77, M6946 (sur les grèves de 1910 à Montereau). Voir le détail des effectifs grévistes en Seine-et-Marne dans Isabelle Rambaud (dir.), *op. cit.*, p. 144 ; Richard Michel, *op. cit., passim*.

58. Isabelle Rambaud (dir.), *op. cit.*, p. 144-146.

59. Témoignage de M. Benjamin Ivanoff.

60. « Historique résumé de la société industrielle de céramiques et de l'Usine Céramique d'Écuelles, d'après les Souvenirs personnels de M. Raymond Keller » (directeur), *Culture & patrimoines, la revue des Amis de Moret et de sa Région*, n° 209, 3^e trimestre 2013, p. 30.

61. Judith Förstel *et al.*, *Melun, une île, une ville*, *op. cit.*, p. 211, 226 et 230.

CROISSANCE, CRISE, MUTATIONS

DES « TRENTE GLORIEUSES » À L'ÂGE DES RECONVERSIONS (1945 À NOS JOURS)

FOI INDUSTRIALISTE ET MONUMENTALITÉ

Reconstruire et produire en masse

La priorité du ministère de la Reconstruction et de l'Urbanisme (MRU) est de remettre en état les infrastructures et l'appareil de production. Les Moulins de Melun, d'une capacité similaire à la minoterie sinistrée (400 à 500 quintaux), sont reconstruits entre 1945 et 1947. La reconstruction de la Cooper est moins urgente : c'est l'augmentation du capital de l'entreprise et surtout la reprise des affaires grâce à la création de la Sécurité sociale qui permettent, en attendant les sommes attribuées par l'État, de financer en 1949 « la création d'un véritable complexe industriel pharmaceutique¹ » sur la place Lucien-Auvert. Les Moulins de Melun et la Cooper, construits respectivement par Jacques Warney et Charles Legrand², reçoivent les honneurs de la revue *L'Architecture française* pour avoir su marier le vocabulaire moderne et les techniques de la Reconstruction – façades ouvertes de larges baies horizontales, usage du béton armé, encadrements préfabriqués – à l'exigence administrative d'intégration des bâtiments à l'environnement urbain, par l'usage de matériaux locaux (calcaire de Maincy en parement à la Cooper) et de références traditionnelles (toits à croupes des Moulins associés à des toits-terrasses). En somme, pour avoir refusé « d'enlaidir la vie³ ».

La Reconstruction a besoin de matériaux que l'industrie seine-et-marnaise est en capacité de fournir. Les entreprises sablières se multiplient en Bassée⁴ ; la carrière de la Société des chaux et matériaux de Moret conquiert rapidement l'ensemble du coteau ; Everitube, à Dammarie-lès-Lys, fabrique « la tuyauterie nécessaire aux nouveaux égouts des villes sinistrées⁵ » ; Cimenfer, à Varennes-sur-Seine, diffuse ses matériaux de construction auprès du MRU. Il faut également équiper les logements neufs : l'usine de la CNR, intégrée à Ideal Standard en 1949, connaît son apogée grâce au chauffage central et aux sanitaires. L'industrie minière et métallurgique en croissance se fournit également dans la vallée : les usines céramiques de Montereau – à l'exception de Moreau fermée en 1962 – se spécialisent dans la fabrication de produits réfractaires, Delattre et Frouard « construit des matériels d'équipement pour les raffineries de pétrole, hauts-fourneaux, aciéries et laminoirs⁶ », la société de Préparation industrielle de combustibles (PIC) transfère ses bureaux d'études à Avon en 1948, d'où ses ingénieurs conçoivent du matériel d'extraction pour les Charbonnages de France⁷. À Moret et à Thomery, trois PME de construction mécanique fournissent l'industrie du cycle, de l'automobile et de l'aviation. De nouvelles usines répondent aux besoins de la « société de consommation » : l'usine de tricot élastique et lingerie Beauvallet prospère à La Rochette, Reverchon produit des manèges et des auto-tamponneuses à Samois-sur-Seine⁸ et Devoiselle répond aux demandes de la grande distribution naissante en construisant à Dammarie-lès-Lys, en 1960, une cartonnerie capable de produire quotidiennement 240 tonnes de boîtes imprimées⁹. Enfin, les entreprises d'outillage agricole se développent, tel Nodet à Montereau, fabricant de semoirs et



1. G. Schuster, « La Cooper aujourd'hui à l'honneur », *Cooper, revue mensuelle professionnelle et commerciale*, n° 494, janvier-février 1961, p. 2.

2. L'un architecte en chef des bâtiments civils et des palais nationaux au château de Fontainebleau, l'autre spécialiste d'architecture industrielle.

3. Albert Laprade, « Le travail en commun des ingénieurs et des architectes », *L'Architecture française*, n° 86-85, « Constructions industrielles », 1949, p. 5 (Moulins de Melun p. 16-22, Cooper p. 61).

4. Monographie et répertoire n° 100 à 102 pour les carrières actuelles.

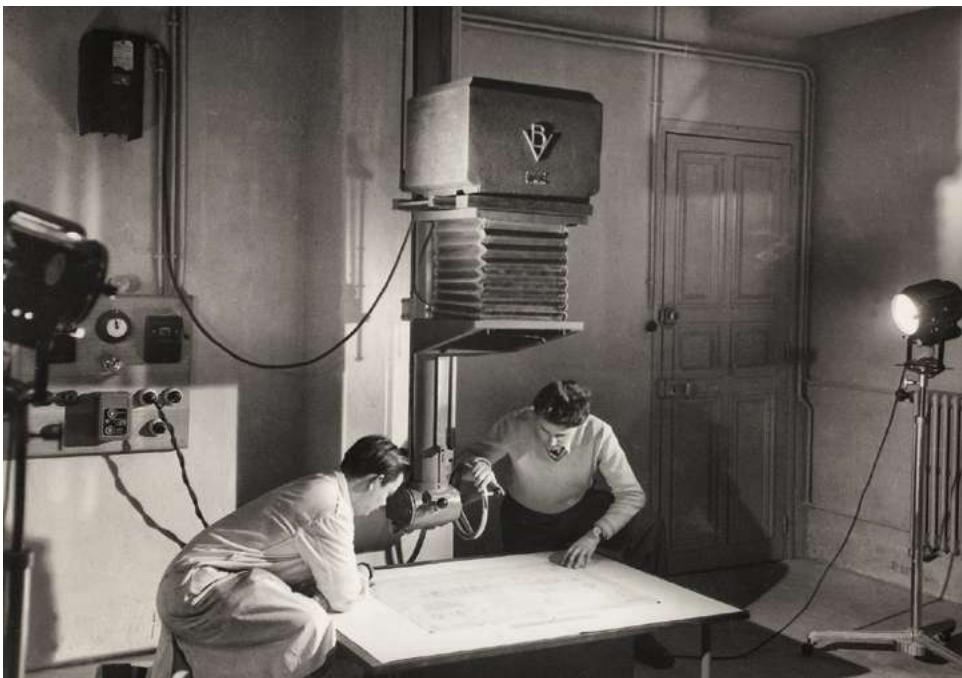
5. Isabelle Rambaud (dir.), *op. cit.*, p. 184.

6. *L'Opinion économique et financière*, n° spécial « La Brie et le Gâtinais », décembre 1953, p. 91.

7. Monographie et répertoire n° 1.

8. Répertoire n° 228.

9. Monographie et répertoire n° 66.



de distributeurs d'engraiss (760 salariés), et de nouveaux silos – aux débits toujours plus rapides pour accueillir dans un délai bref les récoltes réalisées à la moissonneuse-batteuse – ponctuent désormais la vallée pour répondre aux besoins des agriculteurs de la Brie, engagés dans la « révolution silencieuse¹⁰ ».

Mais l'élan industriel est sélectif. L'artisanat du bois résiste autour de Fontainebleau malgré l'apparition d'importantes menuiseries (Barthélémy, Robin, Nizon, Marty, Parchowsky) et scieries (Millet), mais les chantiers de péniches en bois de Saint-Mammès disparaissent au début des années 1950, faute d'avoir su se convertir aux techniques de la tôle rivetée. Exemple emblématique, enfin, d'une entreprise en perte de vitesse faute d'avoir suffisamment renouvelé ses installations, la faïencerie Boulanger de Montereau ferme ses portes en 1955.

Territoire de l'électricité

La première centrale de Montereau avait fortement impressionné les contemporains, ceux qui en tout cas, avant la crise des années 1930, souhaitaient chanter le progrès industriel : « De puissantes bennes "preneuses" pendues à un monorail vont chercher avec célérité le noir aliment dans le fond des péniches. [...] Les foyers sont impressionnantes – un bœuf y rôtirait à l'aise, mais il ne faudrait pas qu'il y restât longtemps. [...] Les cheminées-tromblons permettent de ne rendre à l'atmosphère que des gaz sans fumée : comparez Seine-et-Yonne aux usines du centre de Montereau¹¹ ! » Trente ans plus tard, les chantres de la modernité accueillent avec le même enthousiasme la construction de la nouvelle centrale EDF de Montereau, à Vernou-la-Celle-sur-Seine : « D'une puissance totale de 120 mégawatts [6,5 pour la précédente], elle comprendra quatre groupes de chaudières. [...] Les fumées et produits de combustion seront conduits dans quatre cheminées gigantesques d'une hauteur de 125 mètres. [...] Un immense parc à charbon est en cours de construction. [...] La consommation journalière totale de la centrale achevée sera de 180 t/heure, soit 4 320 tonnes par jour, ce qui est un chiffre respectable¹²... » Entre les deux, la voie du redressement est passée par l'équipement électrique de la France, dans le cadre des deux premiers plans Monnet alimentés par le plan Marshall¹³. Depuis leur construction de 1957 à 1965, et jusqu'à leur démolition en 2011, les deux blocs accolés et les cheminées de la puissante centrale EDF (750 mégawatts) formaient le cœur d'un

Avon, bureau d'études de la société PIC, service de reproduction (AD77, 256J31).

Fabrication de l'alternateur 600 mégawatts de la centrale EDF de Porcheville, dans le « grand hall » de l'usine de Champagne-sur-Seine construit de 1953 à 1959. Carcasse du stator après empilage de

10. Michel Debatisse, *La Révolution silencieuse. Le combat des paysans*, Paris, Calmann-Lévy, 1963.

11. « Visite de la centrale électrique de Montereau par le Radio-Club », *Le Progrès de Seine-et-Marne, journal républicain démocratique régional*, 52^e année, n° 22, 3 juin 1931, p. 1.

12. « La centrale thermique de Vernou-sur-Seine », *La Vie du rail*, n° 717, 18 octobre 1959, p. 6.

13. Monographie.

la première joue feuilletée et après basculement en position horizontale. Photographie JS, 2 décembre 1965 (Académie François Bourdon-Le Creusot, 02PH00290).



véritable territoire de l'électricité, depuis l'usine SW puis JS de Champagne-sur-Seine jusqu'à la SILEC de Montereau-Varennes-sur-Seine, en passant par le poste du Chesnoy et le centre de recherche et d'essais EDF des Renardières (1959), instrument du grand dessein gaullien d'indépendance et d'abondance énergétique¹⁴. Désormais, l'ancienne briqueterie de Tavers et les sept moulins du ru Flavien regardaient passer les câbles à haute tension. À l'ouest, l'usine de Champagne participe, jusqu'à sa première fermeture en 1989, à toutes les batailles de l'électricité industrielle : alternateurs pour les centrales hydrauliques du premier plan Monnet et les centrales thermiques du deuxième plan, développement de l'électronique de puissance grâce aux brevets Westinghouse (ignitron¹⁵ puis diodes au silicium et thyristors), moteurs ferroviaires (record de vitesse de mars 1955), téléphonie, informatique. Malgré un fléchissement au moment de la fusion entre Jeumont-Nord et Schneider-Westinghouse, l'usine emploie 2 774 salariés en 1974. Le « Grand Hall » de 1953, qui abrite le plus important pont roulant de Seine-et-Marne (100 tonnes), s'affirme dans le paysage comme un symbole des années glorieuses¹⁶. À l'est, l'ogre SILEC engloutit à partir des années 1950 tous les établissements de la plaine de Varennes, à la faveur des commandes massives de câbles d'énergie pour EDF et de câbles téléphoniques. Son excellence technique, la confiance des entreprises publiques et la diversification de ses produits (fibre optique) ont permis à la SILEC et à ses 1 300 salariés de surmonter les crises de la fin du XX^e siècle¹⁷.

14. Monographie et répertoire n° 169, 256 et 257.

15. Les premiers redresseurs de courant à vapeur de mercure sont installés en 1948 dans l'usine Péchiney de Saint-Jean-de-Maurienne (électrolyse d'aluminium).

16. Monographie et répertoire n° 27.

17. Monographie et répertoire n° 161.

18. Jean Escaro, *L'Industrialisation de la Seine-et-Marne*, thèse de troisième cycle en aménagement régional, planification et urbanisme, Jean Basté (dir.), Université Paris 4-Sorbonne, 1978, p. 319 (AD77, 100J266).

En haut de gauche à droite : Pavillon d'entrée et mur décoratif du centre des Renardières, 23 juillet 1964 (photographie H. Baranger et Cie, centre de recherches et d'essais EDF Les Renardières).

MUTATIONS

Portrait industriel de la vallée en 1978

« Cette année faste ne sera peut-être jamais retrouvée en Seine-et-Marne¹⁸. » Le géographe et urbaniste Jean Escaro devine en 1978, dans la tourmente issue des chocs pétroliers, que le record atteint, deux ans plus tôt, pour l'installation d'entreprises dans les nouvelles zones d'activité économique (ZAE) marque la fin d'une époque. C'est l'occasion d'esquisser le portrait d'un département dont la géographie industrielle s'est profondément transformée depuis vingt ans. Avant les premiers effets du « desserrement industriel », l'*Atlas de Paris et*

La centrale de Montereau et le centre des Renardières (zone est, transports et réseaux), 1971 (photographie H. Baranger et Cie, centre de recherches et d'essais EDF Les Renardières).

Laboratoire de recherche MAD IMHD, système-grille Prouvé, 8 novembre 1963 (photographie H. Baranger et Cie, archives du centre de recherches et d'essais EDF Les Renardières, P208).



*de la région parisienne*¹⁹ rappelle que, « sur les 188 établissements employant plus de 50 salariés en 1964, 155 d'entre eux (soit 82 % de ses établissements) étaient localisés dans les vallées : la Seine, la Marne, le Loing, le Grand Morin²⁰ ». Le développement des ZAE, à partir de 1963, a changé la donne. Quoique non concerné, en tant que département francilien, par les encouragements financiers liés à la politique de décentralisation industrielle, l'est de la Seine-et-Marne est devenu la plus importante « terre d'accueil du desserrement industriel²¹ » d'Île-de-France. L'industrie se propage désormais par zones le long des axes reliant la capitale – RN3, RN4 et RN5 vers Melun et Fontainebleau. Quatre facteurs expliquent l'intérêt des industriels : le manque de place au cœur de l'agglomération – la majorité vient de Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne, telle la tannerie Gordon-Choisy à Montereau en 1968²² –, la qualité des zones aménagées par les collectivités (parkings, verdissements) soucieuses de ralentir la désertification des campagnes²³, une fiscalité attractive et l'inadéquation de leurs anciennes usines²⁴. C'est alors que l'on voit fleurir, à la fin des années 1960, ces

19. Jean Bastié et Jacqueline Beaujeu-Garnier, *Atlas de Paris et de la région parisienne*, 1967.

20. Jean Escaro, *op. cit.*, p. 326.

21. *Ibid.*, p. 219.

22. Répertoire n° 154.

23. La population agricole constitue alors 24,5 % de la population totale et 4 à 5 % de la population active.

24. *Ibid.*, enquête réalisée auprès de 530 établissements implantés sur trente zones de droits.



Vue aérienne de Montereau-Fault-Yonne, vers 1970 : la confluence, le faubourg Saint-Maurice et, au-delà, la zone industrielle en construction (AD77, 12Fi Montereau 34).

Dammarie-lès-Lys, la zone industrielle du Clos Saint-Louis et la ZUP de la Plaine du Lys, au début des années 1970 (archives municipales de Dammarie-lès-Lys).



successions de locaux bardés, d'un étage carré, accueillant les ateliers en rez-de-chaussée et les bureaux à l'étage. En 1978, le bilan de cette politique est mitigé. L'implantation de deux villes nouvelles et la création de deux autoroutes ont accéléré la croissance démographique : la population active a augmenté de 28 % depuis 1968 et le nombre d'emplois de 18 % seulement. Les mouvements pendulaires sont promis à un bel avenir.

Trois villes tirent leur épingle du jeu. En 1960, le PADOG (plan directeur d'organisation générale de la région parisienne) développe le projet des « trois M » imaginé dès 1955 par le préfet de Seine-et-Marne Germain Vidal. Il s'agit de concourir au desserrage de l'agglomération centrale, tout en préservant l'équilibre entre les trois villes de Meaux, Melun et Montereau²⁵. À chaque zone de logements – ZUP de Meaux-Beauval, Melun-Almont²⁶ et Montereau-Surville – est associée une zone d'activité destinée à faire correspondre l'offre de logements avec l'offre d'emplois. En 1978, malgré la concurrence naissante des ZAE des villes nouvelles, elles constituent « les principaux pôles de développement industriel de la Seine-et-Marne, [étant] les seules à atteindre ou à dépasser la centaine d'hectares²⁷ ». Le cas de Montereau – la plus industrielle de ces zones déjà en cours de tertiarisation – est un bon exemple de ces ambitieuses opérations d'urbanisme issues des principes de la Charte d'Athènes : la zone d'habitat, installée sur le plateau de Surville (6 000 logements prévus en 1961, 4 500 attestés en 1976), est rigoureusement séparée de la zone d'activité (1963), construite par le port autonome de Paris autour d'une darse de 20 hectares, ouverte sur la Seine et accessible aux péniches à grand gabarit. L'une des originalités du programme est d'installer les activités à l'est des logements, afin que les vents d'ouest dominants ne rabattent pas la pollution sur les habitants. Enfin, les espoirs de croissance – dans les faits toujours inférieure aux besoins d'emplois suscités par la ZUP – sont fondés sur la connexion de la zone à l'autoroute A5, au rail et la Seine. Laciérie SAM s'implante tardivement, en 1973. Toujours active, elle témoigne aujourd'hui, notamment par sa forte empreinte dans le paysage, de la révolution industrielle voulue par les aménageurs²⁸. Les grands ensembles du département également, en un sens : c'est dans l'espoir d'une croissance de la zone industrielle du Clos Saint-Louis qu'est construite à Dammarie, de 1970 à 1972, la ZUP de la Plaine du Lys²⁹.

25. Judith Förstel, « Les « trois M » de la Seine-et-Marne », dans Julie Corteville (dir.), *Aux origines du Grand Paris : 130 ans d'histoire*, Paris, Région Île-de-France, 2016, p. 117-121.

26. Associée à la ZI de Vaux-le-Pénil : monographie et répertoire n° 249 (luminaires Lucien Gau).

27. *Ibid.*, p. 52.

28. Monographie et répertoire n° 152.

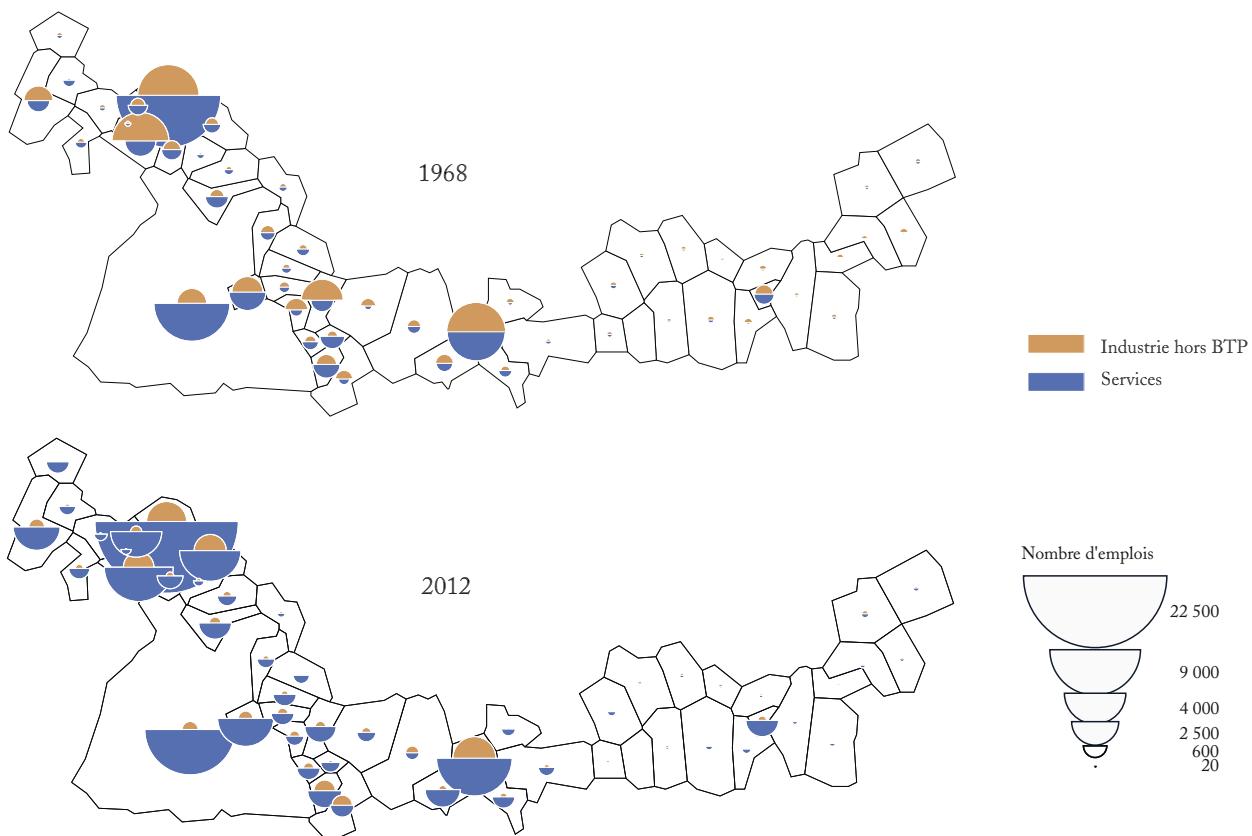
29. Archives municipales de Dammarie-lès-Lys, « Compte rendu de la réunion avec les membres du Groupement industriel de Seine-et-Marne, tenue en mairie le 7 avril 1967 concernant les projets municipaux d'aménagement urbain et plus particulièrement l'extension de la zone d'emploi » (dépouillement Catherine Suard).

Désindustrialisation, ré-industrialisation

Mais la crise, en ce milieu des années 1970, commence à frapper : « Le nombre de chômeurs en Seine-et-Marne est passé de 17 441 en 1976 à 25 000 en 1978, représentant 7,7 % de la population active. Alors que la progression démographique continue,

Zone industrielle du Clos Saint-Louis, entrée de l'usine de tuyaux en ciment et d'éléments en ciment-amiante Éveritube, années 1960 (archives municipales de Dammarie-lès-Lys).

La mutation du système productif
Emplois dans l'industrie et dans les services



Sources : Recensements INSEE 1968 et 2012 © C. Rhein, CNRS-UMR Géographie-cités n° 8504. Réalisé avec Philcarto.

le développement économique stagne dans le meilleur des cas. [...] À Dammarie, nous pouvons qualifier la situation du chômage et de l'emploi comme dramatique et inacceptable. Depuis l'an dernier, le nombre des chômeurs est passé de 840 en juin 1977 à 1 048 en septembre 1978 soit une augmentation de 11 %. [...] Nous comptons 3 360 emplois perdus depuis 1972 pour 457 emplois créés³⁰. » Les fermetures s'enchaînent : Ideal Standard³¹, Affimet (dans les anciennes halles Delattre et Frouard), Prodilog, Porte-Engrais, Everitube (fermé en 1970 et repris par le groupe Saint-Gobain jusqu'à sa fermeture définitive en 1994). Au traumatisme de la friche succède parfois l'effroi sanitaire³². Une stèle en hommage aux salariés victimes de l'amiante a été posée, en 2009, face à l'ancienne usine de fibrociment Everite, fermée en 1994.

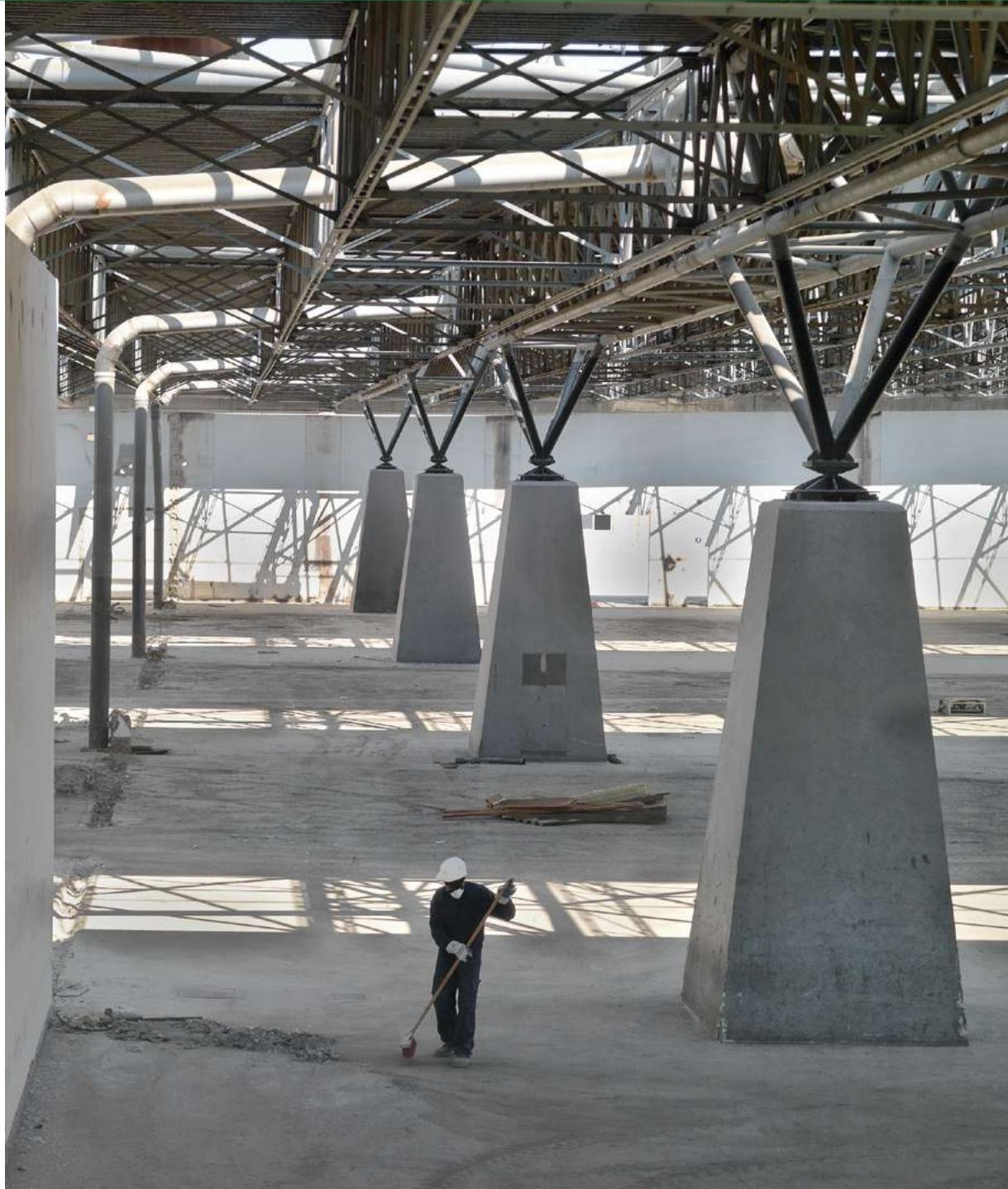
On ne reviendra pas ici sur les causes générales et particulières du marasme, diverses selon les branches et les entreprises, sauf à rappeler que la hausse brutale du coût de l'énergie est aussi venue frapper des entreprises qui n'avaient pas su innover au même rythme que leurs concurrentes. Ainsi l'entreprise Leroy a-t-elle sans doute trop attendu pour passer à l'héliogravure et au papier vinyle ; on sait que la direction de la brasserie Gruber, attachée à la bière vendue en bouteilles consignées, a tardé à s'engager dans la production de cannettes. Les fermetures se poursuivent au cours des années 1980 : Jeumont-Schneider puis JSI en 1989 et 1994, la confiserie Jacquin en 1990, la Céramique d'Écuelles en 1992, Prugnat en 1993, les Innovations mécaniques en 1994, les Moulins de Melun en 1997, la cartonnerie Devoisselle en 2001. L'année 2005 est marquée par la « Marche pour l'emploi³³ » organisée à l'appel des maires du Sud Seine-et-Marne contre la fermeture des entreprises ABB, successeur de Jeumont-Schneider à Champagne-sur-Seine (213 emplois), SKF à Thomery (206 emplois), EDF à Vernou-la-Celle-sur-Seine (150 emplois avant la reconversion

30. Ibid., délibération du conseil municipal du 30 novembre 1978.

31. Monographie.

32. « Victimes de l'amiante, ils réclament justice », *Le Télégramme*, 20 février 1999.

33. Marche organisée à l'initiative du maire de Champagne-sur-Seine, François Roger.



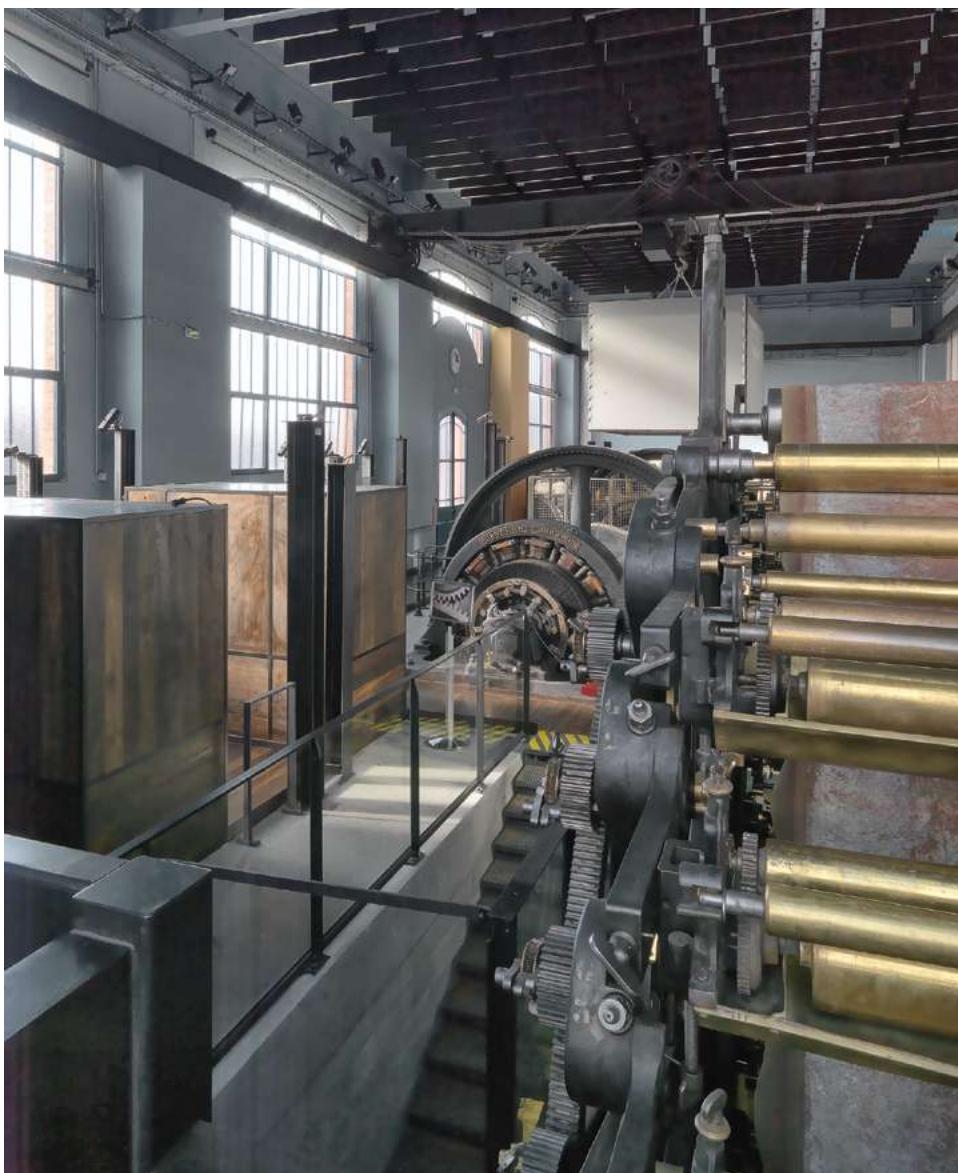
du site), Kappa à Vaux-le-Pénil (89 emplois) et, hors de notre secteur, Nina Ricci à Ury (109 emplois) et Thomson Vidéo-Glass à Bagneaux-sur-Loing (600 emplois).

Certaines entreprises ont su s'abriter dans la zone industrielle la plus proche – Cimenfer à Montereau dès 1973 et Nodet de 1996 à 2006 – et l'on compte d'édifiants exemples de réindustrialisation (à Champagne-sur-Seine comme à Thomery) et de bonne santé économique (branches matériaux, électricité et pharmacie)³⁴. Reste que l'ensemble de la vallée a perdu 12 000 emplois industriels en trente ans. Pertes compensées par la création d'emplois de service, mais insuffisamment au regard de la croissance démographique. Aujourd'hui, si le « tissu de TPE-PME prend difficilement le relais des industries traditionnelles » et exige le recours à l'incitation publique, l'industrie a laissé durablement son empreinte sur le territoire : dans le sud du département, « la construction et l'industrie représentent une part plus importante des établissements qu'en Île-de-France, respectivement 16 % pour la construction et 8 % pour l'industrie, contre 9,6 % et 5 % en Île-de-France³⁵ ».

34. Monographies et répertoire n°s 27 et 239.

35. Conseil régional d'Île-de-France, *Diagnostic du pacte pour le développement territorial du Sud Seine-et-Marne (Pacte Sud 77)*, 2013, p. 15-17.

Dammarie-lès-Lys, l'atelier central de la cartonnerie Devoisselle désaffecté, 2008.



BILAN PATRIMONIAL

L'âge des reconversions

Connaissance, préservation et reconversion restent les trois principaux instruments de transmission du patrimoine industriel. Seule la centrale électrique de la manufacture de papiers peints Leroy – et l'ensemble de ses machines – est aujourd'hui protégée au titre des monuments historiques. Il faut ajouter toutefois les vestiges de moulins sur l'Orvanne, le Loing et le ru de Balory, dont les vallées sont protégées au titre des sites³⁶. Par ailleurs, les vestiges de l'extraction du grès dans la forêt de Fontainebleau sont valorisés par l'ONF sur le « sentier des carriers ». L'usine de Champagne-sur-Seine bénéficie d'une protection au titre du PLU et ses deux églises sont labellisées « Patrimoine du XX^e siècle ». Le bilan est tenu. Qu'en est-il des reconversions ? La pratique, célébrée pour sa valeur de remède face au traumatisme de la désindustrialisation, pour sa promptitude à concilier – dans le meilleur des cas – préservation partielle du patrimoine, développement urbain et économique, et « recyclage » de l'existant dans une logique de développement durable, est devenue l'une des voies privilégiées, à l'échelle mondiale, de mise en valeur du patrimoine industriel³⁷. Notre vallée a connu les trois temps canoniques de la reconversion postérieurs à la crise – on ne compte pas les transformations de moulins en habitations – mais sur un mode mineur³⁸.

La centrale électrique de la manufacture de papiers peints Leroy reconvertie en « lieu de mémoire » Leroy. Au fond, une dynamo et le volant d'inertie

de sa machine motrice, à droite, la machine à imprimer le papier en vingt-six couleurs (1877). Saint-Fargeau-Ponthierry, 2014.

36. Répertoire n°s 41, 42, 73, 163, 164, 170 à 175, 180, 206, 233 à 336.

37. Pour une réflexion actualisée sur les questions de reconversion du patrimoine industriel en France, voir *Patrimoine industriel – Archéologie, techniques, mémoire*, revue du CILAC, mars 2016, n°s 67-66 spécial « Quarante ans de patrimoine industriel en France », et sa bibliographie.

38. Antoine Furio, « Trente ans de reconversion en Seine-Saint-Denis », *L'Archéologie industrielle en France*, n° 60, juin 2012, p. 40-47 ; Nicolas Pierrot, « La reconversion du patrimoine industriel en Île-de-France. Approche typologique », dans Arlette Auduc (dir.), *Rénover, réutiliser, reconvertis le patrimoine*, actes du colloque régional des 15 et 16 septembre 2014, p. 117-135 (en ligne).

Le premier temps, au cours des années 1980, est celui du réemploi spontané, non par des grapheurs inventifs tels que ceux de Moret³⁹, mais par des entreprises sollicitées par les collectivités afin de préserver l'emploi local. Cinq ans après sa fermeture en 1983, la manufacture de papiers peints accueillait, sans autre projet, une vingtaine de sociétés au sein de l'« hôtel industriel Leroy ». Le deuxième mouvement, celui des logements et ateliers d'artistes, s'est discrètement diffusé à Fontainebleau (métallerie Montaigu), à Samois (serrurerie Oudiou) ou à Moret (imprimerie de la rue Saussaie). Récemment, l'atelier d'artistes V3M s'est installé dans une annexe de la station de télécommunications de Sainte-Assise, à Boissise-la-Bertrand⁴⁰. Le troisième temps, celui des stratégies et de la promotion territoriale reposant sur des projets d'envergure et s'appuyant sur l'existant, offre ici depuis les années 2000 une courte mais intéressante typologie. La sélection a été drastique sur la ZAC Nodet, où seuls l'atelier de peinture et le « château » ont été choisis, l'un comme équipement culturel et l'autre comme figure de proue d'une maison de retraite. À Dammarie, depuis 2009, l'usine Devoisselle est méconnaissable. Point de façadisme ici : c'est la majesté et la fonctionnalité de l'espace intérieur qui ont séduit les responsables du projet, saluant au passage les prouesses techniques de Charpentier, Calderon et Fruitet. Enfin, l'espace culturel Les 26 Couleurs combine un projet muséal intégrant des machines uniques, un cinéma et une salle polyvalente, au sein d'un bâtiment utilisant la géothermie pour son fonctionnement, l'ensemble ayant été conçu pour être le phare d'un programme de renouvellement urbain⁴¹. La liste est de qualité, mais reste assez courte. D'autres projets sont possibles, à condition d'établir au préalable la valeur d'usage des bâtiments préservés mais également, par la recherche, leur valeur symbolique, en les replaçant dans leur contexte historique et paysager.

Un collier de perles

Que restait-il à découvrir, à comprendre et à valoriser ? Sur 493 sites en activité attestés entre 1800 et 1880 – même pour une période brève –, 48 sont observables aujourd'hui, partiellement ou en totalité, soit 10 % du total. En tête figurent les moulins (25 sur 79) puis les usines de céramique (7 sur 58), même si leur dénaturation précoce en diminue la valeur, alors que les activités d'extraction, omniprésentes dans les sources, ont souvent laissé moins de traces. Sans surprise, les deux périodes suivantes voient croître la proportion des éléments conservés : 93 sur 367 entre 1880 et 1945, soit 25 % ; 84 sur 193 entre 1945 et 1990, soit environ 43 % (hors zones industrielles dont les éléments n'ont pu être recensés de manière exhaustive). Ici les industries métallurgiques et électriques prennent leur envol, en raison de la bonne conservation des grandes usines de la seconde industrialisation. On y voit bien sûr se succéder, à la lecture de l'existant, les matériaux produits en abondance sur le territoire – du moellon calcaire au béton en passant par le pan de bois et la brique – ou acheminés par voie d'eau – la charpente métallique de l'usine de Champagne-sur-Seine est fabriquée en 1901 par les ateliers Schneider de Chalon-sur-Saône. Point de brique dominatrice ici, comme l'ont montré de longue date des études franciliennes sur le patrimoine industriel. On y découvre aussi une gamme foisonnante d'innovations ou

39. Répertoire n° 176.

40. Répertoire n° 12.

41. Voir les trois monographies sur Nodet, Devoisselle et Leroy.



d'applications architecturales associées à l'essor industriel : une longue halle en bois pour fabriquer des cordes (Canal à Montereau) côtoie ici les nef à lanterneau de Frébault (architecture serielle à bon marché), les sheds conoides en voile mince de béton conçus par Eugène Freyssinet pour la CNR, les charpentes à grande portée de Louis Fruitet (Devoisselle à Dammarie) ou encore, aux Renardières, le « système-grille » de Jean Prouvé (laboratoires) et les grands halls type « Cap Canaveral » de Jean Lecouteur et Claude Turner. Ces monuments forment, avec quelques autres fleurons – on songe à la Cooper de Charles Legrand à Melun –, les perles éparses d'un collier rehaussé par le foisonnement des paroles et récits des anciens. Nous avons voulu en révéler la valeur et l'originalité.

La très rare conservation du patrimoine technique est en revanche à déplorer. Seuls 28 ensembles ou éléments partiels ont été retrouvés dans les 228 sites recensés, depuis la roue hydraulique Poncelet du moulin de l'Étang, à Écuelles, jusqu'aux génératrices (1912) et à la machine à imprimer en vingt-six couleurs de la manufacture Leroy (1877), en passant par une station de pompage complète des années 1940 à Samois-sur-Seine, une machine à tresser les câbles des années 1930 (SILEC), une motrice Decauville des années 1950 (Silos In Vivo), des ponts-roulants, des axes de roue ou le matériel d'une forge artisanale menacée. Plus lâche encore est, en effet, le tissu des ateliers artisanaux. L'absence d'industrialisation dans les boucles forestières de la Seine a révélé, par contraste, leur intérêt historique et mémoriel. Ce sont ici, à Samois-sur-Seine, Fontainebleau, Fontaine-le-Port, Vulaines-sur-Seine ou Veneux-les-Sablons, les savoir-faire qui comptent, saisis opportunément par la photographie. Enfin, il eût été dérisoire d'énumérer les sites sans les intégrer, par l'analyse et la photographie, à leur paysage et à son évolution. On mesure à ce stade le rôle de la terre et des roches, des voies, des lignes en tous genres, des flux dans la compréhension du phénomène industriel, où les vides comptent autant que les pleins. Remontons à présent le fleuve, de Seine-Port aux frontières de l'Aube, à la découverte de ce paysage et de son patrimoine industriel.

Claude Pelletier, salarié de l'usine de matériel électrique de Champagne-sur-Seine, comme ajusteur (1950-1971) puis dessinateur au bureau d'études (1971-1989). Installé dans l'atelier

de bobinage, il explique aux chercheurs, devant une photographie aérienne de sa collection, le développement et la fonction des principaux bâtiments de l'usine (16 décembre 2010).

Double page suivante : Paysage de la vallée, la sucrerie de Bray-sur-Seine.



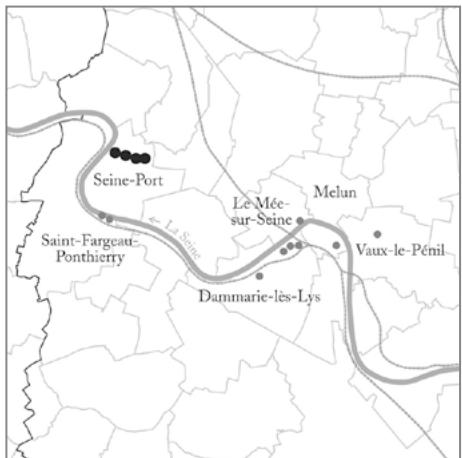
A black and white photograph capturing a large industrial ship, the 'TROIKA', sailing along the Seine River. The ship is positioned on the left side of the frame, moving from left to right. Its name is clearly visible on the side of the front cabin. The river's surface is slightly choppy, with ripples and reflections. In the background, a dark, hazy city skyline is visible under a cloudy sky. The overall atmosphere is moody and atmospheric.

USINES EN SEINE

LES MOULINS DU RU DE BALORY

DES PORTES
DE CORBEIL À MELUN

SEINE-PORT
CHEMIN DU MOULIN-PESSARD
2, RUE DU MOULIN-NEUF
RUE DU VIEUX-MOULIN
4, RUELLE SUZANNE



Voir plan I p. 265

1. N°s 250 à 253 du répertoire.

2. Voir cartes en introduction.

3. AN, F20/294, enquête de l'an X (1801-1802) sur les moulins à blé. L'essentiel du potentiel hydraulique de la vallée est alors utilisé.

4. En amont, le moulin Follet à Cesson, le moulin de Noisement à Savigny-le-Temple et, en aval, le moulin d'Oison à Seine-Port.

5. Carole Barbier, « Étude géographique », *Le Ru de Balory*, foyer communal de Seine-Port, 1988, p. 8-9.

6. Le moulin Pessard est attesté en 1380 (Gilles Lemaire propriétaire), le moulin Neuf en 1362 comme propriété du seigneur de Genouilly, le Vieux Moulin en 1391 à l'occasion de sa vente au seigneur de Pouilly par l'abbaye de Barbeau ; il est vraisemblablement très antérieur à cette date (XII^e siècle ?). Voir E. Delaforge, *Seine-Port et Sainte-Assise*, Melun, Hérissey, 1874, p. 3-12, 38 ; A. Duchemin, *Seine-Port*, Melun, Legrand, 1927, p. 83-86.

Entre l'Essonne à l'ouest et l'Almont à l'est, deux rivières moyennes qui, dès le Moyen Âge, entraînèrent les moulins de Corbeil et ceux de Melun pour nourrir la plus grande ville d'Occident, le ru de Balory fait assurément pâle figure. Il est exemplaire, en revanche, de ces petits affluents de la Seine qui, en Gâtinais français et plus encore en bordure du plateau de Brie – tel le ru Flavien et sa vallée des Sept-Moulins¹ –, accueillirent, à partir de l'essor démographique et économique du Moyen Âge classique, des chapelets de « moulins à la grosse » destinés aux besoins des habitants². On comptait six moulins sur le ru de Balory au début du XIX^e siècle³. Trois d'entre eux ont disparu⁴. Les trois autres, concentrés à Seine-Port (moulin Pessard, moulin Neuf et Vieux Moulin), ont été transformés en habitations. Remaniés, privés de leurs roues et de leurs machines, ils présentent aujourd'hui quelques difficultés de lecture. Mais la variété de leur rapport au cours d'eau, de leur morphologie et de leur construction mérite un regard appuyé. En effet, les moulins de Seine-Port racontent une histoire de longue durée, classique dans l'histoire de l'industrie française : celle d'une mise en valeur continue du potentiel hydraulique, suivie de tentatives d'industrialisation à partir de la fin du XVIII^e siècle. Les conditions du relief et l'hydrologie expliquent en grande partie la concentration, à Seine-Port, de quatre moulins parmi les six installés sur le cours d'eau. Long de 12,3 kilomètres et large

de 80 centimètres, le ru de Balory suit une « légère inclinaison topographique en direction de la Seine » puis, après avoir reçu les eaux du Coulevrain, augmente son débit, s'encaisse et accélère sa vitesse sur les 2,5 derniers kilomètres de son parcours⁵. Cette forte pente nécessita, sans doute avant le XIV^e siècle⁶, le creusement d'un « canal alimentaire des moulins » et l'aménagement de quatre chutes. Hautes de 3 à 5 mètres, celles-ci autorisaient l'installation de roues à augets, dites « par-dessus », dont le rendement (60 % environ) est deux fois supérieur à celui de simples roues « par-dessous », à palettes⁷. On comprend dès lors l'intérêt permanent que leur porta la puissance seigneuriale : malgré le faible débit du cours d'eau (0,4 mètre cube par seconde), des moulins à blé – autre deux expériences avortées de forge et de foulon – fonctionnèrent ici jusqu'à la fin de l'Ancien Régime⁸. Sous l'Empire, chacun produisait, sur une paire de meules, 1,6 quintal de farine par jour – résultat faible en raison du mauvais entretien du canal⁹. Mais, au milieu du XIX^e siècle, quatre roues à augets de 3 à 5,7 mètres de diamètre offraient aux moulins, sur un canal rénové, une « force utile » de 1,6 à 2,6 chevaux¹⁰.

Était-ce suffisant pour industrialiser le cours d'eau ? Autant l'avouer, les tentatives furent modestes. Malheureusement, aucun vestige ni, à ce jour, aucune description ne subsiste de la « fabrique de ganses et de lacets », manufacture à privilège installée en 1787 par François Perrault avec le soutien du duc d'Orléans, juste en aval



7. Serge Benoit, « Les cadres historiques généraux d'un inventaire des sites hydrauliques anciens dans le cas français, 1987 », dans *La Modernité de la tradition. Les énergies renouvelables classiques : l'eau et le bois dans la voie française de l'industrialisation, c. 1750-c. 1880*, thèse de doctorat d'histoire, Université d'Évry-Val-d'Essonne, 2006, p. 27-29. Les roues « par-dessus », à augets, sont installées sur des chutes de plus de 3 mètres. La

différence de rendement s'explique aisément : les roues à ailettes étaient « mues par le choc de l'eau contre la base des pale inférieures plongeant dans le courant d'eau », c'est-à-dire après avoir perdu une partie de leur énergie, alors que les roues à augets « fonctionnaient par le poids de l'eau ».

8. Voir l'historique des moulins dans le répertoire ci-après, n° 232 à 235.

Ci-dessus : le moulin Neuf, minoterie « à l'anglaise » construite vers 1848. Reconverti en habitation à la fin du XIX^e siècle.

9. AN, F20/294, enquête citée : « Ces quatre moulins mis par la petite rivière de Balory pourraient moudre chacun 100 my [10 quintaux] si cette rivière ne perdoit des eaux. »

10. AN, F10/5767, « État statistique des irrigations et des usines sur les cours d'eau non navigables ni flottables. Seine-et-Marne », 1862, n° 1162.



du Vieux Moulin¹¹. À cette expérience de courte durée – la fabrique fut délocalisée à Boissettes dès 1820 – succéda en 1830 l’installation d’une féculerie dans le Vieux Moulin. Le bâtiment semble avoir été peu remanié : « Les râpes sont mues par la roue hydraulique de l’ancien moulin dans lequel a été installée la fabrique de fécale¹². » Les baies de son pignon ouest, cintrées de briques, datent toutefois de cette période. La transformation du moulin Neuf fut plus radicale. En 1848, le meunier Samuel Granger¹³ fit construire contre le premier moulin – sur la chute de 5,7 mètres, la plus haute du canal¹⁴ – une petite minoterie probablement montée « à l’anglaise ». En effet, ses quatre niveaux et ses travées de baies trahissent l’installation d’une chaîne de nettoyage et de mouture affinée par blutage. Comme dans l’ensemble de

la vallée, l’arrêt du moulin au cours des années 1860 s’explique par l’absence de conversion à l’énergie vapeur et par la concentration de la branche minotière. Depuis 1884, il sert d’habitation. Sa façade est aujourd’hui décroûtée, mettant à nu des moellons de meulière irréguliers, masqués lors de la construction par un enduit clair destiné à souligner la brique de ses baies cintrées. Sur les cartes postales du début du XX^e siècle, sa façade pignon présentait une composition plus monumentale : elle était dominée par une porte haute – transformée en fenêtre – surmontée d’un arc mouluré. Mais la volumétrie du bâtiment comme les vestiges du canal en amont en font un élément remarquable parmi les moulins de la Haute-Seine, en Seine-et-Marne.

Nicolas Pierrot et Roselyne Bussière

11. *Le Ru de Balory*, op. cit., n. p. [p. 34] ; mairie de Seine-Port, plans du cadastre napoléonien.

12. AD77, 5MP/458, installation d’une fabrique de fécale de pomme de terre par Victor Pitaux, autorisation préfectorale du 27 mai 1830.

13. AD77, 4P421/1, matrice cadastrale, fol. 237.

14. AD77, 3S/147, « Rapport de l’ingénieur ordinaire des Ponts et Chaussées, règlement d’eau, ru de Balory, 11 janvier 1866 », fol. 1.

Ci-dessus : le moulin Pessard (antérieur à 1801), reconvertis en habitation et remanié à partir de la fin du XIX^e siècle. À droite, le canal des moulins.

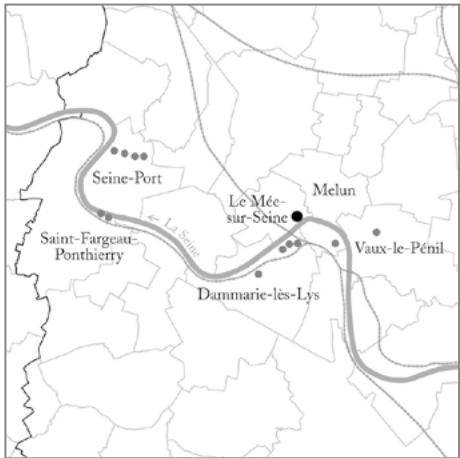
Page de droite : le Vieux Moulin (antérieur à 1801). Les baies cintrées du pignon datent du milieu du XIX^e siècle (féculerie de 1830 à 1851). Reconvertis en habitation et remanié à partir du début du XX^e siècle.



FOURS À CHAUX DU MÉE-SUR-SEINE

DES PORTES
DE CORBEIL À MELUN

LE MÉE-SUR-SEINE
QUAI LALLIA
QUAI DES TILLEULS



1. AN, NIV Seine-et-Marne, Lebellier, *Atlas des propriétés de l'abbaye Saint-Père*, 1728.

2. Carte géologique de la France, 80 000e, Melun, 1968.

3. Gabriel Leroy, *Le Commerce et l'Industrie à Melun avant 1789*, Meaux, 1858, rééd. 1867, p. 8.

4. Albert Huguenin, *Histoire des maires de Melun, 1506-1891*, Melun, Imprimerie du Messager de Seine-et-Marne, 1897, p. 47.

5. Pierre Bullet, *L'Architecture pratique...*, Paris, E. Michallet, 1691, p. 358 ; Daniel Ramée, *L'Architecture et la Construction pratique...*, Paris, Librairie Firmin-Didot, 1885 (5^e éd.).

6. En 1831, la faïencerie Gabry (quarante ouvriers) succède à une fabrique de tuiles, briques et carreaux. Michel Dauvergne, François Lethève, *Le Mée et son histoire*, Maury Imprimeur, Ville du Mée-sur-Seine, 1994, p. 101-102.

7. AD77, 5MP292-5MP300.

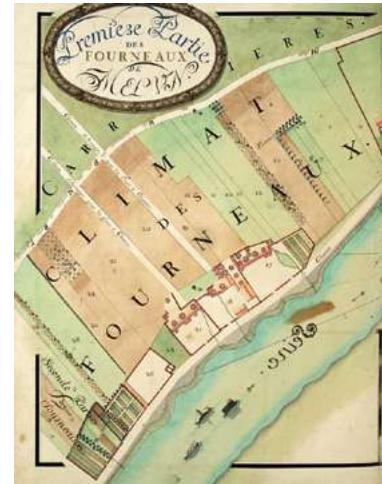
8. Valentin Biston, *Manuel théorique et pratique du chaufournier*, Paris, L. Laget, 1981 (1^{re} éd. 1828, rééd. de l'ouvrage de 1836).

« Les Fourneaux », « rue des Carrières », « chemin des Fours-à-Chaux »... La toponymie de ce quartier, en bordure du fleuve, témoigne d'une ancienne activité qui, à partir du XVII^e siècle, connaît un développement considérable sur la rive droite de la Seine en aval de Melun. L'existence de soixante-sept fours est attestée en 1728¹. Pourquoi une activité d'une telle envergure ? Le site, tout d'abord, est idéal : un coteau d'où le calcaire de Champigny, reconnu comme excellente pierre à chaux², est extrait à ciel ouvert pour être acheminé directement vers les « chaufours ». Construits en appui sur le coteau, ces fours sont alimentés par le « gueulard », ouverture supérieure qui sert à enfourner alternativement le calcaire et le charbon de bois, produit dans les forêts voisines. La chaux vive est récupérée par des bouches situées à la base des fours, puis éteinte grâce à l'eau du fleuve, avant d'être transportée. C'est le deuxième point essentiel : cette chaux est destinée à l'approvisionnement, par la Seine, des chantiers parisiens. Au XVII^e siècle, certains contrats contiennent l'obligation de n'employer que de la chaux de Melun³. Les Invalides, le Val-de-Grâce ou encore Notre-Dame-des-Victoires⁴ auraient été construits avec la « bonne chaux de Melun », matériau loué jusqu'au XIX^e siècle dans les traités d'architecture⁵. Cette activité se poursuit à grande échelle jusque dans les années 1820, période où elle commence à péricliter. Des fours sont éteints, d'autres sont réutilisés par des tuileries ou des faïenceries⁶ qui disparaissent à leur tour dans les années 1870-1880, soumises

notamment à la concurrence de la faïencerie de Montereau. Quelques-uns se modernisent et continuent de fonctionner, malgré les plaintes des riverains⁷. En 1880, l'activité est totalement éteinte, le quai des Fourneaux devient un lieu de villégiature prisé. Trois fours d'environ 6 mètres de haut, en brique réfractaire, sont connus. De profil ellipsoïdal, ils sont caractéristiques des modèles décrits dans l'*Encyclopédie* ou dans les manuels du début du XIX^e siècle⁸. Les parties basses ont été transformées mais les élévations et les gueulards sont bien conservés.

Actuellement, le quai des Fourneaux connaît une nouvelle phase de transformation. Les anciennes propriétés sont loties. En 2014, deux chantiers immobiliers ont révélé l'existence de plusieurs autres fours, sans qu'il ait été possible d'assurer leur préservation.

Nathalie Hubert



Ci-contre : les Fourneaux de Melun (détail), extrait de l'*Atlas des propriétés de l'abbaye Saint-Père*, 1728 (AN, NIV Seine-et-Marne).

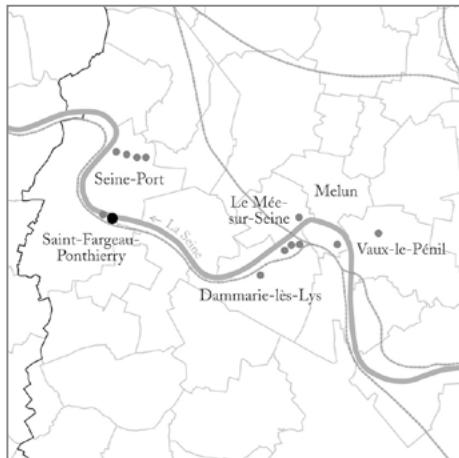
Page de droite : intérieur d'un four à chaux (quai Lallia). Revêtement en briques réfractaires. En haut, l'ouverture du gueulard est conservée.



LA MANUFACTURE DE PAPIERS PEINTS LEROY

DES PORTES
DE CORBEIL À MELUN

SAINT-FARGEAU-PONTHIERRY
RUE DU 11-NOVEMBRE-1918



Voir plan II p. 266

À partir de 1897, plusieurs entreprises parisiennes désireuses de se développer ou exclues de la capitale s'installent sur la ligne de chemin de fer reliant Corbeil à Melun. La plus importante, l'usine de papiers peints Leroy, choisit Ponthierry en 1912. Voici l'« usine modèle¹ » de l'ère électrique, dédiée, sur 6 hectares, à la production de masse. Elle a façonné la ville durant plus d'un siècle et demi. Protégée au titre des monuments historiques et récemment reconvertie en espace culturel, sa centrale électrique constitue l'un des joyaux franciliens du patrimoine industriel et technique, désormais offert à la curiosité du public.

CE QU'INNOVER VEUT DIRE : ITINÉRAIRE DES « ROIS DU PAPIER PEINT » MÉCANIQUE

En 1840, Louis Isidore Leroy ouvre un petit atelier de fabrication de papiers peints, rue La Fayette, à Paris². Deux ans plus tard, il met au point « une machine à impression simultanée de plusieurs couleurs pour papiers de tenture ». Dès lors, après quinze ans de recherches en France et en Angleterre, le papier peint entre dans l'ère industrielle. Innovation radicale s'il en est : d'une production de luxe, il devient un « art industriel³ » accessible à la classe moyenne. Pour y parvenir, « le mode opératoire et l'organisation économique⁴ » sont totalement renouvelés. Certes, le dessinateur et son talent créatif trônent toujours en amont de la chaîne, mais la « planche » a disparu au profit du « cylindre » d'impression, qui requiert

de nouveaux savoir-faire : fabrication du cylindre en bois dur, positionnement des bandes de cuivre en relief selon le tracé du dessin reporté au calque, délicat réglage des machines utilisant désormais des bobines de papier. L'augmentation des volumes suppose le recours à la chimie des couleurs. Enfin, la mécanisation exige une augmentation de la force motrice, fournie par la vapeur puis l'électricité. Récompensée tout au long du XIX^e siècle lors des Expositions universelles, la manufacture d'Isidore Leroy devient, à l'aube du XX^e siècle, sous la direction de son fils Charles, l'une des plus importantes fabriques de papiers peints françaises. En 1911, expropriés par la Compagnie des chemins de fer de l'Est, les Leroy décident de bâtir une nouvelle usine à Ponthierry, non loin de leurs terres familiales et de leur principal fournisseur, les papeteries Darblay. Une cité ouvrière de cent quarante-quatre logements doit permettre d'héberger la main-d'œuvre parisienne déplacée et d'attirer des ouvriers qualifiés. Après la Grande Guerre, la nouvelle usine est mise en production. Trois cents ouvriers y travaillent⁵. L'essor s'appuie sur des collections offrant plus de deux mille motifs originaux. Cette période de l'entre-deux-guerres est l'une des plus prospères et des plus créatives de la manufacture. Son réseau de distribution (grossistes ou marchands français et belges) est solide, son activité publicitaire soutenue (journaux et affiches, dont le célèbre *Colleur* de Jean Hée en 1927). Maurice Leroy, successeur de Charles, accompagne cette croissance

1. *L'Illustration*, 24 décembre 1927, p. 26.

2. Virginie Lacour, *La Manufacture de papiers peints Leroy. Saint-Fargeau-Ponthierry, Seine-et-Marne*, Paris, Somogy, 2009, coll. Parcours du patrimoine/Région Île-de-France, n° 353.

3. Prosper Mérimée, Edmond Du Sommerard, *Rapport sur l'Exposition universelle de Londres*, section II, « Ameublement et décoration », classe XXX, « Papiers peints », 1862 ; Julien Turgan, « Établissements Isidore Leroy », *Les Grandes Usines de France*, vol. 7, 1868, p. 193-208.

4. Anne-Françoise Garçon, « Innover, qu'est-ce à dire ? », dans Isabelle Rambaud (dir.), *La Seine-et-Marne industrielle : innovations, talents, archives inédites*, Lyon, Lieux Dits, Melun, Direction des archives du patrimoine et des musées départementaux, 2010, p. 13.

5. « Manufacture de papiers peints Leroy », *L'Architecture française, constructions industrielles*, n° 85-86, 1949.



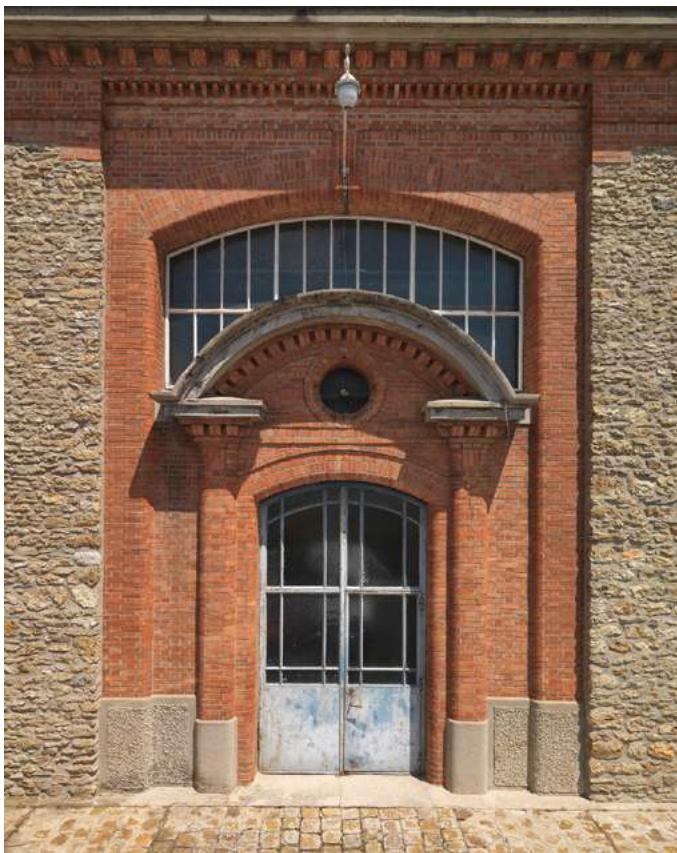
d'une politique paternaliste volontaire avec la création d'une société de secours mutuel, d'une coopérative alimentaire et d'un dispensaire.

Malgré l'échec de l'héliogravure à la veille de la Seconde Guerre mondiale, puis la réquisition de l'usine pendant l'Occupation, la production reprend à la Libération sous la direction de François Leroy. Pour répondre à une forte demande stimulée par la Reconstruction, les ateliers sont modernisés. Les papiers peints *Leroy Express* et *Twin Set* sont des réussites commerciales. Au début des années 1970, dix-huit millions de rouleaux de papiers peints sortent des ateliers, produits

par neuf cent soixante ouvriers⁶. Leroy devient leader du papier peint en Europe. Cependant, trop de temporisation, un fort attachement à l'impression mécanique traditionnelle et, sans doute, une organisation trop archaïque fragilisent la société. Elle tarde notamment à reprendre la technique de l'héliogravure, qui triomphé sur le marché, et à adopter le papier vinyle. Deux événements expliquent toutefois son brusque déclin : l'usine est frappée par un incendie en 1972 et, surtout, la crise de 1973 entraîne une baisse durable des commandes. Après plusieurs plans de licenciements successifs, l'usine ferme ses portes en 1982.

6. Une seconde usine a été construite à Wattrelos (Nord), fermée moins de dix ans plus tard.

Ci-dessus : vue de l'ancienne manufacture Leroy depuis le pont de Sainte-Assise.



L'USINE « AMÉRICAINE » DE PAUL FRIESÉ

De cette histoire industrielle subsistent de nombreux témoignages : une collection complète de papiers peints conservée au musée des Arts décoratifs de Paris⁷, la machine à imprimer en vingt-six couleurs datée de 1877⁸, les cités ouvrières, la mémoire encore vivante des ouvriers qui y ont travaillé⁹ et, surtout, l'ensemble industriel de Ponthierry construit à partir de 1912.

Le chantier de la nouvelle usine est confié à Paul Friesé, architecte désormais reconnu pour ses constructions industrielles et parfait connaisseur de la fabrication du papier depuis sa première collaboration avec les Leroy en 1885¹⁰. La commande est claire : Charles et Maurice Leroy ne sont pas chagrins d'éviter les complications d'une organisation verticale imposée par l'exigüité parisienne ; ils veulent une usine rationnelle adaptée aux équipements les plus modernes. Friesé s'inspire alors des modèles américains : usine en rez-de-chaussée (mais sans baies horizontales), système poteaux-poutres en béton armé (mais recouvert de meulière), toits-

terrasses, vastes ateliers dégagés grâce à l'usage de moteurs électriques individuels alimentés par une station centrale. Les bâtiments sont disposés en L, sur une surface de 28 000 mètres carrés : un « Creusot du papier peint¹¹ » ! Le grand hall d'impression, avec de part et d'autre ses rails suspendus destinés au séchage du papier, suscite l'admiration des chantres de l'industrie. Si le résultat, sobre et rationnel, tranche avec les premières réalisations



Ci-dessus : entrée de la centrale électrique, donnant accès à la salle des machines. La porte est surmontée d'un fronton arrondi en béton armé, soutenu par deux pilastres de brique coiffés de chapiteaux (Paul Friesé architecte, 1912-1914).

Ci-contre : cités « du bas », rue Maurice-Leroy (Paul Friesé architecte, 1914).

Page de droite : la machine à imprimer « 26 couleurs » avant restauration (2009). Fabriquée en 1877, elle était réservée aux décors d'exception. Elle symbolise l'innovation Leroy, mais aussi les limites de l'impression mécanique (aucune machine ne disposait jamais d'un nombre supérieur de cylindres).

7. MAD, Albums Leroy, n° 51800 à 52303.

8. Présentée lors de l'Exposition universelle de 1878 à Paris.

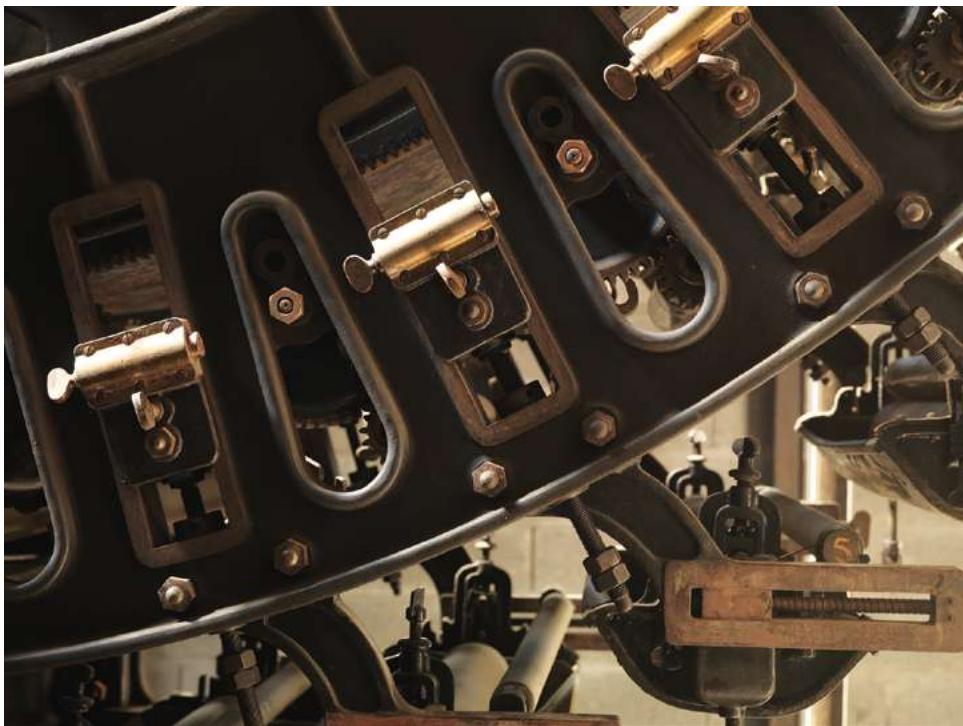
9. Les archives de l'entreprise ont disparu, les sources annexes demeurent dispersées. Toutefois, l'ARH (Association de recherches historiques de Saint-Fargeau-Ponthierry) a pu rassembler des documents et objets liés à la manufacture. La famille Leroy possède encore quelques documents majeurs, dont un rapport de stage illustré rédigé par François Leroy en 1936.

10. D'abord comme associé de Jules Denfer pour la nouvelle « usine à vapeur » du 7-13, rue du Château-Landon (aujourd'hui détruite) puis comme architecte, en 1903-1905, de la centrale électrique de la même usine, aujourd'hui propriété de la SNCF.

11. *Papiers peints et tentures*, n° 45, décembre 1924, p. 211.

Ci-dessus : entrée de la centrale électrique, donnant accès à la salle des machines. La porte est surmontée d'un fronton arrondi en béton armé, soutenu par deux pilastres de brique coiffés de chapiteaux (Paul Friesé architecte, 1912-1914).





de l'architecte, Friesé ne renonce pas au vocabulaire décoratif traditionnel ; un jeu de brique et de pierre meulière locale anime encore les façades.

Mais son talent s'épanouit sur un morceau de choix. L'entrée de la centrale électrique est flanquée de pilastres en brique arrondie surmontés d'un fronton cintré en ciment moulé. Comme à Paris (centrale et sous-stations du métro) ou à Champagne-sur-Seine, Friesé chante la gloire de l'électricité industrielle. L'édifice témoigne en effet d'un moment clé de la seconde industrialisation : l'électrification des ateliers se diffuse essentiellement entre 1900 et 1914¹². Les chaudières de la centrale, aujourd'hui disparues, fournissent la vapeur nécessaire au séchage du papier et à l'entraînement de deux génératrices. Ces dernières, encore en place, associent une machine à vapeur de type Rateau à une dynamo Hillairet-Huguet (Paris). Le tableau de contrôle en marbre, installé en 1914, fonctionnera jusqu'aux années 1950. La vénérable machine « 26 couleurs », précieusement conservée par François Leroy, ne rejoindra la salle des génératrices qu'en 1962. Cet « ensemble exceptionnel sur le plan de l'histoire des techniques¹³ » est inscrit au titre des monuments historiques depuis 1986. Racheté par la

commune en 2006, le bâtiment constitue aujourd'hui, dans une étonnante continuité avec sa fonction initiale, le cœur physique et symbolique d'une opération de réhabilitation à l'échelle du quartier.

L'ESPACE CULTUREL LES 26 COULEURS, LIEU DE CRÉATION ET DE DIFFUSION ARTISTIQUE

Les travaux de reconversion de l'ancienne centrale en espace culturel municipal ont débuté en 2006, sous la direction de l'architecte Philippe Prost. Encore a-t-il fallu faire la preuve, grâce à l'investissement du contrôleur technique Jean-Marc Gley, que le bâtiment pouvait au mieux accueillir deux cent vingt personnes – et non trois cent soixante – sans toucher à l'intégrité de sa structure¹⁴. Événement trop rare dans l'histoire de la reconversion du patrimoine industriel, quoique plus fréquent lorsque l'édifice est protégé, l'identité de l'existant l'a emporté sur les ambitions initiales du programme. Le projet consistait à faire entrer en résonance le bâti reconvertis avec la mémoire du lieu. Tous les espaces sont investis : salle de spectacle/cinéma et locaux techniques dans l'ancien volume des chaudières, foyer à l'emplacement des silos à charbon

Ci-dessus : détail des systèmes de réglage permettant le parfait ajustement des cylindres de la machine « 26 couleurs ».

12. Serge Benoit, « Les conséquences de l'électrification des ateliers... », dans Serge Benoit et Alain Michel (dir.), *Le Monde du génie industriel au XX^e siècle : autour de Pierre Bézier et des machines-outils*, Belfort, UTBM, 2015, p. 45.

13. Rapport Soulart pour la Commission des monuments historiques, juillet 1983.

14. « La reconversion du patrimoine industriel, entretien avec Philippe Prost », dans Paul Smith (dir.), « Le patrimoine industriel », *Monumental*, 2015-1, p. 107.



– les trémies sont encore lisibles au plafond –, salle polyvalente dans les anciens ateliers de la centrale. La salle pédagogique et le restaurant occupent le balcon du transbordeur à charbon, aujourd’hui disparu. Les briques, les châssis métalliques, le ciment gravillonné et la meulière des façades ont été restaurés. À l’intérieur, les enduits blancs, le béton gris et les plafonds noirs contribuent à maintenir une esthétique industrielle, rehaussée à l’entrée par les spectaculaires dominos de papiers Leroy, recréés par l’imprimeur François-Xavier Richard à partir des modèles de 1926. La transformation de la salle des génératrices en « lieu de mémoire » Leroy a été confiée à l’architecte-muséographe Piotr Zaborski. Les machines classées ont été restaurées par Olivier Morel, avant que Klaus Lorenz ne remette en mouvement – exemple rare en Île-de-France – l’une des génératrices par stimulation de son volant d’inertie. Dans le parcours, une place importante est réservée aux témoignages des anciens de l’usine. Enfin, l’ambition environnementale ne s’est pas résumée au recyclage de l’existant : la consommation de l’équipement est assurée par le solaire thermique et la géothermie réversible. Le projet culturel s’est construit en synergie

avec la conception du lieu de mémoire. D'où les premières programmations « hors les murs », axées sur la mémoire sociale et professionnelle : il s'agissait de recréer un lien entre le nouveau projet municipal et l'usine, dont la fermeture avait provoqué un profond traumatisme. Les compagnies Les Rémouleurs et Pépito Matéo ont été accueillies en résidence¹⁵. Elles ont accompagné le développement du projet et permis son appropriation, travaillant à partir de la collecte de souvenirs, proposant des ateliers de pratiques, démarche couronnée par le spectacle *Impressions* joué le jour de l’inauguration, le 24 juin 2011. « Recycler cette ancienne centrale électrique en équipement culturel, c'est, au bout du compte, toujours produire de l'énergie, non plus destinée à faire tourner des machines, mais à animer les esprits et faire battre les coeurs¹⁶. » Très vite baptisé Les 26 Couleurs dans un habile élan de marketing territorial, l'espace culturel a déployé jusqu'à aujourd'hui, dans une enceinte qui porte l'âme technique et artistique de la manufacture, une programmation orientée vers les arts visuels et numériques.

Virginie Lacour, Julie Molimard et Nicolas Pierrot

15. Loïc Rabache, « La centrale électrique de la manufacture Leroy », *Musées et collections publiques de France*, n° 256, 2009, p. 81.

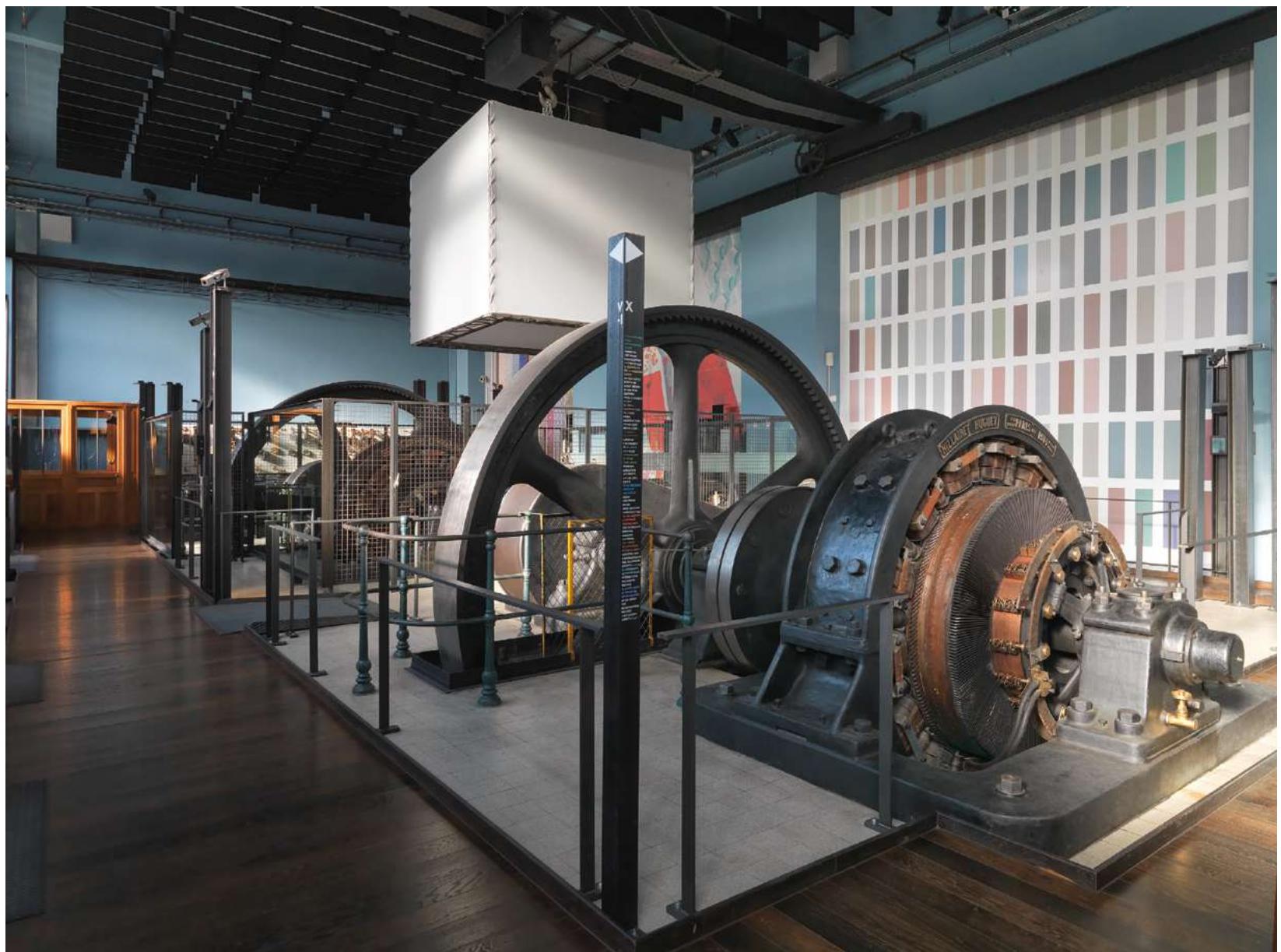
16. Philippe Prost, « La réhabilitation des bâtiments de l’usine Leroy », *Monumental*, 2011-2, p. 79.

Ci-dessus : axe en fonte du tambour presseur de la machine « 26 couleurs ». Ses pièces provenaient sans doute de la fonderie Salin de Dammarie-sur-Sault, en Lorraine.



Ci-dessus : entrée de l'espace culturel, dominos de papiers peints Leroy recréés par l'imprimeur François Xavier Richard à partir de modèles de 1926.

Page de droite, en haut : « lieu de mémoire » Leroy, installé dans la salle des machines de la centrale électrique. L'une des deux machines à vapeur de 1912-1914 est remise en mouvement.



Ci-dessus : tableau électrique à dalles de marbre surmonté d'un fronton baroque portant le nom de l'entreprise d'électromécanique Hilairet-Huguet.

LA COOPER, USINE DE PRODUITS PHARMACEUTIQUES

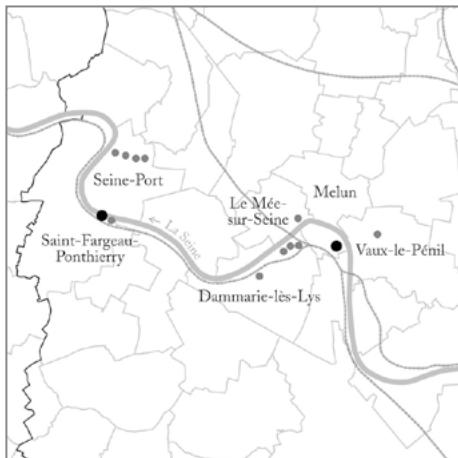
DES PORTES
DE CORBEIL À MELUN

MELUN

1, PLACE LUCIEN-AUVERT

SAINT-FARGEAU-PONTHIERRY

2, RUE DE LA SAUSSAIE



Voir plans III et IV p. 267 et 268

1. Pour l'histoire de l'industrie pharmaceutique : Sophie Chauveau, *L'Invention pharmaceutique. La pharmacie française entre l'État et la société au XX^e siècle*, Paris, Les Empêcheurs de penser en rond, 1999.

2. Contraction de « société » et « spécialité ». Désigne les spécialités, inventées par les coopérateurs, qui sont produites et diffusées par la société et deviennent sa propriété.

3. Du latin *merus*, « pur » : Victor Buot, « Ampoules Méram », *La Coopération pharmaceutique française, bulletin professionnel et commercial*, n° 35, mars 1911, p. 8.

4. Pour l'histoire de la Cooper et la description du site de Melun : Nicolas Pierrot, « La Cooper », dans Judith Förstel *et al.*, *Melun, une île, une ville : patrimoine urbain de l'Antiquité à nos jours*, Cahiers du patrimoine, 2006, p. 228-233.

5. Albert Laprade, « Le travail en commun des ingénieurs et des architectes », *L'Architecture française*, n° 85-86, 1949, p. 5.

L'industrie pharmaceutique tient un rôle prégnant dans la région de Melun, autour du pôle que forment la Cooper et les Laboratoires galéniques Vernin, deux entreprises en activité depuis plus de cent ans. Il ne s'agit pas de transferts parisiens mais d'implantations originales, liées à l'initiative de jeunes entrepreneurs melunais stimulés par la croissance fulgurante de l'industrie pharmaceutique au XX^e siècle¹. La Cooper est fondée en 1906 par le pharmacien Albert Salmon (1877-1942). L'idée est d'établir une coopération entre des pharmaciens souhaitant produire et commercialiser ensemble leurs « spécialités² ». Le succès est rapide : l'entreprise compte une centaine de coopérateurs en 1906, 383 dès 1907 – date à laquelle la « Coopération pharmaceutique française » devient une société anonyme – et plus de 2 000 en 1911. Son essor est porté, dans les années 1920-1930, par l'augmentation de la consommation de médicaments, véritable phénomène de société encouragé par le législateur (loi de 1928 sur les assurances sociales). La Cooper ouvre un second site de production à Ponthierry en 1923 et crée des succursales dans huit grandes villes françaises ainsi qu'à Alger, Bruxelles, Casablanca et Athènes. Elle dynamise l'industrie locale, tissant des rapports privilégiés avec les Laboratoires galéniques Vernin, implantés à Melun en 1909 par Louis-Charles Vernin (1871-1938), proche collaborateur d'Albert Salmon.

Dès 1908, les premiers locaux de la Cooper sont aménagés rue Dajot, dans le quartier en développement de la gare de

Melun. En 1928, le laboratoire d'analyses et le laboratoire des ampoules Méram³ sont installés rue Dajot, complétés par une annexe avenue des Marronniers. L'entreprise dispose alors, à Melun, d'un ensemble industriel cohérent, comprenant ateliers de fabrication, laboratoires d'analyses et service de commercialisation⁴.

LA COOPER DE MELUN : UNE ARCHITECTURE PRESTIGIEUSE AU SERVICE D'UNE INDUSTRIE DE POINTE

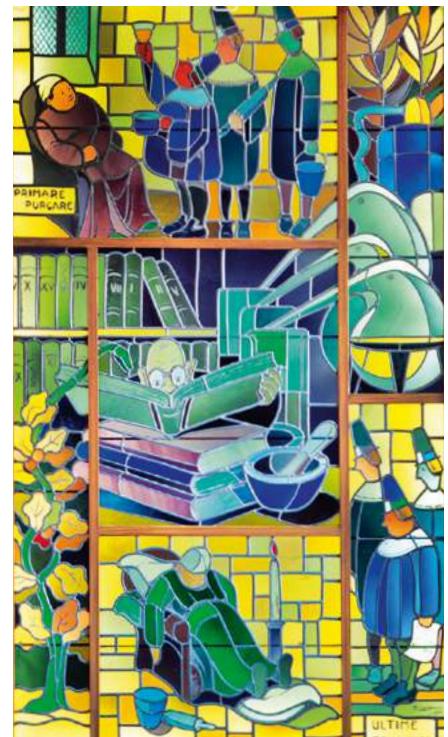
Les bombardements de 1944 anéantissent presque totalement ce premier complexe. Dans le contexte très favorable de l'après-guerre, la construction d'une nouvelle usine marque le début d'une seconde période pour l'entreprise. En effet, la création de la Sécurité sociale engendre l'explosion de la consommation de médicaments. Les compensations dues au titre des dommages de guerre, ajoutées à une recapitalisation, permettent à la Cooper de se doter de nouveaux équipements, à Melun comme dans les autres sites sinistrés de Marseille, Nantes et Ponthierry. La construction de l'usine de Melun, sur un nouvel emplacement rue Lucien-Auvert, est confiée à Charles Legrand, architecte de l'industrie qui, à la suite de Paul Friesé, a dirigé les travaux de l'usine de papiers peints Leroy à Ponthierry. Il conçoit, entre 1947 et 1956, un ensemble fonctionnel et moderne regroupant les différentes annexes sur un seul site. Recherchant « la beauté dans les usines⁵ », il propose une architecture majestueuse qui reflète le



prestige et la prospérité de l'entreprise. Les bâtiments sont organisés autour d'une vaste cour centrale. À droite sont construits en 1947-1948 le « peigne » (magasin de classement des produits finis), la chaufferie et le magasin d'expédition. Sur la gauche prennent place entre 1950 et 1952 les laboratoires et les ateliers de fabrication des ampoules Méram. L'ensemble est complété en 1956 par les ateliers de conditionnement. Le vocabulaire architectural est caractéristique du mouvement moderniste de la Reconstruction : façades ordonnancées, toits-terrasses, grandes baies horizontales, encadrements et corniches préfabriqués, pavés de verre et voûtes en béton translucide pour l'éclairage des escaliers et des zones de transition. Les murs sont constitués d'une ossature en béton armé associée à des moellons de calcaire provenant de Maincy, village voisin. Sur la place Lucien-Auvert, l'entrée du siège social, en béton recouvert de marbre,

se signale par son ordre colossal et son entablement incurvé, lointain écho du palais de Chaillot. Cette attention portée aux formes, aux matériaux et au décor se retrouve dans la salle du conseil, qui abrite un vitrail décoratif original. Réalisée en 1956 par le maître verrier Raphaël Lardeur (1890-1967), l'œuvre représente, sous la forme d'une bande dessinée, une scène inspirée du *Malade imaginaire* de Molière au cœur de laquelle un « savant fou » consulte un grimoire, autodérision inhabituelle dans une entreprise. À l'issue des travaux, le complexe emploie environ sept cent cinquante personnes dans 24 000 mètres carrés couverts. La Cooper dispose d'un outil industriel performant, en liaison avec les usines de production de Ponthierry et de La Courneuve. Elle connaît de beaux succès commerciaux, tels le Mag 2 (1974) et le Doliprane (1977). En 1982-1983, l'extension dite du Bel-Air vient compléter le complexe de Melun.

Ci-dessus : Melun, entrée monumentale du siège social de la Coopération pharmaceutique française (CPF).



Ci-contre : Raphaël Lardeur, vitrail décoratif de la salle du conseil d'administration (H. 123 cm, l. 163 cm, 1935).



La société est rachetée en 1995 par Rhône-Poulenc, puis en 2000 par le groupe Caravelle. Le nombre de salariés diminue, se stabilisant aujourd'hui autour de cinq cents personnes. À Melun, deux unités de production poursuivent leur activité : Méram (ampoules buvables et injectables) et Bel-Air (fabrication et conditionnement d'alcool et de liquides). La Cooper de Melun propose un bel exemple de maintien de l'activité industrielle dans une architecture de qualité qui lui a permis de s'adapter aux innovations.

PONTHIERRY : UN SITE EN PATCHWORK, HÉRITAGE D'UN SIÈCLE D'ACTIVITÉS INDUSTRIELLES (DÉTRUIT APRÈS INVENTAIRE)

L'établissement de Saint-Fargeau-Ponthierry ne présentait pas la même cohérence et suggère une autre lecture. Ici, les ateliers désaffectés, vestiges d'un siècle de mutations industrielles, cohabitaient avec une usine moderne en activité. En 1907, la Compagnie française du lithopone construit une usine chimique sur une

parcelle d'environ 5 hectares, entre voie ferrée et Seine. Huit halles mitoyennes à pans de bois et briques, flanquées de deux cheminées et complétées d'un château d'eau, abritent les opérations de broyage du sulfate de baryte et de fabrication du lithopone (produits entrant dans la composition de peintures et de pigments). En 1911, le site est repris par les établissements Pédailles et Cie (peausserie et teinture des fourrures) puis, durant la Première Guerre mondiale, par une blanchisserie militaire, enfin par le Groupe de chaudronniers de la région de Melun⁶. Malgré ces multiples affectations, l'usine évolue peu jusqu'à son rachat par la Cooper en 1923.

Si celle-ci s'installe à Ponthierry, c'est avant tout pour réduire sa dépendance envers ses fournisseurs extérieurs. Elle y délocalise la fabrication de certaines « socialités » et choisit d'y construire ses ateliers de confiseries pharmaceutiques. Une herboristerie assure le conditionnement et le traitement des herbes médicinales produites massivement dans la région voisine de Milly-la-Forêt⁷. Proche de la Seine et raccordée à la voie ferrée, l'usine

6. AD77, 5MP422.

7. Yannick Le Chaudel, *Histoires de plantes et mémoires des hommes, rencontre avec les cultivateurs herboristes de la région de Milly-la-Forêt*, Milly-la-Forêt, PNR du Gâtinais français, 2013, p. 108.

Ci-dessus : Saint-Fargeau-Ponthierry, chaufferie (1939) et château d'eau (Compagnie française du lithopone, 1907). Détruit.



dispose d'un emplacement favorable. Le transport des produits finis jusqu'aux magasins de Melun s'effectue aisément par wagons ou par la route nationale de Paris à Fontainebleau⁸.

Dans un premier temps, la Cooper investit les bâtiments existants et projette de s'agrandir. De fait, à la veille de la Seconde Guerre mondiale, seul le bâtiment de la chaufferie est construit. Sinistrée à plusieurs reprises entre 1941 et 1946, l'usine est réaménagée en conservant quatre des huit travées d'origine et la chaufferie. Sur ce site dédié à la production, on ne cherche pas à afficher le prestige de l'entreprise : seules comptent la fonctionnalité et l'économie de matériaux. Chaque atelier est spécialisé. Les anciennes halles accueillent la confiserie (sucres cuits, gommes, pâtes) et les « socialités » liquides (sirops).

De nouvelles constructions abritent la capsulerie et l'herboristerie. En 1967, un incendie détruit les deux halles de l'atelier des liquides, remplacées par un nouveau bâtiment⁹. L'usine se maintient dans cette configuration jusqu'en 1998, date à laquelle la Cooper arrête la production dans toutes

les parties anciennes et construit, sur la réserve foncière, un complexe moderne répondant aux exigences de rentabilité et aux normes de sécurité sanitaire obligatoires. Cet équipement, venant en complément des deux unités de production de Melun, héberge le département des poudres et pâteux ainsi que le nouvel atelier « Daquin » (2011).

Jusqu'en 2016, le site comportait deux parties distinctes : l'usine moderne, aux volumes rectilignes couverts de bardage métallique en fond de parcelle, et, à l'avant, les vestiges de l'ancienne confiserie, installée dans deux travées datant de 1907, avec ses malaxeurs, ses étuvés et sa machine à mouler les pastilles. Les murs en brique rouge et la toiture en sheds de l'ancienne chaufferie contrastaient avec l'architecture des années 1970 du bâtiment des liquides. Plus inattendu, demeurait le « chalet », dépendance de l'ancien château des Bordes, utilisée un temps comme cantine. Toutefois, l'histoire et l'authenticité des bâtiments n'ont pas suffi à l'émergence d'un projet de reconversion pour ces vestiges, détruits tout récemment pour la plupart.

Nathalie Hubert



8. *La Coopération pharmaceutique française*, Imp. Draeger, 1932, p. 18-23.

9. AD77, SC33079/1.

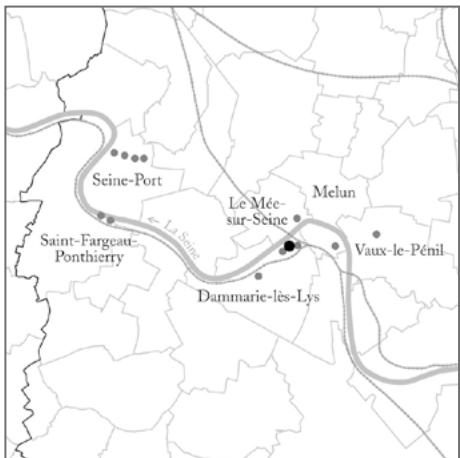
Ci-dessus : Saint-Fargeau-Ponthierry, salle de préparation de l'atelier « confiserie » construit en 1907 (bascule, transmission, tapis). Détruit en 2016.

Ci-contre : Saint-Fargeau-Ponthierry, extérieur de l'atelier « confiserie » (bâtiment initialement construit par la Compagnie française du lithopone). Détruit en 2016.

LA FONDERIE FRÉBAULT PUIS DELATTRE ET FROUARD

DES PORTES
DE CORBEIL À MELUN

DAMMARIE-LÈS-LYS
QUAI VOLTAIRE



Voir plan V p. 269

Jusqu'à l'ouverture de la ligne de Corbeil en 1897, la greffe industrielle n'a jamais vraiment pris à Melun et dans les communes limitrophes. À la différence de Corbeil et d'Essonnes, ses puissantes voisines, Melun sommeille. En 1849 toutefois, l'arrivée du chemin de fer de Paris à Lyon amorce une première dynamique. L'urbanisation, accompagnée par l'industrie, progresse vers le sud, d'abord à Melun entre la Seine et la gare, puis à Dammarie au sud de la voie ferrée. La confiserie Jacquin s'installe au « Petit Dammarie » en 1872 et la brasserie Gruber en 1889 à la limite des deux communes. Mais seul le Clos Saint-Louis réunit les qualités susceptibles d'attirer la grande industrie.

Cette vaste plaine alluviale, bordant le fleuve à présent régulé¹, est utilisée comme champ de manœuvre militaire². Depuis 1897, elle est desservie par la ligne Paris-Corbeil, véritable émissaire de la seconde industrialisation. La Salubrité urbaine manque d'y installer une unité de traitement des ordures ménagères pour quatre arrondissements parisiens³. Mais l'acte de naissance de la future « zone industrielle » date de 1911, avec la construction de la fonderie Frébault. On sait peu de choses sur cette entreprise. Un tardif historique de propriété, rédigé en 1962, indique que les « établissements Frébault, construits en 1911, comprenaient alors un atelier de modelage et une travée de 50 mètres pour la fonderie⁴ ». Une photographie de chantier, réalisée en 1917 lors de travaux

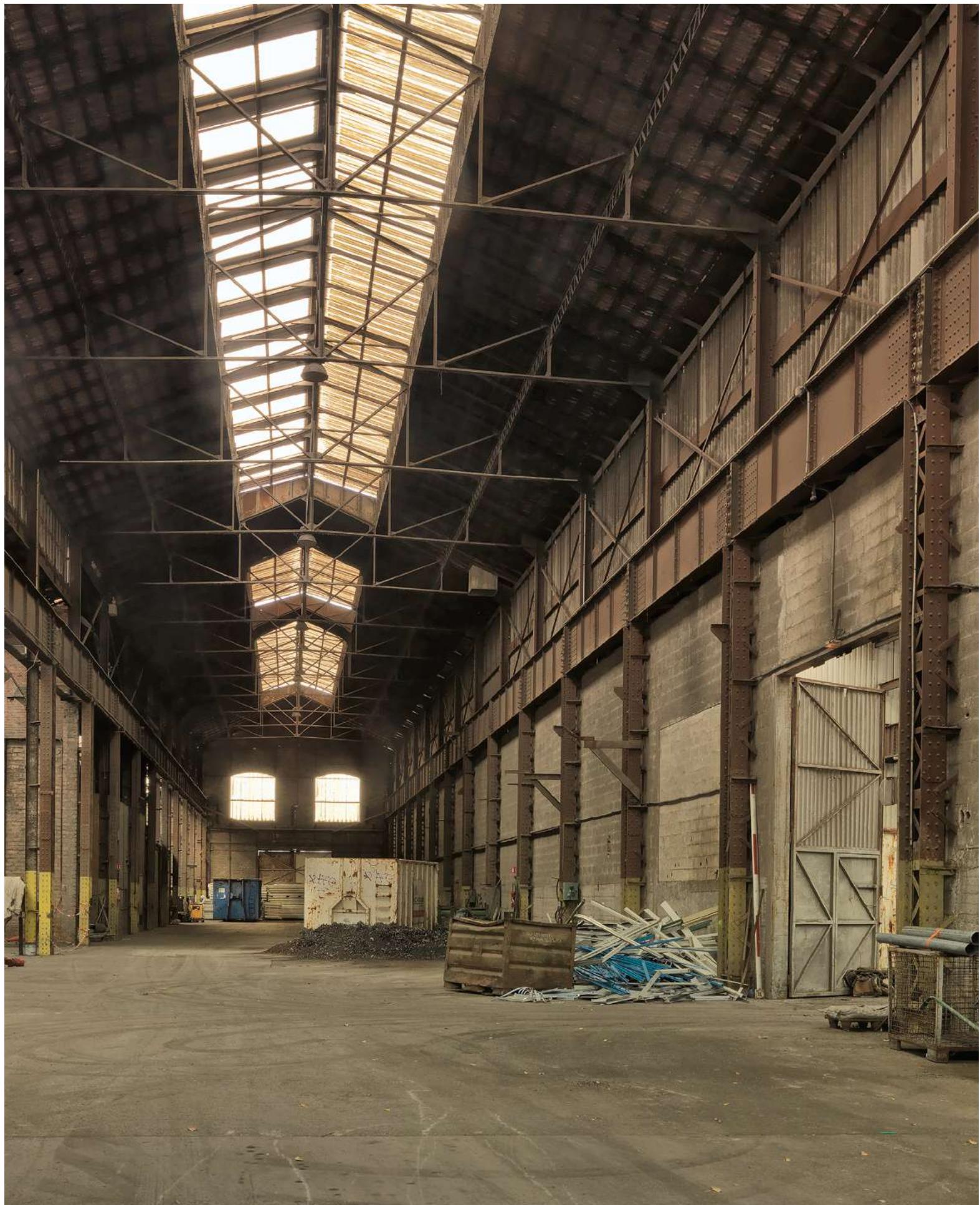
d'extension, le confirme : une charpente de 50 mètres en cours de construction y prolonge la halle primitive⁵, simple nef à structure métallique et remplissage de briques, flanquée d'appentis. Cette disposition classique « évite, à la différence des halles accolées, les chéneaux encaissés mais réduit la hauteur des vitrages sur les pans de la nef centrale⁶ ». Par suite, l'éclairage et l'évacuation de la chaleur sont assurés par un lanterneau vitré et par vingt et une baies ouvertes dans les murs latéraux.

Malgré les ajouts successifs, la nef Frébault et son appentis méridional sont encore en place, imposants et obscurs. Ses larges baies cintrées désormais obstruées, les poussières charbonnées



Ci-contre : vue aérienne des établissements Delattre et Frouard Réunis dans les années 1920 (tirage photographique conservé dans le bâtiment administratif).

Page de droite : halle orientale de la fonderie, coiffée de lanternons vitrés (1917).





déposées sur les murs, les odeurs et le teint du métal oxydé n'offrent que la mémoire d'un univers de feu. On ignore ce que fabriquaient la « trentaine⁷ » d'ouvriers mouleurs employés ici à la veille de la Grande Guerre. À partir de 1915, Frébault produit des obus. Cette fabrication est confirmée en 1917, lorsque la fonderie est reprise par la Société anonyme pour la fabrication de cylindres de laminoirs (Delattre et Frouard Réunis en 1919)⁸.

Le 23 janvier 1917, en effet, l'usine de Frouard (Meurthe-et-Moselle), importante unité de fabrication d'obus⁹, est bombardée par l'aviation allemande. L'entreprise doit se replier à l'arrière. Le rachat de la fonderie de Dammarie permet sans tarder le transfert de la production « du 155 et du 240 ». Mais déjà la société Delattre et Frouard se projette

au-delà du conflit : il faudra reconstruire l'industrie sidérurgique française sinistrée. L'importance des revenus militaires lui permet d'ouvrir, à Dammarie, le chantier d'une grande usine d'équipement industriel. En novembre 1917, la fonderie est agrandie et cinq travées de sheds sont construites au sud (futurs ateliers de montage). L'ensemble, aujourd'hui conservé, est complété par une centrale électrique diesel Sulzer de 2 200 CV en maçonnerie de brique bicolore. Enfin, de 1918 à 1919, deux vastes ateliers de chaudronnerie et de mécanique sont élevés à l'ouest. L'usine couvre alors 17 hectares dont près de 4 bâtis. Elle peut répondre à sa première commande, celle d'une sucrerie dans les environs de Melun¹⁰. Dès lors, Delattre et Frouard se spécialise dans l'équipement des sucreries sinistrées.

Ci-dessus : centrale électrique diesel Sulzer de 2 200 CV en maçonnerie de brique bicolore (1917). Le matériel a disparu.

7. AD77, M 7863, rapport préfectoral remis au ministère du Travail sur la grève de mai-août 1913 à la fonderie Frébault de Dammarie-lès-Lys, 16 octobre 1913.

8. AN, 174 AQ_1, assemblées générales, 1911-1919.

9. Service historique de la Défense, 10 N 62, ministère de l'Armement, commandes, marchés et contrats, 1914-1917.

10. AN, 174 AQ_1, source citée.



À partir de 1919, l'entreprise fait construire la cité du Lys. De part et d'autre d'un axe central prolongeant celui de l'usine sont disposés deux rangs de vingt-quatre maisons, de style néo-régionaliste, accolées dos à dos et précédées d'un jardin. Les dix-sept maisons d'employés à quatre logements sont disposées symétriquement. Depuis 1970, cette cité fait place au grand ensemble de la Plaine du Lys. Depuis la démolition des ateliers de chaudronnerie et de mécanique, en 1989 et 1995¹¹, les vestiges de ce « fleuron de la métallurgie », qui employait sept cent cinquante salariés et partageait, en 1956, « les premières places dans l'industrie française du gros matériel d'équipement avec les Forges du Creusot et de Fives-Lille-Cail¹² », se résument à la fonderie de 1917. Aucun vestige ne permet de lire l'évolution des techniques et du travail durant les années fastes de la

Reconstruction, brutalement interrompues par la fermeture de 1965. Cette dernière, en revanche, frappant l'un des principaux « bastions ouvriers » de Seine-et-Marne, est restée dans les mémoires et dans les archives¹³. En 1957, Delattre et Frouard doit faire face à l'ouverture du Marché commun, qui expose fortement les entreprises françaises de biens d'équipement. Sa fusion avec Levivier, en 1963, la conduit à « repenser l'ensemble de ses moyens de production¹⁴ », à réduire les frais de transport entre ses usines¹⁵ et à alléger le coût d'une main-d'œuvre jugée trop chère en région parisienne. L'annonce de la fermeture du site de Dammarie par Delattre-Levivier soulève un émoi considérable : plus de trois mille personnes défilent à Melun le 13 janvier 1965, suscitant le reclassement rapide de la plupart des salariés.

Nicolas Pierrot

11. Suite à la fermeture de l'entreprise d'affinage d'aluminium Affimet en 1984. Voir le n° 54 du répertoire.

12. *Les Echos*, 20 avril 1959. Le capital de la société Delattre et Frouard Réunis s'élève à 800 millions de francs en 1953.

13. Richard Michel, *Entreprises et entrepreneurs de Seine-et-Marne*, SEDIPA, 1994, p. 156-160.

14. AD77, 140 J 12, Union des industriels métallurgiques et miniers, revue de presse.

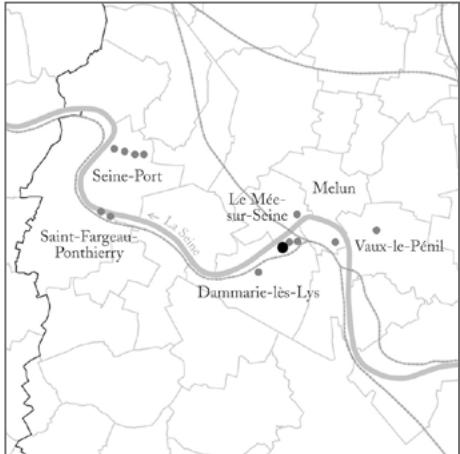
15. Dammarie-lès-Lys, Ferrière-la-Grande et Frouard.

Ci-dessus : les trois halles accolées de la fonderie, vues depuis le nord-est.

IDEAL STANDARD, ANCIENNE COMPAGNIE NATIONALE DES RADIATEURS

DES PORTES
DE CORBEIL À MELUN

DAMMARIE-LÈS-LYS
11, RUE DES FRÈRES-THIBAULT



Voir plan VI p. 270

1. Louis Courtot (1861-1930) est diplômé de l'École centrale de Lyon en 1882.

2. Emmanuelle Gallo, *Modernité technique et valeur d'usage : le chauffage des bâtiments d'habitation en France*, thèse de doctorat d'histoire, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, 2 vol., 2006.

3. Antoine Furio, Hélène Langlois (dir.), *Le Monde d'Idéal, mémoire et patrimoine de l'usine Ideal Standard à Aulnay-sous-Bois*, Ville d'Aulnay-sous-Bois/CG93, 2009.

4. AM Dammarie-lès-Lys, permis de construire, « Compagnie nationale des radiateurs, usine de Melun », plan d'implantation générale, coupes et façades, SA Entreprises Limousin Procédés Freyssinet, plans 750 U (AP) 1 à 11, 8 mai 1928.

5. José A. Fernandez Ordoñez, *Eugène Freyssinet*, Paris, Éditions du Linteau, 2012.

Ci-contre : vue aérienne de l'usine Ideal Standard en 1953 (AD77, 190 J 245).

La Compagnie nationale des radiateurs (CNR) trouve son origine dans l'association, en 1898, de l'American Radiator Company et de l'ingénieur centralien Louis Courtot¹, propriétaire d'une fonderie à Dole (Jura) et inventeur du chauffage central par thermosiphon. L'objectif est de conquérir, grâce au capital et au savoir-faire américain, le nouveau marché européen du chauffage central, alors en plein essor. Nommé directeur, Louis Courtot développe l'activité de la CNR à Dole. En 1920, il met au point la fameuse chaudière « Idéal Classic », permettant de chauffer et de distribuer l'eau chaude dans toute la maison. Même si la généralisation du chauffage central n'est pas encore à l'ordre du jour, ce modèle remporte un franc succès à la faveur de la reconstruction consécutive à la Première Guerre mondiale². L'abondance des commandes et l'émergence de la concurrence conduisent la CNR à installer plusieurs usines en région parisienne : d'abord à Aulnay-sous-Bois en 1924, puis au Blanc-Mesnil, à Argenteuil, à Dammarie-lès-Lys et à Clichy³. L'usine de Dammarie-lès-Lys est construite de 1928 à 1929, entre Seine et voie ferrée, sur 12 hectares situés au nord de la fonderie Delattre et Frouard. Sa conception est confiée à l'entreprise Limousin et à son directeur technique, l'ingénieur Eugène Freyssinet. Ce dernier dessine une usine au plan massé de 144 × 175 mètres⁴. Ses cinq halles accolées sont couvertes, tous les 6 mètres, de sheds conoides en voiles minces de béton armé, fermés au nord par une verrière destinée à l'éclairage et

à la ventilation. Ce mode de couverture témoigne des efforts constants déployés par Eugène Freyssinet pour abaisser les coûts de construction : il applique ici le procédé du cintre mobile, testé l'année précédente sur la couverture des ateliers de réparation des chemins de fer de Bagneux⁵. À Dammarie-lès-Lys, la portée des charpentes est exceptionnelle : jusqu'à 50 mètres de large pour la halle d'expédition. L'usine offre ainsi des espaces bien éclairés, libres de tout appui, pour le déploiement de la chaîne opératoire. Eugène Freyssinet utilise encore quelques mois cette technique – à Aulnay notamment – avant de concentrer ses recherches sur la technique du béton précontraint, dont il dépose le brevet la même année.

Opérationnelle en octobre 1929, l'usine est exclusivement consacrée, à partir de 1931, à la fabrication des radiateurs de la gamme Idéal Classic, assurée jusqu'alors par l'usine d'Aulnay. Dans la halle méridionale, la plus étroite, deux puis quatre cubilots produisent de la fonte de seconde fusion à



Page de droite : couverture à sheds conoides en voile mince de béton armé, innovation de l'ingénieur Eugène Freyssinet (établissements Limousin constructeur, 1928-1929).





6. AD77, SC 19058.

7. Richard Michel, *Entreprises et entrepreneurs de Seine-et-Marne*, SEDIPA, 1994, p. 170-176.

8. Alexandre Piettre, « Entre l'urbain et le social, un espace politique ? Histoire et devenir du quartier de la plaine du Lys à Dammarie-lès-Lys à l'aune de la mobilisation de l'association "Bouge qui bouge" », *L'Homme et la Société*, n° 160-161, 2006-2, p. 103-134.

9. Pierre-Alain Audirac, « 1968-1975 : renouvellement accéléré du parc de logements », *Économie et statistique*, n° 92, septembre 1977, p. 3-15. En 1975, 53,1 % des résidences principales sont équipées du chauffage central contre 19,9 % en 1962.

10. AM Dammarie-lès-Lys, 128W8 et 131W6, permis de construire, notice de renseignements généraux, usine Ideal Standard, 24 mars 1955 et 17 décembre 1964.

partir de minerai de fer, de coke et de fonte de première fusion. Les nuisances imposées aux riverains par leur fonctionnement expliquent la construction, en 1934, d'une cheminée de 60 mètres – en éléments de béton préfabriqués système Monnoyer – destinée à disséminer au loin les gaz de fonderie. En 1939, l'usine produit chaque mois 6 250 tonnes de fonte⁶. La deuxième halle abrite les ateliers de moulage et de noyautage (préparation des moules et cuisson). Dans les deux halles suivantes ont lieu la coulée, puis le démolage et l'ébarbage, enfin l'usinage et l'assemblage. Chaque pièce est éprouvée à deux reprises, sous pression d'eau, afin de tester sa résistance et de détecter les fuites. Une fois peint et équipé, le radiateur est prêt à être livré et mis en service. Les conditions de travail « aux radiateurs » sont difficiles, surtout dans l'atelier du noyautage, souvent le premier à débrayer. L'histoire de l'usine est ainsi jalonnée de mouvements sociaux, aux revendications classiques (horaires, salaires) ou spécifiques (prime de chaleur)⁷. L'usine emploie plus de mille ouvriers à la veille de la Seconde Guerre mondiale, dont une partie est originaire d'Italie puis d'Afrique du Nord à partir des années 1950. Cet afflux de main-d'œuvre, qui modifie profondément le paysage social de Dammarie, suscite la construction de logements d'une cité ouvrière sur la plaine du Lys et de barres de logements collectifs destinés aux ouvriers étrangers célibataires. Ces deux ensembles sont détruits en 1970 pour laisser place au grand ensemble de la Plaine du Lys⁸.

Ci-dessus : cheminée de 60 mètres en éléments de béton préfabriqués système Monnoyer. Associée à un autoclaveur Kestner, elle fut construite en 1934 pour répondre à la demande des riverains se plaignant des nuisances induites par la première installation.

En 1949, la CNR est intégrée à Ideal Standard, réunion des branches « sanitaires » et « chauffage central » du groupe américain. La société connaît alors son apogée, portée par l'intense activité de construction de logements neufs – maisons individuelles et logements collectifs – « tout confort » intégrant l'eau courante, les WC intérieurs, la baignoire ou la douche et le chauffage central⁹. De 1955 à 1964, l'effectif passe de 1 032 à 1 576 salariés (dont 44 puis 76 femmes)¹⁰. Mais, suite à la crise de 1973, la société américaine décide d'abandonner la production d'appareils de chauffage. L'usine de Dammarie est occupée par ses ouvriers pendant plus de sept mois ; les syndicats d'Aulnay et de Dammarie conduisent des actions communes pour sauver les emplois. Malgré tout, Ideal Standard Europe disparaît en septembre 1975 et plusieurs milliers de personnes, dont sept cent cinquante sur le site de Dammarie, sont licenciés. L'usine d'Eugène Freyssinet est devenue depuis cette date une vaste friche industrielle partiellement occupée par des activités de stockage. Elle reste néanmoins l'un des sites industriels les plus remarquables de la vallée de la Seine par la qualité, l'unité et l'audace déployées par son concepteur. Aujourd'hui, la zone industrielle du Clos Saint-Louis (130 hectares) fait l'objet d'un projet de reconquête urbaine. Le principe de la conservation totale ou partielle des halles Freyssinet, reconnues pour leur intérêt patrimonial et symbolique, est intégré à la réflexion menée par la maîtrise d'ouvrage. Virginie Lacour

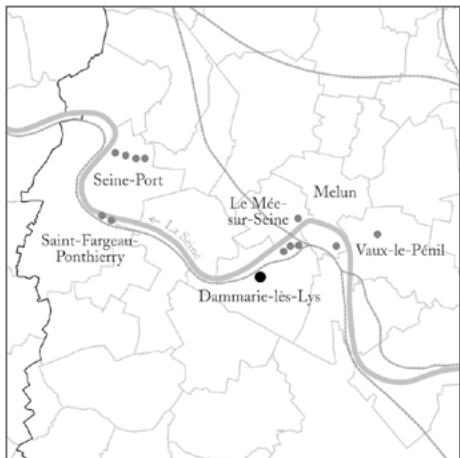
Page de droite : intérieur de l'atelier d'ébarbage et de modelage, couvert de sheds conoides (Eugène Freyssinet ingénieur, 1929-1928). La portée des fermes est de 40 mètres (maximum de 50 mètres pour la halle d'expédition).



LA CARTONNERIE

DES PORTES
DE CORBEIL À MELUN

DAMMARIE-LÈS-LYS
824, AVENUE DU LYS



1. Denis Woronoff, *Histoire de l'emballage en France, du XVIII^e siècle à nos jours*, Valenciennes, PUV, 2015, p. 137.

2. Blériot et Devoisselle, 52, rue de l'Écluse, depuis 1924 (annuaire de Melun).

3. AM Dammarie-lès-Lys, n° 130W1/581 (1960), 135W8 (1968), 135W6 (1974).

4. La « Séquence sur l'activité d'une usine qui produit des "conditionnements", c'est-à-dire des emballages » dans *La Société du spectacle* (1973, 31 min 40 à 32 min 24) montre l'intérieur d'une immense cartonnerie. Suit le « carton » : « La société fondée sur l'expansion du travail industriel aliené devient, bien normalement, de part en part, malsaine, bruyante, laide et sale comme une usine » (Guy Debord, *Œuvres*, Paris, Gallimard, 2009, p. 1222, 1225).

5. Qui réaliseront notamment 292 logements dans la ZUP de l'Almont (1962-1971) et le pont de la rocade nord à Melun (1970-1971).

6. « Melun, cartonnerie Devoisselle », *Techniques et architecture*, n° 4, mai 1964, p. 128-129.

À la fin des années 1950, les usines du Clos Saint-Louis tournent à plein régime pour honorer les commandes de la Reconstruction. Dépôts et ateliers ont conquis l'essentiel de l'espace disponible, et la place manque pour les nouveaux venus. Cependant, la révolution de la grande distribution ouvre « l'ère de l'emballage de masse¹ ». À l'étroit dans son usine de Melun², la société de cartonnage Devoisselle choisit alors de s'agrandir à Dammarie : de 1960 à 1962, entre le village et la voie ferrée de Corbeil, s'élève sur 7 hectares – dont 1,5 bâti – une usine de façonnage et, d'impression d'emballages en carton. Elle employa, durant les quarante années de son existence, jusqu'à 360 salariés et façonna quotidiennement jusqu'à 240 tonnes de boîtes imprimées en héliogravure et offset, sur carton ou plastique³. On proposera d'y voir un symbole fort des Trente Glorieuses ; l'objet commode, aussi, de leur critique radicale⁴. Les plans sont confiés aux architectes melunais Guy Calderon et Gérard Carpentier⁵. Diplômés de l'École spéciale d'architecture, établissement réputé pour former d'excellents constructeurs, ils doivent relever un défi complexe : « Cette cartonnerie moderne à forte automation doit pouvoir être à même de modifier son organisation. L'impératif majeur imposé aux architectes était de réaliser un bâtiment d'atelier dégagé au maximum la surface utilisable (11 000 mètres carrés). La chaîne de fabrication et les aires de stockage intermédiaires devaient avoir une longueur de 66 mètres sans point d'appui⁶. »

Comment couvrir un tel espace ? La solution retenue consiste à enjamber les trois travées longitudinales en disposant, dans le sens de la largeur, cinq poutres métalliques tridimensionnelles de grande portée (111 mètres) reposant chacune, en porte-à-faux, sur trois pyramides en béton armé. La formule est précoce et son audace, qui n'est pas sans rappeler certains équipements sportifs contemporains, trahit l'intervention d'une équipe d'ingénieurs. Ici, les architectes n'ont pas sollicité l'un de ces bureaux d'études techniques indépendants qui fleurissent dans la France



Ci-dessus : entrée de la Cartonnerie, « usine à loisirs ».



du plan Marshall⁷, mais l'entreprise de constructions métalliques Besson et Lepeu (Montereau-Fault-Yonne). Or le chef de son bureau d'études, l'ingénieur centralien Louis Fruitet, n'est pas le premier venu. Il travaille au même moment avec Jean Prouvé sur le chantier du centre de recherche EDF des Renardières (voir *infra*). Toujours soucieux de promouvoir l'industrialisation du bâtiment, il défend « l'usage du tube d'acier au service des grandes portées⁸ ». L'usine Devoisselle est son terrain d'expérimentation : « Pour réduire les charges sur les appuis, que les grandes portées rendent considérables,

l'acier fut choisi sous la forme la plus légère : *le tube*⁹. » La réalisation dégage une exceptionnelle impression d'espace, de légèreté et de luminosité, offerte par cinq lanterneaux triangulaires. En 2008-2009, Claude Boutard, architecte de la reconversion, ne s'y est pas trompé, qui célèbre « l'œuvre avant-gardiste de Gérard Carpentier¹⁰ » et de ses collaborateurs. Il a su réemployer habilement ce généreux volume en espaces de patinoire, karting, bowling et billard au sein de la Cartonnerie devenue « usine à loisirs¹¹ ».

Nicolas Pierrot

*Page de droite : intérieur de la cartonnerie Devoisselle avant reconversion, en 2008
(Guy Calderon et Gérard Charpentier architectes,
Louis Fruitet ingénieur, 1960-1962).*

7. Christel Palant-Frapier, « L'émergence des bureaux d'études techniques en France autour de 1950 », *Entreprises et histoire*, n° 71, 2013-2.

8. Louis Fruitet et J. Androuais, « Le tube d'acier au service des grandes portées : les usines Devoisselle à Melun (France) », *Acier Stahl Steel*, n° 4, avril 1963, p. 169-176.

9. *Ibid.*

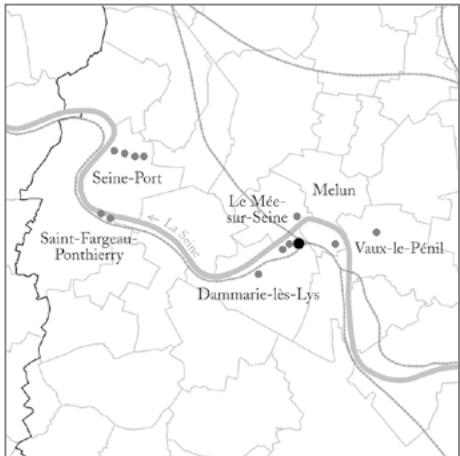
10. « Claude Boutard (Atelier 77) », *Le Parisien*, 22 octobre 2009.

11. AM Dammarie-lès-Lys, dossier ZAC de la Cartonnerie (à l'initiative de la communauté d'agglomération Melun Val de Seine). Le site comporte également un cinéma multiplexe de douze salles, une salle de spectacle de deux mille places, un espace sportif de sept salles et sept restaurants.

STIL, FABRIQUE DE THERMOMÈTRES

DES PORTES
DE CORBEIL À MELUN

DAMMARIE-LÈS-LYS
500, RUE DES FRÈRES-THIBAULT



Le territoire de Fontainebleau possède le meilleur gisement de sables siliceux d'Europe. D'où le prestige de ses activités verrières, dont Lalique fut le fleuron¹. En 1952, Jacques Rivet, souffleur de verre, choisit logiquement cette région, où de nombreux verriers fournissaient déjà le secteur pharmaceutique, pour créer la STIL, Société de thermométrie industrielle et de laboratoire.

La STIL s'installe au nord de Dammarie, dans une rue bordée de maisons dont certaines ont gardé leur caractère résidentiel. Situés en cœur de ville, les locaux reprennent une typologie bien représentée à Melun et dans les environs, celle d'un artisanat intégré dans le tissu urbain avec logis en façade et ateliers dans la cour, à l'arrière². Les pavillons de meulière accolés qui accueillent les bureaux ont une silhouette à double pignon dont on trouve plusieurs séquences dans la rue, vestiges d'un lotissement qui a été progressivement investi par l'industrie. Les sheds d'Ideal Standard barrent l'horizon. En cinquante ans, la STIL a construit, à l'arrière des pavillons, des ateliers et hangars sur presque toute la superficie dont elle disposait (2 678 mètres carrés sur 3 800). Rapidement, la STIL se détourne du secteur des thermomètres médicaux, déjà bien investi par la Cooper à Melun, Thermofina à Dammarie et d'autres fabricants au Mée-sur-Seine et à Boissettes. Elle se spécialise dans la fabrication de thermomètres professionnels de précision pour l'industrie et les laboratoires puis pour la Défense nationale, la météorologie

et l'industrie alimentaire. À partir des années 1960, elle s'oriente aussi vers le grand public et produit des baromètres, hygromètres, pluviomètres et boussoles³. Jusqu'en 2004, STIL produisait trois millions de thermomètres à dilatation par an et employait cinquante personnes. L'évolution rapide et croissante des technologies a considérablement fait régresser le thermomètre traditionnel au profit du thermomètre électronique. STIL a su s'adapter à ce nouveau contexte et reste ainsi, encore aujourd'hui, leader du thermomètre en France. Les thermomètres électroniques – qui constituent la majorité de la production – sont désormais fabriqués en Chine. Le savoir-faire d'origine reste cependant le principal atout de la société, reprise en 2011 par Gérard et Patrick Lux. La STIL est reconnue comme le spécialiste



1. Isabelle Rambaud (dir.), *La Seine-et-Marne industrielle : innovations, talents, archives inédites*, Lyon, Lieux Dits, Melun, Direction des archives du patrimoine et des musées départementaux, 2010, p. 41.

2. Judith Förstel, « Usines et ateliers de Melun », base Mérimée, dossier IA77000607.

3. AD77, SC33091/32, établissements classés, 1965.

Ci-dessus : pavillon d'entrée. Au fond, les sheds de l'usine Ideal Standard.

Page de droite : ancien poste de travail en 2013, machine à graver les thermomètres à l'acide fluorhydrique (années 1940).





4. Témoignage de Gérard Lux, directeur de la société, 2013 et 2017.

français du thermomètre de précision, pouvant réaliser des instruments sur mesure (jusqu'à 4 mètres de longueur) avec des gammes de température allant de - 200 à + 400 °C. Le site de Dammarie, où il n'y a plus que treize employés (cinquante en 2005), a conservé cette activité traditionnelle⁴ qui nécessite du matériel et

des savoir-faire anciens tels que le soufflage de verre, la sérigraphie, le marquage, le remplissage du mercure (en machines) et le calibrage. Le conditionnement et le magasin d'expédition ont déménagé en 2014 dans la zone industrielle de Vaux-le-Pénil.

Roselyne Bussière et Renaud Meyssonnier

Ci-dessus : atelier principal en rez-de-chaussée. À gauche, poste de soudure. À droite, machines pour fabrication de thermomètres en grande quantité. Le moindre espace disponible a été conquis au cours

du temps, introduisant des ruptures dans la chaîne opératoire. Cette configuration explique le transfert de l'activité dans une usine moderne sur la zone industrielle.

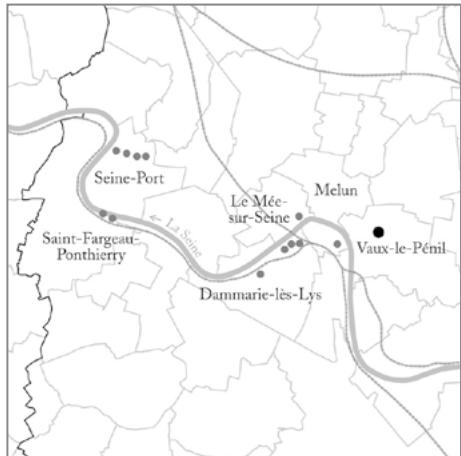


*En haut : atelier principal et conditionnement.
Au fond, collection d'écrans de sérigraphie utilisés
pour réaliser les décors et les échelles des thermomètres.
Ci-contre : poste de soudure, fermeture d'un
thermomètre coudé.*

LUCIEN GAU, LUMINAIRES DE LUXE

DES PORTES
DE CORBEIL À MELUN

VAUX-LE-PÉNIL
79, RUE PIERRE-ET-MARIE-CURIE



1. Depuis 2005, le label EPV est attribué par le ministère de l'Économie, de l'Industrie et de l'Emploi. Un millier d'entreprises l'ont reçu afin de promouvoir la fabrication française.

2. Isabelle Rambaud (dir.), *La Seine-et-Marne industrielle : innovations, talents, archives inédites*, Lyon, Lieux Dits, Melun, Direction des archives, du patrimoine et des musées départementaux, p. 299.

3. Témoignage de Lucien Gau, directeur de la société, le 14 novembre 2013.

4. La brasure désigne l'opération de soudure avec l'utilisation d'une soudure (alliage fusible) de couleur différente et donc visible.

5. www.gau-lighting.com.

Le savoir-faire artisanal de la société de fabrication de luminaires Lucien Gau lui a valu le label Entreprise du patrimoine vivant en 2012¹. Héritière, depuis Charles Gau en 1860, d'une famille de bronziers d'art installée à Paris, l'entreprise a été fondée sous ce nom en 1934 et s'est installée dans le quartier du faubourg Saint-Antoine, traditionnellement dévolu aux métiers de l'ameublement². Mais, en 1975, l'étroitesse du site parisien a rendu nécessaire la délocalisation de l'activité : une usine de 5 000 mètres carrés est alors construite dans la zone industrielle de Vaux-le-Pénil, créée dix ans auparavant. En 1995, Lucien et Pascal Gau, cinquième génération de fabricants, prennent la direction de l'entreprise et déplacent les services commerciaux et administratifs de Paris à Vaux-le-Pénil³.

Les premiers objets fabriqués au XIX^e siècle sont des plateaux, coffres et autres objets décoratifs en bronze. Mais avec l'avènement de l'électricité, à la fin du XIX^e siècle, l'entreprise se tourne vers la fabrication de luminaires qui sont aujourd'hui de renommée mondiale, d'autant que Lucien Gau, en 2002-2003, a acheté plusieurs concurrents prestigieux : la société Hettier et Vincent – dont les lustres Art déco sont très prisés –, la société Petitot et la société Raynaud. Ainsi, à côté des luminaires de style ou design, produits en grand nombre, l'entreprise peut répondre à des commandes particulières pour de grands hôtels internationaux, des banques, des casinos, des mairies, le World Trade Center de Dubaï ou le château

de Versailles. Les effectifs se limitent aujourd'hui à une trentaine de salariés. Sur le site de Vaux-le-Pénil, l'usine, simple bâtiment rectangulaire fonctionnel dont les angles arrondis et le bardage métallique trahissent leur datation des années 1970, abrite des savoir-faire qui vont de l'esquisse – exécutée par le bureau d'études – à la peinture minutieuse de guirlandes, de la mise en forme de la matière première jusqu'à la patine. On réalise des pièces uniques mais on assemble aussi des éléments achetés. Les ateliers se trouvent à l'étage dans un vaste espace commun. Une fois la pièce de bronze réalisée à l'atelier de fonderie selon le procédé de la fonte au sable, elle est mise en forme, moulurée et décorée dans l'atelier de tournure. La ciselure finalise le décor. Les éléments sont ensuite assemblés par soudure ou brasure⁴. Ils sont polis au tour, avec une meule, pour unifier et faire briller le métal. Les petites pièces, traitées en grand nombre, subissent une abrasion chimique à l'aide de bains d'acide. La patine à l'ancienne, le vernis, la peinture des motifs décoratifs sur les abat-jour comme l'ajout des parties électriques et enfin l'assemblage ne peuvent se faire qu'à la main. Une cristallerie s'occupe des pampilles et autres pendeloques des lustres de style. La société, qui a conservé un show-room à Paris, est fière de ces gestes du travail qu'elle a filmés et mis en ligne sur son site⁵.

Roselyne Bussière et Renaud Meyssonnier

Ci-dessus : vue extérieure des ateliers (1975).

Page de droite : assemblage des éléments et des parties électriques.





En haut : la tournure permet de mettre en forme et de moulurer les pièces métalliques du lustre.



À droite : tourneur dans son atelier.



En haut : le polissage.

À gauche : soudeur-braseur dans son atelier.

À droite : le décor ornemental, travail minutieux réalisé à la main.

LES CARRIÈRES DE GRÈS DE LA FORêt DE FONTAINEBLEAU

ARTISANAT ET INDUSTRIE
DES BORDURES FORESTIÈRES



Voir plan VII p. 271

1. Félix Herbert, « Les carriers de la forêt de Fontainebleau au XVII^e siècle », Fontainebleau, impr. de M. Bourges, 1898 (extrait du journal *L'Abeille de Fontainebleau*, septembre-octobre 1898).

2. Daniel Obert, Lucien Estrade, « Les anciennes carrières de grès de la région de Fontainebleau », actes du 117^e Congrès national des sociétés savantes, colloque *Carrières et constructions*, Paris, CTHS, 1992, p. 133-147.

3. Paul Benoît, « Les grès de Fontainebleau et de l'Oise : l'approvisionnement de la ville de Paris en pavés à la fin du Moyen Âge », actes du 115^e Congrès national des sociétés savantes (Avignon, 1990), colloque *Carrières et constructions*, Paris, CTHS, 1991, p. 275-289.

4. ONF, pôle archéologie, paysage et accueil du public, *L'Exploitation des grès en forêt de Fontainebleau au XIX^e siècle*, ERPHA, juillet 2010 (www.onf.fr/enforet/fontainebleau/approfondir/patrimoine).

Par leurs formes pittoresques, les chaos de grès de Fontainebleau ont séduit, dès l'époque romantique, les artistes et les promeneurs. Mais surtout, et de longue date, le grès y a été extrait pour les chantiers des routes et des bâtiments. Les carriers de Fontainebleau comme ceux des communes alentour ont exploité les platières, ces bancs – souvent affleureurs – produits par la cimentation des sables du Stampien (- 35 millions d'années). Extraits sur la quasi-totalité de l'emprise forestière, les grès de Fontainebleau présentent des qualités variables. Le grès dur, ou grès franc, était réservé tant au pavage de la voierie urbaine (à Paris notamment) que de celui des routes, tandis que le grès plus tendre servait de pierre à bâtir. Il forme le gros œuvre de nombreuses églises (Dormelles, Esmans...), fournit le soubassement de plusieurs châteaux (Fontainebleau, Vaux-le-Vicomte...) et y constitue la matière première du décor architectural. Les moellons de grès ont été utilisés dans la construction locale. Si les zones d'extraction médiévales semblent situées à proximité de la ville de Fontainebleau, elles se sont éloignées de l'agglomération au fil des siècles. Dès le XVII^e siècle, les actes notariés mentionnent plusieurs exploitations au rocher du Fort des Moulins, à la Croix d'Augas, au mont Ussy, au mont Chauvet, au mont Saint-Germain, à Belle-Croix, au rocher d'Avon et à Montigny¹. En présence d'un affleurement, les carriers procédaient au dégagement de la surface du banc, puis au débit des blocs². Profitant de la

fragmentation des gisements ou d'encoches creusées, les carriers y introduisaient les coins sur lesquels ils abattaient leur masse. Une fois le bloc détaché et basculé sur le sable, le dédoubleur façonnait des modules de la taille d'une bordure de trottoir, pouvant être elle-même travaillée pour former des pavés. Le volume de ceux-ci a évolué du XV^e au XIX^e siècle, passant de 50 centimètres de côté à 20 centimètres, puis diminuant encore au début du XX^e siècle. Les grès taillés étaient ensuite acheminés par traîneaux, wagonnets ou tombereaux sur des routes peu à peu pavées, appelées routes de vidange. Ils étaient menés jusqu'aux ports des bords de Seine, notamment à Valvins (Samois-sur-Seine) ou à La Cave (Bois-le-Roi), pour être livrés à Paris³.

En 1829, la production des quatre cents carriers de Fontainebleau s'élève à près de 2,9 millions de pavés. Mais leur activité ne cesse de baisser au cours de la première moitié du XIX^e siècle. La crise s'accentue lorsque, en 1835, les grès de Fontainebleau sont exclus du nouveau cahier des charges pour l'entretien des voies publiques parisiennes. Face à une administration forestière de plus en plus contraignante, au maintien du droit de fortage empêchant une baisse significative des prix, et sans doute à une baisse de qualité (commercialisation de grès tendres), la ville de Paris se tourne vers les carrières des vallées de la Juine, de l'Yvette, de l'Ourcq et de la Marne, faisant également appel aux pavés belges⁴. À la même époque, l'expansion



des carrières en forêt est condamnée par certains, dont Claude-François Dénecourt, qui dresse en 1856 une carte figurant les zones dévastées par « cette funeste exploitation ». Pour faire face à la diminution des commandes, les carriers se regroupent en sociétés afin de répondre aux adjudications publiques et exploitent de nouvelles zones, au Long Rocher et au Long Boyau. Ces pratiques perdurent jusqu'à l'interdiction, en 1907, d'extraire du grès dans la partie de la forêt qui relève des domaines. Toutefois, l'extraction se poursuit sur des parcelles privées. La dernière carrière du massif forestier, la carrière de Coquibus, ferme en 1983. De nouvelles techniques et de nouveaux matériaux – pour les bâtiments comme pour les routes – ont contribué à la disparition des moellons et pavés en grès de Fontainebleau. Dans le bâtiment, des matériaux plus économiques (brique, parpaing) ont avantageusement remplacé le grès comme matériau de gros œuvre. Si les carrières de grès ont profondément marqué le paysage forestier et intéressé les géologues, le patrimoine – matériel et immatériel – lié à cette activité a longtemps été délaissé. Fronts de taille, traces d'outils, déchets de taille, quais de chargement (gares), ports d'embarquement, voies

pavées, abris de carriers ont peu intéressé les chercheurs (historiens, ethnologues, archéologues) comme les promeneurs, jusqu'à une récente prise de conscience. Les études menées par l'Association des amis de la forêt de Fontainebleau en ont amélioré la connaissance, poursuivie par la politique de conservation élaborée par l'Office national des forêts⁵. En 2009 et 2010, un inventaire des abris de carriers a permis d'en localiser près de cent trente : de petites dimensions, maçonnés en pierre sèche souvent à partir d'une cavité naturelle, ces abris servaient avant tout à protéger les outils du vol et de la dégradation. De même, un recensement des sentiers d'exploitation des carrières a récemment débuté sur le secteur du Cuvier-Châtillon et du mont Saint-Germain. En 2012, la forêt de Fontainebleau est la première forêt domaniale française à obtenir le label national Forêt d'exception, reconnaissance de son patrimoine unique en termes de biodiversité, de paysages et d'histoire. Les promeneurs sont aujourd'hui invités à découvrir les vestiges de l'activité extractive à travers le « sentier des carriers⁶ », sentier de découverte aménagé au Long Boyau et aux gorges du Houx.

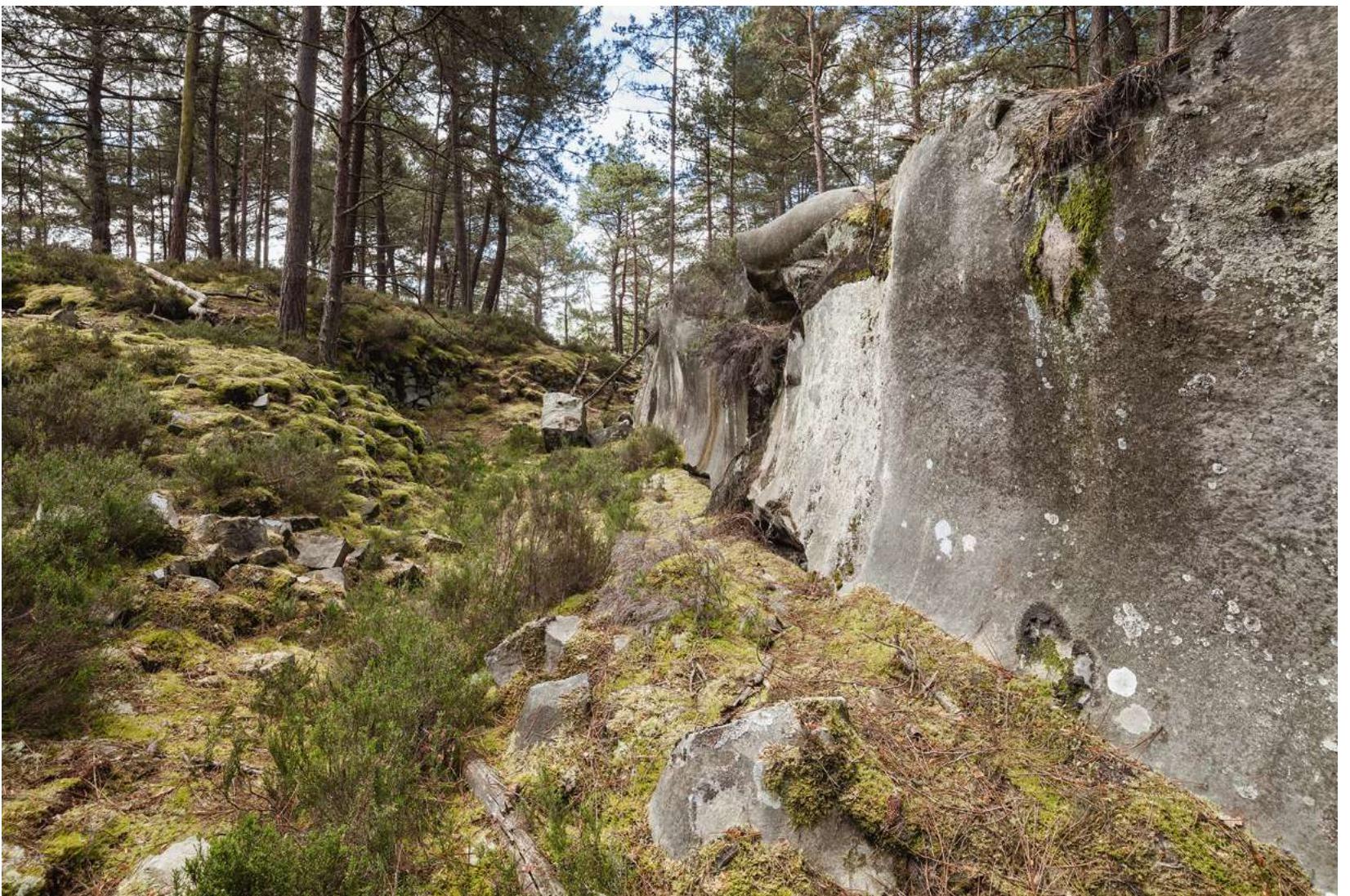
Lisa Caliste

5. L'ONF intègre en particulier ce patrimoine dans ses consignes d'exploitation forestière. C'est ainsi qu'en 2015 le rocher Fourneau a fait l'objet d'un chantier d'exploitation qui a soigneusement évité les abris de carriers.

6. www.onf.fr : trouver une sortie/Île-de-France/balade à pied/sentier des carriers.

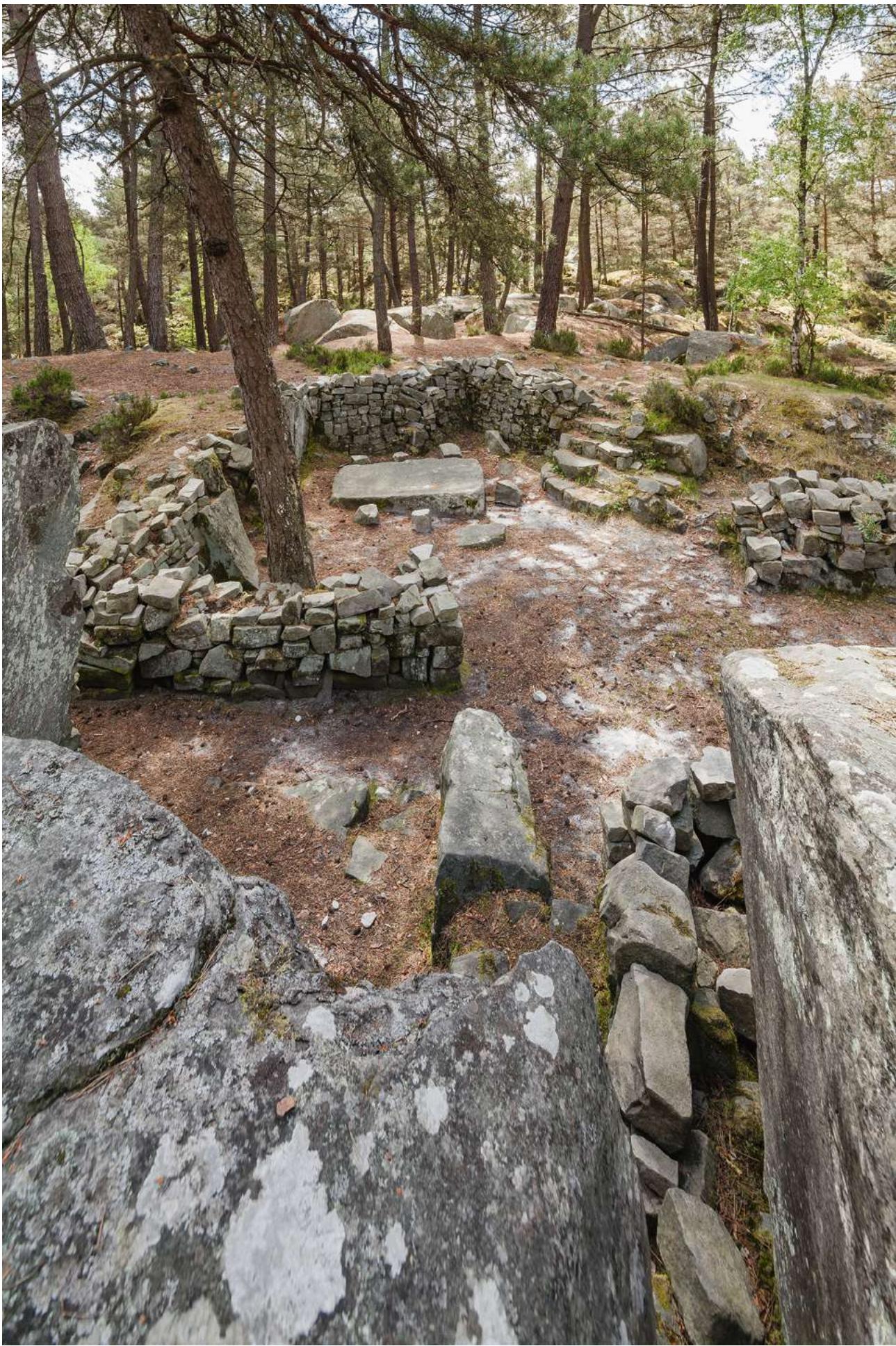
Ci-dessus : l'exploitation des carrières de grès au rocher du Long Boyau et aux gorges du Houx a pris fin en 1907.

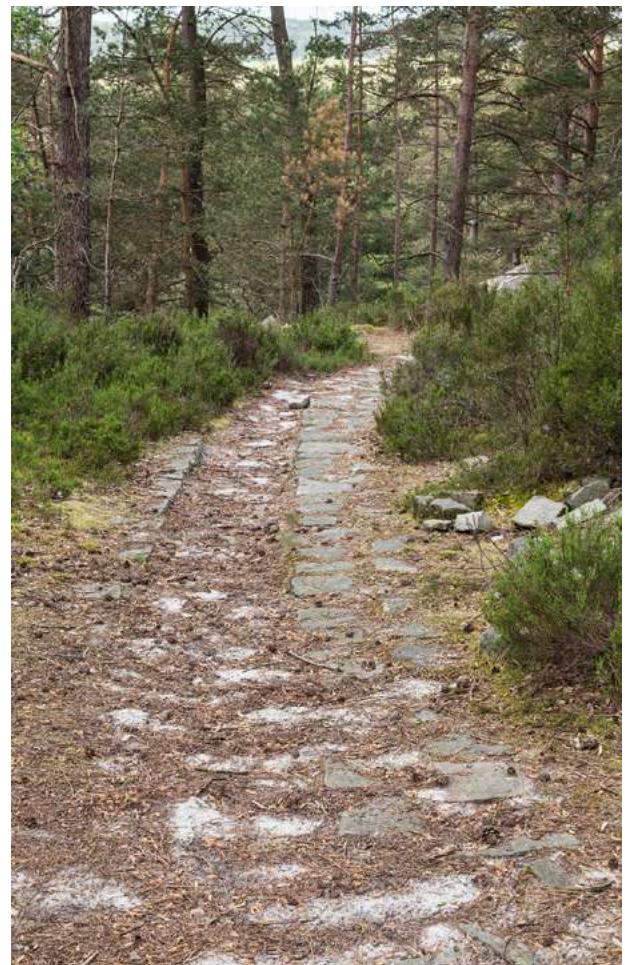
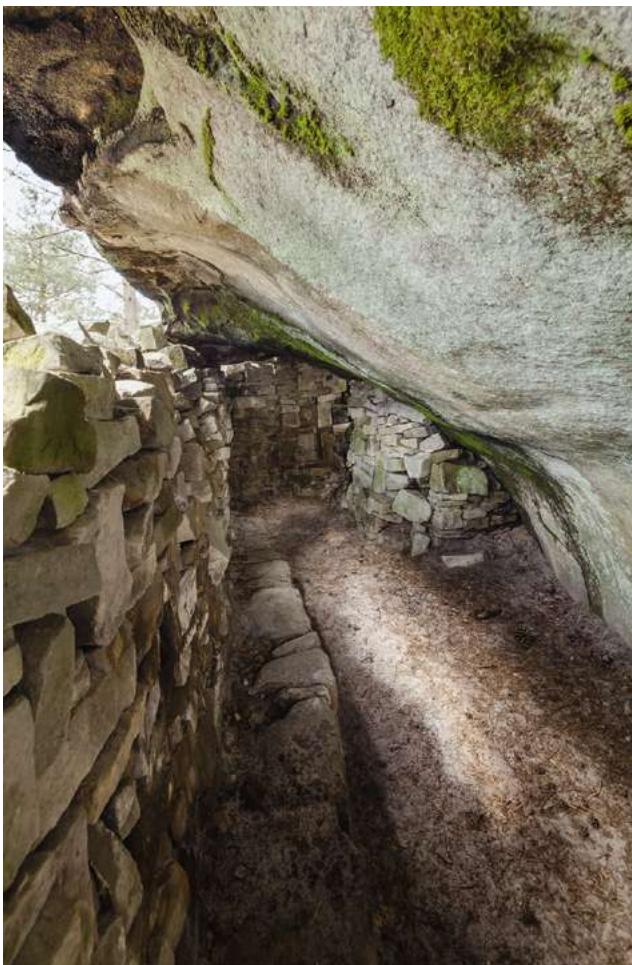




Page de gauche : déchets de taille.
Ci-contre : fronts de taille et traces d'outils
(encoches pour placer les coins). Depuis 2012,
ces vestiges sont accessibles grâce au sentier

d'interprétation mis en place par l'ONF,
en partenariat avec les Amis de la forêt de
Fontainebleau et le parc naturel régional du
Gâtinais français.





Page de gauche : le « village des carriers ». Les lieux de repos des carriers pouvaient être de simples abris sous roches. Ils ont été recensés

par les Amis de la forêt de Fontainbleau, tout comme les chemins d'exploitation (ci-dessus).

VILLÉGIATURE ET ARTISANAT : L'EXEMPLE DE LA VILLA LES FONTAINES-DIEU

ARTISANAT ET INDUSTRIE
DES BORDURES FORESTIÈRES

SAMOIS-SUR-SEINE

1, QUAI FRANKLIN-ROOSEVELT
(VILLA LES FONTAINES-DIEU)

SAMOIS-SUR-SEINE

46, PLACE DE LA RÉPUBLIQUE
(SERRURERIE OUDIOU)

HÉRICY

13-15, PLACE DU GÉNÉRAL-DE-GAULLE
(MENUISIER CANTEAU)



Les boucles de la Seine, entre Bois-le-Roi et Fontainebleau, dessinent un paysage resserré, fait de méandres, bordé par des coteaux abrupts et présentant des berges et un horizon très boisés¹. Au milieu du XIX^e siècle, entrepreneurs, industriels et financiers parisiens y ont installé leurs demeures de plaisance, profitant d'un emplacement de qualité, facilement accessible depuis l'arrivée du chemin de fer dans les années 1840. Ils ont fait appel à des architectes diplômés, souvent parisiens, qui reproduisaient sur les rives du fleuve des modèles issus de la villégiature balnéaire, en plein essor à cette époque². Localement, la construction de ces résidences a créé un nouveau marché, entraînant un développement économique profitable aux différents corps de métier du bâtiment. On constate que, à Chartrettes, Héricy, Samois-sur-Seine et Vulaines-sur-Seine, l'implantation d'ateliers est plus importante dans la seconde moitié du XIX^e siècle qu'au siècle suivant. Ce sont pour la plupart des entreprises familiales employant moins de dix ouvriers. En rupture avec la construction vernaculaire, elles ont développé un savoir-faire étroitement lié aux commandes des architectes citadins.

Située à Samois-sur-Seine, en bordure

du fleuve, la villa Les Fontaines-Dieu est un bel exemple de ces maisons de villégiature³. Le commanditaire, Ernest Girard, entrepreneur parisien, dirige l'entreprise Girard et Boitte, maison d'édition et maison de vente, réputée pour la distribution d'appareils photographiques et des phonographes Pathé. Il confie le projet à Eugène Cottin, architecte à Fontainebleau. La campagne de travaux est réalisée en trois phases principales. Dans les années 1896-1897, l'ancienne maison forestière devient une villa de plaisance. Le bâtiment est surélevé, les façades et les toitures sont modifiées, rythmées de balcons, terrasses, fermes débordantes, porches. Les baies sont élargies. En 1903, la véranda est transformée et pourvue d'un décor Art nouveau, servant d'écrin à la salle de billard. Enfin, en 1910, la maison est considérablement agrandie sur l'arrière, jusqu'au coteau, pour accueillir une vaste salle, dite « galerie des tableaux », surmontée d'une verrière décorée de peintures antiquisantes en camaïeu gris et jaune. Alliant luxe et confort, la villa témoigne des préoccupations hygiénistes et des goûts esthétiques de l'époque. Elle trouve équilibre et élégance dans l'association entre éclectisme, pittoresque

1. *Atlas des paysages de Seine-et-Marne*, conseil général de Seine-et-Marne, 2007, p. 167-169.

2. Marie-Françoise Laborde, *Les Affolantes des bords de Seine*, Paris, Somogy, 1999, p. 17 ; Bernard Toulier (dir.), *Villégiature des bords de mer*, Paris, Éditions du Patrimoine, Centre des monuments nationaux, 2010.

3. La villa, y compris son jardin et le portail, est inscrite au titre des monuments historiques en 2002.

Page de droite : villa Les Fontaines-Dieu, façade principale, côté Seine (état en 2009, avant restauration).





et Art nouveau. Un fonds d'archives exceptionnel concernant les travaux de la maison révèle le nom des nombreux artisans locaux qui ont collaboré avec l'architecte Cottin. Le charpentier Canteau (d'Héricy) réalise, entre 1897 et 1899, les charpentes, portes, marquises et balcons, un escalier en 1900, puis l'auvent du perron en 1902. Le serrurier Oudiou livre la véranda ainsi que la charpente métallique et son lanterneau vitré éclairant la galerie des tableaux. Ont également collaboré au chantier Ségogne, maçon à Samois ; Pérathon et Barjot, menuisiers à Fontainebleau et à Samois ; le fumiste Cerruti (de Fontainebleau) ; ou encore le céramiste Janin (d'Écuelles) pour les éléments décoratifs de la fontaine du jardin⁴.

Parmi ces entreprises, seuls l'atelier de serrurerie Oudiou, à Samois-sur-Seine, et la menuiserie Canteau, à Héricy, ont pu être identifiés et étudiés. Ils illustrent au mieux cette activité du bâtiment en plein essor au tournant du siècle dernier, dont l'existence a peu à peu disparu des villages comme de la mémoire collective.

À Samois-sur-Seine, la serrurerie Oudiou est implantée sur la place du village au cours de la seconde moitié du XIX^e siècle et se développe en fournissant « balcons, grilles, marquises, jardins d'hiver, serres, vérandas, escaliers, rampes, volières, clôtures, pose de sonnettes électriques, à air, construction de charpente en fer et vente et réparation de bicyclettes⁵ ». Accolée à une maison de notable plus ancienne, la forge occupe une surface

réduite d'environ 40 mètres carrés. La taille de cet atelier comme sa fermeture au cours des années 1950 en ont rendu l'identification difficile. Il se signale cependant par ses deux clés en fer forgé surmontant le portail et par la grande verrière latérale éclairant l'ancien espace de travail. Subsistent encore l'établi du forgeron ainsi qu'un soufflet mécanique qui porte la marque « A. Enfer Jeune ». De l'autre côté de la Seine, à Héricy, l'atelier du maître charpentier et compagnon du devoir Ulysse Alexandre Canteau a connu une évolution similaire. Il y a soixante ans, sa transformation en habitation a effacé les spécificités, certes ténues, de ce site dédié au travail du bois. Ainsi, il n'est plus possible de déceler la séparation entre l'espace de travail en rez-de-chaussée et les logements installés à l'étage. La conservation des archives de l'entreprise par la famille Canteau renforce l'intérêt patrimonial du lieu. Elles livrent des photographies anciennes permettant de se représenter les artisans au travail (leurs méthodes de fabrication faisaient appel à des gabarits de menuiserie) ainsi que des plans révélant les réseaux entretenus par le compagnon Canteau. En lien avec les architectes locaux, l'entreprise a notamment participé à la construction de la villa Les Fontaines-Dieu, au chantier d'une maison bourgeoise située au 27, rue d'Avon, à Fontainebleau, et a répondu à plusieurs commandes publiques (mairie-école et église de Vulaines-sur-Seine).

Lisa Caliste et Nathalie Hubert



4. AD77, J856.

5. Ibid.

Page de gauche : fontaine monumentale, à l'arrière de la maison (1911). Pierre de taille, meulière, brique. Vases et décors en grès émaillé Janin.

Ci-dessus, en haut : verrière de la galerie des tableaux (1910), détail du décor en camaïeu jaune et gris.

Ci-dessus, en bas : véranda (1903-1904), détail du décor de ferronnerie extérieure (atelier de serrurerie Oudiou).

SCIERIES ET MENUISERIES

ARTISANAT ET INDUSTRIE
DES BORDURES FORESTIÈRES

FONTAINE-LE-PORT

53, RUE DU PARC

FONTAINEBLEAU

7, RUE SAINT-Louis



De Chartrettes à Fontainebleau, la Seine longe les forêts domaniales de Fontainebleau, de Barbeau et de Champagne-sur-Seine, dont l'exploitation a laissé peu de traces. Les représentations des peintres de Barbizon¹ comme les sources écrites témoignent néanmoins de l'activité de chantiers souvent itinérants et d'une exportation vers la capitale *via* des « ports au bois² ». Dans cet espace forestier, le travail du bois occupe un quart des sites industriels recensés aux XIX^e et XX^e siècles, dans toutes les spécialités de la filière, la charpente et les meubles comme l'embarcation de plaisance, le billard ou encore la caisse à bouteilles. La coupe du bois et son débitage se concentrent autour de Fontainebleau : treize scieries sont déclarées au cours des deux derniers siècles dont onze dans la première moitié du XX^e siècle. C'est alors que les scieries mobiles sont remplacées par des installations fixes, dont ne subsistent que les anciens bâtiments de la scierie Millet, à Fontaine-le-Port. En 1947, cette dernière fait édifier une vaste halle de 660 mètres carrés afin d'abriter ses bancs de sciage³. Sa construction est attribuée à l'entreprise Boussiron, spécialiste des ouvrages en béton armé. Le béton assure ici la couverture du bâtiment, en fournit la structure et forme le gros des murs. Cette halle industrielle, énième avatar d'une forme architecturale polyvalente, séduit d'emblée par la finesse de sa structure, par le voile mince de son couvrement et par le soin d'une mise en œuvre qui en font une œuvre d'exception dans sa catégorie.

1. Jean-François Millet, *Les Scieurs de long*, huile sur toile, v. 1850-1852, Londres, Victoria and Albert Museum.

2. AD77, matrices cadastrales de Bois-le-Roi et Samois-sur-Seine.

3. Archives de la scierie Millet, 1947-1992.

4. Dominique Hervier, Marie-Agnès Féral et al., *Le Faubourg Saint-Antoine, un double visage*, Cahiers du patrimoine, n° 51, Paris, APPIF, 1998.

5. Denis Woronoff, *La France industrielle. Gens des ateliers et des usines (1890-1950)*, Paris, Éditions du Chêne, 2003, p. 143.

6. Christel Sola, « Y a pas de mots pour le dire, il faut sentir. Décrire et dénommer les aperceptions professionnelles », *Terrain*, [en ligne], n° 49, août 2007.

Ce choix doit moins à une nécessité structurelle qu'à une volonté d'affichage de la part d'Émile Millet, alors maire de Fontaine-le-Port.

Malgré leur petit nombre et leur caractère difficilement identifiable, les vestiges des ateliers de menuiserie et d'ébénisterie concentrés entre Melun et la confluence Seine-Loing se distinguent par des caractéristiques communes. Si l'organisation des bâtiments est sujette à variations, l'existence d'une cour et de bâtiments bas (un étage) sont des constantes, de même que l'usage du bois dans la construction et le décor, lieux communs mis en évidence dans le faubourg Saint-Antoine à Paris⁴. À Fontainebleau, l'ancienne menuiserie Barre se tient à



Ci-dessus : Fontaine-le-Port, halle en béton ayant abrité le banc de sciage de l'ancienne scierie Millet, transformée en manège à chevaux.



l'arrière d'un immeuble masquant l'atelier. L'organisation de l'espace y demeure inchangée : l'étage est affecté au séchage et au stockage du bois tandis que le rez-de-chaussée abrite les machines-outils de l'ébéniste Jean-Marie Gougnaud, dont une scie circulaire, deux scies à ruban, une toupie pour la réalisation des moulures, une mortaise et un tour à bois. Les gestes se perpétuent par la « main intelligente⁵ » de l'artisan, passant devant et derrière l'outil. La restitution de la dimension sensorielle d'une telle activité, à même d'enrichir et de renouveler la connaissance des savoir-faire et de leur transmission, demeure difficile à inclure dans un inventaire du patrimoine matériel⁶.

Lisa Caliste

*Ci-dessus : Fontainebleau, atelier Saint-Louis.
L'ébéniste Jean-Marie Gougnaud façonne une pièce montée sur un tour à bois.*



Ci-contre : son apprenti restaure l'encadrement d'un miroir.

LES ATELIERS DE SERRURERIE

ARTISANAT ET INDUSTRIE
DES BORDURES FORESTIÈRES

VULAINES-SUR-SEINE
23, VOIE DE LA LIBERTÉ



La construction résidentielle dans la vallée de la Seine a stimulé l'activité des multiples corps de métiers du bâtiment, favorisant l'évolution de nombreux ateliers ruraux de serrurerie. Ce sont, le plus souvent, des entreprises familiales qui emploient, au sein des bourgs, deux ou trois ouvriers et répondent à une commande locale.

Ces ateliers présentent généralement une structure métallique dont les vitrages fournissent un éclairage latéral et, en charpente, un jour zénithal tombant sur les établissements. Que l'atelier se voie de la rue ou se dissimule au fond d'une cour, il se signale au passant par une enseigne de fer forgé à motif de clé ou d'enclume.

L'ancienne maréchalerie de Vulaines-sur-Seine, située voie de la Liberté, est significative de la mutation de ces ateliers – passés de la petite métallurgie agricole à l'artisanat lié au bâtiment –, de leurs équipements et des savoirs qui leur sont liés. Après le rachat de la maréchalerie au milieu du XX^e siècle, la famille Durand

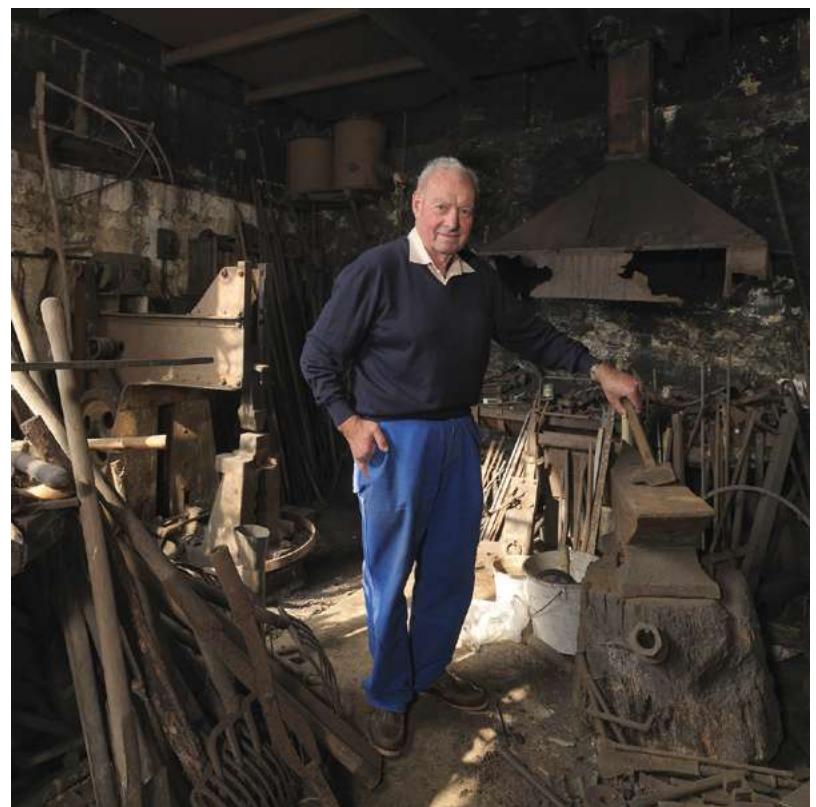
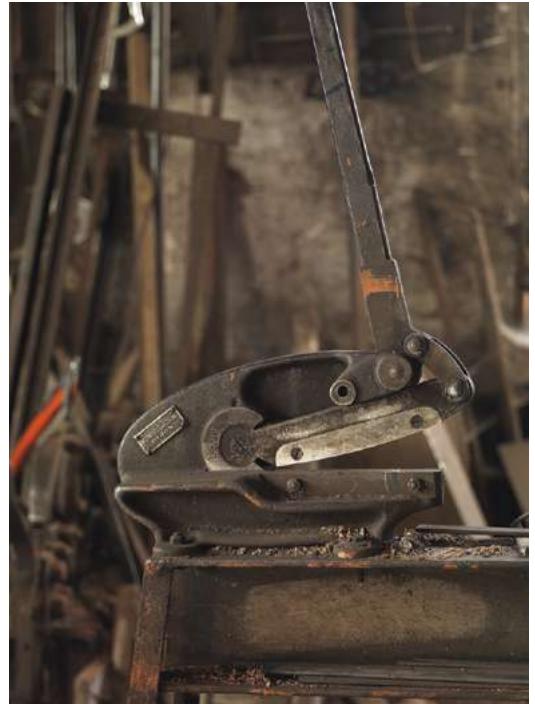
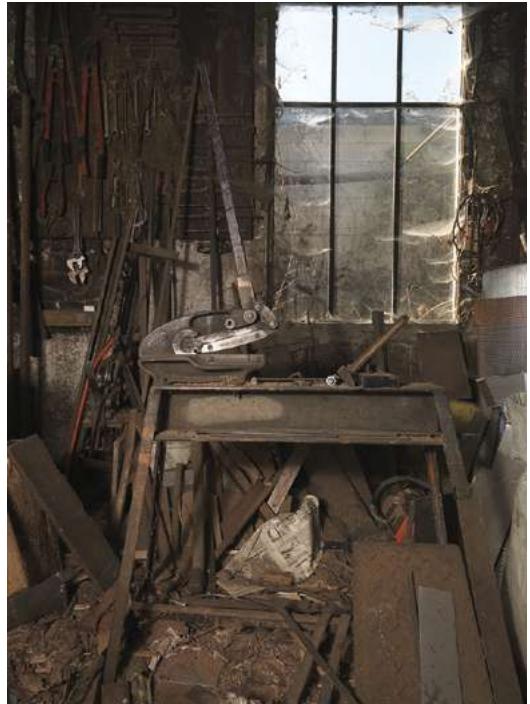
poursuit l'entretien et la réparation des outils agricoles mais diversifie son activité dans la serrurerie du bâtiment. L'atelier, qui a pignon sur rue, occupe deux pièces en rez-de-chaussée. Malgré l'arrêt de l'activité en 1993, il conserve son outillage, pour la plupart des machines-outils fournies par le constructeur français Vernet. La pièce nord, réservée aux travaux de forgeage et martelage, abrite le foyer de forge, encadré de deux soufflets à piston. Devant le foyer, un billot porte l'enclume. À proximité, le marteau-pilon de 15 kilos était utilisé pour le façonnage des socs de charrue et des coins. Dans le prolongement, la partie sud comporte plusieurs établissements, meubles de rangement et machines-outils, parmi lesquelles une cisaille à levier, un grueoir, utilisé pour façonner des encoches dans le métal, un poste de soudure autogène. Une machine mise au point par Roger Durand servait à torsader les sections de fer, à froid. L'étude de cette serrurerie convoque donc l'approche des historiens et des ethnologues des techniques s'intéressant aux postes de travail et à leur agencement ainsi qu'aux savoirs mis en œuvre, la conception de machines témoignant avec éloquence d'une culture technique. Elle suscite également l'intérêt du conservateur, inquiet du devenir de l'outillage. Bien que les enquêtes portant sur l'artisanat aient évolué vers l'étude des réseaux et des circulations des hommes et des savoirs¹, le mobilier de cet atelier relève bien de ces « objets traditionnels, trésor incomparable, message d'un monde disparu », chers à Georges-Henri Rivière.

Lisa Caliste



Ci-dessus : Vulaines-sur-Seine, usine de petite métallurgie de la famille Durand (atelier et maison d'habitation).

Page de droite : Roger Durand dans son atelier, entouré de son outillage (cisaille à levier du constructeur Vernet, casier de rangement pour boulons, marteau-pilon, enclume).



LA CONCEPTION INDUSTRIELLE : LA SOCIÉTÉ PIC À FONTAINEBLEAU-AVON

ARTISANAT ET INDUSTRIE
DES BORDURES FORESTIÈRES

AVON

36, AVENUE FRANKLIN-ROOSEVELT

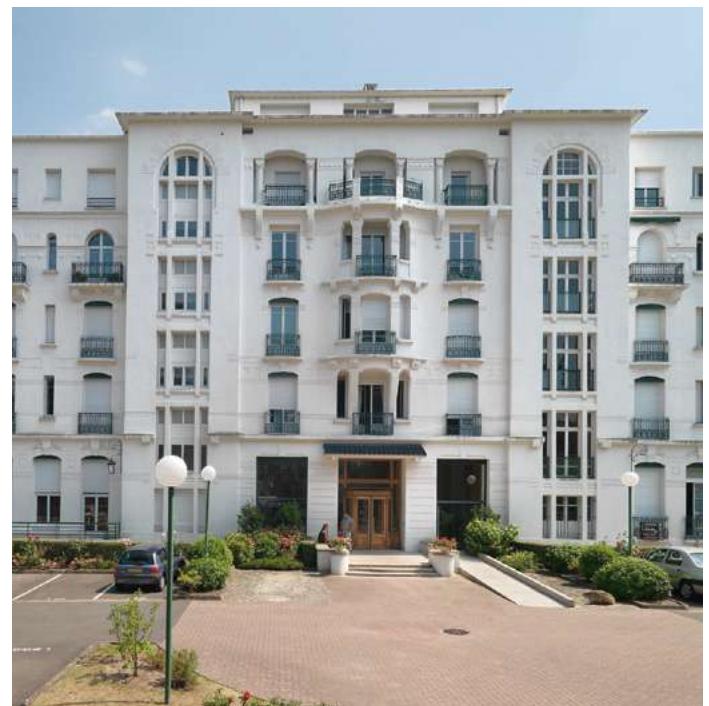


Spécialisée dans le secteur du matériel d'extraction minière, la société Préparation industrielle des combustibles (PIC) est créée à Nogent-sur-Marne en 1923 par l'ingénieur Christian Wolf pour la fabrication de l'« autodeschisteur », laveur à charbon de son invention¹. À la fin des années 1930, alors que l'entreprise travaille pour la Défense nationale, l'administration militaire l'oblige à s'installer à plus de 50 kilomètres de Paris ; en 1937, les bureaux d'études de la société PIC déménagent à Fontainebleau, rue Royale². À partir de 1945, son activité connaît un important développement dans le cadre de la Reconstruction et de la modernisation des houillères. La PIC est consultée pour la réfection, la modernisation et l'extension de toutes les installations de préparation du minerai existantes comme pour la création de nouveaux lavoirs. Elle réalise ainsi, entre 1948 et 1960, près de 70 % des lavoirs sur l'ensemble du territoire national.

Les bureaux d'études de Fontainebleau, devenus trop étroits, sont transférés en 1948 à Avon, dans l'ancien hôtel Savoy. Ce bâtiment, construit par l'architecte Édouard-Jean Niermans³ en 1906-1907, relève de l'architecture des hôtels de villégiature, celle des palaces de la Belle Époque, particulièrement nombreux sur les côtes normandes et méditerranéennes. L'extension réalisée par la société PIC – une aile perpendiculaire de sept niveaux – offre 12 000 mètres carrés de bureaux qui accueillent les espaces de conception du matériel industriel. Les

façades, de style moderniste⁴, en rupture avec l'architecture du Savoy, éclairent de leurs larges vitrages les tables à dessin des bureaux : la société PIC emploie alors 1 200 salariés dont 400 sur le site d'Avon. Dans ces bureaux, les « open spaces » sont privilégiés et semblent faire écho aux méthodes de rationalisation de l'industrie française.

L'entreprise sous-traite et externalise la construction de ses machines, mais assure le contrôle de fabrication grâce à la station d'essais construite à quelques pas de l'hôtel Savoy. Une partie de ce bâtiment



Ci-dessus : façade principale de l'ancien hôtel Savoy (Édouard-Jean Niermans architecte, 1906-1907).

1. Philippe Wolf, *PIC équipe épique, la vie et l'œuvre de Christian Wolf*, Malesherbes, Maury Imprimeur, 1992.

2. AD77, 256J1 à 256J6, PIC, Préparation industrielle des combustibles, don de Robert Delauve en 2007 (1937-2003).

3. Jean-François Pinchon, *Édouard Niermans, architecte de la Café-Society*, Ixelles, Mardaga, Paris, Institut français d'architecture, 1991, p. 209-211.

4. On est tentée d'attribuer cette construction à Édouard et Jean Niermans, célèbres architectes modernes des années 1930, et fils de l'architecte du Savoy. Cette hypothèse reste à confirmer. Jean-François Pinchon, *Édouard et Jean Niermans, du Trocadéro à la Maison de la Radio*, Ixelles, Mardaga, Paris, Institut français d'architecture, 1985.



était dévolue à l'analyse des échantillons de minerai tandis que la majeure partie de l'espace servait à tester, à l'échelle 1, le matériel conçu par la PIC. La crise du charbon, qui touche l'ensemble de l'Europe au début des années 1960, entraîne la fusion de l'entreprise avec la société Venot en 1965, puis le rachat de Venot-PIC par FCB en 1972. Le

département PIC subsiste à Fontainebleau jusqu'en 1989 avant de déménager à Évry (Essonne) puis de fermer définitivement en 1991. L'extension réalisée par la PIC abrite aujourd'hui une pépinière d'entreprises.

Lisa Caliste

Ci-dessus : extension conçue pour abriter les bureaux d'études de la société PIC (attribuée à Jean et Édouard Niermans, fils de l'architecte de l'hôtel Savoy, 1948).

LES MOULINS DU PONT DE MORET

LA CONFLUENCE
DE LA SEINE ET DU LOING

MORET-SUR-LOING,
(COMMUNE NOUVELLE DE
MORET-LOING-ET-ORVANNE)
RUE DU PONT
5-7, PLACE DE LA DIVISION-LECLERC



Voir plan VIII p. 272

1. « Étant donné la rapidité des faits, il n'a pas été possible à Monsieur Provenccher de sauver les archives qui se trouvaient dans le bureau » : AD77, SC9353, dommages de guerre, rapport d'expertise, 4 juin 1953.
2. AN, P 131, fol. 127-128, art. CXXVII. Suivent les hommages de 1386 (pour « deux moulins assis sur le pont de Moret », fol. 130 v°, art. CXXX) et de 1395 (pour « des moulins près du pont de Moret », fol. 131 v°, art. CXXXIII).

3. 19 mètres cubes par seconde aujourd'hui à l'entrée de Moret après sa confluence avec le Lunain (Épisy). On notera toutefois que, jusqu'à la création du canal du Loing en 1720-1724, le débit du Loing demeura très irrégulier.

4. BNF, département des Estampes et de la Photographie, VX-23-FT 5.

5. Serge Benoit, *La Modernité de la tradition..., Les énergies renouvelables classiques : l'eau et le bois dans la voie française de l'industrialisation, c. 1750-c. 1880*, thèse de doctorat d'histoire, Université d'Évry-Val-d'Essonne, 2006, p. 10.

6. N° 170 du répertoire. AN, *Hommages rendus à la Chambre de France. Chambre des comptes de Paris*, série P, XIV^e-XVI^e siècle, t. II, Paris, 1983, p. 144, 188.

Le promeneur qui, par le pont de Moret, franchit aujourd'hui les eaux du Loing contemple un paysage « cristallisé » il y a plus de soixante-dix ans. Toute activité de meunerie a cessé à Moret dans la nuit du 23 au 24 août 1944, lorsque l'armée allemande en retraite fit exploser deux arches du pont, suscitant l'incendie de la minoterie Provenccher. Que montre, depuis lors, ce paysage offert à l'admiration des touristes depuis le « chemin des impressionnistes » ? Non pas ces moulins chers à Sisley, ni ceux des photographes de la Belle Époque, mais de nouvelles « fabriques » habilement dessinées – sous l'influence de ces mêmes images – par l'architecte en chef des Monuments historiques Albert Bray, chargé en 1952 de la restauration-reconstruction des bâtiments sinistrés. Avant d'analyser ce nouveau décor, il est possible, malgré la rareté des vestiges et des archives¹, de restituer l'histoire artisanale et industrielle d'un site de production majeur à l'échelle de la Seine-et-Marne, actif durant près de huit siècles.

Il existait au Moyen Âge des moulins sur le pont de Moret, peut-être depuis sa construction au XII^e siècle. Mais ils ne sont mentionnés pour la première fois qu'à la fin du XIV^e siècle. En 1383, trois propriétaires indivis – le prieuré de Pont-Loup-lès-Moret, l'écuyer Jean de La Haye d'Arondeville et le clerc Nicolas de Boscheron de Villemer – rendent hommage au roi pour « des moulins assis dans la rivière sous le pont de Moret² ». Le site présente des atouts exceptionnels.

Entre Nemours au sud et Melun au nord, il n'est point de lieu plus favorable pour broyer les blés de Gâtinais et de Brie destinés notamment au marché parisien. En effet, le Loing, long de 143 kilomètres et large de 4 mètres en moyenne, offre à Moret un débit jusqu'à vingt fois supérieur aux rus avoisinants³. Par ailleurs, de petites îles permettent de franchir aisément la rivière et de construire sur son cours. C'est ce que montre une gravure de Joachim Duviert réalisée vers 1610⁴ : le moulin « sous le pont » est élevé sur l'île d'aval – nous l'appellerons désormais « moulin d'aval » – et flanqué, non d'une roue pendante, mais d'une large roue de côté. À l'ombre des fortifications, ce moulin de pierre construit sur deux niveaux – transmissions en rez-de-chaussée, meules à l'étage – apparaît comme « l'un des symboles, en même temps que l'une des sources les plus lucratives sur le plan matériel, de la puissance seigneuriale⁵ ». À partir de la fin du XV^e siècle, les moulins se multiplient à proximité du pont, à la faveur de la « reconstruction » consécutive à la guerre de Cent Ans. L'île d'aval reste occupée par un moulin à blé, mentionné régulièrement jusqu'à la Révolution⁶. Mais, en 1520, Nicolas Chabouillé, marchand drapier à Moret, exploite sur l'île occidentale, en amont, un « moulin à fouler le drap » – nous l'appellerons « moulin d'amont ». Vers 1615, ce foulon est converti en moulin à blé, avant que Lucien Noël, sous-inspecteur des forêts de l'arrondissement de Fontainebleau, ne le remplace par une scierie mécanique

Page de droite : vue du pont de Moret et du moulin d'aval (appelé moulin Graciot de 1851 à 1914), incendié en 1944, transformé en pavillon de pêche en 1952. La roue hydraulique « par-dessous » date de la seconde moitié du XIX^e siècle.







à planches⁷. De cette usine, attestée en 1769, ne subsiste aujourd'hui aucun vestige. En revanche, les deux « moulins à tan » de l'île orientale sont conservés. On ignore leur date de construction. Ils sont mentionnés pour la première fois en 1647, lorsque Edmé Michelin, « marchand tanneur demeurant à Paris faubourg Saint-Marcel⁸ », s'en porte acquéreur. La distance qui sépare aujourd'hui les moulins à tan du pont suggère qu'ils sont antérieurs au nouveau tracé de l'ouvrage d'art, établi au milieu du XVIII^e siècle. Il est probable, en effet, qu'ils étaient précédemment accolés au vieux pont de pierre, inscrit dans l'axe de la ville médiévale. Ces deux édifices en maçonnerie de grès présentent un profil en éperon ou « avant-bec » destiné à canaliser le flux d'eau vers les roues de côté⁹. Mais cette diversification « proto-industrielle » est de courte durée.

Page de gauche : le moulin du faubourg ou « moulin Robert », construit en 1807 sur la dérivation du Loing.

Sous la Révolution et l'Empire, l'approvisionnement de Paris devient prioritaire. Peu avant 1789, Lucien Noël convertit sa scierie en moulin à blé et en confie l'exploitation au meunier Jacques Picard. Le même Picard acquiert la moitié du moulin d'aval à l'occasion de sa vente comme bien national le 21 prairial an IV (9 juin 1796)¹⁰. À eux seuls, ces deux moulins montés « à la parisienne » produisent quotidiennement, en l'an X (1801-1802), 50 quintaux de farine blanche pour « le public, Paris et les pays méridionaux¹¹ », soit près de la moitié de la production assurée par la totalité des moulins de Melun. En 1807, un troisième moulin à blé est construit à l'entrée du pont. Le « moulin du faubourg » (Montcourt puis Robert), actif jusqu'au début des années 1860, est encore visible depuis la place. À droite, on distingue le

Ci-dessus : le moulin à tan ouest, appelé « moulin Lioret », antérieur à 1647 (première attestation écrite). Restauré et aménagé en aire de pique-nique. La roue date de 1996.

7. AD77, 3S34, conflit sur le règlement d'eau, 1807-1828, copie d'un « plan extrait des pièces du procès que la ville de Moret a eu avec les propriétaires d'usines en 1769 » ; Abbé Pougeois, *L'Antique et Royale Cité de Moret-sur-Loing*, Moret, 1889, p. 220-221.

8. AD77, 3S33, mémoire de Noël, Picard, Salerons et Coulon, 21 pluviose an XI (10 février 1803), transcription « d'un acte devant notaire en date du 24 avril 1700 ».

9. Augmentant ainsi la vitesse d'écoulement nécessaire à la mise en mouvement des pales.

10. AD77, 3S33/6. Bien antérieurement possession du grand séminaire de Sens, auquel avait été réuni le prieuré de Pont-Loup en 1743. La seconde moitié avait été acquise précédemment auprès du comte d'Argeville par l'astronome et mathématicien Achille Dionis du Séjour. Jacques Picard acquit enfin, en 1798, le donjon ou « grosse tour ». Christian Corvisier, « Moret-sur-Loing, le donjon ou la Grosse Tour », *Congrès archéologique de France*, 174^e session, Paris, SFA, 2015, p. 229.

11. AN, F20/294, enquête de l'an X (1801-1802) sur les moulins à blé ; AD77, M9300, enquête de 1811 sur les moulins à blé de Seine-et-Marne.



moulin en maçonnerie de grès enduit, élevé sur deux niveaux, surplombant le barrage, sa vanne et son exutoire. À gauche, le magasin est reconnaissable à sa lucarne monte-sacs. Dans son prolongement, l'extension « Robert » est percée, au premier étage, de baies cintrées de briques à la manière des moulins « à l'italienne » des années 1840.

Jusqu'aux années 1880, les exploitants poursuivent la modernisation de leurs usines. Il faut dire que la rivière leur fournit gratuitement une puissance brute de 35 à 45 chevaux¹². Encore faut-il l'utiliser efficacement : en 1851, Louis Graciot, « négociant en farine demeurant à Moret » et nouveau propriétaire du moulin d'aval, fait installer une roue de 20 chevaux « ayant une largeur double de celle à supprimer » pour mettre en mouvement non plus deux mais quatre paires de meules précédées

12. AN, F10/5767, état statistique des usines sur les cours d'eau non navigables, 1862 et 1885.

13. AD77, 3S34/5, rapport de l'ingénieur des Ponts et Chaussées sur les demandes d'aménagements du moulin Juncker, 26 avril 1856.

14. Serge Benoît, *op. cit.*, p. 21.

15. MaryAnne Stevens, Ann Dumas (dir.), *Alfred Sisley, poète de l'impressionnisme*, cat. exp., Lyon, musée des Beaux-Arts, Paris, Réunion des musées nationaux, 2002, p. 242-241.

16. AD77, M6784, enquête sur la capacité de production des moulins, 1936.

d'une nouvelle chaîne de nettoyage. Parallèlement, en 1856, le maréchal de camp Henri-Philippe Juncker fait agrandir et surélever le moulin d'amont et le dote de quatre paires de meules entraînées par une roue de 24 chevaux. Cette imposante installation est reliée au pont par une « passerelle en charpente à deux planchers superposés¹³ ». C'est alors que se fixe l'esthétique des moulins du pont, celle du « règne finissant de l'hydromécanique¹⁴ » magnifié voire monumentalisé par Sisley et ses successeurs¹⁵.

Derrière ces parois pittoresques, les installations se modernisent encore.

En 1894, l'hydraulique ne suffit plus : Émile Provencher, nouveau propriétaire du moulin d'amont, complète ses trois roues de 10 chevaux par un moteur à gaz pauvre de 50 chevaux, puissance nécessaire pour introduire à Moret la révolution des broyeurs à cylindres. La minoterie agrandie, d'une capacité journalière de 275 quintaux, compte désormais parmi les plus importantes de Seine-et-Marne. Fier de sa réussite, le meunier fait construire sa demeure en surplomb de la rivière, sur les vestiges de l'ancien châtelet médiéval. Le moulin d'aval, devenu moulin Graciot, n'est pas en reste : avant d'être « désaffecté et transformé en magasin par Monsieur Provencher en 1932¹⁶ », il écrase quotidiennement 120 quintaux de blé. Sa grande roue métallique, aujourd'hui conservée à l'air libre, date de cette période. Pour autant, après le sinistre de 1944, la population n'est pas prête à accepter « la reconstruction du moulin à son

Ci-dessus : la minoterie Provencher installée sur l'île d'aval (carte postale, début du XX^e siècle, coll. part.).



emplacement actuel¹⁷ ». On redoute la construction d'une minoterie en béton armé. En revanche, chacun apprécie désormais « la perspective sur le donjon, l'église et les maisons du bord du Loing ». Or l'administration de la Reconstruction se refuse « à rétablir le moulin dans sa forme ancienne, avec sa passerelle en bois qui, de tout l'édifice, était l'élément présentant le plus de caractère ». Il faut attendre 1952 pour qu'un projet global de réhabilitation soit proposé. On le doit à l'aviateur et industriel Paul-Louis Weiller, qui confie à Albert Bray la réalisation de sa résidence d'agrément distribuée sur les quatre moulins du pont. Les ruines du moulin Provencher sont arasées pour construire, sur les chutes et canaux conservés, une demeure néo-champêtre flanquée d'une tourelle, ornée d'une « lucarne à

foin¹⁸ » et reliée au pont par une nouvelle passerelle. Depuis 2013, cette « maison du meunier » accueille le musée du Sucre d'orge. En aval, si la roue métallique du moulin Graciot est conservée, Albert Bray remplace l'édifice calciné par un « pavillon de pêche » abritant une salle à manger avec cheminée, aujourd'hui local de l'association Les Sculpteurs du moulin. Enfin, l'architecte en chef soigne la restauration des moulins à tans (ou « vieux moulins »), désaffectés depuis 1901 et protégés au titre des sites en 1913. Depuis 1996, l'un d'entre eux est aménagé en aire de pique-nique et flanqué d'une roue en bois¹⁹. Élevés au statut d'icônes pittoresques de la France rurale, les vestiges des moulins de Moret racontent aussi l'histoire mouvementée de l'industrialisation sur l'eau.

Nicolas Pierrot

Ci-dessus : la « maison du Meunier », construite en 1952 par l'architecte Albert Bray pour l'industriel Paul-Louis Weiller, en remplacement de la

minoterie Provencher, sinistrée en 1944. Elle abrite aujourd'hui le musée du Sucre d'orge. Au fond, la villa Provencher.

17. AD77, SC9353, dommages de guerre, avis de l'ingénieur d'arrondissement, 27 octobre 1944.

18. Fournie par le menuisier morétain Racollet. AD77, 122J81, fonds Albert Bray.

19. Albert Didon, Suzette Huet, *Moret-sur-Loing, une cité au cœur de l'histoire*, Le Mée-sur-Seine, Amattees, 2008, p. 26-35. La roue a été installée dans le cadre d'un chantier de jeunesse missionné par la Maison de l'Environnement de Seine-et-Marne, à partir de pièces métalliques façonnées par des élèves du lycée professionnel de La Rochette.

LE MOULIN D'ORVANNE

LA CONFLUENCE
DE LA SEINE ET DU LOING

ÉCUELLES, (COMMUNE NOUVELLE DE MORET-LOING-ET-ORVANNE) 1, 10 ET 12, RUE DE LA TANNERIE



Voir plan IX p. 273

1. Avant le percement du canal en 1719-1724, l'Orvanne rejoignait le Loing au niveau de l'actuel lotissement de Ravanne.

2. AN, F14/6260, « Réclamation présentée par M. Bourgevin de Linas, propriétaire du moulin de Moret [moulin d'Orvanne] », 15 juillet 1837, p. 1.

3. AN, F14/6260, « Opinion du sous-directeur du canal du Loing sur la cause des inondations d'une partie de la rivière d'Orvanne », 1^{er} juillet 1834, p. 1.

4. L'étang de Moret est attesté comme site meunier dès 1332. Guy Fourquin, *Le Domaine royal en Gâtinais, d'après la prisée de 1332*, Paris, EHESS, 1963, *passim*.

5. N°s 162 et 163 du répertoire.

6. AN, F14/6260, « Réclamation... », source citée, p. 1.

7. Le meunier profitera du trop-plein du canal en 1817, grâce à l'ouverture d'un second déversoir en amont. AD77, 3S 103/1, « Rapport sur l'établissement projeté d'un déversoir sur le canal de Loing », 29 mai 1817, p. 1-2.

8. AD77, M9300, enquête de 1811 sur les moulins à blé de Seine-et-Marne.

À 700 mètres en aval du pont de Moret, le Loing reçoit les eaux de l'Orvanne. Depuis 2 kilomètres, cette petite rivière est parallèle au canal du Loing : les ingénieurs du duc d'Orléans détournèrent son cours¹ pour l'utiliser « comme contre-fossé du canal, recevant le trop-plein de ses eaux par un déversoir² ». Il fallut alors, en amont, réguler l'impétueuse Orvanne. Jusqu'alors « infect et marécageux », l'étang de Moret fut creusé et barré par une digue maçonnée de 20 mètres de largeur. Mais l'objectif était aussi de « donner l'eau à l'industrie³ ». Trois moulins furent construits – ou reconstruits⁴ – jusqu'à la fin du XVIII^e siècle sur les chutes désormais aménagées en aval de l'étang. D'importants vestiges subsistent des moulins de l'Étang et de Ravanne⁵, mais le moulin d'Orvanne, par sa position originale à proximité du canal et la variété de ses métamorphoses successives, mérite un regard appuyé. Le 5 brumaire an VII (26 octobre 1798), le meunier Jacques Picard, acquéreur deux ans plus tôt du « moulin d'aval » sur le pont de Moret, achète comme bien national « une portion de la rivière d'Orvanne et ses dépendances⁶ » juste en amont du déversoir du canal, afin d'y construire un moulin⁷. L'affaire est rentable : en 1811, Bourgeois, successeur de Picard, produit dans son moulin monté « à la parisienne » 4 quintaux de farine par jour, « pour le commerce⁸ », c'est-à-dire pour Paris. Les murs de cette première installation, en appareil mixte de calcaire et de grès, sont encore identifiables au droit de l'Orvanne. De l'autre côté de la rue des Moines, le bâtiment maintenu par de solides contreforts – aujourd'hui très

remanié, mais dont l'emprise figure sur le cadastre napoléonien – servait peut-être d'annexe au moulin.

À partir de la Restauration, le moulin d'Orvanne, aussi appelé « moulin du Pont de Bourgogne ou de Moret », diversifie son activité. Il est attesté comme moulin à tan lorsqu'en 1836 Charles-Antoine Bourgevin de Linas, propriétaire depuis 1828⁹, lui adjoint une scierie de pierres. La chute – haute de seulement 2 mètres mais large de 12 mètres – est alors aménagée pour alimenter une roue de côté à pales, de 3,60 mètres de largeur contre 0,90 pour la précédente¹⁰. On peut encore distinguer aujourd'hui, sous la surface de l'eau, le plan supérieur de la chute, recouvert d'un glacis en pavés de pierre, et ses deux vannages : celui de la roue à droite et celui du déversoir à gauche. Entre 1850 et 1868, le moulin à tan est agrandi vers l'aval. Ses huit pilons broient les écorces de chêne des forêts voisines pour les transformer en substances tannantes. L'extension est encore en place, ainsi que le bâtiment d'eau, ouvert de petites



Ci-dessus : ancien bâtiment agricole devenu annexe du moulin, remanié au XX^e siècle pour abriter l'atelier central de la tannerie Bellefille et de la quincaillerie Broquet.



baies cintrées de briques, construit en 1868 pour abriter une nouvelle roue métallique de 13 chevaux aujourd’hui disparue¹¹.

Active jusqu’en 1911, l’usine est remaniée en 1916 pour contribuer à l’effort de guerre. En effet, Albert Bellefille, ingénieur centralien, exploitant de sables et grès de Fontainebleau domicilié à Saint-Mammès, cherche à compenser la baisse de son activité frappée par le conflit. Or l’armée a besoin de cuir : le 8 juin 1916, le sous-secrétariat d’État au Ravitaillement et à l’Intendance autorise la construction de la « tannerie Bellefille » sur le site de l’ancien moulin à tan¹². Le décret du 12 décembre 1915, qui « confère au ministre de la Guerre le droit d’autorisation pour la durée des hostilités », permet à l’industriel de passer outre les règlements et d’ignorer les nombreuses plaintes de riverains. Seul un incendie, survenu en 1934, aura raison de la « tannerie du Pont de Bourgogne », dont la cheminée du séchoir, haute de 12 mètres, a marqué quelques années le paysage du faubourg de Moret.

Mais l’usine ne reste pas longtemps à l’abandon. Son principal atout demeure

son barrage et sa chute, offrant une énergie presque gratuite. En 1938, Ernest Broquet, fabricant « d’objets de quincaillerie pour ameublement » dans le 12^e arrondissement de Paris, relie la roue hydraulique à un alternateur installé dans le moulin primitif afin de produire l’électricité nécessaire au fonctionnement (découpe, estampage, emboutissage) de son nouvel atelier central couvert en sheds, logé dans le bâtiment de la rue des Moines¹³. Ce dernier, réquisitionné par l’occupant en 1941, puis soufflé – avec le premier étage du moulin – par l’explosion du pont de Bourgogne lors de la retraite allemande du 23 août 1944, reste à l’état de friche jusqu’à sa reconstruction en 1964, grâce aux dommages de guerre¹⁴. Reprend alors la fabrication des « tringles tubulaires à rideaux », invention d’Henri Broquet¹⁵. Toute activité cesse en 1974. L’ancien grand séchoir de la tannerie, un temps occupé par la fonderie d’aluminium Louis, est démolí six ans plus tard¹⁶. Aujourd’hui, le moulin est converti en logements et l’atelier central abrite depuis 2001 le matériel d’une entreprise du bâtiment, Heres Construction. *Nicolas Pierrot*

9. AD77, 3771 W 176, matrice cadastrale d’Écuelles, n° 137.

10. AD77, 3S 103/1, « Rapport... », source citée, p. 3.

11. AN, F10/5767, état statistique des usines sur les cours d’eau non navigables, 1885 ; AD77, 3S 103/1, *passim*.

12. AD77, 5MP 158, dossier Tannerie du Pont de Bourgogne, 1916-1926.

13. *Ibid.*, dossier Ets E. Broquet et Degouille, 30, rue Charles-Baudelaire, Paris 12^e, 1837-1838. L’usine, qui emploie vingt-cinq ouvriers, comprend quatre presses à excentrique « genre Bliss » de 5 à 26 tonnes, deux moutons (marteaux-pilons), un balancier à friction, six balanciers à main, cinq bancs à tirer et, dans la cour est, une installation de décapage des métaux.

14. AD77, SC 20350, dommages de guerre, rapport d’expertise, 3 mars 1955.

15. INPI, brevet n° 1079110, délivré le 19 mai 1954.

16. De 1948 à 1961, il avait été loué au fondeur d’aluminium Louis père et fils, client de Broquet.

Ci-dessus : on distingue de droite à gauche, sous une même toiture, le moulin à blé Picard (1798-1805) et le bâtiment d’eau (1868) précédé d’une vanne.

LES FOUPS À CHAUX DE MORET

LA CONFLUENCE
DE LA SEINE ET DU LOING

MORET-SUR-LOING,
(COMMUNE NOUVELLE DE
MORET-LOING-ET-ORVANNE)
ROUTE DE SAINT-MAMMÈS,
LIEU-DIT LE DONJON



Voir plan X p. 274

1. BRGM, carte géologique, 50 000^e, Fontainebleau XXIV-17, couche g1a (judien supérieur).

2. Voir la monographie n° 2, p. 66.

3. AD77, 5 MP 336, dossier Lioret, 1851 : « Il est indispensable d'obliger le sieur Lioret à ne faire usage que du charbon de terre de Belgique ou de l'anthracite de Commentry. »

4. AD77, 4 P 315/7, matrice cadastrale de Moret, cases 19 et 194.

5. AD77, SC 33 174/6, dossiers Prévost et Société des chaux et matériaux de Moret, 1912-1968. Toutes les citations suivantes proviennent de cette source.

6. Les fours intermittents sont de taille plus réduite.

7. La chaux aérienne est produite par calcination (à 900 ou 1 000 °C) de la pierre à chaux concassée et empilée dans le four en alternance avec le coke. Le carbonate de calcium se sépare alors d'une part en chaux vive, d'autre part en gaz carbonique. La chaux vive « s'éteint » par adjonction d'eau.

8. Coiffés d'un « balcon de bois sur consoles en fer » aujourd'hui disparu.

9. Albert Didon, Suzette Huet, *Moret-sur-Loing, une cité au cœur de l'histoire*, Le Mée-sur-Seine, Amatteis, 2008, p. 190-191.

Sur la rive droite du Loing, dominant la racle de Saint-Mammès, affleure une épaisse couche de 20 mètres de calcaire de Champigny¹. On a dit l'importance de cette bonne pierre à chaux dans l'installation de fours, dès le XVII^e siècle, sur le territoire du Mée-sur-Seine². Les fours à chaux de Moret, les plus imposants de la vallée, sont plus tardifs. Ils ont été construits à partir de la fin du XIX^e siècle et illustrent, à l'heure de l'industrialisation, le remplacement définitif des combustibles végétaux par la houille.

En 1851, Léopold Lioret fait construire « trois fours à chaux et à plâtre » le long de la route, au pied du gisement. Le port de Saint-Mammès n'est qu'à 500 mètres en aval, et l'entrée du canal à 300 mètres en amont : le charbon des houillères de la Loire, du Bourbonnais et de Bourgogne-Nivernais est à portée immédiate³. Aucun vestige ne subsiste de cette première installation. Le massif des quatre fours à chaux encore en place est de construction plus tardive. L'initiative revient probablement à un certain Daussette, propriétaire en 1882, ou à Adrien Bonhomme, propriétaire en 1901 et présenté comme directeur en 1911, après le rachat de l'affaire par le cimentier Joseph Prévost⁴. Ce dernier, en 1912, ajoute à l'ouest un cinquième four de plus grande capacité⁵. Il s'agit, dans les deux cas, de fours continus hauts de 8 à 9 mètres⁶, à courte flamme, c'est-à-dire sans foyers externes, pouvant produire jusqu'à 20 tonnes de chaux par jour⁷. Très classiquement, leurs

cubes ovoïdes sont chargées par le haut, les gueulards⁸ étant reliés à la carrière via la plateforme de concassage. À la base des cubes, les bouches sont depuis le milieu du XX^e siècle en béton, avec ouvertures métalliques. Les embrasures de défournement, en canonnières, sont reliées par une galerie de circulation : les produits étaient acheminés de l'autre côté de la route par wagons jusqu'aux ateliers de conditionnement.

Après 1945, l'exploitation s'intensifie. La carrière finit par atteindre, en 1970, les limites de l'affleurement marneux. Portée par la Reconstruction et les « Trente Glorieuses », la société Gillon, devenue Société des chaux et matériaux de Moret, fabrique non seulement de la chaux de mortier pour le bâtiment, mais surtout



Ci-dessus : intérieur du massif des fours, galerie de circulation. À droite, les embrasures de défournement en canonnières (fin XIX^e siècle - avant 1910).



des chaux grasses pour l'amendement des sols agricoles et « le traitement des eaux résiduaires industrielles ». En 1968, un nouveau four vertical à fuel (50 tonnes par jour), installé en carrière, remplace les cinq fours désormais éteints. En 1974, l'entreprise, qui emploie quatre ouvriers, est reprise par Société des chaux de Boran, qui, dès 1977, jugeant sa rentabilité trop faible, ferme le site de Moret⁹.

Nicolas Pierrot



En haut : plateforme et tour de concassage (1911-1939).

Ci-dessus : vue du massif des fours depuis la route de Saint-Mammès. À gauche, le nouveau four de Joseph Prévost (1911-1912).

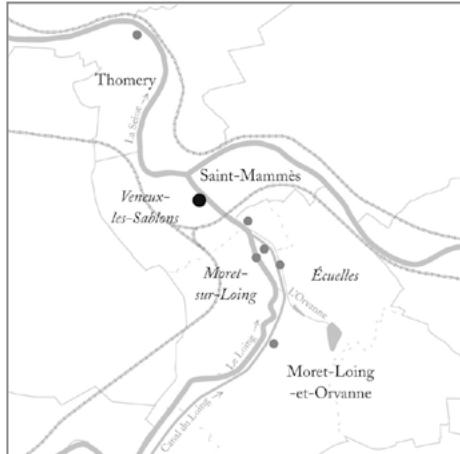
SAINT-MAMMÈS, LA FIN DU VOYAGE ?

LA CONFLUENCE
DE LA SEINE ET DU LOING

SAINT-MAMMÈS

CHANTIERS NAVALS (DÉTRUISS)
ET ATELIERS DE TRAVAIL DU BOIS (VESTIGES)

VENEUX-LES-SABLONS, (COMMUNE NOUVELLE DE MORET-LOING-ET-ORVANNE) CHANTIERS ROUSSEAU, QUAI DU LOING



Voir plan XI p. 275

1. Abbé Clément, *Le Village et l'Ancien Prieuré de Saint-Mammès*, 1900, p. 171.
2. Valérie Mauret-Cribellier, *Entre fleuves et rivières, les canaux du centre de la France*, Lyon, Inventaire général du patrimoine culturel-Région Rhône-Alpes, Lieux Dits, coll. Images du patrimoine, n° 246, 2008.
3. Construite en 1942 (en lieu et place de la maison du contrôleur du canal), fermée en 2000, aujourd'hui agence VNF.
4. Roselyne Bussière, *Conflans-Sainte-Honorine, terre de confluences*, Paris, Inventaire général du patrimoine culturel-Région Île-de-France, APIFF, coll. Images du patrimoine, n° 233, 2005.
5. Vanessa Maceron, Cécile Bouchet, *Saint-Mammès, terre de mariniers, approche ethnologique d'une population et d'un territoire*, Dammarie-lès-Lys, musée départemental des Pays de Seine-et-Marne, 1993.
6. Le terme « péniche », originaire du nord de la France, était peu prisé des mariniers de Saint-Mammès.
7. À Conflans se rencontrent, en aval de Paris, la Basse-Seine et le bassin de l'Oise, c'est-à-dire le réseau du Nord et sa puissance industrielle.
8. Témoignages de G. Bridier, A. Fouquier, J. Fragny, M. Labarre, A. Lecuelle, L. Lecuelle, R. Lecuelle, S. Lecuelle, D. Mariage et R. Turin, mariniers retraités, 4 février 2016, agence VNF.

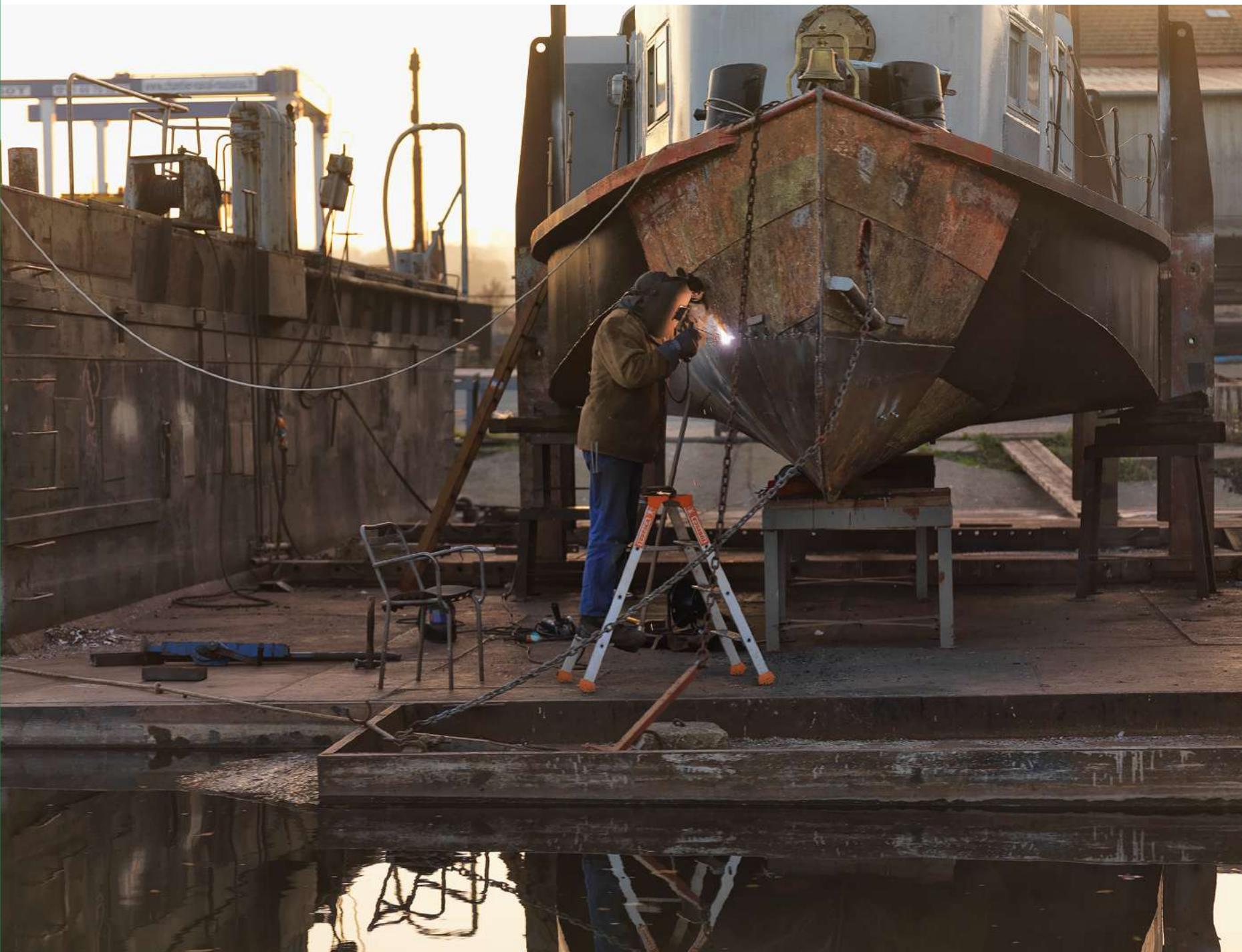
« Le pays vit des transports par eau. Les hommes qui ne sont point sur les bateaux sont charpentiers, *constructeurs* de bateaux¹. » Plus de trois siècles d'activité batelière ont façonné le paysage de la confluence. Parmi les installations conservées, on retrouve à Saint-Mammès quelques édifices et ouvrages d'art caractéristiques des voies d'eau canalisées : le canal du Loing lui-même, ou plus précisément la racle de Saint-Mammès – cette partie de canal qui emprunte le cours naturel de la rivière –, les quais et leurs péniches de loisirs amarrées, une écluse agrandie au gabarit Freycinet en 1890, enfin sa maison éclusière élevée en 1779². Comme à Conflans-Saint-Honorine, « capitale de la batellerie » en aval de Paris, on trouve ici une ancienne Bourse d'affrètement³ et une école destinée aux enfants de mariniers⁴. Quelques ancrages, hélices ou macarons de gouvernail sont exposés dans les jardins et sur les façades de maisons exiguës, lustrées comme des cabines⁵. Mais tous les chantiers navals ont disparu à Saint-Mammès. Seul subsiste, de l'autre côté de la racle, le chantier Rousseau.

BATELIERS ET CHARPENTIERS

Deux raisons principales expliquent l'installation de chantiers navals à la confluence. Revenons, en premier lieu, sur le site et sa situation. Après le percement des canaux du centre de la France, aux XVII^e et XVIII^e siècles, Saint-Mammès devient l'un des principaux carrefours du système de navigation intérieure centré sur Paris, le

point de jonction entre le bassin de la Loire et la Haute-Seine, le passage obligé des « bateaux⁶ » chargés de vin de Bourgogne, de bois du Morvan, de pierres à bâtir, de graviers, de céréales, de charbon extraits des houillères de Blanzy ou de Commentry. Le modeste symétrique, en somme, de Conflans-Sainte-Honorine⁷. Mais pourquoi s'arrêter à la confluence, avant de passer en Seine ? Naviguer sur le fleuve est une affaire de spécialiste. Que le marinier descende vers Paris « à la ramée », qu'il soit – à partir du milieu du XIX^e siècle – tiré par un remorqueur, ou encore qu'il bénéficie – à partir des années 1930 – d'une motorisation, il a besoin de l'aide d'un « pilote ». Si l'arrêt s'impose, c'est que, pour les « canalous », Saint-Mammès « c'est la fin ou le début du voyage⁸ ». On comprend dès lors la multiplication des services à la confluence, ceux notamment de la réparation et de la construction navale. Le site, enfin, offre aux chantiers d'amples surfaces planes, inondables et donc sans habitations, résultant de l'accumulation des graviers, sables et limons charriés par le Loing jusqu'à son embouchure. Mais l'existence de chantiers tient plus encore – seconde raison – à l'évolution du trafic et à celle de la batellerie. En un siècle, on est passé d'un seul chantier, mentionné en 1860, à onze en 1930, puis à deux à la fin des années 1950⁹. L'implantation des menuiseries, ébénisteries, fabriques d'agrès et corderie suit la même évolution : un atelier, puis dix, puis trois aux mêmes dates (voir le plan). L'essor initial correspond au règne des péniches de gabarit Freycinet

Page de droite : travaux de réparation de coque d'un bateau de plaisance, soudure à l'arc.





– péniche type de l'essor industriel –, construites en bois et non motorisées. Mais, à partir des années 1930, elles sont concurrencées par les automoteurs à coque métallique. Or les chantiers de Saint-Mammès, de petite taille, ne construisaient que des bateaux en bois. Supplantés par les installations d'aval, ils ont disparu faute d'avoir su prendre le virage de la tôle rivetée. Une exception : le chantier de l'HPLM, devenu chantier Rousseau.

LE CHANTIER ROUSSEAU

Crée en 1893, la compagnie Le Havre-Paris-Lyon-Méditerranée, « premier armement français avec plus de quatre cent cinquante bateaux ordinaires et une quarantaine de bateaux à propulsion mécanique¹⁰ », installe de 1899 à 1901 un

chantier naval sur la rive gauche du Loing, à Veneux-les-Sablons. Celui-ci dispose de deux cales équipées de quatre chariots sur rails, dont deux conservés aujourd'hui, permettant de descendre ou de remonter les bateaux. L'atelier de menuiserie et de mécanique, dont la structure légère – poteaux et charpente en bois – a été plusieurs fois remaniée, est encore en place le long de la cale. François Rousseau, né en 1888 dans la Nièvre, est apprenti à treize ans sur le chantier de l'HPLM. En 1919, il s'installe à son compte, d'abord aux chantiers Klein (Le Coudray-Montceaux), puis revient à Veneux en 1921 où il équipe les « cales de Saint-Mammès », légèrement en aval du chantier HPLM. Il y construit chaque mois deux péniches en bois pour la société Morillon-Corvol¹¹. Le chantier

9. Étude en collaboration avec Camille Dabin à partir de l'analyse du cadastre, des annuaires et des registres d'état civil.

10. Bernard Le Sueur, *Conflans-Sainte-Honorine, histoire fluviale de la capitale de la battellerie*, Paris, L'Harmattan, 1994, p. 293.

11. Épaulé à la direction de l'entreprise par ses fils Julien et Jean-Louis. Entretien avec François Rousseau, fils de Lucien Rousseau, 1^{er} avril 2011.

Ci-dessus : chariot sur rails permettant de descendre et de remonter les bateaux.



HPLM, fermé durant la Seconde Guerre mondiale, est repris en 1948 par les Établissements Rousseau, qui s'orientent vers la fabrication de bateaux métalliques, occupant soixante salariés. De cette période subsistent quelques machines, dont une presse à cylindre Emidecau (Paris) datée de la première moitié du XX^e siècle¹². Depuis les années 1990, le chantier Rousseau poursuit sa mutation, confronté à la dérégulation du secteur – favorable aux gros porteurs – et au déclin corollaire de la batellerie artisanale. « La péniche commerciale traditionnelle est en chute libre¹³ » et l'entreprise doit se diversifier. Elle transforme aujourd'hui des péniches commerciales en habitations et procède au contrôle technique des bateaux de tourisme fluvial (entretien décennal de la coque

et du moteur)¹⁴. Lauréate du dispositif PM'up¹⁵ de la Région Île-de-France en 2010, l'entreprise a restauré sa pente de mise à l'eau et dispose d'un « roule-lève » pour le levage des bateaux de plaisance. Parallèlement, « la technologie est passée du rivetage au soudage ». La découpe des tôles est assurée par une machine à commande numérique. La dynamique de cette entreprise centenaire s'appuie sur les savoir-faire de son bassin d'emploi : l'entrepreneur comme ses équipiers actuels ont tous été formés au lycée technique La Fayette de Champagne-sur-Seine.

Nicolas Pierrot

12. Acquises en 1968 auprès du chantier HPLM de Choisy-le-Roi, alors en cours de fermeture.

13. Entretien avec M. Josse, chantier Rousseau, 10 mars 2011.

14. Le chantier travaille notamment avec la halte fluviale créée en 2000 par la commune de Saint-Mammès.

15. Dispositif de soutien aux stratégies de croissance et d'internationalisation des PME (sur appels à projets).

Ci-dessus : péniche en cale sèche, en cours d'entretien.





Page de gauche, en haut : pause dans l'atelier de mécanique. En bas à gauche : presse à cylindre Emidecau (Paris), première moitié du XX^e siècle.

En bas à droite : stockage d'hélices pour moteur fluvial.

Ci-dessus : machine de découpe à commande numérique (oxycoupage).

PIKETTY, CARRIÈRE DE « CALCAIRE INDUSTRIEL »

LA CONFLUENCE
DE LA SEINE ET DU LOING

ÉCUELLES,
(COMMUNE NOUVELLE DE
MORET-LOING-ET-ORVANNE)
17, RUE GEORGES-VILLETTÉ



Lorsqu'en 1913 le géant de la meulière « Charles Piketty et ses fils » s'intéresse à la carrière de Charmoy, son exploitant Joseph Cormier, entrepreneur à Saint-Mammès, y travaille et commercialise à Paris, *via* le canal du Loing et la Seine, « des moellons et des enrochements » en calcaire de Champigny et de Château-Landon¹. Piketty, qui produit chaque année plus de 150 000 mètres cubes de meulière dans ses carrières de Grigny et de Viry-Châtillon, entend se diversifier. L'ambition de l'entreprise repose sur la puissance de sa flotte – une trentaine de péniches au gabarit Freyssinet.

Après quelques années d'exploitation traditionnelle, Piketty Frères introduit à Écuelles, en 1922, l'innovation des tirs de mines profondes. La production augmente, portée par l'essor du bâtiment durant l'entre-deux-guerres. Mais il faut valoriser une quantité toujours plus importante de « stériles ». Ces derniers sont d'abord transformés en granulats pour la voirie locale par concassage et criblage. Mais la véritable innovation est ailleurs, qui oriente pour longtemps la stratégie de l'entreprise. En 1932, Maurice Piketty, ingénieur centralien, imagine de marier le « filler » (« fines calcaires » broyées après chauffage) au bitume pour produire de l'asphalte. La filière est unique, et porteuse. Il met au point le « broyeur Piketty à marteau », adapté à la nature de la roche². En dehors d'une éphémère production de pierre ornementale – les colonnes du palais de Tokyo, à Paris, sont en pierre d'Écuelles –,

cette production de « calcaire industriel » constitue la principale originalité du site. Filiale d'Eurovia depuis 2002, Piketty Frères produit en 2016, sur 150 hectares, près de 800 000 tonnes de granulats, pour la route et le béton, et de charges minérales pour l'industrie et l'alimentation animale³.

Aujourd'hui, le fonctionnement de la carrière repose sur quelques figures⁴. Voici le foreur-mineur, travailleur isolé dans ce paysage lunaire. Il vient de forer trente trous au sommet du front de carrière – haut de 15 mètres – et d'y placer des charges explosives. Derrière sa cabine de protection, il procède à la mise à feu. Le front s'effondre. Interviennent alors les opérateurs qui, sur les plateformes primaires et secondaires, président au traitement des matériaux.



Ci-dessus : vue de la carrière vers le sud-est, depuis la plateforme secondaire.

1. Christian Piketty, « Historique des sociétés Piketty établi à partir des archives de l'entreprise », 1987-2014, p. 4. Nous sommes redevables aux travaux et au témoignage passionné de Christian Piketty.

2. *Ibid.*, « D'une diversification à une activité principale dans le calcaire à Écuelles, 1913-2002 », p. 2.

3. La coquille des œufs de poule peut être formée de calcaire Piketty.

4. Visite effectuée en juin 2015 à l'invitation de Pierre Babonneau, gérant, par Marina Cabidoche, élève ingénierie des Mines. Remerciements à Patrick Jacquelin.



Cette installation, mise en service en 2011, s'imposait pour valoriser 15 à 25 % de « stériles » supplémentaires et obtenir un renouvellement d'autorisation pour trente ans : le souci d'intégration environnementale (réduction du bruit et des poussières) s'exprime notamment par l'abandon des camions au profit de bandes transporteuses⁵. Sur le canal, l'usine de « filler », modernisée à partir de 1970, produit sur deux lignes 25 et 35 tonnes par heure de « filler standard et asphalte » (jusqu'à 10 micromètres de diamètre). Depuis 1988, l'usine automatisée ne

mobilise plus que quelques hommes. Conformément à la réglementation, et grâce à un savoir-faire reconnu, les surfaces exploitées sont régulièrement « reconvertis », c'est-à-dire comblées pour être remises en culture. La critique de l'exploitation repose sur un différend fondamental, entre les tenants d'un rythme d'extraction dicté par les impératifs du marché et les promoteurs d'une utilisation plus échelonnée de la ressource, un calcaire lacustre de qualité exceptionnelle.

Nicolas Pierrot

5. Jean-Pierre Le Port, « Sécurité et environnement, les lignes directrices d'Écuisses », *Mines et carrières*, n° 195, septembre 2012, p. 32-36.

Ci-dessus : voie d'accès au front de carrière.

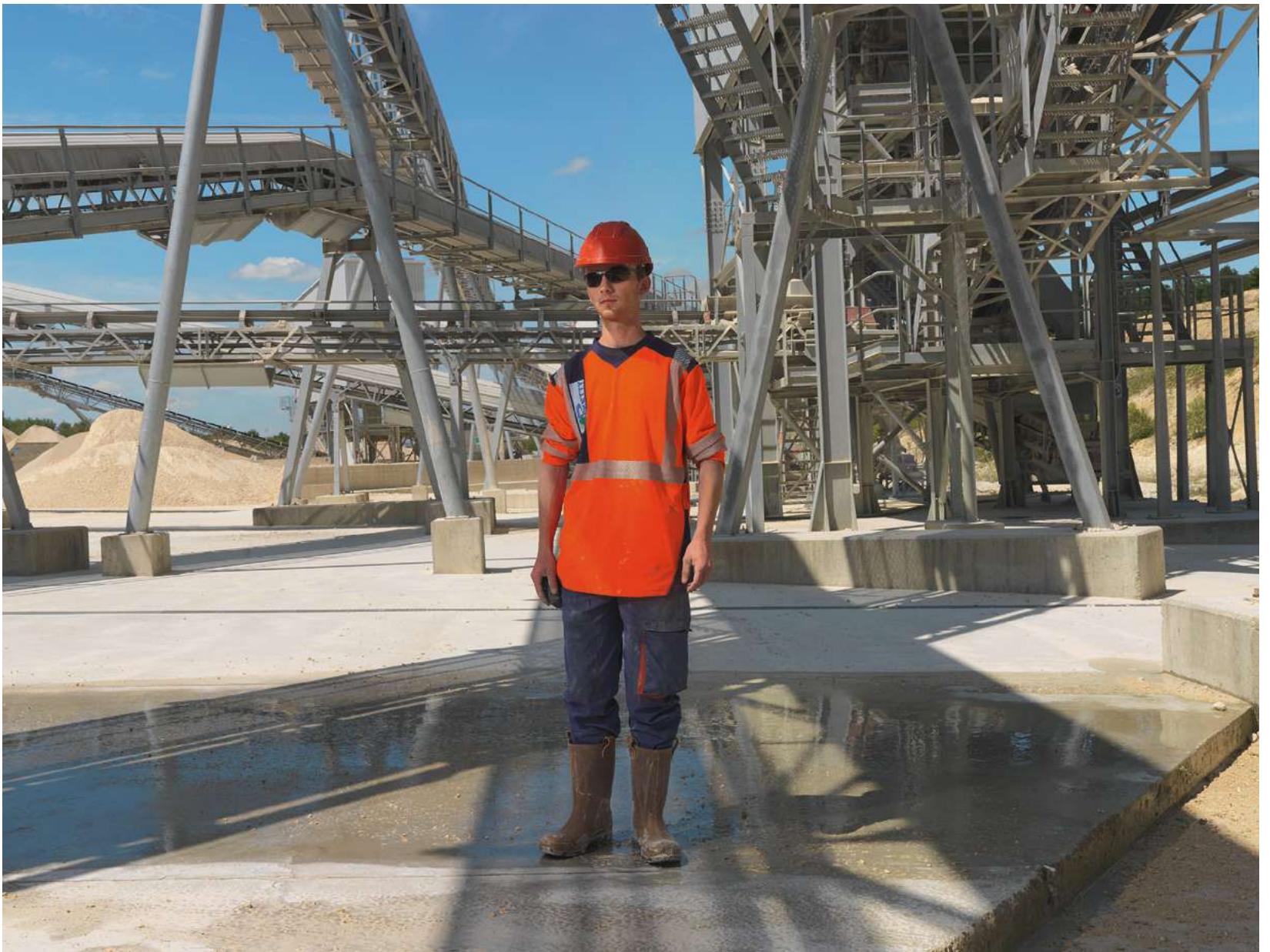




Page de gauche : front de carrière. Au sommet, le foreur-mineur vient de creuser, à la foreuse, trente trous destinés à recevoir les charges d'explosifs.

*En haut : plateforme secondaire de traitement des matériaux.
En bas : bassin de décantation des poussières de carrière.*





Page de gauche : usine de charge minérale (plusieurs granulométries, jusqu'à la poudre appelée « filler »). Le calcaire concassé est élevé en température dans

un sécheur rotatif Vernon afin d'être réduit dans le broyeur à marteau Piketty Frères (innovation de 1932).

Ci-dessus, à gauche, le foreur-mineur. En haut, un agent de plateforme (installation secondaire). À droite, un opérateur de production (usine BR1 et BRN).

LE « SITE PRUGNAT »

LA CONFLUENCE
DE LA SEINE ET DU LOING

MORET-SUR-LOING,
(COMMUNE NOUVELLE DE
MORET-LOING-ET-ORVANNE)
RUE GUSTAVE-PRUGNAT

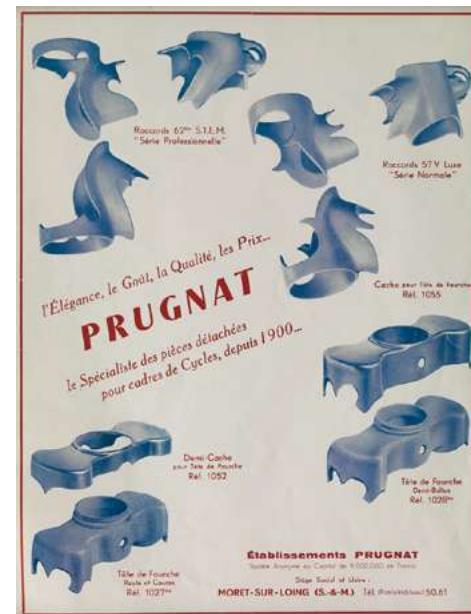


Après la Première Guerre mondiale, plusieurs entrepreneurs de construction mécanique s'installent à Moret, en dehors de l'enceinte médiévale. Georges Morangier établit en 1923, dans le faubourg de Samois, les ateliers des Innovations mécaniques¹, usine de machines-outils qui fournissait notamment l'industrie automobile. La même année, au nord, les Établissements Prugnat, fabricant d'accessoires pour cycles, s'installent au bord du canal. Depuis la démolition des « Inno » en 1994, seule subsiste l'usine Prugnat, fermée en 1978 puis reconvertisse. Mais la longévité – et le prestige local – de cette entreprise a plongé dans l'oubli la fonction initiale de ses bâtiments. Prugnat ne fut que le troisième occupant de l'usine aujourd'hui conservée.

Voici, en réalité, l'éphémère « usine des lièges agglomérés de Ravannes² », construite en 1908. Les déchets de liège – produits par les fabricants de bouchons parisiens – étaient, comme le charbon, livrés par le canal. La première opération consistait à malaxer, en étuve, le liège avec un « agglutinant³ », peut-être du plâtre local. Le mélange était ensuite moulé, à forte pression, pour obtenir des isolants thermiques et phoniques (panneaux, briques, coquilles calorifuges pour tuyauteries). On comprend mieux, dès lors, l'architecture de la halle principale (50 × 17 mètres). Certes, les trois pilastres de brique silico-calcaire, engagés sur les pignons, supportent la charpente métallique, mais une seconde hypothèse se dessine : coiffés à l'origine de

chapeaux métalliques, ils renfermaient les cheminées des étuvés⁴.

En 1919, des industriels de Fourmies (Nord) transforment l'établissement en filature et tissage. Victimes d'un incendie, ils cèdent les lieux, en 1924, aux Établissements Prugnat. Cette entreprise du Bas-Belleville – foyer majeur de la petite métallurgie parisienne – avait été fondée en 1907, au 15, rue Crespin-du-Gast, par Gustave Prugnat (mécanicien) et Paul Cribier (financier) pour l'exploitation du brevet des « pinces parisiennes⁵ ». Mais le prolongement de la rue l'avait contrainte à changer d'adresse. À Moret, elle trouve une usine aisément convertible : la grande



Ci-dessus : publicité Prugnat, années 1960 (coll. Moret-Loing-et-Orvanne, conservatoire du vélo).

1. Associés, dans la même enceinte, au Tricot élastique, dont les bâtiments sont aujourd'hui reconvertis (voir n° 178 du répertoire).

2. Par « Ulrich Kunzler, industriel, et Maxime-Eugène Charveau, ingénieur à Moret » : AD77, matrices cadastrales de Moret-sur-Loing, 4P315/7 ; 3772W342, case 291.

3. Charles Courtet, « Liège », Larousse de l'industrie et des arts et métiers, Paris, 1935, p. 767.

4. Carte publicitaire Kunzler, v. 1910, coll. part.

5. « Système de pinces à relever les étoffes et spécialement les pantalons des vélocipédistes, les robes, etc. » : musée du Vélo, archives Prugnat, « Cession de brevet d'invention par Mme Duplan (1893) à la société Prugnat et Cie, 30 avril 1907 » ; AD77, archives Prugnat, 157J ; Roger Bretonnet, « Le site Prugnat », La Revue de Moret et de sa région, n° 137, 1995, p. 91-92.



halle accueille d'emblée le découpage, l'estampage et l'emboutissage (seize presses de 5 à 110 tonnes). Rapidement, l'entreprise prospère. Au début des années 1960, l'invention par Aimé Stemmler, chef d'atelier, du raccord de guidon « Stem » (d'une seule pièce) séduit les cycles Peugeot⁶. De vingt-deux salariés en 1953, les effectifs passent à soixante-dix en 1960. Mais la généralisation des cadres en aluminium au cours des années 1980 fragilise l'entreprise. Acquis par le District

de Moret en 1993 puis restructuré quatre ans plus tard, le « site Prugnat » accueille aujourd'hui une pépinière d'entreprises et le musée du Vélo, désormais géré par la communauté de communes Moret-Seine-et-Loing.

Nicolas Pierrot

6. Témoignage d'Annie Génatio, fille de l'inventeur.

Ci-dessus : vue de l'ancienne usine des lièges agglomérés de Ravannes (1908), réaffectée en usine de pièces détachées pour cycle Prugnat (1948), devenu « site Prugnat » en 1997.

ADR, L'USINE EST DANS LE PRÉ

LA CONFLUENCE
DE LA SEINE ET DU LOING

THOMERY
12, CHEMIN DES PRÉS



1. Cette présentation est le fruit d'une confrontation entre les archives et les témoignages de Camille Dabin, Laurent Gracia, André Pécault, Jacques Simonnot et Raymond Trompeaux, actifs à ADR-SKF entre 1950 et 1990 (9 février 2015).

2. Entre 1914 et 1958, vingt-six brevets lui furent délivrés, dont neuf relatifs à des roulements à billes.

3. AD77, SC33274/1, déclaration d'Émile Béduneau auprès du service préfectoral des établissements dangereux, insalubres ou incommodes, 29 mai 1930.

4. AD77, 3772W469, matrices cadastrales de Thomery, cases 448 et 833.

5. Cette tâche, nécessitant une innovation constante et une adaptation régulière des machines, fut confiée, à partir de 1954, à René Bouvard, ingénieur des arts et métiers.

6. Décolletage : transformation des barres d'acier 100C6 ou Z110C17 (inox) en bagues, sur des tours automatiques. Rectification : après traitement thermique, les bagues sont rectifiées et polies sur des machines « maison » (rectifieuses, pierreuses et polisseuses). Ces opérations précèdent l'assemblage des bagues/billes/cages avant graissage et emballage.

Champagne, Moret, puis Thomery : un « triangle de la construction mécanique » se dessine lentement, dès le début des années 1930, à la confluence de la Seine et du Loing¹. Émile Béduneau, inventeur parisien prolifique, s'était vu délivrer de 1914 à 1932 quatre brevets de roulements à billes complexes². En 1931, il s'engage, fort de cette expertise, dans un secteur confidentiel mais prometteur : la fabrication de roulements de petite taille, utilisés dans plusieurs secteurs clés de la seconde industrialisation : outillage, aviation, automobile ou cycle.

Mais pourquoi s'installer à Thomery, entre les murs à chasselas ? On devine l'importance de sa rencontre avec Louis-Joseph Angot, récent acquéreur d'une maison place de l'église (9, place Greffulhe). Le financier offre à l'inventeur de construire chez lui, au fond du parc, un « atelier de fabrication de tout petits roulements à billes³ ». Le démarrage est modeste : dans moins de 100 mètres carrés, « 3 ouvriers et 5 ou 6 ouvrières » travaillent sur une dizaine de petites machines spéciales (décolletage, rectification et montage) alimentées en électricité par un petit moteur Ballot à mazout « actionnant un alternateur de 220 volts ».

Le véritable essor de l'entreprise date de la Reconstruction et des « Trente Glorieuses ». François Fort, vendeur de matériel de précision dans le 11^e arrondissement de Paris (11, rue Bréguet), rachète Les Petits Roulements à billes à son ancien fournisseur pour créer, en 1948, La Précision spécialisée⁴.

Son ambition ? Changer d'échelle, passer de l'artisanat à l'industrie⁵. Avant 1950, il fait construire à Thomery une nouvelle usine de 3 000 mètres carrés intégrant l'ancien atelier. Sa façade en béton, visible depuis la Seine, puise dans le vocabulaire moderne de la Reconstruction : baie filante, toit-terrasse, fin linteau de ciment. À l'arrière, les ateliers sont affectés suivant leur exposition à la lumière. Si le décolletage et la rectification⁶ tolèrent un éclairage sous sheds orientés au nord-est, l'assemblage, en revanche, occupe le flanc nord, à l'abri de toute lumière directe. En effet, cette opération de haute précision – le diamètre extérieur d'un roulement peut atteindre 3 millimètres – exige une température constante afin d'éviter les erreurs de cotes liées à la dilatation. Au début des années 1950, François Fort est convaincu qu'il doit orienter son entreprise vers deux marchés distincts :



Ci-dessus : usine de La Précision spécialisée, façade côté Seine (v. 1948-1950).



le roulement de qualité standard et le roulement de haute précision. La création des Applications du roulement SA, en 1953, lui permet d'investir. La nouvelle aile nord accueille désormais deux ateliers de haute précision (rectification-polissage et assemblage). ADR, devenu l'un des leaders européens du roulement miniature, emploie à Thomery trois cent soixante salariés au début des années 1960. Un univers de femmes : jugées minutieuses, soigneuses et rapides, les ouvrières, formant 85 % de l'effectif, assemblent trente mille roulements par jour⁷. Au retrait de François Fort en 1964, l'entreprise

est revendue à SKF. La firme suédoise, premier producteur mondial de roulements standard, entend développer sa nouvelle compétence. Vendre à la concurrence – le Suisse RMB – eût été préjudiciable à la pérennité de l'entreprise. Un bâtiment neuf est élevé au nord de la parcelle en 1971 : il faut désengorger les anciens ateliers et renouveler le matériel afin d'augmenter les rendements, doubler la production et lancer une nouvelle gamme de produits (roulements annulaires à section mince TSBB). Par son architecture singulière, la nouvelle usine tranche radicalement avec sa devancière.

7. Une seconde usine, à Champigny-sur-Marne, fabriquait des roulements dédiés à l'aviation. Archives ADR, catalogue de 1966.

Ci-dessus : contrôle du diamètre extérieur d'une bague de roulement (le comparateur indique la différence entre la bague mesurée et la bague étalon). Au fond, une rectifieuse de diamètre extérieur.



Une fois encore, les contraintes de la production expliquent les formes de l'installation. Il s'agit de mettre en place, sur 2 215 mètres carrés, la rectification de haute précision et le grand atelier d'assemblage⁸. Or le contrôle des cotes, désormais au micron près, interdit tout écart thermique. D'où le choix d'une usine intégrée, sans percements, éclairée à la lumière artificielle et climatisée – bientôt sonorisée pour prévenir les risques de claustrophobie. À l'extérieur, le talutage de cette usine-boîte est un souhait de l'architecte des bâtiments de France, soucieux d'en réduire l'impact visuel⁹. On doit à l'architecte Louis Santiano le crénelage des façades aveugles, composé de panneaux profilés en béton nervuré.

Après vingt ans de prospérité, de marchés conquis à l'exportation (plus de 50 % dès 1980) et d'augmentation des effectifs (sept cent vingt salariés en 1989)¹⁰, l'entreprise doit affronter la double concurrence japonaise et américaine stimulée par la

dévaluation du dollar. À partir de 1989, les plans de départs volontaires et de licenciements se succèdent, réduisant les effectifs à deux cent cinquante personnes. En 1993, SKF décide la fermeture. L'usine cesse toute production de roulements



⁸. AD77, SC33274/1. SKF, dont le siège social est à Clamart, a fait appel à la société d'ingénierie SODETEG (Le Plessis-Robinson).

⁹. L'usine est située dans le périmètre de protection de l'église Saint-Amand, classée monuments historiques le 13 janvier 1948.

¹⁰. Sous la direction de Jacques Bischoff, futur PDG de SKF France.

En haut : plateau inférieur d'une rectifieuse de faces. Les meules sont situées sur le plateau supérieur, ici relevé. L'huile sert de lubrifiant et de refroidissant (afin d'éviter la dilatation des bagues).

Ci-dessus : vue extérieure de la nouvelle usine (1971).



standard, mais les salariés croient encore dans l'avenir de la haute précision à Thomery : à l'initiative de Jean-François Combes, directeur général, cinquante d'entre eux rachètent le département « produits spéciaux ». ADR, qui a rejoint le groupe ALCEN en 2004, emploie aujourd'hui cent dix salariés et poursuit sa croissance à l'exportation. L'usine produit des roulements de haute précision, annulaires ou miniatures (jusqu'à 1 millimètre d'alésage pour le matériel médical, l'optique ou l'aérospatiale).

L'ensemble des opérations d'assemblage s'effectue désormais en salles blanches (contrôle de l'empoussièvement en particules inertes)¹¹. L'usine historique, quant à elle, vient d'amorcer une « nouvelle vie ». Depuis décembre 2010, le site « Tamurel », reconvertis par Louis Prieur, abrite une pépinière d'entreprises (trente-deux emplois). Les bâtiments ont été conservés et restaurés, les réseaux existants réinvestis, dans une démarche de développement durable.

Nicolas Pierrot

11. Frédéric Seguin-Henri, « ADR, la “haute couture” de la mécanique de précision en Seine-et-Loing », *MSL*, n° 19, janvier-avril 2013, p. 10-12. Frédéric Seguin-Henri est président-directeur général d'ADR.

Ci-dessus : roulements à billes de haute précision.

L'USINE DE MATÉRIEL ÉLECTRIQUE SCHNEIDER

TERRITOIRE DE L'ÉLECTRICITÉ

CHAMPAGNE-SUR-SEINE
RUE DU GÉNÉRAL-DE-GAULLE (RD 39)



Voir plan XII p. 276

1. Nicolas Pierrot, *Champagne-sur-Seine. Et l'usine crée la ville...*, Paris, Somogy, coll. Parcours du patrimoine/Région Île-de-France, n° 370, 2011 ; *Et l'usine crée la ville. Champagne-sur-Seine*, film de Xavier de Lauzanne, Aloest Productions et Région Île-de-France, 2013, 56 min.

2. Dynamos et moteurs électriques sous brevets Ganz (pour Lombard-Gérin) puis Thury.

3. Machine tournante transformant le courant alternatif, transporté depuis les centrales, en courant continu, utilisé par les moteurs, dont ceux du métro.

4. Académie François Bourdon, archives Schneider (AFB), 01L/469-509, dossier du personnel n° 2505, Oscar Helmer. Né à Mulhouse le 23 juin 1858, école professionnelle en 1875, passage chez Gramme et à la SACM, chef du service électricité du Creusot en 1897.

5. AFB, 01G0541, avant-projet Helmer, 5 novembre 1899.

6. Jean-Philippe Passaqui, « Le transfert des ouvriers du Creusot vers l'usine de Champagne-sur-Seine », *Bulletin de l'Académie François Bourdon*, n° 14, mars 2013, p. 16-19.

7. Depuis 1886, la General Electric développe son usine de Schenectady, dans l'État de New York, qui emploie 11 500 personnes en 1904.

L'usine Schneider de Champagne-sur-Seine compte, avec les Grands Moulins de Corbeil et la manufacture de papiers peints Leroy, parmi les perles industrielles de la vallée. Elle le doit certes à l'intervention de l'architecte Paul Friesé et au rôle essentiel de Schneider, puis Schneider-Westinghouse, puis Jeumont-Schneider dans l'équipement électromécanique de la France. Mais elle le doit aussi, après sa fermeture échelonnée de 1994 à 2006, à l'exemplarité de sa reprise en 2009, grâce à la mobilisation des salariés, des élus, des habitants et d'une entreprise porteuse d'un véritable projet industriel. Or ce renouveau s'est nourri d'histoire, de mémoire et de patrimoine¹.

UNE USINE-CATHÉDRALE À LA GLOIRE DE LA FÉE ÉLECTRICITÉ

En 1888, les établissements Schneider & Cie, champions français de la sidérurgie, fabriquent au Creusot leurs premières « machines tournantes² ». L'équipement électrique de l'industrie et des transports offre en effet des marchés prometteurs. Bientôt s'ouvre à Paris le chantier du métropolitain. En 1899, Eugène II Schneider, engagé dans un vaste programme d'investissements, décide d'installer une usine à proximité de la capitale afin d'assurer la fabrication et la maintenance des commutatrices du nouveau réseau³.

L'ingénieur Oscar Helmer⁴ choisit la petite commune de Champagne-sur-Seine pour quatre raisons : la qualité de la desserte

(à 63 kilomètres de Paris par la ligne de chemin de fer Paris-Lyon-Marseille et à proximité du port de Saint-Mammès, relié au Creusot et aux houillères du Centre), un terrain de 58 hectares « absolument plat » entre Seine et voie ferrée, un prix modéré, enfin une main-d'œuvre qualifiée⁵.

S'agissait-il également d'éloigner du Creusot les ouvriers électriques grévistes de 1899-1900 ? En réalité, le choix de Champagne est antérieur. Seuls une centaine d'ouvriers creusotins volontaires, chargés d'encadrer les recrues locales, feront le voyage de Champagne⁶.

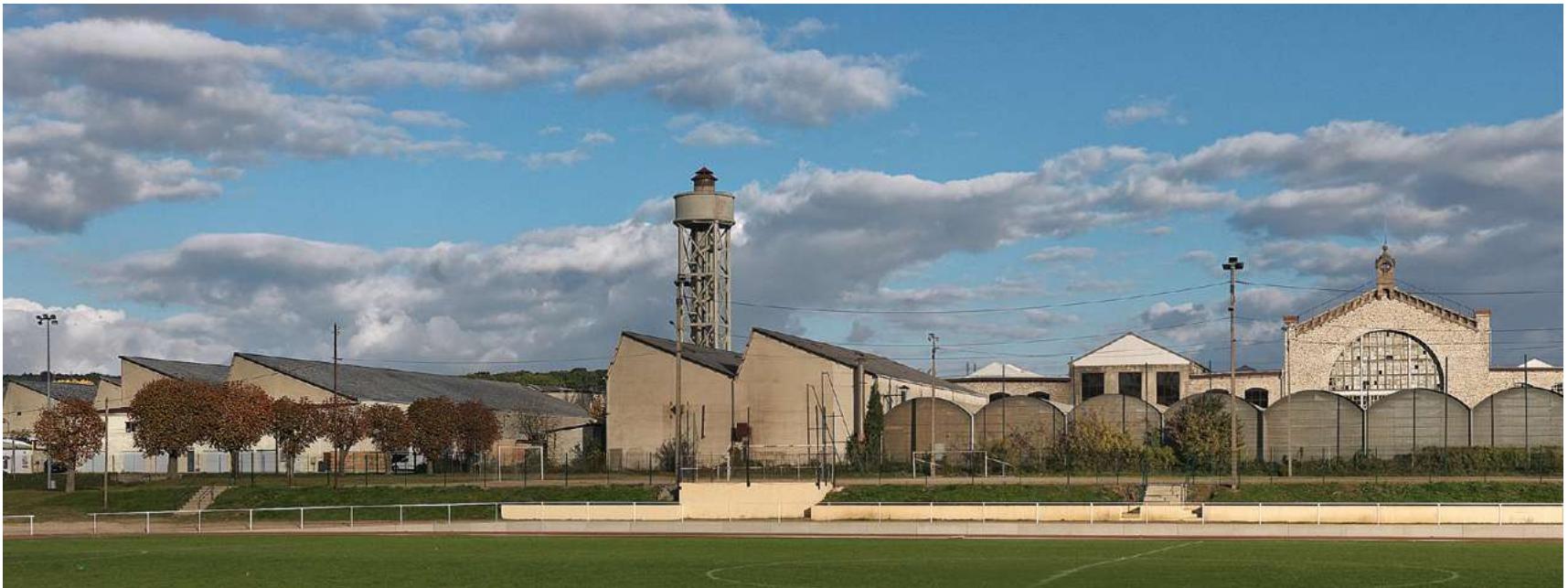
Le projet est grandiose, « à l'américaine⁷ ». En mars 1900, l'équipe d'Oscar Helmer dessine une usine de 15 hectares dont chacun des quatre modules devait accueillir deux mille ouvriers. Le premier comprend une travée centrale de



Ci-dessus : bâtiment de l'administration, monumental et sobre (Paul Friesé architecte, 1901-1903).

Page de droite : pignon monumental de la nef centrale (Paul Friesé architecte, 1901-1903).





170 mètres dévolue au montage et deux travées latérales affectées à l'empilage et à l'ajustage. Grâce à l'électrification des machines-outils, les ateliers annexes sont disposés en damier et séparés de 10 mètres pour éviter la propagation des incendies. La traduction architecturale de ce projet d'ingénieur est confiée à l'architecte Paul Friesé. Toujours soucieux de magnifier l'industrie, il trace un « axe triomphal » qui sépare les quatre modules espérés et relie l'administration (le commandement) à la station électrique (la force). Il entend surtout appliquer à l'usine la trame des grandes cathédrales. Son modèle est connu : au même moment, Friesé construit la centrale du métropolitain (équipée de matériel Schneider), manifeste d'historicisme néo-médiéval hérissonné de cheminées à la gloire de l'électricité⁸. À Champagne, la « nef » à charpente métallique, fabriquée dans les ateliers Schneider & Cie de Chalon-sur-Saône, haute de 23 mètres, domine les « bas-côtés » et les bâtiments annexes. Les façades-pignons sont ouvertes de larges baies cintrées, surmontées de clochetons (pour l'horloge et la sirène) et couronnées de doubles corniches rampantes alternant corbeaux et arcades en briques brunes de Montereau. L'emploi de la meulière blanche offre à bon marché⁹ l'apparence

de la pierre de taille. Un château d'eau de type Hennebique – pionnier du béton armé – domine l'usine de ses 33 mètres. Après deux ans de travaux, la production débute en novembre 1903. Outre des commutatrices, l'usine produit « tout le matériel à courant continu et à courant alternatif nécessaire aux installations électriques les plus puissantes¹⁰ ». La conjoncture est favorable : de 427 ouvriers au démarrage de l'usine en novembre 1903, l'effectif passe à 1 072 en 1913. Mais la Grande Guerre interrompt bientôt le projet d'une usine quadruplée. Pour fabriquer des gaines relais et des obus, deux nouvelles nefs sont insérées entre les ateliers. Le béton armé doit remplacer le métal, réservé à l'armement. Toutefois, l'entreprise prend soin de reprendre sur les pignons le dessin de la façade centrale. Comme dans toutes les unités de « l'arsenal Schneider », l'usine de Champagne recourt à l'emploi de femmes, puis d'ouvriers belges, kabyles et espagnols logés dans des baraquements temporaires construits aux Basses-Godernes¹¹.

LE MATERIEL ELECTRIQUE SW : GIGANTISME ET MINIATURISATION

Le contexte de l'après-guerre est porteur.

Schneider fabrique des alternateurs

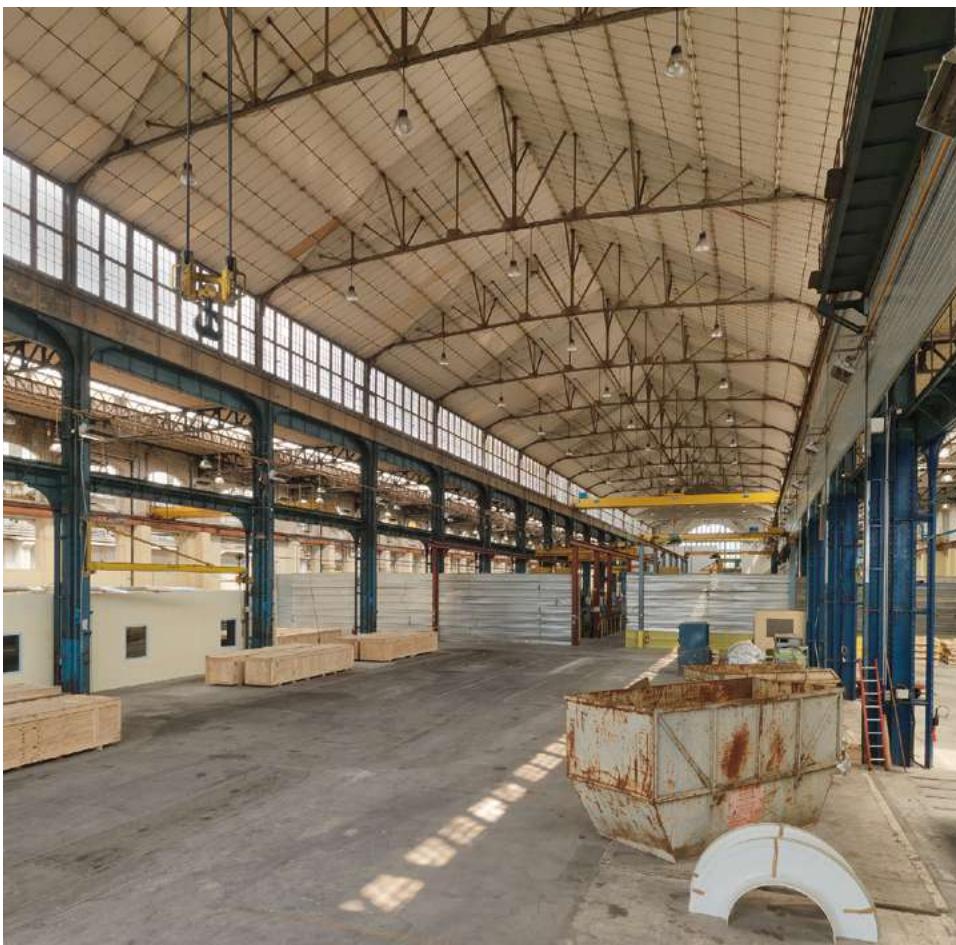
Ci-dessus : vue de l'usine depuis l'ouest. Au centre, le château d'eau de 1903, principal marqueur vertical du site (type Hennebique, mis en œuvre par H. Chassin fils, ingénieur-constructeur à Bagnolet).

8. *La Construction moderne*, 28 mars 1903, pl. 53 ; voir le fonds Friesé, IFA, Cité de l'architecture et du patrimoine.

9. Souci d'économie recommandé par Eugène II Schneider dans une lettre adressée le 22 août 1900 à Maurice Gény (archives Dominique Schneider).

10. Émile Dieudonné, « Les ateliers Schneider et Cie à Champagne-sur-Seine », *La Lumière électrique*, t. XVII-n° 8, 24 février 1912, p. 241.

11. AFB, 01G0362/02 et Album du Cinquantenaire.



pour les centrales hydroélectriques de Bellegarde et Chancy-Pougny en 1920-1921, et l'année suivante des locomotives pour le Paris-Orléans, première ligne française électrifiée. L'usine a pourtant cessé de s'étendre. Un stade et un vélodrome, toujours en place, occupent désormais les réserves foncières. Pas de croissance, en effet, sans nouveaux brevets. Déclassées dans la course à l'innovation, les deux principales entreprises françaises d'électromécanique, la SACM et Schneider, cherchent des alliés aux États-Unis. La première choisit Thomson-Houston pour fonder Alsthom en 1928, la seconde s'associe à la Westinghouse Electric International Company pour créer Le Matériel électrique Schneider-Westinghouse (SW) en 1929. Dès sa naissance, SW est frappé par la crise des années 1930, puis contribue à l'industrie de guerre allemande sous l'Occupation. Portée par l'effort d'équipement électrique de la France, l'entreprise affirme son excellence durant

les années 1950. Ses gros alternateurs équipent les centrales EDF – hydrauliques à Génissiat ou à l'Aigle, thermiques à Yainville, Nantes-Cheviré, Vitry-Sud (Arrighi), Casablanca ou Alger. L'usine se développe à nouveau. Le « Grand Hall » de montage est inauguré en 1953 pour le cinquantenaire de l'usine. Long de 170 mètres et haut de 26,50 mètres, il est équipé d'un pont roulant de 100 tonnes. Mais le temps de l'historicisme industriel est révolu. Le pignon en ciment, simplement rehaussé des lettres « SW », confère au colosse un aspect brutal. Une médiocre halle en parpaing abrite l'atelier Thermalastic (1953), activité insalubre restée dans les mémoires, témoin de l'évolution des isolants pour les grosses machines tournantes.

Parallèlement, Schneider et sa filiale SW rivalisent avec Alsthom dans la course à la vitesse ferroviaire¹². Mais surtout, l'usine de Champagne-sur-Seine est choisie pour appliquer le brevet Westinghouse de l'Ignitron¹³, inaugurant l'ère de

12. Les 28 et 29 mars 1955, la CC 7107 d'Alsthom et la BB 9004 Schneider (moteurs SW) atteignent conjointement la vitesse de 331 kilomètres par heure, record mondial.

13. Redresseurs à vapeur de mercure remplaçant les commutatrices.

Ci-dessus : intérieur de la nef centrale, 170 mètres de longueur, atelier de montage (1901-1903). De longues baies filent à la base du toit pour éviter la condensation et assurer l'éclairage, également dispensé par les ateliers des « bas-côtés ».



l'électronique de puissance. Il s'agit de remplacer les encombrantes commutatrices et leurs frais de maintenance. SW équipe bientôt des usines électrochimiques, des sous-stations de traction ou des locomotives. Pour abriter cette production emblématique, une modeste halle à charpente métallique est construite au nord de l'usine. Les bâtiments se miniaturisent, à l'image de l'électronique de puissance (diodes au silicium dès 1958 puis thyristors).

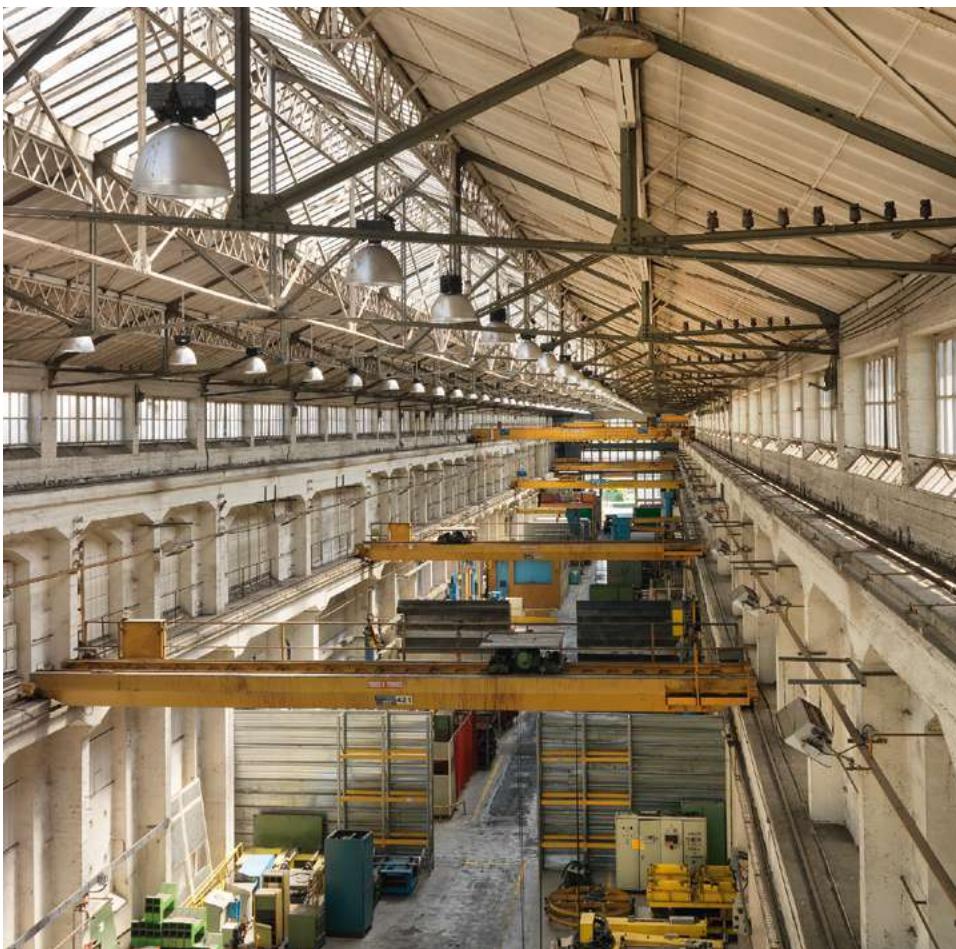
DE JEUMONT-SCHNEIDER À LA ZONE ETIC : APOGÉE, CRISE ET PROMESSES
En 1963, SW emploie 5 500 personnes dont 2 250 à Champagne. L'entreprise doit affronter la baisse des commandes EDF et cherche des partenaires. Le 1^{er} octobre 1964, elle fusionne avec les Forges et Ateliers de constructions électriques de Jeumont, filiale du groupe Empain également en difficulté, pour fonder Jeumont-Schneider¹⁴. Malgré l'inquiétude et le ressentiment des

salariés – la fabrication des grosses machines tournantes part à Jeumont –, l'activité se maintient. Baroud d'honneur, Champagne construit encore en 1964 l'alternateur 600 MW de Porcheville¹⁵. L'usine se diversifie : machines moyennes, électronique industrielle, ventilation, pompes, circuits imprimés et téléphonie constituent ses nouvelles « divisions », occupant jusqu'à 2 774 salariés en 1974. L'électronique industrielle domine et exporte : les chariots redresseurs JS équipent la RATP comme les métros de Rio, Mexico et Santiago. La téléphonie et l'informatique innovent. En 1984, le premier poste de CAO français sort des nouvelles unités de Champagne-sur-Seine (1979-1982). Ces dernières, véritables usines intégrées de 3 360 et 10 000 mètres carrés, conçues par l'architecte melunais Claude Boutard, abritent des chaînes de fabrication automatiques éclairées par une lumière zénithale. Pourtant, le site ferme à partir de 1989. Pour deux raisons principales. La crise sans

14. 12 500 salariés, 600 millions de francs de chiffre d'affaires.

15. Puissance jamais dépassée pour un alternateur de centrale thermique à flamme.

Ci-dessus : atelier nord, anciennement affecté au bobinage.



doute, et la stratégie de Didier Pineau-Valencienne, président de Schneider SA depuis 1981, qui choisit de démanteler les activités traditionnelles du groupe (Creusot-Loire, Jeumont-Schneider) pour s'orienter vers l'installation électrique, l'électronique et les automatismes industriels. Asea-Brown-Boveri (ABB) rachète l'usine centrale en 1989, conserve deux cent cinquante emplois, puis ferme à son tour en 2006¹⁶. Cegetel, repreneur de la division MEI (électronique industrielle), quitte Champagne en 1994¹⁷. Mais le traumatisme social ne s'est pas doublé d'une blessure patrimoniale. Le site est certes touché à ses marges par les démolitions et les dénaturations, mais les ateliers sont réaffectés. Quatre entreprises occupent à présent deux cents salariés. Depuis le 3 février 2009, date de la vente aux enchères du matériel en un seul lot (revendication syndicale relayée par les élus), Jeumont-Electric (JE, groupe Altawest) fabrique des machines tournantes dans l'usine de Paul Friesé,

achetée en 2009 par la commune pour 1 euro symbolique et transmise à la communauté de communes Moret-Seine-et-Loing (MSL).

Quels projets, aujourd'hui, pour l'Espace technologique et industriel de Champagne-sur-Seine ? Le développement de la zone d'activité exige la requalification des voies, l'aménagement des espaces publics, la dépollution des emprises inoccupées. JE est sur le point d'acquérir l'usine historique auprès de MSL, pour y diversifier ses activités. Il faudra sélectionner parmi les ateliers annexes de l'usine – non protégés au titre du plan local d'urbanisme – ceux qui, détruits ou remaniés, pourraient accueillir dans un premier temps les PME locales en recherche d'espace. Gageons que l'appel à projets innovants « Production photovoltaïque sur un bâtiment historique remarquable », remporté en 2016 par l'entreprise Quadran, offrira l'impulsion énergétique et symbolique nécessaire à ce renouveau¹⁸.

Nicolas Pierrot

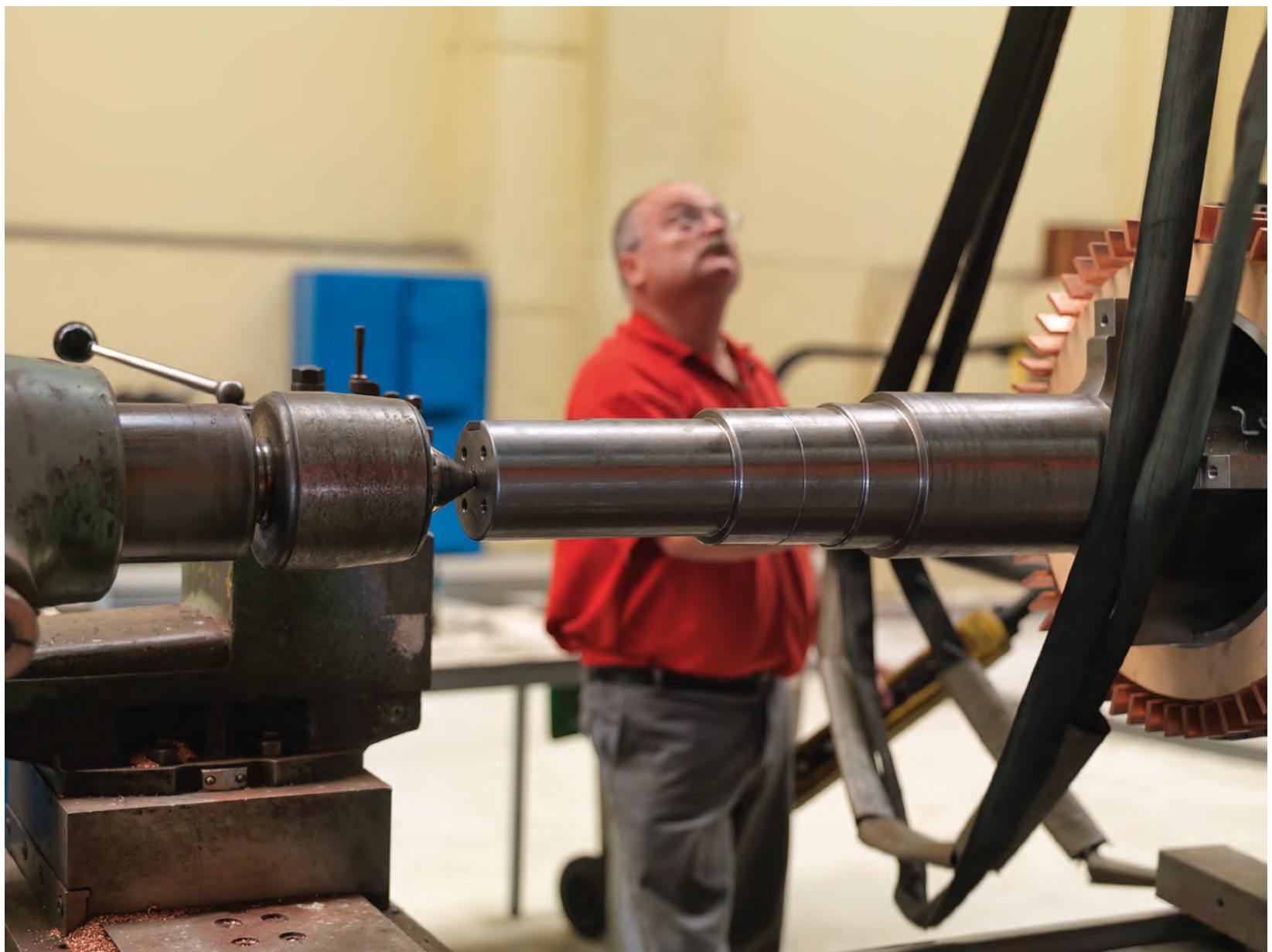
16. La nouvelle direction jugeant le site peu rentable malgré un carnet de commandes bien rempli.

17. AFB, 02C0151, dossier RH et presse, 1989-1994.

18. Appel à manifestation d'intérêt porté par la commune et Moret-Seine-et-Loing. Assistance à maîtrise d'ouvrage : ARENE Île-de-France « innovation et économie circulaire ».

Ci-dessus : liaison longitudinale nord, construite en avril 1918.

Ci-contre : atelier des ignitrons, 1948.



Jeumont-Electric, opérations photographiées en 2011. En haut, opérations d'empilage du rotor. En bas, atelier d'usinage, positionnement du rotor sur le tour : l'extrémité des barres de cuivre doit être usinée et ajustée avant l'assemblage des cercles.

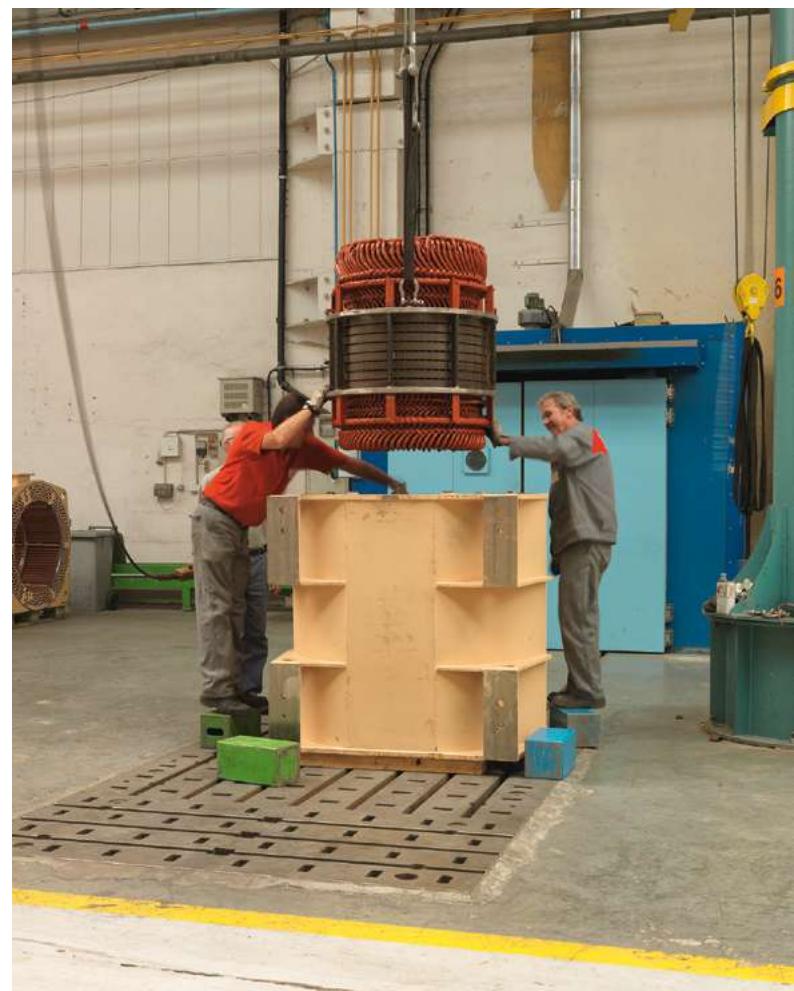
Page de droite : poste de brasage. Des barres de cuivre ont été placées dans les encoches du rotor puis usinées. Les cercles de cuivre sont alors assemblés aux barres par brasage manuel.





Ci-dessus : atelier de bobinage. La bobine est placée dans les encoches d'une lanterne de stator empilée.

Page de droite : atelier de montage, plan-séquence de l'emmanchement du rotor dans le stator.



ET L'USINE CRÉA LA VILLE

TERRITOIRE DE L'ÉLECTRICITÉ

CHAMPAGNE-SUR-SEINE



Voir plan XIII p. 277

1. Société anonyme au capital de 700 000 francs, contrôlé pour un tiers par Schneider et Cie, fondée le 31 juillet 1902 à l'initiative du promoteur melunais Maurice Chamaillé.

2. L.-C. Boileau, « L'usine du métropolitain de Paris », *L'Architecture*, 10 novembre 1900, p. 309. Delaire fut également le camarade de promotion de Paul Friesé à l'École des beaux-arts : Yves Bayard, Brigitte Schoendoerffer, *Paul Friesé, histoire d'une vie*, 2012, p. 41-43.

3. Annie Jacques, « Edmond Delaire », inha.fr, 2009. Delaire est l'auteur du monument à Frédéric Le Play dans le jardin du Luxembourg et du premier dictionnaire des architectes élèves de l'École des beaux-arts (1907).

4. Edmond Delaire, art. cité ; Jean-Pierre Frey, *op. cit., passim*.

5. Académie François Bourdon, archives Schneider (AFB), 01PL03160 et 0064Z3646, albums des plans d'Edmond Delaire pour le Nouveau Quartier, 1901-1903.

De 1902 à 1903, la Société immobilière de Champagne fait construire pour deux cent quarante familles du Creusot, bientôt rejoints par les ouvriers du bassin d'emploi de Champagne, une cité nouvelle et moderne¹. Susciter la création d'un parc locatif n'est pas dans les habitudes de Schneider et Cie, pour qui la propriété privée est un gage de stabilité et de moralisation des populations ouvrières. Mais il a fallu agir dans l'urgence pour commencer la production. Dès 1900, le projet est confié à l'architecte Edmond Delaire (1856-1921), ami et inspecteur de Paul Friesé sur le chantier de l'usine génératrice du métropolitain². Admirateur de Frédéric Le Play – penseur de l'« économie sociale » et du paternalisme –, Delaire exprime à Champagne ses ambitions sociales et hygiénistes au service de la prospérité industrielle³.

LE NOUVEAU QUARTIER D'EDMOND DELAIRE, UN PROJET D'« ÉCONOMIE SOCIALE »

Premier principe, la hiérarchie sociale dicte la distribution des espaces. Le Nouveau Quartier, construit entre le village et l'usine, est divisé en deux parties distinctes : côté voie ferrée, les immeubles réservés aux ouvriers et, côté Seine, les pavillons réservés aux employés et ingénieurs, avec vue sur les coteaux de Thomery⁴. Second principe, tous les habitants doivent bénéficier des derniers progrès de l'hygiène. Les logements disposent de l'électricité (distribuée par la centrale de l'usine), de

l'eau courante, de WC et du tout-à-l'égout – pas de salles de bain, innovation plus tardive. En novembre 1903, lorsque l'usine entre en fonction, le Nouveau Quartier peut accueillir 1 200 locataires dans 269 logements de une à cinq pièces⁵. Une coopérative et quarante-quatre boutiques sont ouvertes.

Descendons la rue Georges-Clemenceau depuis le village jusqu'à la place du marché. Au plus loin, voici l'immeuble des célibataires, « en meulière et moellon du pays⁶ ». Il comprend quatre étages de trois logements d'une seule pièce avec cuisine (23 mètres carrés, 110 francs par mois) et WC sur le palier. L'escalier est en ciment armé pour « faciliter le lavage et éviter les incendies ». Au plus près du marché, l'immeuble est réservé aux familles d'« employés ou ouvriers ayant un salaire élevé ». Il offre des logements confortables de quatre pièces, cuisine et WC (400 francs par mois) avec escalier « en chêne bien ciré ». La hiérarchie de l'offre est soulignée par la hiérarchie des décors : absence d'ornements sur l'immeuble des célibataires, puis, à mesure que l'on descend la rue, « quelques bandeaux de briques » (de Montereau⁷), de larges linteaux en ciment ponctués de cabochons en pointe de diamant, enfin un fronton en ciment moulé simulant un appareillage de pierre de taille⁸. Partout, sur les façades, les claires-voies des garde-manger, les portes en bois (disparues) et les sols d'entrée des immeubles, est placé le monogramme « CC » ou « CIC » de l'« Immobilière de Champagne ».



DES ALOUETTES À L'AUBÉPINE : LES CITÉS SCHNEIDER

Dès l'origine du projet, Schneider & Cie souhaitait éléver une seconde cité, au sud de l'usine. Sa réalisation est esquissée en 1908, avec la construction des dix pavillons de la cité Loyson, réservés aux employés (trois à cinq pièces). Leurs décors jouent en façade sur le contraste entre les enduits lisses, les enduits tyroliens et les motifs de céramique. Mais, à la veille de la Grande Guerre, le vaste programme urbain est abandonné au nord comme au sud. Désormais, le développement de la ville, directement géré par le service architecture du Creusot, est rythmé par le plan de charge de l'usine. La cité des Alouettes, construite en 1912-1913, témoigne des succès de l'entreprise sur les marchés du métro, du tramway et des centrales thermiques. Ces deux rangées

de « cottages », précédés de jardins privatifs, offrent soixante-dix-neuf logements locatifs d'une à cinq pièces. Décrochements de toits, pignons bardés, bow-windows : l'inspiration est britannique, hésitant entre ruralisme et régionalisme.

La cité de l'Aubépine, construite de 1920 à 1929, répond à un nouvel afflux d'ouvriers – notamment russes, espagnols, italiens et polonais – employés par Schneider & Cie pour fabriquer les moteurs de traction ferroviaire (Paris-Orléans) et les grands alternateurs de centrales hydrauliques⁹.

Les rangs de l'Aubépine, construits selon le modèle des logements ouvriers de La Machine (Nièvre), sont en maçonnerie de parpaing de mâchefer. Le confort est rudimentaire – WC dans le jardin, absence d'eau courante, puits – mais la cité bénéficie des progrès de l'habitat creusotin : trois pièces avec cuisine et salle à manger séparées, cave et grand jardin.

6. C.-E. Louis, « Une visite à une nouvelle ville ouvrière », *La Réforme sociale*, janvier-juin 1904, p. 382-395.

7. Notamment des briques à arêtes arrondies, hommage à Paul Friesé. Elles permettent d'adoucir, à la différence des angles vifs, le contraste entre l'ombre et la lumière.

8. Avant la réhabilitation de 1990, les immeubles étaient couverts de toits débordants soutenus par des asseliers.

9. En 1928, l'usine emploie 1 670 personnes.

Ci-dessus : vue du « Nouveau Quartier » de la Société immobilière de Champagne, depuis la place Schneider.



Les habitants cultivent d'emblée une forte identité, exacerbée à l'occasion de leur fête annuelle, la fête de l'Aubépine, « fête de l'usine en quelque sorte¹⁰ » aujourd'hui modestement perpétuée par une foire à la brocante. Notons enfin que, après la Seconde Guerre mondiale, l'office HLM¹¹ a pris le relais de l'entreprise et largement dépassé son œuvre. Entre 1953 et 1984, 749 logements sont créés, contre 518 sous le règne Schneider. De 1896 à 1990, la population de Champagne-sur-Seine est passée de 740 à 6 092 habitants.

Clemenceau) est construit en 1904 par la ville selon le modèle classique de la mairie-école. Une école de garçons, de style Art déco, la complète en 1934. En 1913, Schneider & Cie installe dans un pavillon de la rue Grande une « école industrielle ». Elle fusionne en 1931 avec l'école technique La Fayette, soutenue par l'entreprise depuis sa création. Installée dans le château des Célestins, l'école est détruite pour laisser place en 1968 au lycée actuel¹³.

Schneider & Cie, en revanche, encadre les occupations et loisirs des Champenois. La création des jardins ouvriers des Basses-Godernes (1903, réaménagés en 2015) et de l'Union sportive Schneider (1904) relève de sa politique d'accompagnement social. À partir de 1945, le comité d'établissement finance le sport, les colonies de vacances ou les harmonies – dont les Trompettes de l'Aubépine, toujours actives. On a dit l'implication de l'usine dans la fête de l'Aubépine, créée en 1923¹⁴.

L'église paroissiale Notre-Dame (xii^e-xvi^e siècle) est longtemps restée la seule

¹⁰. Témoignage de Pierre Le Fouillé, 2011.

¹¹. Crée en 1949 à l'initiative de MM. Chaine (directeur de l'usine), Pajot (maire de Fontainebleau) et Maugé (maire de Champagne-sur-Seine).

¹². Des douches collectives étaient toutefois installées au sous-sol de l'école des garçons (témoignage de Suzanne Messager, 2013).

¹³. Crée en 1919 par l'Œuvre des pupilles de l'école publique de Seine-et-Marne (Georges Vaillant et son épouse). Michel Pons, *Les Écoles La Fayette et Pittsburgh : deux écoles de l'Œuvre des pupilles de Seine-et-Marne (1919-1969)*, DVD, 2008.

¹⁴. Témoignage de Pierre Le Fouillé, président de la fête de l'Aubépine de 1963 à 1989, 2013.

APPRENDRE, SE DIVERTIR, PRIER

À la différence, par exemple, de la cité ouvrière de Noisy-le-Sec, Champagne apparaît peu dotée en équipements publics. C'est qu'Edmond Delaire a fait le choix du confort individuel¹². Pour le reste, l'entreprise a préféré déléguer. La mairie, qui devait être construite sur la place, est restée en bord de Seine avant son installation rue Grande. Le groupe scolaire (actuel lycée Georges-

Ci-dessus : immeuble de l'ancienne place de la mairie (1902). Destiné aux familles des employés aux salaires élevés, il est le plus soigné du quartier.

Page de droite, en haut : quartier du Pas-Rond, pavillon double pour ingénieurs (1902-1903).

Page de droite, en bas : monogrammes de la Société immobilière de Champagne (appelée couramment Compagnie immobilière de Champagne) porté sur les façades et entrées des immeubles et des pavillons.



église de Champagne. Jusqu'en 1964, la direction « creusotine » de Schneider-Westinghouse (SW) a toujours encouragé la pratique religieuse, surtout dans un contexte de déchristianisation. En 1963, les paroissiens, encouragés par le diocèse et l'usine, confient à Michel Marot, architecte remarqué pour ses réussites antérieures, dont l'église de Fontaine-les-Grès, la construction de l'église Saint-François-d'Assise. L'économie de son parti architectural – ample volume dégagé par l'inscription de la toiture à longs pans dans la diagonale du plan carré – et la qualité du clair-obscur généré par le claustra du maître verrier Henri Martin-Granel ont été distinguées par le ministère de la Culture¹⁵. Il en est de même pour la modeste chapelle orthodoxe Notre-Dame-

de-Toutes-les-Protections, construite en 1937-1938 par les ouvriers russes de SW, appelée communément « l'église russe ». Depuis 2015, Champagne-sur-Seine bénéficie d'une mise en valeur touristique inédite. L'EuroVélo-route n° 3, dite « route des pèlerins » ou « Scandibérique », qui reliera à l'été 2017 Trondheim (Norvège) à Saint-Jacques-de-Compostelle (Espagne), empruntera les berges de Seine. La requalification de cet espace (quais, pistes, aires de pique-nique, haltes, préservation de la zone humide) a commencé. Une occasion de faire découvrir le patrimoine industriel et social exceptionnel d'une cité modèle de la Belle Époque, témoignant de la foi indéniable des contemporains dans les « merveilles de l'électricité ».

Nicolas Pierrot

15. Label patrimoine religieux du XX^e siècle attribué le 24 novembre 2011.





En haut : vue générale du « Nouveau Quartier » depuis les hauteurs de Thomery.

En bas : la cité des Alouettes, inspirée des cottages anglais (1912-1913).



En haut : la cité de l'Aubépine (années 1920).
En bas à gauche : l'église Saint-François-d'Assise
(Michel Marot architecte, 1965). À droite, la



chapelle orthodoxe Notre-Dame-de-Toutes-les-
Protections, appelée « église russe » (1938).

LA CENTRALE THERMIQUE DE MONTEREAU

TERRITOIRE DE L'ÉLECTRICITÉ

VERNOU-LA-CELLE-SUR-SEINE ET LA GRANDE-PAROISSE RD 39 ET CHEMIN DU PORT USINE DÉTRUIE APRÈS INVENTAIRE



Voir plan XIV p. 278

1. Entretien avec Didier Hutin (2008), directeur du Centre post-exploitation (CPE), en charge du démantèlement.

2. Construite en 1903 par Paul Friesé, d'une puissance de 300 chevaux, équipée de quatre moteurs Schneider à gaz pauvre alimentés par huit gazogènes. Ces derniers transforment en « gaz manufacturé » le charbon acheminé par la Seine.

3. EDF Archives, 713414. Société anonyme au capital de 8 millions de francs, statuts déposés devant notaire le 21 février 1913 (Me Dufour, Paris).

4. « Énergie de Seine-et-Yonne », *L'Illustration économique et financière*, 31 mars 1923, p. 53-54, ill.

5. « Visite de la centrale électrique de Montereau par le Radio-Club », *Le Progrès de Seine-et-Marne*, 52^e année, n° 22, 3 juin 1931, p. 1. La puissance de l'installation n'est pas précisée.

6. EDF Archives, 713414, dossier de nationalisation de l'Énergie de Seine-et-Yonne. Ses trois halles centrales ont servi de stockage pour EDF jusqu'à leur démolition en 2002.

7. Dominique Larroque, *Histoire du service de la production thermique d'Électricité de France*, t. I, 1946-1973, AHEF, 1996, p. 71-76.

Le 30 novembre 2010, deux turbines à gaz de combustion, d'une puissance unitaire de 185 mégawatts, entraient en exploitation quelques dizaines de mètres en aval de leur aînée, gisant alors sans cheminée, méthodiquement démantelée. Pourtant, depuis les années 1950, la centrale de Montereau marquait le paysage de sa haute silhouette moderniste. À la veille de son déclassement, en 2004, seule sa quatrième tranche de 250 mégawatts fonctionnait encore. L'ensemble a été dynamité le 12 février 2011. Juste à temps, nous avons pu « immortaliser par l'histoire et la photographie cette vénérable installation¹ ».

DE CHAMPAGNE À MONTEREAU, TROIS GÉNÉRATIONS DE CENTRALES THERMIQUES

Tout commence à Champagne-sur-Seine, lorsque Schneider & Cie constate l'insuffisance de sa centrale d'usine². De son côté, la société Gaz et Eau entend distribuer l'énergie nouvelle aux clients de son secteur, couvrant les vallées de l'Yonne et de la Seine, de Fontainebleau jusqu'à Sens. Les deux entreprises fondent ainsi, en 1912, la société anonyme L'Énergie de Seine-et-Yonne³, qui prévoit la construction d'une centrale à l'entrée de Montereau-Fault-Yonne, sur le territoire de La Grande-Paroisse. Ce choix est dicté par deux impératifs. D'une part, les centrales de la première génération devaient être placées au cœur de leur réseau de distribution – d'où leur nom de « centrales » – afin d'éviter les pertes dues au transport d'énergie. D'autre part, la parcelle est située

entre Seine et voie ferrée, emplacement idéal pour l'acheminement du charbon. Inaugurée le 14 juillet 1914, l'usine de Seine-et-Yonne présente quatre nefs accolées ouvertes de larges baies cintrées. Les quelques photographies parvenus jusqu'à nous montrent une chaufferie surmontée de quatre cheminée métalliques systèmes Prat⁴. La salle des machines abritait quatre groupes turbo-alternateurs Schneider⁵. Leur mise en route n'a lieu qu'en 1916, pour l'usage exclusif des usines impliquées dans l'effort de guerre. Perfectionnée jusqu'en 1937, sa production atteint 6 510 kilowattheures en 1945.

Suffisamment puissante, elle fait partie des quatre-vingt-six centrales thermiques à flamme nationalisées en 1948. EDF la maintient en activité jusqu'en 1955⁶. En effet, le premier « plan de modernisation et d'équipement » (1947-1953), appelé plan Monnet, soucieux notamment de limiter les importations de charbon, ne prévoit pas le renouvellement du parc thermique. L'heure est au « tout-hydraulique ».

Mais le site de Montereau-La Grande-Paroisse revient au devant de la scène à la faveur du deuxième plan (1954-1957). Pour trois raisons principales. À l'échelle nationale, le nombre de sites hydrauliques disponibles s'épuise : le renouvellement du parc thermique, par ailleurs moins onéreux, s'impose pour maintenir l'objectif d'un doublement de la production électrique en dix ans⁷. Deuxième raison, le plan prévoit le développement d'un réseau de transport à très haute tension – pour une diminution des pertes et donc des coûts –, dont la

Page de droite en haut : la centrale thermique de 1957-1965, en cours de démantèlement (2008).

En bas : les deux TAC de 185 mégawatts mis en service en 2010.





8. Les lignes des Alpes rejoignaient antérieurement le poste de Villevaudé, au nord-ouest de la Seine-et-Marne.

9. « Montereau : le gaz de Lacq arrive », *Contact*, n° 20, novembre 1959, p. 12.

À gauche : salle des commandes.



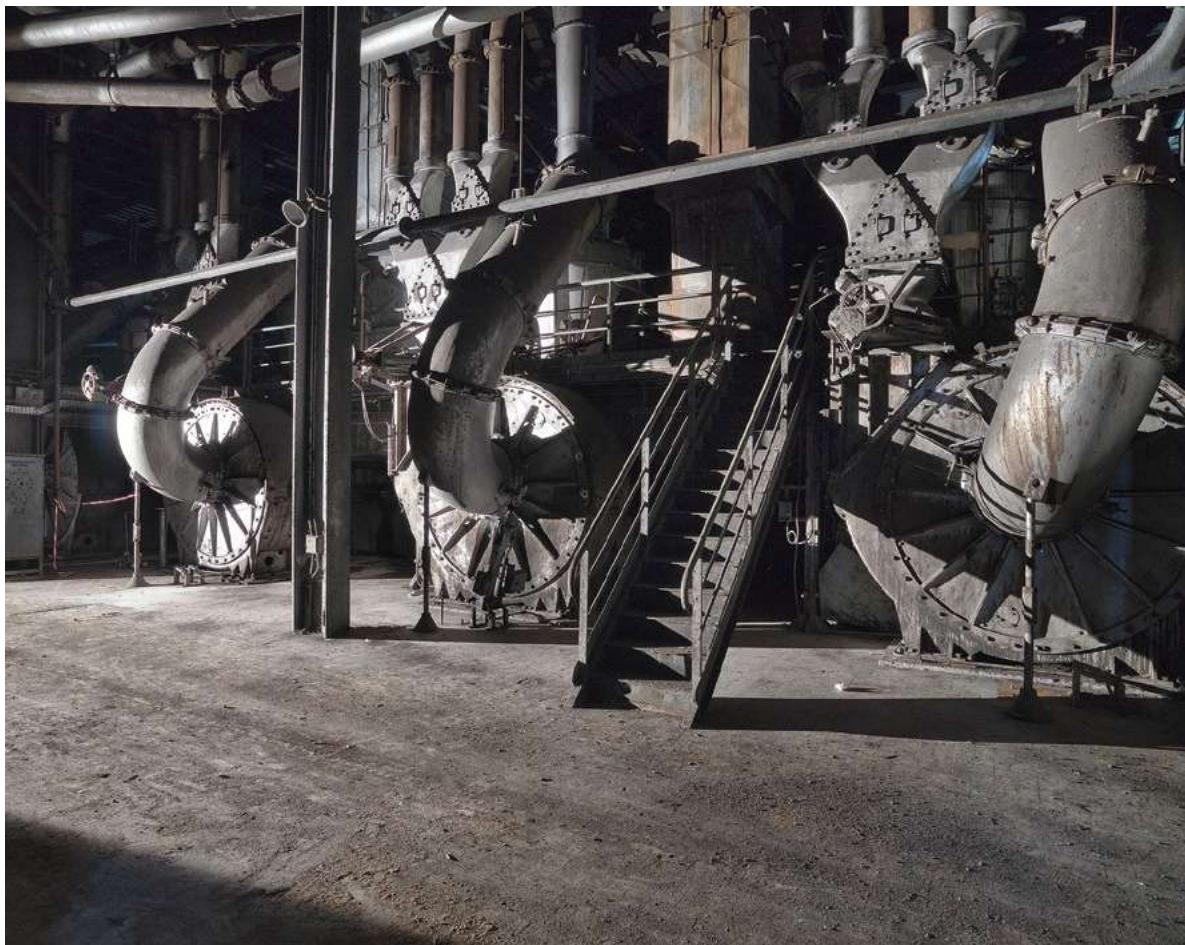
fameuse « boucle 400 kV autour de Paris ». Il faut par conséquent trouver un site autorisant conjointement la construction d'une centrale moderne, destinée à alimenter la boucle, et l'installation d'un poste THT – futur poste du Chesnoy – susceptible de recevoir les lignes des Alpes (380 kV) et du massif Central (225 kV)⁸ pour l'agglomération parisienne. Dernière contrainte, les conditions d'installation d'une nouvelle centrale sont très exigeantes : grande surface permettant d'emblée la construction de quatre tranches, disponibilité permanente en eau de réfrigération, réseau performant de transport. Or les communes de La Grande-Paroisse et de Vernou-la-Celle-sur-Seine réunissent toutes ces conditions. En 1956, EDF acquiert les 90 hectares d'une ancienne sablière, en amont de la centrale

historique, et convertit son étang en bassin de refroidissement. Le site est raccordé à la ligne ferroviaire Melun-Montereau puis, en 1959, à « l'immense feeder en provenance de Lacq⁹ ». Les deux premières tranches de 125 mégawatts sont construites de 1957 à 1960, les deux suivantes, de 250 mégawatts, de 1961 à 1965.

ARCHITECTURE ET ENTRAILLES D'UNE MACHINE-MONUMENT

Le modèle est américain : les ingénieurs EDF prennent acte, au début des années 1950, de l'avance des États-Unis. De leurs « missions productivité », ils rapportent le principe du « schéma unitaire » ou « schéma bloc » – une chaudière et non plus deux, un groupe turbo-alternateur, un poste de commande centralisé – et le standard du « palier 125 mégawatts »

Ci-dessus : la salle des machines en 2008. Au premier plan, deux groupes turbo-alternateurs de 125 mégawatts. Au fond, deux groupes de 250 mégawatts.



appliqué avec succès dans les centrales de Sewaren, Hutchings et Ridgeland¹⁰. Ces choix expliquent l'évolution radicale de l'architecture des centrales françaises. Les volumes de la centrale de Montereau progressent par degrés jusqu'à deux cheminées en béton brut, facettées comme les fûts de colonnes ioniques, qui désormais atteignent la hauteur de 125 mètres. Tout juste sont-elles reléguées à l'arrière afin d'en atténuer l'impact visuel. Les quatre blocs fonctionnels sont réunis au sein d'une même enveloppe en bardage métallique laqué, montée sur une structure en acier¹¹. En façade, l'accent est mis sur l'horizontalité. Les acrotères des toitures-terrasses sont soulignés d'un liseré noir. Le noir des surfaces vitrées contraste avec le blanc et la nudité des parois, clin d'œil à l'esthétique du Mouvement moderne¹². Pour comprendre l'impression qu'a pu susciter cette nouvelle génération de centrales, décrivons son fonctionnement à rebours, à la manière d'Alain Resnais qui, dans *Le Chant du styrène*, au cœur des

mêmes « Trente Glorieuses », remontait du bol au pétrole pour mettre en scène le mystère de la production¹³. Au bout du fil jaillit le courant alternatif, dont l'usage industriel et domestique explose à partir des années 1950. Les lignes THT l'ont transporté depuis les centrales, celle de Montereau parmi d'autres. Ici, à la sortie de la tranche n° 1 de 125 mégawatts, on distingue un transformateur triphasé Alsthom de 230 volts, chargé de distribuer le courant sur le réseau. Il est directement relié, dans la salle des machines, au groupe turbo-alternateur Alsthom n° 1. C'est ici, dans l'alternateur – refroidi à l'hydrogène –, que le courant est produit à partir de l'énergie mécanique d'une turbine tournant à 3 000 tours par minute. De l'extérieur, le groupe turbo-alternateur bénéficie d'un design moderniste, dont le jaune évoque une encre vive de bande dessinée. Ses caractéristiques témoignent des progrès accomplis depuis les années 1930. L'innovation la plus décisive consiste à soutirer la vapeur après son passage

10. Larroque, *Histoire...*, op. cit., p. 97-118.

11. Les décalages s'expliquent par la différence de gabarit entre les tranches 125 et 250 mégawatts.

12. La conception et la construction de la centrale sont l'œuvre de la Région d'équipement thermique n° 2. On ignore l'identité de l'architecte.

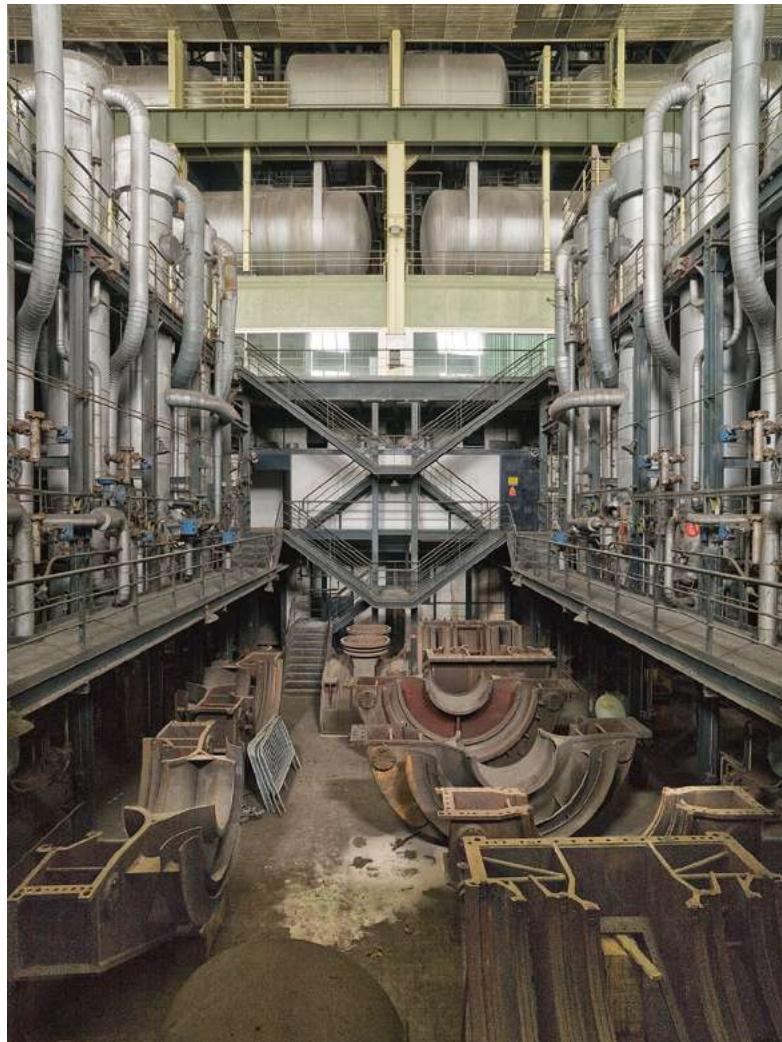
13. Alain Resnais, *Le Chant du styrène*, texte de Raymond Queneau, Les Films de la Pléiade, 1958, 14 min.

Ci-dessus : broyeurs à charbons d'une tranche de 125 mégawatts. Face des ventilateurs.



14. EDF Archives, B00393, documentation technique sur la centrale de Montereau, 1960, 1965 et 1968.

Ci-dessus, à gauche : intérieur de chaudière de la tranche n° 1, vue depuis le cendrier (41 mètres de hauteur).



dans le corps haute pression, pour la « resurchauffer » à 568 °C et la réinjecter dans le corps moyenne pression¹⁴. D'où vient la vapeur ? On rencontre ici le cycle de l'eau, le cycle thermodynamique fermé de la centrale : chaudière, surchauffeur, ballon supérieur, turbine, condenseur chargé de refroidir la vapeur détendue dans la turbine, enfin poste d'eau chargé de réchauffer le liquide avant son retour dans la chaudière. La taille de la chaudière est inédite. Haute de 41 mètres, elle n'est plus un bâti en briques réfractaires, mais une chambre fermée de parois étanches, composées de tubes (remplis d'eau) soudés entre eux. Recouverte de tôle, elle est suspendue au plafond afin de pouvoir se dilater en partie inférieure (la chaleur s'y élève à plus de 540 °C). C'en est terminé, enfin, du charbon concassé acheminé par grille mécanique : dans l'obscurité des halles de second jour, cinq

broyeurs à galets pulvérissent le charbon envoyé directement sur les vingt brûleurs de la chaudière, distribués sur toute la hauteur de sa chambre de combustion. Suivons encore le charbon. Il faut un débit de 1 500 tonnes par heure pour alimenter l'organisme. D'où ce parc de 2 000 tonnes, alimenté par le fleuve et le rail depuis les houillères des Cévennes, de Firminy dans la Loire ou de Saint-Éloi en Auvergne. Depuis 2011, toutes ces empreintes paysagères ont disparu. La présence ostentatoire de la machine-monument dans la vallée, célébrée puis critiquée pour son volume comme pour ses fumées, a laissé place aux turbines à gaz de combustion (TAC) miniatures, de formes également futuristes, mais dont la couleur verte et l'aménagement alentour témoignent du souci contemporain d'intégrer au paysage les « installations classées ». *Nicolas Pierrot*

Ci-dessus, à droite : « poste d'eau », pour réchauffage de l'eau avant son retour dans la chaudière (cycle thermodynamique).

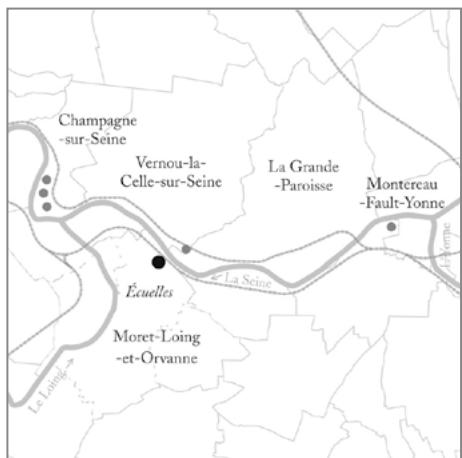
Page de droite : chaudières des tranches n° 3 et 4.



LES RENARDIÈRES, CENTRE DE RECHERCHES ET D'ESSAIS EDF

TERRITOIRE DE L'ÉLECTRICITÉ

ÉCUELLES (COMMUNE NOUVELLE DE MORET-LOING-ET-ORVANNE) AVENUE DES RENARDIÈRES



Voir plan XV p. 279

Lorsqu'il décide de construire, en 1959, un nouveau centre de recherches et d'essais pour EDF, l'ambition du général De Gaulle est de porter la tension électrique à 1 million de volts. La V^e République serait associée à l'abondance énergétique, garante d'une croissance sur le long terme. Le centre des Renardières ouvre en 1964. Quelques années plus tard, en 1971, le président Pompidou inaugure le Laboratoire très haute tension (LTHT), « deuxième hall du monde, par le volume, après celui des fusées de Cap Canaveral¹ ». Les Renardières illustrent les plus belles heures de la recherche publique, quand il s'agissait d'inventer la société du « tout-électrique » puis du « tout-nucléaire ». À l'étape de fondation et des tracés régulateurs par Jean Le Couteur et Jean Prouvé succède l'étape d'aménagement progressif du site avec des constructions modulaires puis, trois décennies plus tard, le changement brusque de répertoire architectural et l'émergence d'une conscience patrimoniale.

UN CENTRE D'ESSAIS POUR LA TRÈS HAUTE TENSION

À partir de 1956 décolle en France la consommation d'électricité. EDF doit y répondre en produisant, en transportant et en distribuant davantage de kilowattheures. Pour éviter de multiplier les lignes électriques reliant les centrales excentrées aux lieux de consommation, il convient d'augmenter leurs puissances. Le réseau 400 kilovolts se met en place. Outre-Atlantique, les chercheurs étudient la tension 765 kilovolts et révèlent la difficulté

de traiter l'effet couronne. De nouvelles stations d'essais s'imposent donc pour permettre la montée en charge des lignes². Jusqu'à la fin des années 1950, EDF dispose de deux centres de recherches et d'essais pour éprouver ses matériels, l'un sur l'île de Chatou, consacré à l'hydraulique, et l'autre à Clamart, consacré à la haute tension³. Tous deux ont été créés au lendemain de la Seconde Guerre mondiale lorsqu'il s'agissait d'unifier le réseau national. Mais, rapidement, le site de Clamart s'est trouvé limité par l'urbanisation de la première couronne et par sa dépendance à l'égard du réseau électrique parisien (225 kilovolts). Les détonations et les coupures de courant provoquées par les essais étaient perçues comme une nuisance jusque dans la capitale. La décision de fonder un nouveau centre d'essais EDF est prise durant l'année 1959. La stabilité politique prônée par le général De Gaulle est indissociable d'une vision de croissance à long terme⁴. D'importants moyens sont déployés pour soutenir la recherche dans le domaine de l'énergie. L'objectif d'atteindre une tension à 1 million de volts est fixée lors du quatrième plan (1958-1962). Parallèlement sont lancés deux programmes de recherche : l'un portant sur l'optimisation des techniques de production – la technique électronucléaire graphite-gaz est à ses balbutiements à Chinon 1 depuis 1957 –, l'autre portant sur la promotion du kilowattheure pour amortir les investissements d'État – EDF est astreinte à l'équilibre budgétaire. Afin de bénéficier de la puissance maximale nécessaire, le nouveau centre est raccordé

1. « Le président de la République au Centre de recherches et d'essais des Renardières », *Contacts électriques*, n° 90, juillet 1971, p. 4.

2. « Les Renardières », *Contacts électriques*, n° 59, mai 1966, p. 18-28.

3. *Contacts*, n° 6, mai 1957, p. 12-21 et n° 10, mars 1958, p. 5-17. Le centre de Clamart était situé à proximité du Laboratoire central des industries électriques et du centre de recherches du CEA (fort de Châtillon).

4. *Histoire de l'électricité en France*, t. III, Paris, Fayard, 1996, p. 328-329.



au poste de transformation du Chesnoy, premier maillon de la boucle 400 kilovolts projetée autour de Paris. Le poste électrique est alimenté par la centrale de Montereau. Cette contrainte technique permet de déroger aux prescriptions du Comité de décentralisation, qui prône l'éloignement des nouveaux équipements au profit d'un équilibrage du grand territoire⁵. Pour épargner les terres arables – défendues par le préfet de Seine-et-Marne et la chambre d'agriculture –, EDF choisit de s'implanter sur le coteau de la rive gauche, à l'emplacement de vergers et de friches. L'emprise de 70 hectares, acquise loin des habitations, est toutefois bien desservie depuis Paris par voie routière (RN 6) et ferroviaire (gare de Saint-Mammès). Les lignes d'alimentation électrique sont projetées par-dessus la Seine. Le site est baptisé du nom du lieu-dit : les Renardières.

Ci-dessus : vue de la charpente métallique extérieure (25 mètres de haut), connectée aux lignes très haute tension arrivant sur le site, permettant d'adapter

LE PLAN DIRECTEUR

C'est à l'architecte Jean Le Couteur que revient la mission de superviser l'aménagement du site. Ancien élève d'Auguste Perret, il a réalisé jusqu'alors des plans d'urbanisme en Afrique noire et des grands ensembles pour la Reconstruction. Il collabore avec des artistes et des ingénieurs de renom pour renouveler le langage plastique de l'architecture. Aux Renardières, il s'entoure du spécialiste des coques minces en béton, René Sarger, pour réaliser le pavillon d'accueil, du sculpteur Étienne Martin pour le mur décoratif-écran à l'entrée du site et du peintre Jean Chauffrey pour mettre au point une charte esthétique d'ensemble.

Le programme fonctionnel comprend deux typologies : d'une part les unités d'essais modulables, composées de bâtiments de bureaux bleus et de laboratoires d'essais

5. Préfiguration de la DATAR, chargée de l'équipement équilibré du territoire national.

les courants aux besoins des recherches (jusqu'à 1 million de volts). À l'arrière, la station d'essais très grande puissance (STGP) construite en 1969.



blancs, d'une hauteur de 7 mètres en moyenne (deux niveaux), d'autre part les grands halls gris culminant de 30 mètres à plus de 50 mètres de haut. Leur répartition se fait de part et d'autre d'un axe médian nord-sud réservé aux accès et fonctions communs (accueil, restauration, infirmerie). À l'est, du côté de l'alimentation électrique, se trouvent les grands halls destinés à normaliser les matériels de grande hauteur, notamment les pylônes. La partie ouest, traversée par une servitude de passage pour le pipeline du gaz de Lacq, accueille les unités d'essais destinées aux recherches sur les boucles à vapeur conventionnelles ou nucléaires, la caractérisation des matériaux et l'invention de nouveaux usages du kilowattheure (chauffage intégré, voiture électrique).

LE pari de la qualité architecturale : Jean Le Couteur, Jean Prouvé et Claude Turner

Jean Prouvé, spécialiste de l'industrialisation légère du bâtiment, intervient pour la conception des laboratoires d'essais construits de 1963 à 1981. La technique de construction est perfectionnée durant cette période et fait l'objet de brevets (évolution du traitement des joints entre panneaux notamment). La préfabrication des pièces en acier permet des montages de précision à sec, rapides et économiques. L'ingéniosité du système-grille permet l'extension ou la division des volumes dans les trois

dimensions. À recherche en mouvement, bâtiment en mouvement. Les modules s'allongent, se doublent, quadruplent, en mode harmonique. Ils constituent l'essentiel du paysage de la zone ouest, aux côtés des bâtiments de bureaux à structure mixte acier-béton, conçus par Jean Le Couteur. Ce dernier s'associe à l'architecte Claude Turner pour concevoir les grands halls, construits de 1968 à 1976. Il s'agit d'isoler des volumes gigantesques par des enveloppes étanches. Le principe d'une double peau en bardage métallique montée sur une structure en treillis est adopté. Le hall LTHT (Laboratoire très haute tension) est le plus grand et sera primé pour son ampleur et son esthétique⁶. Seuls les halls jumeaux STGP (Stations d'essais grande puissance) sont réalisés en béton armé pour contenir les déflagrations provoquées par les expériences sur les courts-circuits.



À gauche : bâtiment d'accueil magnifiant une structure en béton armé (René Sarger, 1964). Ci-dessus : bâtiment de service, troisième teinte de la charte esthétique (emploi de briques brunes).

⁶ Par la revue *Acier-Stahl-Steel* en 1972 et par la Convention européenne de la construction métallique en 1974.

Ci-dessus en haut, de gauche à droite : unité d'essais composée d'un bâtiment de bureaux bleu offrant des plateaux libres autour d'un noyau

central (Jean Le Couteur, 1963) et d'un double laboratoire d'essais blanc, extensible dans les trois dimensions (Jean Prouvé, 1964-1966).



Les parois intérieures des halls présentent des reliefs anti-bruit. Les façades extérieures, aveugles, sont traitées uniformément, sans appareil décoratif. À l'est, les halls sont associés à des bâtiments de bureaux bleus. Un seul hall est monté à l'ouest, associé à un laboratoire d'essais blanc.

Jusqu'en 1981, le site se densifie progressivement, au fil des besoins, sur une trame orthogonale et dans le respect des principes fondateurs. Deux installations majeures à ciel ouvert – dont on perçoit encore les tracés – s'implantent dans la partie sud en vis-à-vis : vers l'ouest, une ligne expérimentale (haute et basse) de 1 mégavolt (1966-1974) ; vers l'est, une piste d'essais pour les premiers véhicules électriques (1973-1981).

UN CENTRE DE RECHERCHES FAIT-IL PATRIMOINE ?

Un virage s'opère avec le premier choc pétrolier, en 1973, et la proclamation du

tout-nucléaire⁷. Les centrales nucléaires peuvent être implantées à proximité des lieux de consommation et il n'est plus besoin d'acheminer l'électricité sur de longues distances. Les recherches sur le 1 mégavolt n'ont plus lieu d'être. Les défis se portent alors sur la technologie nucléaire et la puissance des réacteurs.

La surgénération est étudiée depuis 1968 dans un grand hall implanté à l'ouest parmi les stations d'essais. Les recherches s'arrêteront⁸ à la suite de l'accident de Tchernobyl (1986) au profit de nouvelles préoccupations sur la sécurisation et l'automatisation des installations.

À partir de 1981, les nouveaux bâtiments s'émancipent peu à peu des règles de composition d'origine. Les bâtiments de bureaux et les laboratoires d'essais adoptent des façades qui ne reflètent plus leurs structures. Les halls sortent de la gamme chromatique en s'éclaircissant. Ils perdent leur élancement et sont implantés

7. Marcel Boiteux, *Haute tension*, Paris, Odile Jacob, 1993, p. 150.

8. Le projet de surgénérateur est définitivement abandonné le 30 décembre 1998 par arrêté ministériel.

Ci-dessus : système-grille Prouvé permettant une libre composition des façades avec des panneaux interchangeables (opaques ou transparents). Détail illustrant la grande qualité des assemblages.



indifféremment à l'est et à l'ouest. L'un d'eux est construit sur l'emprise de l'ancienne ligne expérimentale 1 mégavolt pour abriter une boucle nucléaire supplémentaire cependant que le pôle CIMA (câbles, condensateurs, isolants, matériels d'automatisme) s'établit sur l'ancienne piste d'essais afin de permettre le développement des recherches sur l'isolation des câblages.

Avec la privatisation du secteur de l'énergie, programmée en 1996, une nouvelle ère s'ouvre aux Renardières⁹. Le changement de millénaire s'accompagne de la création de la filiale RTE et de la construction du bâtiment MAI (Materials Ageing Institut). L'architecture légère et modulaire est remplacée par une architecture en voiles de béton aux volumes complexes dont la polychromie n'a plus de signification fonctionnelle. En parallèle, les règles de gestion évoluent et dénoncent les charges élevées liées à la maintenance du grand hall LTHT. En 2002, le démantèlement de ce bâtiment, emblématique des Renardières,

soulève un tollé dans la communauté scientifique et fait émerger une conscience patrimoniale¹⁰. Le site est scindé en 2005. EDF occupe l'ouest et RTE l'est.

Dès lors, conserver le parc ancien – qui donne son caractère, sa cohésion et son épaisseur historique au site – conduit les entreprises à s'interroger sur les conditions de sa rénovation. Une opération menée sur un bâtiment de bureaux a montré que le coût d'une rénovation complète est proche du coût d'une démolition-reconstruction et impacte notablement les façades.

Situation paradoxale lorsque l'on sait qu'il s'agit d'appliquer une réglementation thermique issue des recherches menées aux Renardières, dans son laboratoire d'essais le plus exemplaire, le Climatron. Ainsi, les unités d'essais elles-mêmes auront permis, grâce à leur souplesse d'usage, la conception de normes qui contribuent à renouveler très largement le paysage architectural, bien au-delà du périmètre du site.

Delphine Drouin-Prouvé

9. Directive européenne 96/92/CE.

10. David Ernaux, *Le Centre de recherches et d'essais EDF Les Renardières, histoire et patrimoine de 1963 à 2011*, mémoire de master d'histoire des techniques, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne (Anne-Françoise Garçon dir.), 2011.

Ci-dessus : essais de disjoncteurs pour des tensions de 245 kV dans le hall d'essais synthétiques qui jouxte la station d'essais très grande puissance (STGP).

Ci-contre : intérieur du grand hall CGVS (Claude Turner, 1968) construit pour étudier la surgénération nucléaire (projets de Phénix puis Superphénix). Structure métallique en treillis de

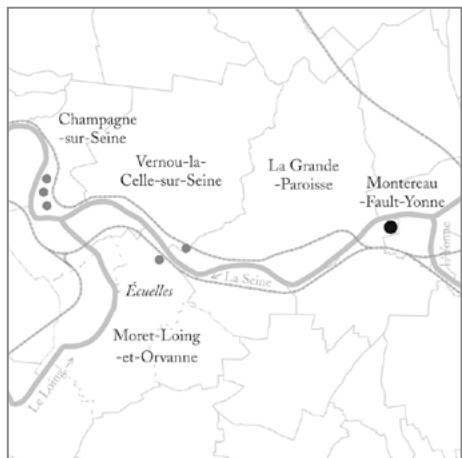
grande hauteur supportant un bardage métallique aveugle. Désaffecté depuis 1987 à la suite de l'accident de Tchernobyl.



LA SILEC, SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE DE LIAISONS ÉLECTRIQUES

TERRITOIRE DE L'ÉLECTRICITÉ

VARENNES-SUR-SEINE ET MONTEREAU-FAULT-YONNE 6, RUE DE VARENNES-PROLONGÉE



Voir plan XVI p. 280

La SILEC, dont la construction s'échelonne sur quatre-vingts ans, offre une véritable anthologie de l'architecture industrielle ordinaire, caractéristique des usines proliférantes de la seconde industrialisation. Petite fabrique de câbles électriques en 1934, elle occupe aujourd'hui 33 hectares, emploie 1 350 salariés et compte parmi les premiers fabricants mondiaux de câbles divers, depuis la fibre optique jusqu'aux câbles à très haute tension. L'entreprise et son usine se sont développées au rythme de l'équipement électrique et téléphonique de la France, par l'acquisition successive d'entreprises installées au nord de la plaine de Varennes depuis le début du XX^e siècle.

DEUX EMBRANCHEMENTS, DEUX « GARES D'EAU » ET TROIS USINES

Présentons d'abord les trois usines absorbées – la scierie Jodot en 1934, la tannerie Jaudin-Carré en 1956 et l'usine de construction métallique Besson en 1974 –, principaux points d'ancre des aménagements postérieurs. À la fin du XIX^e siècle, le cœur industriel de Montereau vient à manquer d'espace. À l'ouest, sur le territoire de Varennes-sur-Seine, la plaine horticole est conquise par l'industrie à partir de 1889, suite à la construction des « gares d'eau » – ports de transbordement des marchandises – du Paris-Lyon-Méditerranée (PLM) et de la Compagnie des chemins de fer départementaux (CFD). C'est le long de l'embranchement CFD que Jules Jodot installe au début du XX^e siècle une

grande « scierie et fabrique de wagons¹ ». Il convertit pour l'occasion plusieurs bâtiments ruraux, encore en place aujourd'hui à l'entrée de la SILEC : à gauche, un ancien corps de ferme en meulière blanche, prolongé ultérieurement par un bureau d'accueil ; à droite, l'atelier d'un sabotier, sa maison et, à l'arrière, ses écuries surmontées d'une lucarne à foin. Jodot ajoute un atelier à pans de béton et briques brunes locales (Baudelot), ainsi qu'une halle à pans de bois prolongée durant les années 1960, surmontée d'une horloge à quatre faces qui pourrait dater de la période Jodot.

À 600 mètres au nord-ouest, la plaine accueille en 1920 une deuxième usine d'importance, desservie cette fois-ci par l'embranchement du PLM. Les Établissements Antoine Besson fabriquent des pylônes électriques et des charpentes métalliques pour l'électrification ferroviaire et rurale et la reconstruction industrielle. Sur 27 hectares, les 25 000 mètres carrés couverts – où travaillèrent jusqu'à 225 ouvriers – sont construits « en briques avec charpente métallique, couverture tuiles, sol en partie cimenté, l'éclairage est



Ci-dessus : pavillon d'entrée du site, ancien corps de ferme reconvertis par la scierie Jodot puis la SILEC.

1. D. H. et J. M., *Historique de la SILEC*, « rédigé grâce d'une part aux archives du bâtiment R triées avant destruction, d'autre part aux entretiens [...] avec quelques anciens », septembre 1992, p. 4.



électrique² ». Les deux halles centrales de 2 000 mètres carrés, hautes de 12,4 mètres pour loger dix-huit grues pivotantes, sont coiffées d'une charpente métallique à entrails en treillis et couverture en sheds, exemple devenu rare en Île-de-France³. En 1938, le directeur Lebœuf fait construire deux immeubles de logements ouvriers face à l'usine et, plus loin dans la rue du Châtelet, cinq maisons de cadres et d'employés. La troisième usine est d'implantation plus tardive. La tannerie Carré, qui s'est développée depuis le XVI^e siècle auprès du pont de Montereau, est détruite en 1940 et 1944 par les bombardements aériens. Partiellement reconstruite, elle est aussitôt la cible des riverains et finalement transférée en 1952 entre l'usine Besson et le stade municipal. La nouvelle tannerie, fermée d'austères parois de parpaings, forme un quadrilatère autour d'une cour centrale. Sa chaîne opératoire est linéaire : livraison des cuirs verts, premiers traitements et cuves de « brasserie » dans l'aile orientale, stockage et expédition dans l'aile sud⁴.

Ci-dessus : traces au sol de l'ancien embranchement CFD, séparant la chaufferie, à gauche, et les halles accolées de l'atelier des câbles téléphoniques, à droite (CT1).

LA SILEC, UN ESSOR SPECTACULAIRE TIRANT PARTI DE L'EXISTANT

En 1934, la SILEC (Société industrielle de liaisons électriques de Chalette), fondée deux ans plus tôt par l'ingénieur polytechnicien Alfred Dhome⁵, s'installe sur les 17 hectares mis en vente par Jodot, dont 3 000 mètres carrés bâties, immédiatement réaffectés en bureaux, poste de garde et laboratoire⁶. Au nord sont élevées sept halles accolées (devenues CT1), destinées à la fabrication des câbles téléphoniques – conducteurs en cuivre isolés au papier sec avec armature en plomb – et de câbles d'énergie isolés au papier imprégné, mis en œuvre par rubanage. Derrière leurs façades-pignons en briques locales rehaussées de briques rouges tournent alors des assembleuses, toronneuses et câbleuses, « machines dont certaines rappellent les appareils employés dans la fabrication de câbles textiles⁷ ». La halle sud abrite encore aujourd'hui une assembleuse permettant de « tordre »

2. AD77, SC5070/3, note de M. Dubœuf, directeur, 21 décembre 1951, et « Plan des usines de Montereau », 10 août 1939.

3. Notamment depuis la démolition, en 2016, de l'atelier de grosse chaudronnerie (1898-1902) de l'usine Babcock et Wilcox de La Courneuve.

4. AD77, SC5085/7, « Tanneries de Montereau, projet de reconstruction à Varennes », plan, 1951.

5. Ingénieur polytechnicien, Alfred Dhome crée la SILEC en 1932 à Chalette-sur-Loing pour fabriquer les 450 premiers kilomètres de câbles téléphoniques de la ligne Maginot. *Historique de la SILEC*, *op. cit.*, p. 3.

6. Pour s'agrandir, l'entreprise recherchait un terrain bien desservi, à moins de 80 kilomètres de Paris, et offrant d'importantes réserves foncières.

7. J. Hesse, « Fils et câbles électriques », *Larousse de l'industrie et des arts et métiers*, Paris, 1935, p. 604.



jusqu'à cent vingt bobines de fil pour la fabrication de câbles de 500 kilovolts⁸. Dans cette même partie de l'usine débute également, dès 1936-1938, la fabrication de câbles isolés au caoutchouc naturel. Mais la pénurie de ce matériau, durant la Seconde Guerre mondiale, réoriente la SILEC vers la recherche en chimie des isolants de synthèse. Durant les années 1950, l'isolation par extrusion de polymères de synthèse se généralise dans l'industrie du câble. L'essor de la demande est fulgurant. La SILEC fournit EDF en câbles à haute et basse tension, équipe des navires – câbles Butylec pour le paquebot *France* en 1958 –, fournit les Charbonnages de France en câbles souples. L'usine s'étend vers l'ouest : l'atelier CC1 (câbles d'énergie en caoutchouc) est construit en 1950-1955 ; deux tours, de 30 et 50 mètres, y sont installées en 1953 et 1966 pour la vulcanisation verticale des câbles de moyenne tension. La tannerie Jaudin-Carré est rachetée en 1956 pour y installer l'atelier TTC (tréfilerie, toronnage et câblage des câbles d'énergie) ; les ateliers des câbles téléphoniques sont agrandis au nord. La croissance de l'usine se poursuit par la construction des CC2, CC3 et CC4 suite à l'acquisition des ateliers Besson en 1972-1974. Il s'agit notamment de relever le défi de la très haute tension. L'entreprise est la première à installer, en 1987, une ligne de fabrication verticale (offrant aux câbles la meilleure géométrie possible) sous la forme d'un puits de 100 mètres⁹. Enfin, l'usine est complétée au sud-ouest par le long atelier CT3, construit de 1973 à 1976.

pour honorer les abondantes commandes du « plan de rattrapage du téléphone » décidé par le président Valéry Giscard d'Estaing¹⁰. Ainsi, au fil des commandes, chaque groupe de bâtiments s'est spécialisé : tréfilage, isolation des câbles basse, moyenne, haute, très haute tensions, fibre optique... Les espaces extérieurs accueillent le flux incessant des tourets vides et pleins, en attente d'expédition par voie routière, ferroviaire ou fluviale. Les constructions nouvelles expriment une forte logique de rationalité et d'économie, sans élément décoratif. Durant ces huit décennies d'expansion, la politique patrimoniale adoptée par la SILEC a contribué à modérer sa visibilité sur le territoire, favorisant la cohabitation de l'usine avec les quartiers résidentiels avoisinants. Son principal signal demeure sa tour de 50 mètres, désaffectée depuis 1998.
Nicolas Pierrot et Delphine Drouin-Prouvé



8. SILEC, *Projet de valorisation du patrimoine historique, industriel, technique et humain de l'entreprise*, 2 mai 2011, station 3.

9. *Ibid.*, station 10. Deux stations d'essais des câbles à haute tension sont installées en 1974 et 1987.

10. Ces ateliers ont fabriqué jusqu'à 750 000 kilomètres de câbles téléphoniques par mois durant quatre ans.

*Ci-dessus, à gauche : atelier à pans de béton et remplissage en briques de l'époque Jodot.
Ci-dessus, à droite : parc de stockage des tourets et bâtiment de l'ancienne tannerie Jaudin-Carré, aujourd'hui atelier TTC.*

Ci-contre : assembleuse, ou machine à tresser les câbles, permettant de « tordre » jusqu'à cent vingt bobines de fil (années 1930).

Page de droite : de proche en loin, stockage extérieur des tourets prêts à livrer, ateliers CC1 (éclairément par sheds), tours de 30 et de 50 mètres accolées, pour la vulcanisation verticale des câbles de moyenne tension.



L'USINE DE CÉRAMIQUE BAUDELOT

MONTEREAU
VILLE INDUSTRIELLE

MONTEREAU-FAULT-YONNE
RUE DU BATEAU



Voir plan XVII p. 281

1. N°s 127, 128 et 129 du répertoire.

2. Antoine Le Bas, *Architectures de brique en Île-de-France, 1850-1950*, Paris, Somogy, coll. Cahiers du patrimoine/Inventaire général du patrimoine culturel, Région Île-de-France, n° 105, 2014, p. 31-51. Les estampilles qui marquent ses flancs rendent la brique de Montereau aisément identifiable : HS pour Hubert Sachot, EH pour Étienne Henry, HB pour Henry et Baudelot.

3. Voir l'essai introductif.

4. L'eau est en effet ajoutée à l'argile broyée afin d'obtenir une pâte homogène.

5. AD77, 5MP320, autorisation préfectorale du four à briques Dufour, 1867 (four et atelier de préparation équipé d'une machine à vapeur locomobile de 3 chevaux) ; AD77, matrices cadastrales de Montereau-Fault-Yonne, parcelle A 664.

6. AD77, matrices cadastrales de Montereau-Fault-Yonne, parcelle A 667 et A 668.

Les industries du travail de la terre, nombreuses à Montereau-Fault-Yonne, se sont prudemment implantées à l'extérieur de la ville afin de prévenir les risques d'incendie et de se rapprocher des ressources indispensables, le bois, utilisé comme combustible, et surtout l'argile, extraite sur le coteau. Car la Seine, entamant le relief, a mis au jour les affleurements d'argile du bassin de Provins (Merlange, Surville), attirant sur sa rive droite tuiliers et briquetiers. Le fleuve joue également un rôle de vecteur décisif pour l'approvisionnement des usines en combustible fossile à partir du XIX^e siècle comme pour l'exportation des produits céramiques. Trois des plus grosses briqueteries locales (Moreau, Sachot et Baudelot¹) disposent ainsi d'un accès particulier au fleuve. La brique qui sort des fours de Montereau se vend comme « brique de Bourgogne », une qualification qui la place dans le haut de la gamme. Hors du marché local, sa qualité facilite sa diffusion par les revendeurs parisiens, où elle trouve à s'employer dans les nombreux chantiers de la capitale et d'une banlieue en pleine expansion².

Sans même évoquer les faïenceries, piperies et ateliers de poterie implantés à Montereau depuis le XVIII^e siècle et aujourd'hui disparus, la liste des tuileries et briqueteries créées, augmentées et reprises ici depuis la « révolution industrielle » suffit à souligner l'importance du secteur dans l'économie de la cité³. Sans surprise, ces fusions/rachats/acquisitions partiels ont finalement conduit à une concentration

au profit d'une oligarchie industrielle se résument aux noms de Moreau, Sachot et Baudelot, dont les installations ont durablement marqué le paysage local. Mais depuis la démolition de l'usine Moreau de Courbeton en 1968, puis celle de l'usine Sachot en 1988 – à l'exception de la base d'une cheminée –, seuls subsistent les vestiges de la briqueterie Baudelot, démolie en 1998.

L'usine Baudelot s'est développée en bord de Seine, de part et d'autre du ru du Bateau⁴, à partir d'implantations antérieures. En 1867, Jean-Alexis Dufour construit un four à briques et son atelier à l'ouest du ru, au sud du chemin de La Grande-Paroisse. Louis Plissier les rachète et les exploite de 1885 à 1893⁵. À l'est du ru du Bateau, un dénommé Bourdon installe une briqueterie en 1868, exploitée par Jules Tencé puis Guidier de 1880 à 1893⁶. Elle comprenait un logement



Ci-dessus : estampille Henry et Baudelot.

Page de droite : façade du grand séchoir de la briqueterie Bourdon, puis Jules Tencé, intégrée à l'usine Henry et Baudelot en 1893.





patronal, des ateliers de préparation, un four Hoffmann – le four de la « révolution industrielle » briquetière – et son grand séchoir mécanique. Voilà sans doute le vestige le plus émouvant de la friche patrimoniale : en surplomb sur le fleuve, la façade ordonnancée du grand séchoir, en maçonnerie de briques rouges et brunes, est maintenue par de solides étais métalliques. En 1893, le briquetier Étienne Henry réunit les établissements Plissier et Tencé au sein d'une usine agrandie. De la grande briqueterie Étienne Henry, très peu documentée, subsiste un long mur de soutènement en moellons et briques estampillées EH, longeant la Seine. Deux « descendeurs à briques » y sont aménagés. Il s'agit de tours en maçonnerie à ascenseur

interne (plateau de bois guidé par une corde reliée à une poulie) permettant d'acheminer les produits finis depuis l'usine jusqu'aux berges du fleuve⁷. D'emblée, c'est le négociant Paul Baudelot qui distribue à Paris les produits Henry. Les difficultés financières de ce dernier conduisent à la création, en 1899, de la société Paul Baudelot et Étienne Henry. La nouvelle « Manufacture de produits réfractaires et céramiques de Montereau » se compose de trois unités : une tuilerie (four continu au gaz), une briqueterie « de Bourgogne » (four Hoffmann) et une usine de briques réfractaires (four continu au gaz)⁸. Sa taille imposante – 3 hectares – trahit les nouvelles ambitions de l'entreprise : « Cette usine fabrique

7. AD77, 140 J 2, Union patronale de Seine-et-Marne, dossier Baudelot, 1946-1973.

8. AD77, J1025-2, plan aquarellé de la Manufacture de produits réfractaires et céramiques de Montereau, entre 1900 et 1914 (seule la moitié nord du plan est conservée) ; AD77, 5MP 320, en-tête de lettre illustrée, 1933.

Ci-dessus : descendeur à briques de l'usine Henry et Baudelot (1893-1899).



avec les belles argiles réfractaires de cette région, et à l'aide des appareils les plus perfectionnés, broyeurs, malaxeurs, tunnel-séchoir Möller et fours continus, des produits réfractaires de tous genres : grosses briques de fours pour métallurgie ou verrerie, creusets, cornues, briques réfractaires, briques de construction mates ou émaillées en terre blanche et rouge⁹. » Subsist aujourd'hui le bâtiment du four à tuiles, sa cheminée tronquée, les bureaux aux façades de briques polychromes, une maison d'habitation et le logement des contremaîtres élevé le long de la berge. En 1914, Paul Baudelot, qui n'avait eu de cesse de monter dans le capital de l'entreprise jusqu'à y devenir majoritaire, finit par acquérir l'usine. Si l'histoire de ses équipements intérieurs reste à écrire, on note peu de modifications de l'enveloppe bâtie avant les dégâts causés par l'avancée allemande en 1940 – l'usine comprenait

alors une centaine d'ouvriers –, par la bataille de Montereau le 28 août 1944¹⁰, puis par l'incendie du magasin en 1962. L'entreprise, qui avait jusqu'alors conservé ses trois spécialités, mise désormais sur la seule production d'éléments réfractaires – sous le nom de Baudelot Matériaux –, le coût croissant de la matière première contrignant la plupart des industriels à fabriquer des produits à plus haute valeur ajoutée. L'usine ferme en 1992. Sur décision des pouvoirs publics, ses principaux bâtiments sont rasés en 1998, à l'exception d'éléments jugés porteurs de mémoire. Ici ou là, de belles maisons de maître regardant vers la Seine rappellent aux visiteurs que Montereau fut jadis un foyer actif de l'industrie céramique. Ces demeures nostalgiques et quelques traces industrielles en sursis sont les témoins muets de ces heures aussi fameuses que laborieuses.
Nicolas Pierrot

Ci-dessus : unité de fabrication des tuiles Baudelot (1899-1914).



Ci-contre : habitation des contremaîtres de l'usine de céramique Baudelot (1899-1914).

9. *Rapport du jury de l'Exposition universelle internationale de 1900*, p. 118.

10. AD77, SC10920, Reconstruction, dommages de guerre, notamment le plan général, 1^{er} juin 1946.

L'USINE D'AGGLOMÉRÉS CIMENFER

MONTEREAU
VILLE INDUSTRIELLE

VARENNES-SUR-SEINE
ROUTE DE CANNES-ÉCLUSE



Voir plan XVIII p. 282

Sur la route entre Montereau et Cannes-Écluse, le long de la voie ferrée et en bordure de l'Yonne, une série de bâtiments forment une enfilade : une belle maison bourgeoise, des logements ouvriers, plusieurs ateliers et enfin une longue halle sur laquelle se lit encore l'enseigne peinte « Cimenfer ». Au premier abord, on ne devine pas que ces éléments disparates constituaient l'ancienne usine des Bétons Cimenfer de Montereau. Sauf à y regarder de plus près et à découvrir les vestiges d'un mur de clôture en parpaings de béton moulé imitant la pierre, et à retrouver ces mêmes motifs sur la maison de maître et sur la grande halle : la compréhension du site devient alors possible.

Il s'agit de l'usine de ciment aggloméré installée par Louis Sanvoisin au lieu-dit La Croix de Six, entre 1900 et 1917, pour exploiter un procédé de fabrication de pierres artificielles en ciment dont il a déposé le brevet d'invention en 1897. L'ensemble s'ouvrait sur la maison patronale, véritable démonstration du savoir-faire de l'entreprise en matière de pierre artificielle, depuis le moellon jusqu'aux décors architecturaux. À l'arrière, ateliers, logements ouvriers et annexes étaient organisés autour d'une cour.

Enfin, à l'extrémité du site se situaient les dernières constructions de Sanvoisin : une longue halle en parpaings moulés décoratifs, couverte d'une voûte cintrée en béton, et deux ateliers adjacents portant l'inscription « Usine Saint-Jean 1914-1917 ».

En 1918, Louis Sanvoisin cède l'ensemble

de sa propriété, « terrains, bâtiments de production et habitation, matériel, exception faite du fonds de commerce et de la clientèle », à une entreprise concurrente mitoyenne : les Bétons Cimenfer de Montereau¹. En effet, en aval des établissements Sanvoisin, s'était installée en 1904 la Compagnie industrielle d'agglomérés mécaniques, entreprise associant Henri Biron (fabriquant et marchand de faïences), Mathieu Bourcier (entrepreneur parisien) et Edmond Bos à fins d'exploitation du brevet Bos pour la fabrication d'aspirateurs à cheminée. Après le retrait de ce dernier, Bourcier et Biron créent, en 1913, la société anonyme des « Anciennes Usines Bourcier et Biron : les Bétons Cimenfer de Montereau ». Ils diversifient leur activité dans le secteur des matériaux agglomérés (pierre reconstituée ou en ciment armé) pour les entreprises de construction². Toutefois, bloqués entre la sucrerie et l'entreprise Sanvoisin, ils ne disposent que d'un faible potentiel de développement, ce qui a sans doute concouru à l'absorption de cette dernière.



Ci-dessus : inscription portée sur un atelier situé à l'extrême sud du site, construit entre 1914 et 1917 par Sanvoisin.

Page de droite : maison patronale Sanvoisin (vers 1904) puis bureaux Cimenfer. Pierres artificielles, ciment et céramiques émaillées.

1. AD77, SC11032, copie de l'acte de vente par M. et Mme Sanvoisin à la société Les Bétons Cimenfer de Montereau, 1918. Louis Sanvoisin et son fils Charles installent une nouvelle usine à Cannes-Écluse, au hameau des Bordes.

2. *Ibid.*, copie des statuts de la société déposés chez Me Ducols, notaire à Montereau, 1913.





Les décennies 1920-1930 marquent l'essor de Cimenfer : de nouveaux ateliers sont construits, tel l'atelier des fosses Autoseptic au cœur du site. Le catalogue s'enrichit. Aux matériaux de construction s'ajoutent des réservoirs, lavoirs, auges, éviers, perrons, balustres... Les papiers à en-tête précisent : « Tous articles transportables en ciment armé ». Les publicités vantent ses productions exclusives : la fosse « Autoseptic », qui supprime la vidange, ou la « lapinière Cimenfer », démontable et imputrescible. Une seconde usine est créée à Montauban entre 1926 et 1931.

Les établissements Cimenfer profitent des avantages de leur situation. À Montereau, ville industrielle, traditionnellement tournée vers la fabrication de matériaux de construction, l'entreprise trouve une

main-d'œuvre abondante et qualifiée. À proximité, les sablières et les cimenteries, telle la cimenterie de La Grande-Paroisse, en activité de 1920 à 1935, fournissent les matières premières nécessaires à la fabrication du béton. L'approvisionnement s'effectue aisément par la voie fluviale. À la fois tourné vers Paris et vers le monde rural, Cimenfer trouve des débouchés d'une part dans la construction et les aménagements publics induits par l'urbanisation, d'autre part dans les exploitations agricoles, qui se modernisent et renouvellent leurs équipements. Après la Seconde Guerre mondiale, à la faveur de la Reconstruction, l'entreprise connaît un nouvel essor³ et reçoit des commandes émanant du ministère de la Reconstruction, de la SNCF, d'entrepreneurs du bâtiment

3. AD77, SC33216.

4. Varennes-sur-Seine, rue du Petit-Frossard ; Cannes-Écluse, 100, rue Désiré-Thoison (maison construite pour Angeline Camus, belle-mère de Louis Sanvoisin).

Ci-dessus : atelier de fabrication Sanvoisin (vers 1906-1910) puis atelier de menuiserie Cimenfer. Au centre, tour de monte-chARGE.



en Normandie, en région Centre, en Champagne... En 1964, la société est reprise par les établissements Morin et Frères. Ces derniers construisent, en 1973, une nouvelle usine dans la zone industrielle de Montereau puis ferment les ateliers de la route de Cannes dans les années 1980.

Aujourd’hui, le site de Cimenfer est l’un des derniers témoins de l’activité industrielle sur la rive gauche de l’Yonne, en amont de Montereau. Au nord, la sucrerie qui jouxtait Cimenfer a laissé place à une zone d’activité commerciale dont seul le nom, « ZAC de la Sucrerie », évoque le passé. La partie nord de l’usine Cimenfer (ancienne emprise Bourcier-Biron) a été détruite. Le reste du site demeure en sursis. Morcelé, il a perdu sa cohérence d’ensemble et présente des

conditions de conservation inégales. D’anciens ateliers sont à l’état de vestiges, d’autres sont utilisés en espaces de stockage ou en espaces commerciaux sans véritable programme de rénovation. Seule la maison patronale, transformée en centre d’accueil administratif, a bénéficié d’un projet de reconversion qui permettra sans doute sa préservation. Enfin, à Varennes-sur-Seine, à Cannes-Écluse⁴ ou dans les villages voisins, il arrive de découvrir, au hasard des promenades, ici une maison, un portail, un mur construits en moellons de pierre artificielle, là une auge ou un banc estampillé Cimenfer.

Nathalie Hubert

Ci-dessus : atelier des fosses « Autoseptic », exclusivité Cimenfer (vers 1920).

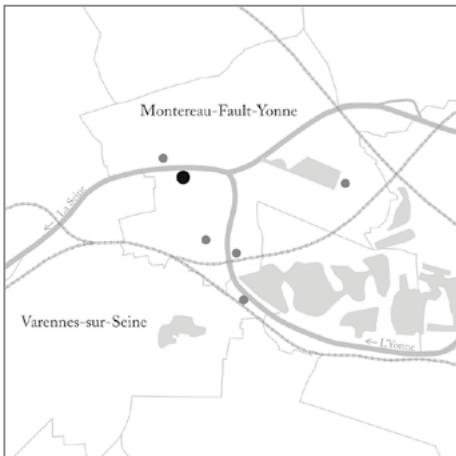
Ci-contre : vestige des premiers ateliers Sanvoisin, montrant le savoir-faire de l’entreprise en termes de décor en pierres artificielles.



LA CORDERIE CANAL

MONTEREAU
VILLE INDUSTRIELLE

MONTEREAU-FAULT-YONNE
33, RUE DE LA PÉPINIÈRE-ROYALE



Voir plan XIX p. 283



Ci-dessus, à gauche : hangar de production,
marque de métrage sur le mur nord.

La première corderie Canal, pourvue d'un atelier de 50 mètres de long, s'installe à Montereau-Fault-Yonne en 1910 dans la Grande-Rue (aujourd'hui rue Jean-Jaurès). Déplacée en 1924 dans un quartier d'ateliers à proximité de la Seine, l'entreprise Canal & Fils se spécialise dans les cordages câblés et tressés en fibres végétales ou synthétiques. Destinée tout

d'abord à l'agriculture et à l'industrie du bâtiment (pour les échafaudages et les cordes à poulies), la production est orientée, après-guerre, vers de nouveaux débouchés dans l'industrie sidérurgique et les houillères de l'Est, le bâtiment mais aussi l'équipement de la marine fluviale. En 1950, elle se diversifie dans les cordages en fibres synthétiques polyamide, polyester,



Ci-dessus, à droite : entrée de la corderie. À gauche,
logement patronal et bureaux, à droite, hangar de
stockage des matières premières, au fond, atelier de
fabrication.

Page de droite : vue générale du hangar de
production des cordes et torons.





polypropylène et polyéthylène. De dix ouvriers en 1940, Canal compte jusqu'à quarante-neuf salariés en 1980, avant l'effondrement de la sidérurgie lorraine, qui entraîne une chute de la production et une réduction des effectifs à vingt-cinq salariés. Cédée en 1989 à la corderie Clément de Bagnieux, toujours en activité, la production se poursuit à Montereau jusqu'en 1996, date à laquelle la fabrication de cordages est définitivement transférée à Bagnieux. Canal SARL se diversifie alors dans le commerce de matériel horticole pour les grossistes. Les établissements Canal ont livré jusqu'à 500 tonnes de cordages par an¹ et constituaient l'une des dernières corderies d'Île-de-France.

Outre un logement patronal et des bureaux, la corderie Canal comporte deux hangars de production et deux espaces de stockage, l'un pour les matières premières, l'autre pour les produits finis. L'intérêt patrimonial du site tient à la singularité du hangar de 170 mètres de long et à l'outil de production encore en place à l'arrière du bâtiment. Utilisant le profil de la parcelle en lanière bien identifiée sur le cadastre, révélé par sa morphologie tout en longueur, le bâtiment présente une structure à poteaux et charpente en bois, couverte d'un toit à longs pans en tuiles plates mécaniques de l'entreprise Sachot de Montereau, prolongé par une couverture en tôle sur le côté sud. Ce hangar, entièrement ouvert pour permettre une bonne ventilation des vapeurs des colles utilisées dans la fabrication des cordes lisses, permet de produire des cordes de très grande longueur tout en restant

à l'abri, le métrage des cordes fabriquées jusqu'à « 170 mètres » étant signalé sur le mur nord. Des cordes de 200 mètres pouvaient également être produites : pour ce faire, on déverrouillait la porte au fond de l'atelier, ouvrant sur un jardin familial, de façon à rallonger l'espace disponible. L'enquête orale, alliée à la description de la fabrication – à la main – des cordes et des câbles², permet de redonner sens aux vestiges techniques encore en place dans l'aire de cordier : le toronnage était effectué sur le rail de droite, le câblage sur le rail de gauche, où étaient successivement réalisées les opérations de polissage et de séchage des cordes lisses sur les poulies encore visibles. La confection des torons nécessitait l'utilisation d'un rouet, partie fixe à plusieurs crochets, et d'un carré, partie mobile composée d'un crochet pivotant fixé sur un chariot en bois sur roulettes avançant et reculant sur les rails d'une extrémité à l'autre du hangar. Une fois les torons torsadés, l'opération de câblage pouvait commencer. Le cordier veillait à ce que les torons ne s'emmèlent pas en les plaçant sur des chevalets ou séparateurs de torons, pièces en forme de T portant une rangée de dents pointées vers le haut. Maintenus séparés par ces chevalets, les torons, assemblés au nombre de trois, quatre ou six, composaient les cordes.

L'intérêt patrimonial de la corderie Canal réside dans l'originalité de son architecture et de sa morphologie ainsi que dans la rareté de son patrimoine technique, valeurs redoublées par l'importance des témoignages oraux.

Odile Lassère

1. Entretien avec Bertrand et Jean-Paul Canal, membres de la famille Canal, 5 avril 2012.

2. Alfred Renouard, « Fabrication à la main des cordes et des câbles », dans *Études sur la fabrication des cordes, câbles, ficelles et filins*, Paris, Au journal *L'Industrie textile*, 2^e éd., 1909, p. 188-196.

L'USINE DE MATÉRIEL AGRICOLE NODET

MONTEREAU
VILLE INDUSTRIELLE

MONTEREAU-FAULT-YONNE
5, AVENUE DU MARÉCHAL-LECLERC
17-19, AVENUE DU MARÉCHAL-DE-LATTRE-DE-TASSIGNY



Voir plan XX p. 284

Le centre de Montereau conserve d'importants vestiges bâti-sous-bois de l'essor du machinisme agricole, activité industrielle liée à la richesse céréalière de la Brie. Dans un département où se multiplient les innovations – charrues à vapeur, moissonneuses –, plusieurs entreprises s'installent à Montereau et contribuent à sa prospérité : Fortin (puis Rustic et Biaudet) en 1871 et Nodet en 1888. Crées par des fils de familles modestes, elles ont permis une belle ascension sociale à leurs fondateurs. Les usines Fortin-Rustic et Rustic-Biaudet marquent encore fortement le paysage urbain. Mais retenons ici l'usine Nodet, objet d'une récente opération de reconversion et de valorisation.

L'ascension d'Alfred Nodet (1863-1932), forgeron devenu vice-président de la chambre des constructeurs français de machines agricoles, a été plusieurs fois contée¹. Il est vrai que la première usine familiale, installée dès l'origine rue Adrien-Besnard², près du parc des Noues, a connu un développement rapide, imposé par le succès du révolutionnaire « semoir à grains alvéolaire³ » et de la « limonière⁴ ». En 1914, l'usine emploie une centaine d'ouvriers et exporte jusqu'en Afrique du Nord. Une remarquable série de plans et de catalogues publicitaires – autre facteur de notoriété – en montre les étapes principales, de 1902 à 1927⁵. Sur l'un de ces catalogues, daté de 1902, l'usine paraît trôner dans la campagne, non loin d'une voie ferrée. La fumée de ses cheminées – signe d'activité perpétuelle – se marie encore au paysage végétal. Le

site, clos de murs, est bordé par deux voies carrossables de type urbain animées par des voitures hippomobiles. Une maison de maître à usage de bureau et d'habitation – encore en place – commande l'entrée. La clientèle peut admirer les semoirs dans une cour quadrangulaire bordée de bâtiments bas aux façades largement vitrées. Cette disposition dissimule une longue halle industrielle à pan de bois hourdé de briques, qui file à l'arrière. De 1906 à 1914, l'usine double une première fois sa surface vers le nord. L'absorption de la rue latérale offre alors un espace de circulation traversant, bordé de nouvelles halles de fabrication. Les mitoyennetés imposent



Ci-dessus : détail du portail en fer forgé du site historique (v. 1903), déplacé en 2006 pour clôturer le « château Nodet ».

1. « Nodet-Gougis », dans Isabelle Rambaud (dir.), *La Seine-et-Marne industrielle*, *op. cit.*, p. 250-251.

2. Actuelle avenue du Maréchal-de-Lattre-de-Tassigny.

3. Primé dès 1893 et produit sous diverses formes à plus de 500 000 exemplaires de 1888 à 1985.

4. Primée à l'Exposition universelle de 1900. En s'adaptant sur le timon des moissonneuses, elle décuple la force des chevaux tout en leur évitant de se blesser.

5. AD77, 175J100, archives Nodet (dépouillement Frédéric Audirac).



de vitrer les toitures pour éclairer les espaces de travail. Sur la rue se constitue progressivement un front bâti – second pavillon d'entrée à chaînages en pierre de taille et magasin, aujourd'hui conservés – pour faire écran à la partie bruyante et fumante de l'usine.

Durant la Première Guerre mondiale, l'entreprise Nodet fabrique des obus⁶. Devenue société anonyme en 1918, au capital de 3 millions de francs, elle conserve néanmoins une structure familiale : le directeur technique, Paul Brouard, est le gendre d'Alfred Nodet et, à la mort de ce dernier, en 1932, son fils René lui succède. L'usine double une seconde fois en 1925, pour finalement couvrir 3 hectares grâce à l'acquisition, au

sud, d'une grosse maison bourgeoise et de sa propriété. L'implantation des nouvelles halles contribue à mettre en perspective le dénommé « château Nodet », tourné vers le parc de Noues. C'est l'ensemble du site qui est alors réorienté vers l'est, affirmant pleinement sa dimension industrielle. La grande halle de montage, à trois vaisseaux telle une gare ferroviaire, s'adosse à la halle historique tandis qu'une seconde, à double niveau le long de la rue Corneille, accueille l'atelier de peinture aujourd'hui reconvertis⁷.

Entré au conseil d'administration en 1948, Robert Nodet, petit-fils du fondateur, crée Nodet-Gougis en 1969, par fusion-absorption de son concurrent. La nouvelle société compte alors parmi cinq cents



À gauche : pignon de l'ancien atelier de peinture (1926) face au parc des Noues, converti en conservatoire-médiathèque.

À droite : intérieur du conservatoire-médiathèque.

6. Service historique de la Défense, 10 N 62, ministère de l'Armement, commandes, marchés et contrats, 1914-1917.

7. AD77, 175J508, « Établissements Alf. Nodet, semoirs et distributeurs d'engrais », plan avec fonctions des bâtiments, 1926.



8. Ils emploient alors cent quarante personnes. Jacques Le Brigand, « L'usine Kuhn-Nodet fermera ses portes à la fin de l'année », *L'Usine nouvelle*, 10 juillet 2006.



entreprises françaises exportatrices et produit 60 % des semoirs du pays. La maison aux deux cents brevets ajoute à son catalogue des semoirs en ligne à socs ou à disques d'une grande autonomie, adaptables à toutes sortes de graines pour les petites exploitations. L'usine, qui emploie sept cent soixante salariés dont quarante cadres, a cessé de s'étendre mais se densifie. L'espace arrière du château est bientôt comblé par de nouvelles halles

(1957 et 1965) tandis que le jardin avant est sacrifié au profit du stationnement (1963). À l'étroit dans son enceinte, l'entreprise finit par déplacer une partie de son activité sur la nouvelle zone industrielle en 1973. En 1996, l'entreprise, en difficulté, est reprise par le groupe Kuhn, qui, la même année, décide de fermer l'usine des Noues puis, en 2006, en raison d'un déficit d'exploitation de 4,5 millions d'euros, le site de la zone industrielle⁸.

À gauche : maison de maître du site historique (entre 1888 et 1902).



De l'usine historique ne subsistent, selon une pratique fréquente de « tri patrimonial », que le château, les maisons d'habitation et, pour toute trace de l'activité, l'atelier de peinture construit en 1926, reconvertis en conservatoire et médiathèque (2007). Sa charpente métallique abrite désormais les apprentis lecteurs. Les architectes des « Ateliers 115 » ont conservé l'enveloppe bâtie en pans de fer et remplissage de briques, ainsi que les

lettres publicitaires du pignon oriental. Alfred Nodet a donné son nom à l'une des trois nouvelles rues qui redécoupent l'îlot pour desservir un quartier résidentiel pourvu d'un commissariat de police et, depuis 2014, d'un village d'artisans d'art⁹. Le château Nodet, au style Louis XIII rassurant, est quant à lui devenu, après sa restauration¹⁰, l'emblème d'une maison de retraite médicalisée.
Nicolas Pierrot et Delpheine Drouin-Prouvé

Ci-dessus : vestiges reconvertis de la seconde extension de l'usine Nodet (1925-1926). L'atelier de peinture et le « château Nodet ».

9. Une antenne de la chambre des métiers et de l'artisanat, seize ateliers d'artisans d'art et un restaurant.

10. Sa toiture et ses aménagements avaient été détruits lors d'un incendie survenu le 8 octobre 2000. AM Montereau-Fault-Yonne, dossier de presse.

L'USINE DU PONT DE MOSCOU

MONTEREAU
VILLE INDUSTRIELLE

MONTEREAU-FAULT-YONNE
CHEMIN DES PROCESSIONS



Voir plan XXI p. 285

Au pied du pont de Moscou, sur la ligne de chemin de fer reliant Paris à Sens, l'entreprise de fondations et de technologies du sol Soletanche Bachy occupe aujourd'hui plus de 13 hectares. Mais les bâtiments conservés au bord de l'Yonne portent la mémoire de deux générations d'usines chimiques installées ici à partir de la fin du XIX^e siècle.

DES PARFUMS AUX EXPLOSIFS : UNE USINE LÉGÈRE ET ÉPHÉMÈRE

En 1899, la Société parisienne de produits chimiques¹, fournisseur de la jeune industrie parisienne du parfum, choisit Montereau pour installer une usine de chimie organique « destinée à fabriquer du gaïacol et de la vanilline pour la fabrication de parfums² ». En effet, l'invention de la vanilline de synthèse, qui donne notamment sa douceur sucrée au fameux « Jicky » de Guerlain en 1889, est l'une des grandes innovations de la parfumerie moderne. Or le procédé Reimer-Tiemann permet, depuis 1876, de synthétiser la vanilline « en faisant agir le chloroforme et la potasse sur le gaïacol³ ». On comprend dès lors la nécessité d'éloigner l'usine à plus de 500 mètres des habitations. Malgré tout, les plaintes des riverains contre les vapeurs toxiques contraignent le directeur Graillot, dès 1902, à reconvertis son installation. Elle fabrique désormais « des produits thérapeutiques », notamment la terpine, expectorant très en vogue réalisé à partir d'essence de térébenthine, de thym

ou d'eucalyptus. En 1912, l'entreprise pharmaceutique allemande Merck rachète l'usine pour fabriquer « les produits dont l'importation est rendue impossible par l'élévation des droits de douane⁴ ». L'usine du pont de Moscou s'étend désormais sur 2,3 hectares et produit de l'antipyrine, antalgique utilisé dans le traitement de la tuberculose⁵. Elle est confisquée en 1914 : la société de l'Air liquide y fabrique des explosifs tout en développant sa nouvelle usine de La Grande-Paroisse.

Il ne reste aujourd'hui aucun vestige bâti de cette première usine. Tout juste repère-t-on son périmètre et son plan en damier, respecté par les installations ultérieures. L'industrie chimique impose en effet d'espacer les bâtiments, afin de limiter le risque d'explosions et la propagation des incendies. Un axe principal nord-sud relie l'entrée du site à une gare privée, desservie par embranchement particulier, tandis que



Ci-dessus : atelier des ampoules, suppositoires et capsules de l'ancienne usine pharmaceutique Darrasse (années 1920).

1. Siège au 4, rue Chauchat dans le 9^e arrondissement de Paris.

2. AD77, 5 MP 320, déclaration préfectorale de changement d'activité, 3 avril 1902.

3. Dr Cazeneuve, *Cours de chimie organique*, Lyon et Paris, 1893, p. 181.

4. Raymond Poidevin, *Les Relations économiques et financières entre la France et l'Allemagne de 1898 à 1914*, Paris, Comité pour l'histoire économique et financière de la France, 1998, p. 740.

5. Joseph Perret, « La compagnie de Montereau à Troyes », *Mémoires de la Société académique d'agriculture, des sciences, des arts et des belles-lettres du département de l'Aube*, t. LXXXVII-2, 1923, p. 32.



des axes perpendiculaires rallient la rive de l'Yonne. Autant d'atouts qui expliquent la pérennité industrielle du site.

L'USINE PHARMACEUTIQUE DARRASSE FRÈRES

Durant la Première Guerre mondiale, la fréquente pénurie de médicaments dans les tranchées révèle l'insuffisance de l'industrie pharmaceutique française. Les entreprises se concentrent et augmentent leur capital. Ainsi des établissements Darrasse Frères, héritiers de la maison parisienne Jouan et Faure (1836), qui comptent alors parmi les « fabricants à façon pour les pharmaciens d'officine⁶ », c'est-à-dire les producteurs généralistes. Devenus société anonyme en 1923, ils portent leur capital à 15 millions de francs pour acquérir l'usine du pont de Moscou et s'y déployer⁷. L'usine est entièrement reconstruite. En effet, de nombreux incidents liés à la fabrication d'explosifs ont « dégradé les murs et les fondations⁸ ». Il s'agit

par ailleurs de concentrer à Montereau toute la capacité de production de l'entreprise, jusqu'alors distribuée à Paris et à Vincennes. Au début des années 1930, le site se densifie. Visibles de loin, les flancs nord et est font l'objet de traitements particuliers. Au nord, vers le cœur de la ville, c'est la proue de l'usine. S'y détachent les façades du conditionnement, élevé sur trois niveaux car n'abritant pas d'installations lourdes, et de la direction, rehaussée de briques rouges et portant une horloge aujourd'hui disparue. Face au parc des Noues, la hauteur des bâtiments est réduite afin d'atténuer l'impact visuel de l'activité. Une seule cheminée domine l'ensemble bâti. Les entrepôts sont à pans de fer et briques, mais les ateliers de fabrication – gommes, tablettes, pommades, ampoules, suppositoires ou capsules – sont en moellons calcaires⁹. Les installations, qui emploient cent cinquante-trois salariés en 1941, sont partiellement détruites lors des

6. Bruno Bonnemain, « Histoire de l'industrie pharmaceutique en France », *Debater a Europa*, n° 14, janvier-juin 2016, p. 24.

7. « Membres bienfaiteurs de la Société d'histoire de la pharmacie, 1929 », *Bulletin de la Société d'histoire de la pharmacie*, 17^e année, n° 66, 1929, p. 16.

8. Paule Fiévet, « L'usine de produits chimiques », *La Vie à Montereau de 1920 à 1940*, Le Mée-sur-Seine, Amatteis, 1989, p. 90-91.

9. AD77, SC5134/9, « Laboratoires de produits chimiques Darrasse Frères à Montereau, plan général de l'usine », 11 juin 1935.

Ci-dessus : vue de l'usine depuis l'Yonne. À gauche, atelier de conditionnement et magasin (structure poteaux-poutres en béton armé couverte en sheds, années 1930).



bombardements du pont de Moscou en 1940 et 1944¹⁰. Affaiblie, l'entreprise ferme brutalement le site en 1956. Sur les dix-sept bâtiments construits, dix sont aujourd'hui conservés. Les sheds de l'atelier des pilules et dragées marquent encore le paysage des bords de l'Yonne.

SOLÉTANCHE : EXTENSION TERRITORIALE ET RECYCLAGE DE L'EXISTANT

Avec l'arrivée de Soletanche en 1959, l'usine historique devient le cœur d'une vaste plateforme de stockage à ciel ouvert¹¹. Le nouveau propriétaire est d'abord intéressé par les réserves foncières, au nord et à l'est, propres à accueillir les matériels de fondation et de forage qui font sa réputation. Les procédures d'agrément pour s'étendre sur un territoire désormais dévolu à la zone industrielle sont accélérées par le comité de décentralisation en

contrepartie de la création d'emplois nouveaux. Le site est alors organisé pour l'accueil des flux logistiques ; le vide compte davantage que le plein. Quatre bâtiments sont détruits, les autres réaffectés en magasins et ateliers de réparation. Des ateliers de chaudronnerie et de mécanique, légers et fonctionnels, voient le jour en dehors de l'enceinte initiale. Une trame de boulevards et d'avenues permet de s'orienter sur les vastes espaces de stockage. Enfin, le site profite à partir de 1994 d'une meilleure liaison avec l'autoroute A5. L'entreprise prospère. Trois ans plus tard, elle fusionne avec la société Bacy pour devenir Soletanche Bacy International, implantée dans cinquante pays et intervenant sur tous les continents. Son enseigne flotte aujourd'hui, notamment, sur les chantiers du Grand Paris Express.

Nicolas Pierrot et Delphine Drouin-Prouvé

¹⁰. AD77, SC25521, commissariat de police de la ville de Montereau, situation économique en 1941 ; SC1090, reconstruction et dommages de guerre, établissements Darrasse Frères, 1944-1951.

¹¹. AD77, SC5134/9, autorisation d'installation, 1959.



LA SAM, SOCIÉTÉ DES ACIÉRIES DE MONTEREAU

MONTEREAU
VILLE INDUSTRIELLE

MONTEREAU-FAULT-YONNE
36, RUE DE LA GRANDE-HAIE



Voir plan XXII p. 286

1. On songe notamment à la fonderie d'aluminium et de mécanique générale Cappuccitti, installée à l'emplacement de la fonderie Menier, rue Étienne-Thibault dans le Montereau ancien, ou à l'usine Nodet.

2. « SAM : une réalité », *Bulletin de la Société métallurgique de Normandie*, n° 195, mai-juin 1973, p. 14-17.

3. Entretien avec Damien Ferrand, responsable du service qualité-sécurité-environnement à la SAM Montereau, 10 juillet 2014.

4. Elle est l'une des trois aciéries de seconde fusion d'Île-de-France avec ALPA, située sur la zone de Limay-Porcheville à Gargenville, et Iton Seine à Bonnières-sur-Seine.

5. Album photographique de l'inauguration de l'usine faite en octobre 1975, Jarville-la-Malgrange, musée de l'Histoire du fer.

Montereau-Fault-Yonne est un centre métallurgique actif, spécialisé dans la fonderie et la transformation des métaux, activités implantées sur la commune à partir de 1919. Déjà présentes dans le tissu industriel du centre-ville, les industries métallurgiques s'implantent dans la zone industrielle (ZI) dès la création de celle-ci en 1964. Le développement de la ZI vient ainsi modifier les conditions de localisation pour de nouveaux établissements ou pour des industries préalablement installées en petite couronne parisienne, et permet à certains anciens établissements de s'étendre¹.

Willy Korf (1929-1990), industriel allemand, directeur de la société Korf Industrie und Handel GmbH, fonde en 1973, avec la Société métallurgique de Normandie, la Société des aciéries de Montereau². L'installation d'une aciéries à four électrique sur la ZI est motivée par la proximité du marché parisien, tant pour l'approvisionnement en ferrailles que pour la consommation de fers à béton. D'où le creusement d'une darse sur la Seine. En avril 1975, au moment de la première coulée continue de la SAM, environ 10 % de la production française sont élaborés au four électrique.

La SAM présente aujourd'hui encore un intérêt technique majeur : elle conserve son activité d'origine d'aciérie au four électrique et de fabrication de fers à béton mais s'est diversifiée tout en augmentant sa productivité. En quarante ans, l'aciérie passe d'une superficie de 22 hectares à 33 hectares, la production de

150 000 tonnes en 1975 à 750 000 tonnes en 2014 (couronnes de fils lisses, crénelés à chaud, crantés à froid et billettes), sans augmentation d'effectif : 380 personnes en 1975, 399 en 1996 et 320 en 2012³. Après la faillite de la société Korf en 1980, l'aciérie de Montereau dépend successivement de Sacilor en 1980, d'Unimétal en 1984, d'Allied Steel and Wire en 1995, et depuis 2000 du groupe italien RIVA. Elle est le pendant, pour l'Île-de-France, de la SAM Neuves-Maisons en Lorraine, Société des aciers d'armature pour le béton de Neuves-Maisons, appartenant également au groupe RIVA et disposant d'un port privé sur la Moselle canalisée.

L'usine, unique dans cette partie de la vallée de la Seine⁴, comprend trois immenses halles construites entre mai 1973 et avril 1975⁵. La halle de fusion, haute de 42,5 mètres, abrite le four. Dans son prolongement, la halle de coulée, d'une longueur de 110 mètres et d'une hauteur de 20 mètres, est organisée autour du « four poche » et de la coulée continue. Enfin, la double halle à structure métallique pour le laminage et le trancannage s'étend sur plus de 300 mètres. Un éclairage naturel est ménagé latéralement à la base de la toiture. L'aération est assurée par des lanterneaux et de hautes fenêtres latérales. Dans ces enveloppes restées quasiment identiques, l'organisation générale et le processus de fabrication ont peu changé même si l'équipement des ateliers de l'aciérie et du laminage a été modernisé : le four



bi-cuve a été installé en 1998 et l'atelier de trancannage est venu compléter l'ensemble en 2002.

Plusieurs visites et enquêtes orales menées en 2012 nous ont permis de compléter l'étude du site et son fonctionnement tels qu'ils sont décrits dans deux rapports de maîtrise rédigés en 1977⁶. À l'extérieur, bordant la darse, le parc à ferrailles est un immense espace à ciel ouvert couvrant 18,5 hectares (sur une surface totale de 48 hectares). Les arrivages se font aujourd'hui principalement par camions (80 %, avec un record de 150 camions de ferrailles par jour), 10 % par wagons et 10 % par péniches. La capacité du parc représente trois semaines de fonctionnement. Les charges en

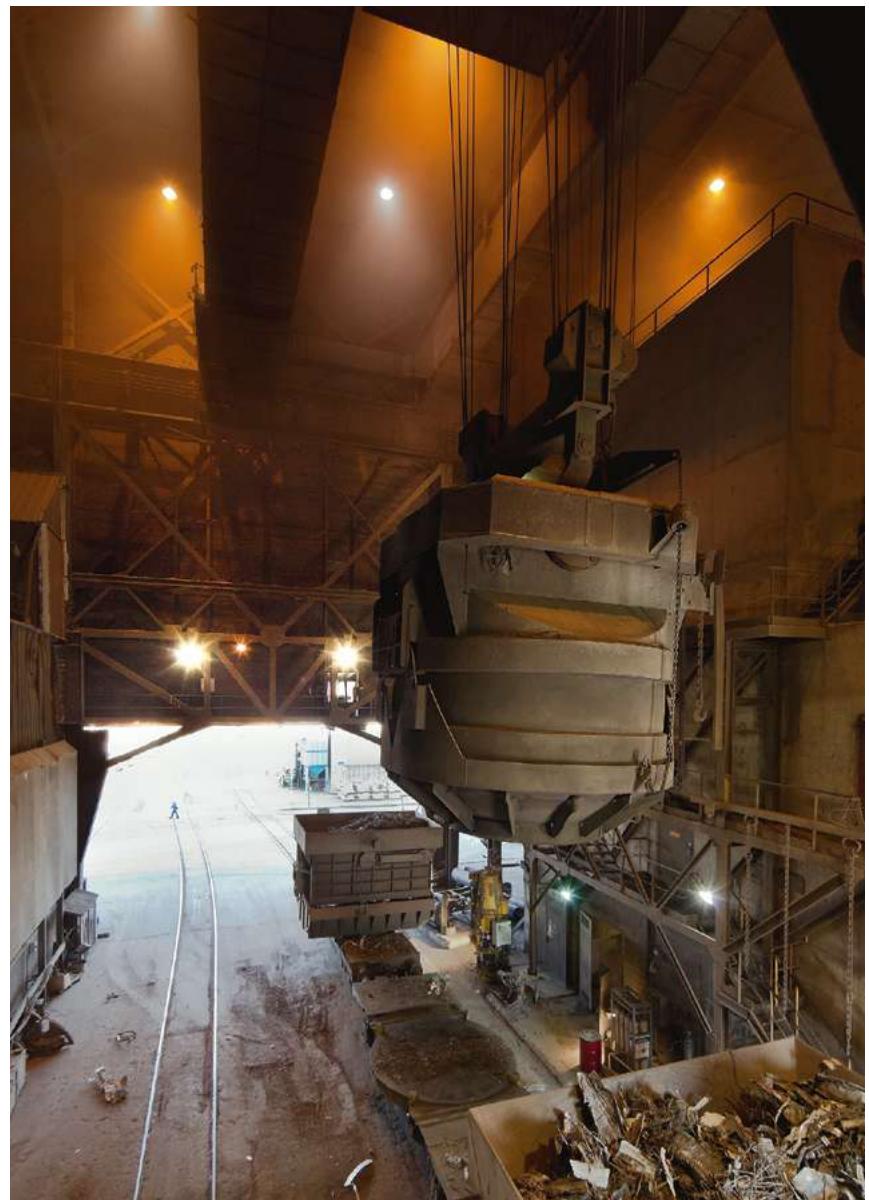
ferrailles, constituées dans les wagonnets, approvisionnent le four électrique. La halle de fusion comporte le four à double cuve d'une capacité de 100 tonnes. La fusion, provoquée par l'énergie électrique, est conduite par trois électrodes en graphite communes aux deux cuves, le mât d'électrodes permettant d'aller d'une cuve à l'autre. Un arc électrique puissant jaillit entre les électrodes de graphite et la température de coulée avoisine les 1 630 °C. Dans la halle de fusion, après élaboration au four bi-cuve, l'acier est coulé dans une poche. La poche est transférée par chariot dans la halle de coulée, puis transportée par le pont de coulée au four poche, qui alimente la coulée continue à une température de 1 580-1 600 °C.

6. Rapports de maîtrise, Centre de formation Maurice Moreau, Metz, 1977, musée de l'Histoire du fer, *id.*

Ci-dessus : vue de la SAM depuis la darse aménagée sur la Seine.



Ci-dessus, à gauche : poste de commande du four électrique.



L'acier coule dans les lingotières de la machine courbe à six lignes, produisant des billettes d'acier d'une longueur de 14,8 mètres. Les billettes sont ensuite traitées dans la partie consacrée au laminage. Un parc à billettes permet le stockage des billettes issues de la coulée ; les fours de réchauffage, utiles à la préparation du laminage, les réchauffent à une température de 1 100 °C avant leur transformation dans le train de laminoir. Les bobines de fil sont ensuite entreposées dans le parc à bobines. Enfin, mis en service en 2002, l'atelier de trancannage, comportant quatre machines de trancannage avec quatre lignes d'étirage, permet d'enrouler les bobines de manière ordonnancée.

Ci-dessus, à droite : transport de la charge de ferrailles vers le four électrique.

L'aciérie SAM est un témoin monumental de l'activité métallurgique en val de Seine. Son implantation, motivée par la proximité du fleuve et de la centrale EDF, a modifié l'environnement par la création de la darse. Les trois axes de circulation, le fleuve, la route et le rail, constituent autant d'atouts qui expliquent la longévité de son exploitation. Enfin, par la permanence de ses immenses halles dans le paysage, elle s'inscrit dans le patrimoine de la vallée et témoigne depuis plus de quarante ans d'un savoir-faire industriel préservé, là où de nombreuses aciéries ont disparu sans laisser aucune trace patrimoniale.

Odile Lassère

Page de droite : four électrique.



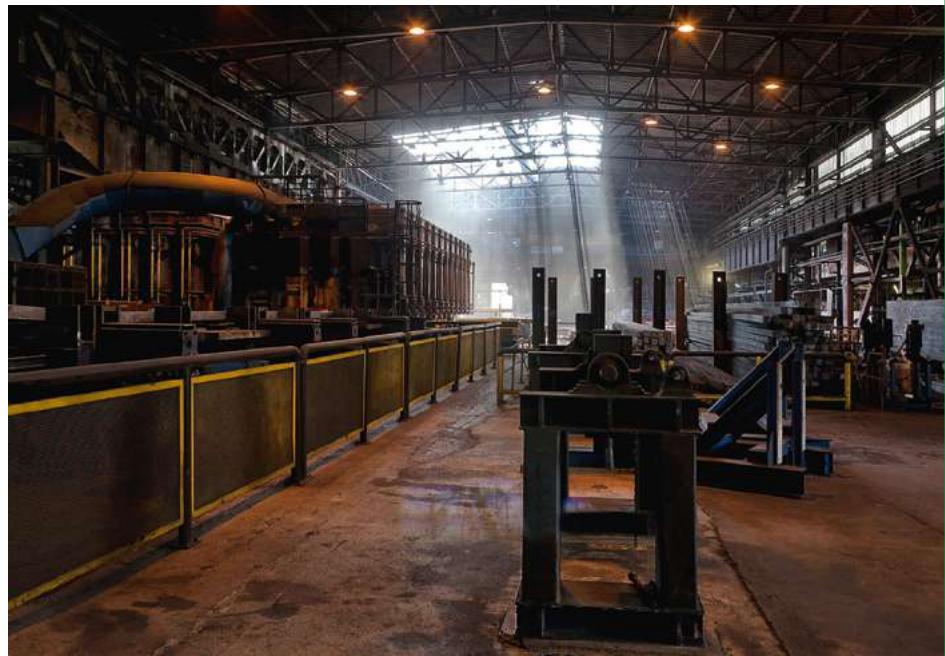


Ci-dessus : four électrique. La fusion est obtenue grâce à trois électrodes en graphite communes aux deux cuves, le mât d'électrodes permettant d'aller d'une cuve à l'autre.

Page de droite : chariot transportant la poche de coulée de la halle de fusion à la halle de coulée.







Page de gauche : halle de coulée. Au premier plan, une poche de coulée.

En haut, à gauche : sidérurgie à la sortie de la coulée continue.

En haut, à droite : halle du laminoir.

En bas, à gauche : ouvriers au travail au train de laminage, formation des spires.

En bas, à droite : machine de trancannage utilisée pour enruler les bobines de manière ordonnancée.

LA DISTILLERIE DE LA FERME DU CHÂTEAU DE NOYEN

LA BASSÉE

NOYEN-SUR-SEINE
RUE DU CHÂTEAU



1. M. Pommier, « Rapport sur les travaux de drainage exécutés par M. Darblay sur sa terre de Noyen et sur l'exploitation et la distillerie agricoles dirigées par M. Jules Muret », *Mémoires d'agriculture, d'économie rurale et domestique*, Société royale d'agriculture de Paris, 1857, p. 369-378.

2. AD77, 5MP362.

3. Laurence Percheminier, *L'Industrie du sucre indigène en Seine-et-Marne (1811-1884)*, mémoire de maîtrise d'histoire (Michelle Perrot dir.), Université Paris Diderot-Paris 7, 1991.

4. La sucrerie de Bray-sur-Seine est fondée en 1873. La distillerie de Noyen est mentionnée « en chômage » dans l'*Annuaire de la betterave* de 1910.

5. Pierre Thiébaut, *La Maison rurale en Île-de-France*, Paris, Eyrolles, 2001, p. 145.

Avec l'installation de distilleries, de fabriques de sucre ou de féculeries, les exploitants agricoles deviennent, au début du XIX^e siècle, des entrepreneurs à part entière. Auguste-Rodolphe Darblay (1784-1873) en est un exemple accompli. Négociant en grain et homme politique influent, bâtisseur avec son frère Aimé-Stanislas d'un empire minotier centré autour des moulins de Corbeil, il achète en 1839 le domaine de Noyen. D'emblée, il agrandit considérablement la surface de terres cultivables et améliore les rendements par d'importants travaux d'assainissement et d'irrigation¹. Jules Muret (1824-1866), son petit-fils, instaure la betterave sucrière en tête d'assolement et contribue à la prospérité du domaine. Le décret napoléonien du 25 mars 1811 avait assigné 300 hectares à la Seine-et-Marne sur les 32 000 hectares de mise en culture de la betterave en France. D'abord expérimentale dans le département, la culture de la betterave est en plein essor au début du Second Empire, à la faveur d'investissements portés par les propriétaires. Il est alors établi que, en assurant un labour profond, la betterave améliore la fertilité des sols pour la culture des céréales et qu'elle fournit un produit rentable pour l'alimentation du bétail, à condition d'extraire préalablement le sucre ou l'alcool et d'en tirer un revenu complémentaire. En 1853, Jules Muret projette d'établir une fabrique de sucre à Noyen. Finalement, il réoriente son projet et installe, en 1855, une des premières distilleries de Seine-et-Marne, utilisant

le système Champonnois². Ce système de production d'alcool de betterave, mis au point par Hugues Champonnois, breveté entre 1852 et 1856, rencontre un rapide succès : simple d'installation, peu onéreux, il garantit aux pulpes de betterave résiduelles un grand pouvoir nutritif. En Seine-et-Marne, on dénombre deux distilleries en 1854, cinquante-cinq en 1863³. La distillerie Muret-Darblay s'avère particulièrement rentable jusque vers 1875-1880. Elle pâtit ensuite de la chute du prix de l'alcool et les cultivateurs préfèrent vendre leur récolte à la sucrerie de Bray-sur-Seine. L'activité cesse aux alentours de 1910⁴.

La distillerie de Noyen, édifiée à l'entrée du village, face à la ferme du château, bénéficie d'une architecture soignée. Contrairement aux distilleries industrielles, qui comportent souvent une partie surélevée pour accueillir la colonne à distiller, elle est bâtie de plain-pied avec des combles sous toiture. Les matériaux employés sont caractéristiques du bâti rural du XIX^e siècle en Bassée⁵ : moellons calcaires, enduits de chaux, modénatures en brique. La façade principale, donnant sur la rue, est ordonnancée. Son axe central est marqué par un fronton triangulaire à l'élancement renforcé par la cheminée de brique, construite à l'arrière. De part et d'autre, les quatre travées sont rythmées par des pilastres en brique et soulignées de corniches et de bandeaux. Cette façade traduit une organisation interne rationnelle, correspondant aux différentes étapes de fabrication.

*Page de droite : distillerie et cheminée, côté est.
Élévation en moellons de pierre calcaire rythmée par un décor en brique rouge et noire.*







Le système Champonnois comprend, *a minima*, un laveur de betteraves, un coupe-racines (découpage des betteraves en cossettes), des cuves de macération, des cuves de fermentation et une colonne à distiller. La machine à vapeur, à l'arrière, fournit l'énergie motrice et la vapeur. Certains éléments, rarement conservés, sont toujours en place à Noyen : la chaudière et la cheminée, une pompe à eau estampillée « Champonnois constructeur », le laveur de betteraves, une partie du

système élévateur et du système de transmission. En revanche, les cuves et la colonne à distiller ont disparu, les salles qui les accueillaient ayant été réutilisées comme lieux de stockage.

Nathalie Hubert

Page de gauche : laveur de betteraves. Dans cette pièce, située à l'arrière, les betteraves étaient lavées avant d'être découpées en cossettes.

Ci-dessus : façade principale de la distillerie, côté nord.

LA SUCRERIE DE BRAY-SUR-SEINE

LA BASSÉE

BRAY-SUR-SEINE
QUAI DE LA GARE
RUE DE LA SUCRERIE



Voir plan XXIII p. 287

Pendant plus de cent ans, de 1873 à 2000, la ville de Bray-sur-Seine et le territoire environnant ont vécu au rythme des campagnes sucrières. Implantée à la lisière de la Brie et de la Champagne, la sucrerie a capté et encouragé la culture betteravière dans une zone où le rendement s'est avéré excellent. Elle a offert des emplois en nombre, sur place comme dans les râperies de la Bassée. Aujourd'hui, l'usine a cessé son activité, la plupart des bâtiments d'origine ont disparu. Néanmoins, le lien de la sucrerie avec son territoire, la permanence de l'activité durant plus d'un siècle et l'intérêt des vestiges confèrent au site une évidente valeur patrimoniale.

LA SUCRERIE, LES RÂPERIES ET LEUR TERRITOIRE

La sucrerie de Bray-sur-Seine est fondée en 1873 par Jules Linard¹ (1832-1882), ingénieur et industriel, dirigeant jusqu'à quatorze sucreries dans le nord de la France. Il est l'inventeur en 1866 du système des râperies. Cette innovation consiste à effectuer les premiers traitements de la betterave (lavage, découpage en cossettes, diffusion) à proximité des zones de production. Le jus sucré obtenu, mélangé à un lait de chaux, est acheminé à la sucrerie centrale par des conduits souterrains en fonte. Ce système, avantageux par l'économie de transport qu'il représente, est salué par un diplôme d'honneur à l'Exposition universelle de 1878. Il connaît une diffusion importante dans le dernier tiers du XIX^e siècle, sans empêcher toutefois le développement de

1. Guy Marival, « Jules Linard », dans Jean-Marie Wiscart, *Les Patrons du Second Empire*, Paris, Picard, Le Mans, Cénomane, p. 73-75.

2. Benoit Dufournier, « Le patrimoine industriel du sucre de betterave », dans Gracia Dorel-Ferré, *Le Patrimoine industriel de Champagne-Ardenne*, CRDP Champagne-Ardenne, 2004, p. 91-108.

3. Râperies de Preuilly à Égligny, de Villuis, de Vimpelles, de Trainel (fondées en 1873), de Nogent-sur-Seine (rattachée en 1882). Elles ont fonctionné jusqu'en 1963-1965.

4. AD77, 5MP33, 5MP535, 5MP159, 259J29.

5. Route de Bray, au lieu-dit Volangis.

solutions alternatives, comme l'utilisation de wagonnets sur rails étroits².

À Bray, la sucrerie fonctionne avec quatre puis cinq râperies extérieures³, installées jusqu'à une vingtaine de kilomètres, dans la zone de production betteravière. Les villages et les campagnes s'équipent pour les besoins de la sucrerie : fermes, bascules, maisons d'ouvriers, fabriques de noir animal (matériau utilisé avec la chaux pour la purification du sucre), mais également quai de chargement, voies ferrées, conduits en fonte⁴. Aujourd'hui, le maillage de la sucrerie sur le territoire n'est plus lisible. Les râperies ont été détruites. Ici ou là subsistent néanmoins quelques bâtiments reconvertis, identifiables grâce aux archives, tels que l'ancien logement du contremaître et des ouvriers de la râperie de Vimpelles⁵.

LA « SUCRERIE CENTRALE »

La sucrerie, gérée de 1882 à 1992 par



Page de droite : silo-dôme (1990).

Ci-dessus : vue générale du parc de stockage d'alcool (1991), du silo-dôme (1990) et du silo horizontal (1988).







la Société de fabrique de sucre⁶, s'est modernisée régulièrement, les installations et les machines ont été renouvelées, de sorte qu'il ne reste aujourd'hui aucun bâti d'origine. Néanmoins, l'organisation générale du site et les grands principes de fonctionnement ont perduré.

La morphologie et l'architecture des constructions disparues sont connues grâce à des cartes postales du début du xx^e siècle et à un plan de 1938⁷. Les bâtiments se succèdent en bordure de la Seine. Ce sont, d'est en ouest, un logement cossu – maison de campagne à façade ordonnancée –, l'usine centrale et sa chaufferie flanquée d'une cheminée – évaporation du jus issu des râperies, cristallisation et séchage –, la distillerie, enfin le magasin à sucre. Dès l'origine, l'accès au fleuve pour l'acheminement du sucre est essentiel. Les premiers magasins sont déjà équipés de toboggans pour charger les bateaux. Les derniers aménagements de la sucrerie, dans les années 1990, comprennent un silo-dôme et un magasin horizontal de très grande capacité, muni d'un système hélicoïdal de chargement des péniches. Par ailleurs, l'entreprise diversifie très tôt son activité en utilisant les résidus issus de la production du sucre pour rentabiliser les équipements et maintenir une main-

d'œuvre à l'année : une distillerie est élevée en 1912, une usine d'engrais en 1925. Entre 1992 et 1996, l'activité alcool est très fortement renforcée avec la construction d'une nouvelle distillerie, d'un atelier de raffinage et d'un parc de stockage d'alcool.

UNE POSSIBLE RECONVERSION ?

Depuis l'arrêt de la production de sucre en 2000⁸ et la fermeture définitive en 2006, les destructions ont été nombreuses. Ne demeurent que quelques annexes désaffectées, d'anciens logements ouvriers ainsi que les installations de stockage les plus récentes. Néanmoins, le paysage de Bray-sur-Seine est toujours marqué par la monumentalité du silo-dôme et du silo horizontal plongeant sur la Seine. Ces bâtiments sont dans l'attente d'un projet qui pourra conduire à leur reconversion ou à leur destruction. La transformation des anciens bassins de décantation en site écotouristique se concrétise. Elle conduira à la requalification de ce site, autrefois synonyme de nuisances, en un espace naturel pédagogique, favorable à la biodiversité. Elle permettra également de remettre en eau les bassins et peut-être de restaurer une ancienne éolienne à pomper l'eau.

Nathalie Hubert

Page de gauche : système hélicoïdal pour le chargement des sacs de sucre sur les péniches, relié au silo horizontal.

Ci-dessus à gauche : vue depuis la Seine (2012) des vestiges de la sucrerie, du silo horizontal et du silo dôme.

6. Son statut juridique évolue à plusieurs reprises, toutefois l'entreprise demeure familiale jusqu'à son rachat en 1996 par Cristal Union, grand pôle coopératif. Voir Isabelle Rambaud (dir.), *La Seine-et-Marne industrielle*, Lyon, Lieux Dits, 2010, p. 171-172. Les archives de la sucrerie ont été données par Cristal Union aux AD77 en 2008, le fonds a été complété par des dons privés en 2010-2011 (255 J 1-255).

7. AD77, cartes postales, 2FI71233, 2FI75538, plans, 255J170.

8. Cristal Union procède en 2000 à une restructuration économique et redistribue l'activité de production sur trois autres sites du groupe : Bazancourt et Corbeilles-en-Gâtinais pour le sucre, Arcy-sur-Aube pour l'alcool. L'activité de rectification d'alcool cesse en 2004, le stockage en 2006.

Ci-dessus à droite : logo SFS sur une porte vitrée du bâtiment administratif, à l'abandon en 2008.

LA BASSÉE, CARRIÈRES DE GRANULATS ALLUVIONNAIRES

LA BASSÉE

DE LA CONFLUENCE DE L'YONNE
À LA CONFLUENCE DE L'AUBE



La Bassée est une région naturelle de la vallée de la Seine, vaste plaine inondable située entre deux confluences : Aube-Seine et Yonne-Seine. Zone humide la plus vaste d'Île-de-France, c'est un refuge pour la biodiversité, protégé par la création d'une réserve naturelle nationale (2002) et d'un site Natura 2000 (2006). Il s'agit également de la zone d'extraction de granulats alluvionnaires la plus importante d'Île-de-France, avec plus de 50 % de la surface exploitée et 50 % de la production régionale.

CINQUANTE ANS D'ACTIVITÉ INTENSIVE

L'exploitation traditionnelle de sablières dans la vallée de la Seine connaît un essor sans précédent à partir de la seconde moitié du XIX^e siècle, en corrélation avec l'utilisation du béton dans la construction et la croissance de l'agglomération parisienne. Elle se concentre d'abord sur les gisements proches de Paris, à l'initiative d'entreprises qui deviennent prédominantes sur le secteur, telles Morillon-Corvol¹ à Villeneuve-le-Roi ou Piketty² à Vigneux-sur-Seine. Dans les années 1930 puis après 1945, les zones d'extraction s'éloignent de la capitale vers l'amont comme vers l'aval. En Seine-et-Marne, des entreprises familiales et de grandes sociétés exploitent les gisements de Seine-Port, Boissettes ou La Grande-Paroisse. Dans la Bassée, l'exploitation industrielle des carrières devient intensive à partir des années 1970. Toutes les communes riveraines de la Seine, entre La Grande-Paroisse et

Villiers-sur-Seine, sont concernées. Entre 1970 et 2000, une trentaine d'entreprises sont dénombrées. Ces dernières années, le nombre d'exploitants s'est réduit, suite aux fusions ou aux rachats par de grands groupes internationaux (Lafarge, Cemex, Italcimenti Group...). Si les surfaces d'exploitation autorisées et la production alluvionnaire – très dépendante du secteur de la construction – sont en recul, l'activité n'en demeure pas moins intense dans la Bassée, avec une production globale d'environ 6 millions de tonnes de granulats alluvionnaires par an³.

Que ce soit pendant ou après l'exploitation, l'impact sur le territoire est profond. Le chantier industriel se déplace en fonction de la ressource et transmet un paysage « hérité », vestige de son activité. En Bassée, la carrière prend généralement place sur une emprise agricole. Dans un paysage horizontal fait de clairières et d'étendues d'eau, l'exploitation se révèle par ses excavations, souvent en eau, ses monticules de sable et ses réseaux de bandes transporteuses⁴. Les parcelles exploitées sont préparées pour leur remise en état, obligation pour les carriers depuis 1971, renforcée par la loi du 4 janvier 1993 relative aux carrières. Toutefois, restaurer l'état initial se révèle quasiment impossible. L'enjeu actuel se situe dans la définition d'un projet de réaménagement, en concertation avec les exploitants et les acteurs locaux, en fonction des potentialités écologiques du site et selon le contexte social et économique local⁵. Création d'espaces naturels, remise en culture et

1. Xavier Corvol, *Morillon-Corvol, du bois flotté au château de sable*, Conflans-Sainte-Honorine, Cahiers du musée de la Batellerie, 2011.

2. Compagnie des sablières de la Seine à partir de 1906.

3. *Granulats en Île-de-France*, UNICEM, IAURIF, DRIRE, janvier 2004, p. 17-21 ; *Schéma départemental des carrières de Seine-et-Marne 2014-2020*.

4. *Atlas des paysages de Seine-et-Marne*, CAUE 77, 2007, p. 216-221.

5. *Étude sur l'aménagement global des carrières à l'échelle du gisement*, DRIRE, Écosphère, août 2006 ; Direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie.





développement de zones de loisirs sont les trois finalités les plus couramment retenues, illustrées par des réalisations telles que la réserve ornithologique de Marolles-sur-Seine, l'espace naturel de Champmorin à Balloy, les bases de loisirs de La Grande-Paroisse et de Varennes-sur-Seine ou la résidence La Goujonne à Saint-Sauveur-lès-Bray.

LA CARRIÈRE DITE « DE LA MUETTE » À MAROLLES-SUR-SEINE

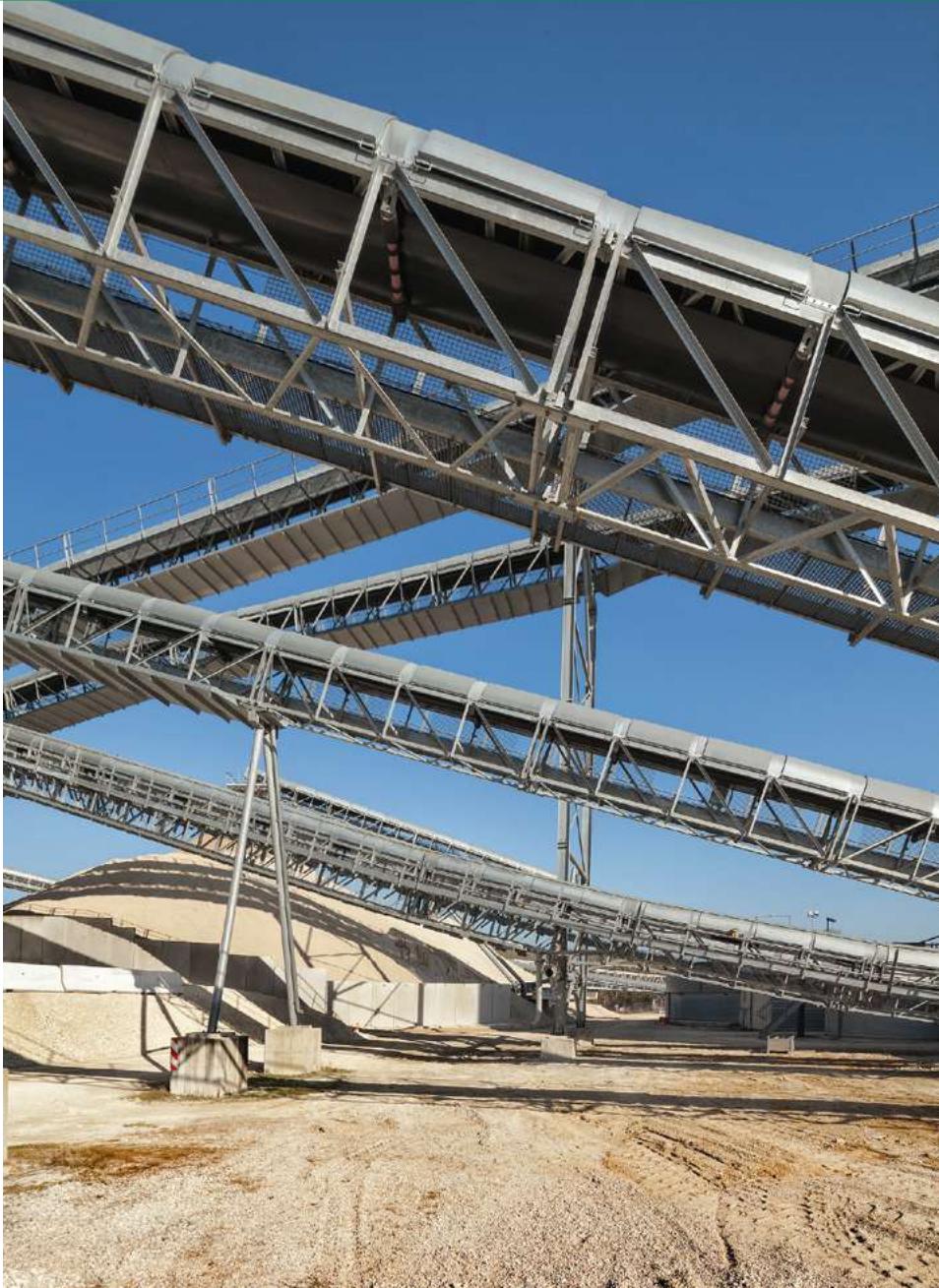
Inventorier l'ensemble des carrières de la Bassée, qui présentent des physionomies et des techniques très proches, n'était ni réalisable ni pertinent. Aussi, le site de la ferme dite « de la Muette » à Marolles-sur-Seine a été étudié à titre de *typicum*. Exploitée depuis 1995 par la société Morillon-Corvol, la carrière est associée à un centre de traitement des granulats ultramoderne, installé en 2005, par le groupe mexicain Cemex, repreneur de Morillon-Corvol. Exemple de la permanence de l'activité extractive dans la commune, elle est également représentative de l'ensemble de la chaîne d'exploitation des granulats, depuis l'extraction et le

traitement jusqu'à l'acheminement du produit fini.

La présence de sablières à Marolles-sur-Seine est attestée dès les années 1820-1830. Il s'agit de petites exploitations familiales souvent propriétés de fermiers. Il faut attendre la Reconstruction pour que s'installe, en 1948, la première véritable entreprise sablière, La Gironde, suivie de Vallée-et-Saunal puis de l'UMI. L'entreprise Morillon-Corvol est présente à Marolles dès 1960⁶. Actuellement, plusieurs sociétés exploitent le gisement de Marolles, notamment aux lieux-dits la plaine de Marolles et les Motteux. En 2013, le groupe Cemex obtient un renouvellement pour vingt-cinq ans de son droit d'exploitation sur la carrière de la Muette, pour une surface à exploiter de 170 hectares avec un gisement potentiel de 7,7 millions de mètres cubes de granulats. Chaque année, 5 ou 6 hectares de terres sont exploités. La méthode employée pour l'extraction est traditionnelle. Le site est divisé en trois zones exploitées conjointement. Sur la zone dite de décapage, la terre végétale est retirée à la pelle mécanique. Sur la zone de prélèvement, les matériaux sont extraits

6. Marolles-sur-Seine au fil des ans, Maury Imprimeur, 2004, p. 154-155.

Ci-dessus : carrières des Sablières de Saint-Sauveur-lès-Bray, reconvertis en ensemble résidentiel pour l'habitation et le loisir.



de l'eau au moyen d'une pelle hydraulique puis acheminés au centre de traitement par bandes transporteuses. La dernière zone, correspondant à la surface déjà exploitée, est réaménagée en espace naturel composé de plans d'eau, de prairies humides ou de roseraies.

Installé dans la zone industrielle de la route de Bray, à l'emplacement d'anciennes carrières, le centre de traitement dispose d'une plateforme multimodale⁷ et produit un granulat mixte issu de roches alluvionnaires et de roches calcaires. Pour l'acheminement de ces dernières, provenant de Haute-Marne, une « station terminale embranchée » a été aménagée en 2008 sur la commune de Courcelles-en-

Bassée. Elle est composée de quatre voies de chemin de fer privées, reliées à la ligne de fret Montereau-Flamboin. Les deux voies centrales sont réservées au poste de déchargement, les voies latérales au convoi ferroviaire. Enfin, héritière de Morillon-Corvol et de sa flotte⁸, la Cemex utilise encore prioritairement la voie fluviale. Un poste de déchargement et un poste de « chargement bateau » permettent de recevoir le granulat alluvionnaire des carrières de Villiers-sur-Seine ou de La Motte-Tilly et d'expédier par la Seine environ 70 % de la production, notamment jusqu'aux centrales à béton du groupe, situées en aval.
Nathalie Hubert

Ci-dessus : bandes transporteuses sur le site CEMEX de Marolles-sur-Seine.



7. Plateforme associant transport routier, fluvial et ferroviaire.

8. L'entreprise Morillon-Corvol, à la suite de ses fondateurs, transporteurs de bois par voie d'eau à Clamecy dans les années 1860, a joué un rôle important dans le développement du transport fluvial. Voir Corvol, *Morillon-Corvol... , op. cit.*

À droite, en haut : station terminale embranchée. Acheminement par voie ferrée de granulats vers le centre de traitement CEMEX de Marolles.

En bas : postes de chargement et de déchargement de bateaux du site CEMEX de Marolles-sur-Seine.

DES SILOS DANS LA VALLÉE

LA BASSÉE

D'EST EN OUEST :

HERMÉ, VILLENAUXE-LA-PETITE, MOUY-SUR-SEINE,
BRAY-SUR-SEINE, CHÂTENAY-SUR-SEINE, LA TOMBE,
CANNES-ÉCLUSES, MONTEREAU-FAULT-YONNE,
LA GRANDE-PAROISSE, ÉCUELLES, VAUX-LE-PÉNIL,
MELUN (DÉTRUIT)



Voir plan XXIV p. 288

La Brie possède des atouts considérables : une population nombreuse et auto-consommatrice, la proximité immédiate de l'agglomération parisienne – immense bassin consommateur –, une industrie utilisatrice et transformatrice importante et, pour le transport des blés, la qualité des axes de communication, au premier rang desquels figurent les voies navigables. À partir des années 1930, dans un contexte de profondes mutations du commerce des grains, la Seine est un atout majeur pour gagner Paris puis Rouen et les grands ports internationaux. Les coopératives agricoles¹ tirent rapidement avantage de cette situation privilégiée. C'est ainsi que se développe un patrimoine à la fois industriel et agricole d'un genre particulier : les silos à grain. La vallée de la Seine accueille une typologie de silos représentative des principales transformations qui ont marqué l'histoire des silos en France : édification des premiers silos coopératifs dans les années 1930, silos-outils de la « révolution agricole » au début des années 1950, silos de regroupement témoignant de la nécessité de trouver de nouveaux débouchés vers l'Europe à la fin des années 1950, progression des silos métalliques à partir des années 1970. Mais, toujours, les silos de la vallée témoignent des valeurs chères aux agriculteurs de Seine-et-Marne : modernité, goût de l'innovation, habitude de l'industrialisation. À ce titre, le site de l'UNCAC, sur le territoire de La Grande-Paroisse, figure incontestablement parmi ces « monuments » incontournables de l'évolution des silos en

France, cristallisant les progrès techniques et les bouleversements conceptuels dans la manière d'appréhender ce programme architectural.

LE SYMBOLE DU PROGRÈS, DE LA MODERNITÉ, DE LA SOLIDITÉ

Entre hésitations et intentions, les silos de Bray-sur-Seine (1932), de Melun (1934, détruits), d'Écuisses (1937) et de Montereau (1950) illustrent la façon dont les contemporains des années 1929 à 1955 se représentaient les silos. En témoignent les partis pris techniques, le choix des matériaux, mais aussi le traitement stylistique. Une des spécificités des silos français tient en effet à ce que leur conception reste, avant toute considération technique et utilitaire, largement conditionnée par l'image ou la perception de ses commanditaires.

Aussi, entre 1929 et 1954, ces premiers silos agricoles sont investis de fortes valeurs symboliques : la modernité, la rationalité, la mécanique et la pérennité par l'usage du béton armé. Incendiés, bombardés, minés, les silos sont les martyrs et les champions qui prouvent la résistance du béton à toute épreuve – une qualité que les constructeurs sauront mettre en avant dans les brochures et revues spécialisées.

Les silos renvoient également l'image de l'Amérique où ils sont nés. Ils évoquent son gigantisme, la rationalité de son organisation commerciale, la modernisation... Ce gigantisme a inspiré les silos de la coopérative La Brie, à Melun,

1. Les coopératives agricoles sont des associations d'agriculteurs. Encouragées et subventionnées par l'État, elles apparaissent dans les années 1930 et supplantent les anciens syndicats agricoles.

Ci-contre : Mouy-sur-Seine, silos à céréales de la coopérative de Rozay-en-Brie, puis de la coopérative agricole de la Brie, puis de Nouricia, puis de Vivescia. Silos en béton construits en 1982, silos métalliques construits en 1965 et détruits en 2013.





Nangis, Brie-Comte-Robert ou Vaux-le-Pénil. Il s'agit, majoritairement, de « silos à apport et reprise mécanique² », préférés aux silos gravitaires, dont les silhouettes sont plus ramassées, à l'exemple des silos d'Écuelles ou de Montereau.

UNE ICÔNE DE L'ARCHITECTURE

À cette image du progrès, de la modernité, de la solidité, s'ajoute une charge symbolique, esthétique et doctrinale portée par les architectes théoriciens. En effet, au cours de la première moitié du XX^e siècle, les silos sont érigés en icônes de « l'architecture moderne » à travers les publications et essais de Gropius, Mendelson et Le Corbusier. Ils défendent l'espoir d'une nouvelle architecture qui s'émancipe des codes esthétiques et stylistiques de l'architecture académique « agonisante³ ». Cela vaut aux silos toute l'attention des architectes, qui investissent ce programme alors inédit en France et rivalisent d'inventivité pour dépasser les contraintes formelles liées au traitement visuel des cellules.
Les élévations soignées des silos de Bray-

sur-Seine (1932), Melun (1934), Écuelles (1937), Montereau (1950) et La Tombe (1952) manifestent des intentions plastiques flagrantes : bandeaux horizontaux, effets de surfaces, superpositions de registres, hiérarchisation des niveaux, placage sur la surface murale, polychromie... Tous ces projets puisent abondamment dans le vocabulaire formel de la « modernité ». Les réalisations, toutefois, témoignent d'une certaine retenue. Rien de comparable ici avec ces avant-projets ambitieux, conservés dans les dossiers de construction, qui abondent de transgressions de niveaux, d'accentuations de la tour de travail, de jeux de courbes et de contrastes, de jeux de baies et de modénatures. Ainsi, à Montereau comme à Melun, la hardiesse des plans contraste avec le résultat final, plus austère. L'audace des lignes, l'absence d'identification ou, plus simplement peut-être, la trop grande modernité du style auraient-elles effrayé les commanditaires ? Les agriculteurs sont très attentifs au traitement architectural du silo, censé les représenter. Les silos français émanent des

2. À la livraison, le grain est élevé verticalement dans une tour de travail et distribué horizontalement dans des « cellules de queue ». Pour l'expédition, il est extrait des cellules par gravité, acheminé horizontalement vers la tour de travail, où il est nettoyé, avant d'être versé dans les cellules d'expédition.

3. Le terme est utilisé par Le Corbusier dans son ouvrage *Vers une architecture* (1923).

Ci-dessus : Vaux-le-Pénil, silos à céréales de la coopérative agricole de la Brie, puis ValFrance (construits de 1965 à 1972).



coopératives locales, non de l'État. Pour elles, chaque projet est une réinvention, une aventure, un défi, un instantané de ses aspirations.

LA CONFIANCE DANS LE PROGRÈS ET L'INNOVATION

L'indéfectible confiance en l'innovation est un des traits de la psychologie des coopératives de Seine-et-Marne. Elles osent adopter le métal, qui a mauvaise presse et qui fait face à des allégations mensongères : sensibilité à la corrosion, perméabilité, condensation, échauffement des grains. Pourtant, dès 1930, les agriculteurs de Montereau font édifier un des tout premiers silos en métal du Bassin parisien. Ce n'est pas surprenant. L'influence parisienne, l'industrialisation précoce, l'implication directe de l'administration centrale, des ingénieurs du génie rural et des constructeurs siégeant à Paris incitent à l'innovation.

En Seine-et-Marne, les coopératives agricoles profitent de la proximité immédiate d'ingénieurs-chercheurs spécialisés. D'abord, les ingénieurs en chef du génie rural : Maurice Lalloy, Charles Ollier et Maurice Gerry. Ensuite, les frères Reimbert, des ingénieurs-conseils auteurs de nombreux brevets et livres sur les silos.

Ci-dessus, à gauche : Montereau-Fault-Yonne, coopérative agricole de la région de Montereau, silo n° 1 (1958). Tour élévatrice et cellules apparentes vues depuis l'Yonne.



Enfin, les grands noms de la construction de silos métalliques, Silométal, constructeur à Saint-Fargeau, les Cellules métalliques Martin, ETCM, ou des silos en béton, Froment-Clavier, Legros, Raineteau, Gecoba... Figures incontournables de la construction des silos en France, ils réalisent ou valident les projets, mènent des expériences, rédigent nombre d'articles et organisent la promotion des nouvelles techniques de stockage en relation avec les dernières découvertes scientifiques. La Seine-et-Marne devient alors un laboratoire à ciel ouvert. Les innovations y bousculent près de vingt-cinq ans de tradition. C'est à Saint-Mard et Lizy-sur-Ourcq que sont installés les premiers silos à fond plat, c'est à La Grande-Paroisse, dans une ancienne usine reconvertie, que sont adoptées de nouvelles techniques de stockage et de conservation à grande échelle. Il y a là un foyer d'innovateurs qui favorisent l'évolution technique et conceptuelle des silos à grain en France.

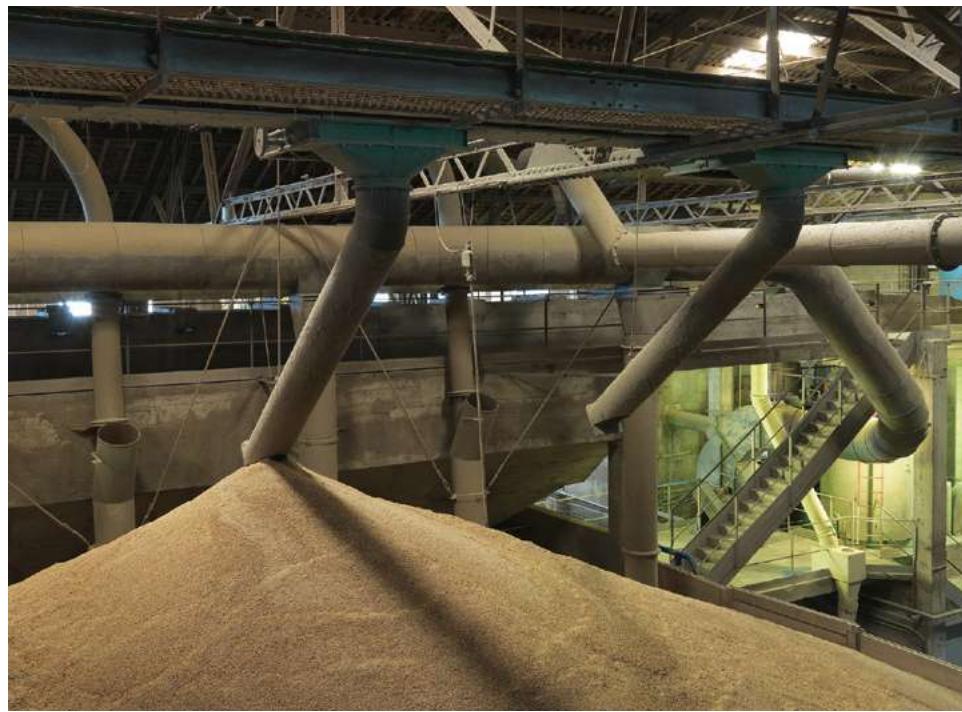
LA GRANDE-PAROISSE, UN SILO POUR L'EUROPE OU L'APOTHÉOSE DES INGÉNIEURS

La conjonction de tous ces facteurs – goût pour l'innovation, pragmatisme, influence

Ci-dessus, à droite : Cannes-Écluse, silos à grain de l'Union des coopératives agricoles sud-seine-et-marnaise (1971), puis de la coopérative agricole 110 Bourgogne.



Ci-dessus : La Grande-Paroisse, silos à céréales de la coopérative UNCAC, aujourd’hui coopérative InVivo. Intérieur du silo n° 2. À gauche : conduits et silo de dépoussiérage. À droite : stockage.



des ingénieurs et des constructeurs, présence de la Seine – a favorisé la création d'un site aujourd'hui emblématique à l'échelle nationale, les entrepôts-silos de l'UNCAC⁴ à La Grande-Paroisse. En moins de dix ans, une cimenterie désaffectée, rachetée en 1955, devient l'un des plus grands sites français de report et d'expédition, totalisant 1 million de quintaux en 1962. Aux yeux de ses concepteurs, il s'agit d'un site modèle investi d'un devoir pédagogique. L'ouverture imminente du marché européen impose de revoir la manière dont seront conçus les silos en France, impose leur spécialisation fonctionnelle et technique et exige une réflexion sur la pertinence de leur emplacement. Il faut optimiser les coûts, parer à l'urgence, récupérer des superficies de stockage. C'est une véritable codification du silo à grain, un changement radical, voire un changement culturel. Par suite, derrière l'enveloppe architecturale de l'ancienne cimenterie Pollet-et-Chausson (pans de bétons et parpaings) et dans les extensions postérieures, se dissimulent des installations de conservation alors innovantes (procédé

de ventilation basse pression). Le diagramme de fonctionnement permet d'expédier, de transiter⁵, de réceptionner simultanément le grain par péniche, train et camion. Son appareillage mécanique peut déplacer 3 000 quintaux par heure. Un exploit pour l'époque.

Ce gigantisme se retrouve à Bray-sur-Seine, Cannes-Écluses, Vaux-le-Pénil, ensembles dédiés à l'exportation. Géants de béton armé, ces silos de transit et de report sont destinés à expédier des trains complets et des péniches de céréales vers des destinations lointaines. C'est que, dès la seconde moitié des années 1960, le rôle stratégique de la Seine s'est accru, le port de Rouen comptant désormais parmi les plus grands ports céréaliers du monde. Aujourd'hui, les mastodontes comme les silos-pionniers qui ponctuent la vallée de la Seine témoignent d'un siècle de profondes évolutions humaines, agricoles et techniques. Ce patrimoine, en quête de reconnaissance, évoque la grandeur des silos outre-Atlantique qui avaient inspiré les architectes français moins de cinquante ans auparavant.

Nicolas Loriette

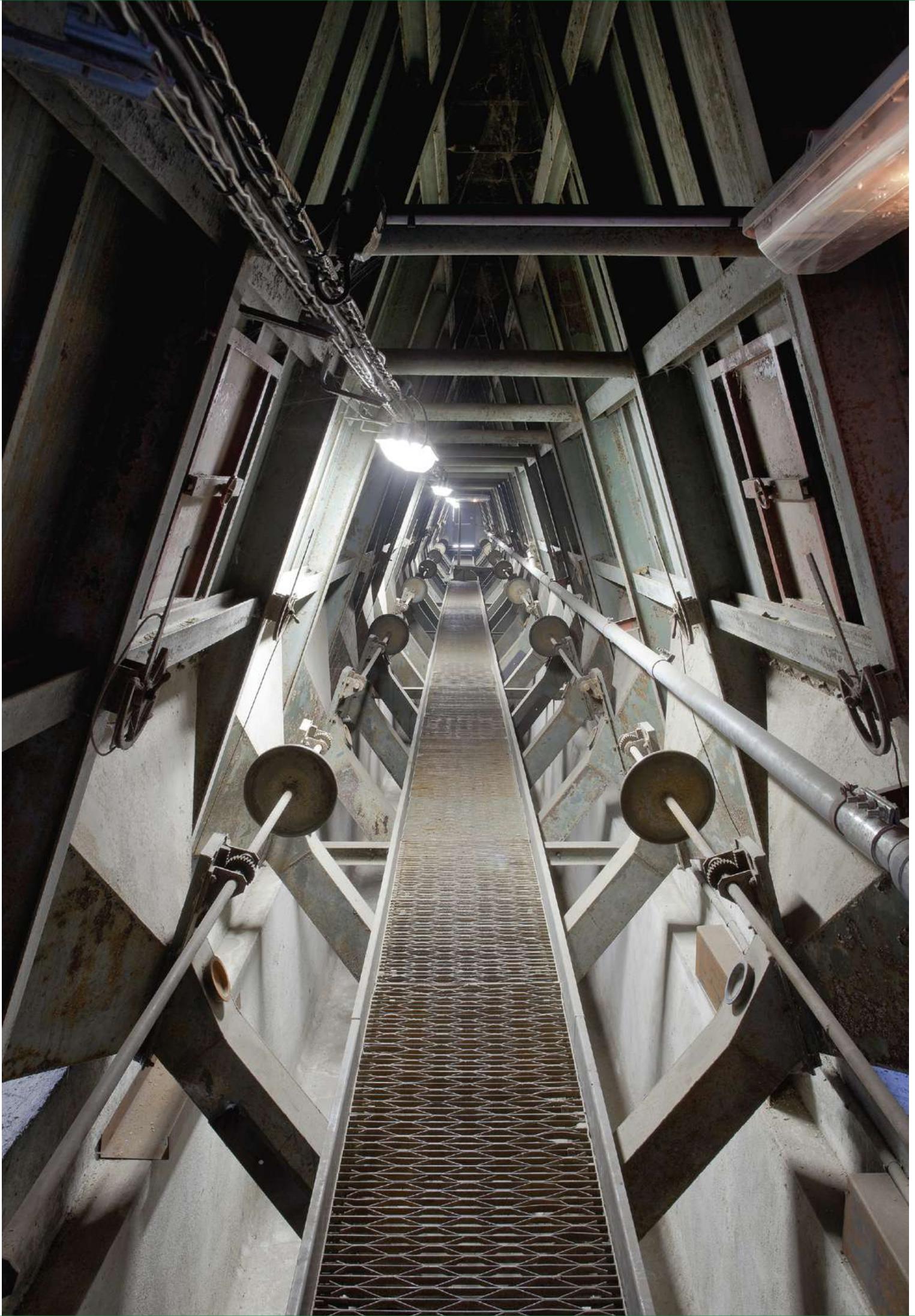


4. Union nationale des coopératives agricoles de céréales. Le site de La Grande-Paroisse est devenu propriété du groupe InVivo.
5. Déplacer la matière d'une cellule à une autre.

Ci-dessus : La Grande-Paroisse, silos à céréales de la coopérative UNCAC, actuellement InVivo, installés en 1955 dans l'ancienne cimenterie de la Société anonyme des agglomérants hydrauliques (1921-1923).

Page de droite : Mouy-sur-Seine, silos à céréales Soufflet agriculture, galerie sous cellule du silo n° 3, utilisée pour vider, nettoyer et surveiller l'installation. On distingue, à gauche et à droite, les trémies pyramidales, les conduits de vidange et les volants permettant d'ouvrir les trappes des cellules.

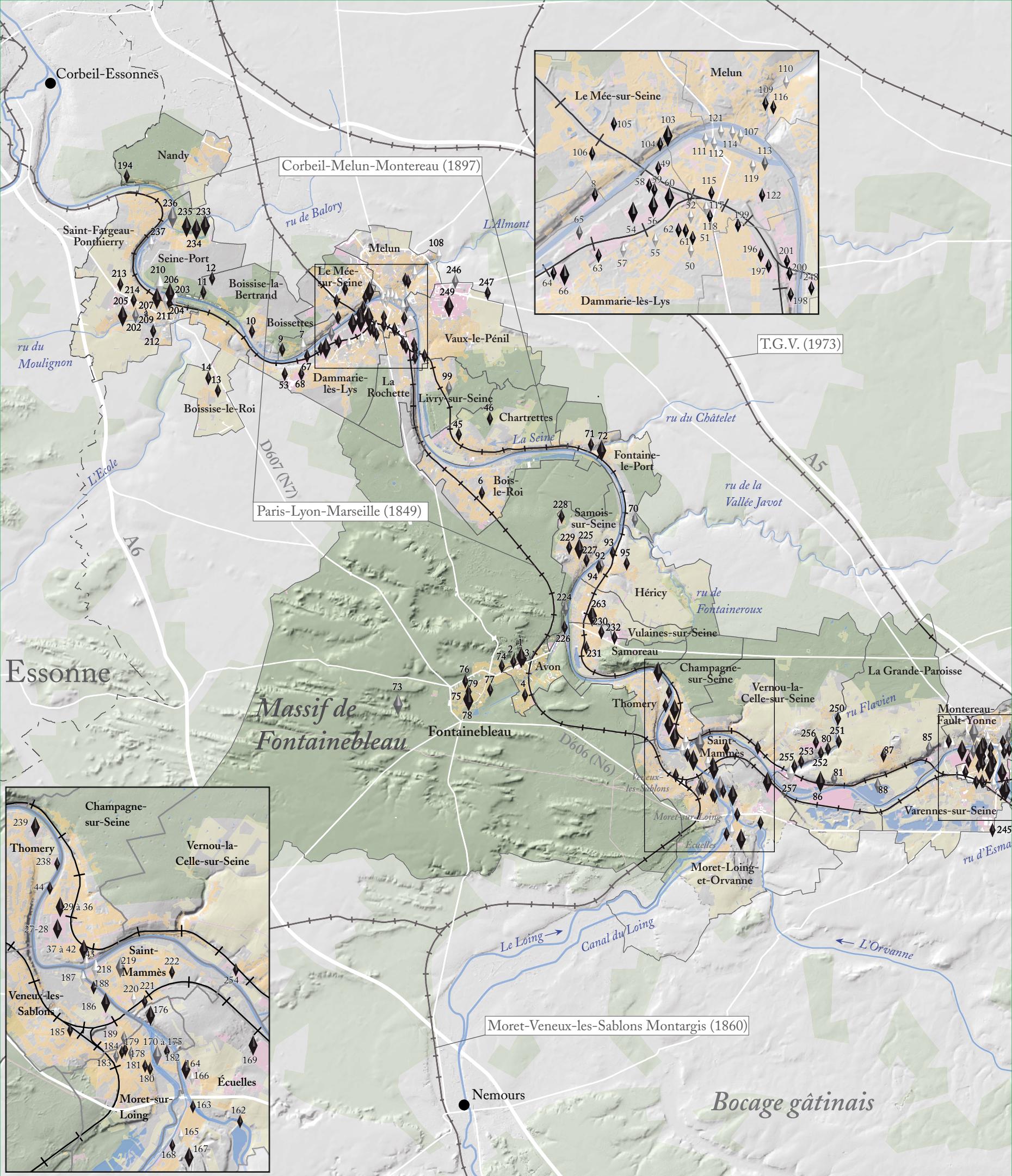
Double page suivante : Ideal Standard, ancienne Compagnie nationale des Radiateurs à Dammarie-lès-Lys. Couverture à sheds conoides en voile mine de béton armé (Eugène Freyssinet ingénieur, établissements Limousin constructeurs, 1928-1929).







RÉPERTOIRE DES SITES



Patrimoine industriel et artisanal de la vallée de la Seine Seine-et-Marne

Existant
Vestiges
Détruit

Sites faisant l'objet d'une monographie développée dans l'ouvrage

Brie est

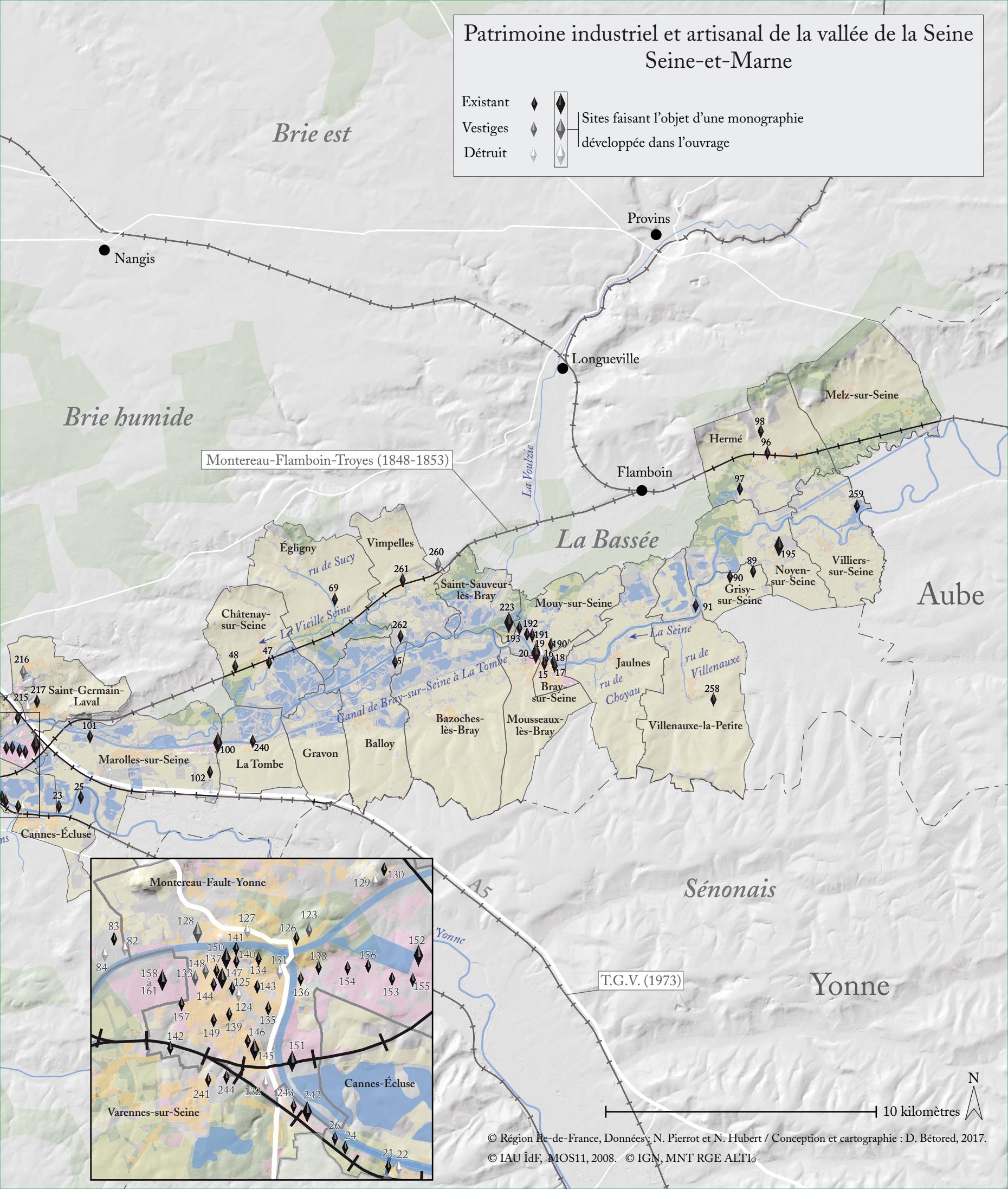
Brie humide

La Bassée

Aube

Sénonais

Yonne



Ce répertoire rassemble les éléments du patrimoine industriel – usines, carrières, logements et équipements sociaux – recensés entre 2010 et 2014. Depuis cette date, la raison sociale des entreprises en activité comme l'état de conservation des établissements désaffectés ont pu évoluer. En raison de son originalité, le territoire des boucles de la Seine en marge de la forêt de Fontainebleau, de Chartrettes à Champagne-sur-Seine, a fait l'objet d'une approche spécifique intégrant l'artisanat de production. Les sites remarquables sur le plan de l'histoire ou de l'architecture font l'objet d'une notice développée, quand les sites repérés sont mentionnés brièvement. Parmi les sites détruits, seuls sont mentionnés les plus marquants pour l'histoire industrielle et locale. La liste des sources d'archives, ouvrages et témoignages utilisés pour informer ce répertoire est fournie en fin de volume (rubrique sources et travaux).

◆ Existant ◆ Vestiges ◇ Détruit

A

AVON



001 ◆ → p. 112

PIC (société Préparation industrielle des combustibles) (*actuellement pépinière d'entreprises, logement et centre d'action sociale*)

36 ter-38, avenue Franklin-Roosevelt
Hist. : hôtel Savoy (1906-1948) ; société PIC (1948-1965) ; Venot-PIC (1965-1972) ; Fives-Cail Babcock (1972-1989) ; reconversion en pépinière d'entreprises (années 1990)
Constr. : 1906-1907 (hôtel Savoy) reconverti en bâtiment administratif d'entreprise en 1948) ; 1948 (extension PIC, bureau d'études et laboratoire d'essais)
Auteur(s) : Édouard Niermans (architecte) pour l'hôtel Savoy ; attribué à Jean et Édouard Niermans, fils du précédent (architectes), pour l'extension PIC
Mat. : béton armé, ciment, métal



002 ◆

Dépôt de la Compagnie des tramways de Fontainebleau (*en partie réaffecté en restaurant et logement*)
27, avenue Franklin-Roosevelt
Voie ferrée : lignes de la Compagnie des tramways de Fontainebleau

Hist. : Compagnie des tramways de Fontainebleau (1896-1953)
Constr. : 1896 (remise ferroviaire, atelier de réparation, bureau, logement de contremaître, embranchement ferroviaire partiellement conservé)
Mat. : brique, calcaire, moellon

003 ◆

Usine de meubles Jourdain, puis usine de menuiserie Barthélémy (*réaffectée en entrepôt commercial*)
61, avenue Franklin-Roosevelt



Hist. : Jourdain (1^{er} quart du XX^e siècle) ; Barthélémy (1919-1959)
Constr. : 1^{er} quart du XX^e siècle (atelier de fabrication, logement, cour)
Mat. : pan de bois, brique, enduit

004 ◆

Usine de verres optiques de la société Albert Bergé (*réaffectée en entrepôt commercial*)
9, rue Jeanne-d'Arc

Constr. : 1^{er} quart du XX^e siècle

B

BALLOY



005 ◆

Carrière de granulats alluvionnaires GSM (*en activité*)

Lieu-dit Le Gros-Bois
Cours d'eau : la Vieille Seine (riv.)

Hist. : Groupement des sablières modernes ciments français (années 1980-1992), puis GSM Italcementi Group (1992 à aujourd'hui)
Constr. : 3^e quart du XX^e siècle (carrière, poste de chargement, transporteur, aire des matières premières, aire des produits manufacturés)

BOIS-LE-ROI



006 ◆

Usine de serrurerie Lefèvre, puis Chenu, puis usine de menuiserie Les Dérivés du bois (*reconvertie en bureau d'études*)
1, rue des Écoles

Hist. : Lefèvre (1921-1976) ; Chenu (1979-2002) ; Les Dérivés du bois (2002-2008)

Constr. : 1928 (atelier de fabrication, logement, cour) ; 1962 (bureaux et extension atelier de fabrication nord) ; début des années 1980 (reconversion des bureaux et de l'extension nord en bureaux de la société Mafco)

Mat. : meulière, métal, parpaing de béton, ciment

BOISSETTES

007 ◆

Faïencerie, puis fabrique de porcelaine (*détruite*)
Rue Paul-Grillon
Cours d'eau : la Seine

<p><i>Hist.</i> : faïencerie Jacques de Boudreville (1733), puis Jean-Baptiste Villefin (1757) ; fabrique de porcelaine Michel Vannier et Jean-Étienne Pelleve (1775-1776), puis Vermonnet (1778-1781)</p> <p><i>Constr.</i> : 2^e moitié du XVIII^e siècle</p>	<p><i>Constr.</i> : 1928 (barrage, écluse, atelier de réparation navale)</p> <p><i>Mat.</i> : béton, pierre, brique</p> <p><i>Patrimoine technique</i> : barrage mobile à hausses Aubert (59), chariot à manœuvre sur portique, pont roulant</p>	<p><i>nationale, téléport Globecast, filiale d'Orange, réserve naturelle régionale Les Bruyères de Sainte-Assise, atelier d'artistes V3M)</i></p> <p>Sainte-Assise</p>	<p>BRAY-SUR-SEINE</p> 
<p>008 ♦ Atelier de réparation navale (en activité)</p> <p>40, chemin des Praillons</p> <p><i>Cours d'eau</i> : la Seine</p> <p><i>Constr.</i> : milieu du XX^e siècle</p> <p><i>Mat.</i> : parpaing de béton</p>		<p>011 ♦ Carrière de pierre, puis champignonnière, puis entrepôt commercial Armand Colin (en partie réaffecté en brocante)</p> <p>Rue de Seine</p> <p><i>Cours d'eau</i> : la Seine</p>	<p><i>Hist.</i> : Carrières de France (attesté en 1926) ; Entrepôts de Seine-et-Marne (2^e moitié du XX^e siècle)</p> <p><i>Constr.</i> : 2^e moitié du XX^e siècle (carrière, embarcadère, logement)</p>
<p>009 ♦ Carrière de granulats alluvionnaires Morillon-Corvol, puis De Pretto (désaffectée)</p> <p>entre D39E3 et Seine</p> <p><i>Cours d'eau</i> : la Seine</p> <p><i>Constr.</i> : 2^e moitié du XX^e siècle</p>	<p>BOISSISE-LA-BERTRAND</p> 	<p>013 ♦ Blanchisserie industrielle Druhen (réaffectée en ateliers municipaux)</p> <p>Impasse du stade</p>	<p>BOISSISE-LE-ROI</p> 
<p>010 ♦ Barrage des Vives-Eaux, écluse et atelier de réparation (en activité, destruction programmée en 2017 après la mise en service d'un nouveau barrage, l'atelier sera conservé)</p> <p>Les Vives-Eaux</p> <p><i>Cours d'eau</i> : la Seine</p> <p><i>Hist.</i> : Ponts et Chaussées – service de la navigation fluviale, puis Voies navigables de France (1928 à aujourd'hui)</p>	<p>012 ♦ Station de télécommunications Compagnie Radio France, puis PTT, puis France Télécom (actuellement centre de transmissions de la Marine)</p>	<p>014 ♦ Usine de produits pour l'alimentation animale Paul Robin, puis usine de recyclage papiers et cartons TER (Tri environnement recyclage) (désaffectée)</p> <p>Rue d'Aillon</p> <p><i>Constr.</i> : 2^e moitié du XX^e siècle</p> <p><i>Mat.</i> : béton, métal (bardage tôle)</p>	<p>016 ♦ Chocolaterie (reconvertie en logements)</p> <p>20, rue des Deux-Portes</p> <p><i>Hist.</i> : Louis Perrin (attesté en 1861) ; en activité jusqu'à la Seconde Guerre mondiale</p> <p><i>Constr.</i> : 3^e quart du XIX^e siècle (atelier de fabrication, cave, cheminée d'usine)</p> <p><i>Mat.</i> : brique</p> 



017 ♦

Usine à gaz (reconvertie en logements)
92-94, rue du Tripot

Hist. : Adolphe Gaumont (1879-?)
Constr. : 1879 (atelier de fabrication, logement d'ouvriers)
Mat. : brique, enduit



détruit) ; 1947 (silo Satiat, détruit) ; 1963 (silo 2, 28 000 quintaux, détruit) ; 1970 (silo 3, 60 000 quintaux, détruit)
Mat. : béton



018 ♦

Atelier de maréchal-ferrant (reconverti)
2-4, rue de Madame-Roland
Constr. : 2^e moitié du XIX^e siècle (atelier de fabrication, cour, logement)
Mat. : brique, enduit



020 ♦ → p. 206
Sucrerie (*en partie reconvertie*)
Quai de la Gare
Cours d'eau : la Seine ; canal de Bray-sur-Seine à La Tombe

Voie ferrée : ancienne ligne à voie étroite d'intérêt local reliant Bray-sur-Seine à Nangis, mise en service en 1910 et aujourd'hui disparue. Embranchement particulier disparu

Hist. : société Sucrerie centrale de Bray-sur-Seine (1873-1926) ; Société de fabrique de sucre (1926-1992) ; Compagnie française de sucre (1992-1996) ; Cristal Union (1996-2006)
Constr. : 1873 (usine de fabrication du sucre, détruite) ; 1912 (distillerie,

détruite) ; 1925 (usine d'engrais, détruite) ; 1938 (usine de fabrication du sucre, détruite) ; 1965 (usine de fabrication du sucre, râperie, détruite) ; 1987 (silo horizontal) ; 1990 (silo dôme) ; 1991 distillerie (détruite) ; 1991 (parc de stockage alcool)
Auteur(s) : Jules Linard (ingénieur) pour la première sucrerie (détruite)
Mat. : béton, métal

CANNES - ÉCLUSE



021 ♦

Moulin de Cannes, ou moulin de la Ferme du Moulin (*désaffecté*)
Grande-Rue, ruelle du Moulin
Cours d'eau : le ru de la Fontaine d'Esmans

Hist. : veuve Jean Berry, propriétaire (moulin attesté en l'an X/1801-1802, mouture « à la grosse », 9 quintaux par jour) ; Jean Berry fils, propriétaire et meunier (attesté en 1811, 4 quintaux par jour) ; Charlotte-Jeanne Ballet de La Chenardière, propriétaire (attesté en 1824) ; M. d'Haumes, propriétaire (attesté en 1851) ; comte Dulong, propriétaire (1891)
Constr. : avant 1809, date de levée du plan cadastral napoléonien (brief de dérivation, moulin à blé)

Mat. : calcaire, moellon, enduit
Patrimoine technique : moyeu métallique de la roue hydraulique

022 ♦

Tuilerie (*détruite, à l'exception du logement patronal, reconvertis en logement*)
Grande-Rue
Cours d'eau : l'Yonne (riv.)

Hist. : famille Lombard-Jozon (1809-1892)
Constr. : 1^e moitié du XIX^e siècle



023 ♦

Usine d'agglomérés Sanvoisin, actuellement entrepôt Dupessey (*en partie réaffectée*)

Les Bordes
Cours d'eau : l'Yonne (riv.)

Hist. : Ets L. Sanvoisin (1919-1962) ; Les Ateliers de Paris (1962-1976) ; Dupessey (1976 à aujourd'hui)

Constr. : 1^e moitié du XX^e siècle (atelier fabrication, logement patronal, embarcadère)

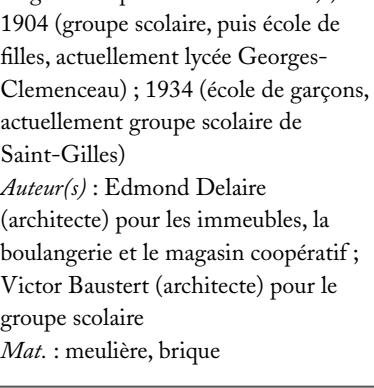
Mat. : parpaing de béton

024 ♦

Usine d'eau de Javel Audry-Piou, puis usine d'emballage en aluminium Alupac, puis usine de construction électrique Electropreci (*en activité*)
Route de Montereau

Hist. : Audry-Cossu, puis Audry-Piou et Cie (1914-après 1948) ; Alupac (?-1993) ; Electropreci (1996 à aujourd'hui)

	<p><i>Cours d'eau : l'Yonne (riv.)</i> <i>Hist. :</i> Union des coopératives agricoles sud seine-et-marnaise, puis Coopérative agricole 110 Bourgogne (1971 à aujourd'hui) <i>Constr. :</i> 1914 (atelier de fabrication, aujourd'hui détruit) ; années 1930 (atelier de fabrication, logement) ; 1948 (atelier de fabrication) <i>Patrimoine technique :</i> machines à bobinage</p>	<p>Teste, l'entreprise Cartonnerie de Paris, la menuiserie Léger, du stockage dans le « grand hall », le carrossier-contracteur Mécagil (depuis 1992) ; depuis 2009, l'entreprise de matériel électrique industriel Jeumont-Electric (groupe Altawest) occupe la nef centrale de 1901-1903 et ses collatéraux nord <i>Constr. :</i> 1901-1903 (nef centrale et travées abritant les ateliers de fabrication, centrale thermique, château d'eau ; bâtiment administratif d'entreprise, conciergerie et logement patronal Schneider et Cie) ; 1913-1918 (bureau d'études, extension des ateliers de fabrication dite « liaisons longitudinales », magasin général, menuiserie) ; 1923-1926 (stade, vélodrome) ; 1948-1959 (atelier Thermalastic, « grand hall » de montage, vestiaire d'usine et annexes) ; 1960-1971 (ateliers matériel électrique industriel-MEI, tôlerie, entrepôts industriels) ; 1979-1982 (atelier des circuits imprimés, atelier division communication, local du comité d'entreprise)</p>	<p>ancien groupe d'alimentation électrique de la plateforme d'essai composé d'une dynamo Schneider type SR 400 480 volts, 400 ampères, 500-1 200 tours/mn, n° 18303 (avant 1929), et d'un alternateur Schneider triphasé, 220 volts, 600 tours/mn, n° 7771 (avant 1929) ; deux moteurs synchrones triphasés Jeumont-Schneider 288 kW type A 740 (années 1970)</p>
	<p>CHAMPAGNE-SUR-SEINE</p> <p>027 ◆ → p. 142</p> <p>Usine de matériel électrique industriel Schneider et Cie, puis Le Matériel électrique Schneider-Westinghouse (SW), puis Jeumont-Schneider (JS), actuellement zone ETIC (en activité)</p> <p>Rue du Général-de-Gaulle, rue d'Alsace, rue de l'Aqueduc, rue de Bourgogne, rue de Bretagne</p> <p><i>Cours d'eau : la Seine</i></p> <p><i>Voie ferrée : ligne PLM de Melun à Montereau par la rive droite de la Seine, mise en service en 1897. Embranchement particulier</i></p>	<p><i>Auteur(s) :</i> Paul Émile Friesé (architecte) pour les ateliers de fabrication, la centrale thermique, le bâtiment administratif d'entreprise, la conciergerie et le logement patronal ; H. Chassin fils (ingénieur-contracteur à Bagnolet) pour le château d'eau ; Claude Boutard (architecte de l'agence Atelier 77 à Melun) pour l'atelier des circuits imprimés et l'atelier division communication Jeumont-Schneider</p> <p><i>Mat. :</i> meulière blanche de Château-Landon, brique rouge et brune de Montereau, métal, pan de métal, béton armé</p> <p><i>Patrimoine technique :</i> au sein des ateliers Mécagil-Lebon : pont roulant de la liaison longitudinale sud (1918) ; au sein de l'usine Jeumont-Electric :</p>	<p>028 ◆</p> <p>Vélodrome (désaffecté)</p> <p>2, rue Henri-Schneider</p> <p><i>Maitres d'ouvrage :</i> Schneider & Cie et Union sportive Schneider</p> <p><i>Constr. :</i> 1926</p> <p><i>Mat. :</i> piste en béton longue de 250 mètres, pentes de 7 à 37 degrés dans les courbes</p>
	<p>026 ◆</p> <p>Silos à grains (en activité)</p> <p>Route de Montereau</p>	<p><i>Hist. :</i> Schneider et Cie (1901-1929) ; Le Matériel électrique SW (1929-1964) ; Jeumont-Schneider (1964-1989) ; Jeumont-Schneider-Industrie (1989-1994) ; ASEA-Brown-Boveri (1989-2006) ; depuis 1989, pépinière d'entreprises réunies au sein de la zone ETIC : notamment la chaudronnerie</p>	<p>029 ◆ → p. 152</p> <p>Cité ouvrière du Nouveau Quartier</p> <p>2-24 et 5, rue Georges-Clemenceau ; 12-14, rue Pasteur ; 4-8 et 7-11, rue Jean-Jaurès ; 54-56 et 55-57, rue de la Libération ; 1, place Henri-Schneider ; angle de la rue de la Libération et de la rue du Merisier</p> <p><i>Hist. :</i> Société immobilière de Champagne (1902-1903, immeubles, boulangerie et magasin coopératif) ; commune de Champagne-sur-Seine (1904 et 1934, écoles)</p> <p><i>Constr. :</i> 1902-1903 (16 immeubles soit 269 logements de une à cinq</p>

	<p>du Docteur-Mourier ; 32, rue Achille-Lez</p> <p><i>Hist.</i> : Société immobilière de Champagne (1902-1903) ; Le Matériel électrique-SW (1952)</p> <p><i>Constr.</i> : 1902-1903 (sept maisons d'employés ou d'ingénieurs de trois à huit pièces) ; 1952 (cinq maisons d'ingénieurs)</p> <p><i>Auteur(s)</i> : Edmond Delaire (architecte) pour les sept maisons doubles</p> <p><i>Mat.</i> : meulière, brique, parpaing de béton</p>		<p>033 ♦</p> <p>Maison, puis école professionnelle Schneider (actuellement maison)</p> <p>23, rue Grande</p> <p><i>Hist.</i> : école professionnelle Schneider de 1913 à 1931</p> <p><i>Constr.</i> : 1^{er} quart du XX^e siècle</p> <p><i>Mat.</i> : meulière, brique</p>
	<p>pièces et 44 boutiques, boulangerie, magasin coopératif La Concorde) ; 1904 (groupe scolaire, puis école de filles, actuellement lycée Georges-Clemenceau) ; 1934 (école de garçons, actuellement groupe scolaire de Saint-Gilles)</p> <p><i>Auteur(s)</i> : Edmond Delaire (architecte) pour les immeubles, la boulangerie et le magasin coopératif ; Victor Baustert (architecte) pour le groupe scolaire</p> <p><i>Mat.</i> : meulière, brique</p>		<p>035 ♦</p> <p>Groupe scolaire, puis école de filles, puis lycée Georges-Clemenceau</p> <p>5, rue Georges-Clemenceau et 3, place Paul-Jay</p> <p><i>Constr.</i> : 1904 ; lycée fermé en juin 2013</p> <p><i>Auteur(s)</i> : Victor Baustert (architecte)</p> <p><i>Mat.</i> : enduit</p>
	<p>031 ♦ → p. 152</p> <p>Cité ouvrière appelée cité du Pas-Rond ou cité des Alouettes</p> <p>13-49 et 14-52, rue de la Libération</p> <p><i>Maitre d'ouvrage</i> : Schneider & Cie</p> <p><i>Constr.</i> : 1912-1913 (2 rangs de maisons accolées soit 79 logements de une à cinq pièces, aujourd'hui 53 logements de une à cinq pièces)</p> <p><i>Mat.</i> : enduit</p>		<p>034 ♦</p> <p>École professionnelle de l'Œuvre des pupilles de Seine-et-Marne, dite école La Fayette, puis lycée technique La Fayette (lycée des métiers de l'énergie, du numérique et des industries de production)</p> <p>Place des Célestins</p> <p><i>Hist.</i> : école professionnelle de l'Œuvre des pupilles de l'école publique de Seine-et-Marne, installée dans le château des Célestins (1919-1960) ; lycée technique départemental (1960-1965) ; actuellement lycée des métiers de l'énergie, du numérique et des industries de production</p> <p><i>Constr.</i> : XVII^e siècle (château des Célestins, aujourd'hui détruit) ; 1953 (ateliers sous sheds métalliques, conservés) ; 1966-1967 (nouveau lycée)</p> <p><i>Mat.</i> : pan de bois, parpaing de mâchefer, parpaing de béton, brique creuse</p>
<p>030 ♦ → p. 152</p> <p>Lotissement concerté (maisons d'employés et d'ingénieurs) du Nouveau Quartier, appelé Les Pavillons</p> <p>1-7 et 4-8, rue de la Libération ; 19-21, rue des Prés ; 1, 5-7 et 9, rue Henri-Schneider ; 20, rue</p>	<p>032 ♦</p> <p>Cinéma (désaffecté)</p> <p>19, rue du Docteur-Mourier</p> <p><i>Constr.</i> : années 1930</p> <p><i>Mat.</i> : pan de bois, parpaing de mâchefer, parpaing de béton, brique creuse</p>		<p>036 ♦</p> <p>École de garçons, actuellement groupe scolaire Saint-Gilles</p> <p>2, rue Georges-Clemenceau</p> <p><i>Constr.</i> : 1934</p> <p><i>Mat.</i> : meulière blanche de Château-Landon</p>
			<p>037 ♦ → p. 152</p> <p>Cité ouvrière appelée cité Loysen</p> <p>Rue Henri-Paul, rue de l'Aqueduc, rue du Loing, rue de l'Aubépine, rue des Jardins</p> <p><i>Maitre d'ouvrage</i> : Schneider & Cie</p> <p><i>Constr.</i> : 1908 (dix pavillons pour</p>

			<p>043 ◇</p> <p>Chantier naval (réparation de péniches) de la Croix-Bleue (détruit) Chemin de la Croix-Bleue <i>Cours d'eau : la Seine</i></p> <p><i>Hist.</i> : compagnie HPLM (1926-v. 1936) ; Leveau (v. 1936-1943) <i>Constr.</i> : 1918 (maison, écurie) ; 2^e quart du XX^e siècle (aire des matières premières, cale de construction, atelier de fabrication) ; 2^e moitié du XX^e siècle (démolition) <i>Mat.</i> : non informé</p>
			
<p>038 ◇ → p. 152</p> <p>Cité ouvrière appelée cité de l'Aubépine</p> <p>Rue Henri-Paul, rue du Loing, rue de l'Aubépine, rue des Jardins, rue Achille-Fournier</p> <p><i>Maitre d'ouvrage</i> : Schneider & Cie <i>Constr.</i> : 1920-1921 et 1929 (2 maisons doubles de quatre pièces en rez-de-chaussée, 11 rangs de logements en bande offrant 96 appartements de trois pièces, avec jardins)</p> <p><i>Mat.</i> : parpaing de mâchefer, enduit</p>	<p>040 ◇ → p. 152</p> <p>Lotissements Castors et HLM de l'Aubépine</p> <p>Rue des Jardins, rue du Vieux-Clos, rue Prés-l'Aubépine, rue Rouget-de-Lisle</p> <p><i>Maitre d'ouvrage</i> : office HLM et coopératives du Vieux-Clos et des Prés-l'Aubépine</p> <p><i>Constr.</i> : 1954 (trente-cinq pavillons Castors du Vieux-Clos, jardins) ; 1957 (immeuble HLM de l'Aubépine) ; 1958 (quarante-huit pavillons Castors des Prés-l'Aubépine, jardins)</p> <p><i>Mat.</i> : béton, pan de béton, enduit</p>	<p>042 ◇ → p. 152</p> <p>Église orthodoxe Notre-Dame-de-Toutes-les-Protections</p> <p>169, rue Grande</p> <p><i>Maitre d'ouvrage</i> : conseil d'administration de la Colonie russe de Champagne-sur-Seine</p> <p><i>Constr.</i> : 1937-1938</p> <p><i>Auteur(s)</i> : J. Papandopoulos (ingénieur de la société PIC à Fontainebleau)</p> <p><i>Mat.</i> : métal, pan de métal, parpaing de béton</p> <p><i>Objet remarquable</i> : iconostase, œuvre d'une « religieuse des environs de Melun » (A. Didon), v. 1938</p>	<p>044 ◇</p> <p>Barrage, écluse et centrale hydroélectrique de Champagne-sur-Seine (en service)</p> <p>41, quai de Seine (Champagne-sur-Seine) ; Les Prés-Costeaux (Thomery)</p> <p><i>Cours d'eau : la Seine</i></p> <p><i>Constr.</i> : 1971 (barrage et écluse) ; 1987 (centrale hydroélectrique au fil de l'eau, 3 300 kW, trois turbines Kaplan)</p> <p><i>Mat.</i> : béton armé, métal, pan de métal</p>
<p>039 ◇ → p. 152</p> <p>Lotissement concerté de l'ancienne rue des Écoles prolongée</p> <p>7-11 bis et 28-30, rue Georges-Clemenceau</p> <p><i>Maitre d'ouvrage</i> : Schneider & Cie</p> <p><i>Constr.</i> : 1929-1932 (cinq maisons</p>	<p>041 ◇ → p. 152</p> <p>Église Saint-François-d'Assise</p> <p>Rue Grande</p>	<p>CHARTRETTES</p>	<p>045 ◇</p> <p>Magasin industriel de la Compagnie d'électricité de luminescence et</p>

<p>d'illuminations, puis usine de Mécanique de précision Millot, puis Microsion (reconverti en logement) 26, rue des Jamettes <i>Constr.</i> : milieu du XX^e siècle</p>	<p><i>Hist.</i> : Coopérative agricole de la Brie (1982-1995) ; Coriolis (1995-2003) ; Nouricia (2003-2012) ; Vivescia (2012 à aujourd'hui) <i>Constr.</i> : 1982 <i>Mat.</i> : béton</p>	<p>Seine, ateliers de fabrication à l'arrière) <i>Mat.</i> : pans de bois, brique, enduit</p>	<p>052 ◇ Laboratoires galéniques Vernin (détruits) Avenue du Colonel-Fabien <i>Hist.</i> : Laboratoires galéniques Vernin (1909-1978) ; groupe Vernin (1979-1992) <i>Constr.</i> : à partir de 1909 ; démolition en 1999</p>
	<p>DAMMARIES-LÈS-LYS</p> 	<p>050 ◇ Confiserie Jacquin (détruite) 54, avenue Anatole-France <i>Hist.</i> : Peysson et veuve Jacquin, veuve Jacquin et ses fils (1872-1881) ; Jacquin frères (1881-1897) ; A. Jacquin et fils (1897-1911) ; L. Jacquin et Cie (1911-1916) ; L. Jacquin, Hébert et Cie (1916-1927) ; Maison Jacquin (1927-1968) ; Manufacture parisienne de confiserie et de chocolaterie (1968-1990) <i>Constr.</i> : 1872</p>	<p>053 ◇ Laboratoires galéniques Vernin, nouvel établissement (en activité) 20, rue Charles-Vernin <i>Hist.</i> : Laboratoire galénique Vernin, groupe Vernin, puis groupe Mayoly-Spindler (1989 à aujourd'hui) <i>Constr.</i> : 1989</p>
<p>046 ◇ Puits de pétrole (en activité) Lieu-dit Le Bas-des-Buttes ; lieu-dit Massoury <i>Hist.</i> : Régie autonome des pétroles (1959-1980) ; Elf Aquitaine (1980-2007) ; Geopetrol SA (2007 à aujourd'hui) <i>Constr.</i> : 1986-1989 (puits, derrick, réservoir industriel, poste de chargement) <i>Mat.</i> : acier, béton</p>	<p>049 ◇ Usine de bougies Caillaux, puis distillerie Garnot, puis tannerie Gruson, puis Tanneries de Melun, puis usine d'articles en matière plastique SOCOJI (actuellement locaux d'entreprises) 249, quai Voltaire <i>Hist.</i> : Fonderie de suif et usine de bougies Louis Caillaux (1865-avant 1884) ; distillerie de betteraves Paul Garnot appelée Distillerie melunaise (1884-avant 1917) ; tannerie Gruson frères (attestée en 1919) ; Tanneries de Melun (1930-1959) ; Société commerciale de joints industriels SOCOJI (1959-1983) <i>Constr.</i> : 1865 (vestiges de l'atelier de fabrication de bougies ouvert de baies en plein cintre, côté de la Fosse-aux-Anglais) ; 1884-v. 1900 (logement patronal au sud) ; vers 1900 (centrale thermique de la distillerie de mélasse, aujourd'hui conservée) ; 1907 (nouvelle cheminée de la distillerie de mélasse) ; v. 1919-années 1930 (grand séchoir de la tannerie en bord de</p>		<p>054 ◇ → p. 80 Fonderie Frébault, puis usine de construction métallique Delattre et Frouard, puis affinerie d'aluminium Affimet (réaffectée en centre de tri et de recyclage de métaux ferreux Revival) Quai Voltaire <i>Cours d'eau</i> : la Seine <i>Voie ferrée</i> : ligne PLM de Corbeil à Melun par la rive gauche de la Seine, mise en service en 1897. Embranchement particulier <i>Hist.</i> : Ets Frébault (1911-1917) ; Ets Delattre et Frouard réunis, fonderie d'obus, puis usine de construction métallique (1917-1963) ; usine de construction métallique Delattre Levivier France (1963-1965) ; Société des métaux et alliages blancs MAB,</p>
<p>047 ◇ Laiterie et fromagerie (reconverties en logements) 27, rue de la Gare <i>Cours d'eau</i> : la Vieille Seine (riv.) <i>Hist.</i> : Société générale des laiteries, puis Union des crémiers (1881-?) <i>Constr.</i> : 4^e quart du XIX^e siècle (laiterie, fromagerie, porcherie, détruite) <i>Mat.</i> : enduit</p>	<p>048 ◇ Silos à grains Coopérative agricole de la Brie, puis Coriolis, puis Nouricia, puis Vivescia (en activité) Route de Montereau</p>		<p>051 ◇ Logement patronal de la confiserie Jacquin dit pavillon de l'Horloge Avenue Anatole-France <i>Commanditaire</i> : Louis Jacquin <i>Constr.</i> : 1^{er} quart du XX^e siècle <i>Mat.</i> : pierre meulière, brique</p>

<p>puis Société minière et métallurgique de Penarroya, puis Affimet (1965-1984)</p> <p><i>Constr.</i> : 1911 (fonderie et atelier modelage, magasin à modèles détruit avant 1980) ; 1917 (extension fonderie, station électrique diesel Sulzer et atelier de montage, magasin d'expédition partiellement démoli avant 1939) ; après 1917-fin années 1920 (bureaux conservés, ateliers mécanique et chaudronnerie aujourd'hui démolis, l'emplacement étant occupé par les établissements Péchiney depuis 1989 et Béton de Paris depuis 1990)</p> <p><i>Mat.</i> : métal, pan de métal, brique</p>	<p>pour chaque logement) ; 1970-1972 (construction du grand ensemble de la Plaine du Lys et démolition de la cité ouvrière)</p> <p><i>Mat.</i> : meulière</p>	<p>réfectoire, extension du vestiaire) ; 1949-1975 (extension des ateliers, aujourd'hui détruite)</p> <p><i>Auteur(s)</i> : Eugène Freyssinet (ingénieur) et les établissements Limousin (constructeur) pour les cinq halles à sheds conoïdes en béton armé élevées en 1928-1929</p> <p><i>Mat.</i> : béton armé, métal, béton préfabriqué (cheminée)</p>	<p>agrandissement du bâtiment administratif d'entreprise)</p>
	<p>055 ◇ Cité ouvrière Delattre et Frouard, appelée cité du Lys (détruite) Entre les rues Marc-Jacquet et Marcel-Lanvain au nord et les rues Blanche-de-Castaille et de la Déportation au sud <i>Voie ferrée : ancienne ligne, ou « tacot », Melun-Chailly-Barbizon-Milly de la Société générale des chemins de fer économiques, mise en service en 1899, désaffectée dans les années 1930</i></p> <p><i>Maitre d'ouvrage</i> : Ets Delattre et Frouard réunis</p> <p><i>Constr.</i> : vers 1919 (deux fois deux rangs de maisons doubles en rez-de-chaussée accolées dos à dos soit quatre-huit logements, dix-sept maisons à quatre logements en rez-de-chaussée, un jardin individuel</p>	<p>056 ◇ → p. 84 Fonderie de la Compagnie nationale des radiateurs, puis Ideal Standard (désaffectée) 11, rue des Frères-Thibault <i>Voie ferrée : ligne PLM de Corbeil à Melun par la rive gauche de la Seine, mise en service en 1897. Embranchement particulier</i></p> <p><i>Hist.</i> : Compagnie nationale des radiateurs (1928-1946) ; Ideal Standard (1946-1975)</p> <p><i>Constr.</i> : 1928-1929 (aire de stockage des matières premières, fonderie des deux cubilots de 15 tonnes aujourd'hui détruite, fonderie des fours à noyaux aujourd'hui détruite, ateliers d'ébarbage, de modelage, d'usinage, d'assemblage et de finition, magasin général, sous-station électrique, bureau, laboratoire, vestiaire d'usine, garage à vélos) ; 1934-1949 (cheminée système Monoyer de 60 mètres,</p>	<p>057 ◇ Cité ouvrière de la Compagnie nationale des radiateurs (détruite) À l'angle du mail Jean-Moulin et de la RD372</p> <p><i>Maitre d'ouvrage</i> : Compagnie nationale des radiateurs</p> <p><i>Constr.</i> : 1928-1929 (trois immeubles en U à un étage carré distribué par des coursives extérieures) ; 1971 (construction du grand ensemble de la Plaine du Lys et démolition de la cité ouvrière)</p> <p><i>Mat.</i> : béton armé</p>
	<p>058 ◇ Usine de construction mécanique (hélice) Renou-Dardel et Cie (réaffectée en garage de réparation automobile) 537, quai Voltaire</p> <p><i>Constr.</i> : fin des années 1920 (bâtiment administratif d'entreprise, vestiaire d'usine, atelier de fabrication) ; 1962 (deux halles d'atelier de fabrication,</p>	<p>059 ◇ Nouvel abattoir de Melun (désaffecté) 166, rue des Frères-Thibault</p> <p><i>Hist.</i> : la Ville de Melun transfère son abattoir (situé quai Hippolyte-Rossignol) à Dammarie-lès-Lys en 1930</p> <p><i>Constr.</i> : 1930 (atelier de fabrication, magasin industriel, bureau, pavillon d'habitation)</p>	 <p>060 ◇ → p. 90 Usine d'instruments de mesure STIL (désaffecté) 17, rue des Frères-Thibault</p> <p><i>Hist.</i> : Société de thermométrie industrielle et de laboratoire STIL (1952 à aujourd'hui)</p> <p><i>Constr.</i> : 1^{re} moitié du xx^e siècle (logement patronal et bureaux installés dans un pavillon double construit avant la création de l'entreprise) ; 1952-1965 (laboratoire, ateliers de fabrication, atelier de conditionnement, magasin industriel) ; 1996 (atelier de fabrication)</p> <p><i>Mat.</i> : béton, parpaing de béton, brique, enduit, pierre meulière (logement patronal)</p> <p><i>Patrimoine technique</i> : machines de remplissage du mercure et de calibrage des thermomètres fabriqués sur mesure (3^e quart du xx^e siècle)</p>

		<p><i>Hist.</i> : Société industrielle de laques et vernis SILAC (1956-1961) ; Société industrielle d'encre et vernis SIDEV (1961-2001)</p> <p><i>Constr.</i> : 3^e quart du xx^e siècle</p> <p><i>Mat.</i> : béton armé, métal</p>	<p>Marchetto et entreprise du bâtiment Tourret SA</p> <p><i>Constr.</i> : 1924 (usine construite sur le site du château de Belle-Ombre) ; 3^e quart du xx^e siècle (extensions) ; 2003 (démolition de l'usine principale)</p> <p><i>Mat.</i> : béton, parpaing de béton</p>
<p>061 ♦</p> <p>Scierie et menuiserie Établissement Bouteiller (en activité)</p> <p>410, avenue du Colonel-Fabien</p> <p><i>Hist.</i> : Ets Bouteiller (1913-?) ; attesté à cet emplacement en 1930</p> <p><i>Constr.</i> : avant 1930 (scierie, atelier de menuiserie, logement patronal, hangar)</p> <p><i>Mat.</i> : bois, moellon, brique, parpaing de béton, enduit</p>	<p><i>Voie ferrée : ligne PLM de Corbeil à Melun par la rive gauche de la Seine, mise en service en 1897. Embranchement particulier</i></p> <p><i>Hist.</i> : Actif Avto, tracteurs (1968-1990) ; Britax, puis Schefenaker, Visiocorp France SA, puis SMR Automotive France, fabricants de rétroviseurs (2001 à aujourd'hui)</p> <p><i>Constr.</i> : 1968 (bâtiment administratif ; bâtiment technique ; atelier de fabrication ; magasin industriel) ; après 1977 (halle couverte : magasin industriel) ; 2001 (magasin industriel)</p> <p><i>Mat.</i> : béton, verre (bâtiment administratif, bâtiment technique), pan de métal, parpaing de béton (atelier de fabrication), métal (halle couverte), béton (magasin industriel)</p>		
<p>062 ♦</p> <p>Laiterie des établissements Leroy, puis Ulrich, puis société Lecamus et Ravaud (réaffectée, actuellement menuiserie Bouteiller)</p> <p>410, avenue du Colonel-Fabien</p> <p><i>Voie ferrée : ancienne ligne, ou « tacot », Melun-Chailly-Barbizon-Milly de la Société générale des chemins de fer économiques, mise en service en 1899, désaffectée dans les années 1930, aujourd'hui disparue</i></p> <p><i>Hist.</i> : Ets Leroy (avant 1930) ; Ulrich entrepreneur (1930-avant 1949) ; société Lacamus et Ravaux (1949-?)</p> <p><i>Constr.</i> : 1^e moitié du xx^e siècle (logement patronal, laiterie aujourd'hui détruite) ; 1949 (laiterie)</p> <p><i>Mat.</i> : meulière, brique, enduit</p>		<p>Usine de tuyaux en ciment de la Société parisienne des procédés Hume, puis usine d'éléments préfabriqués en ciment-amianto Everitube (annexe réaffectée, actuellement entreprise de ferrailage Marchetto et entreprise du bâtiment Tourret SA)</p> <p>Rue du Port</p> <p><i>Cours d'eau : la Seine</i></p> <p><i>Voie ferrée : ligne PLM de Corbeil à Melun par la rive gauche de la Seine, mise en service en 1897. Embranchements particuliers</i></p> <p><i>Hist.</i> : Société parisienne des procédés Hume, tuyaux en ciment centrifugé (1924-1933) ; Société industrielle de tuyaux en ciment – Situbé, filiale de Pont-à-Mousson (1933-1939) ; Sociétés réunies Everitube-Situbé, filiale de Pont-à-Mousson associant fabrication de tuyaux en ciment et éléments en ciment-amianto (1939-1958) ; Everitube (1958-1970) ; Everite SA, groupe Saint-Gobain, suite à la fusion entre Pont-à-Mousson et Saint-Gobain (1970-1993) ; entreprise de ferrailage</p>	<p>066 ♦ → p. 88</p> <p>Usine d'emballage et de conditionnement Cartonnerie Devoisselle (reconvertie en complexe de loisirs La Cartonnerie)</p> <p>824, avenue du Lys</p> <p><i>Voie ferrée : voie privée pour la circulation intérieure</i></p> <p><i>Hist.</i> : imprimerie, usine d'emballage et de conditionnement des Ets L. Devoisselle et Cie (1960-2001) ; complexe de loisirs La Cartonnerie (depuis 2009)</p> <p><i>Constr.</i> : 1960-1962 (atelier de fabrication, chaufferie, bureau, conciergerie) ; 1976 (magasin industriel aujourd'hui détruit) ; 1989-1990 (atelier d'héliogravure) ; 2008-2009 (patinoire, bowling, karting et cinéma réunis au sein du complexe de loisirs La Cartonnerie)</p> <p><i>Auteur(s)</i> : Guy Calderon et Gérard Charpentier (architectes), J. Lazowski et L. Milosevic (architectes collaborateurs) ; Ets Besson de Montereau (charpente métallique de l'atelier de fabrication)</p> <p><i>Mat.</i> : béton armé, métal, pan de métal</p>
<p>063 ♦</p> <p>Usine de matériel agricole Actif Avto, puis usine de construction automobile Britax, puis SMR Automotive France (en activité)</p> <p>734, avenue du Lys</p>	<p>Usine de peintures et vernis Société industrielle de laques et vernis, puis usine d'encre et vernis Société industrielle d'encre et vernis (désaffectée)</p> <p>Rue Léo-Lagrange</p>		

		<p>067 ♦ Fonderie Musil et Cie, puis France Hélices (en activité) 249, rue de Seine <i>Hist.</i> : société Musil et Cie (1972-?), puis France Hélices (jusqu'à aujourd'hui) <i>Constr.</i> : 1972 (fonderie, bureau) ; après 1978 (atelier de mécanique) <i>Mat.</i> : métal, pan de métal, parpaing de béton, brique (bureau)</p> <p>068 ♦ Usine d'agglomérés Établissements Coupot (réaffectée) 182 bis, avenue Paul-Vaillant-Couturier <i>Constr.</i> : 2^e moitié du xx^e siècle <i>Mat.</i> : béton, parpaing de béton</p> <p>É ECUELLES Voir Moret-Loing-et-Orvanne (commune nouvelle)</p> <p>É ÉGLINY</p> <p>069 ♦ Moulin de l'Étrais, ou d'Estrée (reconverti) RD18, Estrée <i>Cours d'eau</i> : le ru de Sucy (anciennement ru de Preuilly) <i>Hist.</i> : moulin à blé de l'abbaye de Saint-Sauveur-lès-Bray (attesté avant</p>	<p>xii^e siècle, puis xix^e siècle (bassin de retenue, bief de dérivation et déversoir de superficie) ; milieu du xix^e siècle (barrage du bassin de retenue et canal de fuite souterrain de l'ancien moulin) ; années 1940 (installation d'une turbine hydraulique) ; 2^e moitié du xx^e siècle (démolition de la turbine hydraulique)</p> <p><i>Mat.</i> : calcaire, moellon, petit appareil <i>Patrimoine technique</i> : vestiges d'installations hydrauliques ; meule d'environ 70 centimètres de diamètre retrouvée à quelques mètres de l'ancien moulin (1^{er} quart du xix^e siècle)</p> <p>070 ♦ Moulin Barbeau (vestiges) RD107 <i>Cours d'eau</i> : le ruisseau de Fontaineroux</p> <p>H FONTAINE-LE-PORT</p> <p>071 ♦ Moulin de Fontaine (reconverti en logement) 2, rue de la Vieille-Montagne <i>Cours d'eau</i> : le ruisseau du Châtelet</p> <p>Hist. : moulin à blé Niel, propriétaire, et Jean Nicolas Chapelle, meunier (autorisation en 1812) ; Roussel, propriétaire (1826) ; Roux frères, marchands de laine, propriétaires (1835) ; arrêté avant 1865</p> <p><i>Constr.</i> : 1812 (rez-de-chaussée du moulin à blé) ; milieu du xx^e siècle (surélévation et transformation en maison)</p> <p><i>Mat.</i> : calcaire, moellon, béton, enduit</p>	<p>d'affûtage aujourd'hui détruit, transformateur, logement d'ouvriers, conciergerie) ; 1950 (nouvel atelier d'affûtage, atelier de parquerie aujourd'hui détruit) ; 1959 (unité de séchage au sud de la scierie) ; années 1960 (extension parquerie aujourd'hui détruite) ; 2007-2008 (reconversion en manège à chevaux de course)</p> <p><i>Auteur(s)</i> : attribué à Boussiron (entrepreneur)</p> <p><i>Mat.</i> : béton armé, brique creuse, meulière, enduit</p> <p>FONTAINEBLEAU</p> <p>072 ♦ → p. 108 Scierie et usine de parquets Millet (reconverties en manège à chevaux) 53, rue du Parc</p> <p><i>Hist.</i> : Millet (1922-2002)</p> <p><i>Constr.</i> : 1947-1948 (scierie, atelier</p> <p>073 ♦ → p. 98 Carrières de grès de Fontainebleau (aujourd'hui parcours de randonnée pédestre appelé sentier des Carriers) Rocher du Long Boyau, gorges du Houx</p> <p>Hist. : sociétés de carrières de la forêt de Fontainebleau</p> <p><i>Périodes d'exploitation</i> : 1848-1907 (rocher du Long Boyau) ; 1861-1907 (gorges du Houx) ; 2012 (aménagement du sentier des Carriers, vestiges de l'exploitation mis en valeur sur 6,5 kilomètres)</p> <p><i>Éléments distinctifs</i> : fronts de taille, blocs de grès avec trace de « boîtes à coins » (encoches pour placer les coins), monticules d'écales (déchets de taille de grès), « voies de vidange » (chemins renforcés de grès pour</p>
---	---	---	--	---

<p>permettre aux fardiers de transporter les pavés), abris de carriers <i>Protection</i> : la forêt domaniale de Fontainebleau est classée au titre des sites (arrêté du 2 juillet 1965)</p>		<p>079 ♦ Usine de menuiserie Faizende, puis bâtiment administratif d'entreprise (reconverti en logement) 63, rue de France</p>	<p>métallique de la roue hydraulique, engrenages de la roue, axe vertical de distribution de l'énergie mécanique dans les étages, poulie</p>
	<p>077 ♦ Usine de menuiserie Parchowski et Chemin, puis Parchowski frères (reconvertie en logement) 22, rue d'Avon</p>	<p><i>Hist.</i> : Parchowski et Chemin, puis Parchowski frères (1910-?) <i>Constr.</i> : 1910 (atelier de fabrication, bureau, logement, cour) <i>Mat.</i> : calcaire, pan de bois, brique, crépi</p>	
<p>074 ♦ Usine à gaz et centrale électrique de la société Gaz et Eaux, puis Gaz et Électricité de France (en partie réaffectées) Place Orloff</p> <p><i>Hist.</i> : société Gaz et Eaux (1889-milieu du XX^e siècle) ; Gaz de France et Électricité de France (1948) <i>Constr.</i> : 1845-1928 (usine à gaz) ; 1905 (centrale électrique) ; 1979 (démolition de l'usine à gaz) <i>Mat.</i> : pan de fer, brique, crépi</p>		<p><i>Hist.</i> : moulin à blé de Jean de « Dravello » (avant 1234) ; moulin à blé de l'abbaye cistercienne de Barbeau, attaché à la ferme de Champrond (attesté en 1234 et 1247) ; démolition (fin du XV^e siècle) ; moulin à blé du vicomte d'Argeville (fin du XVI^e-XVIII^e siècle) ; Louis Baudouin, propriétaire et meunier (attesté en l'an X/1801-1802, mouture « à la grosse » pour 8 quintaux par jour en 1801) ; veuve Louis Baudouin, propriétaire (attesté en 1811) ; Finot, propriétaire à Paris (attesté entre 1824 et 1850) ; François Garnier, propriétaire et meunier (1879, une roue, une paire de meules et 1,99 CV utilisés selon l'enquête de 1885) ; Pierre Victor Poiraud, propriétaire et meunier (1912-1937) ; cessation d'activité (1937). <i>Constr.</i> : avant 1836, date du plan cadastral napoléonien (moulin à blé) ; XIX^e-XX^e siècle (démolition et reconstruction des annexes nord, sud et est) ; 1^{er} quart du XX^e siècle (installation de broyeurs à cylindres mus par une machine à vapeur, aujourd'hui disparus) ; à partir de 1937 (transformation en maison) <i>Mat.</i> : calcaire, enduit, pan de bois, brique</p>	<p>080 ♦ Moulin du Pré (reconverti en logement) Route de la Vallée-des-Moulins <i>Cours d'eau</i> : le ru Flavien</p> <p><i>Hist.</i> : Jean-Louis Chassin de Chabot (1863-1879) ; Gustave Dumas (1879-1908) ; Jules Schwartz (attesté en 1908) ; Élie Alayrat, propriétaire, et Ernest Regin, directeur (attesté en 1934) ; discothèque Le Jerk, puis discothèque Le Palmas (de 1977 à l'incendie du 6 février 2003) <i>Constr.</i> : 1863-1889 (usine, annexes et logements) ; 1915 (attestation par photographie de l'existence d'un décor céramique publicitaire au nom de « G. Dumas » sur le pignon d'un atelier de fabrication) ; 2^e moitié du XX^e siècle (après la transformation en discothèque puis l'incendie ne subsistent que le logement patronal, une partie d'atelier de fabrication et une section du four Hoffmann) <i>Mat.</i> : brique, métal <i>Patrimoine technique</i> : seule subsiste une section rectiligne du four à briques annulaire de type Hoffmann (fin du XIX^e siècle)</p>
<p>075 ♦ Blanchisserie industrielle de la Cie du couchage de l'armée, puis des établissements Bezard (réaffectée en garage) 17, rue Royale</p> <p><i>Constr.</i> : 1880</p>	<p>078 ♦ → p. 108 Usine de menuiserie Barre, puis ébénisterie Gougnaud dite Atelier Saint-Louis (désaffectée) 7, rue Saint-Louis</p>	<p><i>Hist.</i> : Barre (1^{er} quart du XX^e siècle) ; Gougnaud (1^{er} quart du XXI^e siècle), fermée depuis 2010 <i>Constr.</i> : 1^{er} quart du XX^e siècle (atelier de fabrication, pièce de séchage, bureau) <i>Mat.</i> : calcaire, enduit, pan de bois, brique</p>	
<p>076 ♦ Usine de serrurerie et de construction métallique Périchon, puis Bécheret-Collin, puis Sauvage, puis Métallerie Montégut (reconvertie en logement et atelier d'artiste) 5, rue Victor-Hugo</p> <p><i>Constr.</i> : 1910</p>		<p><i>Hist.</i> : Barre (1^{er} quart du XX^e siècle) ; Gougnaud (1^{er} quart du XXI^e siècle), fermée depuis 2010 <i>Constr.</i> : 1^{er} quart du XX^e siècle (atelier de fabrication, pièce de séchage, bureau) <i>Mat.</i> : calcaire, enduit, pan de bois, brique</p>	

082 ◇

Centrale thermique de l'Énergie de Seine-et-Yonne (détruite)

RD39 (route de Montereau), au sud du poste électrique

*Cours d'eau : la Seine**Voie ferrée : ligne PLM de Melun à Montereau par la rive droite de la Seine, mise en service en 1897. Embranchement particulier**Hist. : L'Énergie de Seine-et-Yonne (1913-1946) ; Électricité de France (1946-2002)**Constr. : 1913-1914 (construction) ; 1916 (mise en service des quatre premières tranches) ; 1932 (cinquième tranche, groupe turbo-alternateur de 2 500 kVA, modèle Ljungström de Sautter-Harlé) ; 1933 (extension de la chaufferie, chaudière Alsthom de 1 100 mètres carrés) ; 1938 (production de 9 922 kWh attestée) ; 1945 (14 500 KVA installés, production de 6 510 kWh attestée) ; 1955 (arrêt définitif) ; 2002 (démolition)**mise en service en 1897. Embranchement particulier**Hist. : L'Air Liquide, société anonyme pour l'étude et l'exploitation des procédés Georges Claude, usine de produits chimiques de La Grande-Paroisse (1915-1919) ; Société chimique de La Grande-Paroisse, co-entreprise créée par Saint-Gobain et L'Air Liquide (1919) ; même entreprise, arrêt de l'activité et transformation de l'usine en lieu de stockage (1931) ; reprise éphémère de l'activité, fabrication d'hydrogène pour l'aérostation (1940) ; même entreprise (?), stockage (1945-) ; Ciments Lafarge (depuis 1995)**Constr. : 1916-1918 (construction de l'usine, comprenant une conciergerie, des bureaux, un bâtiment de direction, un vestiaire d'usine, une cantine, des ateliers de réparation, des laboratoires, un atelier d'électrolyse associé à une salle des machines et à un transformateur relié à la centrale voisine de l'Énergie de Seine-et-Yonne, les ateliers Dinotrophénol, Acide nitritique, Chlorure de chaux, Chlorobenzène, Triple Effet Saumure et leurs annexes) ; 1931 (transformation en lieu de stockage) ; 1940 (fabrication d'hydrogène pour l'aérostation) ; avant 1947 (transformation en entrepôt et démolition des ateliers Dinotrophénol, Acide nitritique, Chlorobenzène, Triple Effet Saumure et de leurs annexes) ; 1974-1976 (seconde tranche*

de démolition au sud de la parcelle, seuls les bâtiments situés le long de la RD39 sont conservés comme espaces de stockage) ; 1990 (démolition de la cantine située au nord de la RD39) ; 1995-1996 (démolition des derniers bâtiments de l'usine)

Mat. : métal, pan de métal, brique, béton, ciment

Hist. : Société anonyme des agglomérants hydrauliques (1920-1930) ; Ets Poliet-et-Chausson (1930-1935) ; Union nationale des coopératives agricoles de céréales – UNCAC (1955-1990) ; coopérative SIGMA, issue de la fusion entre l'UNCAC et l'IUGCAF (1990) ; coopérative Union InVivo, issue de la fusion entre SIGMA et l'UNCAA (2001 à aujourd'hui)

Constr. : 1921-1923 (usine de ciment Portland artificiel dont subsiste aujourd'hui la darse de 2,8 mètres de tirant, la conciergerie, les bureaux, la cantine, les vestiaires, le jardin d'usine, la centrale thermique, le bâtiment du four rotatif aujourd'hui dépourvu de sa cheminée, les ateliers de fabrication en béton armé et, au nord de la RD39, deux rangs de logements ouvriers, les vestiges de la carrière de calcaire et d'argile, et ceux de la passerelle reliant cette dernière à l'usine) ; 1935 (fermeture de la cimenterie) ; 1956 (installation de la première tranche de silos dans les bâtiments de l'ancienne cimenterie, 350 000 quintaux) ; 1957-1958 (deuxième tranche, 350 000 quintaux) ; 1958-1963 (construction du laboratoire et installation des tranches 3 à 6, soient deux séchoirs, une station de triage de semences fourragères, une station de stockage en sacs et une seconde tour de contrôle) ; 1965 (cellules H, halle accolée au sud des bâtiments de l'ancienne cimenterie) ; 1970 (silos P1 et P2 à l'ouest) ; entre 1970 et 1976



085 ◇

Four à chaux de La Grande-Paroisse (désaffecté)

RD39 (route de Montereau), face à la ZAC des Crocs, anciennement dépôt de pétrole La Toneline

*Constr. : 2^e quart du XX^e siècle (carrière, deux fours accolés, silos) ; avant 1945 (arrêt)**Mat. : métal, pan de métal, calcaire, moellon, ciment, béton armé*

086 ◇ → p. 214

Cimenterie de La Grande-Paroisse, puis silos de la coopérative UNCAC, actuellement silos de la coopérative InVivo (en activité)

RD39 (route de Montereau)

*Cours d'eau : la Seine**Voie ferrée : ligne PLM de Melun à Montereau par la rive droite de la Seine, mise en service en 1897. Embranchement particulier*

083 ◆

Logement du chef de service et du chef de quart de la centrale thermique de l'Énergie de Seine-et-Yonne

RD39 (route de Montereau) ; chemin des Sept-Grés

*Hist. : L'Énergie de Seine-et-Yonne (1913-1946) ; Électricité de France (à partir de 1946)**Constr. : après 1925*

084 ◇

Usine de produits chimiques de La Grande-Paroisse (détruite)

RD39 (route de Montereau), lieu-dit La Vallée-de-Crocs

*Cours d'eau : la Seine**Voie ferrée : ligne PLM de Melun à Montereau par la rive droite de la Seine,*

<p>(groupe silo 6, cellules cylindriques en béton construites en bordure de la darse en remplacement de la halle d'expédition) ; avant 1976 (silo 7 dit Cellules privées, soit dix-neuf silos métalliques cylindriques) ; 1976-1977 (groupe silo 8 métallique) ; 1992 (démolition de la passerelle reliant le site à l'ancienne carrière) ; 2014 (capacité de stockage de 180 000 tonnes et 250 000 tonnes transitées) <i>Mat.</i> : béton armé, béton, calcaire, pierre de taille, métal <i>Patrimoine technique</i> : pont roulant de la centrale thermique de la cimenterie (1921), motrice Decauville (vers 1958), les trois tours de travail des silos UNCAC et leur machinerie</p>	<p>GRIZY-SUR-SEINE</p> <p>089 ♦ Moulin de Haut-Champs (<i>reconverti en logement</i>) Route de Noyen <i>Cours d'eau : le ru du Moulin de Haut-Champs, ou ruisseau des Haut-Champs</i> <i>Hist.</i> : François Framier, meunier (attesté en l'an X/1801-1802, 0,8 quintal par jour, et en 1811, mouture « à la grosse », 0,2 quintal par jour) ; veuve Bardier (années 1820) ; veuve Muret, propriétaire (attesté en 1885) ; hors d'usage en 1910 <i>Constr.</i> : antérieur à 1801 (moulin) ; fin du xx^e siècle (transformation en maison) <i>Mat.</i> : grès, calcaire, moellon</p>	<p>093 ♦ Atelier de menuiserie Guichard, puis Bouvier (<i>réaffecté en atelier municipal et logement</i>) 53, rue de Barbeau <i>Constr.</i> : 1^{er} quart du xx^e siècle</p>	<p><i>Hist.</i> : Ets Vella, puis Fusco, puis Seac-Fusco <i>Constr.</i> : 2^e moitié du xx^e siècle (ateliers de fabrication, bureau, logement, silo, aire de stockage des matières premières, aire des produits manufacturés) <i>Mat.</i> : parpaing de béton, métal, moellon, enduit</p>
<p>087 ♦ Lotissement des cadres de la centrale EDF de Montereau, appelé cité de La Grande-Paroisse 22, rue Grande ; 1-19, rue des Degrés ; 2, rue des Clos <i>Maitre d'ouvrage</i> : Électricité de France <i>Constr.</i> : 1960 (dix logements de fonction répartis en deux logements F7 et huit logements F6 avec jardins) <i>Mat.</i> : béton, parpaing de béton</p>	<p>090 ♦ Fromagerie Bonnet Petit (<i>reconvertie en logements</i>) 17, route de Noyen, lieu-dit La Ouinotte <i>Hist.</i> : en activité de 1923 à 1993 <i>Constr.</i> : 1923 <i>Mat.</i> : meulière</p>	<p>094 ♦ Atelier de charpentier Canteau (<i>reconverti en logement</i>) 13-15, place du Général-de-Gaulle <i>Constr.</i> : 4^e quart du xix^e siècle</p>	<p><i>Hist.</i> : Les Sablières du Port-Montain, puis Synéos Hermé – Sablières du Port-Montain (1970 à aujourd'hui) <i>Constr.</i> : 2^e moitié du xx^e siècle</p>
<p>088 ♦ Carrière de La Noue Notre-Dame (<i>actuellement base de loisirs municipale de La Grande-Paroisse</i>) RD39 (route de Montereau) <i>Cours d'eau : la Seine</i> <i>Hist.</i> : Morillon-Corvol (à partir de 1963 dans la zone actuellement occupée par la base de loisirs) ; commune de La Grande-Paroisse (1985 à aujourd'hui) <i>Constr.</i> : année 1960-1985 (carrière de granulats) ; 1985 (carrière ennoyée, aménagement du plan d'eau de 58 hectares et de 12 hectares de terrain en base communale de loisirs)</p>	<p>Carrière de granulats alluvionnaires Les Sablières de Saint-Sauveur-lès-Bray, puis A2C Matériaux (<i>en activité</i>) RD411, Toussacq <i>Cours d'eau : la Seine</i> <i>Hist.</i> : Les Sablières de Saint-Sauveur-lès-Bray, A2C Matériaux <i>Constr.</i> : 1979</p>	<p>095 ♦ Forge artisanale, puis usine de serrurerie Lebrun (<i>reconvertie en logement</i>) 45, rue Paul-Allaine <i>Constr.</i> : 4^e quart du xix^e siècle</p>	<p>L LIVRY-SUR-SEINE</p> <p>099 ♦ Four à chaux (<i>désaffecté</i>) Chemin du Four-à-Chaux <i>Constr.</i> : attesté sur un plan géométrique de la commune de Livry relevé entre 1802 et 1807 <i>Mat.</i> : moellon, brique</p>
	<p>H HÉRICY</p>	<p>H HERMÉ</p>	<p>M MAROLLES-SUR-SEINE</p>
	<p>092 ♦ Four à plâtre Dumont (<i>désaffecté</i>) 18, place du Général-de-Gaulle <i>Constr.</i> : 1^{er} quart du xx^e siècle</p>	<p>096 ♦ Usine de matériel de construction (parpaings en béton) Vella (<i>en activité</i>) 10, rue de la Gare</p>	<p>100 ♦ → p. 210 Carrière de granulats alluvionnaires et usine de traitement des granulats Morillon-Corvol, puis Cemex (<i>en activité</i>)</p>

	<p>MÉE-SUR-SEINE (LE)</p> 		
<p>La Muette, route de Bray <i>Cours d'eau : la Seine</i> <i>Voie ferrée : ligne de la Compagnie des chemins de fer de Montereau à Troyes (tronçon de Montereau à Flamboin-Gouaux, mis en service en 1848), puis de la Compagnie des chemins de fer de l'Est. Fermée aux voyageurs en 1939, réservée aux marchandises. Embranchement particulier</i> <i>Hist. : Société sablières et entreprise Morillon-Corvol (1995-2007) ; Cemex (2007 à aujourd'hui)</i> <i>Constr. : 4^e quart du XX^e siècle ; 1^{re} moitié du XXI^e siècle (carrière, usine de préparation du produit minéral, station d'épuration, silo, pont bascule, poste de chargement, transporteur, aire des matières premières, aire des produits manufacturés)</i></p>	<p>103 ◆ → p. 66 Fours à chaux du quai des Fourneaux (désaffectés) 454, quai Lallia (détruit en 2014) ; 514 et 558, quai Étienne-Lallia ; 16, quai des Tilleuls (détruit en 2014) <i>Cours d'eau : la Seine</i> <i>Constr. : XVII^e siècle ; XIX^e siècle</i> <i>Mat. : pierre, brique réfractaire</i></p>	<p>105 ◆ Usine de produits pharmaceutiques Laboratoires Valpan (reconvertie en hôtel de ville) 555, route de Boissise <i>Hist. : Laboratoire pharmaceutique Valpan (1961-1990), puis BYK Gulden (1990-2002), puis Altana Pharma (2002-2006), puis Nycomed (2006-2007)</i> <i>Constr. : 1961 et 1968 (bureau, laboratoire, magasin industriel) ; 2010 (reconversion en hôtel de ville)</i> <i>Mat. : béton, verre</i></p>	<p>Île Saint-Étienne, grand bras (sud) et petit bras (nord) de la Seine <i>Cours d'eau : la Seine</i> <i>Hist. : quatre moulins sur le pont du grand bras de la Seine : moulin de l'Oiselet (attesté en 1200, démolis lors de la destruction du pont en 1837), moulin Notre-Dame (attesté en 1206, détruit avant 1789), moulin de Barbeau ou d'Andrezel (attesté en 1229, détruit avant 1587), moulin de Saint-Père, puis moulin Saint-Nicolas (attesté en 1383, démolis lors de la destruction du pont en 1837) ; deux moulins dans le cours du grand bras : moulin Saint-Sauveur (attesté en 1170, détruit en 1839), moulin-bateau Landry (1798-1839) ; un moulin sur le pont du petit bras : moulin de l'abbaye de Saint-Père (attesté en 1210) ; deux moulins dans le cours du petit bras : moulin-bateau Lebon, puis Bicheret, puis Labé (1796, encore attesté en 1844), moulin-bateau Lejeune, puis Lenormand (1803, reconstruit en 1828, dernière attestation)</i> <i>Constr. : du XII^e siècle au milieu du XIX^e siècle</i></p>
<p>101 ◆ Carrière de granulats alluvionnaires et usine de traitement des granulats Société nouvelle de ballastières (SNB) (en activité) RD411 <i>Cours d'eau : la Seine</i> <i>Constr. : 2^e moitié du XX^e siècle</i></p>	<p>104 ◆ Tuilerie, puis usine de céramique Gabry, puis savonnerie, puis atelier de produits pharmaceutiques Pigeon, puis atelier de fabrication de perles d'imitation Henri Rondiat (reconverti en logement) 86 et 120, quai des Tilleuls <i>Cours d'eau : la Seine</i> <i>Hist. : fondée dans les années 1780, la tuilerie est la propriété vers 1820 de plusieurs sociétaires de la Comédie-Française, puis du comte Charles de Montholon, puis du maréchal Avice ; faïencerie Louis Gabry, puis Gustave Gabry (1831-v. 1877) ; Ets Eugène Pigeon (1882-1922) ; établissements Rondiat (v. 1925-1951)</i></p>	 <p>106 ◆ Atelier de peintures et vernis Établissements Vannier (désaffecté) 361, rue de la Lyve <i>Constr. : 2^e moitié du XX^e siècle (logement patronal, atelier de fabrication)</i> <i>Mat. : brique creuse (atelier), moellon-pierre calcaire (logement)</i></p>	<p>108 ◆ Ensemble de moulins à blé sur l'Almont (détruits) <i>Cours d'eau : l'Almont (riv.)</i> <i>Hist. : moulin de Poignet (première mention en 1146, voir notice suivante). Moulins détruits : moulin à blé « du milieu » à Trois-Moulins</i></p>
<p>102 ◆ Carrière de granulats alluvionnaires Société d'extraction et d'aménagement de la plaine de Marolles (en activité) <i>Constr. : 2^e moitié du XX^e siècle</i></p>	<p>107 ◆ Ensemble de moulins à blé sur la Seine (détruits) <i>Constr. : 4^e quart du XVIII^e siècle ; XIX^e siècle (atelier de fabrication, logement patronal, logement de contremaître)</i> <i>Mat. : moellon (calcaire, grès)</i></p>	<p>MELUN</p>	

(attesté en 1285, attesté en 1868), moulin à foulon, puis à blé dit « d'en bas » à Trois-Moulins (attesté en 1285, attesté en 1868), moulin Farineau (attesté en 1597, attesté en 1885)
Constr. : du XII^e siècle au milieu du XIX^e siècle



109 ♦
Moulin de Poignet, puis glacière, aujourd'hui immeuble, dit résidence des Glaces (remanié et reconvertis)
 14, rue des Trois-Moulins
Cours d'eau : l'Almont (riv.)

Hist. : moulin banal (première mention en 1146-1801) ; Jacques Picard (1801-avant 1821) ; Girardièvre (attesté en 1851) ; Deforge (attesté en 1889) ; Jean-Henri-Roger Rameau (attesté en 1900) ; usine de boulangerie, puis fabrique de glace à rafraîchir Barbier (vers 1905, attestée en 1961) ; cessation d'activité (3^e quart du XX^e siècle)
Constr. : avant 1801 (moulin, bief, maison du meunier) ; 1^{er} quart du XX^e siècle (extension à l'est) ; l'ensemble, plusieurs fois remanié, est aujourd'hui reconvertis en logements
Mat. : calcaire (?), enduit, fonte

110 ♦
Usine d'impression sur étoffes, filature et tissage Perrenod, puis sucrerie, puis caserne Breton (détruite)

Place Breton

Cours d'eau : l'Almont (riv.)

Hist. : usine textile Siméon Laurent Perrenod (1776-1824), puis André Michon (1824-1835) ; sucrerie (1835-1841) ; caserne de Saint-Liesne, puis caserne Breton (1841-v. 1945) ; cité administrative (après 1945-1972)
Constr. : 1776 (manufacture de toiles peintes, filature hydraulique, tissage, blanchisserie) ; 1826 (pavillons d'entrée monumentaux, bâtiment des machines à vapeur, orphelinat, chapelle) ; avant 1830-v. 1840 (intégration temporaire du moulin Farineau à l'usine textile) ; 1841 (achat par l'État et reconversion en caserne) ; après 1945 (reconversion en « cité administrative ») ; 1972 (démolition)

Mat. : pierre, brique, enduit



113 ♦
Usine à gaz (détruite, à l'exception de l'un des pavillons d'entrée, actuellement maison)
 1, rue de Seine
Cours d'eau : la Seine

Hist. : usine à gaz Pérardel (1844-1874)

Constr. : Bâtiments existants : 1844 (deux pavillons). Installations détruites : 1844 (deux gazomètres, fours), 1863 (gazomètre) ; 1874 (démolition)
Mat. : calcaire, moellon, enduit

114 ♦
Moulins de Melun (détruits après inventaire)

Rue du Château

Cours d'eau : la Seine

Hist. : minoterie à vapeur Victor-Mathurin Girardièvre (1858-1895) ; minoterie Camus et Michenon (1895-1919) ; Les Moulins de Melun, Gaston Rabourdin propriétaire (1919-1926) ; Les Moulins de Melun SARL (1926-1944) ; Les Moulins de Melun SA (1944-1997) ; établissement en difficulté repris quelques mois par les Moulins de Nemours (1997) ; fermeture (décembre 1997)

Constr. : 1858-1859 (moulin à l'anglaise équipé de quatre paires de meules mues par une machine à vapeur locomobile Calla de 15 CV) ; 1895 (installation d'appareils à cylindres, 110 quintaux par jour, puis 200 quintaux par jour en 1919) ; 1926 (construction en bord de Seine du bâtiment nettoyage et de silos en béton et brique) ; 1929 (installation de cinquante-quatre appareils à cylindres Schneider & Jacquet pour une production de 500 quintaux par jour, moteur à gaz pauvre) ; 23 août 1944 (bombardement d'artillerie) ; 1946-1947 (construction par Jacques Warnery d'un moulin à transports pneumatiques, onze broyeurs à cylindres Bülher, 400 quintaux par jour, alimentation électrique) ; été 2005 (démolition)

Auteur(s) : Jacques Warnery (architecte) ; Drouard frères (entrepreneur) ; Bülher (fabricant)
Mat. : meulière, béton armé, enduit

115 ♦
Usine de sparterie (vannerie et rotin) (reconvertie en logements)
 16, 16 bis et 18, rue de Ponthierry ; 49-51, rue de Dammarie

111 ♦
Verrerie, puis magasin de fourrage (détruite)

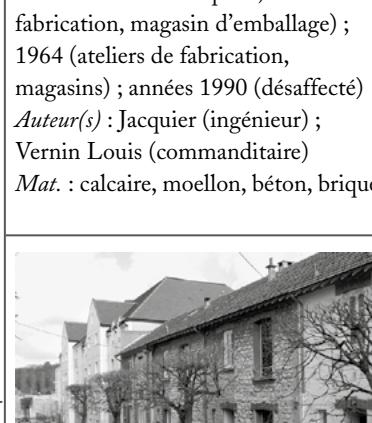
24, quai Hippolyte-Rossignol
Cours d'eau : la Seine

Hist. : verrerie Minel, puis Charlot, puis Hom, puis Desrousseau (v. 1790-1822) ; rachat par l'armée, qui reconvertit l'usine en entrepôt de fourrage et manutention militaire (1822)
Constr. : v. 1790 (halle de cuisson, cour) ; 1979 (démolition)
Mat. : calcaire, moellon, grès, enduit

112 ♦
Abattoir de Melun (détruit)

Quai Hippolyte-Rossignol
Cours d'eau : la Seine

Constr. : 1840, démolì à la fin des années 1960
Auteur(s) : Jean-Jacques Gilson (architecte)
Mat. : calcaire, meulière, moellon

	<p>(attestée en 1931) <i>Constr.</i> : 1879 (atelier de fabrication) <i>Mat.</i> : calcaire, moellon, grès, brique, enduit</p>		<p>brique de 23 mètres) ; 1914 (atelier de fabrication des alcoolats, extraits, teintures, granules et dragées) ; 1919 (nouvelle chaufferie) ; 1928 (laboratoire, chaufferie, cheminée d'usine en béton de 65 mètres, centrale électrique) ; 1930 (laboratoire des comprimés, dragées et pilules par l'ingénieur Jacquier) ; 1935 (bâtiment administratif d'entreprise, atelier de fabrication, magasin d'emballage) ; 1964 (ateliers de fabrication, magasins) ; années 1990 (désaffecté) <i>Auteur(s)</i> : Jacquier (ingénieur) ; Vernin Louis (commanditaire) <i>Mat.</i> : calcaire, moellon, béton, brique</p>
<p><i>Hist.</i> : Gerfaux (1865-1867) ; Jean Débonnaire (1867-1870) ; Camille Débonnaire (1870-avant 1906) ; Maurice Chamaillé transforme l'usine en logements (1906) <i>Constr.</i> : 3^e quart du XIX^e siècle (trois ateliers de fabrication, une scierie et un magasin, disposés en U) ; 1906 (reconversion en logements d'ouvriers) ; aujourd'hui immeuble à cour commune <i>Mat.</i> : enduit</p>	<p>117 ◇ Brasserie Gruber (détuite) 2, avenue du Général-Leclerc <i>Voie ferrée</i> : ligne de la Compagnie de Paris à Lyon mise en service en 1849, puis ligne principale du PLM. Embranchement ferroviaire particulier relié à la gare de Melun</p>	<p><i>Hist.</i> : voir n° 117 <i>Constr.</i> : 1893 (bureaux, écuries, logement patronal) <i>Mat.</i> : brique et pierre, brique, meulière, parpaing de béton</p>	
	<p><i>Hist.</i> : Gruber, puis Gruber et Cie (1887-années 1950) ; Gruber, groupe des Grandes Brasseries françaises (années 1950) ; Gruber, groupe BSN (années 1960-1990) <i>Constr.</i> : 1888-1889 (salle à brasser à double fronton courge portant l'inscription « Gruber et Cie 1889 », dix silos à malt de 60 000 kilos, cave de fermentation, cuves de conserve de deux étages) ; après 1945 (reconstruction et réparation des bâtiments sinistrés, nouvelles cuves, atelier d'embouteillage en béton armé) ; 1990 (démolition) ; 1996-1998 (construction du tribunal de grande instance) <i>Mat.</i> : brique et pierre, brique, meulière, parpaing de béton</p>	<p>119 ◇ Usine de produits pharmaceutiques des Laboratoires galéniques Vernin (vestiges) 1 et 4, rue Dajot <i>Cours d'eau</i> : la Seine</p>	
<p>116 ◇ Brasserie Walter-Barthel, puis corderie Lemaury (actuellement centre de remise en forme Le Moving) 10, rue Camille-Flammarion <i>Hist.</i> : veuve Pascon (avant 1825) ; Cyriaque Walter (v. 1825-après 1837) ; Frédéric Barthel (après 1837-1887) ; veuve Gruber (1887-?) ; fabrique d'iode de la corderie Lemaury</p>	<p>118 ◇ Logement patronal de la brasserie Gruber (actuellement antenne de la chambre des métiers de Seine-et-Marne)</p>	<p><i>Hist.</i> : Laboratoires galéniques Vernin (1907-1997) <i>Constr.</i> : un entrepôt en moellons et pans de bois subsiste au 4, rue Dajot et constitue le seul vestige de cette importante usine. Bâtiments démolis en 1997 : 1907-1909 (laboratoire, atelier de fabrication) ; 1911-1912 (pilerie, atelier de broyage de plantes, chaufferie, cheminée d'usine en</p>	<p>120 ◇ Logements d'ouvriers des Laboratoires galéniques Vernin 7-9, rue Dajot <i>Constr.</i> : 1^{re} moitié du XX^e siècle <i>Mat.</i> : calcaire, moellon</p> <p>121 ◇ Silos de la Coopérative agricole de la Brie (détruits, emplacement actuel de la médiathèque) Rue du Château <i>Cours d'eau</i> : la Seine</p> <p><i>Hist.</i> : Coopérative agricole de la Brie (1931-1998) <i>Constr.</i> : 1934 (silo 1, 30 000 quintaux) ; 1945 (silo 2, 30 000 quintaux) ; démolition en 1998 <i>Auteur(s)</i> : Société des grands travaux</p>



de Marseille (entrepreneur) pour le silo de 1934 ; Crave (architecte) pour le silo de 1945

Mat. : béton armé



122 ♦

Usine de produits pharmaceutiques

La Cooper (*en activité*)

Place Lucien-Auvert ; rue de la Motte-aux-Cailles (extension du Bel-Air)

Hist. : La Coopération pharmaceutique française (1906-1994) ; Cooper, groupe Rhône-Poulenc (1994-2000) ; Cooper, groupe Caravelle (2000 à aujourd'hui)
Constr. : 1947-1948 (chaufferie, « peigne » abritant les ateliers d'herboristerie, laboratoire de produits chimiques, magasins) ; 1950-1952 (laboratoires MERAM) ; 1956 (bâtiment administratif d'entreprise) ; 1983-1984 (extension du Bel-Air, au-delà de la rue de la Motte-aux-Cailles)

Auteur(s) : Charles Legrand (architecte)

Mat. : calcaire, moellon, béton

Objet remarquable : vitrail inspiré du *Malade imaginaire* de Molière par le maître verrier Raphaël Lardeur, 1955, salle du conseil

MONTEREAU-FAULT-YONNE



123 ♦

Ensemble de caves et carrières de craie du faubourg Saint-Nicolas et installations afférentes (*vestiges*)

47-49, 51-55 bis, 57, 65-67 et 69-75, rue de Provins ; route de Paris
Cours d'eau : la Seine

Hist. : four à plâtre Poirier, puis Buffeteau « au pied de la montagne de Surville » (route de Paris, vestiges de four [?] restauré sur la parcelle limitrophe du 1, rue de Provins) ; fabrique de blanc d'Espagne Pierre Savoye, attestée en 1852, puis Daurelle, attestée de 1882 à 1901 (47-49, rue de Provins, excavation de carrière visible) ; annexe de la faïencerie Pierre Merlin, attestée en 1813, puis fabrique de chandelles Bourcier, attestée de 1852 à 1886 (51-55 bis, rue de Provins, excavations visibles) ; four à chaux Bourcier, démolí en 1860, puis fabrique de chandelle Bourcier, attestés de 1852 à 1886 dans « les caves qui existent au bas de la montagne » (57, rue de Provins, excavations cintrées de briques conservées, atelier de moulage sur la rue conservé) ; annexe de la

faïencerie Pierre Merlin, attestée en 1838, puis four à chaux Louis Rougeau de 1854 à 1870, puis four à chaux Claude Soilon de 1870 à 1879, puis fabrique de blanc de craie de 1879 à 1894 (65-67, rue de Provins, ensemble démolí en 1894, vestiges de carrières) ; fours à chaux hydraulique Jacques Tournel, attestés en 1846, qui « auront leur ouverture dans la cave qui existe sous la montagne » (69-75, rue de Provins, vestiges de carrières)
Constr. : 1^{re} moitié du XIX^e siècle ; 2^{re} moitié du XIX^e siècle



124 ♦

Faïencerie de Montereau (*détruite*)

Rue des Récollets, rue Pierre-Brossolette, boulevard Cretté-Peignard, rue Victor-Hugo

Hist. : faïencerie Laurent Soulé, installée dans le couvent des Récollets (1794-1803) ; Jean Hulm dit Hall transfère sa manufacture de faïence du faubourg Saint-Nicolas au couvent des Récollets, Pierre Merlin, directeur (1803-1804) ; faïencerie Merlin et Hall, respectivement neveu et fils des précédents (v. 1807-1819) ; Charles de Saint-Cricq-Cassaux, également propriétaire de la faïencerie de Creil (1819-1825) ; Louis Lebeuf, Étienne Thibault et Merlin de Failly, locataires (1825-1833) ; société Louis Lebeuf et Cie, Charles de Saint-Cricq, associé (1833-1840) ; Fayenceries de Creil et Montereau, société en commandite par actions Lebeuf, Milliet et

Cie (1840-1876) ; Fayenceries de Creil et Montereau, société en commandite par actions Barluet et Cie (1876-1884) ; société anonyme des faïenceries de Creil-Montereau (1884-1920, fermeture de Creil en 1895) ; société H. Boulenger et Cie (1920-1955, fermeture de l'usine associée de Choisy-le-Roi en 1934) ; usine de vernis, laques et peintures Amialac, André Boulenger, directeur (1956-1970)

Constr. : du 1^{er} quart du XIX^e siècle au 1^{er} quart du XX^e siècle (usine de 25 000 mètres carrés sur 4 hectares de terrain) ; 1975-1976 (démolition et remplacement par une caserne de pompiers, un ensemble de logements, une école et l'extension de l'hôpital)



125 ♦

Logement patronal de la faïencerie de Montereau, appelé château des Amendes (*reconverti, bâtiment municipal accueillant le Club sportif montereais*)

4, rue Pierre-Brossolette

Hist. : construit pour Edmé Frontier, directeur de la faïencerie Lebeuf, Milliet et Cie

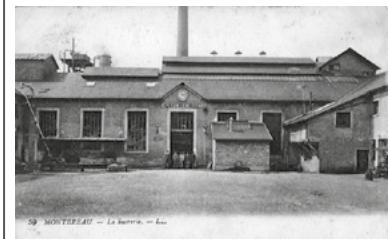
Constr. : v. 1860-1865 (logement patronal, parc)

Mat. : calcaire, moellon, enduit imitant la brique

	<p>126 ◇</p> <p>Faïencerie Hall, puis piperie Mérat, puis serrurerie Caron (désaffectée) 3 bis, rue Saint-Nicolas</p> <p><i>Hist.</i> : faïencerie Hall (avant 1799), puis Merlin et Hall (1799-v. 1804) ; piperie Mérat (1837), puis Ramoleux (1840), puis Dutel (1871) ; serrurerie Poirier (1891), puis Palisson (1902), puis Caron (v. 1945-v. 1990)</p> <p><i>Constr.</i> : 1^{re} moitié du XIX^e siècle et 1^{re} moitié du XX^e siècle (atelier de fabrication, logement)</p> <p><i>Mat.</i> : calcaire, moellon, enduit</p>	<p>7, rue du Bateau <i>Cours d'eau : la Seine</i></p> <p><i>Hist.</i> : Louis-Étienne Sachot et successeurs (1776-1943) ; Ets Sachot SARL (1943-1953) ; Société générale de produits réfractaires SGPR (Ugine), puis Société européenne de produits réfractaires SEPR (1953-1980)</p> <p><i>Constr.</i> : usine de plus de 4 hectares démolie en 1988 à l'exception de la base (2,5 mètres sur 25 mètres initialement) de la cheminée des fours intermittents, élevée au cours des années 1860</p> <p><i>Mat.</i> : métal, pan de métal, brique</p>	<p>Dufour (1868-1880), puis Jules Tencé (1880-1893). Rachat des briqueteries Plessier et Tencé par Étienne Henry (1893-1899) ; Manufacture de produits réfractaires et céramiques de Montereau – Paul Baudelot et Étienne Henry (1899-1914) ; Manufacture de produits réfractaires et céramiques de Montereau – Ets P. Baudelot (1914-v. 1968) ; Baudelot Matériaux (v. 1968-1992)</p> <p><i>Constr.</i> : 1846 (atelier de fabrication des moules, atelier des presses et four à tuiles François Bourdon, détruits) ; 1867 (atelier des presses et four à briques Dufour, détruits) ; 1868-v. 1893 (séchoir mécanique de la briquetterie Bourdon puis Jules Tencé, dont seule la façade est conservée, atelier de préparation, four et logement patronal détruits) ; 1893-1899 (mur de soutènement avec briques estampillées Étienne Henry, deux « descendeurs » à briques) ; 1899-1914 (nouvelle usine Henry et Baudelot composée d'une unité briques réfractaires, d'une unité briques de Bourgogne et d'une unité tuiles, dont sont aujourd'hui conservés l'atelier de fabrication et le bâtiment du four à tuiles, sa cheminée tronquée, les bureaux, le logement de contremaîtres bordant la RD39 et une maison de cadre bordant le chemin de La Grande-Paroisse au nord-est) ; après 1945 (démolitions-réparations suite à la Seconde Guerre mondiale, modifications après le sinistre de 1962) ; 1998 (démolition partielle)</p> <p><i>Mat.</i> : métal, pan de métal, brique</p>		<p><i>Hist.</i> : Manufacture de produits réfractaires et de céramiques de Courbeton, société Moreau et Fouinat, puis Moreau père et fils (1905-1928) ; Ets André Moreau et Cie (1928-1962) ; usine de fabrication de matériaux de construction Polypac isolation SA (1967-1991)</p> <p><i>Constr.</i> : 1^{er} quart du XX^e siècle (mur d'enceinte conservé, ateliers de fabrication détruits) ; 1968-1971 (démolition de l'usine de céramique, remplacée par les sheds Polypac) ; 1997 (démolition des sheds Polypac)</p>
	<p>128 ◇ → p. 174</p> <p>Usine de céramique Baudelot (vestiges) Rue du Bateau <i>Cours d'eau : la Seine</i></p> <p><i>Hist.</i> : au nord du chemin de La Grande-Paroisse : tuilerie François, puis Menault Bourdon (1846-1885), rachetée et arrêtée par Georges Sachot en 1885 ; au sud du chemin de La Grande-Paroisse et à l'ouest du ru du Bateau : briqueterie Jean-Alexis, puis Menault Bourdon (1867-1885), puis Louis Plessier (1885-1893) ; au sud du chemin de La Grande-Paroisse et à l'est du ru du Bateau : briqueterie Jean-Louis</p>	<p>128 ◇ → p. 174</p> <p>Usine de céramique Baudelot (vestiges) Rue du Bateau <i>Cours d'eau : la Seine</i></p> <p><i>Hist.</i> : au nord du chemin de La Grande-Paroisse : tuilerie François, puis Menault Bourdon (1846-1885), rachetée et arrêtée par Georges Sachot en 1885 ; au sud du chemin de La Grande-Paroisse et à l'ouest du ru du Bateau : briqueterie Jean-Alexis, puis Menault Bourdon (1867-1885), puis Louis Plessier (1885-1893) ; au sud du chemin de La Grande-Paroisse et à l'est du ru du Bateau : briqueterie Jean-Louis</p>	<p>Jean-Alexis, puis Menault Bourdon (1867-1885), puis Louis Plessier (1885-1893) ; au sud du chemin de La Grande-Paroisse et à l'est du ru du Bateau : briqueterie Jean-Louis</p>		<p>130 ◇</p> <p>Logement d'ouvriers de la Manufacture de produits réfractaires et de céramiques de Courbeton 16, route de Provins</p> <p><i>Constr.</i> : 1^{re} moitié du XX^e siècle</p> <p><i>Mat.</i> : brique, enduit</p>
<p>127 ◇</p> <p>Tuilerie, puis usine de céramique Sachot (détruite, à l'exception de la base de la cheminée) Rue du Tertre-Blanc ;</p>	<p>129 ◇</p> <p>Manufacture de produits réfractaires et de céramiques de Courbeton (vestiges) Route de Provins <i>Cours d'eau : la Seine</i></p>	<p>129 ◇</p> <p>Manufacture de produits réfractaires et de céramiques de Courbeton (vestiges) Route de Provins <i>Cours d'eau : la Seine</i></p>	<p>131 ◇</p> <p>Tannerie et corroierie Carré (détruite) Quai des Bordes <i>Cours d'eau : l'Yonne (riv.)</i></p> <p><i>Hist.</i> : Famillie Carré, puis Ets Carré</p>		



frères (1749-1921) ; Ets Jaudin-Carré frères, puis Jaudin-Carré fils et Fourrier (1921-1955)
Constr. : 1825-1^{er} quart du XX^e siècle (construction de la tannerie, aujourd'hui détruite) ; 1940 et 1944 (destruction lors de la Bataille de France, puis des bombardements des Alliés) ; 1945-1952 (reconstruction partielle, démolition par décision administrative, transfert de l'activité dans la nouvelle usine de Varennes)



132 ◇ **Sucrerie de Montereau (détruite)**

Chemin de Grève
Cours d'eau : l'Yonne (riv.)
Voie ferrée : ligne de la Compagnie de Paris à Lyon mise en service en 1849, puis ligne principale du PLM. Embranchement particulier
Hist. : société Durand et Cie (1865-1868) ; Mazamet et Cie (1868-1889) ; Martin et Cie (1889-1892) ; Bouvier et Cie (1892-1895) ; Stuart et Cie (1895-1897) ; Bride et Pajot (1900-1905) ; Sucrerie de Montereau (1905-1963) ; Sucreries Raffineries Bouchon-Pajot SRBP (1963-1968) ; Général Sucrière (1968-1985)

Constr. : 1865-1968 (construction et extension de la sucrerie s'achevant par l'installation d'un silo à sucre de 24 000 tonnes) ; 1980 (démolition de la partie nord de la sucrerie) ; 1992 (démolition, sauf deux logements d'ouvriers le long de l'Yonne)



133 ◇ **Abattoirs de la ville de Montereau, puis Montroporc (vestiges)** 2, boulevard Pasteur

Hist. : Ville de Montereau (1884-3^e quart du XX^e siècle) ; Société anonyme Descheemackere et fils (3^e quart du XX^e siècle-1985) ; SICAVYL-Montroporc (1985-1995)
Constr. : 1884-1886 (abattoir, aujourd'hui détruit, conciergerie et bureaux, conservés) ; 1943 (bombardement, modification de la halle centrale, écuries) ; 1986 (extensions) ; 1995 (transfert de l'activité sur la zone industrielle) ; 2010-2012 (fin de la démolition de l'abattoir et construction d'un lotissement)
Auteur(s) : Pierre Chabat (architecte) pour l'abattoir de 1884 ; René Beaupré (architecte) pour les extensions
Mat. : brique, moellon, enduit



134 ◇ **Minoterie Louis Hébert (reconvertie en logement)** 20, rue des Fossés

Constr. : moulin à vapeur en activité avant 1891
Mat. : brique, enduit



135 ◇ **Théâtre, puis silo à grains Apert (reconverti en logements)** 18, rue des Arches

Hist. : Charant et Mertz (1921-1928) ; Ets Apert (1957-1960)
Constr. : 1921-1928 (construction du théâtre, inachevée) ; 1957 (reconversion en silo à grain) ; 4^e quart du XX^e siècle (reconversion en logements)
Mat. : brique, béton



136 ◇ **Silos à céréales de la Coopérative agricole de la région de Montereau (en activité)**

14, route de Bray-sur-Seine
Cours d'eau : l'Yonne (riv.)

Hist. : Coopérative agricole de la région de Montereau, puis Coopérative 110 Bourgogne
Constr. : 1926 ; 1938 (silos métalliques, détruits) ; 1958 (silo béton 1) ; 1964 (silo béton 2)

Auteur(s) : René Beaupré (architecte) pour le silo 1 ; André Bosson (maître d'œuvre), société GECOBA (génie civil), atelier d'Argentan (ventilation) et l'Électrification nouvelle SA pour le silo 2
Mat. : béton, acier

137 ◇ **Menuiserie Magnier (désaffectée)** 15, boulevard des Messieurs

Constr. : 1965 (atelier de fabrication, logement patronal)

138 ◇ **Entrepôt (produits métallurgiques)** **Barbat-Barillot (en activité)** 1-5, route de Bray-sur-Seine

Constr. : 2^e moitié du XX^e siècle (magasin industriel, logement)
Mat. : moellon, bois

139 ♦	<p>Fonderie de Montereau (<i>actuellement garage pour ambulances</i>) 3, rue Étienne-Thibault ; 1 bis, rue Cretté-Preignard</p> <p><i>Hist.</i> : Fonderie Chalon (attestée en 1891) ; Beauland (1892-?) ; Société Jouannot et Cie (années 1920-1957) ; Cappuccitti (1957-1967, date du déménagement de la société sur la ZI de Montereau) ; garage des ambulances Caric (2005 à aujourd’hui)</p> <p><i>Constr.</i> : v. 1891 (logement patronal) ; 2^e quart du XX^e siècle (fonderie, atelier de mécanique, magasin industriel)</p> <p><i>Mat.</i> : moellon, enduit</p>	<p>Rue du Port-des-Fosses <i>Cours d'eau : la Seine</i></p> <p><i>Hist.</i> : usine de construction mécanique et chantier Pierre Chion et Édouard Serbon (1899-1917 ?) ; société Lenoir Père et fils (1917-1969) ; Ets Tanné (1969-1980) ; Chantiers navals de Montereau CNM (1980-1995)</p> <p><i>Constr.</i> : 1^{er} quart du XX^e siècle (atelier de réparation, bureau, logement) ; années 2000 (reconversion de l’atelier en restaurant, bureau reconvertis en logement, logement conservé, cale désaffectée)</p>	 <p><i>Hist.</i> : Ets Fortin frères (1871-1910) ; Ets Rustic-Biaudet, puis Ets Rustic (1910-1953)</p> <p><i>Constr.</i> : 1871 (atelier de fabrication) ; 1927 (atelier de fabrication, bureau) ; 1955 (reconversion)</p> <p><i>Mat.</i> : calcaire, moellon, pan de métal, brique</p>	 <p><i>Hist.</i> : Ets Nodet (1888-1918) ; Ets Alf. Nodet SA (1918-1962) ; Nodet-Gougis SA (1962-1996) ; Kuhn-Nodet (1996-1997)</p> <p><i>Constr.</i> : Après 1888-avant 1902 (première usine aujourd’hui détruite, pavillon d’habitation conservé à droite de l’entrée avenue du Maréchal-de-Lattre-de-Tassigny) ; 1903-1906 (agrandissement usine aujourd’hui détruit, pavillon d’habitation conservé à gauche de l’entrée avenue du Maréchal-de-Lattre-de-Tassigny) ; avant 1914 (magasin à l’arrière du pavillon à gauche de l’entrée, conservé) ; avant 1926 (atelier d’usinage, menuiserie, forge, boulonnerie, atelier de montage, atelier-magasin industriel ouest, ensemble détruit, grilles nord-ouest et sud-est conservées, atelier de peinture conservé, écuries surmontées d’un pigeonnier conservées, bâtiment à usage d’habitation et de garage conservé rue Pierre-Corneille, troisième pavillon d’habitation conservé avenue du Maréchal-de-Lattre-de-Tassigny) ; 2006 (début des travaux de démolition et de reconversion de la ZAC Nodet) ; 2007 (reconversion de l’atelier de peinture-magasin en conservatoire Gaston Litaize) ; 2010 (dans le</p>
140 ♦	<p>Usine de métallurgie Société des produits métalliques de Sens, puis usine de bonneterie Dupré, puis usine de traitement de surface des métaux Dominel, puis usine de bonneterie Dupré-Bernier (<i>désaffectée, projet de reconversion en halle d’exposition Bernier</i>) 24, rue de la Pépinière-Royale</p> <p><i>Hist.</i> : Société des produits métalliques de Sens (1908-v. 1914) ; Ets Dupré (1921-?) ; Ets Dominel (1954-1963) ; Ets Dupré-Bernier (1963-2004)</p> <p><i>Constr.</i> : 1^{er} quart du XX^e siècle (atelier de fabrication, logement)</p> <p><i>Mat.</i> : moellon, métal</p>	<p>Dépot PLM de la ligne Paris-Tonnerre (<i>désaffecté</i>) Gare SNCF de Montereau</p> <p><i>Voie ferrée : ligne de la Compagnie de Paris à Lyon mise en service en 1849 (tronçon Paris-Tonnerre), puis ligne principale du PLM</i></p> <p><i>Hist.</i> : Compagnie du chemin de fer de Paris à Lyon (1846-1857) ; PLM (1857-1938) ; SNCF (1938-1997) ; RFF (depuis 1997)</p> <p><i>Constr.</i> : 1849 (atelier de réparation, fosse de la plaque tournante, remise ferroviaire en demi-rotonde, détruite en 1954)</p>	 <p>Usine de matériel agricole Rustic-Biaudet, puis Messain-Aubineau (<i>réaffectée en locaux commerciaux</i>) 23-39, rue des Dames</p> <p><i>Hist.</i> : Ets Rustic-Biaudet (1927-1938) ; Ets Messain et Gohin-Poulenc (1938-?) ; société de chaudronnerie Messain-Aubineau Gohin-Poulenc (?-1992)</p> <p><i>Constr.</i> : 2^e quart du XX^e siècle (atelier de fabrication, logement)</p>	<p>Usine de matériel agricole Fortin, puis Rustic (<i>reconvertie en salle des fêtes et de spectacle</i>) Rue des Récollets</p> <p><i>Hist.</i> : Ets Fortin frères (1871-1910) ; Ets Rustic-Biaudet (1910-1953)</p> <p><i>Constr.</i> : 1871 (atelier de fabrication) ; 1927 (atelier de fabrication, bureau) ; 1955 (reconversion)</p> <p><i>Mat.</i> : calcaire, moellon, pan de métal, brique</p>
141 ♦	<p>Chantiers navals (<i>reconvertis en restaurant</i>)</p>	<p>Usine de matériel agricole Nodet (<i>reconvertie en conservatoire de musique et médiathèque</i>) 5, avenue du Maréchal-Leclerc ; 17-19, avenue du Maréchal-de-Lattre-de-Tassigny</p>	<p>Usine de matériel agricole Fortin, puis Rustic (<i>reconvertie en salle des fêtes et de spectacle</i>) Rue des Récollets</p>	

même bâtiment, installation de la médiathèque Gustave-Flaubert)
Auteur(s) : Ateliers 115 (architectes) pour la reconversion de l'atelier de peinture en conservatoire de musique et médiathèque
Mat. : pan de métal, brique



146 ♦
Logement patronal de l'usine de matériel agricole Nodet, appelé le Château (reconverti en maison de retraite)
 5, avenue du Maréchal-Leclerc
Hist. : voir n° 145
Constr. : avant 1926 (logement patronal et bureau) ; 2008 (reconversion en maison de retraite)



147 ♦ → p. 186
Logements d'ouvriers de l'usine de matériel agricole Nodet
 7-15, rue Poisson ; 9-11, boulevard des Messieurs

Maitre d'ouvrage : Ets Alf. Nodet SA
Constr. : 1^{er} quart du XX^e siècle (sept maisons mitoyennes, soit douze logements, jardins)



148 ♦
Usine de bonneterie Poron (détruite, conciergerie reconvertie en maison de quartier)
 10, rue des Dames

Hist. : Ets Poron (1901-1935) ; ministère de l'Éducation nationale (1944-1953) ; Ets Poron (1954-?)
Constr. : 1^{er} quart du XX^e siècle (conciergerie conservée, atelier de fabrication détruit vers 2000)
Mat. : moellon

149 ♦
Magasin de commerce Grenier (1902), puis usine de maroquinerie Gilles (1961) (reconverti en logements)
 52-54, avenue du Général-de-Gaulle

Hist. : Ets Grenier (1902-?) ; Ets Gilles (1961-1972 ?)
Constr. : 1^{er} quart du XX^e siècle (logement, magasin industriel, atelier de fabrication)

150 ♦ → p. 182
Corderie Canal (partiellement réaffectée, actuellement grossiste en matériel agricole)
 21-23, rue de la Pépinière-Royale
Hist. : Ets Canal, puis Canal et fils (1924-1989) ; corderie Clément (1989-1996)



Constr. : à partir de 1924 (logement patronal, bureau, atelier de fabrication, aire des matières premières, aire des produits manufacturés)
Mat. : moellon, bois

151 ♦ → p. 190
Usine de produits chimiques du pont de Moscou, puis Darrasse, puis ateliers Soletanche-Bachy (en activité)

Chemin des Processions
Cours d'eau : l'Yonne (riv.)
Voie ferrée : ligne de la Compagnie des chemins de fer de Montereau à Troyes (tronçon de Montereau à Flamboin-Gouaix, mis en service en 1848), puis de la Compagnie des chemins de fer de l'Est. Fermée aux voyageurs en 1939, réservée aux marchandises. Embranchement particulier

Hist. : usine de la Société parisienne des produits chimiques, Graillot directeur (1899-1911), puis de ; usine de produits pharmaceutiques Merck (1912-1914) ; usine de produits chimiques Air liquide (1914-1918) ; usine de produits pharmaceutiques des Ets Darrasse frères (1923-1956) ; usine de montage et de réparation Solétanche (1959-1997), puis Soletanche-Bachy (1997 à aujourd'hui)



Constr. : 1899 (première usine chimique, aujourd'hui détruite) ; 1923, 1932 et 1935 (usine chimique Darrasse, composée d'un port, d'entrepôts industriels, d'ateliers de fabrication de gommes, tablettes, pommades, pilules et ampoules, de magasins industriels, de laboratoires, d'un bureau et d'une conciergerie) ; 1959 (conversion de l'usine Darrasse en ateliers Soletanche) ; 1973 (atelier de mécano-soudure et grosse mécanique) ; 1976 (menuiserie) ; 1978 (parc à fer) ; 1985 (bungalow) ; 1990 (atelier de peinture) ; 1996 (bâtiment administratif d'entreprise, vestiaires) ; 2002 (bureaux MCCF, filiale de Soletanche-Bachy spécialisée dans les travaux de forage, fondations et géothermie) ; 2010 (atelier de mécanique MCCF)
Mat. : moellon



152 ♦ → p. 194
La SAM, Société des aciéries de Montereau (en activité)
 36, rue de la Grande-Haie
Cours d'eau : la Seine (darse)
Voie ferrée : ligne de la Compagnie des chemins de fer de Montereau à Troyes

<p>(tronçon de Montereau à Flamboin-Gouaix, mis en service en 1848), puis de la Compagnie des chemins de fer de l'Est. Fermée aux voyageurs en 1939, réservée aux marchandises. Embranchement particulier</p>		<p><i>Hist.</i> : Société pour l'utilisation rationnelle du Gaz URG, puis Butagaz (1965-?) <i>Constr.</i> : 1965-1966 (gazomètre, atelier de conditionnement composé d'un atelier de ré-épreuve et d'un atelier d'emballage, réservoir d'eau, poste de chargement) <i>Mat.</i> : métal</p>	<p><i>Hist.</i> : Ets Jodot (début du XX^e siècle-1934) <i>Constr.</i> : avant 1920 (maison de sabotier à droite de l'entrée, intégrée à la scierie Jodot) ; avant 1920 (corps de ferme à gauche de l'entrée, devenu bureau et accueil de la scierie) ; avant 1920 (écuries du sabotier longeant à droite la limite communale, devenues laboratoires SILEC) ; 1920 (scierie, aire de matières premières, aire des produits manufacturés) ; 1974 (transformation en bâtiments administratifs SILEC, laboratoire et plateforme de contrôle des câbles SILEC) <i>Mat.</i> : moellon, brique, métal, pan de métal, béton</p>
<p><i>Hist.</i> : Société des aciéries de Montereau SAM (1973-1993), puis Société des aciers d'armature du béton SAM (1993 à aujourd'hui) <i>Constr.</i> : 1973 (parc à ferrailles, acierie, laminoir, trancanage, poste 220 kV et sous-station électrique, dépollution, station de traitement des eaux, maintenance, bâtiment administratif d'entreprise, bâtiment social détruit) ; 1978-1985 (extension laminoir, stockage des bobines, stockage des produits réfractaires, magasin central, restaurant d'entreprise) ; 1992-1993 (nouveau four électrique à double cuve de 100 tonnes, coulée continue) ; années 1990 et 2000 (atelier de maintenance des engins, nouveau bâtiment social et poste de garde, parc à camions) <i>Mat.</i> : métal, pan de métal, béton armé</p>	<p>154 ♦ Tannerie Gordon-Choisy (en activité) 5, rue de la Grande-Haie <i>Cours d'eau</i> : la Seine (darse) <i>Hist.</i> : société Gordon-Choisy (1968-?), appartient au groupe Hermès depuis 1996 <i>Constr.</i> : 1968 (atelier de fabrication, magasin industriel, bureau, vestiaire d'usine) ; 1975 (extension atelier) <i>Mat.</i> : béton</p>	<p>157 ♦ Logements d'employés de l'usine de construction métallique Besson 12, 15, 16, 17, 18, 22, rue du Châtelet <i>Maitre d'ouvrage</i> : Ets Antoine Besson <i>Constr.</i> : 1938 <i>Mat.</i> : moellon</p>	
<p>153 ♦ Usine de matériaux de construction Silikalcite, puis usine d'agglomérés (béton cellulaire) Durox, puis Siporex, puis Y-Tong (en activité) Rue de la Grande-Haie <i>Cours d'eau</i> : la Seine (darse) <i>Hist.</i> : société Silikalcite (1967-1972), Durox France (1972-1977), Siporex (1977-2003), Y-Tong (2003 à aujourd'hui) <i>Constr.</i> : 1967 (aire de stockage des matières premières dont le sable, ateliers de fabrication dont un autoclave, aire de stockage des produits manufacturés, poste de chargement, bureau) ; 1973-1998 (extensions) <i>Mat.</i> : métal</p>	<p>155 ♦ Entrepôt industriel d'engrais Société Francengrais, puis Frangaz, puis Yara (désaffecté) 25, rue de la Grande-Haie <i>Cours d'eau</i> : la Seine (darse) <i>Hist.</i> : Société Francengrais, puis Frangaz, puis Yara (1983-2010) <i>Constr.</i> : 1983 (réservoir, atelier de fabrication, poste de chargement) <i>Mat.</i> : métal, béton</p>	<p>MONTEREAU-FAULT-YONNE ET VARENNES-SUR-SEINE</p>	
<p>156 ♦ Usine de gaz comprimé (centre emplisseur) Butagaz (en activité) 9, rue de la Grande-Haie <i>Cours d'eau</i> : la Seine (darse)</p>		<p>158 ♦ → p. 170 Scierie Jodot (absorbée par la câblerie SILEC en 1934) 6, rue de Varennes-Prolongée <i>Cours d'eau</i> : la Seine (gare d'eau) <i>Voie ferrée</i> : ligne CFD (Compagnie des Chemins de fer départementaux) de Montereau à Château-Landon, mise en service en 1889 (embranchement particulier)</p>	<p>159 ♦ → p. 170 Tannerie Jaudin-Carré (absorbée par la câblerie SILEC en 1956) Chemin de Gué-Pucelle <i>Cours d'eau</i> : la Seine (gare d'eau) <i>Voie ferrée</i> : ligne PLM de Melun à Montereau par la rive droite de la Seine, mise en service en 1897 (embranchement particulier) <i>Hist.</i> : Ets Jaudin-Carré fils et Fourrier (1952-1956) ; achat par la SILEC (1956) <i>Constr.</i> : 1952 (atelier de fabrication) ; 1956 (intégré aux ateliers TTC – Tréfilerie, toronnage et câblage pour les câbles d'énergie de la SILEC) <i>Mat.</i> : métal, pan de métal, béton, parpaing de béton</p>



160 ♦ → p. 170

Usine de construction métallique**Besson** (*absorbée par la câblerie SILEC en 1974*)

Chemin de Gué-Pucelle

*Cours d'eau : la Seine (gare d'eau)**Voie ferrée : ligne PLM de Melun à Montereau par la rive droite de la Seine, mise en service en 1897 (embranchement particulier)**Hist. : Ets Antoine Besson (1919-1955) ; Ets Antoine Besson et Lepeu (1955-1968) ; Construction Besson Saint-Quentinoise – CBS (1968-1974) ; achat par la SILEC (1974)**Constr. : 1920 (atelier de charpente métallique, conservé) ; entre 1930 et 1952 (extension de l'atelier principal) ; avant 1948 (centrale électrique, démolie en 1995) ; 1948 (ponts roulants reliant les ateliers à la ger d'eau, démolis en 1986) ; 1952 (pont roulant du grand parc à matières, démolí en 1974) ; 1956 (halle de montage des charpentes, démolie en 1992) ; 1974 (intégration de l'usine à la division CC – Câbles d'énergie en caoutchouc de la SILEC)**Mat. : métal, pan de métal, brique*

161 ♦ → p. 170

Câblerie SILEC (*en activité*)

6, rue de Varennes-Prolongée

*Cours d'eau : la Seine (gare d'eau)**Voie ferrée : ligne PLM de Melun à Montereau par la rive droite de la Seine, mise en service en 1897 (embranchement particulier)**Hist. : SILEC – Société industrielle de liaisons électriques de Chalettes (1934-2005) ; puis Silec Câbles (2005 à aujourd'hui)**Constr. : 1934 (ancienne scierie Jodot convertie en bâtiments administratifs, laboratoire et plateforme de contrôle des câbles) ; 1934-1949 (ateliers CT1, câbles téléphoniques) ; 1938 (chaufferie) ; 1949 (extension chaufferie) ; 1950-1956 (ateliers CC1, câbles d'énergie en caoutchouc naturel puis synthétique, magasin, entrepôt) ; 1953 (tour de 30 mètres pour vulcanisation verticale des câbles de moyenne tension) ; 1956 (ateliers TTC, tréfilerie, toronnage et câblage des câbles d'énergie, installés dans l'ancienne tannerie Jaudin-Carré agrandie) ; après 1956-1970 (extension CC1) ; 1966 (tour de 50 mètres pour vulcanisation verticale des câbles de moyenne tension) ; 1969-1970 (atelier CT3, câbles téléphoniques en fibre optique) ; 1971 (première station d'essais haute tension) ; 1973-1976 (ateliers CT2) ; 1974 (ateliers CC2 installés dans l'ancienne usine Besson agrandie) ; 1974 (seconde station d'essais des câbles haute tension, cage de Faraday en 1981) ; après 1974 (magasin*

produits finis et vente, plateforme de contrôle des câbles haute tension, plateforme de contrôle des câbles moyenne et basse tension) ; 1980 (tour de 18 mètres pour la fabrication du PVC destiné à l'enrobage des câbles) ; 1987 (puits de 100 mètres pour isolation des câbles très haute tension) ; 1988 (ateliers CC3) ; 1995 (ateliers CC4)

*Mat. : moellon, brique, pan de métal, béton**Patrimoine technique : machine à tresser les câbles (années 1930) dans l'atelier CT1***MORET-SUR-LOING***Voir Moret-Loing-et-Orvanne (commune nouvelle)***MORET-LOING-ET-ORVANNE** (commune nouvelle)**ÉCUELLES***(commune nouvelle de Moret-Loing-et-Orvanne)*

162 ♦

Moulin de l'étang de Moret*(reconverti, actuellement restaurant d'application, pôle médical et ateliers de découverte des métiers de bouche de l'Institut médico-éducatif Léopold Bellan La Sapinière)*

24, route de Montarlot

*Cours d'eau : l'Orvanne (riv.)**Hist. : moulin proche de l'étang (attesté dans la prisée royale de 1332) ; étang et moulin à blé, propriétés de Lefèvre de Caumartin, seigneur engagiste de Moret (attesté en 1789) ; étang et moulin acquis comme biens nationaux par Jacques Picard, meunier à Moret (5 brumaire an VII, 26 octobre 1798) ; moulin à blé, Alexis Ribotton meunier (attesté en l'an X/1801-1802 et 1811, mouture « à la grosse », 16 puis 8 quitaux par jour) ; moulin à blé, François Lecocq, propriétaire (?-1849) ; moulin à blé, Jacques Lecocq, propriétaire (1849-?) ; moulin à tan (attesté en 1885) ; moulin à tan Antoine Thirion (1891-1913) ; moulin à tan Henri Thirion (1913-?) ; institut médico-éducatif (créé en 1950 par Mme Riegel-Baltzer)**Constr. : XVIII^e-XIX^e siècle (moulin à blé) ; 1885 (moulin à tan) ; après 1913 (reconversion en logement) ; 1950 (réaffecté en établissement d'accueil pour les enfants handicapés) ; 2006-2008 (aménagement d'un restaurant d'application, d'un pôle médical et des ateliers de découverte des métiers de bouche, conservation du gros œuvre et des toitures)**Auteur(s) : Philippe Rebut, R2B
Architectes pour la reconversion de 2006-2008**Mat. : calcaire, petit appareil, moellon, béton, métal, bois**Patrimoine technique : roue hydraulique**Protection : vallée de l'Orvanne classée au titre des sites (décret du 10 mars 1999)*

163 ♦

Moulin de Ravanne (*reconverti en logement*)

Cour Pavée

Cours d'eau : l'Orvanne (riv.)



Hist. : le 23 nivôse an IV (13 janvier 1796), le domaine national de Ravanne est acquis par le chimiste et munitionnaire Armand Seguin, qui installe ici un moulin à tan dont le produit est destiné à la tannerie qu'il exploite « pour le service des armées » sur l'île de Sèvres (actuellement île Seguin, à Boulogne-Billancourt) ; devenu moulin à blé appartenant à Garnot, le meunier est Godine (1809, mouture « à la parisienne » pour 6 quiniaux par jour attestés en 1811) ; moulin à blé Godine, propriétaire et meunier (avant 1817) ; moulin à blé Charles-Antoine Robert (avant 1837-v. 1870) ; usine de peignage de bourres de coton Félix-Amédée Rasse, appelée La Soirie (1878-1897) ; usine de sacs en papier Achille Denoyer (1897-1909) ; incendie (1909) ; centrale hydroélectrique de la Société industrielle de produits céramiques, dont seul le logement de gardien aménagé dans le moulin d'aval est aujourd'hui conservé (1916-1993).
Constr. : 1796 (sur la cascade d'agrément de l'ancien château de Ravanne, construction d'un moulin à tan « à deux tournans l'un au-dessous de l'autre » dont les parties conservées aujourd'hui sont deux prises d'eau, deux biefs de dérivation et le massif de soubassement du moulin en maçonnerie de pierre calcaire) ; 1809 (reconversion du moulin à tan en moulin à blé) ; 1844 (à l'entrée du pont légèrement

en aval du site du premier moulin, construction d'un nouveau moulin à blé) ; 1916-1917 (installation de la centrale hydroélectrique de la SIPC, probablement dans le bâtiment du premier moulin, et reconversion du nouveau moulin d'aval en logement de gardien) ; 1993 (conservation du logement du gardien, démolition du bâtiment de la centrale hydroélectrique de la SIPC)

Mat. : grès, moyen appareil, enduit
Protection : le domaine de Ravanne, soit « le pont principal, le bassin en amont avec la digue, les écluses et la cascade ainsi que ses deux murs latéraux, l'étang avec sa margelle en pierre, la passerelle avec son batardeau amont », est inscrit au titre des monuments historiques (arrêté du 22 octobre 1987) ; la vallée de l'Orvanne est classée au titre des sites (décret du 10 mars 1999)



164 ◆ → p. 120

Moulin d'Orvanne (actuellement entrepôt commercial)

1, 10 et 12, rue de la Tannerie
Cours d'eau : l'Orvanne (riv.)

Hist. : moulin à blé d'Orvanne, Jacques Picard, propriétaire, Bourgeois, meunier (1798-?), mouture « à la parisienne », 4 quiniaux par jour attestés en 1811) ; moulin à tan et scierie de pierres, Charles-Antoine Bourgevin de Linas, propriétaire (attesté en 1836) ; moulin à tan « du

pont de Bourgogne ou de Moret », Béranger-Roussel, propriétaire, Vacquier, meunier (attesté en 1850) ; moulin à tan Eugène Purget (attesté en 1868), puis François Purget (attesté en 1882, huit pilons lors de l'enquête de 1885), puis Antoine Thirion (attesté en 1897) ; démolition partielle (1911) ; tannerie Albert Bellefille (1916-

1926) ; Tannerie du pont de Bourgogne SA (1926-1934) ; usine de quincaillerie des Anciens Ets Broquet et Degouille (1938-1974) ; location d'un bâtiment à la fonderie d'aluminium Louis père et fils (1948-1961) ; locaux de l'entreprise du bâtiment HERES Construction depuis 2001

Constr. : avant 1798 ? (ancien bâtiment agricole devenu annexe du moulin, remanié au XX^e siècle pour abriter l'atelier central de la tannerie Bellefille et de la quincaillerie Broquet) ; 1798-1805 (premier vannage disparu, moulin à blé conservé) ; 1836 (barrage et déversoir de superficie aujourd'hui conservés) ; 1868 (nouveau bâtiment de la roue hydraulique, extension aval) ; 1917 (grand séchoir et sa cheminée de 12 mètres aujourd'hui disparus, bureaux, logements d'ouvriers) ; 1948 (remaniement du grand séchoir de l'ancienne tannerie pour abriter la fonderie d'aluminium Louis) ; 1964 (atelier de fabrication couvert en sheds, réemployant une partie des murs de l'atelier central) ; démolition de l'ancien grand séchoir (1980)

Mat. : grès, moellon, moyen appareil, calcaire, moellon, ciment, brique, enduit

Protection : vallée de l'Orvanne classée au titre des sites (décret du 10 mars 1999)

165 ◇

La Céramique d'Écuelles (détruite)

Rue de l'Orvanne (D218)
Cours d'eau : le canal du Loing



Hist. : usine d'agglomérés (boulets et briquettes de charbon) de la Société des agglomérés d'Écuelles, filiale de la Société des agglomérés du Centre et de l'Est (1895-1906) ; René Sachot, propriétaire (1906) ; usine de céramique (briques émaillées et céramiques de décor architectural) de la société Janin & Cie (1906-1907) ; usine de céramique de la Société industrielle de produits céramiques (SIPC), propriétaire du fond de commerce Charles Guérineau & Cie (1907-1966) ; Didier-Société industrielle de production et de construction (Didier-SIPC), filiale du groupe Didier-Werke (1966-1993) ; fermeture en 1992

Constr. : 1895-1906 (menuiserie, atelier des presses, four tunnel à gaz, cheminée en brique de 38 mètres, magasin industriel et aire de stockage) ; 1916-1917 (trois fours à chambre de 43 mètres cubes, atelier des presses Whittaker, nouvel atelier de menuiserie, cheminée d'usine en béton de 50 mètres, centrale hydroélectrique sur l'Orvanne) ; 1922 (logements d'ouvriers) ; 1923-1929 (logements d'ouvriers, ateliers de fabrication des produits émaillés, atelier de préparation des émaux, magasin pour les produits réfractaires, garage) ; 1936 (atelier de la magnésie) ; 1945 (bombardement du 15 juin, réparations) ; 1947 (démolition de la cheminée en brique, construction d'une cheminée en béton) ; 1966 (atelier fabrication

<p>four Riedhammer 750-1 000 tonnes, chaîne de fabrication « grise ») ; 1972 (conciergerie, vestiaires d'usine) ; 1972-1974 (atelier fabrication four Mendheim 1 250-1 750 tonnes, chaînes de fabrication « verte » et « jaune ») ; années 1970 (stade de football) ; 1982 (magasins industriels) ; mars 1993 (démolition de l'ensemble des bâtiments)</p> <p><i>Mat.</i> : brique, bois, pan de bois, métal, pan de métal, béton armé</p>			<p>1849, puis ligne principale du PLM. Embranchement ferroviaire particulier relié à la gare de Saint-Mammès</p> <p><i>Hist.</i> : EDF (1962-2005), puis EDF et RTE (2005 à aujourd'hui)</p> <p><i>Constr.</i> : 1963-1981 (laboratoires d'essais, bureaux) ; 1964 (pavillon d'accueil dit La Pagode) ; 1966 (mur décoratif de l'entrée) ; 1967 (logements d'astreinte) ; 1968-1976 (laboratoires dits « grands halls », destinés notamment à l'expérimentation sur le transport de l'électricité, dont le LTHT-Laboratoire très haute tension, à 1 million de volts, détruit en 2002) ; 1970 (restaurant et infirmerie) ; 1981 (« grand hall » des boucles d'essais des centrales REP) ; 1981-1992 (laboratoires CIMA-Câbles condensateurs isolants matériel d'automatisme) ; 2002 (démolition du grand hall LTHT) ; 2009 (laboratoire MAI-Material Ageing Institut pour les recherches sur le vieillissement des matériaux utilisés dans le cœur des centrales nucléaires)</p> <p><i>Auteur(s)</i> : Jean Le Couteur (architecte coordonnateur) pour le plan d'ensemble, les bureaux, le restaurant, l'infirmerie ; Jean Prouvé (ingénieur conseil) pour les laboratoires d'essais ; René Sarger (ingénieur) pour le pavillon d'accueil dit La Pagode ; Claude Turner (architecte) pour</p>
<p>166 ◆</p> <p>Scierie Gallon, puis Michel, puis Brun, puis Brun-Bois-Bricolage (détruite)</p> <p>22, avenue de Sens</p> <p><i>Hist.</i> : Gallon (1905-1938) ; Marcel Michel (1938-1944) ; Pierre Brun (1944-1969) ; Brun-Bois-Bricolage (1969-1977) ; arrêt de la scierie en 1977</p> <p><i>Constr.</i> : 1^{re} moitié du XX^e siècle (aire des matières premières, aire de fabrication, atelier de fabrication, aire des produits manufacturés) ; 1983 et 2002 (démolition)</p> <p><i>Mat.</i> : bois, pan de bois, métal, pan de métal, brique</p>		<p><i>Hist.</i> : Joseph Cornier (?-1913) ; Charles Piketty et ses fils (1913-1922) ; Piketty frères (1922-1936) ; Ets Piketty frères SARL (1936-1959) ; Ets Piketty frères SA (1959-2006) ; Piketty frères groupe Eurovia (2002 à aujourd'hui)</p> <p><i>Constr.</i> : XIX^e siècle (carrière de Charmoy) ; 1913 à aujourd'hui (progression de l'excavation du nord vers le sud, passant de 3 hectares à 150 hectares exploités) ; 1932, puis modernisations (usine de « filler », pour la préparation du produit minéral par séchage et broyage de calcaire) ; 3^e quart du XX^e siècle (bureau, laboratoire et vestiaire) ; 2010-2011 (nouvelle installation de traitement)</p> <p><i>Auteur(s)</i> : Maurice Piketty (ingénieur et entrepreneur) et successeurs</p> <p><i>Mat.</i> : métal, pan de métal, béton, pan de béton, parpaing de béton</p> <p><i>Patrimoine technique</i> : dans l'usine de filler, broyeur à marteau Piketty frères de l'usine BR1 (1932), sécheur Vernon de l'usine BR1 (1975)</p>	<p>1970) ; coopérative agricole La Brie (1970) ; coopérative agricole 110 Bourgogne (après 2008 à aujourd'hui)</p> <p><i>Constr.</i> : 1937-1939 (silo à gravité de 12 000 quintaux, magasin à sacs nord et bureau) ; 1947 (garage au sud du silo) ; 1955-1958 (extension sud : silo à apport et reprise mécanique de 15 600 quintaux) ; 1962 (nouvelle installation mécanique) ; 1964 (silo-magasin à fond plat de 13 000 quintaux)</p> <p><i>Auteur(s)</i> : Jacques Agénie (architecte), Rabot et Dutilleul (entrepreneur), Lafon (installation mécanique) et l'Électrification nouvelle (installation électrique) pour le silo à gravité, le magasin à sacs nord et le bureau d'entreprise ; J.-J. Basler (ingénieur conseil), Rabot-Dutilleul et Cie (entrepreneur), Werle (installation mécanique), et l'Électrification nouvelle (installation électrique) pour le silo à apport et reprise mécanique de 1955-1958 ; Durand Frères & Cie pour le remplacement de l'installation mécanique en 1962</p> <p><i>Mat.</i> : métal, pan de métal, parpaing de béton</p>
<p>167 ◆</p> <p>Carrière de Charmoy, puis carrière de calcaire industriel Piketty frères (en activité)</p> <p>17, rue Georges-Villette</p> <p><i>Cours d'eau : le canal du Loing</i></p>		<p>168 ◆</p> <p>Silos de la Société coopérative de blé du canton de Moret-sur-Loing, puis de la coopérative agricole La Brie, actuellement coopérative 110 Bourgogne (en activité)</p> <p>Rue Georges-Villette</p> <p><i>Cours d'eau : le canal du Loing</i></p> <p><i>Hist.</i> : Société coopérative de blé du canton de Moret-sur-Loing (1936-</p>	<p>1949, puis ligne principale du PLM. Embranchement ferroviaire particulier relié à la gare de Saint-Mammès</p> <p><i>Hist.</i> : EDF (1962-2005), puis EDF et RTE (2005 à aujourd'hui)</p> <p><i>Constr.</i> : 1963-1981 (laboratoires d'essais, bureaux) ; 1964 (pavillon d'accueil dit La Pagode) ; 1966 (mur décoratif de l'entrée) ; 1967 (logements d'astreinte) ; 1968-1976 (laboratoires dits « grands halls », destinés notamment à l'expérimentation sur le transport de l'électricité, dont le LTHT-Laboratoire très haute tension, à 1 million de volts, détruit en 2002) ; 1970 (restaurant et infirmerie) ; 1981 (« grand hall » des boucles d'essais des centrales REP) ; 1981-1992 (laboratoires CIMA-Câbles condensateurs isolants matériel d'automatisme) ; 2002 (démolition du grand hall LTHT) ; 2009 (laboratoire MAI-Material Ageing Institut pour les recherches sur le vieillissement des matériaux utilisés dans le cœur des centrales nucléaires)</p> <p><i>Auteur(s)</i> : Jean Le Couteur (architecte coordonnateur) pour le plan d'ensemble, les bureaux, le restaurant, l'infirmerie ; Jean Prouvé (ingénieur conseil) pour les laboratoires d'essais ; René Sarger (ingénieur) pour le pavillon d'accueil dit La Pagode ; Claude Turner (architecte) pour</p>

<p>les « grands halls » dont le LTHT ; Étienne Martin (sculpteur) pour le mur décoratif ; Jean Chauffrey (peintre) pour la charte esthétique du site <i>Mat.</i> : béton, acier, brique, fibre de verre</p>	<p>Louis Maufrais, meunier (attesté en 1794) ; Jacques Picard, meunier du moulin d'amont, devient propriétaire de la moitié du moulin appartenant au grand séminaire de Sens (vente des domaines nationaux, 21 prairial an IV, 9 juin 1796). Suivent Jacques Picard et Dionis du Séjour, propriétaires indivis, Pierre-Louis Maufrais et Mathurin Picard demeurant meuniers (1796, mouture « à la parisienne », 25 quintaux par jour en l'an X/1801-1802 et 1811) ; François-Marie Bonnissant et ses héritiers, propriétaires de l'ensemble du moulin (?-1851) ; Louis Graciot, négociant en farines, propriétaire et meunier (1851-v. 1853) ; veuve Graciot, propriétaire (v. 1853-avant 1882, une roue, quatre paires de meules et 18,14 CV utilisés selon les enquêtes de 1862 et 1885) ; Arthur Graciot, propriétaire et meunier (attesté en 1882) ; Georges Graciot, propriétaire et meunier (1910-?) ; Émile Provencher convertit le moulin en magasin (après 1914-v. 1948) ; après l'incendie de 1944, Émile Provencher demeure propriétaire jusque vers 1948 ; Société civile immobilière des Vieux Moulins, Paul-Louis Weiller (1951-1968) ; achat par la Ville de Moret, mis à disposition de l'association Les Sculpteurs du moulin. <i>Constr.</i> : aucun vestige ne subsiste des moulins du Moyen Âge et de l'époque moderne, hormis éventuellement les fondations des radiers ou « perrés » ; XIX^e siècle (vannes et radiers) ; 1851 (roue hydraulique, élévation du moulin, bâtiment de nettoyage) ; 1952-1953 (construction du pavillon de pêche appelé maison du Pêcheur sur les vestiges du moulin incendié en 1944) <i>Auteur(s)</i> : Albert Bray (architecte) pour la maison du Pêcheur <i>Mat.</i> : grès, moellon, calcaire, moellon, ciment</p>	<p><i>Patrimoine technique</i> : roue hydraulique par-dessous (1851 ou remplacement ultérieur non documenté) <i>Protection</i> : les rives du Loing sont classées au titres des sites (arrêté du 10 octobre 1974)</p>	<p>Moret, qui en 1615 le convertit en moulin à blé. Avant 1769, Jean-Claude-Lucien Noël le transforme en scierie mécanique. Après 1789, la scierie redevient moulin à blé, affermé au meunier Jacques Picard (mouture « à la parisienne », 25 quintaux par jour en l'an X/1801-1802). Suivent : Anne Noël, propriétaire après le décès de son père le 17 prairial an XIII (6 juin 1805) ; Henri Philippe Juncker (depuis son mariage avec Anne Noël le 24 novembre 1810 jusqu'à son décès le 17 avril 1865) ; Louis-Augustin Dénombré, meunier à Moret (1866-1874) ; Alphonse, puis Émile Provencher, meuniers à Moret (1874-v. 1948) ; après l'incendie de 1944, Émile Provencher demeure propriétaire jusque vers 1948 ; Société civile immobilière des Vieux Moulins, Paul-Louis Weiller (1951-1968) ; achat par la Ville de Moret en 2008, musée du Sucre d'orge depuis 2013 <i>Constr.</i> : aucun vestige en élévation ne subsiste des moulins et minoteries antérieurs à l'incendie de 1944 ; la chute, les perthis, les vannes et, éventuellement, les fondations de l'actuelle maison d'habitation sont conservés ; 1952-1953 (construction du pavillon appelé maison du Meunier sur les vestiges de la minoterie Provencher incendiée en 1944) <i>Auteur(s)</i> : Albert Bray (architecte), Paul-Louis Weiller (commanditaire) pour la maison du Meunier, actuel musée du Sucre d'orge <i>Mat.</i> : grès, moellon, calcaire, moellon, ciment, enduit <i>Protection</i> : les rives du Loing sont classées au titre des sites (arrêté du 10 octobre 1974)</p>
<p>MORET-SUR-LOING (commune nouvelle de Moret-Loing-et-Orvanne)</p> 	<p>170 ◆ → p. 114 Moulin à blé appelé moulin d'aval ou moulin sous le pont, puis moulin Graciot (actuellement maison du Pêcheur, occupée par l'association Sculpteurs du moulin) Rue du Pont <i>Cours d'eau : le Loing (riv.)</i></p> <p><i>Hist.</i> : Jean de La Haye, Nicolas de Boscheron de Villemer et le prieuré de Pont-Loup-lès-Moret, propriétaires indivis (1383, hommage au roi, première mention de moulins sous le pont de Moret). De la fin du XV^e siècle jusqu'à la Révolution, le moulin d'aval appartient en indivision au prieuré de Pont-Loup-lès-Moret, puis au grand séminaire de Sens (suite au rattachement du prieuré en 1743), et aux seigneurs de Graville, puis de By et d'Écuelles, puis d'Argeville. Dionis du Séjour et le grand séminaire de Sens, propriétaires indivis, Pierre-</p>	<p>171 ◆ → p. 114 Moulin d'amont, successivement moulin à foulon, scierie Noël, moulin à blé Juncker et minoterie Provencher, remplacé par la maison du Meunier (actuellement musée du Sucre d'orge) Rue du Pont <i>Cours d'eau : le Loing (riv.)</i></p> <p><i>Hist.</i> : la première mention du moulin d'amont remonte au début du XVI^e siècle : le 18 juin 1520, Germain de Brie, prieur du prieuré de Saint-Loup-lès-Moret, autorise Nicolas Chabouillé, marchand drapier à Moret, à exploiter par contrat de bail à rente un moulin à foulir le drap. Ce moulin à foulon est ensuite désaffecté : avant 1605, il est désigné comme « corps de logis couvert en tuile sis au-devant de la rivière de Loing », propriété de Jean Duval, écuyer seigneur de Périgny et Épizy, et demoiselle Suzanne Chabouillé, sa femme. Le 12 mai 1605, il est acheté par Jacqueline de Beuil, comtesse de</p>	



Rue du Pont, côté faubourg d'Écuelles
Cours d'eau : Le Loing (riv.)

Hist. : la tradition érudite (H. Bellanger 1908) fait remonter la création des moulins à tan du pont de Moret au XV^e siècle. La plus ancienne mention retrouvée date toutefois du début du XVII^e siècle : en 1647, Étienne Carré est propriétaire du moulin à tan situé vers la rive gauche, moyennant l'acquittement de droits seigneuriaux au prieuré de Pont-Loup-lès-Moret. Les 7 février et 12 juin 1647, il vend son moulin à « Michelin et Bouillerot ». Suivent : Dufour et consorts (avant 1709) ; Jean, puis Louis Dorigny, tanneurs à Moret (vente du 17 mai 1709) ; Salerons et Compagnie (attestés en 1803) ; Augereau et Sterling (attestés en 1843-1849) ; François Henry Lioret (1850-1875) ; Victor Louis Lioret, meunier à tan à Moret (1875-?) ; Georges Lioret, propriétaire des deux moulins à tan (attesté en 1894, jusqu'en 1901) ; après leur acquisition par la Ville de Paris, ils ne sont plus utilisés (1901-1948) ; après l'incendie des 23-24 août 1944, le « moulin à tan ouest » est restauré par la Société civile immobilière des Vieux Moulins, pour Paul-Louis Weiller (1951-1968) ; propriété de la commune de Moret-Loing-et-Orvanne

Constr. : site de moulin à tan attesté en 1647 mais vraisemblablement antérieur ; représentations figurées du XIX^e siècle conformes à l'existant ;

XIX^e siècle (réparations du radier ou « perré ») ; 1953 (restauration) ; 1996 (roue hydraulique mise en place par un chantier de jeunes missionnés par la maison de l'Environnement de Seine-et-Marne, à partir de pièces métalliques façonnées par des élèves du lycée professionnel de La Rochette) ; années 1990 (aménagement de l'intérieur du moulin en aire de pique-nique couverte)

Auteur(s) : Albert Bray (architecte) pour la restauration

Mat. : grès, moellon sans chaîne d'angle apparente, calcaire, moellon sans chaîne d'angle apparente, ciment
Protection : « Les deux anciens moulins à tan » ont été classés au titre des sites par arrêté du 10 septembre 1913



173 ♦ → p. 114

Moulin à tan est, appelé moulin Lebrasseur (restauré, actuellement lieu d'exposition municipal)

Rue du Pont, côté porte de Bourgogne
Cours d'eau : le Loing (riv.)

Hist. : la tradition érudite (H. Bellanger 1908) fait remonter la création des moulins à tan du pont de Moret au XV^e siècle. La plus ancienne mention retrouvée date toutefois du début du XVII^e siècle : en 1647, Claude Boury est propriétaire du moulin à tan situé vers la rive droite, moyennant l'acquittement de droits seigneuriaux au prieuré de Pont-Loup-lès-Moret. Le 11 mai 1647, il vend son moulin

« aux dits Michelin et Bouillerot ». Suivent : Edmé Michelin, marchand tanneur demeurant à Paris, faubourg Saint-Marcel (attesté en 1700) ; Antoine-Jean Mouturier, propriétaire à Moret (attesté en 1769) ; Coulon et Compagnie, puis Salerons frères (attestés en 1803) ; Lebrasseur (1834-après 1885) ; Georges Lioret possède les deux moulins à tan, l'ancien moulin Lebrasseur est converti en magasin du « moulin à tan ouest » (attesté en 1894, jusqu'en 1901) ; après leur acquisition par la Ville de Paris, le moulin n'est plus utilisé (1901-1948) ; après l'incendie des 23-24 août 1944, le « moulin à tan est » est restauré et aménagé par la Société civile immobilière des Vieux Moulins, pour Paul-Louis Weiller (1951-1968) ; propriété de la commune de Moret-Loing-et-Orvanne

Constr. : site de moulin à tan attesté en 1647 mais vraisemblablement antérieur ; représentations figurées du XIX^e siècle conformes à l'existant ; XIX^e siècle (réparations du radier ou « perré ») ; 1953 (restauration et aménagement d'une chambre) ; années 1990 (aménagement en lieu d'exposition)

Auteur(s) : Albert Bray (architecte) pour la restauration

Mat. : grès, calcaire, moellon sans chaîne d'angle apparente, ciment

Protection : « Les deux anciens moulins à tan » ont été classés au titre des sites par arrêté du 10 septembre 1913

174 ♦ → p. 114

Moulin du faubourg ou moulin Montcourt, puis Robert, puis usine de petite métallurgie Gillon et Imprimerie moderne H. Bellanger (partiellement détruit, reconvertis en logements et bureaux, actuellement office notarial)

5-7, place de la Division-Leclerc ;



1, chemin des Impressionnistes ;

6, place du Pont

Cours d'eau : le Loing (riv.)

Hist. : maison de François Gavreau et de sa femme (1781-1807) ; moulin à blé de Simon Moncourt, boulanger à Moret, propriétaire et meunier (1807-1828) ; moulin à blé Charles-Antoine Robert (1828, attesté en 1850, supprimé avant 1862). Deux établissements se développent ensuite. Du côté de la route de Saint-Mammès : Ernest Gillon, serrurerie, maison et atelier (1899), puis André et Gaston Gillon, mécaniciens (attestés en 1919 et 1926). Conjointement, au 6, place du Pont : imprimerie Fejard (attestée en 1904), puis Imprimerie moderne H. Bellanger (attestée en 1908 et 1927)

Constr. : entre 1781 et 1790 (maison de François Gavreau, détruite) ; 1807 (bâtiment d'eau et moulin Robert construit à l'est sur la dérivation du Loing) ; après 1828-avant 1844 (extension du moulin Robert côté Loing) ; attesté en 1904 (le moulin côté Loing devient l'imprimerie Fejard, puis l'Imprimerie nouvelle d'H. Bellanger) ; 4^e quart du XX^e siècle (le bâtiment côté Loing est remanié et reconvertis en office notarial)

Mat. : grès, moellon sans chaîne d'angle apparente, calcaire sans chaîne d'angle apparente, enduit
Protection : les rives du Loing sont classées au titre des sites (arrêté du 10 octobre 1974)



175 ♦

Maison de meunier appelée villa Provencher

8, place de la Division-Leclerc
Cours d'eau : le Loing (riv.)

Commanditaire : Alphonse Provencher, meunier
Constr. : limite XIX^e-XX^e siècle
Mat. : calcaire, moellon
Protection : les rives du Loing sont classées au titre des sites (arrêté du 10 octobre 1974)



176 ♦ → p. 122

Carrière de calcaire et fours à chaux de Moret (désaffectés)

Route de Saint-Mammès, lieu-dit Le Donjon
Cours d'eau : le Loing (riv.), racle de Saint-Mammès

Hist. : Léopold Lioret (1851) ; Daussette (1882-1901) ; Adrien

Bonhomme (1901-1911) ; Joseph Prévost (1911-1937) ; Joseph Prévost et Cie SCA (1937-1939) ; Société des chaux et matériaux de Moret, SARL, Gillon, directeur (1939-1974) ; Société des chaux de Boran (1974-1977) ; fermeture en 1977
Constr. : 1851, 1911, 1938, 1950, 1970 (phases d'extension de la carrière) ; 1851 (trois fours à plâtre Lioret, aujourd'hui détruits) ; après 1882 (batterie de quatre fours à chaux longeant la route de Saint-Mammès, maison du directeur face aux fours) ; 1911 (Joseph Prévost fait construire un nouveau four dans la continuité des quatre premiers, au nord-ouest) ; 1911-1939 (plateforme de concassage, tour de concassage aujourd'hui à l'état de vestige, poste électrique) ; après 1939 (seconde tour de concassage aujourd'hui à l'état de vestige, entrepôts, ateliers, magasins et logements le long de la route de Saint-Mammès, au sud) ; 1968 (four vertical 50 tonnes par jour, aujourd'hui détruit)
Mat. : calcaire, moellon



177 ♦ → p. 136

Usine des lièges agglomérés de Ravanne, puis usine de pièces détachées pour cycle Prugnat (actuellement site Prugnat)

18, allée Gustave-Prugnat
Cours d'eau : le canal du Loing

Hist. : usine des lièges agglomérés de Ravanne, Ulrich Kunzler, industriel, et Maxime-Eugène Charneau, ingénieur

(1908-1919) ; Filatures et tissages du Loing, Georges Mariage et Eugène Morand, industriels (1919-1924) ; Ets Prugnat, usine de pièces détachées pour cycle (1924-fermeture en 1993) ; district de Moret, puis communauté de communes de Moret-Seine-et-Loing (1993 à aujourd'hui)
Constr. : 1908 (atelier de fabrication principal perpendiculaire au canal) ; 1919 (atelier de fabrication en fond de parcelle affecté au tissage par les Filatures et tissages du Loing) ; après 1924 (logement patronal) ; 1997 (reconversion en site Prugnat, accueillant le musée du Vélo, une pépinière d'entreprises et des bureaux de la communauté urbaine de Moret-Seine-et-Loing)

Mat. : meulière, brique silico-calcaire, métal, pan de métal

Protection : les rives du Loing sont classées au titre des sites (arrêté du 10 octobre 1974)



178 ♦

Usine d'équipements automobiles et machines-outils de la Société des innovations mécaniques (vestiges, la salle de spectacle Thalie Théâtre occupe l'ancien atelier de précision)

16 bis-16 ter, avenue Jean-Jaurès ; rue Gustave-Morangier

Hist. : Société anonyme des innovations mécaniques (SIM), Georges Morangier, directeur (1923-1964) ; Les Innovations mécaniques, sans la famille Morangier

(1964-1983) ; SONIM, Société nouvelle des innovations mécaniques (1983-1989) ; Taub-SONIM (1989, fermeture en 1994)

Constr. : 1923-1938 (bureau, atelier de précision, atelier des machines-outils et atelier de montage en fond de parcelle, entrepôt industriel) ; 1948-1955 (bureau d'études, modernisation des ateliers de fabrication, vestiaire d'usine, garage) ; 1971 (extension de l'atelier de montage) ; 2000-2001 (démolition des ateliers machines-outils et montage, remplacés par des immeubles de logement, et reconversion de l'atelier de précision en salle de spectacle)

Mat. : métal, pan de métal, brique, brique creuse, béton, enduit



179 ♦

Usine de bonneterie Le Tricot élastique (réaffectée en magasin de commerce)

16, avenue Jean-Jaurès

Hist. : Le Tricot élastique, Georges Morangier, directeur (1923-fermeture en 1962)

Constr. : avant 1923 (atelier de serrurerie) ; 1923 (reconversion de l'atelier de serrurerie en filature et tricotage de sous-vêtements en fils de caoutchouc, nouvelle façade sur rue)

Mat. : métal, pan de métal, brique, enduit



180 ♦

Maison du Bon-Saint-Jacques, puis magasin de vente du Sucre d'orge des religieuses de Moret, actuellement Des Lis Chocolat (en activité)
Place Royale ; 5 à 9, rue du Grez

Hist. : institut enseignant et hospitalier des Sœurs de la Charité, fabriquant le Sucre d'orge des religieuses de Moret-sur-Loing (1^{re} moitié du XIX^e siècle-1972) ; Jean Rousseau et successeurs (1972-2012) ; Des Lis Chocolat (2012 à aujourd'hui)
Constr. : XV^e siècle (premier étage sur la place Royale) ; 1921-1924 (reprise des toitures et du rez-de-chaussée accueillant la boutique sur la place Royale, construction des maisons néo-gothiques des 5 et 9, rue du Grez, menuiseries et sculptures par Pierre Racollet)

Auteur(s) : Pierre Racollet (menuisier, sculpteur)

Mat. : calcaire, appareil mixte, bois, pan de bois, enduit

Protection : la façade sur la place Royale de la maison du Bon-Saint-Jacques est inscrite au titre des monuments historiques (arrêté du 28 avril 1926) ; extention de protection aux façades et toitures (31 juillet 1990)

181 ♦

Maison, puis confiserie du Sucre d'orge des religieuses de Moret (réaffectée)
5, rue du Puits-du-Four
Hist. : Jean Rousseau et successeurs, confiseurs (1972-2012)
Constr. : maisons antérieures au cadastre napoléonien ; 1972 (reconversion en atelier de confiseur) ; 1995 (aménagement du musée du Sucre d'orge) ; 2013 (transfert du musée du Sucre d'orge au moulin Provencher)
Mat. : calcaire, moellon



182 ♦

Imprimerie (réaffectée en logement et atelier d'artiste)
Rue de la Saussaie
Constr. : limite des XIX^e et XX^e siècles (maison, atelier de fabrication)
Mat. : calcaire, moellon

183 ♦

Atelier de menuiserie Racollet (reconverti en logement)
12, rue du Sentier
Constr. : 1^{re} moitié du XX^e siècle (atelier de fabrication, détruit) ; 3^e quart du XX^e siècle (reconstruction de l'atelier) ; années 2000 (remanié et reconvertis)
Mat. : brique creuse, enduit

184 ♦

Atelier de marbrier funéraire Bilbault (en activité)
6, avenue Jean-Jaurès
Constr. : 2^e moitié du XIX^e siècle (atelier de fabrication, maison, cour)
Mat. : calcaire, moellon, enduit

VENEUX-LES-SABLONS
(commune nouvelle de Moret-Loing-et-Orvanne)



185 ♦

Remise ferroviaire de la gare de Moret-Veneux-les-Sablons (désaffectée)

*Impasse Victor-Hugo
Voie ferrée : Paris-Lyon (1849) puis PLM (1857)*

Hist. : PLM (1857-1938) ; SNCF (1938-1997) ; RFF (1997 à aujourd'hui)

Constr. : 1858 (remise ferroviaire PLM à deux voies, contemporaine de la construction de la gare de Moret-Les Sablons)

Auteur(s) : François-Alexis Cendrier ? (architecte de la gare)

186 ♦ → p. 124

Chantier naval Rousseau (en activité)
Quai du Loing
Cours d'eau : le Loing (riv.)

Hist. : en amont : chantier de construction de péniches HPLM (1899-1948), puis François Rousseau (1948 à aujourd'hui). En aval : les Cales de Saint-Mammès, François



Rousseau (1921-1948), puis son fils Lucien Rousseau (1932 à 1948), puis Émile et André Dabin (1946 à 1968)

Constr. : 1899-1901 (cale de construction, atelier regroupant menuiserie et ateliers de mécanique, logement patronal) ; années 1990 (extension ateliers entre les deux bâtiments existants) ; années 2000 (ateliers au sud de la parcelle, machine de découpe à commande numérique) ; les Cales de Saint-Mammès (bassin de radoub) sont désaffectées et comblées depuis 1968

Mat. : bois, métal

Patrimoine technique : cale équipée de trois chariots sur rails pour la descente des bateaux, roule-nef restauré, presse à cylindre de la société Emideau, Paris (1^{re} moitié du XX^e siècle), outillage

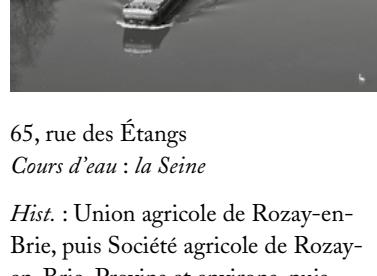


187 ◇ → p. 124

Corderie de la Haute-Seine (détruite)
Île-Notre-Dame
Cours d'eau : le Loing (riv.)

Hist. : Corderie de la Haute-Seine, A. Ballot, puis E. Comergnat (après 1920)

Constr. : avant 1908 (bâtiments détruits)

	<p><i>logements)</i> Impasse de la Laiterie <i>Hist.</i> : Alfred-Edmond Jouy, puis Ets Jonot et Cie, puis Hippolyte Lamotte (1895-v. 1933) <i>Constr.</i> : 1895 (fromagerie, logement) ; 1926 (agrandissement) <i>Mat.</i> : brique, enduit</p>		<p>la limite de la commune de Morsang-sur-Seine, à proximité du GR2 <i>Cours d'eau : la Seine</i> <i>Constr.</i> : limite des XIX^e et XX^e siècles (trois fours accolés, vestiges d'autres fours ou de bâtiments annexes) <i>Mat.</i> : calcaire, meulière, moellon, brique</p>
<p>188 ♦ Atelier de réparation de moteurs navals Bouis (désaffecté) Quai du Loing <i>Cours d'eau : le Loing (riv.)</i> <i>Hist.</i> : Désiré Bouis « Moteurs Diesel » (attesté en 1931) <i>Constr.</i> : 1931 (atelier de réparation) <i>Mat.</i> : béton, parpaing de béton, enduit</p>	<p>191 ♦ Fromagerie Jouy, nouvel établissement (reconvertie en logements) 33, route de Saint-Sauveur <i>Hist.</i> : Georges-Edmond Jouy (1933-v. 1965) <i>Constr.</i> : 1933</p>		<p>65, rue des Étangs <i>Cours d'eau : la Seine</i> <i>Hist.</i> : Union agricole de Rozay-en-Brie, puis Société agricole de Rozay-en-Brie, Provins et environs, puis Coopérative agricole de la Brie (1965-1995), puis Coriolis (1995-2003), puis Nouricia (2003-2012), puis Vivescia (depuis 2012) <i>Constr.</i> : 1965 (silo 1 métallique, détruit en 2013) ; 1982 (silo 2 béton) <i>Auteur(s)</i> : Silométal Établissements Boutard (génie civil, construction métallique), Électrification nouvelle SA (électricité), Atelier d'Argentan (ventilation) et Établissements Diebold (manutention) pour le silo 1 <i>Mat.</i> : béton, métal</p>
<p>189 ♦ Bureau et logement de l'usine d'embouteillage Bretonnet frères (vestiges) 9-11, rue de la Pierre-Morin <i>Constr.</i> : 1^{re} moitié du XX^e siècle <i>Mat.</i> : meulière, moellon</p>		<p>192 ♦ → p. 214 Silos à céréales Satiat entrepreneur, puis Coopérative agricole de la Brie, puis Soufflet Agriculture (en activité) 51, rue des Étangs <i>Cours d'eau : la Seine</i> <i>Hist.</i> : Satiat entrepreneur, puis Coopérative agricole de la Brie, puis Soufflet Agriculture <i>Constr.</i> : années 1960 (silo 1, détruit) ; 1976-1979 (silo 2, détruit, et silo 3) ; années 1980 (silos 4 et 5) <i>Mat.</i> : béton, métal</p>	<p>195 ♦ → p. 202 Distillerie d'alcool de betterave de la ferme du château (désaffectée) 7, rue du Château <i>Hist.</i> : Auguste-Rodolphe Darblay, puis Jenny Darblay, veuve Muret (1856-v. 1890 ?) <i>Constr.</i> : 1856 <i>Mat.</i> : brique, moellon, enduit <i>Patrimoine technique</i> : chaudière à vapeur (1856), pompe à eau Champonnois (1856), laveur de betteraves (2^e moitié du XIX^e siècle)</p>
<p>MOUSSEAUX-LÈS-BRAY ♦ Mn Sucrerie Voir Bray-sur-Seine n° 020</p>	<p>193 ♦ → p. 214 Silos à céréales de la Coopérative de Rozay-en-Brie, puis Coopérative agricole de la Brie, puis Nouricia, puis Vivescia (en activité) Forêt régionale de Rougeau, D934, à</p>	<p>N NANDY</p>	<p>R ROCHETTE (LA)</p>
	<p>190 ♦ Fromagerie Jouy (reconvertie en</p>		<p>196 ♦ Usine liée au travail du bois, puis magasin industriel UMHS Union métallurgique de la Haute-Seine (désaffecté) 69, rue Honoré-Daumier</p>



*Voie ferrée : triage de Melun.
Embranchement particulier*

*Hist. : Union métallurgique de la Haute-Seine (1960-2013)
Constr. : 1^{re} moitié du XX^e siècle ; 1961 ; 1974
Mat. : pierre, brique, parpaing de béton, métal, pan de métal
Patrimoine technique : ponts roulants*

197 ♦
Usine de construction mécanique de l'entreprise de travaux publics Eau et Assainissement (adduction d'eau, égout, pipe-line), actuellement SOGEA (en activité)

75, rue Honoré-Daumier
*Voie ferrée : triage de Melun.
Embranchement particulier partagé avec UMHS*

*Hist. : Eau et Assainissement E et A (1928-1961), l'entreprise est localisée de 1928 à 1951 à Dammarie-lès-Lys, sur un terrain appartenant à Everitube ; SOCEA (1961-1979) ; SOBEA (1979-1986) ; SOGEA (1986-2001) ; SOGEA Construction (2001 à aujourd'hui)
Constr. : 1928 (atelier remonté provenant du site de Dammarie-lès-Lys) ; 1952-1956 (atelier de chaudronnerie, atelier de mécanique, atelier de menuiserie, magasin industriel, hangar industriel) ; 2000-2003 (centre de formation, bureau)
Mat. : brique, parpaing de béton, métal, pan de métal*



198 ♦
Usine de matériaux de construction Verdoïa (réaffectée en atelier de fabrication et magasin de commerce Les Cheminées de la Rochette)
*Chemin de Halage
Cours d'eau : la Seine*

*Hist. : Verdoïa (1971-1979) ; Les Cheminées de la Rochette (1979 à aujourd'hui)
Constr. : 2^e moitié du XX^e siècle
Mat. : parpaing de béton, métal, pan de métal*



199 ♦
Usine de bonneterie des Ets Beauvallet (réaffectée en magasin de commerce de lingerie Naturana)
Rue Paul-Cézanne

*Hist. : créée en 1927, l'entreprise Charles Beauvallet est d'abord implantée à Dammarie-lès-Lys, puis à Melun, avant de s'installer à La Rochette en 1955. Ets Ch. Beauvallet et Cie (1955-1968) ; Naturana (1968 à aujourd'hui)
Constr. : 1955 (atelier de fabrication, bureau, logement de contremaître)
Mat. : béton armé, brique*

200 ♦
Entrepôt industriel (hydrocarbures jusqu'en 2010, puis produits azotés)
Les Entrepôts pétroliers de la Haute-Seine (en activité)
*99, avenue de la Seine
Cours d'eau : la Seine*

*Hist. : Les Entrepôts pétroliers de la Haute-Seine (1958 à aujourd'hui)
Constr. : 1958 ; 1963 ; 1966 ; 1973
Mat. : parpaing de béton, pan de métal*

201 ♦
Cimenterie (centrale à béton)
Unibéton Italcementi Group et plateforme modale GSM Granulats Italcementi Group (en activité)
*Chemin de Halage
Cours d'eau : la Seine*

*Constr. : 2^e moitié du XX^e siècle
Mat. : parpaing de béton, métal, pan de métal, verre*

S SAINT-FARGEAU - PONTHIERRY

202 ♦
Moulin du ru de Moulignon (vestiges)
*31, rue Grande
Cours d'eau : le ru de Moulignon*

*Hist. : Pierre Robin, meunier (attesté en l'an X/1801-1802 et en 1811, une paire de meule, 8 quintaux par jour) ; Boulanger, meunier (attesté en 1851) ; attesté en 1862 et 1885
Constr. : antérieur au cadastre napoléonien (moulin dont seules les fondations sont aujourd'hui conservées) ; bief de dérivation (XIX^e siècle) ; extension (XX^e siècle) ; années 2010 (démolition du moulin, conservation de ses fondations et de*

son bief de dérivation)
Mat. : calcaire, moellon, brique creuse

203 ♦
Usine de produits d'entretien Cotelle (détruite)
*Rue Pasteur
Cours d'eau : l'École (riv.)
Voie ferrée : ligne PLM de Corbeil à Melun par la rive gauche de la Seine, mise en service en 1897. Embranchement particulier*

*Hist. : Cotelle, puis Cotelle et Foucher (1869-1967) ; Lesieur Cotelle et associés (1967-1987) ; Henkel France (1987-2001)
Constr. : 1869 ; XX^e siècle*

204 ♦
Scierie Coqueblin (désaffectée)
*Rue Isidore-Leroy
Constr. : 1^{re} moitié du XX^e siècle (atelier de fabrication, hangar, logement patronal)
Mat. : parpaing, enduit, meulière*



205 ♦ → p. 68
Château de Moulignon, logement patronal de la manufacture de papiers peints Leroy (château détruit et communs reconvertis)
*Rue du Tilleul
Propriétaire : famille Leroy
Constr. : XVIII^e siècle (château aujourd'hui détruit) ; 1907 (communs comprenant écuries, forge, sellerie, logement, remise à voitures) ; 1987*

<p>(démolition du château) ; 2000 (reconversion des communs) <i>Mat.</i> : meulière, brique, métal, verre</p>	<p>Legrand (architecte) pour l'atelier reliure ; Philippe Prost, agence d'architecture AAPP (architecte) pour la réhabilitation de l'espace culturel Les 26 Couleurs ; agence Zaborski-Michalska (muséographe) pour la scénographie du « lieu de mémoire » de l'espace culturel Les 26 Couleurs ; Olivier Morel (restaurateur de métaux) pour la restauration de la machine à imprimer en vingt-six couleurs <i>Mat.</i> : béton armé, pierre meulière, brique</p>	<p>Simone, rue Jacques-Brel <i>Hist.</i> : société Isidore Leroy et Cie (1912-1982) <i>Constr.</i> : 1914 (la cité comprenait 144 unités, soit 174 logements) <i>Auteur(s)</i> : Paul Friesé (architecte) <i>Mat.</i> : pierre meulière, brique</p>	<p><i>Hist.</i> : société Isidore Leroy et Cie <i>Constr.</i> : 1929, reconstruit en 1948 suite aux bombardements de 1944 <i>Auteur(s)</i> : Charles Legrand (architecte) <i>Mat.</i> : béton ?</p>
 <p>206 ♦ → p. 68 Manufacture de papiers peints Leroy (<i>ateliers en partie reconvertis en hôtel d'entreprises, centrale électrique reconvertis en centre culturel Les 26 Couleurs</i>) Rue du 11-Novembre-1918 <i>Cours d'eau</i> : la Seine <i>Voie ferrée</i> : ligne PLM de Corbeil à Melun par la rive gauche de la Seine, mise en service en 1897. Embranchement particulier <i>Hist.</i> : société Isidore Leroy et Cie (1912-1982) <i>Constr.</i> : 1912-1914 (atelier de fabrication, centrale électrique, bâtiment administratif, magasin industriel, pont transbordeur aujourd'hui détruit) ; entre 1930 et 1950, extensions de l'usine (laboratoire des colles, atelier des laques, laboratoire des couleurs, château d'eau) ; 1970 (atelier de reliure) ; 1972 (reconstruction d'une partie des ateliers suite à un incendie) ; 1987 (ateliers en partie reconvertis en hôtel d'entreprises) ; 2011 (centrale électrique reconvertis en centre culturel Les 26 Couleurs) <i>Auteur(s)</i> : Paul Friesé (architecte) pour l'usine de 1912-1914 ; Charles Legrand (architecte) pour les extensions, le portail d'entrée et le château d'eau ; Jean-Michel</p>	<p><i>Patrimoine technique</i> : deux génératrices électriques composées chacune d'une machine à vapeur (Société générale de constructions mécaniques, Anciens Établissements Garnier, Faure et Beaulieu, 1914) et d'une dynamo (Hillairet-Huguet, 1914) ; tableau électrique (Hillairet-Huguet, 1914) ; machine à imprimer « 26 couleurs » (attribuée aux Fonderies Salin de Dammarie-sur-Saulx, 1877, déplacée de l'usine parisienne à sa fermeture), classée au titre des monuments historiques par arrêté du 13 mars 2003 <i>Protection</i> : la centrale électrique (en totalité, y compris les machines) est inscrite au titre des monuments historiques par arrêté du 13 novembre 2006</p>	 <p>208 ♦ → p. 68 Pavillons des contremaîtres de la manufacture de papiers peints Leroy (<i>actuellement logements</i>) Rue des Pavillons-Leroy <i>Hist.</i> : société Isidore Leroy et Cie <i>Constr.</i> : 1917-1918 (la cité comprenait dix pavillons jumeaux, soit vingt logements) <i>Auteur(s)</i> : Thomas (architecte) <i>Mat.</i> : pierre meulière, brique</p>	 <p>210 ◇ → p. 76 Usine de produits chimiques La Compagnie française du lithopone, puis usine de pelleterie Ets Pedaillès, puis usine de produits pharmaceutiques La Cooper (<i>en activité</i>) Rue de la Saussaie <i>Cours d'eau</i> : la Seine <i>Voie ferrée</i> : ligne PLM de Corbeil à Melun par la rive gauche de la Seine, mise en service en 1897. Embranchement particulier <i>Hist.</i> : Compagnie française du lithopone (1906-1911) ; Ets Pedaillès et Cie (1911-1914 ?) ; Groupement des chaudronniers de la région de Melun (1918 ?-1923) ; La Cooper (1923 à aujourd'hui) <i>Constr.</i> : 1907 (ateliers de fabrication, château d'eau) ; 1939 (chaufferie) ; 1967 (ateliers de fabrication) ; 1998 (nouvelle usine) ; 2016 (démolition des bâtiments datant de 1907 et 1939) <i>Mat.</i> : brique, métal, parpaing de béton <i>Patrimoine technique (période Cooper)</i> : bascule, arbres et courroies de transmission, cuves et mélangeurs,</p>
 <p>207 ♦ → p. 68 Cités ouvrières dites « du bas » et « du haut » de la manufacture de papiers peints Leroy (<i>actuellement logements</i>) Rue Maurice-Leroy, rue Robert-</p>		 <p>209 ♦ → p. 68 Hôtel-restaurant, puis dispensaire Leroy (<i>actuellement centre municipal de santé</i>) 98, avenue de Fontainebleau</p>	

machine à pastilles ou à confiseries de la société anonyme A. Savy, Jeanjean et Cie (Courbevoie), étuves H. Raynaud (tôlerie-chaudronnerie à Montreuil-sur-Seine), système de brassage d'air des étuves, groupe électrogène composé d'un moteur diesel de la marque Poyaud et d'un alternateur Jeumont-Schneider



**211 ◇
Usine d'alimentation pour bétail
Morin, puis usine de levures Société industrielle de la Marne, puis usine de fourrure artificielle Astrafur, puis usine de produits pharmaceutiques (détruite)**

4, avenue Maurice-Leroy
Voie ferrée : ligne PLM de Corbeil à Melun par la rive gauche de la Seine, mise en service en 1897. Embranchement particulier

Hist. : L'Alimentation rationnelle du bétail (1926-1934) ; Société industrielle de la Marne (1934-1946) ; Astrafur (1946-1976) ; laboratoire de recherches thérapeutiques, puis Spenodex (1976-années 2000)
Constr. : 1926 (atelier de fabrication, logement ouvrier) ; 2016 (démolition)
Mat. : parpaing de béton, brique, enduit

**212 ◆
Château (détruit) et parc de Jonville, devenu Centre d'expérimentations agricoles de Jonville, centre d'études**



et de recherches pharmaceutiques (CERP), centre d'étude et de formation (CEF) Péchiney-Ugine-Kuhlmann, centre d'affaires et de loisirs Cap Sensoria (désaffecté)
Rue de Jonville
Cours d'eau : le ru de Moulinçon

Hist. : Manufactures de produits chimiques du Nord, Ets Kuhlmann (1946-1966), puis Ugine Kuhlmann (1966-1971), puis Péchiney-Ugine-Kuhlmann (1971-2004) ; fermeture des activités industrielles et de recherches entre 1979 et 1983 ; fermeture du centre de formation vers 2003 ; fermeture du centre d'affaires et de loisirs en 2012

*Constr. : 4^e quart du XVIII^e siècle (vestiges du parc, pavillons du château de Jonville) ; 1949 (laboratoire phytosanitaire dans un pavillon de l'ancien château de Jonville) ; 1954 (ferme) ; 1965 (CERP) ; 1967 (CEF)
Mat. : parpaing de béton, meulière, brique*

**213 ◆
Usine de maroquinerie (lacets, puis ceintures) Collaert (en activité)**
Grands-Ormes, ZA Florélites
Constr. : 1976 (atelier de fabrication, bureau)
Mat. : métal, parpaing (béton)

**214 ◆
Usine de produits chimiques (siège social et centre de recherche)**
Doitteau-Sopura, puis Diamond Shamrock, puis Henkel-Nopco,

puis Cognis, puis BASF (désaffectée, projet d'installation de la mairie de Saint-Fargeau-Ponthierry)
185, avenue de Fontainebleau
Constr. : 1977 ; 2012 (désaffectée)

SAINTE-GERMAIN-LAVAL

**215 ◇
Faïencerie, puis usine de poterie, puis usine de céramique La Grande Tuilerie de Bourgogne, puis Grandes Briqueteries et Tuileries mécaniques de Courbeton (détruite)**
Lieu-dit Courbeton
*Hist. : Guerrier, puis Moïse (1821-?) ; Mamet frères (1841-?) ; Galliot (1863-?) ; Grande Tuilerie de Bourgogne (1881-1886) ; Grandes Briqueteries et Tuileries mécaniques de Courbeton (1886-1895)
Constr. : 1821 (faïencerie) ; 1841 (usine de poterie) ; 1881 (usine de céramique)*



Rue des Frênes, rue des Tilleuls, rue de la Fontaine-Froide, rue des Peupliers, rue des Châtaigniers

Maitre d'ouvrage : Électricité de France

Constr. : 1960-1963 (202 logements répartis en 18 pavillons F6, 80 pavillons F5, 40 pavillons F4 et 3 immeubles comprenant 69 appartements F4 et 2 appartements F5)

Mat. : béton, parpaing de béton

SAINTE-MAMMÈS



**216 ◇
Carrière d'argile Les Argiles de Merlange et usine de céramique (briques et produits réfractaires)**
Argiles et Productions céramiques de Merlange, puis Ets Étienne Pousseur (désaffectée)
Lieu-dit Merlange
Hist. : Ets Deydier, puis Blanquet, puis Muller et Cie, puis Turquet (1869-1933) ; Les Argiles de Merlange (1936-1957) ; Argiles et Productions céramiques de Merlange (1957-1991) ; Ets Étienne Pousseur (1991-2004)

*Constr. : 1^e moitié du XX^e siècle
Mat. : brique*

**218 ◇ → p. 127
Ensemble de huit chantiers navals (détruits)**

Place de la Bosse, quai de Seine, quai de la Croix-Blanche, Île-la-Celle

Cours d'eau : la Seine ; le Loing (riv.)

Hist. : chantier communal vers 1860, puis Jules Leveau, constructeur de péniches, vers 1900 (place de la Bosse, disparu) ; chantier de bateaux de pêche Auguste Paymal, attesté en 1899, puis Jules Crogny, attesté en 1901, puis Jules Leveau (quai de la Croix-Blanche, disparu) ; chantier de barques de marine et de pêche René Décamp,

<p>de 1900 environ à 1945 (quai de Seine, disparu) ; chantier de barques de marine et de pêche Antoine Guédard de 1910 à 1952 (place de la Bosse, disparu) ; chantier Émilien Godiveau, charpentier de marine de 1910 environ à 1933 (L'Île-la-Celle, disparu) ; chantier de péniches Joseph Delhomme, attesté en 1914 (au droit de la rue des Prés, disparu) ; chantier de construction de péniches Bernard, en activité après 1920 (au droit de la rue des Prés, disparu) ; chantier d'entretien de péniches Desagnat, de 1925 environ aux années 1950 (quai de la Croix-Blanche, disparu)</p> <p><i>Constr.</i> : 2^e moitié du XIX^e siècle ; 1^{re} moitié du XX^e siècle ; 3^e quart du XX^e siècle</p>	<p>d'agrés Étienne Mallet de 1945 à 1955 (91, rue du Port-de-la-Celle, disparue) ; menuiserie Dabin de 1948 à 1981 (39, rue Victor-Hugo, reconvertie en logement)</p> <p><i>Constr.</i> : 2^e moitié du XIX^e siècle ; 1^{re} moitié du XX^e siècle ; 3^e quart du XX^e siècle</p> 	<p>inscription « J. Lemaitre » portée à la peinture sur le pignon)</p> <p><i>Mat.</i> : calcaire, moellon, bois, pan de bois, brique, enduit</p>	<p>terrain à M. Bertheau, propriétaire du château de la Madeleine) ; Victor Pitoy, grainetier, propriétaire, et Bréger, meunier (milieu du XIX^e siècle) ; Daumesnil, propriétaire (1876-après 1891) ; arrêté avant 1891</p> <p><i>Constr.</i> : 1815 (brief de dérivation, unique vestige) ; 1891 (démolition du moulin et utilisation de la chute pour l'alimentation électrique de la propriété)</p> <p><i>Mat.</i> : calcaire, moellon</p>
<p>219 ◆ → p. 124</p> <p>Ensemble de huit scieries, menuiseries et fabriques d'agrés (en activité, reconvertis ou détruites)</p> <p>52, quai de Seine ; 58-60, quai de Seine ; 43-44, quai du Loing ; 66, rue Grande ; 140, rue Grande ; 91, rue du Port-de-la-Celle ; 39, rue Victor-Hugo</p> <p><i>Cours d'eau : la Seine ; le Loing (riv.)</i></p> <p><i>Hist.</i> : scierie Lucien Leveau de la fin du XIX^e siècle à 1915 (58-60, quai de Seine, disparu) ; menuiserie Merle de 1900 environ à 1941, puis Bernard Bourcet de 1941 à 1945 (52, quai de Seine, reconvertie en logement) ; scierie Mary et Bourgeois de 1902 à 1929, puis Jean Prévost de 1929 à 1934 (43-44, quai du Loing, disparue) ; menuiserie Ulysse Senasson du début du XX^e siècle à 1925 environ, puis Maurice Bosseret de 1925 à 1952 (66, rue Grande, disparue) ; menuiserie-ébénisterie Leveau frères de 1930 environ à 1980 (43, rue du Clos, disparue) ; menuiserie Bernard Bourcet de 1945 à 2011, puis Masson (140, rue Grande, en place) ; fabrique</p>	<p>Usine de produits chimiques (déshydratants en sachets et comprimés) Dydra, puis Sec-Dydra, puis Airsec, groupe Süd-Chemy, puis Clariant, et usine de produits phytosanitaires (désherbants) Nedi (détruite après inventaire)</p> <p>12, rue du Pont-de-la-Celle</p> <p><i>Hist.</i> : Dydra (1954-1993) et Nedi (1985-1994) ; Sec-Dydra (1993-1999) ; Airsec, groupe Süd-Chemy (1999-2012) ; Clariant (2012-2013)</p> <p><i>Constr.</i> : 1954 (bureau, laboratoire, atelier de fabrication, atelier de conditionnement) ; 1993 (atelier de fabrication) ; 2014 (démolition)</p> <p><i>Mat.</i> : béton, métal, enduit</p> <p>221 ◆</p> <p>Atelier de construction mécanique J. Lemaitre (actuellement garage et atelier de réparation)</p> <p>7, place de la Gare</p> <p><i>Voie ferrée : gare de Saint-Mammès</i></p> <p><i>Hist.</i> : Jules et Gabrielle Lemaitre (1910-v. 1935-1936, fin de l'activité) et leurs successeurs jusqu'à aujourd'hui</p> <p><i>Constr.</i> : 1910 (atelier de fabrication,</p>	<p>220 ◆</p> <p>Usine de produits chimiques (déshydratants en sachets et comprimés) Dydra, puis Sec-Dydra, puis Airsec, groupe Süd-Chemy, puis Clariant, et usine de produits phytosanitaires (désherbants) Nedi (détruite après inventaire)</p> <p>12, rue du Pont-de-la-Celle</p> <p><i>Hist.</i> : Dydra (1954-1993) et Nedi (1985-1994) ; Sec-Dydra (1993-1999) ; Airsec, groupe Süd-Chemy (1999-2012) ; Clariant (2012-2013)</p> <p><i>Constr.</i> : 1954 (bureau, laboratoire, atelier de fabrication, atelier de conditionnement) ; 1993 (atelier de fabrication) ; 2014 (démolition)</p> <p><i>Mat.</i> : béton, métal, enduit</p> <p>221 ◆</p> <p>Atelier de construction mécanique J. Lemaitre (actuellement garage et atelier de réparation)</p> <p>7, place de la Gare</p> <p><i>Voie ferrée : gare de Saint-Mammès</i></p> <p><i>Hist.</i> : Jules et Gabrielle Lemaitre (1910-v. 1935-1936, fin de l'activité) et leurs successeurs jusqu'à aujourd'hui</p> <p><i>Constr.</i> : 1910 (atelier de fabrication,</p>	<p>222 ◆</p> <p>Lotissement du Centre de recherches et d'essais Les Renardières, appelé cité de logements de Saint-Mammès Lieu-dit Les Guettes</p> <p><i>Maître d'ouvrage : Électricité de France</i></p> <p><i>Auteur(s) : Jean Le Couteur (architecte) ; Claude Turner (architecte collaborateur)</i></p> <p><i>Constr.</i> : 1970</p> <p><i>Mat.</i> : béton, parpaing de béton</p> <p>SAINT-SAUVEUR-LÈS-BRAY</p>  <p>223 ◆ → p. 210</p> <p>Carrière de granulats alluvionnaires Les Sablières de Saint-Sauveur-lès-Bray (actuellement résidence de maisons d'habitation et de loisirs La Goujonne) Route de Bray</p> <p><i>Cours d'eau : la Seine</i></p> <p><i>Hist.</i> : Les Sablières de Saint-Sauveur-lès-Bray</p> <p><i>Constr.</i> : 2^e moitié du XX^e siècle</p> <p>SAMOIS-SUR-SEINE</p> <p>224 ◆</p> <p>Moulin de la Madeleine (vestiges)</p> <p>Quai des Plâtrerries</p> <p><i>Cours d'eau : la Seine</i></p> <p><i>Hist.</i> : moulin à blé François Lecocq (1815, construit après l'achat du</p>



Pillmann (ingénieur)

Mat. : brique, béton, calcaire, carrelage mural, enduit

Patrimoine technique : « ancien groupe » composé d'une pompe centrifuge type SMIM (Le Matériel électrique SW, usine de Champagne-sur-Seine, v. 1948) mis en mouvement par un moteur électrique asynchrone triphasé 150 kW (Jeumont-Schneider, usine de Champagne-sur-Seine, après 1964) ; moteur diesel de secours (utilisé initialement en base) type MAN à quatre temps (Société générale de constructions mécaniques, Rateau, La Courneuve, avant 1948) ; réducteur type RTOS (Ets Robert Messian, Cambrai) ; pont roulant de 2 tonnes reposant sur des corbeaux moulurés

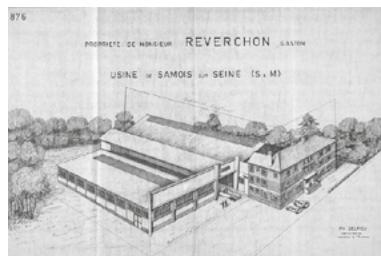
227 ♦

Atelier de charpentier Rabardy, puis Magnier, puis Goletto (reconverti en logements)

13, 14, 16, rue du Petit-Pont

Cours d'eau : la Seine

Constr. : 1890 ; 1940



des grands manèges tournants, bâtiment administratif d'entreprise) ; 1959-1961 (extension ateliers de montage et magasin à fer) et 1969-1970 (reconstruction et extension de l'extension après un incendie, vestiaire d'usine et cantine) ; 1950-1961 (onze logements d'ouvriers)
Auteur(s) : Philippe Delrieu (architecte)
Mat. : brique, calcaire, métal, parpaing de béton, enduit



229 ♦

Usine de pompes à essence SEP, puis magasin industriel Wolters SA (en activité, en partie reconverti en gymnase municipal)

22, avenue de la Libération

Constr. : 1^{re} moitié du XX^e siècle (atelier de fabrication, magasin industriel, quai, cour, bureau, logement)
Mat. : calcaire, pan de bois, parpaing de béton

SAMOREAU

230 ♦

Usine de construction navale Robin, puis usine de matériel d'équipement

industriel Milton Roy Mixing

(réaffectée en chapelle catholique et en magasin de commerce)

30, rue du Haut-Samoreau ; 14, rue Royale

Constr. : 1895

231 ♦

Usine de menuiserie Bandini (désaffectée)

15, rue des Porettes

Constr. : 1933

232 ♦

Usine de construction mécanique Bandini (désaffectée)

Voie de la Liberté

Constr. : 2^e quart du XX^e siècle

SEINE-PORT

Legrand (1863-1882) ; Paul Legrand (1882-?) ; arrêt de l'activité (1876)

Constr. : attesté en 1801 et présent sur le plan cadastral napoléonien de 1825 (brief de dérivation, annexe construite à l'ouest du ru) ; 1884-XX^e siècle (transformation du moulin en habitation, division de l'annexe ouest en deux bâtiments)

Mat. : meulière, calcaire, moellon

Protection : le vallon du ru de Balory est classé au titre des sites (décret du 15 décembre 1994)



234 ♦ → p. 62

Moulin neuf (reconverti en logement)
 2, rue du Moulin-Neuf

Cours d'eau : le ru de Balory

Hist. : moulin à blé Jehan Saussebernard, seigneur de Genouilly (1362, date la plus ancienne attestée) ; seigneurs de La Grange, propriétaires (XV^e siècle-1790) ; Gabriel Mortemart (1790-?) ; moulin à blé Pierre François Vacher (attesté en 1825) ; Samuel Granger (1848-1883) ; arrêt de l'activité (1870) ; Paul Legrand (1883-?)

Constr. : attesté en 1801 et présent sur le plan cadastral napoléonien de 1825 (brief de dérivation, mouture « à la grosse » pour 1,6 quintal par jour) ; vers 1848 (moulin Samuel Granger à quatre niveaux, construit à l'est du premier moulin, une paire de meules, une roue, 2,34 CV utilisées) ; 1884-XX^e siècle (transformation du moulin Granger en maison, décroûtement et modification des



233 ♦ → p. 62

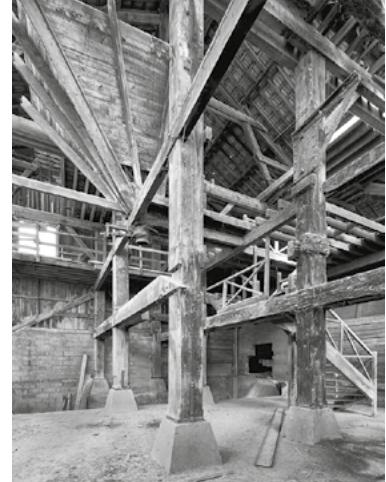
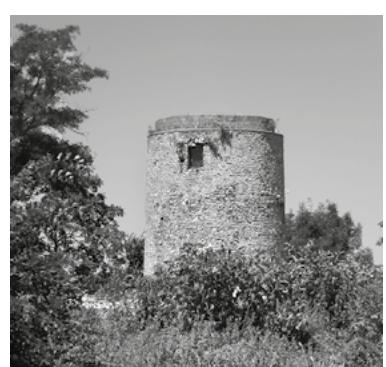
Moulin Pessard (reconverti en logement)

Chemin du Moulin-Pessard

Cours d'eau : le ru de Balory

Hist. : moulin à blé Gilles Lemaire (1380, date la plus ancienne attestée) ; fief de la seigneurie de Seine-Port jusqu'à la Révolution ; Courteau, meunier (attesté en l'an X/1801-1802, moulin « à la grosse », 1,6 quintal par jour) ; François-Jules Jeannote-Bozerian, député et avocat à la Cour de cassation, propriétaire ; veuve Jeannote (avant 1825-1863) ; Jean-Louis

<p>baies, remaniement du premier moulin, démolition de l'annexe sud, démolition de l'annexe ouest) <i>Mat.</i> : calcaire, moellon <i>Protection</i> : le vallon du ru de Balory est classé au titre des sites (décret du 15 décembre 1994)</p>	<p>construite pour l'aménagement de la féculerie, aujourd'hui en place et remaniée) ; XX^e siècle (transformation du moulin en maison et remaniements) <i>Mat.</i> : calcaire, moellon <i>Protection</i> : le vallon du ru de Balory est classé au titre des sites (décret du 15 décembre 1994)</p>	<p>l'exploitation en 1972, terrains appartenant à l'Agence régionale des espaces verts depuis 2006</p>	<p>◆ Station de télécommunications Compagnie Radio France, puis PTT, puis France Télécom Voir Boissise-la-Bertrand n° 012</p>
	<p>236 ◆ → p. 62 Moulin Paillard ou Vieux Moulin (<i>reconverti en logement</i>) Rue du Vieux-Moulin <i>Cours d'eau</i> : le ru de Balory</p>	<p><i>Hist.</i> : moulin à blé (attesté en 1613) ; fief de la seigneurie de Seine-Port (jusqu'en 1782) ; Mme de Montesson, épouse de Louis-Philippe, duc d'Orléans, propriétaire (1782) ; Jacques Barrois, régisseur de Louis-Philippe d'Orléans, propriétaire et meunier (attesté en l'an X/1801-1802, mouture « à la grosse », 1,6 quintal par jour) ; Ledru (1809-) ; veuve Jean Henry Selourge (attestée en 1825) ; Samuel Granger (1834-1876) ; arrêt de l'activité (v. 1860) <i>Constr.</i> : attesté en 1801 et présent sur le plan cadastral napoléonien de 1825 (moulin) ; vers 1881 (démolition, conservation des fondations de l'ancien moulin ?) ; XX^e siècle (construction d'une maison et transformation de trois bâtiments annexes) <i>Mat.</i> : calcaire, moellon <i>Protection</i> : le vallon du ru de Balory est classé au titre des sites (décret du 15 décembre 1994)</p>	<p>T THOMERY</p>
<p>235 ◆ → p. 62 Moulin Paillard ou Vieux Moulin (<i>reconverti en logement</i>) Rue du Vieux-Moulin <i>Cours d'eau</i> : le ru de Balory</p> <p><i>Hist.</i> : moulin à blé de l'abbaye de Barbeau (XII^e siècle ?, attesté en 1391) ; moulin à blé et manufacture de ganses et lacets François Perrault (1787-1791) ; manufacture de ganses et lacets Gabriel Mortemart (1791-1802, mouture « à la grosse », 1,6 quintal par jour) ; moulin à blé et manufacture de ganses et lacets Estienne (1802-1820) ; féculerie de pommes de terre Victor Pitaux (v. 1830- après 1851) ; maison Louis Latapie, peintre (1946 à aujourd'hui) <i>Constr.</i> : 1787 (fabrique de lacets séparée du moulin, démolie vers 1910, aucun vestige) ; moulin attesté en 1801 et présent sur le plan cadastral napoléonien de 1825 (bief de dérivation, moulin à farine possédant une roue, une paire de meules) ; v. 1830 (annexe orientale du moulin</p>	<p><i>Constr.</i> : 1801 et présent sur le plan cadastral napoléonien de 1825 (moulin) ; vers 1881 (démolition, conservation des fondations de l'ancien moulin ?) ; XX^e siècle (construction d'une maison et transformation de trois bâtiments annexes) <i>Mat.</i> : calcaire, moellon <i>Protection</i> : le vallon du ru de Balory est classé au titre des sites (décret du 15 décembre 1994)</p>	<p>237 ◆ Carrière de granulats alluvionnaires Morillon-Corvol (<i>reconvertie en zone naturelle</i>) Lieu-dit L'Ormeteau <i>Hist.</i> : foncier acquis par Morillon, G. Corvol et Cie en 1921, fin de</p>	<p>l'extension du site ADR, nouvel atelier de rectification, nouvelles salles blanches) <i>Mat.</i> : béton, pan de béton, métal, enduit <i>Patrimoine technique</i> : rectifieuse de faces de bagues de roulement pour petites séries (marque Hahn und Kolb, Allemagne, années 1950-1960) ; deux rectifieuses de diamètre extérieur des bagues de roulement (marque Lidköping, Suède, années 1960-1970)</p>

<p>◆ Barrage, écluse et centrale hydroélectrique de Champagne-sur-Seine (<i>en service</i>) Voir Champagne-sur-Seine n° 044</p>			
<p>TOMBE (LA)</p> 	<p>113, rue Albert-Gravé <i>Hist.</i> : Les Fermiers réunis <i>Constr.</i> : fin du XIX^e siècle (cour, logement, fromagerie, remise) <i>Mat.</i> : moellon, enduit</p>	<p>(réaffecté, bureaux et accueil d'organismes sociaux) Route de Cannes-Écluse</p>	<p>après inventaire) Lieu-dit Le Petit Fossard (Esmans)</p>
<p>240 ◆ Silos intercoopératifs de la Coopérative agricole de Montereau et de la Coopérative agricole de Bray-sur-Seine (désaffectés) 16, Grande-Rue <i>Cours d'eau</i> : la Seine <i>Hist.</i> : coopérative agricole de Bray-sur-Seine (1954-1963), coopérative agricole de Montereau (1954-1995), puis Coriolis (1995-2003), puis Coopérative 110 Bourgogne (2003-2007). Le silo n'est plus exploité depuis 2003. Il a été revendu à un particulier en 2007 <i>Constr.</i> : 1954 (silo 1, 49 000 quintaux) ; 1963 (silo 2, 20 000 quintaux) <i>Auteur(s)</i> : René Beaupré (architecte) pour les silos 1 et 2 ; Ets Boubelia (manutention) ; Société Bornhauser Molinari et Cie (électricité) pour le silo 2 <i>Mat.</i> : béton, métal</p>	<p>242 ◆ → p. 178 Usine d'agglomérés Sanvoisin et usine d'agglomérés La Compagnie industrielle d'agglomérés mécaniques, puis Cimenfer (réaffectée, actuellement entrepôt de l'entreprise de ferrailage Marchetto) Route de Cannes-Écluse <i>Cours d'eau</i> : l'Yonne (riv.) <i>Hist.</i> : Ets Sanvoisin (1900-1918) et Compagnie industrielle d'agglomérés mécaniques (1904-1913) ; Les Bétons Cimenfer de Montereau (1913-1964) ; Ets Morin, frères et Cie (1964-années 1980) <i>Constr.</i> : 1900-1906 (atelier de fabrication, logement patronal Sanvoisin) ; 1917 (usine Saint-Jean) ; 1925 (atelier de fabrication Cimenfer) <i>Mat.</i> : parpaing de béton</p>	<p>244 ◆ Laiterie, puis usine de produits pour l'alimentation animale, puis usine de peintures et vernis Spéciacolor, puis conserverie Confiturerie Tilloy-Luxe (réaffectée, actuellement entreprise de ravalement N2R) 117, rue Albert-Gravé <i>Voie ferrée</i> : triage de Montereau <i>Hist.</i> : laiteries de Sainte-Colombe-en-Brie (1910-1918) ; Ets Yvonnet (1918-1923) ; Spéciacolor (1946-1971) ; Tilloy-Luxe (1971-?) ; N2R (en activité) <i>Constr.</i> : 1910 <i>Auteur(s)</i> : Émile Besse (architecte) <i>Mat.</i> : enduit</p>	<p>V A U X - L E - P É N I L</p> 
<p>VARENNES-SUR-SEINE</p>	<p>241 ◆ Laiterie des fermiers réunis (<i>reconvertie en logements</i>)</p>	<p>243 ◆ Logement patronal, puis bureau de l'usine Sanvoisin, puis Cimenfer</p>	<p>245 ◆ Usine d'engrais Bonnet-Allais, puis silos Soufflet Agriculture (désaffectée (<i>vestiges</i>)</p>

<p>Rue du Tertre-Chérisy, zone d'activités Tertre-de-Chérisy</p> <p><i>Hist.</i> : moulin à vent Jullia, meunier (édifice « nouvellement construit » en l'an X/1801-1802 lors de l'enquête sur les moulins)</p> <p><i>Constr.</i> : vers 1800 (seule la tourelle du moulin est aujourd'hui conservée)</p> <p><i>Mat.</i> : calcaire, moellon</p>	<p><i>Hist.</i> : Coopérative agricole de la Brie (1965-2003), puis Val France (2003 à aujourd'hui)</p> <p><i>Constr.</i> : 1965 (silo 1) ; 1968 (silo 2) ; 1971-1972 (silos 3 et 4)</p> <p><i>Auteur(s)</i> : Établissements Marc Legros (génie civil), Durand frères et Cie (manutention et ventilation), Boubiela (manutention) et Électrification nouvelle (électricité) pour le silo 1</p> <p><i>Mat.</i> : béton armé</p>	<p>1 bis, rue du Moulin</p> <p><i>Cours d'eau</i> : le <i>ru Flavien</i></p> <p><i>Hist.</i> : Chartreuse de Paris, propriétaire (XII^e siècle) ; comte de Graville et vicomte d'Argeville (fin du XVI^e siècle-1634) ; chapitre de Notre-Dame de Paris (1634-1791) ; vendu comme bien national à Louis-Augustin Delabeaume alias Frédéric-Henri de Monginot (26 mars 1791-1831) ; Bernard Chenel, meunier (attesté en l'an X/1801-1802) ; Jean-Louis Cochet, meunier (attesté en 1811) ; vicomtesse de Laugier de Beaurecueil, propriétaire (1831-1837) ; baronne, puis baron de Pouzilac, propriétaires (1837-1875) ; usine de petite métallurgie Eugène Noël (1875-1944) ; arrêt de l'activité suite aux bombardements aériens (1944)</p> <p><i>Constr.</i> : XII^e siècle ? (fondations) ; XVII^e siècle ? (le bief de dérivation et les murs du moulin sont peut-être le fait de reconstructions « presque à neuf » réalisées pour les chanoines de Notre-Dame de Paris) ; entre les plans de 1740 et de 1836 (construction de l'annexe sud en retour du moulin) ; après 1875 (reconversion en usine de petite métallurgie) ; 2^e moitié du XX^e siècle (remaniement et reconversion en maison d'habitation)</p> <p><i>Mat.</i> : calcaire, moellon</p> <p><i>Patrimoine technique</i> : arbre en bois de la roue hydraulique, utilisé comme pilier dans un bâtiment annexe du moulin</p>	
<p>247 ♦</p> <p>Distillerie de Germenoy (<i>réaffectée en serrurerie</i>)</p> <p>Chemin de la Madeleine</p> <p><i>Hist.</i> : Société coopérative de la distillerie agricole de la région de Melun, puis Coopérative agricole de la Brie (1932-?)</p> <p><i>Constr.</i> : 1932 (distillerie, cheminée d'usine, logement patronal, cour)</p> <p><i>Mat.</i> : pierre meulière, brique</p>	<p>249 ♦ → p. 94</p> <p>Usine de petite métallurgie (luminaire) Lucien Gau (<i>en activité</i>)</p> <p>73, rue Pierre-et-Marie-Curie</p> <p><i>Hist.</i> : Ets Lucien Gau (1975 à aujourd'hui)</p> <p><i>Constr.</i> : 1975 (atelier de conditionnement, atelier de fabrication, bureau, magasin industriel, poste de chargement, vestiaire d'usine)</p> <p><i>Mat.</i> : métal, pan de métal, béton armé, enduit</p> <p><i>Distinction</i> : label Entreprise du patrimoine vivant, 2012</p>	<p>251 ♦</p> <p>Grand moulin de la Basse-Roche (<i>reconverti en logement</i>)</p> <p>Rue de la Grande-Paroisse</p> <p><i>Cours d'eau</i> : le <i>ru Flavien</i></p>	<p>(XII^e siècle) ; chapitre de Notre-Dame de Paris (parts rachetées au comte de Champagne en 1227) ; comte de Graville et vicomte d'Argeville (fin du XVI^e siècle-1679) ; chapitre de Notre-Dame de Paris (1679-1791) ; moulin vendu comme bien national à Achille-Pierre Dionis du Séjour, Louis-Charles Baudouin étant meunier (26 mars 1791) ; Pierre Passerard (attesté en l'an X/1801-1802) ; Étienne Passerard, meunier (attesté en 1811, mouture « à la grosse », 5 quintaux par jour) ; Louis Dechambre (attesté en 1836, levée du cadastre) ; attesté comme moulin à blé (1862 et 1885, enquête sur les cours d'eau) ; Thémereau, propriétaire, Beaucet, meunier (1910) ; transformation en maison (XX^e siècle)</p> <p><i>Constr.</i> : XIII^e-XVII^e siècle ? (fondations) ; 1679-1791 (importants travaux sur le moulin et le bief de dérivation) ; avant 1836, date de levée du plan cadastral napoléonien (moulin) ; 1862 (installation attestée : une paire de meules, une roue, 1,48 CV utilisé) ; 1885 (une roue, une paire de meules, 2,18 CV utilisés) ; XX^e siècle (reconversion en logement, ouverture de baies)</p> <p><i>Mat.</i> : grès, moellon sans chaîne d'angle, calcaire, moellon sans chaîne d'angle, enduit</p>
<p>248 ♦</p> <p>Silo à grains de la Coopérative agricole de la Brie, puis Val France (<i>en activité</i>)</p> <p>Route de Chartrettes</p> <p><i>Cours d'eau</i> : la Seine</p>	<p>VENEUX-LES-SABLONS</p> <p>Voir Moret-Loing-et-Orvanne (commune nouvelle)</p> <p>VERNOU-LA-CELLE-SUR-SEINE</p>	<p>Moulin de Marangis (<i>reconverti en logement</i>)</p>	

252 ♦

Moulin du Bois (*reconverti en logement*)Chemin du Chesnoy au moulin du Bois
Cours d'eau : le ru Flavien

Hist. : moulin à blé des seigneurs de Rubrettes (première construction au XII^e ou XIII^e siècle) ; Pierre Lhuillier, meunier (attesté en l'an X/1801-1802) ; Jean Boulleaux, meunier (attesté en 1811, mouture « à la grosse », 5 quintaux par jour) ; Bernard Chenel, propriétaire (attesté en 1836, levée du cadastre) ; Jean-François Bouleau, propriétaire et meunier (1842) ; attesté comme moulin à blé (1862 et 1885) ; cessation d'activité (avant 1930)

Constr. : XII^e et XIII^e siècle ? (fondations) ; avant 1836, date de levée du plan cadastral napoléonien (brief de dérivation, annexes nord, sud et est, moulin à blé) ; XIX^e siècle (démolition d'un bâtiment annexe à l'est et construction d'un bâtiment annexe à l'ouest le long du ru) ; années 1930 (installation d'une petite centrale hydroélectrique) ; 2^e moitié du XX^e siècle (transformation en maison)
Mat. : grès, moellon sans chaîne d'angle, calcaire, moellon sans chaîne d'angle, enduit



253 ♦

Moulin de l'Église (*reconverti en logement*)Chemin du Moulin-de-l'Église
Cours d'eau : le ru Flavien

Hist. : moulin à blé (et/ou moulin à tan) du comte de Champagne et du chapitre de Notre-Dame de Paris (première construction attestée au XII^e siècle) ; chapitre de Notre-Dame de Paris (achat de la part du comte de Champagne au début du XIII^e siècle) ; Gatien Fournier (attesté en l'an X/1801-1802) ; Pierre Bouillé, meunier (attesté en 1811, mouture « à la grosse », 30 quintaux par jour) ; Gilmier, propriétaire (attesté en 1836, levée du cadastre) ; Louis Gruyelle, propriétaire et meunier (1871) ; attesté comme moulin à blé (1885, enquête sur les cours d'eau) ; atelier d'émeulage de limes Roger (attesté en 1912) ; cessation d'activité (milieu du XX^e siècle ?)

Constr. : XII^e et XIII^e siècle ? (fondations, solin, mur oriental et contrefort du moulin portant le moyeu de la roue hydraulique) ; avant 1836, date de levée du plan cadastral napoléonien (brief de dérivation, magasin, logement du meunier, moulin à blé) ; XIX^e siècle (annexe ouest) ; XX^e siècle (réaffection en atelier de petite métallurgie avec transformations intérieures, puis reconversion en logement)

Mat. : grès, moellon sans chaîne d'angle, calcaire, moellon sans chaîne d'angle, enduit

Patrimoine technique : moyeu métallique de la roue hydraulique

254 ♦

Moulin de Nanchon (*reconverti en logements*)

Grande Rue (RD39)

Cours d'eau : ancien ru de Nanchon

Hist. : moulin à blé du Petit Nanchon, propriété partielle de l'abbaye de Barbeau (attesté entre 1250 et 1260) ; moulin à blé Gatien Fournier, meunier (attesté en l'an X/1801-1802, mouture



« à la grosse », 6 quintaux par jour) ; marquise d'Orvilliers, propriétaire (attestée en 1836, levée du cadastre) ; Louis Isidore Parquet, propriétaire et meunier (1870-1880) ; Claude Bouchet, propriétaire (1880-1897) ; dépôt de pétrole et raffinerie Fenaille et Despaux (1897-1921) ; société anonyme La Pétroléenne (1921-1930) ; société L'Économique (1930-1938) ; société anonyme Standard franco-américaine de raffinage, puis Française des pétroles, puis Standard des pétroles ESSO (1938-1963) ; Électricité de France, poste gaz de Lacq (1963-?) ; logements du cabinet Socop Laine SA (avant 2005)

Constr. : aucun vestige du XII^e siècle ; avant 1836, date du plan cadastral napoléonien (bassin de retenue aujourd'hui asséché, écurie et remise sur le flanc oriental de la parcelle, moulin à blé de trois étages aujourd'hui conservé) ; 1897 (destruction de la machinerie du moulin, conversion du moulin en atelier de raffinage de Saxoléine relié par une passerelle à un dépôt ferroviaire aujourd'hui détruit, construction du logement patronal à gauche de l'entrée, conservation de l'écurie, transformation de la remise en bureau et tonnellerie, construction au sud de la parcelle d'un magasin à bidons aujourd'hui conservé, installation d'un ensemble de réservoirs de pétrole à l'ouest aujourd'hui démantelé) ; 1921 (conversion du

moulin en logements pour l'usine, abandon du raffinage et augmentation de la capacité du dépôt mixte à 4 millions de litres, nouvelle tonnellerie à l'ouest, extension du magasin à bidons, construction au sud de la parcelle d'un atelier d'enfûtage et de conditionnement alimenté par pompes et dynamos, aujourd'hui détruit) ; 1963 (arrêt de l'activité) ; avant 2005 (assèchement de l'ancien déversoir de superficie, reconversion en logements)
Mat. : calcaire, moellon, enduit



255 ♦

Moulin à blé (détruit), puis cité de la centrale EDF de Montereau, appelée cité du Moulin des Serpes (*seuls subsistent le bâtiment du personnel et neuf maisons sur vingt-six*)

Chemin des Pierreux, lieu-dit Moulin-des-Serpes

Cours d'eau : le ru Flavien

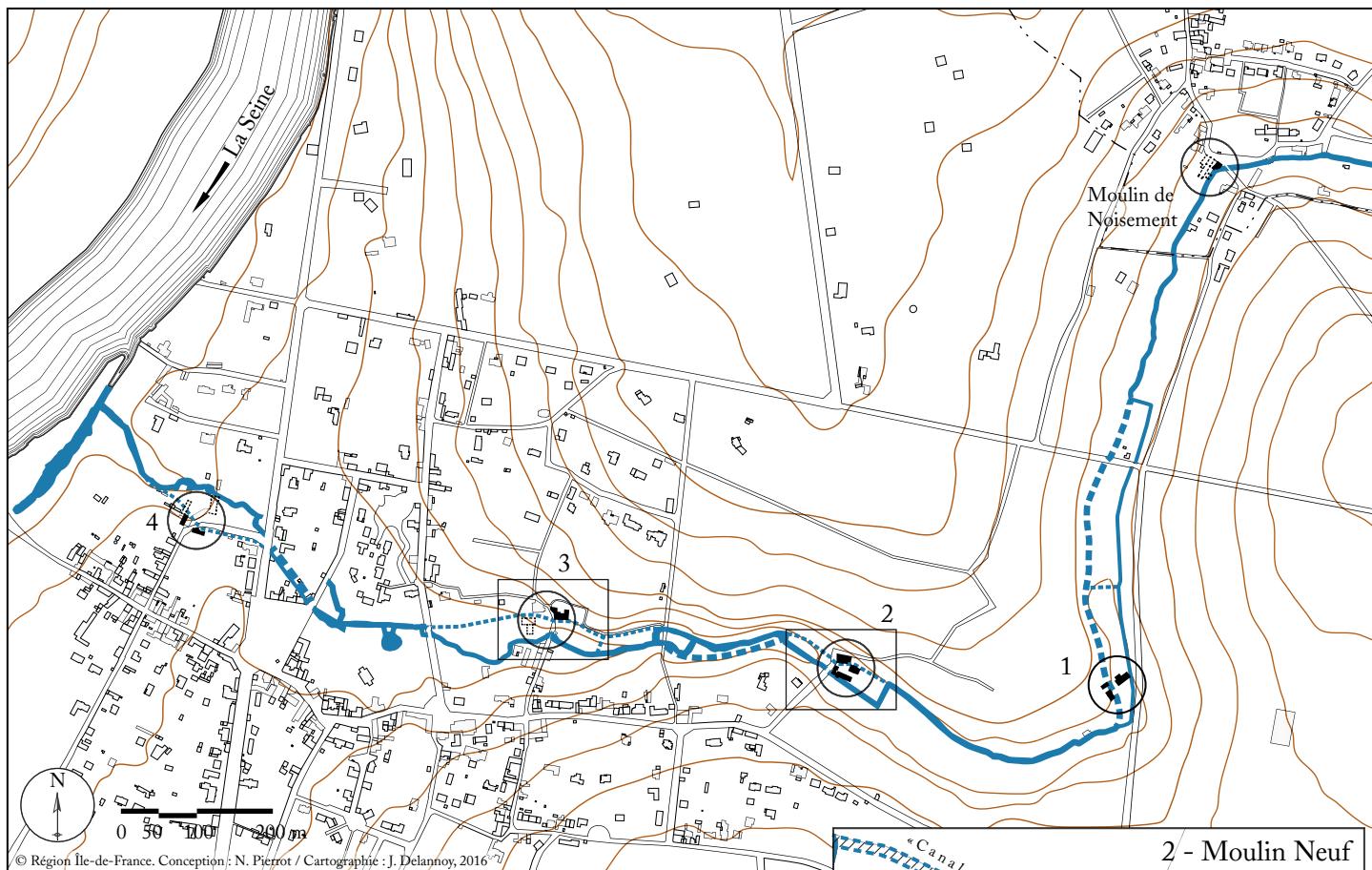
Hist. : moulin à blé (et/ou moulin à tan) du comte de Champagne et du chapitre de Notre-Dame de Paris (première construction attestée au XII^e siècle) ; chapitre de Notre-Dame de Paris (achat de la part du comte de Champagne au début du XIII^e siècle) ; Étienne Fournier (attesté en l'an X/1801-1802, 10 quintaux par jour) ; Jean-Louis Cochet, meunier (attesté en 1811, 4 quintaux par jour) ; Louis Éloi Cochet et Jean-Baptiste Parquet, meuniers (attestés en 1836, levée du cadastre) ; attesté comme moulin à blé (1862 et 1885,

<p>enquêtes sur les cours d'eau) ; moulin transformé en auberge (après 1900) ; Jolivet, propriétaire ; EDF, propriétaire et constructeur du lotissement (1958 à aujourd'hui)</p> <p><i>Constr.</i> : 1959-1962 (vingt-six maisons, soit vingt-six logements F5 réservés au personnel d'astreinte, bâtiment du personnel comprenant le restaurant d'entreprise) ; 1970 (construction d'un centre d'apprentissage) ; 1970 (démolition du moulin) ; début des années 2000 (démolition de dix-sept maisons)</p> <p><i>Mat.</i> : béton, parpaing de béton</p>	 <p><i>Montereau par la rive droite de la Seine, mise en service en 1897. Embranchement particulier</i></p>	<p>VILLIERS-SUR-SEINE</p> <p>259 ♦</p> <p>Carrière de granulats alluvionnaires Morillon-Corvol, puis Cemex (en activité)</p> <p>Lieu-dit Les Thurets</p> <p><i>Cours d'eau : la Seine</i></p> <p><i>Constr.</i> : 2^e moitié du XX^e siècle</p>	<p><i>Constr.</i> : 1^{er} quart du XX^e siècle (carrière, usine de préparation de produit minéral)</p> <p>VULAINES-SUR-SEINE</p>
 <p>256 ♦</p> <p>Poste électrique appelé poste du Chesnoy (en activité)</p> <p>Rue de la Grande-Paroisse</p> <p><i>Hist.</i> : Électricité de France (1958-2000) ; RTE, filiale d'EDF (2000 à aujourd'hui)</p> <p><i>Constr.</i> : 1958-1964 (construction) ; 2008-2013 (réaménagement, modernisation et « camouflage » du site de 26 hectares)</p> <p><i>Mat.</i> : béton</p>	<p><i>Hist.</i> : Électricité de France (1957 à aujourd'hui)</p> <p><i>Constr.</i> : 1957-1960 (deux tranches de 125 MW mises en service en juillet 1959 et février 1960) ; 1961-1965 (deux tranches de 250 MW mises en service en juillet 1964 et avril 1965) ; 2004 (fin de la production) ; 2005-2011 (démantèlement, dynamitage de la dernière tranche le 12 février 2011) ; 30 novembre 2010 (mise en service de deux TAC, turbines à gaz de combustion d'une puissance unitaire de 185 MW)</p> <p><i>Auteur(s)</i> : Région d'équipement thermique n° 2 (ingénieurs et architectes)</p> <p><i>Mat.</i> : béton, pan de béton, métal</p>	<p>VILLENAUXE-LA-PETITE</p> <p>260 ♦</p> <p>Râperie de la sucrerie de Bray-sur-Seine (détruite à l'exception du logements d'ouvriers)</p> <p>Route de Bray</p> <p><i>Hist.</i> : Sucrerie centrale de Bray-sur-Seine (1873-1926) ; Société de fabrique de sucre (1926-1965)</p> <p><i>Constr.</i> : 1873 (quai de déchargement, râperie et bascule aujourd'hui détruits, logement d'ouvrier, logement de contremaître conservés)</p>	<p>263 ♦ → p. 110</p> <p>Forge artisanale, puis usine de petite métallurgie Durand (désaffectée)</p> <p>23, voie de la Liberté</p> <p><i>Constr.</i> : 1910 (atelier de fabrication, logement)</p> <p><i>Mat.</i> : brique creuse, calcaire</p> <p><i>Patrimoine technique</i> : foyer de forge (alimenté au charbon) surmonté d'une hotte ; soufflet à pistons composé de deux cylindres métalliques (remplacé durant la seconde moitié du XX^e siècle par une soufflerie électrique) ; billot portant l'enclume ; marteau-pilon de 15 kilos (Vernet, Dijon) pour le façonnage des socs de charrue ; poinçonneuse-cisaille SEG ; établis ; cisaille à main (Vernet, Dijon) ; grugeoir utilisé pour façonnner les encoches dans le métal ; machine à torsader à froid les sections de fer (mise au point par Roger Durand, propriétaire des lieux) fonctionnant avec un moteur électrique couplé à un réducteur de vitesse (FVM, Levallois) ; poste de soudure autogène ; ensemble d'outils</p>
<p>VERNOU-LA-CELLE-SUR-SEINE ET LA GRANDE-PAROISSE</p> <p>257 ♦ → p. 158</p> <p>Centrale thermique EDF de Montereau (détruite après inventaire en 2011, remplacée par 2 TAC en 2010)</p> <p>RD39 et chemin du Port</p> <p><i>Cours d'eau : la Seine</i></p> <p><i>Voie ferrée : ligne PLM de Melun à</i></p>	 <p>258 ♦</p> <p>Silos à grains (en activité)</p> <p>Route de Villiers</p> <p><i>Hist.</i> : Satiat Entrepreneur, puis Soufflet Agriculture</p> <p><i>Constr.</i> : 2^e moitié du XX^e siècle</p> <p><i>Mat.</i> : béton</p>	<p>261 ♦</p> <p>Carrière de granulats alluvionnaires Les Sables de Brévannes (en activité)</p> <p>Chemin de l'Île-de-la-Boule</p> <p><i>Cours d'eau : la Seine</i></p> <p><i>Constr.</i> : 2^e moitié du XX^e siècle (carrière, usine de préparation de produit minéral)</p>	<p>262 ♦</p> <p>Carrière de granulats alluvionnaires Lafarge (en activité)</p> <p>Route de Balloy</p> <p><i>Cours d'eau : la Seine</i></p>

CAHIER DE PLANS

- I. SEINE-PORT
LES MOULINS DU RU DE BALORY
- II. SAINT-FARGEAU-PONTHIERRY
LA MANUFACTURE DE PAPIERS PEINTS
LEROY
- III. MELUN
LA COOPER, LABORATOIRES ET USINE
DE CONDITIONNEMENT DE PRODUITS
PHARMACEUTIQUES
- IV. SAINT-FARGEAU-PONTHIERRY
LA COOPER, USINE DE PRODUITS
PHARMACEUTIQUES
- V. DAMMARIE-LÈS-LYS
FONDERIE FRÉBAULT, PUIS DELATTRE
ET FROUARD
- VI. DAMMARIE-LÈS-LYS
COMPAGNIE NATIONALE DES RADIATEURS,
PUIS IDEAL STANDARD
- VII. FONTAINEBLEAU
LE SENTIER DES CARRIERS
- VIII. MORET-SUR-LOING
LES MOULINS DU PONT
- IX. ÉCUELLES
LE MOULIN D'ORVANNE, ANCIENNE
TANNERIE DU PONT DE BOURGOGNE
- X. MORET-SUR-LOING
LES FOURS À CHAUX
- XI. SAINT-MAMMÈS ET
VENEUX-LES-SABLONS
CONSTRUCTION ET RÉPARATION NAVALE
- XII. CHAMPAGNE-SUR-SEINE
L'USINE DE MATÉRIEL ÉLECTRIQUE
- XIII. CHAMPAGNE-SUR-SEINE
CITÉS ET LOGEMENTS DE L'USINE
- XIV. VERNOU-LA-CELLE-SUR-SEINE
ET LA GRANDE-PAROISSE
LA CENTRALE THERMIQUE EDF DE
MONTEREAU
- XV. ÉCUELLES
LE CENTRE DE RECHERCHE ET D'ESSAIS EDF
LES RENARDIÈRES
- XVI. MONTEREAU-FAULT-YONNE
ET VARENNES-SUR-SEINE
LA CÂBLERIE SILEC
- XVII. MONTEREAU-FAULT-YONNE
LA MANUFACTURE DE PRODUITS
RÉFRACTAIRES ET CÉRAMIQUES BAUDELOT
- XVIII. VARENNES-SUR-SEINE
L'USINE D'AGGLOMÉRÉS CIMENFER
- XIX. MONTEREAU-FAULT-YONNE
LA CORDERIE CANAL
- XX. MONTEREAU-FAULT-YONNE
L'USINE DE FABRICATION DE MATÉRIEL
AGRICOLE NODET
- XXI. MONTEREAU-FAULT-YONNE
L'USINE DU PONT DE MOSCOU, PUIS
PLATEFORME DE STOCKAGE SOLETANCHE
- XXII. MONTEREAU-FAULT-YONNE
SAM, SOCIÉTÉ DES ACIÉRIES
DE MONTEREAU
- XXIII. BRAY-SUR-SEINE
LA SUCRERIE
- XXIV. LA GRANDE-PAROISSE
LA CIMENTERIE PUIS LES SILOS DE L'UNCAC

I. SEINE-PORT
LES MOULINS DU RU DE BALORY (P. 62)



Plan de localisation (état en 2016)

Ru de Balory

- Cours existant
- - - Cours asséché
- Cours souterrain

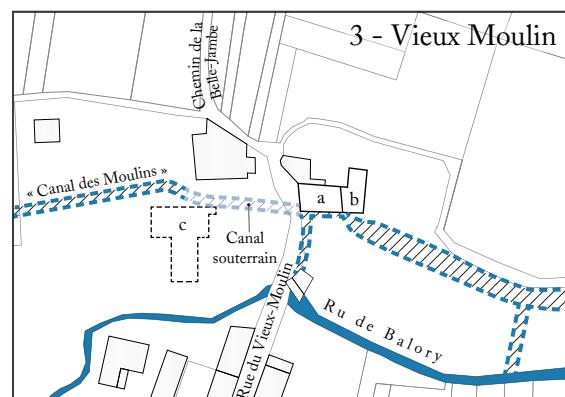
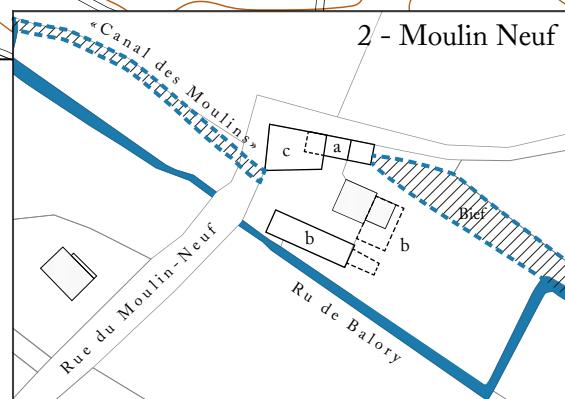
« Canal des Moulins »

- Cours existant
- - - Cours asséché

— Courbe de niveau (équidistance 5 m)

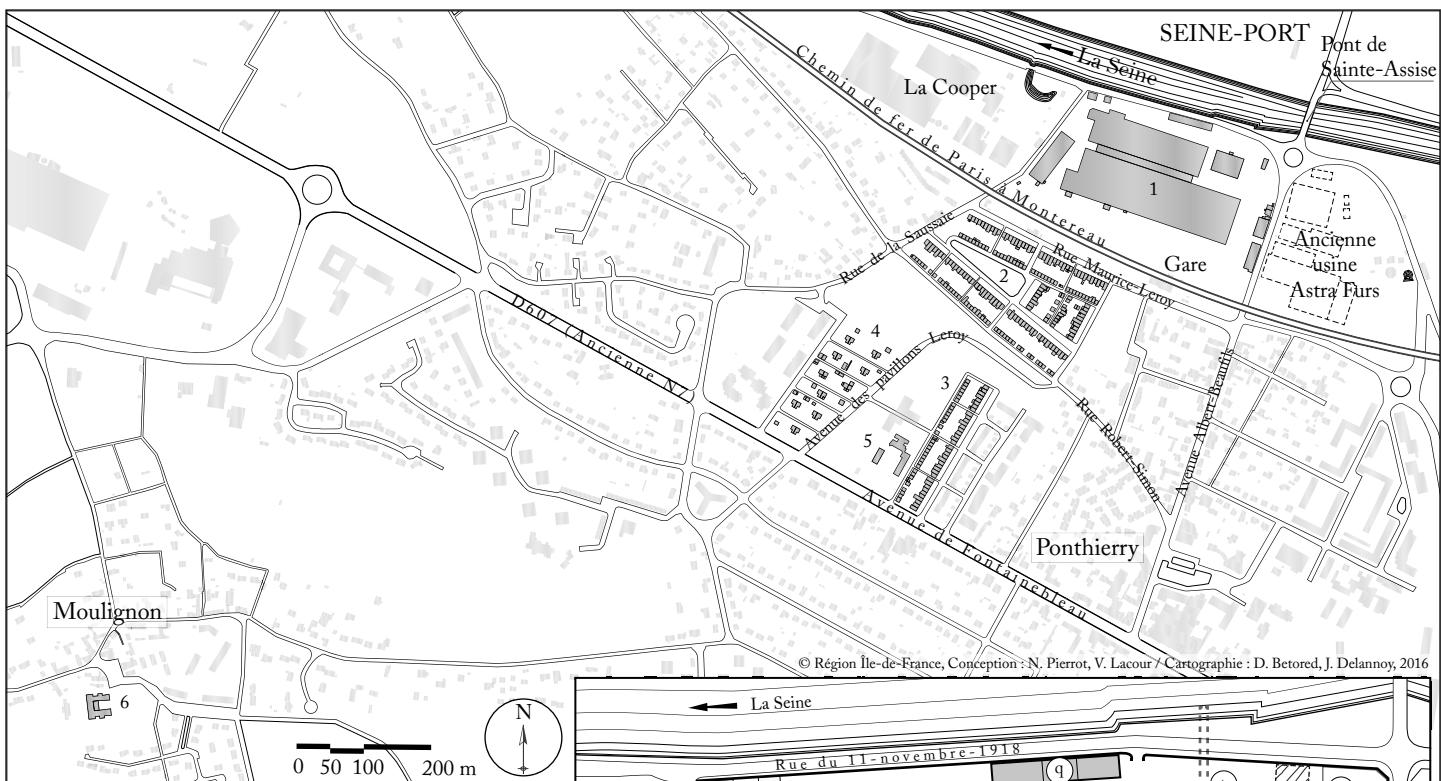
□ Bâtiment détruit

- 1 **Moulin Pessard**
(site meunier attesté dès 1380, moulin « à la grosse » antérieur à l'enquête de 1801, arrêté en 1876, converti en habitation en 1884)
- 2 **Moulin neuf**
(site meunier attesté dès 1362, moulin « à la grosse » antérieur à l'enquête de 1801, arrêté en 1870, converti en habitation en 1884)
 - a Moulin à farine (avant 1801)
 - b Annexes (avant 1801)
 - c Minoterie (vers 1848), actuellement habitation
- 3 **Moulin Paillard ou Vieux Moulin**
(site meunier attesté dès 1145, succession d'activités, arrêt vers 1860, converti en habitation au début du XX^e siècle)
 - a Moulin à farine (avant 1801), puis féculerie (v. 1830-v. 1851)
 - b Extension pour aménagement de la féculerie (v. 1830)
 - c Fabrique de lacets (1787-?), détruite vers 1910
- 4 **Moulin d'Oison**
(site meunier attesté dès 1613, moulin « à la grosse » antérieur à l'enquête de 1801, arrêté en 1860, démolí en 1881 sauf trois bâtiments annexes)



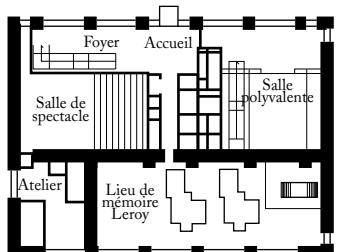
II. SAINT-FARGEAU-PONTHIERRY

LA MANUFACTURE DE PAPIERS PEINTS LEROY (P. 68)



Localisation des principales implantations Leroy (état en 2016)

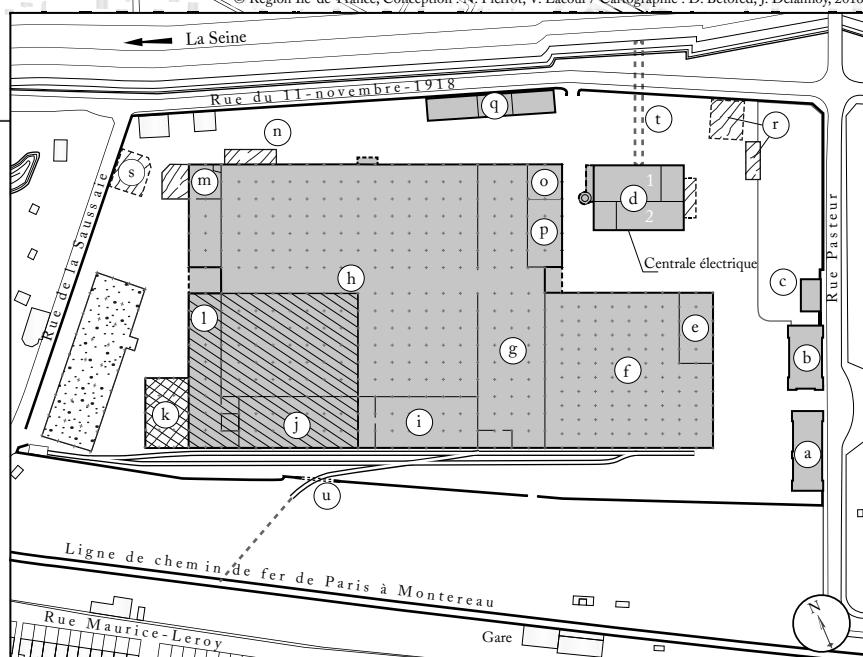
- Principales implantations Leroy
 - 1 Manufacture de papiers peints Isidore Leroy (1912-1972)
 - 2 Cités ouvrières du bas (1914)
 - 3 Cités ouvrières du haut (1914)
 - 4 Pavillons des contremaîtres (1917)
 - 5 Hôtel-restaurant, puis dispensaire Leroy (v. 1929-1930)
 - 6 Domaine de Moulignon (écuries conservées, avant 1957)



Espace culturel Les 26 Couleurs

Inauguré en 2011 (Philippe Prost architecte, cabinet AAPP) et installé dans l'ancienne centrale électrique de la manufacture, protégée au titre des monuments historiques depuis 1992

- Machine à imprimer le papier peint en 26 couleurs (1877)
- Génétrice d'électricité (machines à vapeur et dynamos, 1912). Celle de gauche est remise en mouvement.

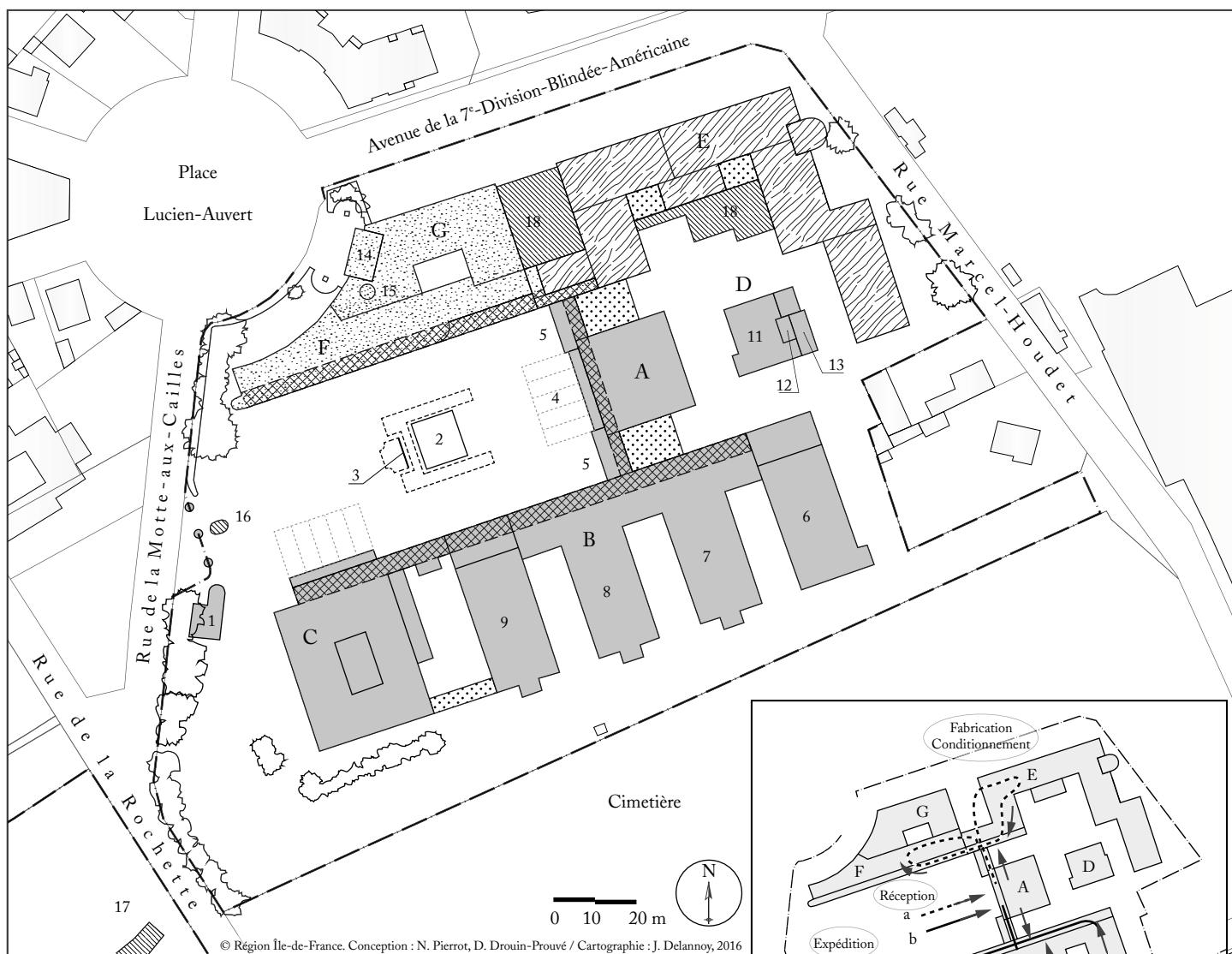


Chronologie de la construction et affectation des espaces en 1935

- | | |
|---|---|
| <ul style="list-style-type: none"> ■ 1912-1914 : état initial (archi. Paul Friesé) ■ 1930-1950 : extension (archi. Charles Legrand) ■ 1970 : nouvel atelier de reliure | <ul style="list-style-type: none"> ■ Partie reconstruite après l'incendie de 1972 ■ Installations détruites |
|---|---|
- | | | |
|--|--|--|
| <p>a Direction, administration, atelier des dessinateurs
b Logement du concierge, réfectoire et atelier de photographie
c Maison du directeur
d Centrale électrique
e Atelier de gravure
f Atelier de reliure, magasin des rouleaux et expéditions</p> | <p>g Atelier d'impression « cuirs et gobelins »
h Hall d'impression
i Magasin des cylindres
j Réserve des bobines
k Atelier des laques et laboratoire des couleurs
l Atelier d'échantillonage
m Laboratoire des colles
n Studio d'échantillonage</p> | <p>o Atelier de menuiserie (château d'eau après le bombardement de 1944)
p Atelier de mécanique
q Ateliers annexes
r Garage
s Station d'épuration
t Pont transbordeur
u Portail monumental</p> |
|--|--|--|

III. MELUN

LA COOPER, LABORATOIRES ET USINE DE CONDITIONNEMENT DE PRODUITS PHARMACEUTIQUES (P. 76)

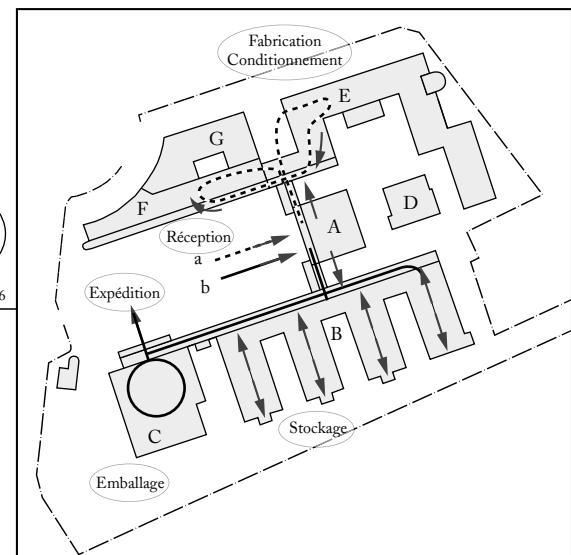


Chronologie de la construction (état en 2016)

L'usine de Charles Legrand, architecte

- 1947-1949 - Tranche 1 : « le Peigne »
 - 1 Concierge
 - 2 Pièce d'eau et de verdure (vestiges)
 - 3 Monument à Albert Salmon, fondateur de la Cooper
- A Bâtiment de réception
 - 4 Arrivée des produits bruts ou finis
 - 5 Entrée du personnel et vestiaires
- B Magasins appelés « le Peigne »
 - 6 Accessoires
 - 7 Herboristerie
 - 8 Produits chimiques
 - 9 Socialités
- C Bâtiment emballage et expédition
- D Chaufferie
 - 11 Quatre chaudières à mazout
 - 12 Cheminé portant l'*horloge* de l'usine
 - 13 Transformateur électrique

- 1950-1952 - Tranche 2 : laboratoires MERAM
 - E Fabrication des ampoules injectables ou buvables :
 - lavage des cannes, étirage ou soufflage, fermeture des ampoules en verre
 - préparation des solutions et remplissage des ampoules ou des flacons sérum en atmosphère stérile
 - étiquetage des ampoules ou impression sur verre
- 1954-1956 - Tranche 3 : conditionnement et siège social
 - F Nouvel atelier de conditionnement
 - G Administration et siège social
 - 14 Entrée monumentale
 - 15 Salle du conseil d'administration
- 1980-2015
 - 16 Poste de garde (1981)
 - 17 Usine Bel-Air (1983-1984)
 - 18 Extensions laboratoires (après 1994)
- [---] Parties détruites



Principe de fonctionnement en 1956

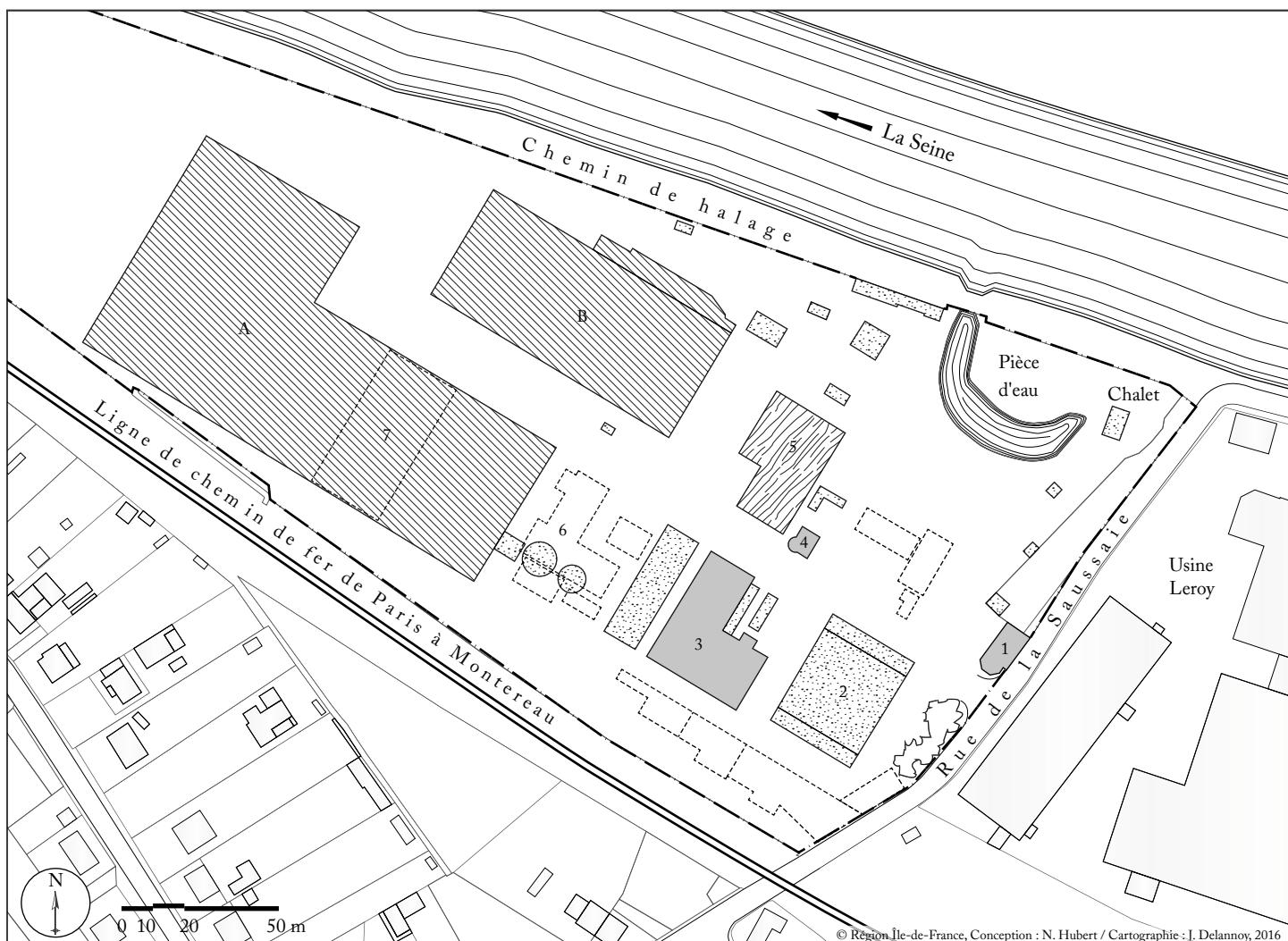
- a Produits bruts
- b Produits conditionnés

Aménagements et extensions

- 1962-1965
- 1980-2015
 - 16 Poste de garde (1981)
 - 17 Usine Bel-Air (1983-1984)
 - 18 Extensions laboratoires (après 1994)
- [---] Parties détruites

IV. SAINT-FARGEAU-PONTHIERRY

LA COOPER, USINE DE PRODUITS PHARMACEUTIQUES (P. 76)



Historique de la construction (état en 2013)

Compagnie française du lithopone

1907-1911

La Cooper

De 1923 aux sinistres
de 1941 et 1946 : tranche 1

Après 1946 : tranche 2

À partir de 1998 : tranche 3,
l'usine moderne

Fonctions des bâtiments anciens entre 1946 et 1998

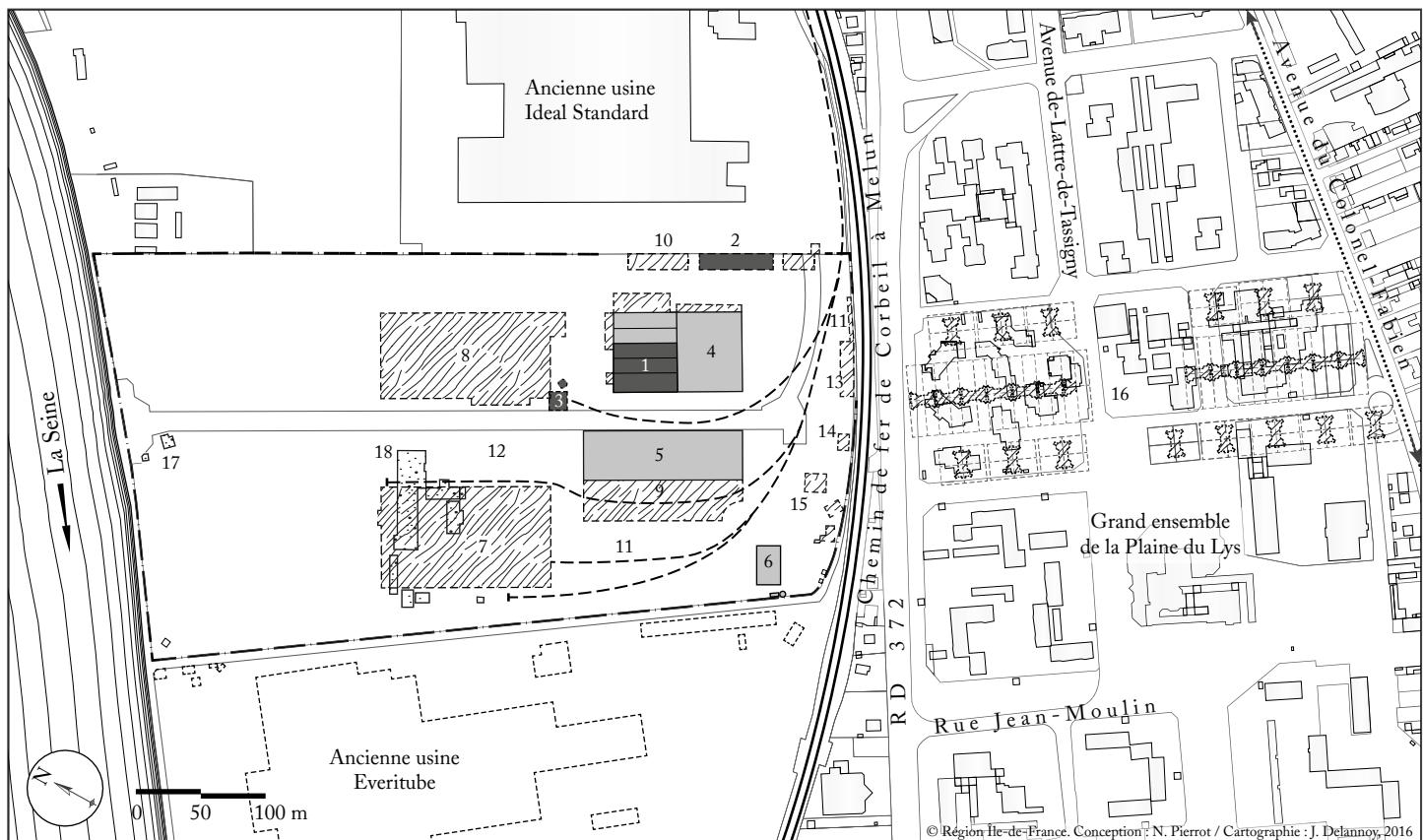
- 1 Pavillon du gardien
- 2 Solutions aqueuses et sirops (1967)
- 3 Confiserie (1907)
- 4 Château d'eau (1907)
- 5 Chaufferie (1939)
- 6 Capsulerie (après 1946, détruite)
- 7 Herboristerie (après 1946, détruite)

Fonctions des bâtiments de l'usine moderne

- A Magasin de réception, bureaux et ateliers de production
- B Magasin de stockage

[---] Bâtiments détruits

V. DAMMARIE-LÈS-LYS
FONDERIE FRÉBAULT, PUIS DELATTRE ET FROUARD (P. 80)



Historique de la construction (état en 2016)

Fonderie Frébault (1911-1917)

- 1911-? : construction de la fonderie
- 1 Fonderie
 - 2 Atelier de modelage
 - 3 Centrale thermique à vapeur (démolie en 1917)

Nouvelles implantations

- Années 1970 à nos jours : Péchiney
- 17 Maison du concierge
 - 18 Services techniques

Ets Delattre et Frouard Réunis (1917-1963)

- 1917 : extension pour la fabrication d'obus
- 4 Fonderie (1917)
 - 5 Atelier de démasselotage des obus (1917) puis atelier de montage (après 1918)
 - 6 Centrale électrique Sulzer 2 200 CV et château d'eau (1917)
 - 7 Chaudronnerie (1918-1919, démolie en 1989)
 - 8 Atelier de mécanique (1918-1919, démolie en 1995)
 - 9 Atelier de montage (1918-1919, démolie au cours des années 1930)
 - 10 Magasin à modèles (1919 ?)
 - 11 Parcs à tôles
 - 12 Parc à profilés
 - 13 Bureaux (1919 ?)
 - 14 Conciergerie (id.)
 - 15 Garage (id.)
 - 16 Cité du Lys (1919 et suiv.)

Bâtiments détruits

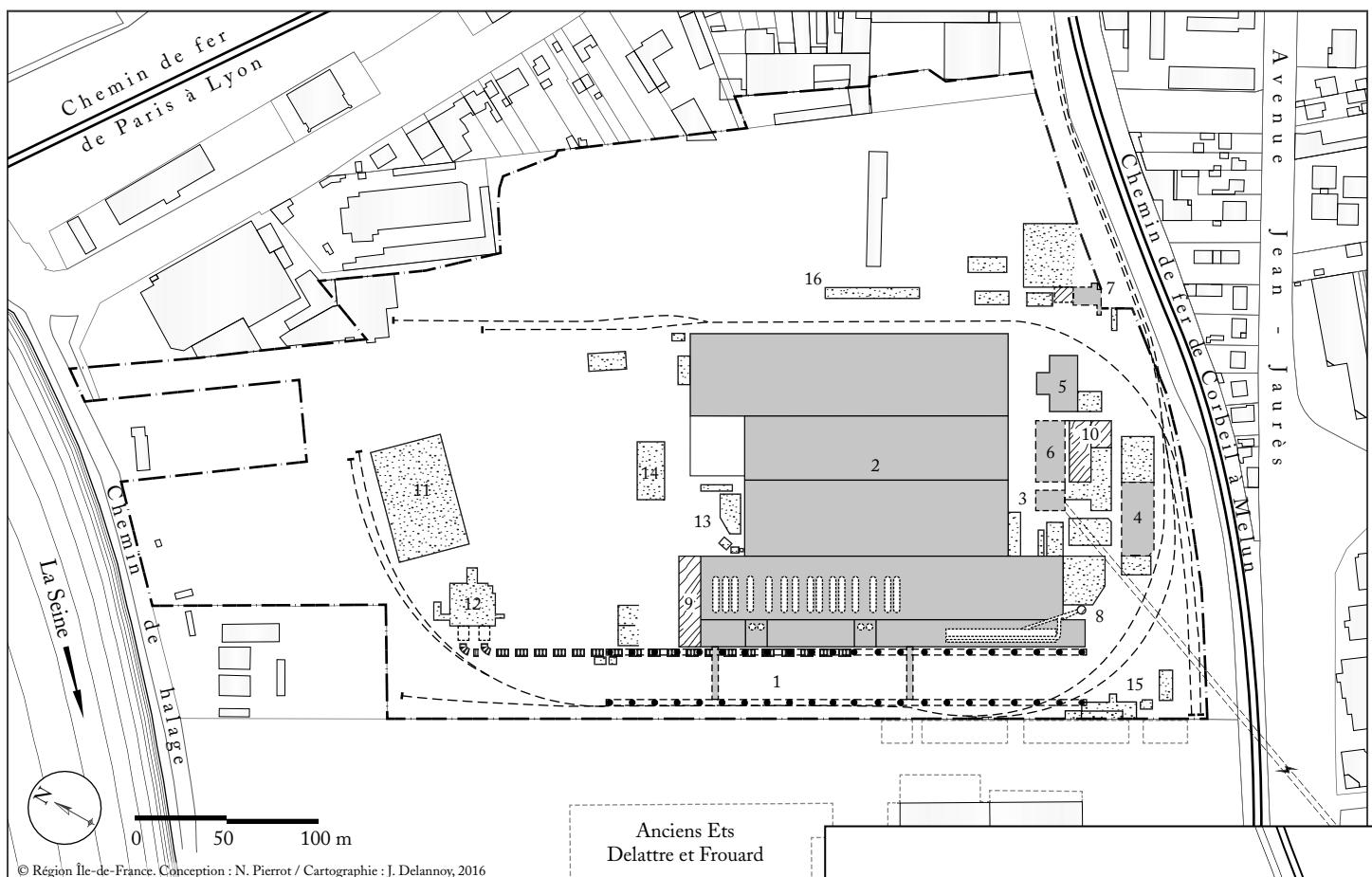
— Emprise du site industriel

- - - Voies ferrées intérieures et embranchements (disparus)

↔ Ligne du tacot Melun - Dammarie-lès-Lys - Chailly-en-Bière - Barbizon - Milly-la-Forêt

VI. DAMMARIE-LÈS-LYS

COMPAGNIE NATIONALE DES RADIATEURS, PUIS IDEAL STANDARD (P. 84)



Historique de la construction (état en 2016, établissement désaffecté)

Compagnie nationale des radiateurs (CNR)

- 1928-1929 : l'usine d'Eugène Freyssinet
 - 1 Aire de stockage des matières premières (portique et ponts roulants)
 - 2 Ateliers : halles en béton armé couvertes de sheds conoides (entreprise Limousin, ingénieur Eugène Freyssinet)
 - 3 Sous-station électrique (transformateur)
 - 4 Magasin général
 - 5 Bureaux et laboratoire
 - 6 Vestiaires
 - 7 Garage à vélos

- 1934-1949
 - 8 Cheminée de 60 m (en éléments de béton préfabriqués système Monnoyer) associée au nouvel autoclaveur Kestner (réponse aux nuisances induites par la première installation)
 - 9 Sablerie
 - 10 Réfectoire et extension des vestiaires (douches)

Ideal Standard

- 1949-1975 : extensions des « Trente Glorieuses »
 - 11 Parc à ferrailles
 - 12 Installation de dépoussiérage et convoyeur
 - 13 Aspirateurs à poussières
 - 14 Stockages divers
 - 15 Cuves à mazout
 - 16 Garage automobile

- - - Voies ferrées intérieures et embranchements (disparus)
- ✕ Ancienne ligne à haute tension
- [] Bâtiments et équipements détruits
- - - Limite de propriété (extension maximale)

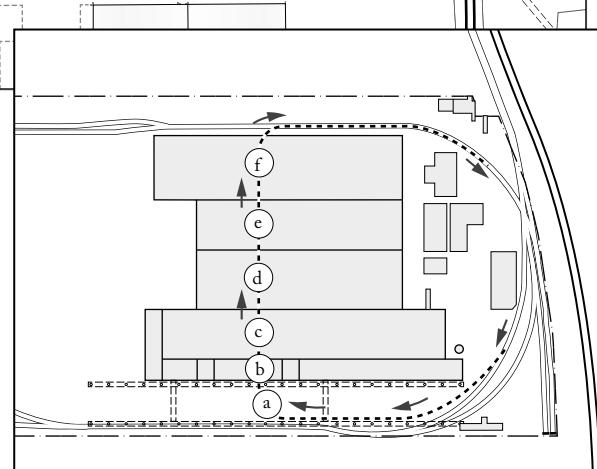
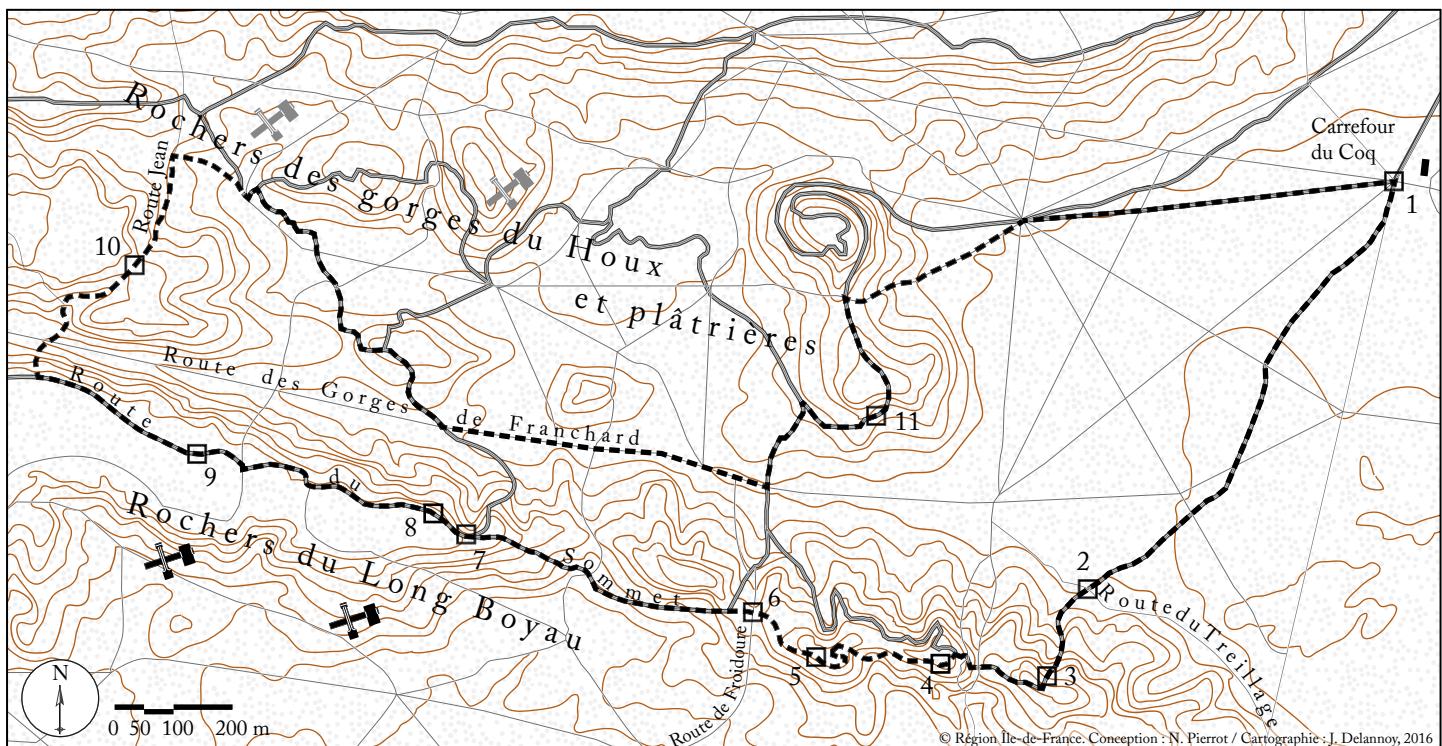


Schéma simplifié de la chaîne opératoire en 1934 (fabrication de radiateurs)

- a Stockage des matières premières (sable, charbon, minerai de fer, fonte)
- b Fonderie (2 cubilots de 15 t)
- c Noyautage (fours à noyaux)
- d Ebarbage et 1^{re} épreuve, modelage
- e Usinage, assemblage, 2^{re} épreuve et finitions
- f Peinture, magasin et expédition

VII. FONTAINEBLEAU
LE SENTIER DES CARRIERES (P. 98)



--- « Sentier des carriers »

Itinéraire de découverte mis en place par l'ONF en 2012

Les points d'arrêt sont ceux du livret élaboré par l'ONF (www.onf.fr)

☛ Départ du château : cour d'honneur pavée de grès

1 La Faisanderie

2 Blocs de grès émergeant des sables du Stampien

3 Chaos rocheux

4 Front de taille 1, abattage : monticules d'écales et blocs de grès avec traces de « boîtes à coins »

5 Vestiges de la voie de vidange (chemin renforcé de grès permettant aux charrettes et aux fardiers de transporter les pavés)

6 Route forestière de Froidure pour le passage du fardier

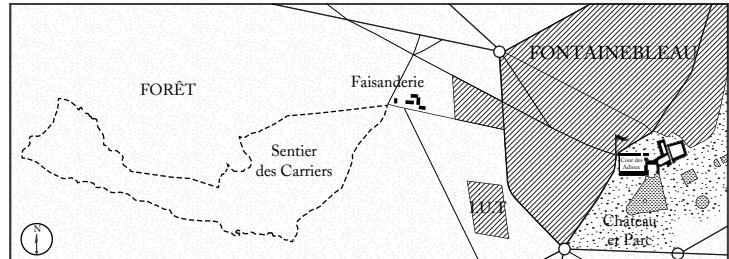
7 Abri de carrier

8 Front de taille 2

9 Blocs de grès dédoublés, traces de découpe

10 Vestiges du village de carriers

11 Grotte au Serment aménagée par C.F. Dénecourt en 1853



Forêt

Courbe de niveau (équidistance 5 m)

Chemin de découverte de la forêt mis en place par C.F. Dénecourt à partir de 1842 (« chemins bleus »)

Historique de l'exploitation :

1848 à 1907 : exploitation des rochers du Long Boyau pour l'extraction du grès

1861 à 1907 : exploitation des gorges du Houx pour l'extraction du grès

VIII. MORET-SUR-LOING
LES MOULINS DU PONT (P. 114)



Historique des installations (état en 2016)

Emprise des installations à la veille de la destruction partielle du pont lors de la retraite allemande des 23-24 août 1944

Installations épargnées

Installations endommagées et restaurées

Constructions neuves

Perrés restaurés

a Barrages

b Vannes

1 Moulin d'aval, ou moulin sous le pont, appelé moulin Graciot
(site de moulin à blé attesté en 1383, propriété du prieuré de Pont-Loup puis du grand séminaire de Sens et des seigneurs d'Argeville, premières représentations figurées en 1600-1610, moulin Picard en 1796, puis Bonnissaint, puis Graciot en 1851, incendié en 1944 puis démolie, construction par l'architecte Albert Bray de la « maison du Pêcheur » en 1952, roue hydraulique de type Sagebien conservée)

2 Moulin d'amont

(moulin à foulon attesté en 1520, puis scierie Noël attestée en 1769, puis moulin à blé appelé Juncker, puis Dénombré, puis Provencher, nouvelle minoterie après 1894, incendiée en 1944 puis démolie, construction par l'architecte Albert Bray de la « maison du Meunier » en 1952, musée du Sucre d'orge depuis 2013)

3 Moulin à tan ouest, appelé moulin Lioret

(site de moulin à tan attesté en 1647 mais vraisemblablement antérieur, représentations figurées du XIX^e siècle conformes à l'existant, abandon attesté en 1908, incendié en 1944, restauré en 1953)

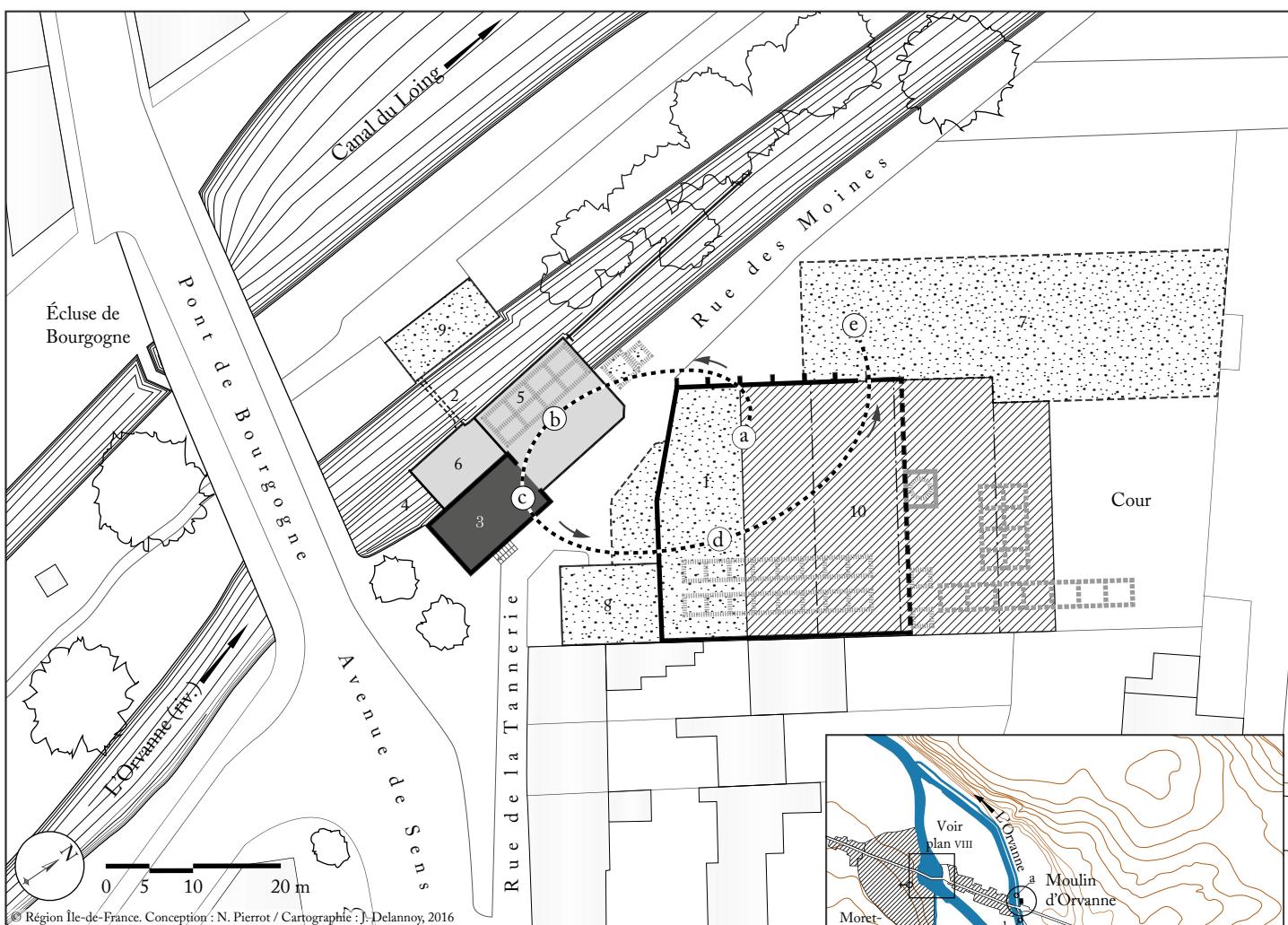
4 Moulin à tan est, appelé moulin Lebrasseur

(site de moulin à tan attesté en 1647 mais vraisemblablement antérieur, représentations figurées du XIX^e siècle conformes à l'existant, abandon attesté en 1908, incendié en 1944, restauré en 1953, nouvelle roue mise en place en 1996)

5 Moulin du faubourg

(moulin à blé Montcourt construit en 1807, puis Robert, puis usine de petite métallurgie Gillon en 1899 et Imprimerie moderne H. Bellanger en 1908)

IX. ÉCUELLES
LE MOULIN D'ORVANNE,
ANCIENNE TANNERIE DU PONT DE BOURGOGNE (P. 120)



**Historique de la construction (état en 2014)
et principe de fonctionnement en 1926**

Moulin à blé d'Orvanne

■ Avant 1798 (?)

- 1 Ancien bâtiment agricole (?) devenu annexe du moulin (remanié au XX^e siècle)

■ 1798-1805 : moulin à blé Jacques Picard, puis Bourgeois

- 2 Vannes de décharge
- 3 Moulin à blé

Moulin à tan dit « moulin du pont de Bourgogne ou de Moret »

■ 1828-1911 : moulin à tan et sierie de pierres Bourgevin de Linas, moulin à tan Béranger-Roussel, E. Purget, F. Purget puis A. Thirion

- 4 Vanne de la roue sur glacis en pavés de pierre (1836)
- 5 Extension du moulin (1850-1868)
- 6 Bâtiment de la nouvelle roue hydraulique (1868)

Tannerie Bellefille, puis tannerie du pont de Bourgogne

■ 1916-1934

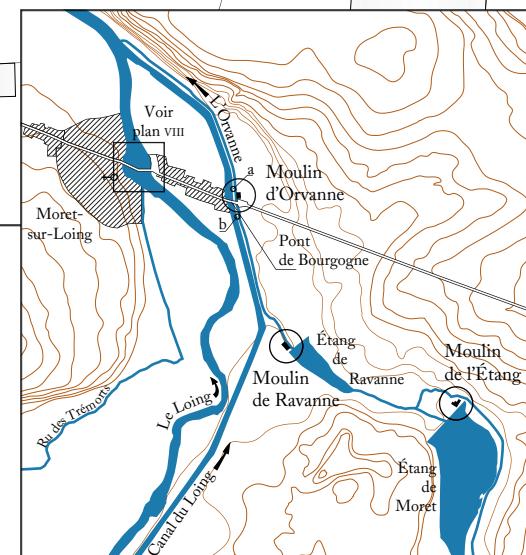
- 7 Grand séchoir (1917, remanié en 1948, détruit en 1980)
- 8 Bureaux et habitations (1917)
- 9 Habitation ouvrière

➡ Chaîne opératoire en 1926

- a Salle des marchandises
- b Travail de rivière (préparation des peaux : trempe, épilage, écharnage, ébourrage et déchaudage)
- c Tannage végétal
- d Tannage mixte (processus : peaux suspendues dans seize cuves de concentrations croissantes en acides et tanin ; assouplissement accéléré des peaux en tonneaux-foulons)
- e Grand séchoir

■ Cuves

- Fosses en ciment pour la décantation des eaux résiduaires
- Chaudière du séchoir et cheminée de 12 m



Les moulins de l'Orvanne vers 1850
(avant la construction des écluses de Bourgogne et de Moret)

- a Premier déversoir (XVIII^e siècle)
- b Second déversoir (1817)

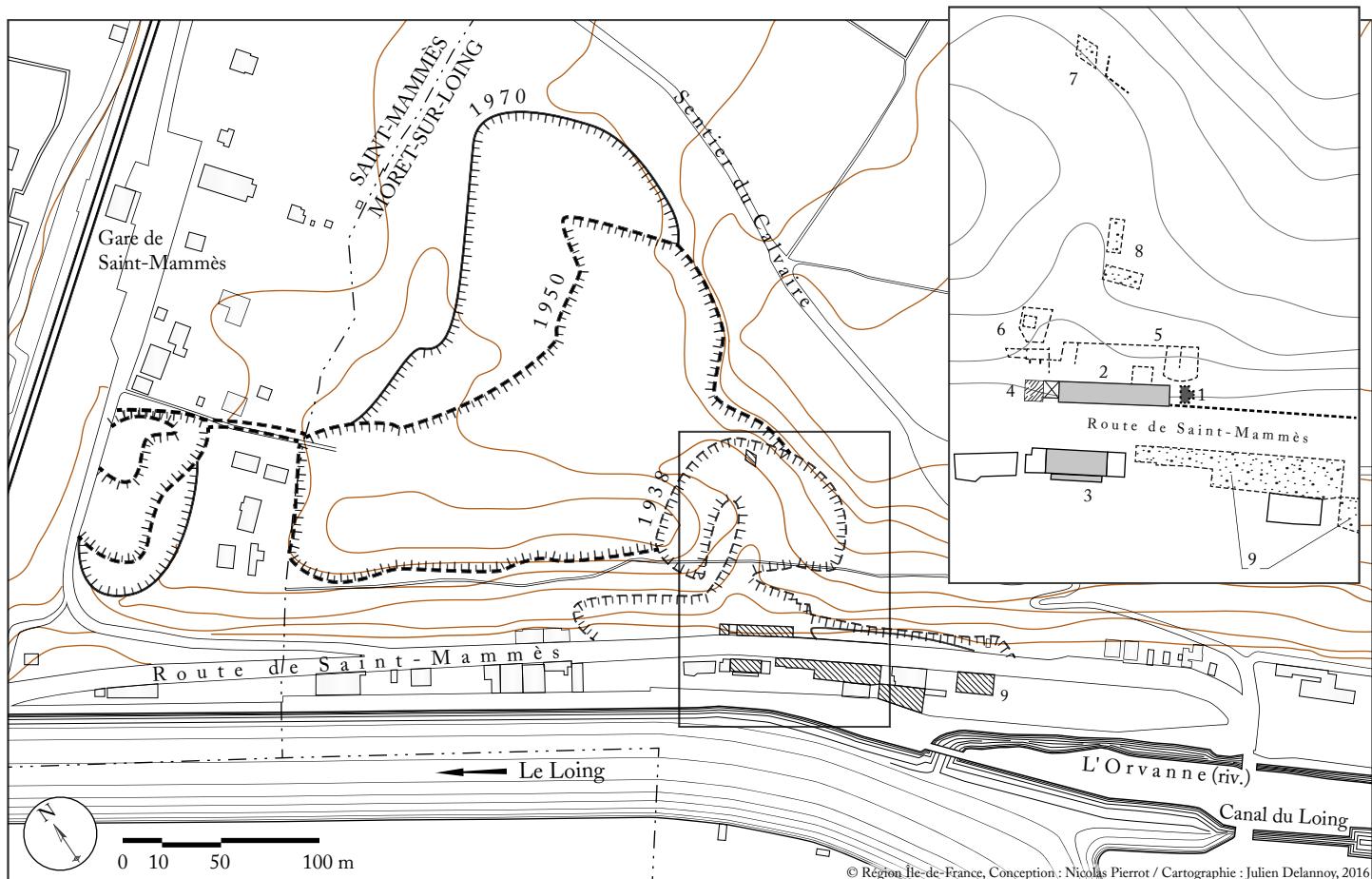
Usine de quincaillerie Broquet

■ 1938-1974

- 10 Atelier de mécanique, structure métallique couverte en sheds (1968)

■ Bâtiments détruits

X. MORET-SUR-LOING
LES FOURS À CHAUX (P. 122)



Historique des installations (état en 2016)

Premières installations

- 1 Emplacement présumé des trois fours à chaux et à plâtre (Léopold Lioret, 1851)

Fin XIX^e siècle-1910

- 2 Batterie de cinq fours à chaux (après 1882)
3 Maison du directeur (après 1882)

1911-1939 : Entreprise Joseph Prévost

- 4 « Nouveau four » (1911)
5 Plateforme de cassage, alimentation des fours
6 Vestige d'une tour de concassage, poste électrique

Vestiges et bâtiments détruits

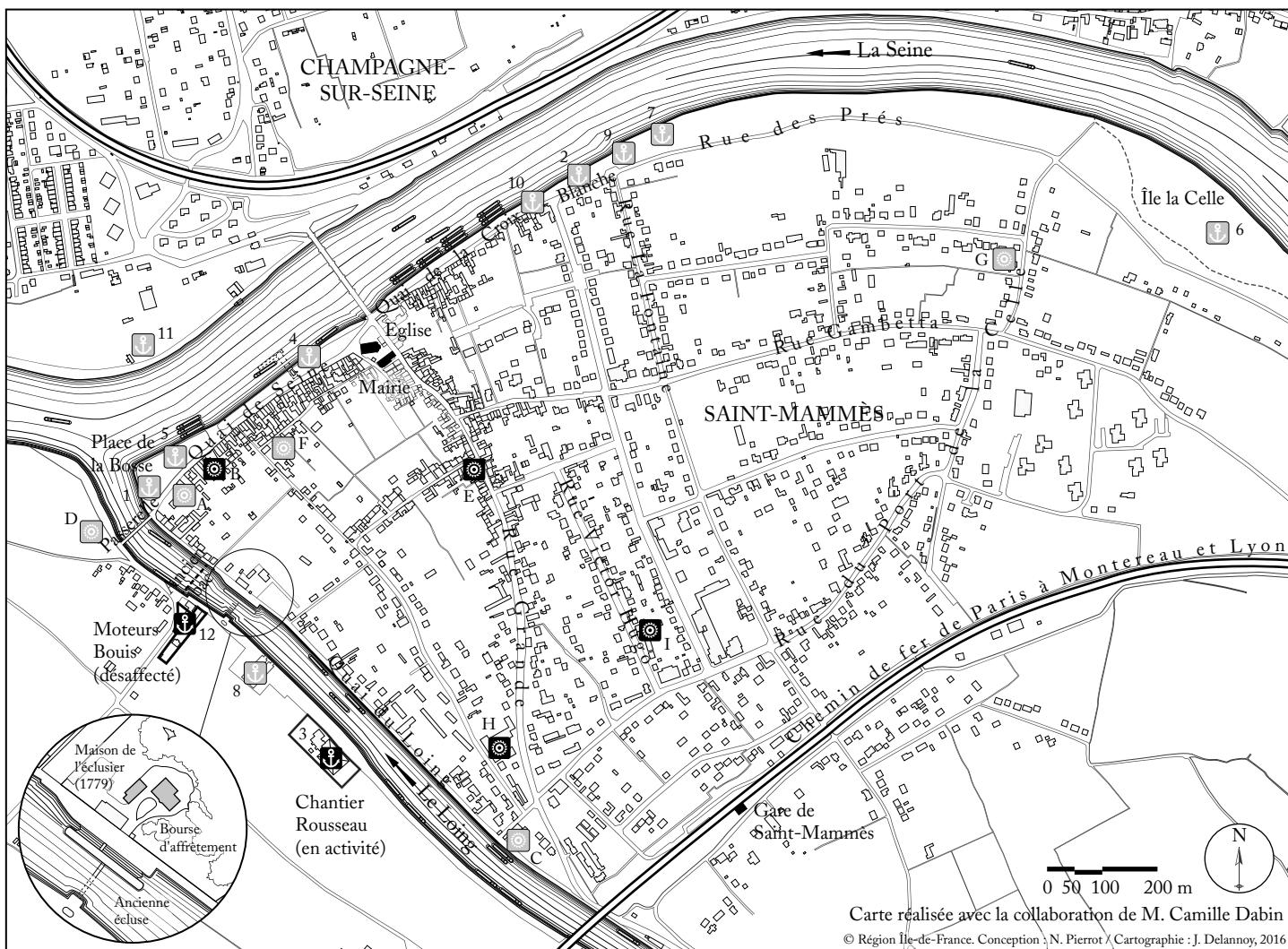
1939-1974 : Société des chaux et matériaux de Moret (Gillon)

- 7 Vestiges d'une tour de concassage
8 Vestiges des installations du four vertical 50 t/j (1968, détruit)
9 Entrepôts, ateliers, magasins et logements



Carrières de pierre calcaire

XI. SAINT-MAMMÈS ET VENEUX-LES-SABLONS
CONSTRUCTION ET RÉPARATION NAVALE (P. 124)



Typologie et chronologie des implantations de 1860 à nos jours

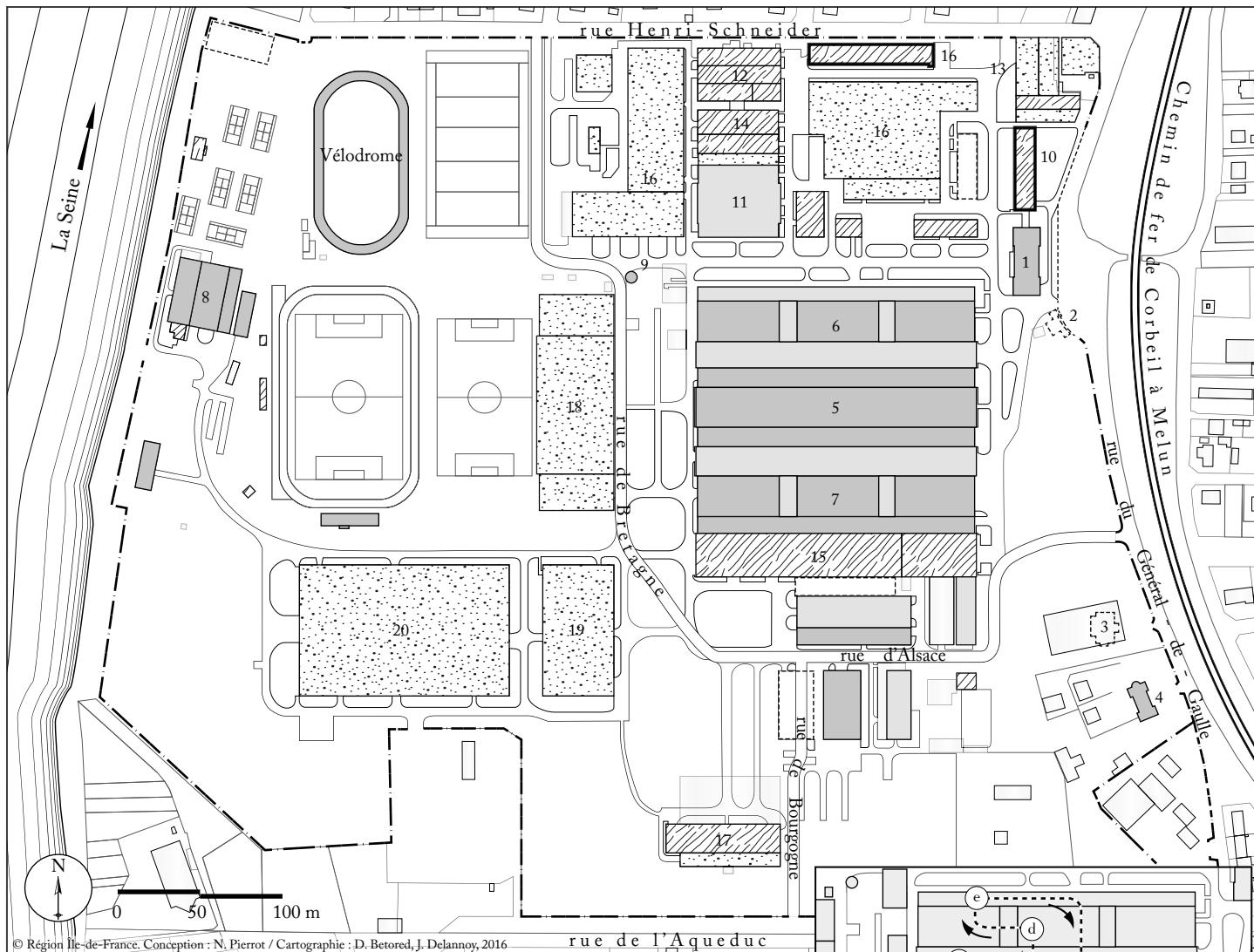
Chantiers de construction/réparation, charpentiers de marine

- | | |
|-------------------------------|------------------|
| Chantier et atelier existants | Chantier disparu |
|-------------------------------|------------------|
- 1 Chantier communal (v. 1860), puis Jules Leveau, constr. de péniches (v. 1900)
 - 2 Chantier Auguste Paymal, bateaux de pêche (1899), puis Jules Crogny (1901), puis Jules Leveau, constr. de péniches
 - 3 Chantier HPLM (1899), puis François Rousseau et successeurs, constr. de péniches (1948-aujourd'hui) - **Existant**
 - 4 Chantier René Décamp, constr. de barques de marine et de pêche (v. 1900-1945)
 - 5 Chantier Antoine Guédard, constr. de barques de marine et de pêche (v. 1918-v. 1955)
 - 6 Chantier Émilien Godiveau, charpentier de marine (v. 1910-1919 ?-1933) *L'Île la Celle*
 - 7 Chantier Joseph Delhomme, constr. de péniches (v. 1914)
 - 8 Les Cales de Saint-Mammès : François Rousseau, constr. et entretien de péniches (1921-1948), puis chacun sur une cale : son fils Lucien Rousseau (1948-1968) et Émile et André Dabin (1946-1968)
 - 9 Chantier Bernard, constr. de péniches (ap. 1920)
 - 10 Chantier Desagnat, entretien de péniches (v. 1925-années 1950)
 - 11 Chantier de la Croix-Bleue : compagnie HPLM (1926), puis Leveau (1937-1943)
 - 12 Atelier Bouis, réparation de moteurs marins (ap. 1920) - **Existant**

Scieries, menuiseries, fabrication d'agrès

- | | |
|-------------------|------------------|
| Bâtiment existant | Bâtiment disparu |
|-------------------|------------------|
- A Scierie Lucien Leveau (fin XIX^e siècle, démolie en 1915) *58-60, quai de Seine*
 - B Menuiserie Merle (av. 1900-1941), puis Bernard Bource (1941-1945) *52, quai de Seine (atelier en fond d'impasse, reconvertis en logement)* - **Existant**
 - C Scierie et matériau Mary et Bourgeois (v. 1902-1929), puis Jean Prévost (1929-1934) *43-44, quai du Loing*
 - D Corderie de la Haute-Seine, A. Ballot puis E. Comergnat (ap. 1900)
 - E Menuiserie Ulysse Senasson (?-v. 1925), puis Maurice Bossert (v. 1925-v. 1952) *66, rue Grande* - **Existant**
 - F Menuiserie ébénisterie Leveau Frères (v. 1935-1980) *43, rue du Clos*
 - G Fabrique d'agrès Étienne Mallet (1945-1954) *rue du Port-de-la-Celle*
 - H Menuiserie Bernard Bource (1945-2011), puis Masson *140, rue Grande* - **Existant**
 - I Menuiserie André Dabin (1946-1964), puis André et Maurice Dabin (1964-1974), puis Maurice Dabin (1974-1981) *39, rue Victor Hugo* - **Existant**

XII. CHAMPAGNE-SUR-SEINE
L'USINE DE MATÉRIEL ÉLECTRIQUE (P. 142)



Historique de la construction (état en 2016)

- 1901-1929 : Schneider & Cie
- 1914-1918
- ▨ 1929-1964 : le Matériel électrique SW
- ▨ 1964-1989 : Jeumont-Schneider
- Bâtiment détruit
- Reconverti en logements

- Fonction des bâtiments à la date de leur construction**
- 1 Administration (1901-1902)
 - 2 Logis de garde (1902, détruit)
 - 3 Pavillon de réception (1902, détruit)
 - 4 Pavillon du directeur (1902)
 - 5 Montages, machines-outils (1901-1903)
 - 6 Bobinage (1901-1903)
 - 7 Chaudronnerie (1901-1903)
 - 8 Centrale électrique puis fonderie (1902-1903)
 - 9 Château d'eau (1902)
 - 10 Bureaux d'études (1913-1953)
 - 11 Magasin général (1915)
 - 12 Ignitrons (1948)
 - 13 Cantine, salle de repos, coopérative, comité d'entreprise (1948-1982)
 - 14 Thermalastic (1953, 1964)
 - 15 Grand hall de montage (1953, 1959)
 - 16 MEI, électronique de puissance (1957-1974)
 - 17 Tôlerie (vers 1960, 1971)
 - 18 Dépôt (années 1970)
 - 19 Circuits imprimés (1979-1981)
 - 20 Ateliers télécommunications (1982)

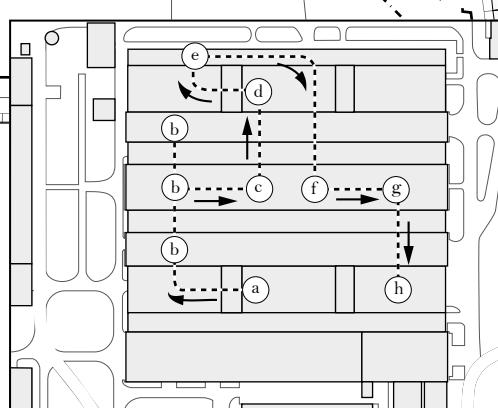
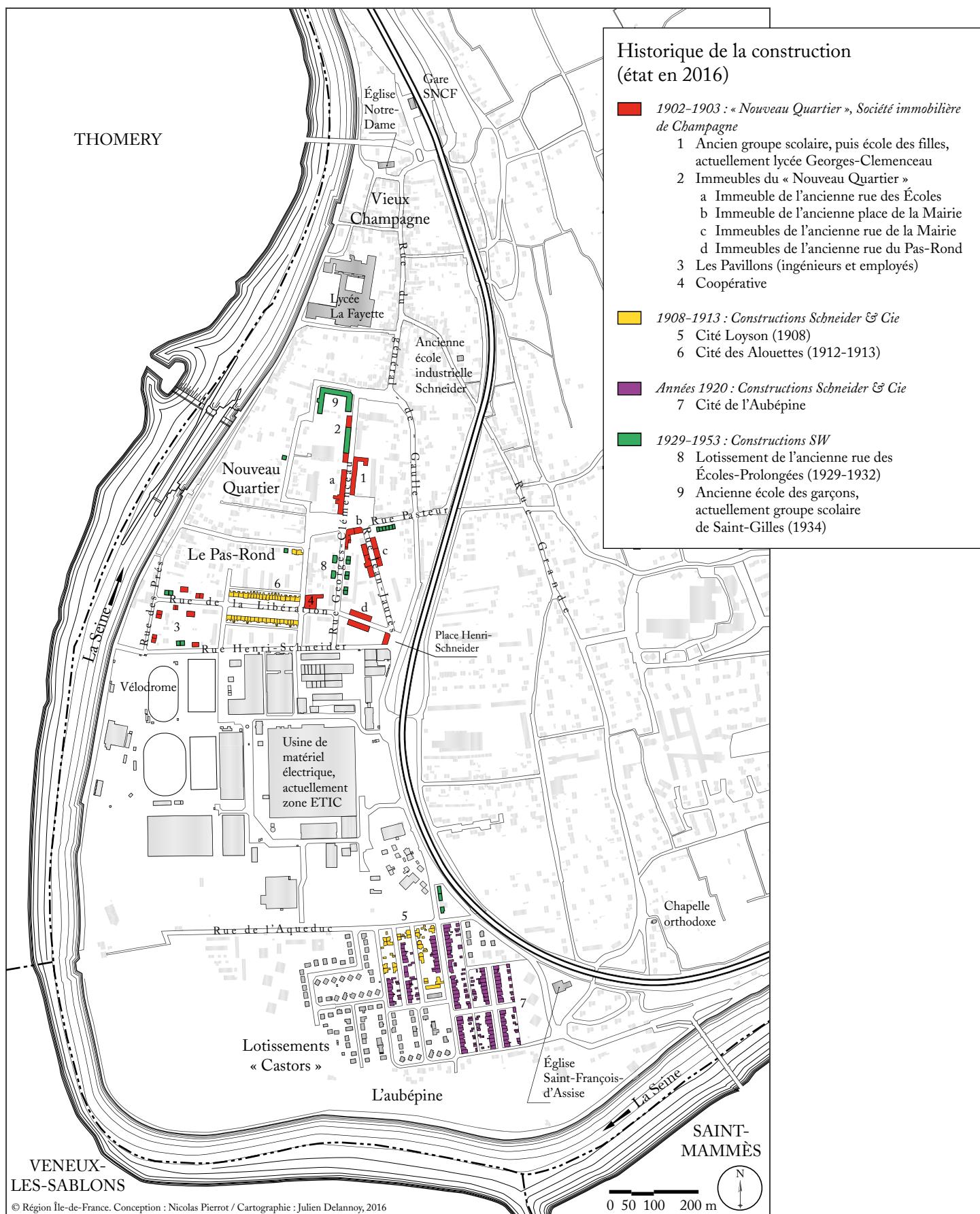


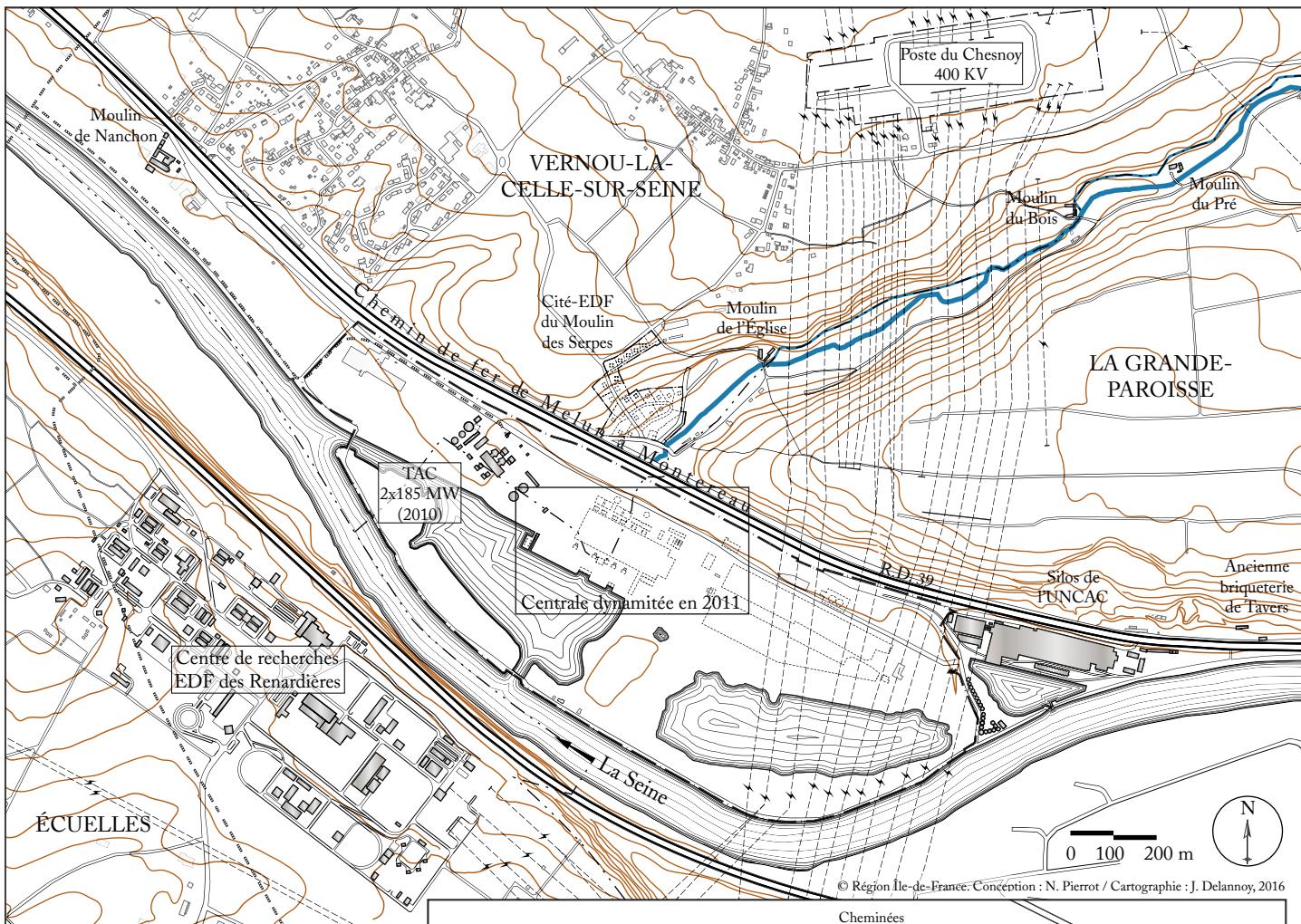
Schéma de fabrication d'une machine tournante en 1960

- a Chaudronnerie
 b Usinage
 c Empilage
 d Bobinage
 e Imprégnation
 f Montage général
 g Plateforme d'essais
 h Expédition

XIII. CHAMPAGNE-SUR-SEINE
CITÉS ET LOGEMENTS DE L'USINE (P. 152)

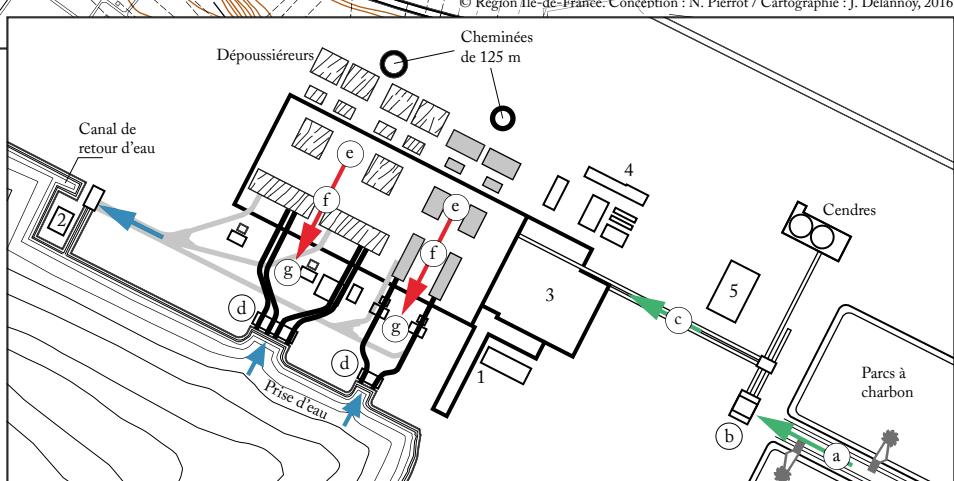


XIV. VERNOU-LA-CELLE-SUR-SEINE ET LA GRANDE-PAROISSE
LA CENTRALE THERMIQUE EDF DE MONTEREAU (P. 158)

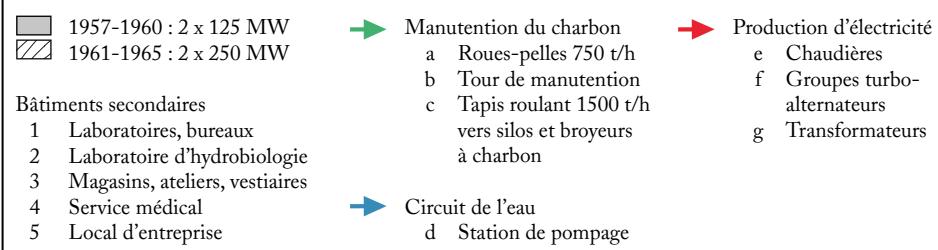


Le site en 2016

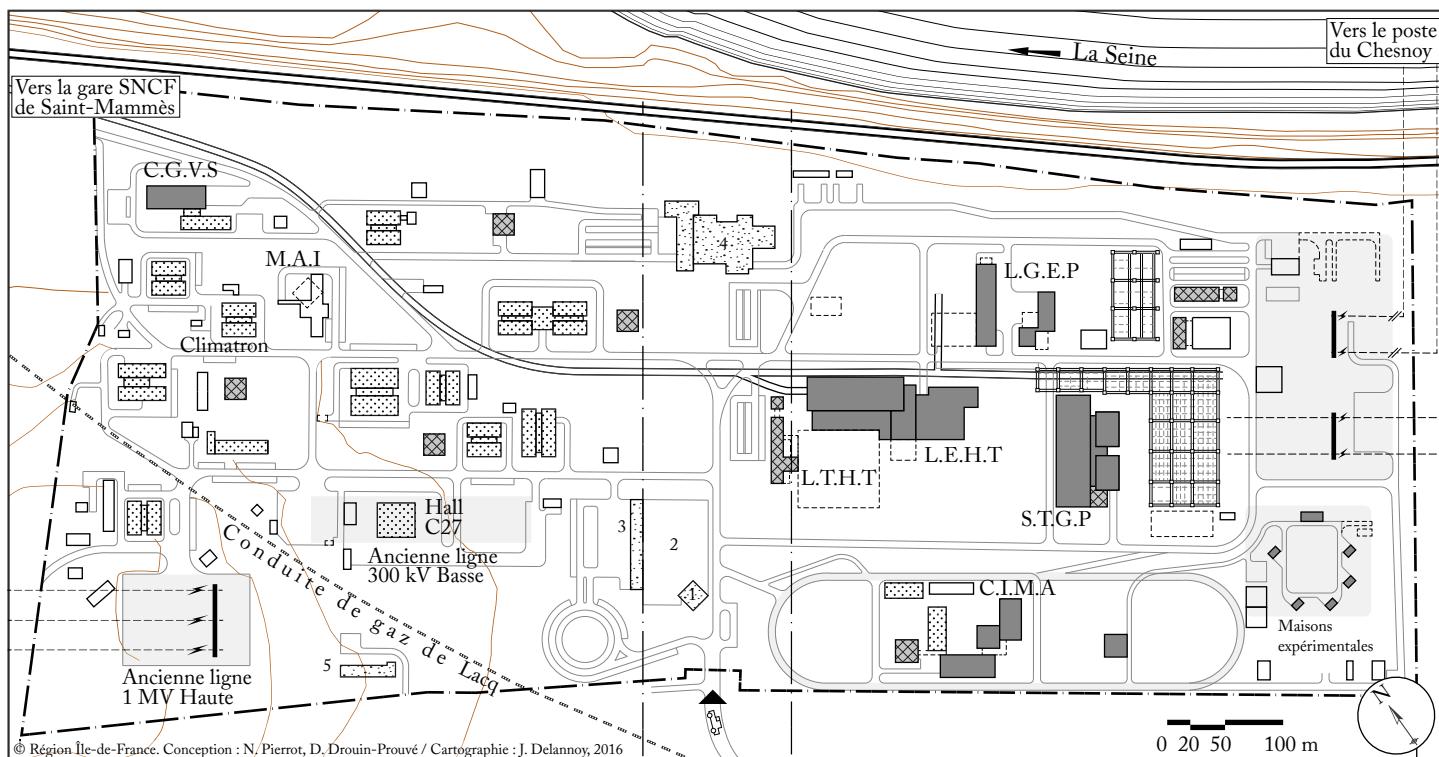
- Bâtiments détruits
- - - Limite de propriété (extension maximale)
- Ligne à haute tension
- Conduite de gaz de Lacq
- Courbe de niveau (équidistance 5 m)
- Limite communale



Principe de fonctionnement en 1965



XV. ÉCUELLES
LE CENTRE DE RECHERCHE ET D'ESSAIS EDF LES RENARDIÈRES (P. 164)



Zone ouest
Technologie nucléaire et
application de l'électricité

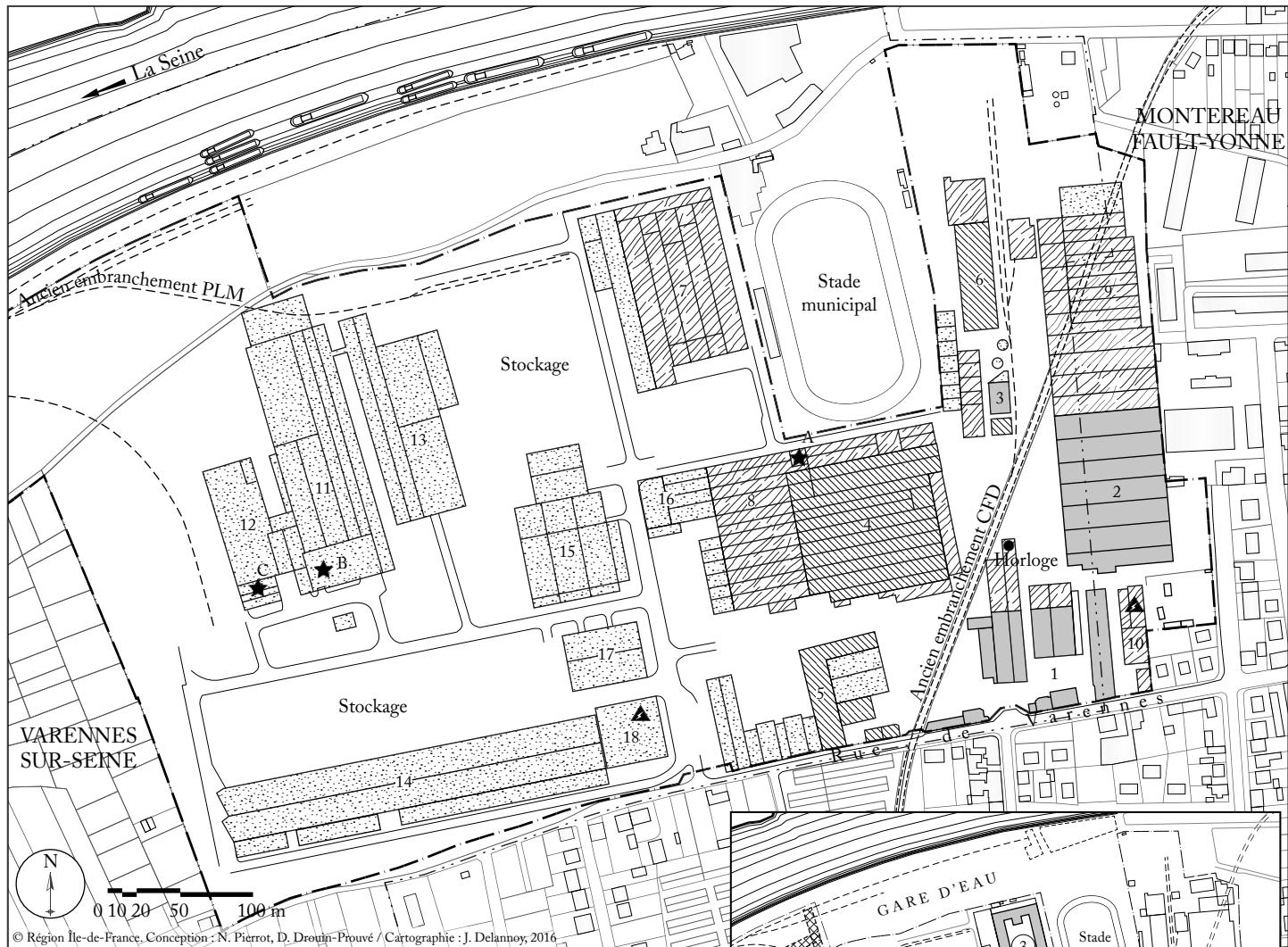
Accès au site
Bâtiments communs

Zone est
Transport et réseaux

Typologie et chronologie des installations (état en 2014)

- Bâtiments de bureaux (Jean Le Couteur, 1963-1981)
- Laboratoires d'essais (Jean Prouvé, 1963-1981)
- Bâtiments communs
 - 1 Accueil (René Sarger, 1964)
 - 2 Ancien bassin
 - 3 Mur décoratif (Étienne Martin, 1966)
 - 4 Restaurant-infirmérie-administration (Jean Le Couteur, 1970)
 - 5 Logements
- Les grands halls (1968 à 1976)
 - CGVS : boucle d'essais des surgénérateurs (1968)
 - LTHT : laboratoire très haute tension (1969, détruit en 2002)
 - STGP : station d'essais grande puissance (1969)
 - LEHT : laboratoire d'essais haute tension (1969)
 - LGEP : laboratoire d'essais grande puissance (1972)
 - Pôle CIMA : câbles, condensateurs, isolants, matériaux d'automatisme (1981-1992)
 - Hall C27 : boucles d'essais des centrales REP (1981)
- Installations extérieures non couvertes (1966-1981)
- Après la privatisation (2000 à aujourd'hui)
 - MAI : Materials Ageing Institut (2000)
- Ligne électrique
 - Portiques métalliques : raccordés aux lignes haute tension, ils permettent de produire une grande variété de courants (de la basse à la très haute tension) pour les expériences scientifiques conduites dans les grands halls
- Installation et bâtiment détruits
- Limites du site de 70 ha
- Courbe de niveau (équidistance 5 m)

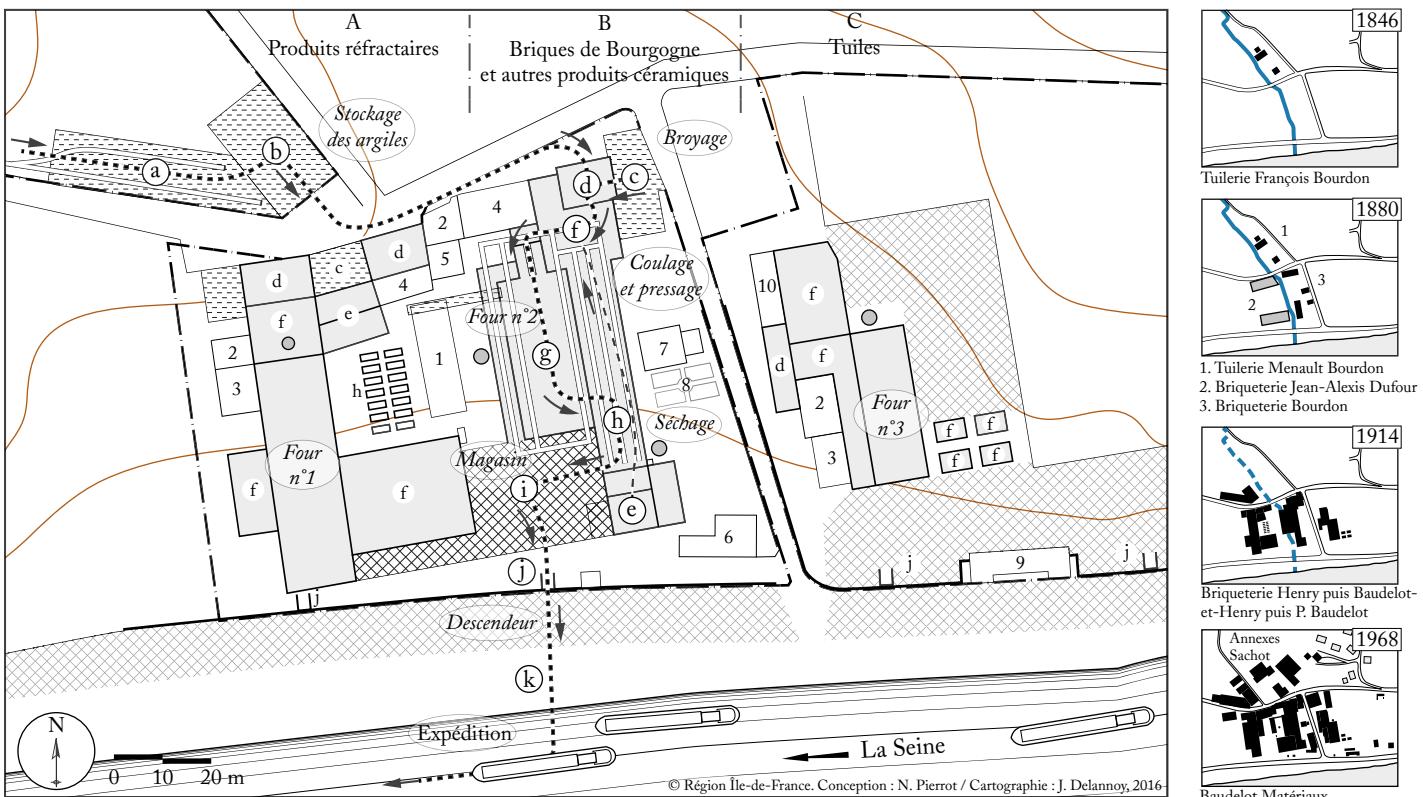
XVI. MONTEREAU-FAULT-YONNE ET VARENNES-SUR-SEINE
LA CÂBLERIE SILEC (P. 170)



Historique des installations (état en 2014, site en activité)

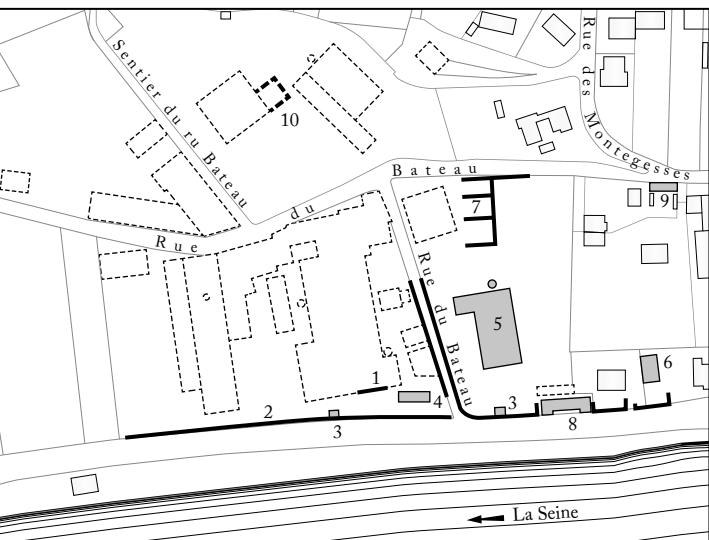
1934-1949	1973-2016
1 Bâtiments administratifs, plateforme de contrôle des câbles (ancienne scierie Jodot)	11 CC2 (1974)
2 CT1 - Ateliers câbles téléphoniques	12 CC3 (1988)
3 Chaufferie (1938)	13 CC4 (1995)
1950-1956	14 CT2 (1973-1976)
4 CC1 - Ateliers câble d'énergie en caoutchouc naturel puis synthétique (commandes EDF)	15 Magasins produits finis
5 Magasin (anciennes caves du Gâtinais)	16 Plateforme de contrôle des câbles THT
6 Stockage des matières premières	17 Plateforme de contrôle des câbles moyenne et basse tensions
1956-1972	18 Seconde station d'essais des câbles HT (1974, cage de Faraday en 1981)
7 TTC - Atelier tréfilerie, toronnage et câblage pour les câbles d'énergie (1956)	Lignes de fabrication verticale
8 Extension du CC1	A Tours de 30 m (1953) et de 50 m (1966) pour vulcanisation verticale
9 Extension du CT1 (renommé CT3 en 2000)	B Tour de 18 m pour la fabrication du PVC pour enrobage (1980)
10 Première station d'essais HT (1971, cage de Faraday en 1984)	C Puits de 100 m pour isoler les câbles THT (1987)
★	▲
	Stations d'essais HT
■	■
	Usines acquises par la SILEC au cours du xx ^e siècle
	① Scierie Jodot (1 ^{er} quart du xx ^e siècle) acquise par la SILEC en 1934
	② Caves du Gâtinais (avant 1934) acquises par la SILEC en 1950
	③ Tannerie Jaudin-Carré (1952) acquise par la SILEC en 1956
	④ Usine de construction métallique Besson (1920-1962) acquise par la SILEC en 1974
■	Logements Besson (1938)
☒	Grands ponts roulants (détruits)

XVII. MONTEREAU-FAULT-YONNE
LA MANUFACTURE DE PRODUITS RÉFRACTAIRES ET CÉRAMIQUES BAUDELOT (P. 174)



Principe de fonctionnement de l'usine
Baudelot et Henry en 1914

- ➡ Chaîne opératoire (fabrication des briques de Bourgogne)
- ▨ Dépôt de matières premières
 - a Acheminement des terres et argiles par chemin de fer Decauville depuis les carrières du plateau
 - b Dépôts d'argiles (classées par provenance)
 - c Dépôts de terre sèche
- Fabrication des briques
 - d Broyage
 - e Fabrication des moules en menuiserie
 - f Fabrication des briques (malaxage, étirage, pressage, moulage, rebattage)
 - g Cuisson (un four Hoffmann et deux fours continus à gaz)
 - h Séchage (séchoirs mécaniques ou rayons séchoirs)
- ▨ Stockage et expédition
 - i Stockage des produits finis et expédition
 - j Acheminement des briques vers le quai par les « descendeurs » (tours en maçonnerie de brique)
- ▨ Dépôts extérieurs
 - k Embarquement et chargement
- Cheminée d'usine
- Chemin de fer Decauville
- Courbe de niveaux (équidistance 5 m)



Vestiges (état en 2016)

- ▨ Emprise de l'usine en 1998, année de la démolition
- ▨ Bâtiments subsistants
- 1 Façade du grand séchoir mécanique précédé de la menuiserie v. 1880
- 2 Mur de soutènement 1893-1899
- 3 « Descendeurs à briques » 1893-1899
- 4 Bureaux 1899-1914
- 5 Atelier de préparation des tuiles, bâtiment du four à gaz, cheminée tronquée 1899-1914
- 6 Hangar des poteries 1899-1914
- 7 Magasin à terres 1899-1914
- 8 Logement des contremaîtres 1899-1914
- 9 Maison d'habitation 1899-1914
- 10 Vestige de four (?) sur une parcelle appartenant à l'usine Sachot

XVIII. VARENNES-SUR-SEINE
L'USINE D'AGGLOMÉRÉS CIMENFER (P. 178)



Historique des installations (état en 2013)

- Limite du site Cimenfer entre 1920 et 1970
- A Ancienne emprise Bourcier-Biron (1904-1913)
- B Ancienne emprise Sanvoisin (1900-1918)

- Ensemble industriel Samoisin (1900-1917)
- ▨ Ateliers « Usine Saint-Jean » (1914-1917)
- ▨ Atelier des fosses Autoseptic (v. 1925)
- ▨ Ajouts - Usine Morin (après 1968)
- ▨ Bâtiments détruits
- ▨ Maisons individuelles construites en moellons de pierre artificielle Samoisin

- Fonction des bâtiments en 1946**
- 1 Maison patronale et bureaux (1900-1906)
 - 2 Logements ouvriers (1900-1906)
 - 3 Atelier pièces béton vibré (1900-1906)
 - 4 Menuiserie (1900-1906)
 - 5 Atelier tuyaux béton comprimé (1914-1917)
 - 6 Atelier fosses « Autoseptic » (vers 1925)
 - 7 Atelier pièces béton pillonné
 - 8 Forge
 - 9 Stockage et expédition

XIX. MONTEREAU-FAULT-YONNE
LA CORDERIE CANAL (P. 182)

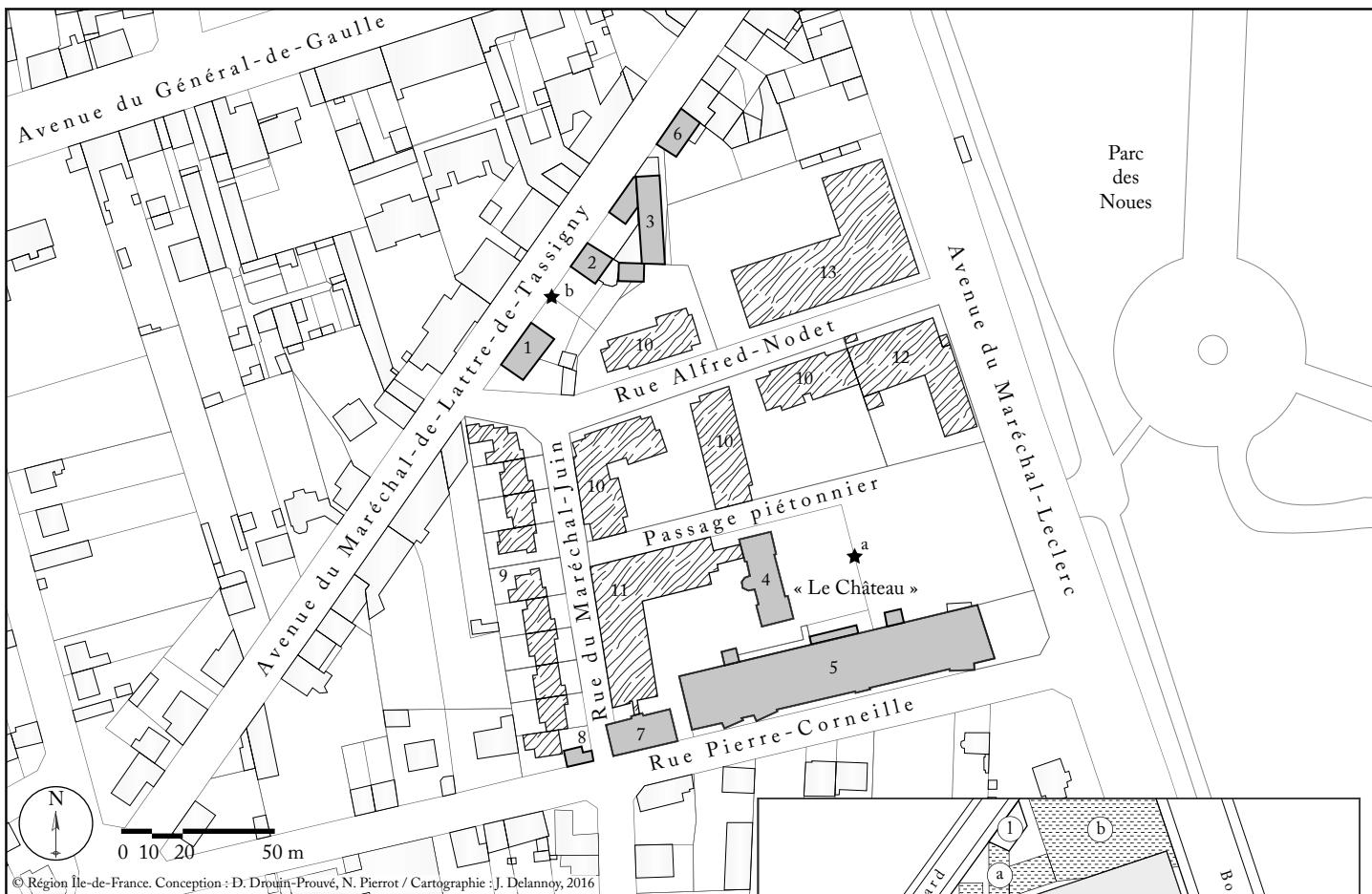


Attribution fonctionnelle des bâtiments selon leur morphologie et leur équipement
 (construction à partir de 1924, état en 2012, établissement désaffecté)

- 1 Logement patronal et bureau
- 2 Hangar de stockage des matières premières
- 3 Atelier de production
- 4 Hangar de production des cordes et torons
- 5 Hangar de stockage des produits finis
- 6 Jardin utilisé comme extension de l'atelier des cordes

XX. MONTEREAU-FAULT-YONNE

L'USINE DE FABRICATION DE MATÉRIEL AGRICOLE NODET (P. 186)



Vestiges, reconversion, aménagement (état en 2016)

■ Vestiges de l'usine Nodet (1888-1962), reconvertis de 2006 à 2010

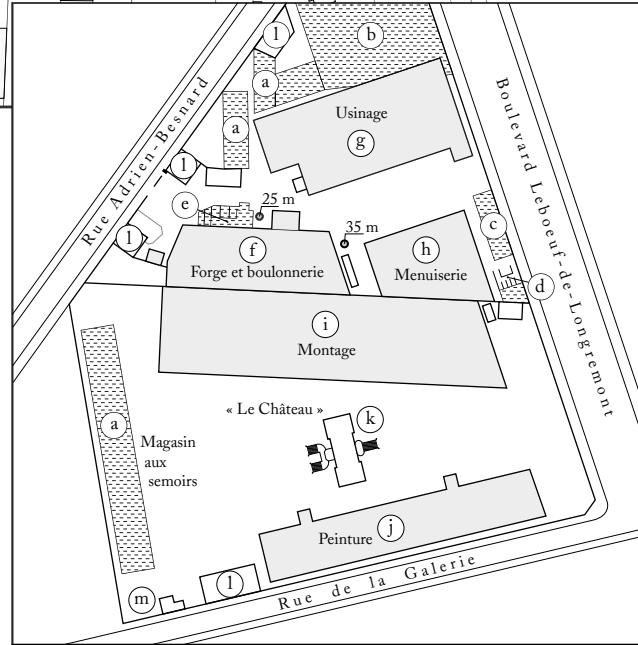
- 1 Pavillon d'habitation et bâtiment administratif (apr. 1888-av. 1902)
- 2 Pavillon d'habitation et bureaux (1903-1906)
- 3 Magasin (av. 1914)
- 4 « Le château », habitation et bureaux (v. 1926) *Maison de retraite depuis 2008*
- 5 Atelier de peinture (v. 1926) *Conservatoire Gaston Litaize depuis 2007 et médiathèque Gustave Flaubert depuis 2010, « Ateliers 115 » architectes*
- 6 Pavillon d'habitation (v. 1926)
- 7 Garage et habitation (v. 1926)
- 8 Écuries surmontées d'un pigeonnier (v. 1926) *Logement depuis 2006*

★^a Grille de l'usine (v. 1903) déplacée en 2006

★^b Grille de l'usine *in situ* (v. 1926)

▨ ZAC Nodet (2006)

- 9 Maisons de ville (10 unités) *« Atelier de midi » architectes*
- 10 Logements collectifs (86 logements)
- 11 Maison de retraite médicalisée (EHPAD)
- 12 Village d'artistes d'art (2014)
 - Antenne de la chambre des métiers et de l'artisanat (CMA)
 - 16 ateliers d'artistes d'art
 - Restaurant
- 13 Commissariat de police



Fonctions de l'usine en 1926

▨ Stockage

- a Magasin
- b Salle des œuvres
- c Parc à fers
- d Cases à ferrailles
- e Chaufferie et cases à charbon

□ Fabrication

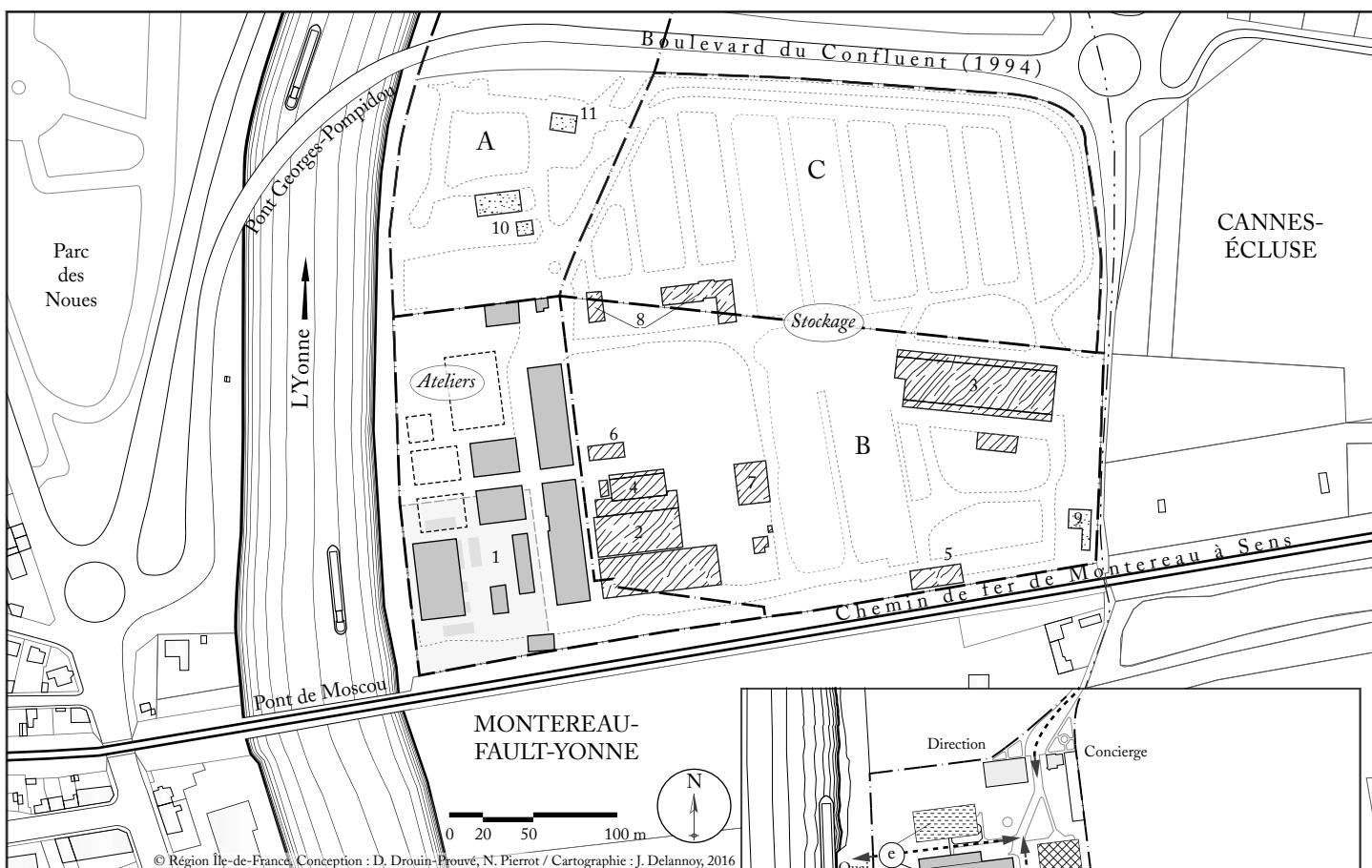
- f à j Fabrication de semoirs et autres matériels

□ Administration, habitation

- k Bureaux et habitation
- l Habitation
- m Garages, écuries

○ Cheminées de 25 et 35 m

XXI. MONTEREAU-FAULT-YONNE
L'USINE DU PONT DE MOSCOU,
PUIS PLATEFORME DE STOCKAGE SOLETANCHE (P. 190)



Historique des installations (état en 2016)

Usine de produits chimiques et pharmaceutiques

1899-1918 : emprise supposée de l'usine du pont de Moscou

1923-1956 : Ets Darrasse Frères

1 Usine (voir détail des fonctions en encart) réaffectée en ateliers Soletanche en 1959

Plateforme de stockage et d'entretien de matériels pour travaux publics

1959-1997 : Solétanche

Évolution de l'emprise foncière

A Stockage nord (1959, réduit en 1994 suite à la construction du boulevard du Confluent)
B Stockage est (1960)
C Stockage nord-est (1994)

Évolution de l'emprise bâtie

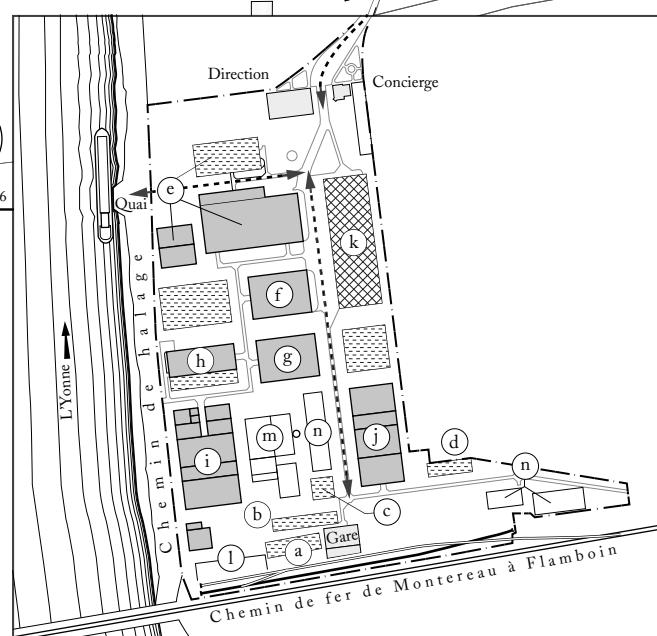
2 Mécano-soudure et grosse mécanique (1973, extension 1987)
3 Menuiserie (1976)
4 Parc à fer (1978)
5 Ateliers (1985)
6 Bungalow (1990)
7 Peinture (1993)
8 Bureaux administratifs et vestiaires (1996)

Depuis 1997 : Solétanche-Bachy International

9 Magasin Agence Pieux (2002)
10 Bureaux et vestiaires MCCF (2002)
11 Atelier de mécanique MCCF (2010)

Bâtiments détruits entre 1960 et 1994

Aires de stockage



L'usine de produits pharmaceutiques Darasse en 1935

Stockage des matières premières

a Bismuth
b Produits chimiques
c Acide bromo-valérianique
d Herboristerie

Expédition

k Magasin de conditionnement

Bâtiments techniques

l Parc à charbon
m Chaufferie
n Ateliers de maintenance

Unités de fabrication

e Gommes
f Laboratoire (lixivation)
g Tablettes
h Pomades
i Pilules et dragées
j Ampoules, suppositoires, capsules

... Axes principaux de circulation

— Limite de propriété

XXII. MONTEREAU-FAULT-YONNE
SAM, SOCIÉTÉ DES ACIÉRIES DE MONTEREAU (P. 194)

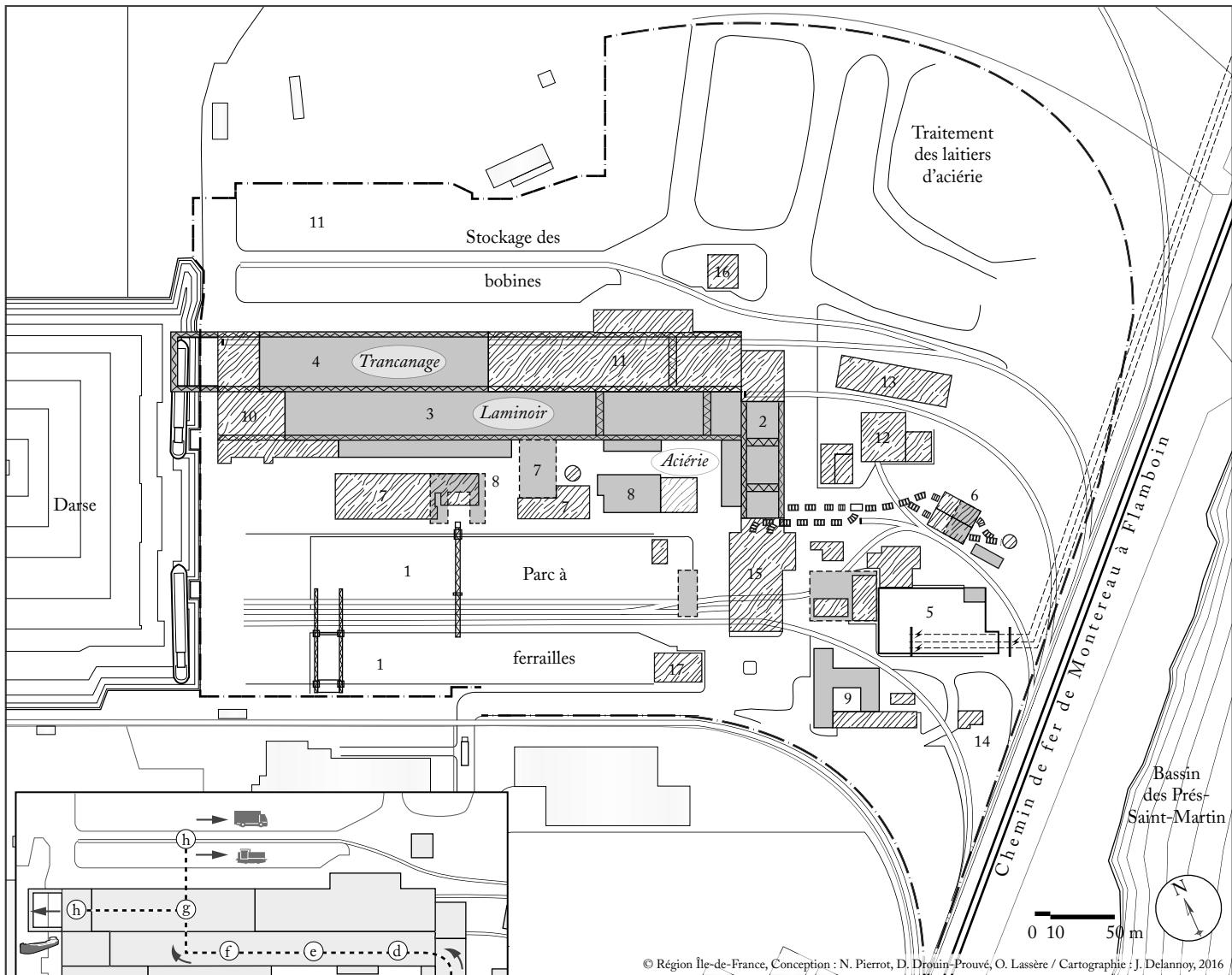


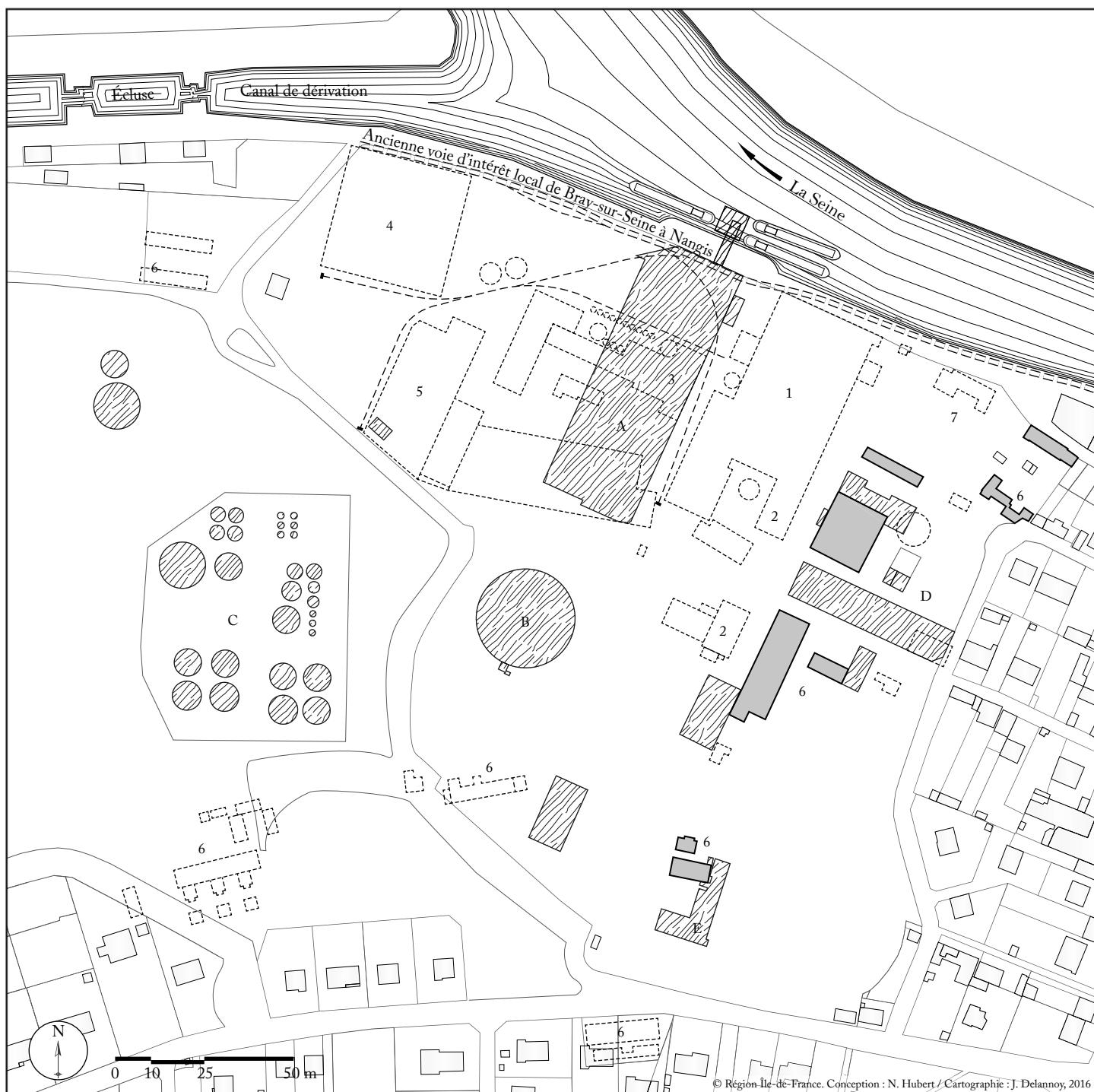
Schéma simplifié de la chaîne opératoire (2014)

- a Acheminement et stockage des ferrailles (10 % péniches, 10 % rail, 80 % camions)
- b Deux fours électriques (fabr. de l'acier)
- c Coulage de l'acier en poches
- d Lingotières (l'acier en fusion est transformé en billettes de 14,8 m)
- e Fours à réchauffer (les billettes refroidies sont réchauffées avant laminage)
- f Laminage (fabrication des fers à béton)
- g Trancanage (enroulage sur 4 machines pour fils de 6 à 16 mm de diamètre, bobines de 1,8 à 2,5 t)
- h Stockage et expédition

**Historique de la construction
(état en 2016, établissement en activité)**

- | | |
|---|---|
| ■ La première usine (mai 1973) | ■ Extensions (1978-2014) |
| 1 Parc à ferrailles | 10 Extension laminoir |
| 2 Aciérie | 11 Stockage des bobines (produits finis) |
| 3 Laminoir | 12 Stockage des produits réfractaires |
| 4 Trancanage | 13 Magasin central |
| 5 Poste 220 kV et sous-station électrique | 14 Restaurant |
| 6 Dépoussiérage pour four électrique et fosse de coulée (1973 puis 2003 et 2009) | 15 Nouveau four électrique (double cuve de 100 t, 120 MVA) et coulée continue (1992-1993) |
| 7 Stations de traitement des eaux (1973, puis 1983 et années 2000) | 16 Atelier de maintenance des engins |
| 8 Maintenance | 17 Nouveau bâtiment social et poste de garde |
| 9 Bâtiment administratif | |
| □ Bâtiments détruits | |
| — Limite de propriété | |
| — Voies ferrées intérieures et embranchements | |
| ■■■ Conduits de dépoussiérage | |
| — Pont roulant | |

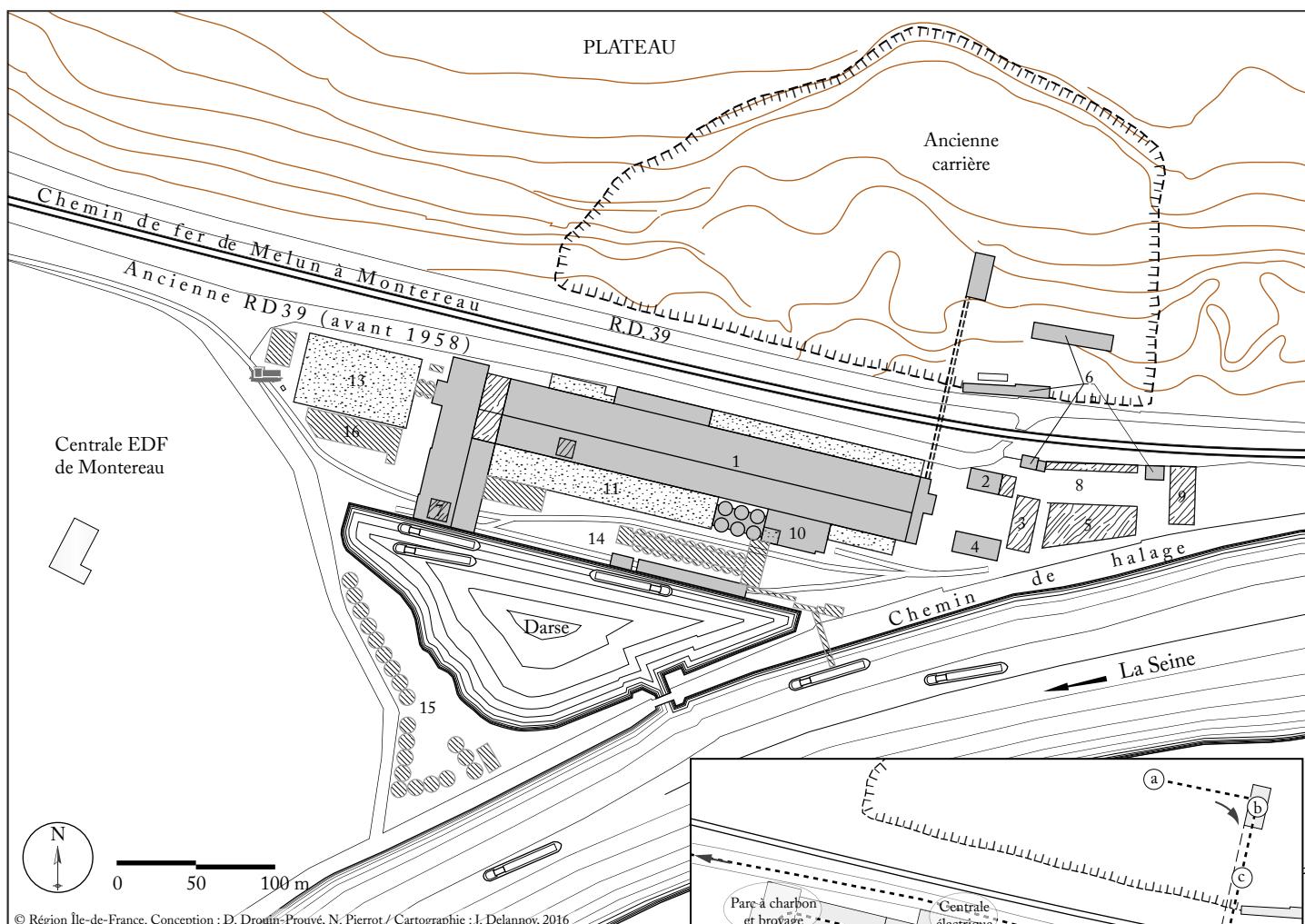
XXIII. BRAY-SUR-SEINE
LA SUCRERIE (P. 206)



Historique des installations (état en 2012)

- | | |
|----------------------------|--|
| La sucrerie en 1938 | Nouvelles constructions en 1998 |
| ■ Bâtiments conservés | ■ Silo horizontal (1987) |
| □ Bâtiments détruits | ■ Silo dôme (1990) |
| 1 Usine centrale | ■ Stockage alcool (1991) |
| 2 Râperies | ■ Atelier mécanique, magasins et bureaux |
| 3 Distillerie | ■ Réception |
| 4 Magasin à sucre | |
| 5 Engrais Ybra | |
| 6 Logement | |
| 7 Maison du directeur | |
- Voies ferrées intérieures et embranchements (disparus)

XXIV. LA GRANDE-PAROISSE
LA CIMENTERIE PUIS LES SILOS DE L'UNCAC (P. 214)



Historique des installations (état en 2016)

Cimenterie de La Grande-Paroisse

■ 1921-1923 : construction de la cimenterie

- 1 Cimenterie (voir fonctionnement en encart), aujourd'hui silos 1 et 2
- 2 Conciergerie et coopérative
- 3 Bureaux (reconstruits en 1963)
- 4 Cantine
- 5 Jardin d'usine
- 6 Logements ouvriers

— Voies ferrées intérieures et embranchements

— Courbe de niveau (équidistance 5 m)

■ Motrice Decauville (v. 1966)

Silos de l'UNCAC, puis SIGMA, puis InVivo (1955 à aujourd'hui)

■ 1956-1963 : reconversion en silos de 700 000 t

- 7 Tour élévatrice assurant la circulation des grains
- 8 Garage à vélos (1963)
- 9 Terrain de football (1965)

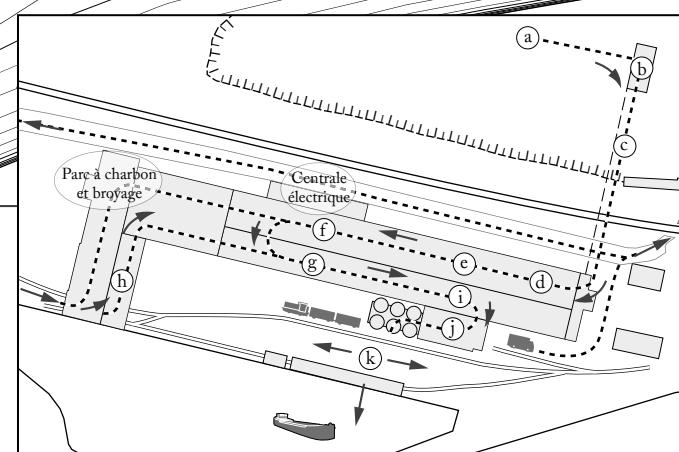
■ 1965-1970 : extension 1

- 10 Tour élévatrice (1965)
- 11 Silos (1965)
- 12 Silos béton à cellules verticales S5 (1968)
- 13 Silos métalliques P1 et P2 (1970)

■ 1970-1985 : extension 2

- 14 Silo 6 (entre 1970 et 1976)
- 15 Silo 7 (1976)
- 16 Silo 8 (1978)
- 17 Nouveau poste de chargement (après 2000)

Capacité de stockage en 2014 :
 180 000 t et 250 000 t transitées



Principe de fonctionnement de la cimenterie à sa création (1923)

a Extraction du calcaire argileux

b Concassage et séchage en carrière

c Acheminement des roches par la passerelle en ciment armé (détruite en 1992)

d Dépôt et séchage des roches brutes

e « Meules du brut » : fabrication d'une « farine » homogène d'argile et de calcaire

f Humidification de la farine dans le *mélangeur* et calcination dans le *four rotatif*

g Dépôt de « clinkers » (résultat de la calcination des farines)

h Acheminement du gypse vers les « meules du cuit »

i « Meules du cuit » : la farine calcinée, mêlée à du gypse, est broyée pour obtenir le ciment

j Ensachage (à partir des silos d'appoint)

k Expédition

SOURCES ET TRAVAUX

289

I. SOURCES MANUSCRITES

Archives nationales (AN)

- F10 5767 : état statistique des irrigations et des usines sur les cours d'eau non navigables ni flottables, département de Seine-et-Marne, 1862 et 1885.
- F14 6256 à 6260 : moulins et usines par cours d'eau (Seine-et-Marne, XIX^e siècle).
- F14 6261 : état général des cours d'eau et usines du département de Seine-et-Marne, 1851.
- F20 294 : état des moulins à farine en activité, an X (1801-1802).
- P 131, *Hommages rendus à la Chambre de France*, fol. 127-128, art. CXXVII (moulins du pont de Moret, 1383), fol. 130 vo, art. CXXX (*id.*, 1386), et fol. 131 v^o, art. CXXXIII (*id.*, 1395).
- NIV Seine-et-Marne, Lebellier, *Atlas des propriétés de l'abbaye Saint-Père*, 1728.

Service historique de la Défense (SHD)

- 10 N 61 et 62, ministère de l'Armement, commandes, marchés et contrats, 1914-1917.

Archives départementales de Seine-et-Marne (AD77)

- Série CA (génie rural) :
 - CA 62 à 250 : direction départementale de l'agriculture, 33 dossiers sur les silos à grains de la vallée.
 - Série E :
 - E 1861, « Fabricants de chaux et propriétaires de fourneaux établis sur la rive de la Seine. Règlements ou sentences du prévôt des marchands et échevins de la ville de Paris », 1693-1775.
 - Série Fi :
 - Cartes postales : <http://archives.seine-et-marne.fr/cartes-postales>.
 - Série J (archives privées) :
 - 122J81 : fonds Albert Bray
 - 140J : fonds de l'Union patronale de Seine-et-Marne, 1919-1923.
 - 175J : fonds Nodet-Gougis, 1981-1995.
 - 255J : fonds des sucreries de Bray-sur-Seine et Provins (XIX^e siècle).
 - 256J1 à J6 : PIC, Préparation industrielle des combustibles (1937-2003).
 - Série M :
 - M4867 : rapport du sous-préfet de Fontainebleau au préfet de Seine-et-Marne sur les grèves de juin 1936.
 - M6784 : enquête sur la capacité de production des moulins, 1936.
- M6946 : rapport du sous-préfet de Fontainebleau au préfet de Seine-et-Marne sur les grèves de 1910 à Montereau-Fault-Yonne.
- M7863 : rapport préfectoral remis au ministère du Travail sur la grève de mai-août 1913 à la fonderie Frébault de Dammarie-lès-Lys, 16 octobre 1913.
- M9300 : état des moulins à farine en activité, 1^{er} juillet 1811.
- Série 5MP (établissements classés dangereux, incommodes ou insalubres) :
 - 5MP1 à 535 (pour 52 communes).
 - Série 4P (cadastre) :
 - 4P77 à 4P490 (pour 52 communes).
 - Série R :
 - 8R/272, préfet D. Dautresme, *Le Département de Seine-et-Marne pendant la guerre, 1914-1915-1916*, Melun, E. Legrand, 1916.
 - Série 3S (cours d'eau) :
 - 3S3, 117, 118 (l'Almont) ; 3S33, 3S34 (le Loing) ; 3S6, 145, 146, 147 (ru de Balory) ; 3S 103/1 (déversoir du canal du Loing).
 - Série 7S (carrières) :
 - 7S41 (Boissise-le-Roi) ; 7S41 (Chartrettes et Vaux-le-Pénil) ; 7S12 (Dammarie-lès-Lys) ; 7S14 (Fontainebleau) ; 7S12 (Fontaine-le-Port) ; 7S14 (La Grande-Paroisse et Saint-Germain-Laval) ; 7S12, 41 (Le Méer-sur-Seine) ; 7S12 (Livry-sur-Seine et Montereau-Fault-Yonne).
 - Série SC :
 - Établissements classés dangereux, incommodes ou insalubres.
 - Série W :
 - Dommages de guerre : SC 20350 (Broquet à Écuelles, 1955) ; SC1090 (Darrasse Frères à Montereau-Fault-Yonne, 1944-1951) ; SC10920 (Usine de céramique Baudelot, Montereau-Fault-Yonne, 1946) ; SC9353 (moulin Provencher, Moret-sur-Loing, 1944-1953) ; SC11032 (Varennes-sur-Seine, Cimenter).
 - Série Z :
 - Monographies communales réalisées par les instituteurs à la demande du ministère de l'Instruction publique pour la préparation des expositions universelles de 1889 et 1900 : <http://archives.seine-et-marne.fr/monographies>.

Archives municipales (AM)

- Champagne-sur-Seine :
 - Permis de construire (après 1945).
 - Dossier du maire François Roger relatif à la « Marche pour l'emploi » (2005).

• Dammarie-lès-Lys :

- Permis de construire.
- « Compte-rendu de la réunion avec les membres du Groupement industriel de Seine-et-Marne, tenue en mairie le 7 avril 1967 concernant les projets municipaux d'aménagement urbain et plus particulièrement l'extension de la zone d'emploi ».
- Délibération du conseil municipal, années 1970.
- Dossier ZAC de la Cartonnerie.
- La Tombe :
- René Beaupré, projet de construction d'un silo de 20 000 quintaux pour la société coopérative de blé de la région de Montereau, 1962.
- Melun :
 - HH d 5 : documents concernant le moulin de Barbeau (XIII^e-XVI^e siècle) et le moulin Notre-Dame (XVII^e siècle).
 - 3 O 3 : documents sur les moulins au XIX^e siècle.
 - 1 G 19 (mat. cad. 1797-an XII), 1 G 20, 1 G 21 (mat. cad. 1820), 1 G 26 (mat. cad. 1829-1866), 1 G 34 (idem), 1 G 35 (idem).
- Saint-Fargeau-Ponthierry :
 - 1W1425 (industrie) ; 1W857 (établissements dangereux et insalubres) ; 1W2204 (usine Morin).
- Saint-Mammès :
 - Cadastre, annuaires et registres d'état civil (recherche de Camille Dabin).
- Seine-Port :
 - Plans du cadastre napoléonien.

Archives d'entreprises

- Académie François Bourdon (Le Creusot) :
 - Archives Schneider & Cie, 98 cotes consultées relatives au projet et au fonctionnement de l'usine de matériel électrique de Champagne-sur-Seine, 3 cotes relatives à ses cités ouvrières (1898-1929).
 - Archives Schneider & Cie, 22 cotes consultées relatives à la filiale SW (1929-1964).
 - Archives de l'usine de Champagne-sur-Seine, Jeumont-Schneider puis JSI, 8 cotes (1964-1989).
 - Fonds photographique de l'usine de Champagne-sur-Seine, environ 60 000 clichés (SW et JS).
- EDF Archives :
 - 713414, dossier de nationalisation de l'Énergie de Seine-et-Yonne.
 - B00393, documentation technique sur la centrale de Montereau, 1960, 1965 et 1968.

- Saint-Gobain Archives :
 - SGDB 0011334, Poliet et Chausson, procès-verbal du conseil d'administration du 27 novembre 1935 (fermeture de l'usine de La Grande-Paroisse).
 - 2PH02413a, panorama photographique de l'usine chimique de L'Air liquide à La Grande-Paroisse, 1917.
 - Archives de la scierie Millet :
 - Plans et photographies.
 - Archives Piketty :
 - Christian Piketty, « Historique des sociétés Piketty établi à partir des archives de l'entreprise, 1987-2014 » et « D'une diversification à une activité principale dans le calcaire à Écuelles, 1913-2002 ».
 - Photographies.
 - EDF R&D, site des Renardières :
 - Plans et photographies.
 - Archives SILEC :
 - D. H. et J. M., *Historique de la SILEC*, « rédigé grâce d'une part aux archives du bâtiment R triées avant destruction, d'autre part aux entretiens [...] avec quelques anciens », septembre 1992.
 - *Projet de valorisation du patrimoine historique, industriel, technique et humain de l'entreprise*, 2 mai 2011.
 - Archives de la coopérative Vivescia :
 - Photographies, plans.

Archives familiales

- Familles Friesé, Leroy et Schneider.

IFA, Cité de l'architecture et du patrimoine

- Fonds Paul Friesé.
- Fonds Jean Le Couteur.

Musées

- Écomusée de Savigny-le-Temple : documentation sur les sucreries.
- Écomusée Creusot-Montceau : cartes postales et tirages photographiques Schneider & Cie.
- Musée de l'Histoire du fer, Jarville-la-Malgrange :
 - *Album Frouard*, 1917.
 - Album photographique de l'inauguration de la SAM, 1975.
 - Rapports de maîtrise sur la SAM, centre de formation Maurice Moreau, Metz, 1977.

II. RESSOURCES EN LIGNE

- <http://basias.brgm.fr>
- <http://basol.environnement.gouv.fr>
- <http://inventaire.iledefrance.fr>

www.culture.gouv.fr/culture/inventai/patrimoine
www.delcampe.net/fr/collections/cartes-postales
www.geoportail.gouv.fr
<https://remonterletemps.ign.fr>
www.cadastre.gouv.fr
www.brgm.fr
www.insee.fr
<http://cnum.cnam.fr>
<http://cassini.ehess.fr>
www.onf.fr
www.inpi.fr
<http://archiwebture.citechaillot.fr>

III. SOURCES IMPRIMÉES

- Annuaire statistique et administratif de Seine-et-Marne*, XX^e siècle.
Annuaire, XIX^e-XX^e siècle.
Annuaire du regroupement des industriels de Seine-et-Marne, XX^e siècle.
Contacts électriques puis *La Vie électrique* (revue de l'EDF), n° 1 (avril-mai 1956) à 335 (janvier 2002), remerciements à Alain Beltran.
L'Annuaire de la betterave, XX^e siècle.
L'Architecture française, constructions industrielles, n° 85-86, 1949.
L'Illustration économique et financière, 31 mars 1923 (état de l'industrie en Seine-et-Marne et monographies d'usines).
L'Opinion économique et financière, n° spécial « La Brie et le Gâtinais », Paris, décembre 1953.
La Coopération pharmaceutique française, bulletin professionnel et commercial, à partir de 1907.
La Coopérative agricole de la Brie, 1931-1981.
La Meunerie française, 1937-1979.
La République de Seine-et-Marne.
Larousse de l'industrie et des arts et métiers, Paris, 1935.
Le Progrès de Seine-et-Marne.
Rapport du jury de l'Exposition universelle internationale de 1900.
Statistique de l'industrie minérale, ministère de l'Agriculture, du Commerce et des Travaux publics, direction des Mines, Paris, Imprimerie nationale, 16 années de 1847 à 1910.
Statistique de la France. Industrie. Résultats généraux de l'enquête effectuée dans les années 1861-1865, Nancy, Berger-Levrault, 2^e série, t. XIX, 1873.
Statistique des forces motrices en 1926, Paris, Imprimerie nationale, 1931.
Le Matériel électrique SW (1934 à 1964), puis revue de Jeumont-Schneider.
Techniques et architecture.
Archives nationales, Hommages rendus à la Chambre de France. Chambre des comptes de Paris,

- série P, XIV^e-XVI^e siècle*, t. II, Paris, 1983.
BARRON (Louis), *Les Fleuves de France. La Seine*, Paris, Henri Laurens, 1900.
BISTON (Valentin), *Manuel théorique et pratique du chafournier*, Paris, L. Laget, 1981 (1^{re} éd. 1828, rééd. de l'ouvrage de 1836).
BOILEAU (L.-C.), « L'usine du métropolitain de Paris », *L'Architecture*, 10 novembre 1900, p. 309.
BOITEUX (Marcel), *Haute tension*, Paris, Odile Jacob, 1993.
Chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée, Notice relative au quadruplement des voies entre Montereau et Sens, 1937.
COPPÉE François, *Usine de Dammarie-les-Lys, établissements de veuve Jacquin et ses fils : fabrique de dragées, pralines, bonbons, marrons glacés, etc.*, Editions Alphonse Lemerre, Paris, 1903.
DEBORD (Guy), *La Société du spectacle*, dans *Oeuvres*, Paris, Gallimard, 2009.
DELAIRE (Edmond), « Une nouvelle ville industrielle : Champagne-sur-Seine », *La Construction moderne*, 15 juillet 1916, p. 1-4.
DIEUDONNÉ (E.), « Les ateliers Schneider & Cie à Champagne-sur-Seine », *La Lumière électrique*, t. XVII, n° 8, 24 février 1912, p. 233-242.
FRUITET (Louis) et **ANDROUAIS** (J.), « Le tube d'acier au service des grandes portées : les usines Devoisselle à Melun (France) », *Acier Stahl Steel*, n° 4, avril 1963, p. 169-176.
LAPRADE (Albert), « Le travail en commun des ingénieurs et des architectes », *L'Architecture française*, n° 85-86, « Constructions industrielles », 1949.
LE CORBUSIER, *Vers une architecture*, 1923.
GRIVAUD (Léon), *Traité pratique de construction et aménagement des usines*, Paris, Ch. Béranger, 1936.
JOANNE (Paul), *Géographie de la Seine-et-Marne*, Paris, Hachette, 1911.
LOUIS (C.-E.), « Une visite à une nouvelle ville ouvrière », *La Réforme sociale*, janvier-juin 1904, p. 382-395.
MAZERET (Constantin), *Panorama descriptif, historique et anecdotique des rives de Seine, de Paris à Montereau*, Corbeil, Creté, 1836.
MILLIN (Louis-Aubin), *Voyage dans les départements du midi de la France*, Paris, Tourneisen, 1804.
Papiers peints et tentures, n° 45, décembre 1924.
PÖMMIER (M.), « Rapport sur les travaux de drainage exécutés par M. Darblay sur sa terre de Noyen et sur l'exploitation et la distillerie agricoles dirigées par M. Jules Muret », *Mémoires d'agriculture, d'économie rurale et domestique*, Société royale d'agriculture de Paris, 1857, p. 369-378.

- SAVARIN, « Le moulin Camus-Michenon », *Le Nouvelliste de Seine-et-Marne*, 25 janvier 1895, p. 2-3.
- TURGAN (Julien), « Établissements Isidore Leroy », *Les Grandes Usines de France*, vol. 7, 1868, p. 193-208.
- TURGAN (Julien), « La fabrique de dragées Jacquin », *Les Grandes Usines*, t. XIII, 1882, n° 252.

IV. BIBLIOGRAPHIE

Artisanat, industrialisation, désindustrialisation en Île-de-France, mémoires de la Fédération des sociétés historiques et archéologiques de Paris et de l'Île-de-France, t. 51, 2000.

Bulletin de la Société d'histoire et d'archéologie de l'arrondissement de Provins, articles sur la faïence de Montereau par BONTILLOT (Jacques), DELAHAYE (Gilbert-Robert), FIEVET (Paule), MARAIS (Jean), PASSERARD (Joël) et MARTIN (Denise-Francine).

La Seine et son histoire en Île-de-France, mémoires de la Fédération des sociétés historiques et archéologiques de Paris et de l'Île-de-France, t. 45, 1994.

ANDRÉ (Bernard) et GASNIER (Marina) (éd.), *Le Patrimoine industriel, nouvelles politiques urbaines et sens de la reconversion*, actes du colloque de Belfort, 21-24 septembre 2011, publiés dans *L'Archéologie industrielle en France*, n° 60, juin 2012.

ANTIER (Chantal), *La Seine-et-Marne : un département dans la Grande Guerre, 1914-1918*, thèse de doctorat d'histoire, université Paris 1 Panthéon-Sorbonne (1992), Villeneuve-d'Ascq, Presses du Septentrion, 1998.

ARH Fil d'Ariane, *Saint-Fargeau-Ponthierry au fil des temps*, Le Mée-sur-Seine, Amatteis, 1989.

AUDIRAC (Pierre-Alain), « 1968-1975 : renouvellement accéléré du parc de logements », *Économie et statistique*, n° 92, septembre 1977, p. 3-15.

AZUELLOS (Laurent) et RENAULT (Olivier) (dir.), *Les Milieux naturels et les continuités écologiques de Seine-et-Marne*, Conseil général de Seine-et-Marne, 2013, p. 20-26.

BACKOCHE (Isabelle) et EUSTACHE (Sophie), *Morillon Corvol, une entreprise née de la Seine*, Paris, Textuel, 2003.

BAILLOT (Rémi), *Georges Claude, le génie foudroyé*, Paris, EDP Sciences, coll. « Sciences & Histoire », 2019.

BALLOT (Michel), « Artisanat, industrialisation, désindustrialisation en vallée du Loing : le bassin aval en Seine-et-Marne », dans *Mémoires de la Fédération des sociétés historiques et archéologiques de Paris et de l'Île-de-France*, t. 51, 2000, p. 401-411.

- BAUCHET (Olivier), « Les moulins de la Haute-Seine », dans *Villeneuve-Saint-Georges au fil de l'eau*, cat. exp., musée de Brunoy, 1998.
- BAYARD (Yves), SCHENDOERFFER (Brigitte), *Paul Friesé, histoire d'une vie*, chez les auteurs, 2012.
- BELCROIX (Cyr), « Inventaire des industries gâtinaises au début du XX^e siècle », dans *Feuilles artistiques et littéraires*, été 1980, n° 10, p. 22-23.
- BELHOSTE (Jean-François), SMITH (Paul), DESCHAMPS (Pierre-Olivier), *Architectures et paysages industriels. L'invention d'un patrimoine*, Paris, La Martinière, 2012.

BENOÎT (Paul), « Les grès de Fontainebleau et de l'Oise : l'approvisionnement de la ville de Paris en pavés à la fin du Moyen Âge », actes du 115^e Congrès national des sociétés savantes (Avignon, 1990), colloque *Carrières et constructions*, Paris, CTHS, 1991, p. 275-289.

BENOIT (Serge), « Les conséquences de l'électrification des ateliers sur la machine-outil jusqu'à 1939 », dans BENOIT (Serge) et MICHEL (Alain)(dir.), *Le Monde du génie industriel au XX^e siècle : autour de Pierre Bézier et des machines-outils*, Belfort, UTBM, p. 45-62.

BENOIT (Serge), *La Modernité de la tradition... Les énergies renouvelables classiques : l'eau et le bois dans la voie française de l'industrialisation, c. 1750-c. 1880*, thèse de doctorat d'histoire, université d'Evry-Val-d'Essonne, 2006.

BERTHIER (Karine) et MABIRE (LA CAILLE (Claire)), « Transformation et gestion de cours d'eau entre Marne et Seine au Moyen Âge », dans LASSÈRE (Odile) (dir.), *Patrimoine et paysages*, Cahiers Jean Hubert, n° 3, Lyon, Lieux-Dits, 2009, p. 142-160.

BONTILLOT (Jacques), « La faïence de Creil et de Montereau, deux siècles de production », dans *Notre département la Seine-et-Marne*, n° 24, avril-mai 1992, p. 15-16.

BONTILLOT (Jacques), NEUMANN (Pierre), « Les poteries du quartier Saint-Nicolas à Montereau », dans *Bulletin de la Société d'histoire et d'archéologie de Provins*, n° 125, 1971, p. 100-114.

BORDAIS (Muriel), *La Coopérative de stockage de la Brie (1931-1945)*, mémoire de maîtrise, A. Prost et M. Dreyfus (dir.), 1998.

BOUQUET (Victor), *Samois-sur-Seine, notice historique et archéologique depuis les temps anciens jusqu'à la Révolution*, E. Le Deley, 1913.

BRÉT (Patrice), BREYSSE (Jacques), EMPTOZ (Gérard) et LAMARTINE (Roger), « Le patrimoine industriel de la chimie, un domaine à explorer », *Patrimoine industriel*, n° 69, décembre 2016, p. 6-15.

BRETONNET (Roger), « Le site Prugnat », dans *La Revue de Moret et de sa région*, n° 137, 1995, p. 91-92.

BREZOL (Max), « Les carrières de Fontainebleau », dans *La Revue de Moret et de sa région*, 4^e trimestre, 1972, p. 91-97.

BUSSIÈRE (Roselyne), *Conflans-Sainte-Honorine, terre de confluences*, Paris, Inventaire général du patrimoine culturel-Région Île-de-France, Paris, coll. « Images du patrimoine », n° 233, 2005.

CHASSAGNE (Serge), *Le Coton et ses patrons. France, 1760-1840*, Paris, EHESS, 1991.

CHAUVEAU (Sophie), *L'Invention pharmaceutique. La pharmacie française entre l'État et la société au XX^e siècle*, Paris, Les Empêcheurs de penser en rond, 1999.

CHESNE (Marcel), « Carrières et fours à Champagne et Thomery », dans *La Revue de Moret et de sa région*, n° 115, 1^{er} trimestre 1990, p. 5-9.

CHEVALLIER (Denis), « Enquête sur la maréchalerie (2001-2002) », dans *La Revue des musées de France. Revue du Louvre*, février 2004, n° 1, p. 81-84.

CILAC, *L'Archéologie industrielle en France*, puis *Patrimoine industriel*, 69 numéros depuis 1976.

CLÉMENT (abbé), *Le Village et l'Ancien Prieuré de Saint-Mammès*, 1900.

COLLECTIF, *Le Ru de Balory*, foyer communal de Seine-Port, 1988.

COLLECTIF, *Reconvertir le patrimoine*, Cahiers Jean Hubert, n° 4 (rencontres départementales du patrimoine de Seine-et-Marne), Lyon, Lieux-Dits, 2011.

COLPART (Luc), « L'abbaye de Barbeau au Moyen Âge », *Mémoires Paris et Île-de-France*, t. 46, 1995, p. 11-90.

Conseil général de Seine-et-Marne et

CAUE 77, *Atlas des paysages de Seine-et-Marne*, CG77, 2007, p. 217.

Conseil régional d'Île-de-France, *Diagnostic du pacte pour le développement territorial du Sud Seine-et-Marne (Pacte Sud 77)*, 2013.

Conseil régional d'Île-de-France, *Île-de-France 2030, schéma directeur de la Région Île-de-France*, adopté le 18 octobre 2013, 5 vol.

CORVOL (Xavier), *Morillon-Corvol, du bois flotté au château de sable*, Conflans-Sainte-Honorine, Cahiers du musée de la Batellerie, 2011.

COURSIÉRAS (Cécile), *Pollet et Chausson, ascension et déclin d'une grande entreprise*

- cimentière française (1901-1971), thèse de doctorat d'histoire, Dominique Barjot (dir.), université Paris 4 Sorbonne, 2017.
- COURTOIS (Jean), « À Moret... les chaufourniers », dans *La Revue de Moret et de sa région*, n° 115, 1^{er} trimestre, 1990, p. 25-27.
- Cultures du travail, identités et savoirs industriels dans la France contemporaine*, séminaire de Royaumont, janvier 1987, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 1989.
- DAUMAS (Maurice), *L'Archéologie industrielle en France*, Paris, Robert Laffont, 1980.
- DAUVERGNE (Michel), LETHÈVE (François), *Le Mée et son histoire*, Maury Imprimeur, Ville du Mée-sur-Seine, 1994.
- DE BRUIGNAC (Véronique), *Arts et techniques, le papier peint*, Paris, Massin, 1995.
- DEBATISSE (Michel), *La Révolution silencieuse. Le combat des paysans*, Paris, Calmann-Lévy, 1963.
- DELAFORGE (E.), *Seine-Port et Sainte-Assise*, Melun, Hérissé, 1874.
- DELAHAYE (Gilbert-Robert), « Industrialisation et désindustrialisation : le bassin d'emplois de Montereau », dans *Bulletin de la Société d'histoire et d'archéologie de Provins*, n° 156, 2002, p. 191-215.
- DELHAL (Benjamin), *Les Matériaux de construction : extraction, transport et utilisation dans l'Est parisien (XVII^e-XVIII^e)*, mémoire de maîtrise, Dominique Margairaz et Anne Conchon (dir.), université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, UFR 09 IDHE, 2004-2005.
- DIDON (Albert), « L'usine de Champagne à 50 ans », « La chapelle russe de Champagne-sur-Seine », « L'église Saint-François-d'Assise de Champagne-sur-Seine » (avec Georges Fauré), dans *La Revue des amis de Moret et de sa région, passim*.
- DIDON (Albert), « De quelques industries autour du confluent du Loing au XX^e siècle », dans *Mémoires de la Fédération des sociétés historiques et archéologiques de Paris et de l'Île-de-France*, t. 51, 2000, p. 412-425.
- DIDON (Albert), HUET (Suzette), *Moret-sur-Loing, une cité au cœur de l'histoire*, Le Mée-sur-Seine, Amatteis, 2008.
- DOREL-FERRÉ (Gracia), « Le patrimoine industriel », *Historiens et Géographes*, hors-série, 2007-2008.
- DUCHEIN (A.), *Seine-Port*, Melun, Legrand, 1927.
- DUFOURNIER (Benoît), « Le patrimoine industriel du sucre de betterave », dans DOREL-FERRÉ (Gracia), *Le Patrimoine industriel de Champagne-Ardenne*, CRDP Champagne-Ardenne, 2004, p. 91-108.
- EMPTOZ (Gérard), « Les chimistes, leurs institutions et leurs sociétés savantes entre les deux guerres. II. La nouvelle chimie de l'azote », *L'Actualité chimique*, janvier 2014, n° 381, p. 40-46.
- ERNAUX (David), *Le Centre de recherches et d'essais EDF Les Renardières, histoire et patrimoine de 1963 à 2011*, mémoire de master, histoire des techniques, Anne-Françoise Garçon (dir.), université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, 2011.
- ERPHA, *L'Exploitation des grès en forêt de Fontainebleau au XIX^e siècle*, étude documentaire dirigée par l'ONF pôle archéologie, paysage et accueil du public, en ligne, 2010.
- ESCARO (Jean), *L'Industrialisation de la Seine-et-Marne*, thèse de troisième cycle en aménagement régional, planification et urbanisme, Jean Basté (dir.), Université Paris 4 Sorbonne, 1978 (AD77, 100J266).
- FERNANDEZ ORDOÑEZ (José A.), *Eugène Freyssinet*, Paris, Éditions du Linteau, 2012.
- FIBLEC (Hugues), *Architectures de l'âge industriel. Paul Friesé. 1851-1917*, IFA, Norma, 1991.
- FIEVET (Paule), *La Vie à Montereau de 1880 à 1920*, Le Mée-sur-Seine, Amatteis, 1989.
- FIEVET (Paule), *La Vie à Montereau de 1920 à 1940*, Le Mée-sur-Seine, Amatteis, 1997.
- FÖRSTEL (Judith), « Des usines en ville. Évolution de la géographie industrielle de Melun, 1780-1914 », *Histoire urbaine*, n° 26, décembre 2009, p. 111-138.
- FOURQUIN (Guy), *Le Domaine royal en Gâtinais, d'après la prisée de 1332*, Paris, EHESS, 1963.
- FREY (Jean-Pierre), « Parc immobilier et mobilité, Champagne-sur-Seine, 1903-1930 », *Société et urbanistique patronale*, t. 4, Paris, MULT-Plan Urbain/MAIL, 1989.
- FURIO (Antoine), « Trente ans de reconversion en Seine-Saint-Denis », *L'Archéologie industrielle en France*, n° 60, juin 2012, p. 40-47.
- FURIO (Antoine), LANGLOIS (Hélène) (dir.), *Le Monde d'Ideal, mémoire et patrimoine de l'usine Ideal Standard à Aulnay-sous-Bois*, Ville d'Aulnay-sous-Bois/CG93, 2009.
- GALLO (Emmanuelle), *Modernité technique et valeur d'usage : le chauffage des bâtiments d'habitation en France*, thèse de doctorat d'histoire, université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, 2 vol., 2006.
- GARÇON (Anne-Françoise), « Le patrimoine, antidote de la disparition ? », dans *Historiens et Géographes*, n° 405, janvier-février 2009, p. 197-206 (<http://monclioblog.blogspot.fr/2009/01/le-patrimoine-antidote-de-la.html>).
- GASNIER (Marina), *Patrimoine industriel et technique. Perspectives et retour sur 30 ans de politiques publiques au service des territoires*, coll. « Cahiers du patrimoine », n° 96, Lyon, Lieux-Dits, 2011.
- GOUX (Claude), GOUÈRE (André), BLANC (Jacques) et PASSERAND (Joël), *Entre Seine et Brie, la vallée des sept moulins*, Foyer rural de La Grande-Paroisse, 2005.
- GUILLERME (André), *Bâtir la ville, révolutions industrielles dans les matériaux de construction, France et Grande-Bretagne, 1760-1840*, Champ Vallon/PUF, 1995.
- GUILLORY (Georges), « La disparition des petites industries dans les environs de Fontainebleau », dans *L'Abbeille de Fontainebleau*, 2 avril 1911.
- HERBET (Félix), *Les Carriers de la forêt de Fontainebleau au XVII^e siècle*, Fontainebleau, impr. de M. Bourges, 1898.
- HOUSSON (René), *Dammartie-lès-Lys à travers les âges, des origines à nos jours*, 1983.
- HUET (A.-F.), *Étude géologique, historique et statistique sur Thomery ancien et moderne. Notice sur les environs*, Amatteis, 1987, fac-similé de l'édition de 1892.
- JACQUES (Annie), « Edmond Delaire », inha.fr, 2009.
- JAUDIN CARRÉ (André), « La tannerie et l'eau », dans *Mémoires de la Fédération des sociétés historiques et archéologiques de Paris et de l'Île-de-France*, t. 45, 1994, p. 491-504.
- KAPLAN (Steven L.), *Les Ventres de Paris. Pouvoir et approvisionnement dans la France d'Ancien Régime*, Paris, Fayard, 1988.
- KELLER (Raymond), « Historique résumé de la société industrielle de céramiques et de l'Usine céramique d'Écuelles, souvenirs personnels », *Culture & Patrimoines, la revue des amis de Moret et de sa région*, n° 209, 3^e trimestre 2013.
- LABORDE (Marie-Françoise), *Les Affolantes des bords de Seine*, Paris, Somogy, 1999.
- LACOUR (Virginie), *La Manufacture de papiers peints Leroy. Saint-Fargeau-Ponthierry, Seine-et-Marne*, Paris, Somogy, coll. « Parcours du patrimoine/Région Île-de-France », n° 353, 2009.
- LARROQUE (Dominique), *Histoire du service de la production thermique d'Électricité de France*, t. I, 1946-1973, AHEF, 1996.
- LE BAS (Antoine), *Architectures de brique en Île-de-France, 1850-1950*, Paris, Somogy, p. 31-51, coll. « Cahiers du Patrimoine/Inventaire général du patrimoine culturel, Région Île-de-France », n° 105, 2014.

- LE CHAUDELEC (Yannick), *Histoires de plantes et mémoires des hommes, rencontre avec les cultivateurs herboristes de la région de Milly-la-Forêt*, Milly-la-Forêt, PNR du Gâtinais français, 2013.
- LE ROUX (Thomas), *Les Paris de l'industrie, 1750-1920*, Grâne, Créaphis, 2013.
- LE SUEUR (Bernard), *Conflans-Sainte-Honorine, histoire fluviale de la capitale de la battellerie*, Paris, L'Harmattan, 1994.
- LEROY (Gabriel), *Le Commerce et l'Industrie à Melun avant 1789*, Meaux, 1858, rééd. 1867.
- LOHR (Evelyne), MICHEL (Geneviève), PIERROT (Nicolas), *Les Grands Moulins de Pantin, l'usine et la ville*, Lyon, Lieux-Dits, 2009.
- MABIRE LA CAILLE (Claire), « Les moulins de Melun et de ses environs », *Histoire et archéologie du pays melunais*, bulletin du GRAM, n° 1, 2005, p. 105-123.
- MACERON (Vanessa), BOUCHET (Cécile), *Saint-Mammès, terre de mariniers, approche ethnologique d'une population et d'un territoire*, Dammarie-lès-Lys, musée départemental des Pays de Seine-et-Marne, 1993.
- MARAIS (Jean), « Industrialisation et désindustrialisation : le bassin d'emplois de Montereau », *Bulletin de la Société d'histoire et d'archéologie de l'arrondissement de Provins*, n° 156, 2002, p. 191-212.
- MARAIS (Jean), *Éléments pour une histoire de Montereau sous le Premier Empire et les derniers rois*, Montereau-Fault-Yonne, 1991, dactyl. (AD77).
- MARAIS (Jean), *Éléments pour une histoire de Montereau, 1848-1914*, Montereau-Fault-Yonne, 1993, dactyl. (AD77).
- MARAIS (Jean), *Histoire de Montereau-Fault-Yonne, des origines à nos jours*, Provins, SHAP, 2000.
- MAURET-CRIBELLIER (Valérie), *Entre fleuves et rivières, les canaux du centre de la France*, Région Centre, Inventaire général du patrimoine culturel, « Images du patrimoine », n° 246, Orléans, AREP Éditions, Lyon, Lieux-Dits, 2008.
- MICHEL (Richard), *Entreprises et entrepreneurs de Seine-et-Marne*, Melun, SEDIPA, 1994.
- OBERT (Daniel), ESTRADE (Lucien), « Les anciennes carrières de grès de la région de Fontainebleau », actes du 117^e Congrès national des sociétés savantes, colloque *Carrières et constructions*, Paris, CTHS, 1992, p. 133-147.
- PASSAQUI (Jean-Philippe), « Le transfert des ouvriers du Creusot vers l'usine de Champagne-sur-Seine », *Bulletin de l'Académie François Bourdon*, n° 14, mars 2013, p. 16-19.
- PASSAQUI (Jean-Philippe), *Les voyages forment l'ingénieur. Les houillères du Centre-Midi de la France (1851-1873)*, Paris, Classiques-Garnier, coll. « Histoire des techniques », n° 7, 2015.
- PERCHEMINIER (Laurence), *L'Industrie du sucre indigène en Seine-et-Marne (1811-1884)*, mémoire de maîtrise d'histoire, Michelle Perrot (dir.), université Paris 7 Diderot, 1991.
- PICARD (Nathalie), *Essai sur le domaine temporel de l'abbaye de Preuilly du XII^e siècle au XV^e siècle*, mémoire de maîtrise Léon Pressouyre (dir.), université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, 1992.
- PIERROT (Nicolas), ANDRÉ (Louis), « La papeterie d'Essonne », *L'Archéologie industrielle en France*, n° 47, décembre 2005, p. 14-23.
- PIERROT (Nicolas), *Champagne-sur-Seine. Et l'usine créa la ville...*, Paris, Somogy, coll. « Parcours du patrimoine/Région Île-de-France », n° 370, 2011.
- PIERROT (Nicolas), « La reconversion du patrimoine industriel en Île-de-France. Approche typologique », dans Arlette Auduc (dir.), *Rénover, réutiliser, reconvertis le patrimoine*, actes du colloque régional des 15-16 septembre 2014, p. 117-135 (en ligne).
- PIERROT (Nicolas), « L'Île-de-France – dont Paris / The industrial heritage of the Île-de-France Region », *Patrimoine industriel – Archéologie, techniques, mémoire*, revue du CILAC, mars 2016, n° 66-67, p. 126-143.
- PIETTRE (Alexandre), « Entre l'urbain et le social, un espace politique ? Histoire et devenir du quartier de la plaine du Lys à Dammarie-lès-Lys à l'aune de la mobilisation de l'association "Bouge qui bouge" », *L'Homme et la Société*, n° 160-161, 2006-2, p. 103-134.
- PINCHON (Jean-François), *Édouard et Jean Niermans, du Trocadéro à la Maison de la Radio*, Ixelles, Mardaga, Paris, Institut français d'architecture, 1985.
- PINSEAU (Hubert), *Histoire de la construction et de l'exploitation du canal d'Orléans de 1676 à 1954*, Paris, Clavreuil, et Orléans, Masselot, 1963.
- PLANCKE (René-Charles), « Sucres et betteraves en Seine-et-Marne », dans *Bulletin de la société arts-histoire et collection*, n° 11, juin 1977, p. 23-26.
- PONS (Michel), *Thomery patrimoine viticole*, Association de préfiguration du musée de la Vigne, 2003.
- PONS (Michel), *Les Écoles La Fayette et Pittsburgh : deux écoles de l'Œuvre des pupilles de Seine-et-Marne (1919-1969)*, DVD, 2008.
- POUGEON (abbé), *L'Antique et Royale Cité de Moret-sur-Loing*, Moret, 1889.
- Préfecture de Seine-et-Marne, Commission départementale de la nature, des paysages et des sites, *Schéma départemental des carrières de Seine-et-Marne, 2014-2020*.
- PROST (Philippe), « La réhabilitation des bâtiments de l'usine Leroy », *Monumental*, 2011-2, p. 79.
- RABACHE (Loïc), « La centrale électrique de la manufacture Leroy », *Musées et collections publiques de France*, n° 256, 2009, p. 81.
- RAMBAUD (Isabelle) (dir.), *La Seine-et-Marne industrielle : innovations, talents, archives inédites*, Lyon, Lieux-Dits, Melun, Direction des archives, du patrimoine et des musées départementaux, 2010 (bibliographie).
- RÉAL (Emmanuelle), COUCHAUX (Denis), *Reconversions. L'architecture industrielle reinventée*, Rouen, Inventaire général du patrimoine culturel de Haute-Normandie, coll. « Images du Patrimoine », n° 249, 2008.
- RÉAL (Emmanuelle), COUCHAUX (Denis), *Le Paysage industriel de la Basse-Seine*, Rouen, Inventaire général du patrimoine culturel de Haute-Normandie, coll. « Images du Patrimoine », n° 281, 2013.
- REGARD (André), « La faïencerie de Moret », dans *La Revue de Moret et de sa région*, 1^{er} trimestre, 1985, p. 5-9.
- REGNAULT (Jean-Michel), *Champagne-sur-Seine*, Le Mée-sur-Seine, Lys Éditions Presse/Amatteis, 1993.
- Réserve de biosphère de Fontainebleau et du Gâtinais, Géofestival et Géomis, *Mémoires de pierre : les ressources minérales du territoire de Fontainebleau et du Gâtinais et leurs relations avec les activités humaines*, 2014 (en ligne).
- SMITH (Paul), « Le patrimoine industriel », *Monumental*, 2015-1.
- UNICEM, IAURIF, DRIRE, *Granulats en Île-de-France*, janvier 2004.
- WOLF (Philippe), *PIC équipe épique, la vie et l'œuvre de Christian Wolf*, Malesherbes, Maury Imprimeur, 1992.
- WORONOFF (Denis), *Histoire de l'industrie en France, du XVI^e siècle à nos jours*, Paris, Seuil, 1994.
- WORONOFF (Denis), *La France industrielle. Gens des ateliers et des usines (1890-1950)*, Paris, Éditions du Chêne, 2003.
- WORONOFF (Denis), *Histoire de l'emballage en France, du XVIII^e siècle à nos jours*, Valenciennes, PUV, 2015.

REMERCIEMENTS

Nous souhaitons adresser nos remerciements les plus chaleureux :

Aux élus des communes, des communautés de communes, du Département et de la Région, ainsi qu'à leurs services, qui nous ont accueillis sur leur territoire, encouragés, et ouvert leurs précieuses archives ;

Aux chefs d'entreprises, salariés et propriétaires de sites qui nous ont ouvert leurs portes, toujours avec enthousiasme, et montré leurs trésors patrimoniaux autant que leurs équipements les plus actuels ;

Aux témoins, habitants, érudits, fins connaisseurs de leur ancienne entreprise et de leur territoire, qui par leurs paroles ont donné vie à des enveloppes architecturales souvent muettes faute d'archives, et nous ont guidés vers des sites cachés ;

À Muriel Genthon, directrice de la culture, Région Île-de-France, et à Pierre-Marie Cuny, directeur des affaires culturelles, Département de Seine-et-Marne, pour avoir porté ce projet et créé les conditions favorables à son aboutissement ;

À l'équipe des archives départementales de Seine-et-Marne qui n'a pas ménagé ses efforts pour nous guider dans les très riches séries relatives à l'histoire industrielle ;

Aux archives et aux musées français dont les reproductions d'œuvres et de photographies viennent enrichir cet ouvrage ;

Aux équipes du service Patrimoines et Inventaire de la Région Île-de-France et de la direction des affaires culturelles du Département de Seine-et-Marne, qui ont porté ce projet plusieurs années durant ; à Arlette Auduc, Odile Lassère et Isabelle Rambaud qui ont lancé et toujours soutenu ce projet ; à Roselyne Bussière et Antoine Le Bas qui, pas à pas, ont accompagné grâce à leurs suggestions judicieuses et leurs critiques constructives, la progression de l'enquête et l'élaboration de cette synthèse ;

À l'équipe et aux étudiants des master « histoire des techniques » et « Erasmus Mundus TPTI » de l'Université Paris Panthéon-Sorbonne, à l'équipe de l'IHMC, et aux auditeurs du séminaire « l'Industrie patrimoine et culture » (Paris I-Région Île-de-France, 2010-2013), dont les réflexions ont été réinvesties dans cette étude ;

À tous ceux, chercheurs et étudiants, qui nous ont fait bénéficier de leur savoir et de leurs recherches en cours ;

Enfin à tous ceux qui se reconnaîtront à la lecture de cet ouvrage, qui se veut d'abord un hommage et un outil de réflexion destiné aux femmes et hommes qui ont construit et qui font vivre ce territoire.

CRÉDITS PHOTOGRAPHIQUES

SUR SITES :

- © Région Île-de-France, Philippe Ayrault, ADAGP : couverture, p. 6, 10-11, 15, 21, 23, 30, 56, 57, 59, 63, 64, 67, 69 à 75, 78, 79, 81 à 83, 85 à 87, 89, 90, 92, 93 (haut droite et gauche), 94 à 97, 109 à 117, 119 à 135, 137 à 169, 177 (gauche), 182 à 186, 187 (droite), 188 (gauche), 191, 195, 206 à 209, 216, 217, 218, 220-221, 224 (1^{re} et 2^e colonne, 3^e haut, 4^e bas), 225 (1^{re} colonne, 2^e haut), 226 (2^e colonne haut et bas), 227 (2^e et 4^e colonnes), 228 (les 7 images), 229 (les 7 images), 230 (1^{re} et 2^e colonnes, 3^e bas, 4^e), 231 (2^e et 4^e colonnes), 232 (les 5 images), 233 (1^{re} colonne), 234 (1^{re} colonne, 2^e haut et bas, 4^e), 235 (3^e et 4^e colonnes), 236 (les 2 images), 237 (3^e colonne haut et bas), 240 (4^e colonne), 241 (1^{re} colonne haut, 2^e), 242 (3^e colonne bas, 4^e), 243 (1^{re}, 2^e, 3^e colonne haut), 244 (2^e, 3^e, 4^e colonne bas), 246 (1^{re} et 3^e colonnes), 247 (1^{re} et 2^e colonnes), 248 (les 4 images), 249 (les 2 images), 250 (les 3 images), 251 (les 5 images), 252 (1^{re} colonne, 2^e, 3^e, 4^e haut), 253 (1^{re} colonne haut), 254 (les 4 images), 255 (les 5 images), 256 (1^{re} et 2^e colonnes), 257 (2^e colonne), 258 (1^{re}, 2^e bas, 3^e et 4^e colonnes), 259 (3^e et 4^e colonnes), 260 (4^e colonne), 261 (les 4 images), 262 (les 3 images), 263 (1^{re}, 2^e, 4^e colonnes).
 © Département de Seine-et-Marne, Yvan Bourhis : p. 8, 60-61, 65, 88, 99 à 107, 170 à 176, 177 (droite), 178 à 181, 187 (gauche), 188-189, 190, 192, 193, 196 à 205, 211 à 215, 219, 224 (2^e colonne bas), 225 (2^e colonne bas, 4^e haut et bas), 226 (1^{re} colonne haut et bas, 3^e, 4^e), 227 (1^{re} colonne), 233 (2^e et 4^e colonnes), 237 (1^{re} et 2^e colonne), 240 (2^e colonne), 241 (1^{re} colonne bas, 4^e haut et bas), 242 (2^e colonne, 3^e haut), 243 (3^e colonne bas, 4^e), 244 (1^{re} colonne haut et bas), 244 (4^e colonne haut), 245 (les 5 images), 246 (2^e colonne), 253 (1^{re} colonne bas, 2^e, 3^e, 4^e), 257 (3^e colonne), 259 (1^{re} colonne), 260 (1^{re}, 2^e, 3^e colonnes), 263 (3^e colonne).
 © Région Île-de-France, Stéphane Asseline, ADAGP : p. 77 (haut et bas), 238 (les 3 images), 239 (1^{re} colonne haut et bas, 3^e haut, 4^e).
 © Région Île-de-France, Chloé Bazaad, ADAGP : p. 108, 233 (3^e colonne).
 © Région Île-de-France, Jessica Bonin, ADAGP : p. 91, 93 (bas à droite).
 © Région Île-de-France, Christian Descamps, ADAGP : p. 239 (2^e colonne).
 © Région Île-de-France, Laurent Kruszyk, ADAGP : p. 8, 37 (bas à gauche), 257 (4^e colonne).

REPRODUCTIONS DE DOCUMENTS :

- © Archives nationales, repr. Stéphane Asseline, Région Île-de-France, ADAGP : p. 26, 66.
 © Archives départementales de Seine-et-Marne, repr. Yvan Bourhis : p. 25 (haut et bas à droite), 27, 28, 36, 37 (haut), 40 (bas), 44, 50, 51 (gauche), 53 (haut), 84, 240 (1^{re} colonne haut et bas), 256 (4^e colonne haut), 258 (2^e colonne haut).
 © Archives départementales de Seine-et-Marne : p. 32, 47 (gauche et droite), 48.
 © Archives municipales de Dammarie-lès-Lys : p. 53 (bas), 54, 231 (1^{re} et 3^e colonne).
 © Saint-Gobain Archives, Blois : p. 43, 235 (2^e colonne).
 © Musée de la Batellerie, Conflans-Sainte-Honorine : p. 14.
 © Académie François Bourdon, Le Creusot : p. 39 (haut et bas à gauche), 40 (haut), 41 (haut à gauche), 42 (bas), 51 (droite).
 © Musée de l'Histoire du fer, Jarville-la-Malgrange, métropole du Grand-Nancy : p. 42 (haut à gauche).
 © Musée municipal de Melun, repr. Stéphane Asseline, Région Île-de-France, ADAGP : p. 25 (bas à droite), 33, 34 (gauche et droite), 35, 237 (3^e colonne haut).
 © Service archéologique municipal de Melun, repr. Stéphane Asseline, Région Île-de-France, ADAGP : p. 41 (haut à droite).
 © Conservatoire du vélo, Moret-Loing-et-Orvanne, repr. Philippe Ayrault, Région Île-de-France, ADAGP : p. 136.
 © Centre de recherche et d'essais EDF Les Renardières, repr. Philippe Ayrault, Région Île-de-France, ADAGP : p. 52 (haut à gauche, à droite, en bas).
 © Collection Camille Dabin : p. 252 (4^e colonne bas), 256 (4^e colonne bas).
 © Collection C. Descloux : p. 239 (3^e colonne bas).
 © Collections particulières, repr. Yvan Bourhis, Département de Seine-et-Marne : p. 12-13.
 © Collections particulières, repr. Philippe Ayrault, Région Île-de-France, ADAGP : p. 37 (gauche et droite), 39 (bas à droite), 42 (haut à droite), 80, 118, 240 (3^e colonne), 242 (1^{re} colonne haut et bas), 247 (haut).

Ouvrage réalisé sous la direction de Somogy éditions d'art

Directeur éditorial : Nicolas Neumann

Responsable éditoriale : Stéphanie Méséguer

Coordination éditoriale : Christine Dodos-Ungerer

Conception graphique : Sophie Charbonnel

Contribution éditoriale : Sandra Pizzo

Fabrication : Béatrice Bourgerie et Mélanie Le Gros

La photogravure a été réalisée par Quat'Coul, Toulouse.

Cet ouvrage a été achevé d'imprimer par Leporello en Union européenne en août 2017.

André Malraux, 25 mars 1969

En même temps qu'il complète nos connaissances, il suggère une mise en question sans précédent des valeurs sur lesquelles ces connaissances se fondent. Les objets d'archéologie peuvent être définis en tant que témoins. On les rassemble selon des méthodes d'ordre scientifique, ou qui tentent de l'être.

L'insertion inconnue rejoint l'inscription connue, et le morceau d'architrave, la colonne mutilée. Il n'en va pas de même des œuvres d'art. Au musée, dans notre mémoire, dans nos inventaires, l'objet inconnu, depuis un siècle, rejoint moins l'objet connu que l'œuvre dédaignée ne rejoint l'œuvre admirée. L'inventaire qui rassemblait les statues romaines de Provence n'était pas de même nature que celui qui leur ajoute les têtes de Roquepertuse et d'Entremont. Il ne s'agit pas seulement d'une « évolution du goût ». (Évolution troublante, comme celle de la mode, car nul n'a expliqué ce qui pousse les hommes à être barbus sous Agamemnon, Henri IV et Fallières, et rasés sous Alexandre ou Louis XV.) Ce n'est pas seulement le goût qui, dans les inventaires, ajoute les statues romaines aux statues romaines, et les œuvres gothiques aux œuvres romanes, avant de leur ajouter les têtes d'Entremont. Mais ce ne sont pas non plus les découvertes, car les œuvres gothiques n'étaient point inconnues : elles n'étaient qu'invisibles. Les hommes qui recouvrirent le tympan d'Autun ne le voyaient pas, du moins en tant qu'œuvre d'art.

Pour que l'œuvre soit inventoriée, il faut qu'elle soit devenue visible. Et elle n'échappe pas à la nuit par la lumière qui l'éclaire comme elle éclaire les roches, mais par les valeurs qui l'éclairent comme elles ont toujours éclairé les formes délivrées de la confusion universelle. Tout inventaire artistique est ordonné par des valeurs ; il n'est pas le résultat d'une énumération, mais d'un filtrage.

Nous écartons, nous aussi, les œuvres que nous ne « voyons » pas. Mais que nous puissions ne pas les voir, nous le savons, et sommes les premiers à le savoir ; et nous connaissons le piège de l'idée de maladresse. Si bien que nous ne tentons plus un inventaire des formes conduit par la valeur connue, beauté ou expression, qui orientait la recherche et la résurrection ; mais, à quelques égards, le contraire : pour la première fois, la recherche, devenue son objet propre, fait de l'art une valeur à découvrir, l'objet d'une question fondamentale.

Et c'est pourquoi nous tenons à mener à bien ce qui ne put l'être pendant cinquante ans : l'inventaire des richesses artistiques de la France est devenu une aventure de l'esprit.

Dans quel monde entrons-nous ? C'est le cri unanime, le soupir jamais contenu, la question qui, sans répit, perle du bouquet de paroles, de monuments et de vestiges qui forment la trame de cet ouvrage. Voici en effet l'histoire d'une portion de vallée française, couverte en deux siècles d'un brun manteau d'usines, frappée par la grande crise systémique des années 1970 et saisie par la mutation du système productif. Au spectacle de la ruine, voire de la table rase, a succédé celui des combats pour la réindustrialisation, des actions pour soutenir les zones d'activité, des efforts enfin pour reconvertis les sites emblématiques à de nouveaux usages. Au-delà des années de tourmente, quel héritage l'industrie aura-t-elle légué à ce territoire, pour le meilleur et pour le pire ?

Il était urgent de recenser et d'étudier les traces matérielles de cette aventure et de leur donner vie grâce aux témoignages des anciens. Ce livre est le résultat d'un long arpantage et d'une enquête approfondie menée en Seine-et-Marne, dans les cinquante-deux communes de la vallée de la Seine. Un territoire situé en amont de la capitale, qui dès le Moyen Âge et l'époque moderne lui a fourni le blé, le bois, les pierres, le sable, la chaux, les briques nécessaires à sa subsistance et à son essor. Un territoire irrigué en retour par l'expansion de l'agglomération parisienne, l'une des principales capitales de la « révolution industrielle » occidentale. Un territoire de transition, en somme, entre l'amont nourricier et l'aval urbain.

